PUBLICATIONS DE LA SORBONNE

SÉRIE " DOCUMENTS " – 23

JEAN BÉRENGER

LES « GRAVAMINA »

REMONTRANCES DES DIÈTES DE HONGRIE DE 1655 A 1681

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE



PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
Série « Documents » — 23

Université de Paris IV — Paris-Sorbonne
TRAVAUX DU CENTRE DE RECHERCHES SUR LA CIVILISATION DE L'EUROPE MODERNE
Fascicule 15

JEAN BÉRENGER
Professeur à l'Université de Haute-Bretagne

LES « GRAVAMINA »

REMONTRANCES DES DIÈTES DE HONGRIE DE 1655 A 1681

Recherches sur les fondements du droit d'Etat au XVII^e siècle

OUVRAGE PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS DU C. N. R. S.



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS
1973

AMICIS DILECTIS MEIS HUNGARICIS

Dépôt légal. — 1re édition : 2e trimestre 1973
© 1973, Presses Universitaires de France
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

PRÉFACE

Dans mon séminaire, au Centre de Recherches sur la Civilisation de l'Europe moderne (Sorbonne), fondé et dirigé par le Pr Roland Mousnier, nous avons étudié, pendant plusieurs années, la question du droit d'Etat et de l'éveil de la conscience nationale.

M. Jean Bérenger y apportait une collaboration d'autant plus efficace que sa connaissance du hongrois lui permettait d'atteindre d'abord la littérature historique en cette langue, puis, au cours de séjours d'été en Hongrie, les sources elles-mêmes.

Ainsi s'est précisé le projet de cette édition de textes.

Une nouvelle problématique s'était, en effet, dégagée de notre enquête. Trop longtemps, la conscience nationale sous la forme qu'elle a prise au dix-neuvième siècle a été tenue pour valeur permanente à travers l'histoire. Cette interprétation qu'explique en partie une perspective idéologique, colorée par l'état des faits contemporains, se révèle à l'analyse beaucoup trop simpliste. Elle a conduit à de nombreux malentendus, d'autant plus qu'il est très difficile aux Européens occidentaux de bien imaginer les conditions sociologiques du monde agraire du dix-septième siècle en Europe centrale, là où l'organisation seigneuriale s'était consolidée et où la noblesse prenait à la Diète le rôle de défenseur des privilèges politiques, fiscaux et religieux du pays contre les efforts de la dynastie pour capter, au profit d'une politique d'ensemble, les ressources des royaumes et duchés où s'exerçait son autorité.

La Maison d'Autriche tendait à faire surgir des pays particuliers qui composaient le territoire de son allégeance la monarchie comme un tout *pour reprendre l'expression du Prince Eugène et plus tard, dans des conditions économiques et juridiques différentes, l'Empire d'Autriche, à la manière d'un Etat centralisé dont les pays d'Europe occidentale lui fournissaient le modèle.*

Etat, Nation, Nationalité ne sont pas des termes qu'on puisse confondre[1].

Pourtant cette confusion se produit souvent et on doit dire qu'elle est d'autant plus excusable qu'elle a existé même dans la mentalité collective des pays intéressés.

La dynastie (mais il faut entendre par là, non seulement les princes

1. Deux ouvrages sont particulièrement éclairants sur ces questions : *Le compromis austro-hongrois de 1867* (1re éd. 1904, 2e éd. 1968) de Louis EISENMANN et R. A. KANN, *Das Nationälitenproblem der Habsburger Monarchie*, Vienne (1964), traduction allemande revue et élargie de *The Multinational Empire*, New York, 1950. J'ai essayé aussi dans *Monarchie et peuples du Danube* (1969) d'analyser le conflit ultérieur entre le droit d'Etat et le principe des nationalités.

régnants, pourvus de la dignité d'empereurs en Allemagne, ce qui a encore compliqué les choses, mais bien davantage leurs services chargés de réunir les ressources nécessaires à une politique étrangère de défense contre le Turc (ou de conquête) incline à faire des territoires où elle règne un Etat. Mais chaque pays, pourvu d'institutions à lui, constitue un Etat historico-politique, qui refuse de sacrifier ses privilèges, c'est-à-dire son indépendance de droit. Dans cet Etat, la nation, comme l'écrit justement Jean Bérenger, c'est l'ensemble des régnicoles, sans considération des différences entre les langues, la religion, la hiérarchie sociale, la culture. Ensuite, de cet Etat juridico-social et de cette nation, s'est distinguée, de plus en plus, la nationalité, par une prise de conscience collective, dont l'usage d'une langue devenait le signe majeur, mais qui impliquait aussi l'attachement au territoire où cette langue était parlée, même si le territoire en question ne formait pas une unité reconnue par les traités internationaux.

Or chaque groupe : dynastie, Etat, nation, nationalité, pour la défense de ses intérêts spirituels, évoquait des arguments qui, de leur nature, étaient difficiles à accepter par les autres groupes.

Si l'on observe le mode de penser de l'Europe occidentale au dix-neuvième siècle, on voit bien que la nation s'y confond avec l'Etat et l'Etat unifié dans ses lois et dans sa politique d'ensemble. La différence s'établit malaisément dès lors entre nation et nationalité, car la nationalité paraît une nation soumise et privée de droits anciens. Dans la réalité, il s'agit plutôt d'une nation en devenir, mais profondément, indissolublement liée au territoire où elle se développe.

Du point de vue des droits historiques, elle n'en a pas perdu, puisqu'elle n'en possédait pas, mais, comme le disait Th. G. Masaryk, il y a, en dehors du droit historique, le droit tout court et une prise de conscience nationale en créait de nouveaux. Un cas très caractéristique est, justement à l'intérieur du royaume de Hongrie, celui des Slovaques, compliqué à le regarder du dehors, très intelligible, si l'on en suit l'évolution de l'intérieur.

Enfin, la lutte des classes, l'évolution de la propriété féodale (ou plutôt seigneuriale) vers la propriété individuelle, l'abolition du servage et de la corvée ont tenu un grand rôle dans le développement de cette histoire. Mais tout ramener à la lutte des classes est une interprétation aussi factice que celle qui voulait connaître seulement la reconquête de droits politiques, au-delà d'un asservissement par les armes.

Donc, en tout cela, qu'est-ce que le droit d'Etat ?

C'est l'affirmation et la défense d'un ensemble de privilèges, qui forme une constitution écrite ou coutumière, contre les tentatives d'unification ou d'absolutisme menées par la dynastie.

Au dix-septième siècle, la Hongrie a été, par excellence, le pays où le droit d'Etat a été le mieux défendu et où il s'est maintenu avec le plus de succès, puisque Léopold Ier a dû composer avec lui et que, plus tard, lors du compromis de 1867, c'est bien lui qui a triomphé et c'est par lui que le royaume de Hongrie a été reconstitué, avec des institutions parlementaires modernes.

Toutefois, la Hongrie de 1867 faisait elle-même une concession au droit d'Etat de la Croatie, qui obtenait un régime à part, tandis que se posait un nouveau problème : celui des nationalités.

Le fait essentiel et qui justifie notre entreprise, c'est qu'au dix-septième siècle, par l'intermédiaire des Diètes, la nation hongroise, au sens juridique du terme, a pu sauvegarder le droit d'Etat et continuer à discuter avec le souverain, au lieu d'en subir la décision, comme la Bohême[1].

Les sessions de la Diète fournissaient aux « comitats » l'occasion d'exposer leurs griefs contre leurs conditions de vie alors. Les Gravamina *offrent ainsi un moyen de dépasser les seules perspectives politiques et de connaître les préoccupations de la population, même dans ses couches inférieures. Il s'agit moins ici d'une revendication sociale proprement dite, mais de perpétuelles réclamations sur des points de détail, comme sur des conditions générales.*

On se plaint surtout et avant tout des soldats, chefs et piétaille, donc de cette armée impériale qui, sous le prétexte de défendre l'ensemble, opprime par sa présence et ses méfaits la vie quotidienne dans le royaume de Hongrie. On en appelle au roi contre l'empereur, bien que ce soit la même personne physique, mais non la même existence juridique. On réclame aussi contre la procédure, les limitations au droit de marché, les abus des propriétaires nobles, non parce qu'ils sont nobles (dans cet Etat et cette société d'Ordres, on ne met point en cause le principe), mais parce qu'ils commettent des abus que les lois du royaume doivent corriger. On voit aussi des propriétaires nobles se plaindre des violences que les soldats font subir à leurs paysans. Les textes d'apparence un peu aride et où les répétitions mettent une monotonie qui est elle-même le signe d'une stagnation nous renseignent, non moins que sur un affrontement politique d'importance primordiale, sur la vie sociale et économique des habitants du royaume de Hongrie, auxquels le droit d'Etat n'apporte point encore le moyen de transformer leur condition, mais garantit une liberté d'expression qui permet davantage aux historiens d'approcher de leurs problèmes.

C'est pourquoi la publication des Gravamina *nous a paru une contribution utile à l'histoire générale, y compris l'histoire sociale, du dix-septième siècle européen.*

Victor-L. TAPIÉ,
Membre de l'Institut,
Professeur honoraire à la Sorbonne.

1. La Bohême, après la rébellion de 1618 et la défaite de la Montagne Blanche, fut privée de ses privilèges religieux et d'une partie de ses privilèges politiques. On ne peut cependant pas dire que le droit d'Etat y fut supprimé : la Diète subsista et qui votait l'impôt royal.

INTRODUCTION

La Hongrie que nous avons l'honneur de présenter ici est assez différente de l'image que l'on s'en fait habituellement. Différente d'abord par la géographie : les territoires dont nous aurons à nous occuper sont en effet situés *en dehors* du territoire de *l'actuelle* République populaire de Hongrie et comprennent *grosso modo* la partie occidentale de l'actuelle Croatie (en Yougoslavie), la frange occidentale de la Hongrie actuelle, un pays de l'actuelle République autrichienne (le Burgenland), la Slovaquie et l'Ukraine subcarpatique. Il s'agit donc essentiellement du pourtour montagneux du bassin danubien, alors que la plaine qui correspond à la Hongrie actuelle était occupée par les Turcs depuis le milieu du XVI^e^ siècle et que le bassin montagneux de Transylvanie menait une existence quasi indépendante à l'ombre du protectorat ottoman. Différente aussi par la culture : la Hongrie, même ravagée par les guerres turques, n'est pas un pays barbare ; elle connaît au XVII^e^ siècle une vie intellectuelle non négligeable et possède des structures économiques comparables à celles de la Pologne, voire de la Bohême. Enfin la Hongrie ne voulait pas être un appendice de l'Empire allemand ou une simple province de la Monarchie autrichienne, car les Hongrois constituaient, dès cette époque, une nation qui possédait un glorieux passé national[1], une langue et une culture propres, enfin un droit d'Etat dont l'expression la plus originale demeurait l'Assemblée nationale *(Országgyülés)*, appelée le plus souvent par les contemporains Diète, d'après la terminologie latine.

Voici d'ailleurs le témoignage d'un voyageur français de l'époque, Charles Patin, fils du médecin Guy Patin :

« La Hongrie est un païs admirable : les grains et les fruits y sont peut-être plus abondans qu'en pas un endroit de la terre : il y a des vins qui ont la force et cette pointe délicieuse du vin d'Espagne et même qui le surpassent en l'une et l'autre, comme celuy de Tokai : il y en a d'autres aussi violents que de l'eau de vie... On apporte à Vienne un nombre infini de volailles, d'écrevisses et de tortues de ce pays-là...

« Votre Altesse sait aussi ce qu'on dit de ses minières que l'on prétend être les plus riches du monde... Toutes ces richesses me font regretter la perte que la Chrétienté a faite d'une partie de ce beau pays, car tout périt chez les Turcs...

« Pour revenir à la Hongrie, c'est un royaume très riche : Votre Altesse sait la

1. Tendance pourtant très nettement exprimée dans l'historiographie autrichienne catholique et conservatrice. Voir en particulier Hugo HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, 2 vol., Graz, 1955, qui ne cesse de flétrir le séparatisme hongrois, ou bien Georg WAGNER, *Das Türkenjahr 1664. Eine europäische Bewährung*, 2 vol., Eisenstadt, 1964. Pour le passé médiéval de la Hongrie, voir la bonne mise au point faite par M. BOGDAN, *Histoire de la Hongrie*, coll. « Que sais-je ? », n° 678, Paris, P.U.F., 1966, p. 11-34.

puissance de ses anciens Rois, et quoyqu'aujourd'huy elle soit divisée entre l'Empereur et le Turc, la partie Chrétienne ne laisse pas d'être très opulente et très considérable. Les Etats y conservent leur liberté autant qu'ils peuvent, et prétendent avoir le pouvoir d'élire leurs Rois »[1].

L'analyse de Charles Patin est d'autant plus intéressante qu'elle a été écrite en 1669, à la veille des troubles qui devaient ravager la Hongrie royale pendant quarante ans.

Certes la France de Louis XIV possédait encore des assemblées d'Etats en Bretagne ou en Languedoc, mais elles étaient soigneusement tenues par les soins des commissaires royaux, tout dévoués au pouvoir monarchique tels Charles Colbert, plus tard marquis de Croissy, commissaire aux Etats de Bretagne en 1665. En revanche, une session de la Diète hongroise était un événement politique car les participants y avaient un franc-parler qui confinait à l'insolence et choquait beaucoup les étrangers ; Grémonville, résident français à Vienne[2], n'hésitait pas à écrire, à propos d'un projet de convocation de la Diète en 1667, que :

« Il n'est point de la prudence de compromettre la personne de l'Empereur à la discrétion d'une populace insolente et à la puissance d'une Diète assemblée qui s'estime esgale et peut estre mesme plus grande que celle du maistre »[3].

Et les diplomates vénitiens désapprouvaient également l'attitude des Hongrois, qu'ils jugeaient brouillonne et néfaste aux intérêts de la Monarchie autrichienne comme à ceux de la Sérénissime[4]. Malheureusement, nous n'avons conservé aucun compte rendu analytique des débats, le journal officiel de l'Assemblée, le *Diarium Diaetae*, n'étant qu'un procès-verbal fort sec, même pour une session aussi mouvementée que celle de 1681 ; c'est pourquoi il nous faudra recourir souvent aux témoignages des diplomates étrangers, qui ont relaté les scènes les plus marquantes. Aussi ce sont moins les séances elles-mêmes de la Diète que les doléances qui peuvent nous révéler une mentalité originale et la conscience politique des groupes dirigeants hongrois. Nous ne nous donnerons pas le ridicule de poursuivre la publication des actes de la Diète hongroise qui a été entreprise à la fin du siècle passé et menée à bien jusqu'à la date de 1606[5], mais nous voudrions présenter quelques « cahiers de doléances » qui nous aideront à mieux cerner les limites de la conscience nationale hongroise

1. Charles PATIN, *Relations... de plusieurs voyages (1669)*, Amsterdam, 1695, p. 29-31.

2. Jacques Bretel de Grémonville, à l'époque chevalier et plus tard commandeur de l'ordre de Malte, fut envoyé à Vienne en 1664, où il demeura jusqu'à l'entrée de l'empereur dans la guerre de Hollande en 1673. Issu d'une famille de parlementaires rouennais, il embrassa la carrière militaire ; d'abord capitaine au régiment de Champagne, il passa au service de la République de Venise et fit campagne à Candie contre les Turcs. Il se brouilla avec les Vénitiens et rentra en France en 1662, mais Hugues de Lionne l'envoya à Vienne où il fit merveille tant par son talent d'informateur que par son génie de l'intrigue et sa connaissance des problèmes orientaux. Après son retour en 1673, il vécut dans la retraite, comme abbé commendataire de La Neuve-Lyre.

3. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 7 avril 1667, Archives des Affaires étrangères, Paris (par la suite A.E. Paris), *Correspondance politique*, Autriche (par la suite *C.P.* Autriche), vol. 26, f° 197 v°.

4. Budapest, Országos Levéltar (Archives de l'Etat, par la suite O.L.), P 287, *Forgách Család Lévéltára, Országgyülés Irómányai*, 1681. *Diarium Diaetae.*

5. *A magyar országgyülés emlékei*, 6 v.

au XVII^e siècle. Ainsi le lecteur français comprendra-t-il mieux pourquoi, pendant la Guerre de Succession d'Espagne, les seuls alliés des Bourbons ont été les Hongrois, groupés autour de leur chef le prince François II Rákóczi dans une insurrection généralisée contre la Maison d'Autriche[1].

Mais s'il faut montrer l'originalité de la Hongrie par rapport à ses voisins allemands, polonais ou turcs, il convient de remarquer que les problèmes du XVII^e siècle ne sont pas assimilables à la question des nationalités du XIX^e siècle et l'existence d'un Etat autonome à l'intérieur de la Monarchie autrichienne[2] ne peut guère être comparée qu'à la situation découlant du compromis austro-hongrois de 1867. S'il existait plusieurs langues et plusieurs cultures sur le territoire de l'Etat hongrois du XVII^e siècle, tous ses habitants avaient le sentiment d'être des *régnicoles*, dont la prise de conscience nationale était d'autant plus aiguë qu'elle se définissait par opposition à des intrus d'origine étrangère, Turcs ou Allemands. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi d'étudier ce secteur particulièrement tourmenté de l'histoire hongroise : la seconde moitié du XVII^e siècle qui s'oppose fortement au calme des années 1608-1650. En effet, après la paix de Vienne (1606), la Hongrie connut une période de tranquillité et de prospérité relatives. La guerre (tout au moins la guerre officielle) avec l'Empire ottoman cesse pour un demi-siècle, tandis que la Maison d'Autriche, engagée à fond dans un conflit européen généralisé, n'avait guère le loisir de s'occuper sérieusement des affaires hongroises. En outre, la principauté de Transylvanie était suffisamment forte pour aider les Hongrois et Ferdinand II lui-même reconnut expressément les libertés politiques et religieuses de la nation hongroise[3], tandis que le parti catholique hongrois, sous la brillante direction du cardinal Pázmány, opérait un travail en profondeur, en regagnant à l'Eglise romaine de nombreux éléments de la noblesse. Mais les traités de Westphalie rendirent à la Monarchie autrichienne une liberté de manœuvre en Europe orientale qu'elle n'avait plus connue depuis le début du siècle, tandis que le prince de Transylvanie, l'ambitieux Georges II Rákóczi, intervenait dans la guerre du Nord, provoquant, par contrecoup, l'effondrement de la principauté transylvaine, qui cesse d'être une force politique en Europe orientale.

A partir de 1660, la Hongrie royale se retrouva dans une situation de crise. Elle subit les derniers assauts de la puissance ottomane, qui, avec les campagnes de 1663-1664 et 1683, lançait son chant du cygne[4], tandis

1. Pour cette période nous renvoyons à l'excellente mise au point de M. Béla Köpeczi, *A Rákóczi Szabadságharc és Franciaország*, 1 vol., 479 p., Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966. Une édition française est parue en 1971, sous le titre : *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle. Etude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*, 1 vol., 624 p. et 41 illustr., Budapest, Akadémiai Kiadó.

2. Il est bien entendu qu'au XVII^e siècle « l'Autriche » n'existe pas. Tout au plus les possessions d'Europe centrale de la Maison d'Autriche, dont le chef est en même temps empereur romain et roi allemand, peuvent-elles être appelées pour plus de commodité Monarchie autrichienne tout comme il existait une Monarchie d'Espagne.

3. *Demandes faictes à l'Empereur par les Estats d'Hongrie et response*, 1622 ; A.E. Paris, *C.P.* Hongrie, t. I, f^os 65-67.

4. Sur cette recrudescence de l'agressivité ottomane dans la seconde moitié du XVII^e siècle, voir R. Mantran, *Istanbul au XVII^e siècle.*

que le gouvernement de Vienne essayait de réduire ses libertés en lui faisant subir le sort qu'avait connu la Bohême après 1620[1]. Et c'est la réaction des Hongrois face à cette double menace que nous voudrions montrer. Nous avons donc choisi de publier les doléances des principales Diètes de la période 1655, 1659, 1662 et 1687. En principe, la Diète devait être réunie tous les trois ans[2] ; comme elle ne se réunissait pas de plein droit, mais devait être convoquée par le roi, celui-ci évitait le plus possible ces pénibles confrontations. Quant à la Diète de 1687[3], convoquée par le roi[4] pour opérer d'importantes modifications constitutionnelles, elle discuta les propositions qui lui étaient faites par le gouvernement de Vienne et n'apporta guère de doléances. Seules les conclusions *(Articuli Diaetae)* sont intéressantes, parce que la couronne cessait d'être élective et devenait héréditaire dans la Maison d'Autriche.

Il n'existe pas de série homogène contenant les actes des Diètes, ou même simplement les doléances. C'est pourquoi nous avons dû faire des recherches dans différents dépôts d'archives d'Europe centrale et les textes que nous présentons proviennent de fonds hongrois certes, mais aussi autrichiens et tchécoslovaques. C'est ainsi que nous avons eu recours à Budapest aux Archives de l'Etat hongrois et à la Bibliothèque du Parlement, à Vienne aux Archives de l'Etat autrichien et en Slovaquie aux Archives municipales de Košice.

Le texte original latin des doléances va permettre au lecteur de saisir sur le vif les réactions des rédacteurs ainsi que les traits originaux de cette langue un peu particulière qu'est le latin administratif hongrois. Cependant, pour permettre aux lecteurs de s'orienter plus aisément, nous donnerons une analyse de chaque article, et, pour éclairer davantage ces textes, après avoir présenté brièvement les réalités hongroises, nous étudierons quelques problèmes où se révèle, d'une façon aiguë, la conscience nationale hongroise.

1. Cette idée a été exprimée lors de la réunion de la Diète de Presbourg, en 1662, par l'un des principaux ministres de l'empereur. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 9 septembre 1662 ; Venise, Archivio di Stato, *Dispacci di Germania*, filza 121. Sur la politique menée par les Habsbourg en Bohême après 1620, voir la mise au point de Hugo HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, t. I, p. 369-379, qui, en dépit de sa sympathie avouée pour l'œuvre de Ferdinand II, analyse bien mieux la situation qu'Ernest DENIS (voir en particulier *La Bohême après la Montagne Blanche*, 1 vol., 638 p., Paris, 1903) et ses épigones.

2. Les Estats de la Hongrie font de nouvelles instances pour qu'on leur accorde une Diette générale selon les capitulations par lesquelles l'Empereur est obligé d'en faire une tous les trois ans et de s'y trouver en personne. » GRÉMONVILLE au roi ; A.E. Paris, *C.P. Autriche*, vol. 23, f° 67, 1665.

3. La liste définitive des Diètes a été établie par les soins de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, pour reprendre la publication des *Monumenta Comitialia*. Que M. le Pr Kálmán Benda, qui me l'a communiquée, en soit ici remercié, ainsi que de tous les conseils qu'il m'a généreusement prodigués à l'occasion de ces recherches.

4. Il convient dès maintenant de dissiper toute équivoque : l'empereur (romain) était seulement roi en Hongrie, l'Etat hongrois étant toujours resté totalement indépendant par rapport à l'Empire. C'est par courtoisie que les actes officiels lui donnaient son titre d'empereur : *Sacra Caesarea Regiaque Maiestas.*

I. — *LA NATION HONGROISE*

L'idée même d'une nation hongroise apparaîtra peut-être choquante à maint lecteur, sensibilisé par la question des nationalités, telle qu'elle se présentait au XIX^e^ siècle. Rassurons-le tout de suite. S'il existait une pluralité ethnique, linguistique et culturelle à l'intérieur de l'Etat hongrois, le gouvernement de Vienne était néanmoins convaincu d'avoir affaire à une nation solidaire, qui lui était, dans sa grande majorité, hostile. Comment peut-on expliquer cette apparente contradiction ? En décrivant d'abord les « nationalités » et en montrant ensuite ce qu'est la nation hongroise par rapport à cette pluralité ethno-linguistique.

1. – Le pluralisme linguistique en Hongrie

Les témoignages des contemporains sont concordants : il n'existait point de langue dominante sur le territoire de l'Etat hongrois. L'érudit tchèque Ján Amoš Komenský *(alias Comenius)*, qui enseigne un certain temps à l'Académie protestante de Sárospatak, analysait en ces termes la situation en 1652 :

« Unde nec lingua una Incolae utuntur, sed ad minimum quina, toto caelo a se invicem distante, ut alius alium non magis intelligat quam in Turri Babel : nisi communi Latina quae jam sexta toto genere nova est »[1].

Moins de vingt ans plus tard, un médecin anglais, Edouard Brown, voyageant en Europe orientale, confirmait l'analyse de Komenský[2].

Cette pluralité s'expliquait par l'histoire et la géographie. Les conquérants hongrois, au X^e^ siècle, se sont installés dans la plaine danubienne, tandis que les populations parlant des langues slaves demeuraient dans les régions montagneuses du pourtour, celles qui précisément, à partir de 1540, servirent de refuge aux cadres de la société hongroise[3]. A ces occupants anciens vinrent s'ajouter, au Moyen Age, des éléments d'origine turque (les Sicules, les Coumans) qui furent rapidement assimilés, mais aussi des colons allemands, qui reçurent des statuts privilégiés. Au XVII^e^ siècle, on rencontrait essentiellement les « Saxons » en Transylvanie,

1. J. A. Komenský, *Gentis Felicitas*, in *Opera Didactica omnia*, p. 47-48, réédition, Prague, 1956.

2. Edward Brown, *Relation of some travels*, Londres, 1673. Dès l'année suivante, son livre fut traduit en français. Il y remarque, p. 20 : « Cette diversité des Langues aussi bien que l'incommodité que leur apporte la leur dans le commerce ordinaire du Monde leur en fait apprendre plusieurs autres et surtout le latin. »

3. C'est l'occupation de Bude par Soliman le Magnifique en 1541 qui marqua le début de la division du pays en trois parties :
— la Hongrie royale (le pourtour montagneux, Slovaquie, Croatie) ;
— la Hongrie turque (la Grande Plaine) ;
— la Transylvanie.

Cette division devait durer un siècle et demi, jusqu'à la reconquête du pays par les Impériaux, sanctionnée par la paix de Karlowitz (1699).

qui y constituaient l'*Universitas Saxonum*, tandis que les villes étaient peuplées d'Allemands. Ce qui apparaît singulier voire choquant pour un Français, c'est que l'élément hongrois, au demeurant majoritaire, n'ait jamais cherché à assimiler les éléments non hongrois, de sorte qu'en 1650 on parlait, en Hongrie, les langues suivantes.

a) La langue hongroise

Langue dominante du pays (y compris dans la Hongrie turque), le hongrois était à la fois la langue des groupes dirigeants et la langue d'une importante population paysanne. Introduite dans le bassin danubien au moment de la conquête, cette langue s'était maintenue en raison même de sa structure fort originale, qui surprenait beaucoup les voyageurs du XVII^e siècle. E. Brown raconte que son guide l'emmena dans un temple réformé :

« Là j'entendis les prières et la prédication ; mais quoy que j'eusse mené avec moy une personne qui scavoit assez bien les langues et qui parlait Schlavon, Allemand, Turc, Grec Vulgaire et Italien, cependant il me dit qu'il n'y avoit rien dans cette langue qu'on pût assurer estre dérivé de quelqu'autre que ce soit »[1].

Car c'est seulement au XVIII^e siècle que fut montrée la parenté du hongrois avec le finnois. Toutefois la langue écrite et parlée au XVII^e siècle n'était pas très différente de la langue actuelle : des propos recueillis dans des enquêtes judiciaires le prouvent[2]. Si le hongrois offre peu de documents écrits jusqu'au début du XVI^e siècle, il s'est trouvé rapidement fixé comme langue de culture, en particulier grâce à la traduction de la Bible du pasteur Gaspard Károlyi. En fait, au XVII^e siècle, le hongrois est déjà la langue administrative et si les actes de la Diète ont été rédigés en latin, c'est parce qu'il s'agit de documents officiels du gouvernement royal. Rien ne nous prouve que les débats eux-mêmes n'avaient pas lieu en hongrois, puisque le jour de l'ouverture le chancelier du royaume lisait une longue harangue écrite en hongrois qui succédait à une brève adresse prononcée par le roi lui-même en latin[3]. Une enquête dans les archives des différentes instances de l'Etat hongrois montrent que le latin n'était plus prépondérant ni à l'échelon local, ni à l'échelon départemental et son rôle, à l'échelon de l'administration centrale à Presbourg, se limitait aux correspondances avec les autorités viennoises. En fait, les juges et intendants seigneuriaux utilisaient la langue des administrés : hongrois si les paysans du village étaient Hongrois, slovaque dans les villages slovaques[4], ukrainien dans la partie orientale du pays. En revanche, les

1. E. BROWN, *Relation*, p. 19. Sur les aspects originaux du hongrois, voir l'ouvrage d'A. SAUVAGEOT, *Esquisse de la langue hongroise*, 1 vol., Paris, Klincksieck, 1954.

2. Voir à ce sujet notre travail sur Latin et langues vernaculaires dans la Hongrie du XVII^e siècle, dans *Revue historique*, 1969, t. 491, p. 5-28.

3. SÉBEVILLE au roi, Wiener-Neustadt, 28 mai 1681; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, 70, 167. Sébeville était le successeur de Grémonville à Vienne. Militaire de carrière, il avait surtout pour mission de renseigner le roi sur les forces armées de l'empereur et il était plus un attaché militaire qu'un négociateur.

4. Quelques publications de textes récentes en font foi. E. VARGA, *Uriszéki jegyzökönyvek (Registres de justices seigneuriales)*, 1 vol., Budapest, 1961 ; Jan STANISLAW, *Dejiny slovenského jazyka (Histoire de la langue slovaque)*, t. III, textes, Bratislava, 1967, p. 232-321 ; F. MAKSAY, *Urbariumok XVI-XVII századból*, 1 vol., 895 p.,

archives des départements contiennent des documents rédigés en grande partie en hongrois parce que l'administration départementale était entre les mains de la noblesse hongroise. C'était la langue des assemblées départementales comme celle des tribunaux de la noblesse[1]. En revanche, la langue utilisée à Presbourg demeurait le latin, pour ménager les susceptibilités des groupes privilégiés non hongrois et surtout pour faciliter les relations avec le roi allemand qui résidait à Vienne et qui (tout au moins en ce qui concerne l'empereur Léopold Ier) ne savait pas le hongrois. Prenons l'exemple de l'administration des finances : la Chambre des Comptes *(Hofkammer)* de Vienne est en constante correspondance avec celle de Presbourg. L'expédition hongroise de la Chambre des Comptes rédigeait ses documents en latin et la Chambre hongroise répondait également en latin[2]. Mais si les documents concernaient l'administration des villes minières placée directement sous l'autorité de la Chambre des Comptes et dirigée par des Allemands, les documents étaient alors expédiés en allemand. Et l'empereur se garderait bien d'écrire à des officiers hongrois en allemand. Si le latin était une langue neutre, cela ne signifiait point que le hongrois n'avait pas une place de choix dans la vie du pays et de l'Etat.

b) Les langues slaves

La Hongrie comprenait alors deux groupes importants de population slave, l'un situé en Haute-Hongrie (aujourd'hui Slovaquie et Ukraine subcarpatique), l'autre en Croatie-Slavonie (aujourd'hui Yougoslavie du Nord-Ouest). Pourtant il convient de faire une distinction importante entre Slaves du Nord et Slaves du Sud, moins du point de vue linguistique que du point de vue social et politique. En effet, les royaumes de Croatie-Slavonie-Dalmatie jouissaient d'une situation privilégiée dans l'Etat hongrois et possédaient un droit d'Etat particulier. La Diète croate se réunit chaque année, tantôt à Varaždin, tantôt à Zagreb[3]. La petite noblesse croate avait conscience de son originalité et se méfiait des quelques familles de magnats hongrois établis en Slavonie. C'est pourquoi elle était plus attachée aux Habsbourg que les autres groupes sociaux peuplant la Hongrie et Ferdinand Ier a été élu roi de Croatie-Slavonie avant d'être élu roi de Hongrie. En échange, il a reconnu les dispositions des *Pacta Conventa* de 1102 où les Croates acceptaient l'union personnelle de leur pays avec le royaume de Hongrie[4]. Et si les actes de la Diète croate sont

Budapest, 1959, ou L. MAKKAI, *I. Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai (1631-1648) (Documents concernant l'économie des grands domaines de Georges Ier Rákóczi)*, 1 vol., Budapest, 1954 ; R. MARSINA et M. KUSIK, *Urbáre feudalnych panstiev na Slovensku 17. Storocie (Terriers des domaines féodaux dans la Slovaquie du XVIIe siècle)*, t. II, 595 p., Bratislava, 1959.

1. Voir les documents concernant les assemblées de comitat d'Abaújvar et Szépes en juillet et août 1662, Státny Archiv, Košice.

2. Vienne, Hofkammerarchiv, Gedenkbücher, Registratur Ungarn.

3. Voir les publications de la Diète croate : *Protokolla Generalium congregationum Statuum et Ordinum Regnorum Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae*, t. I, *1631-1693*, t. II, *1693-1713*, Zagreb, 1958 ; *Regestes* par M. STANISASLJEVIĆ, *Zakljucči Hrvatskog Sabora (Regesti)*, Zagreb, 1960.

4. Cf. R. KISZLING, *Die Kroaten*, 1 vol., 266 p., Graz, 1956, p. 9-13, et F. von SISIĆ, *Geschichte der Kroaten*, Zagreb, 1917, t. I, p. 352-377.

rédigés en latin, c'est à notre avis parce que le latin est la langue neutre, qui ne blesse les susceptibilités d'aucun groupe, ni le hongrois, ni le croate. Ainsi personne n'est obligé de renoncer à sa langue nationale.

Il existait d'ailleurs à cette époque, en Croatie-Slavonie, plusieurs dialectes qui étaient employés concurremment dans les correspondances privées et au niveau de l'administration locale. Le croate n'en avait pas moins une place à part parce que la Croatie-Slavonie possédait son droit d'Etat et son autonomie à l'intérieur de l'ensemble hongrois.

En revanche, le slovaque et l'ukrainien étaient utilisés uniquement par l'administration locale. En Haute-Hongrie, le slovaque existait, depuis le XVI[e] siècle, comme langue écrite distincte du tchèque et l'historien bohême J. Polišensky a reconnu lui-même que les Slovaques constituaient une ethnie différente des Tchèques, même si les deux langues demeurent proches l'une de l'autre[1] ; de nombreux documents attestent d'ailleurs la vitalité de la langue slovaque[2], mais il s'agissait essentiellement d'une langue de paysans et de mineurs, la noblesse des contrées où l'on parlait slovaque pratiquant le hongrois et utilisant cette dernière langue dans les assemblées départementales, même si elle pratiquait le slovaque dans ses relations avec les paysans et dans l'administration locale. Parlée par les paysans, adoptée par les Eglises, y compris l'Eglise romaine qui n'hésite pas à publier, sous l'autorité du cardinal Pázmány, un rituel quadrilingue (latin, hongrois, allemand, slovaque), à l'usage du diocèse d'Esztergom[3], la langue slovaque ne dépassait pas le stade du village et de la justice seigneuriale. Et l'on constate un phénomène analogue pour les paysans ukrainiens de la région d'Užgorod et de Mukačevo, ce qui montre que les langues slaves étaient parfaitement admises et respectées, mais que leur rôle était proportionné à la place que leur réservait le droit d'Etat, les privilèges et les libertés ; si une langue slave était parlée par une simple communauté paysanne, elle ne dépassait pas le stade de l'administration locale ; si au contraire elle était parlée par une corporation privilégiée, elle avait une place plus considérable dans la vie officielle.

c) L'allemand

Langue de groupes isolés, minoritaires, les Hongrois en limitaient le plus possible le rôle officiel. Certes l'administration des villes minières[4] était confiée à des Allemands et le magistrat de la plupart des villes

1. J. Polišensky, Uztah Jessenio a Fradelio ke Slovensku, dans *Humanizmus a Renesancie na Slovensku*, 1 vol., 508 p., Bratislava, 1967, p. 321.

2. Cf. J. Stanislav, *Dejiny slovenského jazyka*, t. III, Textes.

3. *Rituale Strigoniense seu Formule Agentorum in Administratione Sacramentorum.* Jussu et Authoritate... Petri Pázmány, Presbourg, 1625. De même les statuts corporatifs étaient publiés en langue slovaque. Cf. G. Heckenast, A Muranyvölgyi vashámoros céh szábalyai (1585-1715) (Les statuts de la corporation des forgerons de la vallée de la Murany), dans *Történelmi Szemle*, t. I, p. 430-447, Budapest, 1957.

4. Sur les mines de Haute-Hongrie, *vide* J. Bérenger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII[e] siècle*, à paraître dans les « Publications de la Sorbonne ».

royales était composé de patriciens d'origine allemande — par exemple à Košice ou à Sopron. Pourtant l'allemand était strictement réservé à l'usage interne, à l'intérieur de ces communautés, et les relations avec le gouvernement central de Presbourg se faisaient en hongrois ou en latin[1]. Et si l'allemand se maintint après 1670 dans la partie occidentale du pays (à Sopron, par exemple), il recula sérieusement dans la Hongrie du Nord-Est où la population était très hostile aux Allemands, si bien que les luthériens germanophones de Levoča ou de Košice préféraient utiliser le hongrois dans les documents officiels de la ville libre[2].

Par conséquent, l'allemand n'était pas, au XVII^e siècle, la langue véhiculaire du pays, ni même la seconde langue de tout Hongrois cultivé. Les publications en langue allemande étaient en effet peu nombreuses (5 % en moyenne du total des livres publiés en Hongrie-Transylvanie). En fait, personne n'a songé sérieusement au XVII^e siècle à imposer l'usage de la langue allemande en Hongrie. Même le cardinal Kollonich ne songeait à germaniser la Hongrie qu'en peuplant de colons allemands la Grande Plaine dévastée lorsque les Impériaux l'eurent libérée de l'occupation turque[3]. Cette politique de colonisation systématique ne fut appliquée qu'au cours du XVIII^e siècle, ce qui modifia progressivement l'équilibre en faveur de l'allemand, mais pas assez pour que Joseph II parvienne à y imposer, en 1784, l'allemand comme langue administrative[4].

Enfin, il conviendrait de mentionner une importante *population roumaine* dans la principauté de Transylvanie. Encadrés par leur clergé orthodoxe, les Roumains étaient des paysans, répandus à travers tout le pays, qui demeuraient totalement exclus de la vie politique et n'avaient aucune représentation à la Diète, bien qu'ils fussent à eux seuls plus nombreux que les trois Ordres ayant une existence légale, à savoir les Allemands, les Sicules et les Hongrois[5]. Mais, si choquant que cet exemple puisse nous apparaître, il illustre fort bien la situation du XVII^e siècle. Seules ont des droits politiques les corporations privilégiées qui constituent les Etats et les Ordres et qui représentent au maximum 7 % de la population totale du pays[6]. La masse paysanne était exclue de la vie poli-

1. Cf. les documents concernant la Diète, Archiv města Košic (Archives municipales de Košice), *Schwarzenbachiana*, 1-22.

2. O. R. HALAGA, Kosické mestské knihy 1394-1757 (Les registres municipaux de Košice), dans *Sbornik archivnich práci*, t. 7, Prague, 1957, p. 138-164.

3. L. KOLLONICH, *Das Einrichtungs Werckh*, 1688, Vienne, Hofkammerarchiv, ms. n° 382. Il n'existe jusqu'à présent aucune édition scientifique de ce texte fondamental.

4. H. HANTSCH, *op. cit.*, t. II, p. 231-232.

5. « Nach diesen dreÿen Ständ-Nationen des Landes Siebenbürgen als Teutschen, Szekelyen und Ungarn, wird noch die vierdte Nation dasselbst gefunden, so in Teutschland die Walachen, in Siebenbürgen aber die Bloch geheissen wird... in Siebenbürgen so viel innen haben dass sie beÿ den Ungarn und Teùtschen fast mit der Menge ihrer Mannschaft übertreffen sollten... » J. TRÖSTER, *Das alte und neue Teutsche Dacia*, Nuremberg, 1660, p. 322. Voir également L. MAKKAI, *Histoire de Transylvanie*, 1 vol., Paris, 1940.

6. J. Kovácsics évalue la population de la Hongrie royale à 1 229 000 habitants en 1640. Il y aurait selon lui de 40 à 50 000 nobles auxquels il faut ajouter la population des villes, très faible, soit 40 000 habitants. Au total de 80 à 90 000 habitants échappent au droit commun des *jobbagyones* et cela représente environ 7 % de la population totale. J. KOVÁCSICS, *Magyarország történeti demográfiája (Démographie historique de la Hongrie)*, 1 vol., 441 p., Budapest, 1963, p. 130-131.

tique, qu'elle parlât hongrois, slovaque, croate ou roumain. Nous manquons de statistiques pour cette époque et, surtout, de statistiques donnant des répartitions ethno-linguistiques, mais on admet généralement qu'en 1650 les paysans parlant hongrois étaient très largement majoritaires et que les dévastations qui se sont produites ensuite ont favorisé l'implantation de populations roumaines ou serbes[1]. Il n'y a pas, en tout cas, dans cette opposition entre groupes dirigeants et masse paysanne, de discrimination nationale : un fils de paysan slovaque peut devenir prêtre et un paysan hongrois peut être anobli. La société hongroise n'a jamais été une société fermée[2], mais il semble qu'elle ait été beaucoup plus ouverte au XVI[e] siècle car l'essor économique et l'exportation de produits agricoles[3] permettaient à maint paysan de s'enrichir et de réussir une ascension sociale remarquable. Ce fut par exemple le cas du grand-père d'Emeric Thököly, qui accumula une immense fortune dans le commerce des bestiaux et fit de lui un des plus riches propriétaires de la Haute-Hongrie. De même le père d'Etienne Vitniedy parvint à échapper à la condition paysanne, ce qui permit à son fils de faire des études juridiques et de jouer, après 1660, un rôle politique important aux côtés des frères Zrínyi[4]. Il n'en reste pas moins vrai qu'il existait une opposition fondamentale entre les Ordres privilégiés et la masse paysanne et que celle-ci ne participait pas à la vie politique. C'est pourquoi les doléances expriment essentiellement le point de vue des Ordres.

2. – Société d'ordres et noblesse hongroise

Un texte capital expose clairement l'idéal social de la noblesse hongroise : c'est l'*Opus Tripartitum* d'Etienne Werböczi[5]. Ecrit en 1514 au lendemain de la Grande Jacquerie qui secoua profondément la nation, l'ouvrage devint le livre de chevet de tout noble hongrois car il exposait les fondements des privilèges des Ordres face au pouvoir royal tout en affirmant la suprématie de la noblesse face aux masses paysannes. L'ouvrage est intéressant moins par ce qu'il décrit que par ce qu'il veut être et l'historien ne doit pas prendre à la lettre toutes les analyses de Werböczi qui est essentiellement un théoricien et un homme de parti. Remarquablement intelligent et cultivé, Werböczi parvint à la plus haute fonction à laquelle un juriste pouvait prétendre, celle de grand sénéchal *(Judex*

1. J. Kovácsics, *op. cit.*, p. 138.

2. I. Orosz, A hegyaljai mezővárosok társadalma a XVII században különös tekintettel a szőlőbirtokok hatösera, dans *Agrartörténeti Tanulmanyok*, Budapest, 1961.

3. P. Zs. Pach, *Die ungarische Agrarentwicklung im 16-17 Jahrhundert*, p. 31-33.

4. Etienne Vitniedy, bourgeois et avocat de Sopron, fut l'homme de confiance des frères Zrínyi. C'était lui qui établissait les contacts avec les conjurés de Haute-Hongrie et avec Grémonville. Ce dernier le tenait en haute estime. Protestant, Vitniedy était très hostile aux Habsbourg ; il mourut opportunément en 1669, car ses papiers furent saisis et il eût difficilement échappé à la peine de mort en 1671.

5. Etienne Werböczi, *Decretum Latino-Hungaricum sive Tripartitum Opus Juris consuetudinarij inclyti Regni Hungariae et Transilvaniae, ac Partium eidem Subjectarum.* L'ouvrage fut approuvé par le roi Ladislas Jagellon. Nous utilisons l'édition de 1698 de Cluj.

Curiae) du royaume de Hongrie, et se révéla le chef du parti nobiliaire, dont le but avoué était à la fois l'abaissement de l'autorité royale et l'asservissement des paysans. L'historiographie hongroise estime que la gestion désastreuse de ce parti de Werböczi et de ses amis n'est pas étrangère au désastre de Mohács[1]. Et si l'*Opus Tripartitum* n'eut jamais force de loi, il inspira constamment la pensée et l'action de la noblesse hongroise dans sa lutte contre les Habsbourg et fut constamment réédité (ce n'est pas par hasard que les deux exemplaires existant actuellement en France sont l'un de 1629, l'autre de 1698).

En ce qui concerne la place des paysans dans la société, Werböczi était formel, il les considérait comme des citoyens de seconde zone. Leur origine et leur statut étaient multiples : il y avait des Hongrois, des Saxons et des Allemands, des Tchèques et des Croates ; tous étaient catholiques. Il y avait aussi des Roumains et des Ruthènes, qui sont orthodoxes. Et tous ces peuples jouissaient également de la liberté, qui consistait à changer de résidence après avoir acquitté les redevances et payé leurs dettes. Mais comme ils se sont révoltés contre l'ensemble de la noblesse « sous la conduite d'un larron scélératissime », ils ont été « liés à la terre à perpétuité »[2]. Werböczi reprenait à son compte mot pour mot la fameuse loi XIV de 1514, qui attachait les paysans à la glèbe *(adscripti glebae)*[3] et présentait cette mesure comme une punition infligée aux révoltés. En fait cette révolte était la conséquence d'une aggravation de la condition paysanne : le seigneur, désireux de reconstituer la réserve et de pratiquer le faire-valoir direct, avait imposé les prestations au travail, *la corvée*, aux paysans. Mais la Diète elle-même fut obligée au cours du XVI^e^ siècle de revenir sur la loi XIV de 1514, qui ne pouvait être appliquée parce que les paysans s'enfuyaient vers les zones frontières ou les territoires peuplés par les Turcs[4]. Voilà pourquoi l'analyse de Werböczi exprime davantage l'idéal de la noblesse que la réalité.

Il n'en est pas moins vrai que, attachés à la glèbe ou non, les paysans devenaient des citoyens de seconde zone, car ils ne pouvaient plus être cités directement et en première instance devant un tribunal royal (ou même devant un tribunal de comitat) et les propriétaires, nobles ou ecclésiastiques, étaient tenus d'administrer la justice sur leur domaine. Et le paysan ne pouvait faire qu'exceptionnellement appel aux tribunaux

1. István Werböczi, *Decretum Latino-Hungaricum sive Tripartitum Opus Juris consuetudinarij inclyti Regni Hungariae...* Nous utilisons l'édition de 1698, faite à Kolozsvár (Transylvanie) par les soins de Nicolas Kis Tótfalusi, 1 vol. in-8°, 425 p. Il n'en existe qu'un exemplaire en France, à la B.N. de Paris (Réserve), que nous avons utilisé.

2. Werböczi, *Opus tripartitum, III, XXV de Villanorum, Quos Jobagiones nuncupamus, conditionibus et legibus*, éd. Kis, p. 403-404. Le scélérat était Georges Dozsa, chef de la Jacquerie. Armés pour participer à la lutte contre les Turcs, les paysans en ont profité pour se retourner contre leurs seigneurs.

3. « ... Amissa libertate eorum, qua de loco in locum recedendi habebant facultatem ; dominis ipsorum terrestribus, mera et perpetua rusticitate sint subjecti. » Loi XIV, Diète de 1514. *Vide* I. Sinkovics, Le servage héréditaire en Hongrie aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, dans *Studia historica*, 53, Budapest, 1963, p. 47-90.

4. I. Acsady, *A magyar jobbágyság törlénete (Histoire des paysans hongrois)*, vol., Budapest, 1948.

royaux — encore devait-il être accompagné du juge seigneurial[1]. Le paysan était traité comme un mineur et en fait la grande masse des habitants était justiciable de ces tribunaux seigneuriaux, qui, précisément, utilisaient la langue des plaideurs, hongrois ou slovaque.

En conséquence, Werböczi faisait lui-même une nette distinction entre la plèbe (*Plebs*, hongrois *Község*), qui comprenait tous les non-nobles, c'est-à-dire 95 % de la population, et le peuple (*Populus*, hongrois *Nép*) qui regroupait prélats, barons et autres magnats et les nobles quels qu'ils fussent, c'est-à-dire 5 % de la population[2]. Définition brutale, mais qui avait le mérite d'être claire en reflétant les vœux des intéressés. Il est intéressant de noter que Werböczi ne tenait même pas compte des villes royales, dont la situation d'Ordre privilégié était discutée par la noblesse. Pour Werböczi comme pour ses lecteurs du XVII^e^ siècle il n'y avait pas de problème, la nation hongroise, c'était le *Populus* composé uniquement de Hongrois ou de gens reçus, admis, assimilés par la noblesse.

Une des grandes différences entre la noblesse hongroise et la noblesse française, c'est que le consensus qui faisait de quelqu'un un noble devait être sanctionné. Et il doit être en même temps possesseur d'une terre, *dominus terrestris*. Il est alors un régnicole, un habitant *(Incola)*, et les membres des Ordres sont généralement désignés sous ce terme, les nouveaux venus recevant de la Diète l'*Incolat*, le droit d'habiter et d'acheter une terre. Certes, le noble doit être un soldat et l'idéal de la noblesse demeure un idéal militaire, mais le noble doit recevoir du roi une seigneurie (château, forteresse ou simple domaine) pour acquérir une noblesse transmissible par hérédité[3] à moins que le roi ne fasse inscrire un homme dans le collège des vrais nobles du royaume[4]. Enfin une procédure d'admission a été prévue au cours du XVI^e^ siècle pour des gens qui, comme le père du futur cardinal Kollonich, possessionné en Basse-Autriche, demandait l'Incolat[5]. Et, à la fin de chaque Diète, un ou plusieurs articles de loi notifiaient l'admission de nouveaux nobles ; c'est ainsi qu'à la Diète de Presbourg de 1655 le premier ministre de l'empereur Ferdinand III, Jean Weickard, prince Auersperg, et le général Montecuccoli, alors membre de Conseil de la Guerre, furent naturalisés hongrois *(in Hungaros recipiuntur)*[6], de même qu'en 1659 le comte

1. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, III, XXV, éd. KIS, p. 404-405.

2. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, II, IV : « Qui nomine Populi et qui nomine Plebis intelligantur ?... » Ed. KIS, p. 204.

3. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, I, IV : « Quod vera nobilitas per exercitia militaria, ac caeteras virtutes acquiratur, ac possessionaria donatione roboretur. » Ed. KIS, p. 7-8.

4. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, I, VI : « Quod Nobiles etiam absque possessionaria donatione creantur : Sciendun ulterius quod veri Nobiles etiam alio modo, et absque Jurium possessionariorum donatione fiant et creantur, dum videlicet Princeps noster, quoscunque plebeae conditionis homines à rusticitatis et ignobilitatis servitute sequestrando, et eximendo, in coetumac collegium numerumque verorum regni Nobilium aggregat et ascribit. Tales etiam sine possessionaria collatione veri Nobiles reputantur... » Ed. KIS, p. 9-10.

5. Décret 70 de 1550. Sur la naturalisation, voir Ch. d'ESZLARY, Les étrangers dans l'ordre juridique hongrois, dans Recueil Société Jean-Bodin : *L'Etranger*, II, p. 431-450. Pour Ernest von Kollonich, qui obtint l'Incolat en 1604, voir MAURER, *Graf Leopold Cardinal Kollonitsch*, 1 vol., 244 p., Innsbruck, 1895.

6. Décrets 118 et 119 de 1655, « tum ad benignam Suae Majestatis Sacratissimae

Ferdinand Portia, nouveau premier ministre de l'empereur[1], et maint autre dignitaire aulique. Et ce qui à notre avis est important ce n'est pas l'idéal militaire commun à bien des noblesses, mais le fait que tous les nouveaux venus fussent connus, acceptés, enregistrés et que la noblesse fût une corporation, non un groupe aux contours vagues où l'on entrait sur la pointe des pieds, « en vivant noblement »[2].

Réputés hongrois, tous les nobles le devenaient vraiment en s'intégrant dans la corporation. A cet égard, trois héros de l'histoire hongroise des XV^e^ et XVII^e^ siècles sont tout à fait représentatifs. Au XV^e^ siècle, la lutte contre les Turcs fut dirigée à partir de 1440 par Jean Hunyadi, gentilhomme transylvain, originaire de Valachie. Il exerça le pouvoir suprême comme *Gubernator* avec l'appui de la petite noblesse, hostile par principe aux dynasties étrangères (en l'espèce aux Jagellons). Et le roi Mathias Corvin (1458-1490), qui est demeuré, dans la conscience nationale hongroise, l'un des souverains les plus illustres de toute l'histoire du pays, était le fils cadet de Jean Hunyadi. Malgré ses origines roumaines, la famille avait donc été intégrée, si bien qu'au XVII^e^ siècle Mathias Corvin incarnait l'idéal de la monarchie nationale[3]. Non moins intéressante est l'histoire de la famille Zrinska. Originaire de Dalmatie vénitienne, Georges de Brebirio fut installé par le roi de Hongrie, Louis d'Anjou, dans le château fort de Zrinj, en Croatie, en 1347. Avec les Frangepani, autre famille italienne installée en Croatie, ils avaient pris part à la lutte contre les Ottomans. Lorsque ceux-ci occupèrent la Bosnie, les Zrinski déplacèrent le centre de gravité de leurs possessions vers la Slavonie moins menacée par les incursions turques et commencèrent alors à s'appeler Zrínyi, forme hongroise de Zrinsky. Nicolas Zrínyi (1508-1566), dont le père fut tué à la bataille de Mohács, combattit inlassablement les Turcs. Ban de Croatie, il contribua à édifier les forteresses de la frontière, qui contribuèrent par la suite à empêcher l'avance turque. Et c'est dans l'une d'elles, Szigetvár, non loin de Pécs, dans la Hongrie méridionale, qu'il arrêta Soliman le Magnifique au cours de la dernière campagne hongroise de ce dernier (1566). Furieux de voir son armée arrêtée par une bicoque, Soliman mit le siège devant Szigetvár, qui résista tout l'été. Les survivants de la garnison périrent dans une sortie héroïque, tandis que la forteresse tombait aux mains des Turcs. Défaite apparente, victoire en réalité, car la saison était trop avancée, l'armée ottomane trop éprouvée, de sorte

recommendationem, tum verô ob praestita... merita... ». Sur le prince Auersperg, cf. Grete MECENSEFFY, *Im Dienste drei Habsburger. Johann W. Fürst Auersperg.* Sur le comte Montecuccoli, il n'existe pas de biographie moderne satisfaisante. Cf. Aloïs VELTZÉ, *Ausgewählte Schriften*, Introduction, t. I, Vienne, 1898.

1. Décret 131, 1659. Sur Ferdinand, comte, puis prince Portia, voir surtout SCHWARZ, *The Imperial privy council.* Ancien maître d'hôtel de l'archiduc Léopold Ignace, Portia devint chef du Conseil et premier ministre de l'avènement du jeune souverain jusqu'à sa propre mort (1657-1665). Sur tous ces aristocrates membres du Conseil privé de l'Empereur, J. BÉRENGER, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII^e^ siècle*, à paraître aux Presses Universitaires de France, dans les « Publications de la Sorbonne ».

2. R. MOUSNIER, Y. DURAND, J.-P. LABATUT, *Deux cahiers de la noblesse (1649-1651)*, 1 vol., 184 p., Paris, 1965, et en particulier l'introduction de R. MOUSNIER, Problèmes de stratification sociale, p. 9-49.

3. L. ELEKES, *Hunyadi* (en hongrois), 1 vol., 509 p., Budapest, 1952.

que les Turcs regagnèrent leurs bases[1]. Ce combat marqua un tournant dans les guerres turques : l'armée ottomane cessa les campagnes d'invasion et la Porte signa avec l'empereur la paix d'Andrinople, en 1568, qui se prolongea jusqu'à 1593. La Hongrie royale devait connaître pour un quart de siècle un calme relatif, auquel l'échec de Soliman devant Szigetvár et le sacrifice de Nicolas Zrínyi n'étaient pas étrangers. Ce dernier était entouré de soldats croates, mais leur fait d'armes fut ressenti comme une victoire par l'ensemble de la nation et c'est en hongrois que le siège de Szigetvár fut célébré par l'arrière-petit-fils du héros, qui s'appelait lui aussi Nicolas Zrínyi[2]. L'*Obsidio Szigetiana* (en hongrois *Szigeti Veszedelem*) est un vaste poème épique, dont le but avoué était de réveiller la conscience nationale et l'ardeur patriotique du peuple hongrois. Très vite, l'*Obsidio Szigetiana* fut considérée comme un classique de la littérature hongroise, bien que son auteur ne fût point un *homme de lettres* au sens étroit du terme et qu'il se considérât avant tout comme un soldat et un administrateur. Nommé ban de Croatie, il s'illustra en particulier au cours des campagnes de 1663 et de 1664 et lui, le Croate magyarisé, il rêvait de rétablir la monarchie nationale telle qu'elle existait du temps de Mathias Corvin. Il développa cette idée dans son ouvrage intitulé *La vie du roi Mathias*, qui exaltait le mythe de l'Etat national centralisé[3].

Il nous paraît tout de même intéressant de noter que le plus grand théoricien politique de la Hongrie du XVII^e^ siècle, rejeton d'une famille magyarisée, exaltait Mathias Corvin — ce qui prouve que la force d'attraction de la nation hongroise sur les peuples voisins n'était nullement diminuée, que celle-ci ne se comportait pas comme un groupe fermé, et qu'elle était disposée à accueillir tous les éléments « allogènes » au point d'en faire des héros nationaux, sans que pourtant ceux-ci aient à renier leurs origines : Pierre Zrínyi, qui succéda à son frère Nicolas comme ban de Croatie, traduisit en croate l'*Obsidio Szigetiana*[4].

Il y avait donc au XVII^e^ siècle, en Hongrie, une minorité noble qui avait surmonté les antagonismes de nationalités et qui constituait la nation hongroise, jalouse de ses prérogatives et de ses libertés, seule détentrice, avec les magistrats des villes royales, du pouvoir politique — patriciens et nobles constituant les *Estats et Ordres du Royaume de Hongrie*. Et s'ils jouissaient tous des mêmes prérogatives de liberté *ratione Nobilitatis*, Werböczi distinguait plusieurs Etats à l'intérieur de la noblesse en raison de la hiérarchie des dignités. Les membres du clergé avaient une dignité supérieure aux personnes séculières parce que le clergé

1. Voir la mise au point récente de K. BENDA, Zrínyi Miklós a Szigetvárihõs (Nicolas Zrínyi, le héros de Szigetvár), dans *Dunántúli Tudomanyos gyüjtemény*, 65, p. 15-51, Budapest, 1966.

2. Sur Nicolas Zrínyi « le Jeune », voir T. KLANICZAY, *Zrínyi Miklós*, 1 vol., Budapest, ainsi que l'édition complète de ses œuvres, *Zrínyi Miklós Összés müvei*, Budapest, dirigée par T. KLANICZAY.

3. Texte publié par J. KLANICZAY dans les *Œuvres complètes* de N. ZRÍNYI.

4. Pierre Zrínyi, frère cadet de Nicolas, fut ban de Croatie de 1667 à 1670. Il prit la tête de la Conjuration des Magnats, mais prit une initiative malheureuse en voulant négocier directement avec la Porte, et fut exécuté avec un Frangepani à Wiener-Neustadt le 20 avril 1671. Les historiographies croates et hongroises en ont fait un martyr de la cause nationale.

est chargé par Dieu du salut du reste de l'humanité[1]. Cette prééminence n'avait rien d'étonnant dans l'Europe chrétienne et on la retrouvait dans les autres pays de la Monarchie autrichienne. Cependant, parmi les personnes séculières elles-mêmes, il existait une hiérarchie correspondant aux fonctions dans l'Etat et aux prérogatives dans le Conseil du roi. Werböczi oppose les barons et magnats aux simples nobles ; cette opposition se traduisait dans la taxe payée lorsque le noble prêtait hommage au roi, les barons et magnats payant 100 marcs (à raison de 4 florins hongrois par marc), les simples nobles ne payant que la moitié, soit 50 marcs (ou 200 florins hongrois) *non ratione libertatis, sed praetextu dignitatis et officii*[2]. Là encore l'opposition entre chevalier (au sens français) et simples gentilshommes n'était pas propre à la Hongrie, et on la retrouvait aussi bien dans les pays héréditaires que dans les pays tchèques ; en Basse-Autriche, par exemple, il existe deux catégories de nobles : le *Herrenstand* (mot à mot l'ordre des *seigneurs*) et le *Ritterstand* (mot à mot l'ordre des *chevaliers*).

En vérité, si nous avons retenu la description de Werböczi, c'est qu'elle n'était ni théorique, ni anachronique et qu'elle correspondait aux structures encore en place au XVII^e siècle. En effet, les catalogues contenus dans les actes de la Diète nous permettent de distinguer les quatre Ordres constituant la « nation hongroise », c'est-à-dire le clergé, les magnats, la noblesse et les villes libres.

a) Le clergé catholique

Le clergé catholique, le seul clergé qui fût reconnu comme Ordre dans la Hongrie royale, connaissait une crise sérieuse depuis le XVI^e siècle. On pourrait dire, en simplifiant, qu'à cause de la conquête turque il avait perdu ses terres et qu'à cause de la Réforme protestante il avait perdu ses ouailles ; selon K. Benda, les protestants (luthériens, calvinistes, unitariens) constituaient vers 1590 environ 80 % de la population totale de la Hongrie[3]. Depuis 1550, les grands seigneurs se sont approprié une partie des revenus ecclésiastiques, tandis que dans la Grande Plaine le sultan distribuait les propriétés ecclésiastiques aux *sipahis*, l'administration ottomane ne tolérant plus que la présence des ordres mendiants.

L'Ordre du clergé comprenait les évêques, les chapitres des églises cathédrales, quelques autres chapitres (comme celui de Presbourg ou de Vasvár) et les abbés. Sans nous livrer à une étude de détail, nous prendrons l'exemple des évêchés. Les titulaires étaient nommés par le roi, le Souverain Pontife ne pouvant que confirmer le choix du souverain.

1. « ... Et quamvis personae Spirituales (quarum medio salutem humanam Dominus et Salvator noster administrari voluit) personis Secularibus digniores habeantur... » WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, I, II, éd. 1698, p. 3.

2. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, I, II, p. 3-4 : « Et hoc quoque non ratione libertatis, sed praetextu dignitatis et officij, quo funguntur et à Principe sublimantur ; unde etiam Regi propinquiores in standō, vel sedendo ; et primi in consilio voces emittendo ; atque priores Rempublicam augmentando, et defensionem Patriae peragendo, caeteris Nobilibus existunt, virtuteque dignitatis et officii merito praeferuntur. »

3. Kálmán BENDA, La Réforme en Hongrie au XVI^e siècle, *Actes du colloque d'historiens franco-hongrois*, Paris, mars 1968, à paraître.

Ce vieux privilège de la monarchie hongroise avait été solennellement confirmé par Sigismond de Luxembourg, empereur et roi de Hongrie, au concile de Constance : parce que saint Etienne, premier roi chrétien de la Hongrie, fut le seul fondateur des évêchés, églises et abbayes, ses successeurs étaient les seuls à posséder le *ius patronatus* dans le royaume ; ils pouvaient ainsi contrôler étroitement le clergé, ce qui n'avait pas l'heur de plaire au nonce apostolique[1]. Pourtant, l'épiscopat représentait vers 1660 une force politique réduite, car, sur les 19 sièges que comptait l'ensemble de la Hongrie d'avant 1526, 14 étaient occupés par les Turcs ; seuls leur échappaient les évêchés de Nitra, Zagreb, Veszprém, Györ et celui de Transylvanie — mais ce dernier était entre les mains des protestants. Enfin si la ville d'Esztergom, siège primatial, était occupée par les Turcs, une partie des biens situés dans les comitats de Presbourg et de Györ avait échappé aux Turcs ; l'archevêque et le chapitre s'étaient installés en Haute-Hongrie, non loin de Presbourg, à Trnava (hongrois Nagy-Szombat), où ils demeurèrent jusqu'à la libération d'Esztergom en 1685. Beaucoup plus précaire était la situation des titulaires des autres sièges — comme l'archevêque de Kalocsa, l'évêque de Pécs ou celui de Tina (Knin, en croate). L'empereur Léopold, roi de Hongrie, nomma en 1666 évêque de Tina un de ses hommes de confiance, le franciscain Don Cristobal Rojas y Spinola. Le titre rapportait si peu qu'il dut l'année suivante lui donner un bénéfice substantiel, la paroisse de Hartberg, en Styrie, dont le souverain avait le patronat[2]. Le dernier évêque chassé par les Turcs fut celui d'Oradea (hongrois Nagy-Várad), dont le siège fut occupé en 1662. Cette situation précaire explique en partie l'attitude de l'épiscopat hongrois, partisan fervent de la Contre-Réforme et de la reconquête sur les Turcs. Pour cette croisade anti-hérétique et anti-musulmane, l'épiscopat hongrois ne marchandait pas son appui à la Maison d'Autriche. Il était prêt en particulier à proclamer l'hérédité de la Couronne de saint Etienne en faveur de la Maison d'Autriche et à appuyer toute campagne de recatholicisation, même brutale. Ce n'est pas par hasard qu'un évêque sans fidèles, Georges Barsony, titulaire du siège d'Oradea, formula dans son ouvrage *Veritas toti mundo declarata*[3] (1670) une théorie radicale de la Contre-Réforme : les Eglises issues de la Réforme n'avaient pas leur place en Hongrie, parce qu'elles n'y avaient aucune existence légale, en dépit des paix de religion concédées par les Habsbourg ; il fallait seulement ramener tous les Hongrois, de gré ou de force, dans le giron de l'Eglise romaine. Ce comportement ne doit pas tromper sur les origines d'un clergé qui, socialement, appartenait à la

1. Werbőczi, *Opus Tripartitum*, I, XI : « Quod Papa in collationibus beneficiorum. Ecclesiasticorum in hoc regno nullam jurisdictionem retinuit praeter confirmationis authoritatem. » Ed. 1698, p. 15-18. Rapport de nonciature, Vienne, 4 décembre 1660. *Nuntiaturberichte*, éd. A. Levinson, *Archiv für Österreichische Geschichte*, t. 103, p. 711.

2. Sur ce personnage séduisant et peu connu, voir Fritz Posch, Philipp von Hörnigk, dans *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, t. 61, p. 337, et surtout Samuel J. Miller et John P. Spielman Junior, *Cristobal Rojas y Spinola, 1626-1695*, 1 vol., Philadelphie, 1962.

3. Georges Barsony, *Veritas Toti Mundo Declarata : Sacram Caesaream Regiamque Majestatem non obligari ad Tolerandos in Ungaria Lutheranos et Calvinistas.* Nous utilisons la réédition faite en 1681 à l'occasion de la Diète de Sopron.

noblesse ; les évêques se recrutaient dans les familles de magnats. La liste des présents *(Cathalogus Diaetae)*[1] à la Diète de 1662 nous donne les noms des évêques parmi lesquels il serait intéressant de présenter quelques personnalités.

D'abord le primat de Hongrie, Georges Lippay, archevêque d'Esztergom. Né en 1600, il a fait une belle carrière. En 1635, évêque de Veszprém, il fut nommé par Ferdinand II chancelier de Hongrie, et conseiller d'Etat en 1637. En 1642, il devint archevêque d'Esztergóm, poste qu'il devait occuper jusqu'à sa mort[2]. C'est un magnat par ses origines — deux de ses parents, Jean et Georges, siègent à la Diète de 1662 comme ils ont siégé à celles de 1655 et 1659[3], tandis qu'un autre de ses parents, Gaspard Lippay, était président de la Chambre hongroise[4] de 1646 à 1652. Elève du cardinal Pázmány (autre aristocrate élevé au siège d'Esztergom), il fut favorable aux Habsbourg jusqu'à la conclusion de la malheureuse paix de Vasvár où l'empereur, triomphant de l'armée ottomane grâce à l'aide des princes de l'Empire et de Louis XIV, céda pourtant deux places indispensables à la sécurité de Vienne et de la Transylvanie : Oradea (hongrois Nagy-Várad) et Nové Zamky (hongrois Ersék-újvár). Furieux de voir ainsi bafouer la sécurité de son pays, il prit immédiatement contact avec les principaux chefs de la noblesse hongroise[5] et s'engagea ensuite dans la conjuration dirigée par le palatin Wesselényi, bien que les deux hommes aient eu peu de sympathie l'un pour l'autre. Grémonville prononça en ces termes l'éloge funèbre du prélat :

« L'Evesque *(sic)* de Strigonie (forme française, calquée sur le latin pour Esztergom) est mort. C'est une perte pour les desseins que Votre Majesté pourroit avoir quelque jour dans la Hongrie, car ce bon vieillard ne respirait que vengeance contre les mauvais traitements qu'il prétendait avoir reçus de cette cour. Il avoit créance et considération parmi les plus grands seigneurs du Royaume »[6].

En fait, sa volte-face n'était qu'apparente. Il tenait autant à la croisade contre l'Islam qu'à la croisade contre l'hérésie et ne pouvait admettre que le gouvernement de Vienne eût sacrifié les intérêts de la Hongrie à la politique dynastique de la Maison d'Autriche ; il réagissait donc comme l'immense majorité de la noblesse hongroise.

Un autre prélat, Thomas Pálffy, évêque d'Eger, appartenait lui aussi

1. *Liste der Herrn von diesem lantag in aigener Person beigewohnet, 1662*, Bibliothèque universitaire, Budapest, Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XXXIII, f° 233-35. Voir aussi *Cathalogus Diaetae*, 1662, A. M. Košice, *Acta Diaetalia*, 1662, 2636-I Ed.

2. Schwarz, *The Imperial Privy Council*, p. 288.

3. *Acta Diaetalia*, 1655, 1659, 1662, *ibid.*, 2636-I Ed.

4. Vienne, Hofkammerarchiv, Familien Akten. Gy. Ember, *Az ujkori magyar Közigazgatás története*, Budapest, 1946, p. 141. Sur les institutions, *vide infra*.

5. « Le bruit court toutefois icy que l'Archevesque de Presbourg *(sic)* a escrit aux Comtes de Serin, Bothiany et Nadasti que l'on ne devoit pas faire un grand fondement sur cet armistice : mais plustôt se préparer à résister aux Ennemys. » Lettre anonyme, Vienne, 12 octobre 1664 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 19, supplément, p. 317.

6. Grémonville au roi, Vienne, 7 janvier 1666 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 24, f° 10. Sur le retournement de l'attitude de Lippai, J. Bérenger, Francia-magyar kapcsolatok a Wesselényi összeesküvése idején 1664-1668 (Les relations franco-hongroises au temps de la conjuration de Wesselényi), dans *Történelmi Szemle*, t. X, Budapest, 1967, p. 275-279.

à une famille de magnats, qui fournit de nombreux généraux à l'empereur et passa pour l'une des plus illustres maisons de Hongrie[1]. Lui aussi comptait un de ses parents parmi les magnats présents à la Diète de 1662. Ce dernier, Nicolas Pálffy ab Erdöd, mourut préfet du comitat de Presbourg et gardien de la Couronne de Hongrie, laissant une fortune considérable[2]. Quant à l'évêque d'Eger, il était promis à une belle carrière puisqu'il fut chancelier de Hongrie de 1669 à 1679[3]. On pourrait enfin évoquer ici un troisième prélat, Léopold Kollonich, qui ne fut nommé évêque de Nitra qu'en 1666 mais dont un parent, Christoph Ferdinand Kollonich, siégeait à la Table des Magnats en 1662. Cette famille n'avait reçu l'Incolat que depuis le début du siècle[4], mais elle était d'origine croate (le berceau de la famille étant le château de Kollograd). Fidèles à leur vocation militaire, les Kollonich se mirent au service des Habsbourg et s'installèrent en Basse-Autriche au cours du XVI^e siècle, où ils reçurent l'Incolat et s'allièrent aux meilleures familles du pays (Kueffstein, Khevenhüller, Stahremberg). Le jeune comte Léopold était promis à la carrière des armes : il fit campagne sur les galères de Malte de 1650 à 1655, mais après son retour en Autriche en 1657 il s'orienta vers les études de théologie et accomplit une brillante carrière d'homme d'Eglise et d'homme d'Etat, de 1666 à 1707. Nommé en 1672 président de la Chambre des Comptes du royaume de Hongrie, il fut lui aussi associé à toutes les mesures prises par le gouvernement de Vienne durant la période qui s'étend jusqu'à 1681 ; en 1685, l'empereur le nomma évêque de Györ et en 1688 archevêque de Kalocsa, alors qu'il était cardinal depuis deux ans. C'est à ce moment qu'il rédigea le projet de réorganisation des territoires libérés de l'occupation turque, l'*Einrichtungswerckh*[5], projet qui se situait dans une perspective germanisatrice, centralisatrice et absolutiste et qui ne reçut qu'un début d'application. Sachant à peine le hongrois, brutal, lié d'une manière inconditionnelle aux Habsbourg, il était détesté de la noblesse hongroise, qui le considérait comme un étranger et un ennemi déclaré des libertés du pays.

Les quelques exemples montrent à la fois la précarité des ressources des prélats hongrois (Kollonich reçut, par exemple, l'évêché de Wiener-Neustadt de 1669 à 1685), leur qualité d'hommes du roi et leur rôle poli-

1. Gottlieb E. RINCK, *Leopold des Grossen... Leben und Thaten*, 1 vol., Leipzig, 1708, t. I, p. 164.

2. Une maison à Vienne, 40 000 florins rhénans en argent liquide et des domaines : Vörösko, Bazin, Szent György, en Hongrie, Krumpach, Kirchschlag, Sauberstorff, Saiberstorff en Autriche. Vienne, Haus-, Hof- und Staatsarchiv (par la suite H. H. Sta.), Œsterreichisches Landmarschallamt (OLMA), *Testamente*, Karton 27, p. 103. Testament du 4 mars 1680.

3. Gyözö EMBER, *op. cit.*, p. 113.

4. Le père de Léopold K., Ernest Kollonich, obtint l'Incolat en Hongrie en 1604 (art. 101, 1604). Sur Léopold Kollonich, voir la très solide biographie d'A. MAURER, *Cardinal Leopold Graf Kollonitsch*, 1 vol., Innsbruck, 1885.

5. Il n'existe aujourd'hui aucune édition de l'*Einrichtungswerckh* de KOLLONICH, mais on en trouve plusieurs copies manuscrites tant à Budapest, aux Archives d'Etat, qu'à Vienne à la Bibliothèque nationale autrichienne ou aux Archives de la Chambre des Comptes (Hofkammer Archiv). Voir J. BÉRENGER, Les fondements théoriques de l'absolutisme en Hongrie, dans *Mélanges A. Sauvageot*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1972, p. 23-28.

tique disproportionné avec la puissance du clergé catholique dans la société hongroise d'avant 1685[1]. En fait leur puissance politique tenait à la tradition : depuis le Moyen Age, les prélats étaient asservis au gouvernement et le maintien du latin comme langue administrative favorisait les clercs. Depuis la dynastie des Árpád, le chancelier du royaume était un évêque et les Habsbourg respectèrent la tradition[2]. Mais les services de la chancellerie accompagnaient le roi et étaient par conséquent installés hors du royaume, à Prague ou à Vienne, depuis que le souverain était en même temps roi de Hongrie, roi de Bohême, archiduc d'Autriche et empereur romain. La tâche essentielle de cette chancellerie de la Cour *(Hofkanzlei)* était d'assurer la liaison entre le roi et le gouvernement central hongrois, installé à Presbourg depuis 1541. Cet équilibre de structures nous apparaît bien subtil, mais les Hongrois acceptaient, à la rigueur, de recevoir des ordres du roi Habsbourg qu'ils avaient élu, non de ses conseillers allemands qu'ils considéraient comme étrangers au royaume. Et c'est pour préserver les susceptibilités nationales que les actes de la chancellerie étaient exclusivement rédigés en latin. Nous prendrons un exemple caractéristique du rôle assigné à la chancellerie de Hongrie : les villes royales libres (qui constituaient le quatrième Ordre du royaume) devaient acquitter des taxes à l'occasion de chaque Diète. En 1660, la Chambre hongroise adressa un rapport à la Chambre des Comptes de Vienne pour que celle-ci fît le nécessaire, mais cette dernière ne se risqua pas à donner directement des ordres aux villes royales hongroises. Elle se contenta de transmettre des vœux au chancelier Georges Szelepcsényi, alors archevêque de Kalocsa et administrateur du diocèse de Nitra, pour que celui-ci ordonnât aux villes de payer les taxes dûes à l'occasion de la Diète de 1659[3]. Ce circuit peut sembler bien compliqué, mais il avait l'avantage de respecter l'autonomie du royaume à l'intérieur de la Monarchie autrichienne, car un ordre donné directement par la Chambre des Comptes de Vienne eût été considéré comme une ingérence étrangère dans l'administration de la Hongrie, voire comme un acte illégal, les conseils « *techniques* » placés auprès de l'empereur n'ayant aucune autorité légale dans l'Etat hongrois qui ne reconnaissait que les actes signés par l'empereur-roi, contresignés par le chancelier et expédiés par un secrétaire de chancellerie[4].

Mais comme le roi résidait généralement hors du territoire hongrois, il devait aussi se faire représenter dans la capitale du royaume, de façon

1. Ce n'est qu'avec la libération du pays et l'occupation turque que le clergé recouvra une partie de sa puissance. Voir à ce sujet l'exposé de Mme A. VARKONYI, dans l'*Histoire de Hongrie* (en hongrois) dirigée par E. MOLNÁR, t. I, p. 282-294.

2. De 1526 à 1711, tous les chanceliers furent des évêques, sans exception aucune. Cf. Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 113.

3. *Camera Aulica petit ordinare ut taxa Diaetalis Civitatibus imposita persolvatur*, Vienne, 12 janvier 1660. Budapest, O.L. A10, Magyar Kiraly Kancellária, *Insinuata Camerae Aulicae*, fasc. 1, f° 945. La minute de la lettre se trouve consignée à Vienne, Hofkammer Archiv, Gedenkbücher, Registratur Hungarn, 1660 : « Ernennungs Decret an Hungar : Hofcauzler Herrn Georgium Szelepchenÿ bey der Ihm untergebenen Hoffcanzley zu verfügen, damit, wie gebrauchig die Königliche Taxa nach beyligenden 1655 practicierten formular den königl : freÿen Stätten imposiret werde. »

4. Voir par ex. les actes de convocation des Ordres à la Diète, aux Archives d'Etat et Archives municipales de Košice.

à ce que ses décisions fussent respectées. Le droit public hongrois avait prévu le cas : le palatin (hongrois *nádor*), un magnat élu par la Diète, parmi quatre candidats présentés par le roi[1], disposait à peu près des pouvoirs d'un vice-roi. Cependant l'origine même du pouvoir de palatin le rendait, à juste titre, suspect aux autorités de Vienne, car l'office, créé par la Diète de 1490, avait pour but de limiter le pouvoir royal et de défendre les intérêts de la noblesse. C'est pourquoi les Habsbourg cherchèrent à prolonger les vacances de l'office et à lui substituer un conseil de lieutenance dirigé par l'archevêque d'Esztergom, plus favorable aux intérêts de la Maison d'Autriche et surtout défenseur inné du catholicisme. C'est ainsi que la lieutenance fut confiée de 1562 à 1608 à différents prélats[2] et de 1670 à 1681 à l'archevêque d'Esztergóm Georges Szelepcsényi, en dépit des dispositions de la Diète de 1608 (article 3), qui prévoyait qu'en cas de vacance l'office de palatin serait tenu par le grand juge (*Judex Curiae*, hongrois : *Országbiro*) ou le grand sénéchal (*Magister Tavernicorum*). Ainsi, pendant la période où la constitution du pays fut suspendue, trois prélats occupaient des positions essentielles dans le gouvernement hongrois qui leur permettaient de peser sur la politique de l'empereur : Thomas Pálffy, chancelier, Georges Szelepcsényi, primat et lieutenant général du royaume, enfin Léopold Kollonich, président de la Chambre hongroise. Et ce sont précisément les évêques hongrois qui, avec l'aide des Jésuites, ont appliqué une politique radicale de Contre-Réforme, dont le but était la conversion massive des Hongrois au catholicisme. Dans ce cas précis, les évêques incarnaient la politique du clergé et celle de la Maison d'Autriche, ils ne pouvaient cependant être confondus avec le groupe social des magnats, dont ils étaient généralement issus.

b) Les barons ou magnats

Ils représentent un groupe numériquement faible, mais politiquement et économiquement puissant. Le dépouillement des listes de présence aux différentes Diètes donne une cinquantaine de lignages, représentés en général par plusieurs membres car tout baron ayant atteint sa majorité était invité personnellement à la Diète, où il était tenu de comparaître soit en personne, soit en envoyant un procureur dûment mandaté[3] :

1. Article 3, 1608 : « De electione Palatini et Personalis praesentiae : ... ut Sua Regia Majestas, duas ex Statu Catholico-Romano, et totidem Evangelicae Confessionis personas, eis quam primum nominet ac proponat, ex quibus, quemcumque ad gerendum tale officium magis idoneum fore judicaverint, invocato Numine divino, eligere non intermittent. » Voir également Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 518.

2. Voici la liste des prélats ayant exercé la lieutenance : Nicolas Oláh, archevêque d'Esztergóm, 1562-1568 ; Paul Bornemissza, évêque de Transylvanie, 1568-1572 ; Antonin Verancsics, archevêque d'Esztergóm, 1572-1573 ; Etienne Radeczy, évêque d'Eger, 1573-1585 ; Georges Draskovich, archevêque de Kalocsa, 1585-1587 ; Etienne Fejerköy, archevêque d'Esztergóm, 1587-1597 ; Jean Kutassy, archevêque d'Esztergóm, 1597-1602 ; Martin Pethe, archevêque de Kalocsa, 1602-1605 ; François Forgách, évêque de Nitra, 1606-1608. Donnée par Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 102.

3. Les termes des patentes de convocation étaient impératifs. Au cas où le magnat était empêché, il était obligé d'envoyer un procureur *citra omnem moram et excusationem*. Patente royale adressée à A. Forgách, Linz, 28 février 1681. Budapest, O.L., P 287, *Forgách Család Levéltára*, 1681, *Országgyüles Irományai*, fasc. 21, p. 1-2.

ainsi, à la Diète de 1655, les quatre comtes Erdödy, Emeric, Nicolas, Simon et Georges Junior, étaient représentés par Pierre Bosnyak de Pátak et Etienne Bocskay par Georges Jurikovich[1]. D'une façon plus générale, un examen des listes de présence dans les Diètes qui se réunirent entre 1650 et 1700[2] permet d'établir les conclusions suivantes — concernant la stabilité du groupe, sa puissance économique, sa puissance politique :

La stabilité du groupe. — En dépit de l'admission de nombreux Allemands, conseillers de l'empereur, il ne semble pas y avoir eu intégration de ces étrangers, parce que ceux-ci ont acheté des propriétés, sans résider pour autant en Hongrie. Le phénomène s'est développé après 1685, lorsque d'immenses domaines vacants ou confisqués à des rebelles furent donnés par le roi à des généraux ou à des conseillers de l'empereur. Néanmoins, le fait de posséder des terres et un Incolat formel ne transformait pas ces étrangers en vrais Hongrois : le prince Eugène de Savoie, pour reprendre un exemple illustre, ne s'est jamais senti Hongrois, en dépit de ses possessions dans le pays, pas plus que le général Montecuccoli ou le baron Hocher, car ces magnats de fraîche date appartenaient en fait à l'aristocratie de la Cour et n'avaient aucune attache avec le pays dont ils obtenaient l'Incolat. En revanche, aucun aristocrate hongrois ne se sentait à l'aise à la Cour impériale — tout au moins au XVII^e^ siècle — et ceux qui devaient s'y rendre par suite des devoirs de leurs charges n'y demeuraient guère. Même des gens favorables aux Habsbourg comme le comte Paul Eszterházy ou le comte François Nádasdy résidaient surtout sur leurs terres (dans l'actuel Burgenland autrichien) ou à Presbourg, dans la capitale hongroise. Ils ne venaient à la Cour que s'ils étaient convoqués par l'empereur et s'en retournaient rapidement[3]. Et la stabilité du groupe au XVII^e^ siècle se traduit par le fait qu'il y avait en 1608 47 lignages présents à la Diète et en 1681, 51[4].

Il faudrait évidemment se livrer à des études généalogiques de détail pour montrer la *cohésion du groupe*, mais on peut tout de même admettre que, en dehors de quelques familles catholiques particulièrement attachées à la Maison d'Autriche comme les Pálffy ou les Eszterházy, l'immense majorité pratique l'endogamie, l'exemple le plus éclatant étant fourni par les liens de parenté unissant les grands chefs nationaux de la période 1650-1710. Le prince élu de Transylvanie, Georges II Rákóczi,

1. *Acta Diaetalia*, étude, *Cathalogus Diaetae*, 1655, Vienne, H.H. Sta., *Hungarica Comitialia*, fasc. 402.

2. Voir *Liste des magnats invités à la Diète*, Vienne, H.H. Sta., *Hungarica Comitialia*, fasc. 402. *Acta Diaetalia*, 1658-1659, 1662, 1681, 1687, *Cathalogus Diaetae*.

3. Ainsi Adam Forgách, convoqué pour le 10 avril 1681 à Vienne ; des conférences doivent préparer la réunion de la Diète. La lettre émane de la Chancellerie de Hongrie, elle est signée *Leopold manu proprio, Joannes Gubasoczij, episcopus Nitriensis* (chancelier) et *Joannes Maholany* (secrétaire de la Chancellerie), Budapest, O.L. P 287, *Forgách Család Leveltára*, fasc. 21, 1681. Les diplomates en poste à Vienne signalent fréquemment les allées et venues « des principaux du royaume de Hongrie ».

4. Pour 1608 *Cathologus ad diaetam vocatorum*, Vienne, H.H. Sta., *Hungarica Comitialia*, fasc. 395, liasse n° 2, f° 1, 2. Le texte nous a été communiqué par M. le P^r^ Kálman Benda. Pour 1681, A. M. Košice, 2636-I Ed/1681.

allié de la Suède contre la Pologne et l'empereur, épousa Sophie Báthory (la famille Báthory fournit deux princes élus à la Transylvanie au XVIe siècle). Leur fils François Ier Rákóczi épousa en 1668 la fille de Pierre Zrínyi, Hélène, qui était donc nièce et fille de bans de Croatie. Le fils de François Ier Rákóczi et d'Hélène Zrínyi n'est autre que François II Rákóczi qui dirigea la Guerre d'Indépendance contre les Habsbourg de 1702 à 1711. Mais en secondes noces Hélène Zrínyi épousa, en 1682, Emeric Thököly, le chef des insurgés hongrois, qui réussit à créer en Haute-Hongrie une principauté indépendante des Habsbourg, au destin aussi brillant qu'éphémère (1680-1684). Hélène Zrínyi, fille de rebelle, mère de rebelle, n'épousa Emeric Thököly qu'à la seule condition qu'il ne fît pas sa paix avec l'empereur[1]. Mais si les convictions politiques étaient identiques, en dépit d'un catholicisme de bon aloi, les fortunes, considérables, étaient comparables, car une des caractéristiques sociales de ces magnats est leur puissance économique — disproportionnée par rapport à celle des autres groupes.

La puissance économique. — Elle reposait essentiellement sur la fortune foncière et les monopoles économiques que les nobles se sont appropriés au cours du XVIe siècle. La vie hongroise du XVIIe siècle ne se conçoit absolument pas hors du grand domaine, car les villes, peu nombreuses, faiblement peuplées, tirent le plus clair de leurs revenus de l'agriculture.

Prenons par exemple la seigneurie de *Slovenska L'upča* (hongrois Lipcse) située dans la vallée moyenne du Váh, non loin de Banská-Bystrica, dans l'actuelle Slovaquie, et appartenant au palatin François Wesselényi[2]. Elle est administrée au 1er janvier 1663 par un noble, André Keövy, et comprend, outre le bourg fortifié *(oppidum)* de *L'upča*, une série de domaines *(possessiones)*, voire des fractions de domaines. Le domaine de Saint-André (*Svaty Ondrei Nad Kronom*, hongrois, *Szent András*) est convenablement peuplé, puisqu'il comprend 58 laboureurs *(coloni, Jobbágyok)*, 14 brassiers *(inquilini, Zsellérek)* et une seule maison déserte. L'ensemble des domaines (sans compter les tenures dispersées) compte 342 familles de tenanciers, dont 263 laboureurs et 79 brassiers. Le nombre des tenures désertes était inférieur à 10 % (24 en tout) ; cette faible proportion de tenures abandonnées s'explique par le fait que le terrier a été établi avant les grands raids tatares de l'automne 1663 et elle confirme l'impression que la première partie du XVIIe siècle a été plutôt favorable à la Hongrie royale. Le terrier de 1663 ne donne pas les superficies des tenures ni de domaines, tout au plus le nombre d'unités fiscales *(sessiones colonicales)*, 52 3/4 au total. Ce domaine, qui peut nous apparaître important, n'est cependant qu'une fraction de la fortune des Wesselényi et représente bien peu de chose par rapport à la fortune foncière des Rákóczi à la même époque. Ceux-ci étendaient leur autorité sur environ 10 000 familles, la seule seigneurie de Sáros patak, en Haute-

1. SÉBEVILLE au roi, Vienne, 24 février 1682 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 53, f° 67.

2. Tous les renseignements concernant ce grand domaine proviennent de l'*Urbarium bonorum arcis Lipcse*, publié par R. MARSINA, dans *Urbáre feudalnych panstiev na Slovensku*, 2 vol., Bratislava, 1959, t. II, p. 307-328.

Hongrie, totalisant 1 347 familles paysannes[1]. D'autre part, la seigneurie des Wesselényi possédait, dans le bourg même de *L'upča*, une réserve *(propria domini)* qui comprenait des terres cultivables, des jardins, des prés, une brasserie et un débit de boissons.

Quels pouvaient être les revenus d'une seigneurie comme celle de *L'upča* ? Ils sont difficiles à évaluer en argent, car le seigneur prélevait une triple contribution : une contribution en argent, le cens ; une contribution en nature, le neuvième, et enfin une contribution en travail, la corvée. Le cens rapportait des sommes modiques. Le domaine de Saint-André est imposé pour 67 florins hongrois et l'ensemble de la seigneurie pour 419 florins 43 deniers. Chaque unité fiscale *(sessio colonicalis)* paierait donc à peu près 8 florins hongrois par an. Mais comme cette unité fiscale correspond à un nombre variable de feux, la charge assumée par chaque tenancier est bien moindre ; pour le domaine de Saint-André elle serait légèrement supérieure à 100 deniers ou un florin hongrois et l'on retrouve les mêmes proportions pour l'ensemble de la seigneurie.

Le paiement d'une telle somme grevait-il exagérément le budget d'un laboureur ? Il ne faut jamais perdre de vue que la Hongrie a toujours constitué une unité économique distincte des autres pays de la Monarchie autrichienne et *a fortiori* de l'Empire. La Hongrie possède un système monétaire particulier — non seulement des frappes originales, mais une monnaie de compte particulière, héritée de l'Etat hongrois médiéval, le florin hongrois (*florenus hungaricalis*, hongrois *fórint*) divisé en 100 deniers (*denaris*, hongrois *pénz*). Le rapport entre monnaie d'Empire et monnaie hongroise a été défini au XVI^e^ siècle[2] : un Kreutzer valait *deux* deniers hongrois de sorte qu'*un florin rhénan* à 60 kreutzer valait 120 deniers, c'est-à-dire *1,20 florin hongrois*. Mais ce taux de change officiel n'était plus reconnu et variait selon les régions de la Hongrie. Ce problème préoccupait la Diète et nous le retrouverons évoqué dans les doléances de 1659 (article 73). Comme la plupart des autres pays d'Europe du XVII^e^ siècle, la Hongrie possédait un double système de frappe monétaire : une monnaie forte, de grande valeur intrinsèque, remarquablement stable, et une monnaie de *billon* servant aux échanges quotidiens. D'après les remarques du comte Hohenfeld dans son rapport d'avril 1672[3], il semble que la Hongrie ait été particulièrement sensible à ce phénomène : l'économie hongroise, bien qu'elle disposât d'une excellente monnaie,

1. L. MAKKAI, *I. Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai (1631-1648) (Les documents économiques concernant les domaines de Georges I^er^ Rákóczi)*, 1 vol., Budapest, 1954.

2. *Die Reichs Münzordnung* de 1559, promulguée par Ferdinand I^er^ et publiée dans *Codex Austriacus*. Cf. aussi *Bericht des Grafen Hohenfeldt über die Cammer-Visitation in Presspurg*, Vienne, 15 avril 1672 : « ... dass die Pressburger : Einnamb und Ausgab nach dem teütschen Gulden eingerichtet, anstatt der Kreützer aber ungarisches Pfennig, deren 100 einen Gulden (teütschen) machen und 5 von einem groschen gerechnet werden. » Vienne H.K.A. Hoffinanz, Ungarn, 1672, April. Texte cité par A. MAURER, *Kollonitsch*, p. 332. Entre Vienne et la Hongrie, le change était obligatoire. Cf. dépêche de GRÉMONVILLE du 30 juin 1665 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 21, f° 233.

3. EBENDA, p. 437. La question est évoquée à maintes reprises par la Diète et traitée par KOLLONICH dans son *Einrichtungswerckh*, sans que le problème ait jamais été résolu avant la fin du siècle.

était dépourvue de billon pour les échanges courants ; en vertu de la loi de Gresham (la mauvaise monnaie chasse la bonne), le territoire hongrois était envahi par du billon frappé en Pologne, ces *Plegatschen* qui causaient aussi beaucoup de soucis à la Chambre de Bohême, car ils circulaient également en Silésie, voire en Bohême. En Hongrie, le phénomène était particulièrement grave ; voici ce que rapporte Hohenfeld :

« Au cours de cette inspection, j'ai recueilli de toutes parts des plaintes particulières à cause de la monnaie polonaise, de sorte que dans le royaume de Hongrie il était absolument impossible de trouver de la monnaie impériale et si quelqu'un en amenait on la changeait immédiatement contre de la monnaie polonaise, moyennant un fort agio. »

Et le cours réel du billon changeait selon les régions[1]. En revanche, la Hongrie disposait d'une excellente monnaie d'or, le ducat. La dynastie angevine avait commencé à frapper des pièces d'or en Hongrie, et le maintien de cette tradition était rendu possible par la présence de mines d'or sur le territoire hongrois — essentiellement Nagy-Bánya et Kremnica[2]. Les étrangers admiraient beaucoup cette monnaie d'or. Evliyâ Çelebi[3] affirme qu'elle ne ressemblait à aucune de celles frappées par les autres princes chrétiens et ne pouvait guère être comparée qu'au sequin d'or vénitien[4]. A ce moment, le ducat valait deux *Rixdalles (Reichs-Thaler)* et six livres tournois[5] mais ne pouvait guère être utilisé que dans les échanges extérieurs. Il semble qu'en fait la circulation monétaire ait été réduite et les prix nominaux extrêmement bas.

Ce trait a frappé un voyageur anglais, Edouard Brown[6], qui a parcouru

1. « Bey dieser Cammer Visitation hab ich auch absonderliche Clagen allerseits vernommen wegen der Pollnischen Münz, dass nemblichen in dem Königreich Hungarn ganz keine kayserl : Münz zue finden, und wann schon Jemandt etwas darin bringet, selbig alsobalden verwexlet und gegen Pollnischer Münz mit grossen Laggio ausgewexlet würdt. » Rapport Hohenfeld, *ibid.*, p. 337.

2. La production totale exprimée en kilogrammes était la suivante : 1641-1660 : 877 kg ; 1661-1680 : 926 kg ; 1681-1690 : 1 076 kg ; 1691-1760 : 1 076 kg. Et, loin de diminuer, passe d'environ 40 kg par an à plus de 100 kg annuellement. A. F. PŘIBRAM, *Geschichte der Löhne und Preise in Österreich*, 1 vol., Vienne, 1938, p. 46.

3. Evliyâ Çelebi était un voyageur turc, d'esprit ouvert, qui a parcouru l'Empire ottoman et laissé une œuvre considérable. En 1665, il fit partie de l'ambassade extraordinaire qui vint à Vienne à l'occasion de la ratification de la paix de Vasvár. Il eut alors l'occasion de parcourir la Hongrie et de séjourner à Vienne. Il a laissé une intéressante relation qui a été traduite par Richard KREUTEL, *Im Reich des Goldenen Apfels*, Vienne, 1961. Il existe également une traduction hongroise de la relation d'Evliyâ Çelebi.

4. *Im Reich des Goldenen Apfels*, p. 202.

5. « J'avois dit au marchand banquier [de Vienne — vraisemblablement Pestaluzzi] de réduire la somme de quatre mille rixdalles *(Reichsthaler)* en cette espèce, lequel trouva aussitôt deux mille hongres (ou ducat hongrois). Je crû que la part qu'il falloit faire de la Monnoye courante en or y estoit comprise lors qu'il m'est venu demander ensuite 840 livres monnoyes de France qu'il a fourni de plus de 12 000 livres pour trouver les hongres à sept pour cent. » GRÉMONVILLE au secrétaire d'Etat, Vienne, 30 juin 1665 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 21, f° 233.

6. Sir Edward Brown, médecin anglais et membre de la Royal Society of Sciences, de Londres, a effectué un long voyage dans l'Europe centrale et balkanique. Son récit a été publié en anglais, puis l'année suivante, à Paris, dans une traduction française qui suivait fidèlement l'édition originale. C'est cette traduction que nous

la Hongrie juste avant le début de la crise politique des années 1670. Après avoir vanté la qualité du pain hongrois, il déclare que le pain « est aussi à si bon marché qu'on en a pour deux sols en ce Païs là, autant qu'on en pourrait avoir en Angleterre pour douze »[1]. Décalage sensible entre l'Angleterre, qui connaît déjà une économie de marché développée, et la Hongrie où les échanges sont réduits et où l'agriculture de subsistance reste prépondérante. Nous ne disposons pas d'un travail analogue à celui d'A. F. Přibram sur les prix viennois. Néanmoins le diaire d'un bourgeois de Sopron, Hanns Tschanny, nous donne, à défaut de mercuriale complète, des renseignements sur les prix d'un important marché de Transdanubie. En 1678, à la veille de la grande peste qui devait toucher tant Sopron que la Haute-Hongrie et Vienne elle-même, le setier de froment valait, le 31 décembre, 60 à 65 deniers, prix qui s'est maintenu jusqu'à juin 1683, date de l'invasion turque[2]. A Vienne, à la même époque, le setier de froment coûtait aux administrateurs de l'hospice civil *(Bürgerspital)* respectivement 52 kreutzer (soit 104 deniers) et 43 kreutzer (soit 86 deniers)[3]. La comparaison confirme donc l'impression donnée par Brown : ce prix nominal des denrées est assez faible et en 1678 un cens de 100 à 120 deniers représentait deux setiers de froment, soit à peu près 130 kilogrammes de pain[4]. Une étude semblable sur les prix du vin fournirait des résultats comparables.

Mais comme le numéraire était rare, la majeure partie des redevances était exigible en nature et plus particulièrement en grains. Chaque unité fiscale *(sessio colonicalis)* doit fournir deux setiers de froment, deux setiers de méteil et sept setiers d'avoine[5]. Nous sommes là en présence d'un phénomène particulier à la Hongrie du XVII^e siècle : l'impôt du neuvième est perçu en nature par le seigneur conformément aux dispositions de la loi 47 de 1492[6]. A cet impôt du neuvième s'ajoute encore la dîme, affermée par le seigneur. Dîme et neuvième se sont parfois transformés en un impôt unique s'élevant à 20 % de la récolte du paysan, qui met à la disposition du seigneur de grandes quantités de céréales[7] et de vin dans les régions de vignoble, encore que la redevance en nature

citons. Edward BROWN, *Relation de plusieurs voyages*, 1 vol., Paris, 1674 ; Bibliothèque nationale, Paris, G 3561.

1. E. BROWN, *Relation*, p. 17.

2. *Csányi János Kronikája (Chronique de Hanns Tschanny)*, éd. J. PAÜR, dans *Magyar Történelmi Tár*, t. V, Pest, 1858, p. 41, 48, 67 et 70 ; B.N. Paris, M. 29366. Tschanny donne des prix en Groschen (10 à 11 pour 1678, 11 à 12 pour 1683). Comme un Groschen vaut 3 Kreutzer c'est par 6 qu'il faut multiplier les chiffres donnés par Tschanny.

3. A. F. PŘIBRAM, *Geschichte der Löhne und Preise*, p. 272.

4. D'après le terrier de la seigneurie de Steyregg, en Haute-Autriche, datant de 1597, on tirait d'un setier de blé 115 livres de pain, la livre pesant 560 g, soit 64 400 kg de pain. Linz, Landesarchiv, *Urbar der Herrschaft Steyregg*, cité par G. GRÜLL, *Die Robot in Ober-Österreich*, 1 vol., Linz, 1955, p. 121.

5. *Urbarium bonorum arcis Lipcse* du 1^er janvier 1663. R. MARSINA, *Urbáre feudalnych panstiev na Slovensku*, t. II, p. 310.

6. Cf. Sándor DOMANOVSZKY, Zur Geschichte der Gutsherrschaft in Ungarn, dans *Festschrift (Mélanges) A. Dopsch*, Baden bei Wien, 1938.

7. Zs. P. PACH, Neuvième et dîme seigneuriale en Hongrie au XVII^e siècle, dans *Nouvelles Etudes historiques*, Budapest, 1965, t. I, p. 261-283.

dans les régions de vignoble *(das Bergrecht)* ait été proportionnellement moins élevée[1]. Et comme la seigneurie de *L'upča* est située dans une région d'élevage du mouton, les paysans devaient fournir des prestations en agneaux, et en peaux lainées[2]. Selon une tendance qui s'est développée au cours du XVII[e] siècle[3], les produits agricoles sont utilisés pour l'alimentation et l'entretien des gens du seigneur[4]. Comme *L'upča* est en position fortifiée, tenant garnison, les soldats étaient des consommateurs tout trouvés[5]. Cependant il y a des chances pour que les redevances en nature aient tout de même fourni un surplus négociable, qui rapportait beaucoup plus au seigneur que les redevances en espèces proprement dites, car c'était essentiellement cette part de la récolte qui entrait dans les circuits de l'économie de marché.

Enfin le paysan hongrois fournissait des prestations en travail, *la corvée*, connue en Europe centrale sous le nom slave de *robota*[6]. Le latin administratif hongrois définit la corvée comme des *gratuiti labores*. Le paysan était en effet tenu de fournir des journées de travail sans recevoir aucun salaire. Ce travail permettait au seigneur d'effectuer des travaux sur la réserve qu'il exploitait directement. Par conséquent, la corvée permettait au seigneur d'accroître le surplus négociable obtenu par le neuvième. En Hongrie comme dans les autres pays d'Europe centrale il existait deux types de corvée, de sorte qu'aucun paysan n'y échappait. D'une part, il y avait la corvée attelée pour les paysans riches, les laboureurs *(coloni)* qui possédaient un attelage et effectuaient labours et charrois pour le compte du seigneur. Il y avait d'autre part la corvée à bras, à laquelle étaient assujettis les brassiers *(inquilini)*, possesseurs d'une simple maison et d'un lopin de terre. La corvée à bras fournissait le complément de main-d'œuvre[7]. Ainsi le seigneur pouvait faire cultiver la réserve sans dépenser de numéraire — encore que, sur certains domaines, hommes et chevaux fussent nourris gratuitement. Quasi insignifiante au Moyen Age, la corvée tendit à se développer à la fin du XV[e] siècle, lorsque les seigneurs voulurent devenir des entrepreneurs et ne se contentèrent plus d'être des rentiers du sol. Le développement de la corvée marqua une détérioration de la condition paysanne et expliqua en partie le succès de la Grande Jacquerie de 1514. Pourtant c'est seulement

1. I. N. Kiss, A bihari borvidék a XVI század végén (La contrée viticole de Bihar à la fin du XVI[e] siècle), dans *Századok*, t. 92, p. 616-624, Budapest, 1958 : à partir de la fin du XVI[e] siècle, les dîmes sont payées indifféremment en vin ou en graines.

2. *Urbarium bonorum arcis Lipcse, ibid.*, p. 310.

3. Zs. P. Pach, Neuvième et dîme seigneuriale, *op. cit.*

4. *Urbarium bonorum arcis Lipcse, ibid.*, p. 310.

5. C'était le cas de la seigneurie de Rohonc-Szalónek, qui appartenait aux Batthyány et qui comptait 38 villages. La production se développait, mais était consommée par les soldats et le personnel du domaine. Voir V. Zimanyi, Majorsági gazdálkodás a rohonc-szalóneki társuradalomban a XVII század derekén, dans *Agrartörténelmi Szemle*, t. 4, p. 25-51, Budapest, 1962.

6. Sur l'histoire du mot et de la notion, voir G. Grüll, *op. cit.*, Introduction. *Robota* est le terme tchèque, *die Robot*, celui qu'emploient les Allemands d'Autriche, tandis que le mot hongrois est *robot*.

7. « Omnes labores tenentur exercere iuxta nutum et dispositionem officialium, coloni quidem cum jumentis, inquilini pedestres. » *Urbarium bonorum arcis Lipcse, ibid.*, p. 311.

après 1540 que les seigneurs cherchèrent à étendre la corvée[1], et à la fin du XVI^e siècle la durée était stabilisée autour de cinquante jours par an, aucune loi n'en limitant la durée ; dans le terrier de *L'upča*, l'appréciation en est laissée aux officiers seigneuriaux.

Le trait le plus original de l'économie hongroise n'est certainement pas le retour au faire-valoir direct, à la *Gutsherrschaft* des historiens allemands, mais plutôt l'utilisation de la puissance publique par le propriétaire foncier qui est en même temps seigneur, juge, administrateur à la place du roi et législateur dans les assemblées pour développer les monopoles économiques. Dans le terrier de *L'upča*, le seigneur possédait le monopole de la vente du vin et de la bière et ses paysans étaient obligés de se fournir chez lui[2]. Même si le paysan produisait du vin, il était obligé de lui vendre sa production et d'acheter celle de son seigneur. Grâce à l'utilisation abusive des *Jura Regalia minora*, les grands propriétaires fonciers ont monopolisé les échanges, les fournitures aux armées et les exportations quand elles étaient possibles, tandis que les paysans se voyaient privés de surplus négociables et devaient se contenter de consommer ce qu'ils produisaient ; sans être vraiment malheureux, il leur était difficile, au XVII^e siècle, de s'enrichir, même si les prélèvements en numéraire étaient minimes[3]. Seulement, en concentrant la puissance économique entre leurs mains, les grands propriétaires réduisaient les échanges et la capacité du marché intérieur, car les paysans vivaient de plus en plus en économie fermée, dans le cadre du village[4].

Par conséquent, presque toute la vie économique était contrôlée par les grands propriétaires fonciers et plus précisément par une cinquantaine de familles qui contrôlaient beaucoup plus la terre, les hommes et les fruits de l'agriculture qu'elles ne disposaient de gros revenus en numéraire pour dépenser à la Cour de Vienne. La richesse de ces magnats n'en était pas moins impressionnante, qu'il s'agît des Rákóczi, des Nádasdy, des Thököly ou des Eszterházy.

La richesse des magnats. — L'historien hongrois L. Makkai a consacré d'importants travaux aux archives de la famille Rákóczi, et révélé l'étendue de leur fortune foncière qui était répartie entre la Haute-Hongrie et la Transylvanie. Les domaines les plus importants étaient concentrés

1. Zs. P. PACH, Neuvième et dîme seigneuriale, *op. cit.*

2. « Propria domini. Habetur in eadem possessione oenopolium domini terrestris pro educillando vino, cerevisia, et vino adusto. Ad quod vinum et cerevisiam subditi ex arce advehere obligantur. » *Urbarium bonorum arcis Lipcse*, *ibid.*, p. 311. Cf. I. SINKOVICS, Le servage héréditaire, en Hongrie aux XVI^e et XVII^e siècles, dans *Studia historica*, t. 53, p. 47-90, Budapest, 1963.

3. C'est la thèse développée par Zs. P. PACH dans son étude sur l'évolution de l'agriculture hongroise et le gauchissement de cette évolution par rapport aux pays occidentaux : Die ungarische Agrarentwicklung in 16-17 Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang, *Studia historica*, 54, 1 vol., 164 p., Budapest, 1964.

4. La production industrielle se limitait à des activités artisanales cantonnées dans le grand domaine. Voir l'article de L. MAKKAI, Mühely es hutalettárok a XVII századi Rákóczi-uradalmaktól (Forges et verreries sur les domaines des Rákóczi au XVII^e siècle). Voir aussi F. MAKSAY, *Urbariumok*, 1 vol., 859 p., Budapest, 1959, en particulier Introduction, p. 17.

autour des châteaux de Munkács (4 027 familles paysannes), Ecsed (1 155) et Sárospatak (1 347) en Haute-Hongrie et de Fogaras en Transylvanie (2 636 familles paysannes)[1]. En 1660, les Rákóczi possédaient une centaine de grands domaines contenant 30 000 tenures paysannes qui fournissaient la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation des parcelles regroupées sous forme de réserve seigneuriale[2]. Les revenus étaient considérables, puisqu'en 1670 François Ier Rákóczi, compromis dans la Conjuration des Magnats[3] fit sa paix avec l'empereur, moyennant le paiement immédiat d'une indemnité de 250 000 florins rhénans, soit 300 000 florins hongrois (rappelons que le cens annuel exigible d'un paysan était d'un florin hongrois). En fait la famille Rákóczi, dont plusieurs membres avaient été élus princes de Transylvanie, était considérée à l'égal d'une famille souveraine par la diplomatie française[4]. En 1682, Hélène Zrínyi, veuve de ce même François Ier Rákóczi, jouissait d'un revenu annuel de « cent mil escus de rente »[5], c'est-à-dire 100 000 florins rhénans — à une époque où le traitement d'un conseiller d'Etat de l'empereur était de 1 200 florins[6]. Les revenus d'Emeric Thököly étaient du même ordre : Sébeville les estimait à « deux cent mille livres de rente », soit les deux tiers des revenus des Rákóczi, si bien que le remariage d'Hélène Zrínyi mettait à la disposition de Thököly un demi-million de livres tournois, ce qui contribuait, selon Sébeville, à renforcer les sentiments que le chef des rebelles éprouvait pour la veuve Rákóczi[7]. La fortune de François Nádasdy était du même ordre. Ses domaines étaient situés en Transdanubie (Sárvár Kapuvár) et dans l'actuel Burgenland autrichien (Pottersdorf). D'après une évaluation de 1670, les revenus annuels se seraient élevés à 189 558 florins rhénans, à laquelle il faudrait ajouter le traitement de *Judex Curiae*. Le même document des Archives de Vienne estime la valeur du capital foncier à un million de florins[8]. Mais cette fortune ne survivra pas aux bouleversements politiques de l'année 1670, la fortune de Nádasdy, comme celle de Pierre Zrínyi, ayant été confisquée et cédée à vil prix à des fidèles de l'empereur, tel Adam Forgách qui par le décret du 26 septembre 1670 était autorisé à se saisir pour 50 000 florins de biens fonciers, en remboursement de sommes qui lui étaient dues par la Chambre de la Cour[9]. Le rachat de terres à bas prix a fait aussi la fortune des

1. L. Makkai, *I. Rákóczi György birtokainak gazdasagi iratai, 1631-1648*, 1 vol., Budapest, 1954 ; cf. représentation cartographique.

2. L. Makkai, *Paraszti és majorsági mezögazdasági terméles as XVII században (Production agricole des paysans et des grands domaines au XVII^e siècle)*, 1 vol., 32 p., Budapest, 1957.

3. Sur la Conjuration des Magnats, J. Bérenger, Les relations franco-hongroises pendant le règne personnel de Louis XIV, *Information historique*, 1967, p. 101-108.

4. Cf. B. Köpeczi, *A Rákóczi-Szabadságharc és Franciaország (La guerre d'indépendance de Rákóczi et la France)*, 1 vol., 479 p., Budapest, 1967, p. 49-99.

5. Sébeville au roi, Vienne, 24 février 1682 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 53, f° 67.

6. Vienne, Hofkammer Archiv, *Hofzahlamtsbuch*, 1680.

7. Sébeville au roi, Vienne, 24 février 1682, *ibid.*

8. Document cité par Majlath, dans *Geschichte der Österreich. Kaiserstaates*, t. IV, p. 93-94. Sans référence précise.

9. *Versicherungs-Decret der Hoffkammer*, Vienne, 26 septembre 1670, Budapest, M.O.L., P 287, *Forgách Család Levéltára*, fasc. 18, liasse 1670, f° 69, ainsi que Vienne, H.K.A., Gedenkbuch, Registratur Ungarn, 1670.

Eszterházy. En 1696, le prince Paul Eszterházy, comte de Galantha, palatin de Hongrie, chevalier de la Toison d'Or, conseiller d'Etat et camérier de l'empereur, pouvait se vanter d'avoir arrondi son patrimoine grâce à son indéfectible attachement à la Maison d'Autriche. Il avait hérité de son père les seigneuries de Forchenstein (hongrois Frakno) et d'Eisenstadt (hongrois Kismarton), situées dans l'actuel Burgenland ; par son mariage, il avait acquis des biens évalués à 300 000 florins rhénans. Mais surtout il possédait de nombreux domaines, dont la valeur totale n'est pas précisée, provenant de confiscation (comme celui de Kapuvár, qui appartenait à Nádasdy), ou bien étaient situées dans des régions évacuées récemment par les Turcs. Il y fit des investissements et des constructions pour la bagatelle de 690 000 florins, ce qui laisse supposer une très grosse fortune foncière, encore accrue par des maisons à Vienne et à Presbourg. Son capital mobilier était également considérable : des meubles meublants estimés à 200 000 florins et des créances pour 365 000 florins. Le prince Paul était assez riche pour laisser à chacun de ses fils, Michel, Gabriel et Joseph, un majorat[1] : la collaboration avec les Habsbourg avait été payante et l'on a pu dire que le prince Paul avait été le second fondateur de la fortune de la famille.

On pourra évidemment objecter que ces exemples ont été choisis parmi les plus riches magnats, ils ont en tout cas été pris parmi les plus illustres, ceux qui se sont signalés tout particulièrement dans les luttes contre la Maison d'Autriche soit comme partisans de l'indépendance hongroise, soit comme fidèles sujets du roi Habsbourg, car si la puissance économique caractérise plus spécifiquement le groupe des magnats, ceux-ci ne sont point dépourvus de puissance politique.

La puissance politique. — Elle s'exerçait à deux niveaux : d'une part dans le cadre de la seigneurie, vis-à-vis des paysans, elle n'était pas propre aux magnats, mais caractérisait tous les nobles dans la mesure où ils étaient assez riches pour posséder des tenures paysannes. D'autre part, les magnats ou barons étaient, avec les prélats, les conseillers du roi, conformément à la tradition médiévale, et participaient donc au gouvernement du pays.

Au village, le paysan était pratiquement soustrait à l'autorité royale pour être soumis à celle de son seigneur, ou du représentant de ce dernier. Dans chaque village il y avait un responsable pour la communauté paysanne, le juge *(judex)* ; à Saint-André, c'était un certain Jean Scasny[2], mais les vrais détenteurs de l'autorité étaient les intendants, tel cet André Keovy, administrateur du château de *L'upča.* Ils avaient des attributions économiques certes, mais aussi judiciaires et financières. Comme nous l'avons vu plus haut, ils étaient chargés de percevoir le cens, la dîme et le neuvième ; c'étaient à eux de requérir les paysans pour la corvée. Tout ceci concernait l'administration privée du domaine, mais

1. Testament du prince Paul Eszterházy, du 8 décembre 1696. Vienne, H.H. Sta., OLMA, *Testamente,* Karton 7, n° E 43.

2. Judex Joannes Sscziasny, dans *Urbarium bonorum arcis Lipcse,* éd. MARSINA, *op. cit.,* p. 309.

ils étaient également chargés de tâches relevant de l'administration publique dans un Etat moderne, percevoir non seulement les *jura regalia minora*, mais aussi les contributions lorsqu'elles étaient décidées par la Diète et surtout rendre la justice, en vertu des dispositions de l'*Opus Tripartitum* (livre III, titre XXV : *De Villanorum conditionibus et legibus*). C'est pourquoi le vrai représentant de l'autorité, du pouvoir seigneurial et du pouvoir royal encore plus lointain, était l'intendant, qui a laissé des souvenirs mitigés dans la conscience populaire, car il n'était que trop enclin à abuser du pouvoir dont il disposait[1]. L'institution était en fait tempérée, soit que le seigneur résidât dans la région, soit que, comme chez le palatin Wesselényi, il existât une véritable chancellerie privée capable de contrôler sérieusement les agissements de l'intendant[2] de sorte qu'en définitive celui-ci semble avoir été moins dur que le *Karabačnik* (littéralement : le fouettard) bohême[3]. Il n'en demeure pas moins vrai que dans tous les délits en matière économique le seigneur (ou son représentant) était à la fois juge et partie et la parcelle de puissance publique qu'il accaparait ne pouvait que renforcer son autorité[4].

Est-ce que le magnat hongrois disposait d'une clientèle de petits nobles susceptibles de se battre pour lui ? Nous ne le savons pas, mais c'est vraisemblable, au moins en ce qui concerne les Zrínyi en Croatie, puisque Grémonville jugeait Pierre Zrínyi capable d'entraîner 25 000 fidèles en armes[5]. Il faut néanmoins être prudent, car, dans ce cas, des conditions politiques et économiques particulières pouvaient jouer en faveur du ban[6]. Quoi qu'il en soit, les magnats ont obtenu, sans difficulté aucune, tout au long du XVII^e siècle, les grands dicastères du royaume, la seule concurrence venant des prélats. Et l'on assiste plutôt, au cours du siècle, au renforcement de l'autorité des magnats, favorisé par le gouvernement de Vienne. L'empereur Léopold lui-même, qui n'aimait pas les Hongrois et détestait les sessions plénières de la Diète, a cherché à maintes reprises à convoquer des assemblées de notables qui fussent, par le style, semblables aux réunions de la Diète de Bohême, c'est-à-dire feutrées, efficaces et dominées par les aristocrates de l'ordre des seigneurs (allemand *Herrenstand*) ou du clergé. Dans l'esprit de l'empereur, les réunions de

1. Dans les contes de Gaspard Heltai, l'intendant était assimilé au diable. I. SINKOVICS, Le servage héréditaire, *op. cit.*

2. Jean Hottmar, inspecteur des domaines de François Wesselényi, contrôlait soigneusement, par écrit, les activités des intendants. B. ILA, Az irasbeliség szerepe a XVII századi gazdasági igazgatásból (Le rôle des écritures dans l'administration économique du XVII^e siècle), dans *Levéltári Közlemennyek*, t. 24, p. 27-46, Budapest, 1946.

3. Karl GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung... in Böhmen, Mähren und Schlesien*, 2 vol., Leipzig, 1894.

4. F. ECKHARDT, *A földesúri büntetöbiraskodás a XVI-XVII században* (La justice criminelle seigneuriale aux XVI^e et XVII^e siècles), 1 vol., Budapest, 1964. Il n'en est pas moins vrai qu'une histoire de la seigneurie hongroise reste à écrire, travail indispensable, mais difficile, car il faut apprécier la condition paysanne dans la multiple variété du cadre seigneurial.

5. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 23 avril 1666 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 24, p. 157.

6. Les Zrínyi possédaient d'importants domaines en Slavonie et en Croatie. Ils étaient d'autre part considérés comme Croates par la petite noblesse croate et ils avaient accueilli sur leurs terres des réfugiés de Bosnie, qui leur devaient tout.

notables donneraient tout de même la caution de la noblesse et faciliteraient l'exécution des décisions prises en commun, car elles avaient un fondement juridique : ces magnats constituaient le *Consilium Regni.*

Cette politique, favorable aux magnats, fut menée systématiquement par l'empereur et ses conseillers de 1662 à 1670, parce que la Diète de 1662 avait été un échec[1]. Cette interprétation du droit d'Etat ne devait pas peu contribuer à accroître la tension politique existant entre la nation hongroise et son roi. Cette voie médiate, imaginée par l'empereur Léopold et son premier ministre Portia, devait, à l'usage, se révéler néfaste puisqu'elle favorisa la révolte généralisée de la noblesse en 1670. L'empereur convoqua durant cette période quatre assemblées de notables : en 1664, 1667, 1668 et 1669. L'Assemblée de 1664 fut convoquée au début de décembre 1664 pour prendre connaissance des dispositions de la paix que l'empereur venait de signer à Vasvár[2]. Les représentants hongrois ne cachèrent pas leur mécontentement, mais l'exprimèrent moins bruyamment que ne l'aurait fait une Diète et c'est ce qui importait au gouvernement de Vienne. Celui-ci tenta d'acheter certains magnats par des avantages personnels et des promesses et il put croire que le mécontentement s'apaiserait[3] ; en fait la mort accidentelle du comte Nicolas Zrínyi, chef de l'opposition, provoqua un certain désarroi parmi les membres de la délégation qui ne se rallièrent pas pour autant au point de vue du gouvernement de Vienne. Et les autres assemblées de notables montrèrent à l'empereur que les esprits n'étaient pas mieux disposés. Ainsi en 1667 :

« Il s'est fait à Presbourg une assemblée des principaux seigneurs de la Hongrie sur l'intention qu'avait l'Empereur de convoquer une Diète pour faire le couronnement de l'impératrice[4], mais plusieurs mécontents et particulièrement les protestants de la Haute-Hongrie ont fait paraître des prétentions si extraordinaires qu'ils désirent leur être accordées avant toutes choses, qu'on ne croit pas que Sa Majesté Impériale veuille se compromettre »[5].

1. *Vide infra, La Diète de 1662.* Une des principales causes de l'échec de la Diète fut l'antagonisme entre catholiques et protestants. Sur les assemblées de notables, voir Gyula von PAULER, *Wesselényi Ferenc Nádor és Társasai összeésküvése (La conjuration du palatin François Wesselényi et de ses alliés)*, 2 vol., Budapest, 1874.

2. « Les Conseillers de Votre Majesté Impériale en Hongrie et autres personnages notables du mesme royaume qui ont esté appellé en cette ville de Vienne ont escoutté avec respect et soubmission les propositions obligeantes qui leur ont esté faittes au nom de V.M.I. et les articles de la paix qu'elle a conclue avec les Turcs qui leur ont été communiqué de sa part. » Vienne, 9 décembre 1664. Traduction française de l'original latin, A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 19, Supplément, f° 353-360. Voir aussi la dépêche de SAGREDO du 27 novembre 1664, Venise, *Dispacci di Germania*, filze 125.

3. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 1er janvier 1665 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 20, f° 146.

4. Il s'agit de l'infante d'Espagne Marguerite-Thérèse, sœur de la reine de France, qui venait d'épouser, en décembre 1666, l'empereur Léopold Ier. Or, les dispositions du droit d'Etat voulaient que la reine fût couronnée solennellement pour que les fils du roi pussent prétendre au trône de Hongrie. En fait, c'est seulement la troisième épouse de l'empereur qui fut couronnée en décembre 1681.

5. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 20 janvier 1667 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, t. 23, f° 167.

Et l'assemblée des magnats réunie à Vienne au printemps 1668 n'aboutit à aucun résultat devant l'intransigeance des Hongrois[1]. Celle de 1669 se sépare à fin juillet sans avoir rien décidé, en constatant seulement les désaccords[2]. Décidément, même les magnats n'étaient pas mûrs, en Hongrie, pour constituer une simple Chambre d'enregistrement et se confiner dans le rôle que le juriste français Cardin Le Bret assignait aux Etats généraux dans une monarchie bien gouvernée[3].

Pourtant l'empereur ne se découragea pas et, après que la Diète de 1681 eut apuré le contentieux, le gouvernement de Vienne persévéra dans cette voie, en espérant qu'il pourrait s'appuyer sur de « bons » Hongrois. Il s'imaginait en effet que les magnats seraient plus dociles ou que, tout au moins, ils consentiraient à partager le pouvoir avec lui, à l'image des aristocrates bohêmes ou autrichiens. C'est d'ailleurs la thèse de l'historiographie marxiste : les simples gentilshommes demeuraient patriotes, les magnats depuis la paix de Vienne (1606) étaient devenus des collaborateurs de la Maison d'Autriche pour que celle-ci leur laissât son pouvoir discrétionnaire sur leurs paysans[4]. Cette thèse résiste malaisément à l'examen des faits pour la période postérieure à 1650 : la conjuration de Wesselényi, qu'il vaut mieux appeler Conjuration des Magnats, était dirigée par des grands seigneurs catholiques : les Wesselényi, les Zrínyi, les Frangepani, les Nádasdy, les Rákóczi, et encouragée par l'archevêque d'Esztergóm, Georges Lippay. En 1682, au moment de l'insurrection de Thököly, lorsque celui-ci paraissait victorieux, le vide se fit autour de l'empereur et seuls demeurèrent fidèles les Pálffy, certains Erdödy et les Eszterházy. Pourtant, après 1688, la Cour de Vienne tenta de reconstituer, une fois de plus, le parti *Labanc*[5] en s'appuyant justement sur le palatin Paul Eszterházy et des magnats catholiques de bonne volonté. La forme donnée à ces assemblées fut le *Nádori concursus*, la réunion chez le palatin. Celles de 1696 et de 1698 se passèrent très mal, car elles avaient pour but de faire adopter le principe de l'impôt direct proportionnel aux nombres de tenures. Ce système, enraciné dans les traditions de l'Etat hongrois[6], fut adopté par le cardinal Kollonich dans l'*Einrichtungs Werckh* ; mais lorsqu'il fut question de l'appliquer, ce fut un beau scandale et le palatin Eszterházy prit lui-même la tête de l'opposition. En mars 1696, Kollonich, alors président de la Chambre des Comptes de Vienne, tint un discours très dur aux Hongrois : il était juste

1. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 29 mars 1668 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, t. 29, f° 293. Cf. aussi *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 809, avril 1668 (B.N. Paris, G 903).

2. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 7 mars 1669 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 32, f° 204. Voir aussi la dépêche de M. ZORZI du 3 août 1669, Venise, *Dispacci di Germania*, filze 134.

3. Cardin LE BRET, *De la Souveraineté du Roy*, livre IV, chap. XI : « De l'Assemblée des Estats généraux et Provinciaux, et qu'elle dépend de la seule authorité du Roi », Paris, 1632, p. 640-647 (B.N. Paris, L[4] 38).

4. A. VÁRKONYI, *Magyar Történet (Histoire hongroise)*, t. I, p. 231-237.

5. A partir de 1673, on a coutume d'opposer les insurgés ou *Kuruc* (du latin *crux*) et les loyalistes, partisans de l'empereur ou *Labanc*, terme à peu près aussi flatteur que celui de « collaborateur ».

6. Cardinal Léopold KOLLONICH, *Das Einrichtungs Werckh*, 1688, Vienne, H.K.A., manuscrit n° 382.

et nécessaire que les Hongrois contribuassent aux dépenses de la Monarchie et que l'impôt fût réparti équitablement entre les habitants du royaume. Les négociations durèrent une semaine. L'archevêque de Kalocsa, Paul Szechényi, réclama la convocation d'une Diète et la réunion fut un échec[1]. Deux ans plus tard, les notables furent à nouveau convoqués à Vienne. Comme le gouvernement impérial leur demandait une contribution annuelle de 4 millions de florins rhénans[2], ils refusèrent et se retirèrent fort mécontents[3], car l'empereur avait parlé de supprimer l'immunité fiscale de la noblesse. Une fois encore, les notables n'avaient point cédé et l'un des membres de la délégation, le jeune François II Rákóczi, ne devait pas tarder à prendre une éclatante revanche en conduisant la guerre d'Indépendance.

En fait, l'aristocratie hongroise était d'autant moins encline à se rallier complètement à la cause autrichienne qu'elle ne représentait qu'une des composantes de la vie politique du pays. En face de ces cinquante familles de magnats, il y avait, ne l'oublions pas, une dizaine de milliers de familles de gentilshommes qui jouaient un rôle actif dans la vie politique et économique du pays. L'existence d'une noblesse représentait une différence essentielle avec les autres pays de la Monarchie autrichienne où la petite noblesse avait été ruinée, dispersée et ne jouait plus qu'un rôle purement formel dans les Diètes.

c) La moyenne noblesse[4]

C'était le groupe le plus original de la société hongroise, celui qui, à toutes les époques, a été le plus attaché à l'indépendance nationale, qu'il a défendue par tous les moyens, y compris l'insurrection à main armée, conformément aux stipulations de la Bulle d'Or d'André II (1222). Economiquement, un simple gentilhomme ne peut être comparé à un magnat, puisqu'il possédait en moyenne 250 à 500 hectares, c'est-à-dire un domaine aux dimensions modestes par rapport à ceux d'un Thököly ou d'un Rákóczi. Pourtant, une telle propriété suffisait largement à faire vivre le gentilhomme, même si celui-ci voyait son horizon limité au comitat.

Le véritable cadre de la vie politique, pour le gentilhomme, était moins le pays tout entier que le département ou comitat. Division administrative datant de la conquête, le comitat (hongrois *Vármegye*, latin *Comitatus*) était un territoire groupé autour d'un château fort, où résidait le *comes* (hongrois *ispán*) nommé par le roi et responsable du maintien de l'ordre[5]. Ce qui est remarquable, c'est que la division du territoire

1. MAURER, *Cardinal Leopold Kollonitsch*, p. 350-351. *Theatrum Europaeum*, t. XV, p. 45 (B.N. Paris, G 908).

2. A. VÁRKONYI, Habsburg Absolutism and Serfdom in Hungary, *Acta historica*, 1965, t. I, p. 359.

3. VILLARS au roi, Vienne, 18 octobre 1698 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 69, f° 199.

4. Il existe très peu de monographies sur la moyenne noblesse. On trouvera néanmoins de précieuses indications dans les *Actes du Colloque des historiens franco-hongrois*, Paris, mars 1968.

5. Les historiens hongrois aiment à traduire *vármegye* par département et *ispán* par préfet.

en comitats s'est maintenue depuis le xe siècle jusqu'à nos jours et que les limites des circonscriptions ont assez peu varié. Créées par un Etat médiéval centralisé, ces circonscriptions[1] sont devenues, après 1526, le meilleur support de la décentralisation et le cadre de l'administration nobiliaire, hostile aux tendances centralisatrices des Habsbourg. Car, si paradoxal que cela puisse paraître à un lecteur français, les nobles hongrois sont des administrateurs, tout en demeurant des soldats.

Le centre de la vie politique du comitat[2] demeurait l'assemblée du comitat *(Congregatio generalis)*, qui réunissait en principe tous les membres des ordres habitant le territoire du comitat *(universitas paelatorum, magnatum et nobilium comitatus)*. Elle était convoquée par le préfet et se réunissait au chef-lieu du comitat au xviie siècle en moyenne une fois par trimestre. Elle échappait ainsi au contrôle étroit du gouvernement de Presbourg et encore plus à celui du gouvernement de Vienne. Comme les dimensions du comitat étaient modestes (comparables le plus souvent à celles d'un département français), les nobles pouvaient s'y rendre aisément et l'assemblée départementale devint le refuge de l'autonomie hongroise. Comme elle n'était pas convoquée par l'autorité royale mais par le sous-préfet, elle échappait au contrôle du gouvernement de Vienne et si, à l'origine, l'assemblée avait des attributions essentiellement judiciaires (loi I de 1486 et loi 35 de 1492), au cours du xvie siècle, elle étendit sa compétence à toutes les questions administratives[3]. Elle recevait les lois du royaume, mais prenait des décisions réglementaires pour appliquer ces lois dans le cadre local. Même aux pires moments de la lutte contre les Habsbourg, les assemblées de comitat ne cessèrent de fonctionner — par exemple durant la période 1670-1681, alors que la constitution était suspendue et la Hongrie soumise à des lois d'exception. La force essentielle de ces assemblées résidait dans le fait qu'elle disposait d'une administration élue par elle, en face de laquelle le gouvernement n'avait à peu près pas de représentants légaux.

Certes le préfet *(comes, föispán)* était un magnat nommé à vie par le roi et l'office était souvent héréditaire, dans la mesure où le roi nommait un fils à la mort du père ; c'est ainsi que, par la patente royale du 5 août 1682, Adam Forgách succédait à son père Adam Forgách comme préfet du comitat de Nograd, en récompense des services rendus par le père décédé[4]. Il s'agissait pourtant d'une charge honorifique, assortie éventuellement de responsabilités militaires, parce que les Ordres avaient réussi à doubler le préfet d'un adjoint (*vice-comes*, *alispán*, littéralement

1. Elles auraient été empruntées à la monarchie franque par l'intermédiaire des Etats slaves, la Grande Moravie en particulier. L. Elekes, Rendiség és Központositás a feudális államokban (Système des ordres et centralisation dans les Etats féodaux), *Studia historica*, Budapest, 1963.

2. Pour l'administration des comitats, voir l'exposé de Gy. Ember, Vármegyék (Les comitats), dans son livre *Az újkori magyar Igazgatás*, p. 520-541.

3. G. Istvánvi, A generalis congregatio (L'assemblée de comitat), dans *Levéltári Közlemények*, 1940, p. 191-199.

4. Patente de l'empereur Léopold Ier, donnée à Vienne le 3 août 1682 (original latin, avec signature autographe de l'empereur, du chancelier Gubasoczy, évêque de Nitra, et du secrétaire J. Maholanyi), Budapest, O.L. p. 287, *Forgách Család Levéltára*, fasc. 21, liasse 1682.

sous-préfet) élu par l'assemblée[1] et autorisé à le convoquer. On voit donc que la *Congregatio generalis*, dans le cadre général, échappe à la définition de la « bonne » assemblée d'Etat que peut tolérer une monarchie absolue, puisqu'elle fonctionnait pratiquement en dehors de tout contrôle royal[2]. Des monographies de comitats ont esquissé plus ou moins rapidement l'histoire de ces assemblées, mais il faudrait pouvoir se replonger dans les procès-verbaux des sessions (ou tout au moins dans les fragments qui en restent, dispersés sur tout le territoire de l'ancien Etat hongrois), pour mieux saisir la réalité de cette autonomie et voir dans quelle mesure les Ordres se jouaient des décisions prises à Vienne. Le préfet adjoint était le véritable chef de cette administration : il présidait les assemblées en cas d'empêchement du préfet, et, de plein droit, le tribunal. Il signait les arrêtés départementaux, avec, il est vrai, le contre-seing du juge ordinaire *(Szolgabiró)* élu comme lui. En fait toutes les affaires publiques passaient entre ses mains : justice, armée, finances étaient de la compétence du préfet adjoint[3]. Ajoutons enfin qu'il représentait souvent sa circonscription à la Diète : ainsi, en 1662, 15 députés sur 66 exerçaient les fonctions de préfet ajoint[4].

Le juge ordinaire, ou juge des nobles, était en principe un officier royal, un serviteur du roi *(Serviens Regis)*. Depuis le XVI^e^ siècle, il était élu par l'assemblée du comitat ; en général, on prenait un noble sans fortune, possédant juste un petit domaine, mais ayant des connaissances juridiques solides. Il était assisté dans ses fonctions par des assesseurs *(iurati assessores)* qui étaient nommés eux aussi par l'assemblée en assez grand nombre (on en comptait 28 au XVII^e^ siècle pour le petit comitat de Zolyom). Le tribunal de comitat jugeait tous les nobles en première instance, ainsi que des affaires criminelles concernant les paysans ; il pouvait, même, éventuellement connaître les procès civils concernant les paysans, évoqués dans les conditions particulières que l'on sait[5]. Un notaire *(notarius)* dirigeait la bureaucratie réduite du comitat, qui comprenait, depuis 1650, quelques secrétaires *(cancellistae)*. La bureaucratie naquit d'ailleurs tardivement, car au XVI^e^ siècle la tenue des procès-verbaux s'effectuait sous la responsabilité du juge pour le tribunal et du préfet adjoint pour les sessions de l'assemblée. L'apparition d'une véritable bureaucratie montre que l'administration du comitat n'avait cessé de prendre de l'importance au cours du XVII^e^ siècle, alors que le pouvoir des Ordres était menacé sur le plan national[6]. Le notaire était élu et représentait parfois sa circonscription à la Diète : ainsi, en 1662, 10 députés étaient en même temps notaires du comitat, de sorte que dans trois comitats (Zemplen, Györ et Presbourg) les deux députés étaient des officiers départementaux, le préfet adjoint et le notaire. Mais, étant donné le recrutement des officiers du département, cela ne signifiait nullement

1. Loi 2 de 1504 et surtout loi 70 de 1548 : « Vice comites non per comitem solum, sed consensu totius comitatus iuxta regni decreta eligantur. » Pratiquement le préfet n'avait plus qu'à entériner la décision de l'assemblée.
2. C. LE BRET, *op. cit., loc. cit.*
3. Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 534.
4. *Acta Diaetalia*, 1662. *Cathalogus Diaetae*, A.M. Košice, 2636-I Ed/1662.
5. I. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, Pars IIIa.
6. Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 536-537.

que les députés étaient ces créatures du pouvoir central, mais bien plutôt qu'ils jouissaient de la confiance de leurs pairs. Enfin les comitats disposaient de receveurs élus chargés de la collecte des impôts votés par les assemblées et perçus par le seigneur sur son domaine — la Chambre de Presbourg ne nommant pas de receveurs et s'en remettant à la bonne volonté des officiers départementaux.

Par conséquent, l'administration départementale était bien entre les mains de la moyenne noblesse, car aucun magnat n'y exerçait de fonction, à l'exception du préfet, dont nous avons vu le rôle réduit. Par le biais des assemblées de comitat et des administrations élues, la moyenne noblesse disposait donc d'un pouvoir politique important, incomparablement supérieur à celui que conservaient les simples gentilshommes en Bohême ou en Basse-Autriche .

Son rôle culturel n'est pas moins intéressant. En admettant que certains magnats aient eu des tendances cosmopolites, c'est lui le gardien de la langue nationale. Le gentilhomme savait avant tout le hongrois et c'est lui qui utilisait les livres produits dans les imprimeries de Sarospatak, Cluj ou Trnava[1]. Même si les plus cultivés sont frottés de latin, ils étaient avant tout attachés au hongrois. Rares étaient ceux qui avaient étudié à l'étranger, ils avaient tout au plus fréquenté soit une Académie protestante à Debrecen, Sárospatak ou Cluj, soit le collège des Jésuites à Košice ou à Trnava. Leur éducation est orientée vers la vie active, le métier des armes et la politique. Ils ont une solide connaissance du droit public hongrois (*Opus Tripartitum*, décrets des Diètes). Les députés à l'assemblée nationale et en particulier les compilateurs chargés de la rédaction des doléances avaient approfondi leur connaissance du droit public en exerçant des fonctions dans l'administration départementale. En Hongrie, le soldat ne méprisait donc point le juriste, et la science juridique était aussi utile que l'art militaire pour défendre efficacement les libertés de la nation hongroise, aussi bien contre l'Allemand que contre le Turc, car la noblesse hongroise n'a pas craint de s'insurger contre le gouvernement de Vienne et les régiments allemands qui occupaient le pays ; deux fois, en 1682-1683 avec Emeric Thököly et l'appui ottoman, et en 1701-1711 avec François II Rákóczi et l'appui français, la noblesse hongroise a failli réaliser l'indépendance du pays en rompant avec les Habsbourg. Si les Hongrois ont toujours paru au gouvernement de Vienne un peuple inconstant, bizarre, difficile à gouverner[2], c'est largement à cause de ces quelques milliers de familles nobles et qui n'hésitaient pas à prendre le maquis pour résister aux régiments impériaux, comme ce fut le cas après l'échec de la Conjuration des Magnats[3]. L'em-

1. Sur la production intellectuelle hongroise, voir SZÁBO-HELLEBRANT, *Regi magyar Könyvtár (Bibliothèque hongroise ancienne)*, 2 vol., Budapest, 1886 ; c'est un catalogue de tous les livres imprimés en Hongrie jusqu'au début du XVIII[e] siècle.

2. *Mémoire de la Cour de l'Empereur*, 1671, anonyme. On y trouve une bonne analyse de la détérioration des rapports entre la Cour de Vienne et la noblesse. B.N. Paris, manuscrit français 8997, f° 19-20.

3. *Ebenda :* « Cette grande exécution acheva d'aigrir les Hongrois et de mettre dans le cœur de cette nation farouche et infidelle toute la hargne possible contre l'Empereur et le gouvernement et la disposition à la révolte et chercher tous les moyens de se vanger *(sic)* en se soumettant à la puissance estrangère. » *Ibid.*, p. 22.

pereur Léopold a échoué dans ses desseins de réorganisation et de recatholicisation parce qu'il n'a pas tenu assez compte de cette nation hongroise. Portia, son premier ministre, avait déclaré dans les couloirs de la Diète en 1662 qu'il faudrait mettre au pas les Hongrois comme on avait mis au pas la noblesse bohême après la révolte des Etats. Or, en Bohême, il avait suffi de battre à la Montagne Blanche (1620) l'armée de mercenaires à la solde des Etats, de procéder à quelques exécutions, à des confiscations, puis par la Patente religieuse de 1627 de provoquer le départ des gentilshommes protestants pour que la noblesse fût parfaitement docile ; d'une part, à cause des confiscations, la composition de l'ordre des seigneurs *(Herrenstand)* avait été modifiée en faveur d'étrangers (Wallons, Italiens, Allemands) fidèles à l'empereur Ferdinand II ; d'autre part, l'ordre des chevaliers, décimé par les confiscations et les exils, avait perdu toute importance économique et politique. En Hongrie, en revanche, les nobles victimes des confiscations de la Chambre hongroise prirent le maquis dans les montagnes de Haute-Hongrie et, à partir de 1673, l'armée impériale eut à combattre un mouvement organisé, aidé par l'ensemble de la population et par les puissances étrangères. Grâce à l'opiniâtreté de la noblesse, ce fut l'empereur et son gouvernement qui cédèrent et rétablirent la Constitution à la Diète de Sopron, en 1681. Si la violence avait intimidé les Tchèques et brisé la résistance du pays, elle n'avait servi qu'à cristalliser la résistance de la noblesse hongroise. Qu'il nous suffise de citer la lettre qu'un magnat, Adam Czobor, adressa au duc Charles de Lorraine pour lui expliquer pourquoi il a rejoint les rangs des insurgés ; des raisons personnelles d'abord : la Chambre de la Cour a fait confisquer ses biens sans même l'avoir entendu ; des raisons générales ensuite : il ne peut supporter ni les malheurs présents de la nation hongroise, ni l'injustice du traité de Vasvár[1].

d) Les villes libres et royales

En face d'une noblesse aussi puissante, le Quatrième Etat comptait peu, quantitativement et qualitativement.

La population totale des villes royales (les autres agglomérations urbaines ou *Mezövárosok* dépendant de l'autorité seigneuriale) est inférieure à 50 000 personnes, soit moins de 4 % de la population totale. Encore serait-il faux d'opposer cette population urbaine aux effectifs de la noblesse, car les villes royales sont gouvernées par une oligarchie, qui n'excédait pas 100 familles dans chacune d'entre elles. En 1650, la population de Presbourg, la capitale (aujourd'hui Bratislava), ne dépassait pas 5 000 habitants et n'atteignait même pas le niveau de Košice et de Sopron, qui comptaient de 7 à 8 000 habitants[2]. Quant aux villes minières et aux capitales régionales, comme Prešov (Eperies) ou

1. « Et licet non verita excusatio, sed accusatio sui, quia tamen non auditus per Cameram aulicam confiscatus sum... » Budapest, Bibliothèque universitaire, Manuscrits, *Collectio Hevenasiano*, t. XXXIII, f° 435. Lettre du comte A. Czobor au duc de Lorraine, s.l., s.d. (vers 1678).

2. J. Kovacsics, *Démographie historique de la Hongrie*, *op. cit.*, p. 253.

Debrecen, le chiffre moyen de la population oscillait autour de 3 000 habitants. En fait, les villes ont connu une véritable crise depuis la fin du XVe siècle.

Crise économique d'abord. La ville n'était pas un centre de production industrielle, car la réglementation corporative paralysait tout essor. L'idéal de la corporation était de produire le moins possible, le plus cher possible, et la production industrielle s'est réfugiée sur les grands domaines ; elle se contentait pourtant de satisfaire la demande locale et n'était pas vraiment intégrée à l'économie du marché. Le secteur tertiaire échappait tout autant à la bourgeoisie, parce qu'elle est en état d'infériorité économique vis-à-vis des grands propriétaires fonciers. Ceux-ci monopolisaient l'exportation de gros bétail vers l'Allemagne, voire l'Italie. Il s'agit là d'un courant traditionnel établi dès le XVe siècle et renforcé au XVIe. Or, au XVIIe siècle, les grandes familles, fortes de leur immunité en matière de douane[2], s'emparent du grand commerce ; c'est le cas des Batthyány[3], mais aussi des Zrínyi[4], d'Etienne Illésházy, de Nicolas Pálffy, de François Révay, d'Emeric Balassa ; seuls les commerçants de Presbourg et de Trnava parvinrent à se maintenir sur le marché viennois[5]. Finalement le commerce des bestiaux échappa aux magnats hongrois pour passer entre les mains d'un consortium de capitalistes viennois, la Compagnie du commerce avec l'Orient[6]. Comme l'exportation des vins devint à peu près impossible à cette époque[7], on voit que le grand commerce échappait aux mains de la bourgeoisie. C'est pourquoi M. Szücs nous propose en exemple le destin de ce bourgeois de Košice, Etienne Almassy (1573-1635), qui vivait pourtant dans une des régions les plus favorisées car il pouvait commercer directement avec la Pologne, les liaisons entre Košice et Cracovie étant fréquentes et anciennes[8], Pourtant Almassy fut gêné par la modicité des capitaux dont il disposait : 4 500 florins hongrois

1. Gy. EMBER, Zur Geschichte des Aussenhandels Ungarns in XVI Jahrhundert, *Studia historica*, Budapest, 1960. L'étude de M. Ember est basée sur le dépouillement des registres de la douane hongroise. E. BROWN croit que les Hongrois exportaient 100 000 bœufs par an vers 1670, *op. cit.*, p. 18.

2. La noblesse avait réussi à obtenir l'exemption des droits du trentième *(Harmincad) ad valorem* pour ses effets personnels, puis étendit l'immunité à tous les biens qui lui appartenaient.

3. V. ZIMÁNYI, *Adalékok a Batthyányak XVII századi marhakereskedésenck történetéhez (Contribution à l'histoire du commerce des bovins pratiqué par les Batthyány au XVIIe siècle)*, Budapest, 1961.

4. Pierre Zrínyi offrait à la République de Venise, en 1669, 200 chevaux, des viandes salées, des grains et aussi des munitions de guerre. *Nota de robe che darebbe il Signor Conte di Sdrino alla Serenissima Republica*, Vienne, 19 octobre 1669, pièce jointe à la dépêche de M. ZORZI ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 134.

5. J. Szücs, Das Städtewesen in Ungarn im 15-17 Jahrhundert, dans *Studia historica*, t. 53, Budapest, 1963, p. 97-164.

6. E. BROWN, *op. cit.*, p. 19. La compagnie réussit à maintenir les prix jusqu'à la peste de 1679.

7. *Vide infra*, p. 200-201.

8. Voir à ce sujet l'excellente publication de l'Académie des Sciences de Bratislava, *Humanizmus a Renesancia na Slovensku (Humanisme et Renaissance en Slovaquie)*, 1 vol., 508 p., Bratislava, 1967, en particulier les contributions de P. HORWATH sur les étudiants originaires de Slovaquie à l'Université de Cracovie, p. 162-172, et de U. URBAN sur les relations polono-slovaques à l'époque de la Réforme, p. 374-391.

qu'il possédait en propre et 8 000 qu'il avait empruntés. Il fit de bonnes affaires un peu partout, à Vienne en particulier, mais il investit ses bénéfices en terres et finit sa carrière comme rentier du sol et notable de sa ville natale, Košice[1]. Il s'était donc tourné vers la seule activité rémunératrice et sûre pour les bourgeois, l'agriculture, montrant que l'esprit d'entreprise n'y avait point place.

Car, si paradoxal que cela paraisse, les villes hongroises étaient orientées vers le secteur primaire : production de cuivre, d'argent et d'or pour les villes minières (dépendant de la Chambre de Kremnica) et production agricole pour les autres. Le journal de Hanns Tschány[2] ne laisse aucun doute à ce sujet : ses préoccupations allaient au prix des denrées, à la météorologie, à la qualité des récoltes (grains et vin) ; un négociant ou un banquier aurait eu d'autres soucis.

Crise politique ensuite. Bien des gentilshommes s'étaient réfugiés dans les villes, où ils se sont peu à peu établis à demeure et ont accaparé des fonctions municipales[3]. Le patriciat, souvent d'origine allemande, connut donc la concurrence jusque chez lui. Les progrès du nationalisme hongrois ne facilitent pas son rôle. Les registres municipaux de Košice montrent d'ailleurs que les patriciens abandonnent progressivement l'allemand depuis 1660, au profit du hongrois, afin de se montrer bons régnicoles et de ne pas éveiller les soupçons de la noblesse des environs, peu favorable aux Habsbourg[4]. Mais les plus importants bouleversements devaient provenir de l'occupation militaire après 1670. Profitant de la présence des Impériaux, le gouvernement de Vienne chercha à imposer à ces villes luthériennes des magistrats mixtes. Hanns Tschány nous a décrit, pour Sopron, le processus de ce modeste coup d'Etat imposé par Vienne et réalisé par Kollonich, alors président de la Chambre hongroise. Faute de trouver des notables catholiques, le gouvernement royal impose des artisans, accomplissant par là une véritable révolution à l'intérieur des républiques urbaines[5]. Le résultat fut sensible à la Diète de Sopron ; sur 50 députés des villes, il n'y avait plus que 14 luthériens et 2 calvinistes ; les députés de Košice, Trnava, Presbourg, Bardejov, Prešov étaient tous catholiques ; Sopron et la plupart des villes minières n'avaient plus qu'un seul député luthérien[6]. Le substantiel déplacement de majorité était le résultat de l'action conjuguée des Jésuites, de l'occupation militaire et de Kollonich. Cette majorité catholique était prête

1. J. Szücs, *op. cit., loc. cit.* Almassy laissa 6 930 florins en espèce à sa mort, en 1635.

2. *Csányi János Kronikája, op. cit.*

3. A Košice, les nobles possédaient 39 maisons en 1659 et 68 en 1691. Dès 1650, la majorité du Sénat de la ville appartenait à la noblesse. J. Szücs, *op. cit.*, p. 158-159.

4. En particulier dans le *Makulatorium*, où était enregistrée la minute des procès-verbaux du Sénat. O. R. Halaga, Košické Mestské Khihy 1394-1737 (Les livres municipaux de Košice), dans *Sbornik archivnich prácé*, t. 7, p. 138-164, Prague, 1957.

5. *Csányi János Kronikája, op. cit.* A noter que Louis XIV a mené une politique analogue en Alsace, et en particulier à Strasbourg (après 1681), imposant des magistrats mixtes et fabriquant des conseillers catholiques d'humbles extractions, voire totalement étrangers à la ville. Sur les conversions forcées, cf. Franz von Krones, Zur Geschichte Ungarns (1671-1683) mit besonderer Rücksickt auf die Tätigkeit... des Jesuitenordens, *Archiv für Österreichische Geschichte*, t. 80.

6. Archives d'Etat, Košice, *Acta Diaetalia*, 1681, *Series... Statuum et Ordinum*

à se rallier aux propositions du gouvernement et les villes perdaient par là même leur importance politique. Dans les contrées reconquises, la Chambre des Comptes veille à peupler d'Allemands catholiques et sûrs les cités abandonnées par les Turcs[1] et à les tenir en tutelle[2].

Par conséquent, les villes royales devenaient un élément de plus en plus marginal dans le système des Ordres. A l'origine, petites républiques autonomes échappant au contrôle de la noblesse et au système de l'administration des comitats, elles se sont progressivement intégrées dans le système général, tandis que, face au pouvoir royal, elles représentaient un élément de moindre résistance.

Au terme de cette analyse, nous voyons donc que la nation hongroise était composée de 40 à 50 000 nobles contrôlant le gouvernement central et l'administration locale, possédant la terre et presque toute la richesse du pays, et, quelle que fût leur origine, se considérant tous comme Hongrois, assez sûrs d'eux pour pratiquer la plus large tolérance à l'égard des minorités linguistiques, intraitables quand il s'agissait de défendre la langue et la culture nationales. L'expression politique naturelle de cette société d'Ordres, de cette nation hongroise, était la Diète, que le roi, en principe, devait réunir tous les trois ans[3] et qu'il convoquait, en fait, le moins souvent qu'il pouvait, et c'est le fonctionnement de cette institution caractéristique de la Hongrie du XVII^e siècle que nous voudrions décrire maintenant.

II. — *LA DIÈTE HONGROISE*

L'Assemblée nationale (latin *Status et Ordines*, hongrois *Országgyülés*), que les contemporains appelaient le plus souvent *Diète* (latin *Diaeta*, allemand *Landtag*), demeurait en effet le centre de la vie nationale, puisqu'elle réunissait des représentants des quatre Ordres (clergé, magnats, moyenne noblesse et villes libres) venus des trente-trois comitats non occupés par les Turcs et du territoire croate — la Transylvanie étant représentée, jusqu'à 1659, par des observateurs. Comme il s'agit d'une institution originale, même par rapport aux autres pays d'Europe centrale[4], nous croyons utile de décrire la composition, le fonctionnement et les compétences reconnues à l'Assemblée nationale.

1. L. NAGY, Buda polgársága a XVII. Század végén (Les bourgeois de Bude à la fin du XVII^e siècle), dans *Tanulmanyok Budapest multjábôl*, t. XVII, p. 27-55, Budapest, 1966.

2. I. FELHÖ, A Szabad Királyi Városok és A Magyar Kamara a XVII Szazádban (Les villes royales et la chambre de Presbourg au XVII^e siècle), dans *Leveltári Közlemenyek*, p. 209-267.

3. « Les Estats de la Hongrie font de nouvelles instances pour qu'on leur accorde une Diette générale selon les capitulations par lesquelles l'Empereur est obligé d'en faire une tous les trois ans et de s'y trouver en personne. » GRÉMONVILLE au roi, *C.P.* Autriche, vol. 23, f° 67, 1665.

4. Il faudrait comparer la Diète hongroise, non avec la Diète de Basse-Autriche ou la Diète de Bohême d'après 1620, mais avec la Diète polonaise.

1. – La composition de la Diète

Elle comprenait théoriquement l'ensemble de la nation et en 1434 elle se définit ainsi : *Totum Regnum nostrum... Bude congregatum*[1]. Selon les conceptions de l'ancien droit, la présence des chefs de familles des Ordres privilégiés suffisait à engager leurs parents, leurs subordonnés et leurs paysans[2]. Pourtant le nombre relativement élevé des simples gentilshommes posait un problème d'organisation pour le roi et un problème financier pour les nobles plus pauvres. C'est pourquoi le roi Mathias Corvin leur prescrivit d'élire des représentants, pratique qui fut définitivement adoptée par les Habsbourg après 1526, bien que les Jagellons aient entre-temps ordonné aux gentilshommes de paraître en personne[3] à l'Assemblée nationale — pratique qui sera maintenue dans la République polonaise jusqu'au XVIII^e siècle, ainsi que dans les assemblées d'Etats des autres pays de la Monarchie autrichienne. Cependant en Bohême ou en Autriche il est à peu près certain qu'une partie des membres des Etats invités ne se rendait pas aux sessions de la Diète[4]. Au XVII^e siècle, en Hongrie, il y a en fait deux catégories de membres de l'Assemblée :

1° Ceux qui sont invités personnellement. La naissance ou la fonction confirmant ce privilège, les grands officiers du royaume sont invités ès qualités : il s'agit du palatin, du grand juge, du grand sénéchal, des gardiens de la Couronne, du ban de Croatie, des généraux de la Frontière. Il en est de même des deux archevêques (Esztergom et Kalocsa) et des dix-sept évêques. En revanche, c'était la naissance qui conférait au magnat le droit (et le devoir) de siéger : au cas où il était empêché, il devait se faire représenter par un procureur *(nuncius)* ; ainsi en 1662 Etienne Thököly était représenté par Thomas Farkas et Emeric Révay par André Raksany[5]. Cette obligation est un principe fondamental du droit féodal : le vassal doit accorder aide et conseil *(auxilium et consilium)* à son suzerain et les magnats ou barons constituaient le Conseil royal élargi *(Consilium Regni)*.

2° Ceux qui sont élus par leurs pairs. Il s'agit des représentants des comitats, des villes libres et des chapitres ecclésiastiques. Chaque comitat élit deux députés, dont l'un est souvent officier de l'administration départementale (préfet adjoint ou notaire) et l'autre un simple gentilhomme. Jusqu'en 1659, il était de bon ton d'élire un catholique et un

1. Définition citée par Gy. Bónis, The Hungarian Feudal Diet (XIII-XVIII century), dans *Anciens pays et Assemblées d'Etats*, Recueil de la Société J.-Bodin, t. XXVI, p. 287-307, Bruxelles, 1965.

2. E. Lousse, Assemblées représentatives et taxation, *Actes du XII^e Congrès international des Sciences historiques*, Vienne, 1965, t. III, p. 102-103.

3. Gy. Bónis, The Hungarian Feudal Diet, *op. cit.*

4. Nous nous permettons de renvoyer à notre livre *Finances et absolutisme autrichien*, livre I, chap. III, « Structures politiques et centralisation ».

5. *Cathalogus Diaetae*, Archives municipales de Košice, *Acta Diaetalia*, 1662, 2636-I Ed/1662.

protestant, mais, cette fois-là, nombre de comitats protestants ne respectèrent pas l'usage et envoyèrent deux députés protestants, *a priori* moins favorables au gouvernement royal. Il y avait 33 comitats, ce qui faisait 66 députés, auxquels s'ajoutaient les députés de la noblesse croate, désignés par la Diète de Croatie, soit 6 députés pour 3 comitats, tous catholiques, « parce que Croates »[1]. L'Assemblée comptait donc en tout 72 députés de la noblesse auxquels s'ajoutaient en 1681 50 députés des villes. Là encore, le Sénat municipal avait coutume de désigner le premier magistrat pour le représenter. Enfin les chapitres des chanoines ainsi que l'ordre des Ermites de Saint-Paul (congrégation régulière spécifiquement hongroise) envoyaient des députés ; en 1662 ils étaient 14[2], en 1681 18 personnes pour 11 chapitres séculiers[3], Enfin, en nombre variable, les procureurs représentant les magnats absents ou leurs veuves.

Cette opposition entre deux catégories de membres, qui est spécifiquement hongroise, a entraîné la formation de deux chambres ou Tables *(Tabulae)* : d'une part la Chambre haute qui siégeait à Presbourg dans la Maison des Magnats *(in Domo Magnatum)* et que l'on peut aisément appeler Chambre des Magnats ; d'autre part, la Table royale *(Tabula Regia)* qui siégeait dans la Maison des Régnicoles *(in Domo Regnicolarum)* et que l'on peut appeler Chambre des Régnicoles. Nous sommes donc en présence, dès le XVII[e] siècle, d'un système bicaméraliste, que les Hongrois ont toujours volontiers comparé au système anglais, où la Chambre des Lords, comprenant prélats et seigneurs temporels, s'oppose à une Chambre des Communes où siègent députés des comtés et délégués des villes royales privilégiées. En Hongrie, il n'y avait donc plus de délibération par Ordre (comme c'était le cas à la Diète de Basse-Autriche ou aux Etats généraux en France) puisque le clergé et les magnats étaient représentés dans les deux chambres ; le clergé comprenait en effet les évêques et des représentants des chapitres : les évêques siégeaient à la Chambre haute, tandis que les députés des chapitres siégeaient à la Chambre basse. De même les procureurs des magnats étaient relégués à la Chambre basse. En gros, cependant, il y avait opposition entre les deux premiers Ordres d'une part, la noblesse et les villes d'autre part, et c'est bien pour éliminer la tumultueuse Chambre basse que l'empereur Léopold avait multiplié les Assemblées de notables qui au XVIII[e] siècle[4] ont quasi remplacé la Diète. Voici donc la composition respective des deux chambres en 1662, à un moment où l'institution fonctionnait encore à peu près normalement.

1. *Pontificii, quia Croatae... Series Statuum et Ordinum, Acta Diaetalia,* 1681, A. M. Košice, 2636-I Ed/1681. Ils étaient désignés dans une session spéciale de la Diète de Croatie.

2. *Cathologus Diaetae, Acta Diaetalia,* 1662, A. M. Košice, 2636-I Ed/1662.

3. *Series... Statuum et Ordinum, Acta Diaetalia,* 1681, A.M.K., 2636. Il s'agissait des chapitres d'Esztergóm, Eger, Györ, Nitra, Vasvár, Presbourg, Spiš, Veszprém, Zagreb, Senj, le chapitre de Csanád n'étant pas représenté.

4. Gy. Bónis, The Hungarian Feudal Diet, *op. cit.*

a) La Chambre des Magnats

Elle comprenait 102 personnes se répartissant comme suit :

1) Cinq *grands officiers* : le palatin François Wesselényi[1], le grand juge François Nádásdy[2], le ban de Croatie Nicolas Zrínyi[3], le maréchal de la Cour Csaky et le général de la Frontière, gouverneur de Nové Zamky (hongrois Ersékújvár), Adam Forgách[4].

2) Neuf *prélats* : les archevêques d'Esztergom, Georges Lippay[5], et de Kalocsa, Georges Szelépchenyi[6] ; les évêques d'Eger, Thomas Pálffy[7], d'Oradea (hongrois Nagy-Várád), Georges Bársony[8], de Zagreb, Pierre Petretchich, de Vac, François Szent-Györgyi, de Csanad, M. Maczepodany, de Nógrad, Etienne Köszeghy, et de Györ, Georges Széchenyi[9]. Les autres évêchés semblent avoir été vacants comme celui de Knin, en Croatie, qui sera attribué en 1666 à Don Cristobal Rojas y Spinola[10]. En 1681, il y avait 16 prélats, dont les deux archevêques, le général des Ermites de Saint-Paul, l'abbé de Saint-Martin, et douze évêques parmi lesquels l'évêque de Nitra, Jean Gubasoczy, chancelier de Hongrie[11].

1. François Wesselényi, catholique. Général de la Frontière de Haute-Hongrie, il fut élu palatin en 1655 avec l'appui de Ferdinand III et de l'archevêque d'Esztergóm, car ce dernier espérait manœuvrer comme il voudrait le nouveau palatin. Il appuya le parti catholique, mais après 1664 il prit la tête de la réaction nationale. Il mourut en 1667, après avoir eu un rôle modérateur au sein de la conjuration.

2. François Nádásdy, catholique. Grand juge du Royaume, il espéra être nommé palatin après la mort de Wesselényi. Champion du double jeu, il avait la confiance du roi, mais en même temps entreprit une violente campagne anti-autrichienne en 1668. Condamné à mort en 1671, il fut décapité et son immense fortune confisquée.

3. Nicolas Zrínyi, catholique. Soldat, poète et homme d'Etat, c'est une des grandes figures de la Hongrie du XVII[e] siècle. Ban de Croatie en 1654, Ferdinand III manœuvra pour qu'il ne fût pas élu palatin en 1655. Son armée eut une action décisive au cours de l'hiver 1663-1664. Il était le seul chef capable de réaliser l'unité de la noblesse et la monarchie nationale, mais mourut prématurément d'un accident de chasse, en 1664.

4. Adam Forgách, catholique. Commandant de la forteresse de Nové Zamky, il capitule en septembre 1663, poussé par la garnison allemande. Traduit devant un conseil de guerre, il fut acquitté et se montra bon sujet du roi après 1670. Il participa à l'action répressive aux côtés des Impériaux et mourut en 1681 comblé des faveurs royales.

5. Georges Lippay. Il voulait le rétablissement de la lieutenance en sa faveur et ne s'entendit jamais avec les palatins. Fougueux partisan de la Contre-Réforme, il ne se rallia pas moins à la conjuration après 1664, mais mourut dès 1665. Avec Nicolas Zrínyi, c'était une des plus fortes personnalités de l'époque en Hongrie.

6. Georges Szelépchenyi. Ce fut le successeur de Georges Lippay au siège d'Esztergom. Il profita de la Conjuration des Magnats pour appuyer la politique de Contre-Réforme.

7. Thomas Pálffy. Evêque de Nitra, il était en même temps chancelier du royaume et résidait à Vienne auprès de l'empereur-roi. Il appartenait à une des plus grandes familles du royaume, établie en Slavonie, les Pálffy ab Erdöd.

8. Georges Bársony. Evêque dépossédé de son siège, Oradea, depuis 1662, il était en même temps prévôt du chapitre d'Esztergom. Il se montra l'un des artisans les plus actifs de la Contre-Réforme. Théoricien, il fut aussi homme d'action ; comme Kollonich, il dirigea lui-même les occupations d'églises et les persécutions en Haute-Hongrie.

9. Georges Széchenyi. Archevêque de Kalocsa, il succédera à G. Szelépchenyi sur le siège primatial d'Esztergóm.

10. *Cathalogus Diaetae*, 1662, A.M.K., 2636-I Ed/1662.

11. *Series... Statuum et Ordinum*, 1681, A.M.K., 2636-I Ed/1681.

3) Quatre-vingt-neuf *magnats* sont venus siéger en personne à l'Assemblée de 1662. La grande différence avec la Chambre des Lords, c'est que chaque magnat ayant atteint sa majorité est autorisé à siéger et pas seulement le chef de famille, de sorte que le groupe représente en fait une cinquantaine de familles, moins unies entre elles qu'elles ne devraient l'être par suite des oppositions religieuses entre catholiques d'une part, luthériens et calvinistes d'autre part. En 1681, il n'y en eut que 69 à siéger, les partisans de Thököly avant refusé de se rendre à Sopron.

Par conséquent, la Chambre des Magnats comprenait 103 personnes en 1662 et seulement 94 en 1681 et l'on peut admettre qu'elle comptait en moyenne une centaine de personnes. Elle était présidée de droit par le palatin et, en cas de vacance de l'office, par le grand juge — ce fut le cas à l'ouverture des sessions de 1655 et de 1681. L'assemblée procédait alors à l'élection immédiate d'un palatin.

b) La Chambre des Régnicoles

Elle comprenait quatre sortes de députés :

1) Les députés des *comitats*. Ils étaient 68 en 1662, la Diète de Croatie n'ayant envoyé que deux députés. Ils étaient vraiment les représentants de la noblesse du comitat, qui payait leurs frais de voyage et les munissait d'instructions précises. Ainsi les deux députés du comitat d'Abaújvár environs de Košice), Mathias Szukay de Szukafö et André Szekely de Nagyda, ont reçu une instruction le 21 mai 1662 ; lors de l'assemblée de comitat *(congregatio generalis)* qui s'est tenue à Košice, en août, ils reçurent une nouvelle instruction parce que la situation s'était dégradée pour les protestants : leurs commettants les invitaient à s'unir aux députés des comitats voisins pour défendre les libertés religieuses, conformément au diplôme royal et aux constitutions[1]. En 1681, les députés des comitats étaient 72, par suite du nombre accru des représentants croates. Ce qui importait, c'était la proportion plus ou moins forte des éléments protestants, car ces derniers étaient considérés comme plus turbulents et plus hostiles à la Maison d'Autriche. Si, en 1655 ou 1659, chaque comitat envoyait une délégation mi-partie, 33 catholiques et 33 protestants, l'équilibre fut rompu en faveur des protestants en 1662 et à leur détriment en 1681, où ils ne comptaient plus que 26 députés (14 calvinistes et 12 luthériens). Le groupe des députés de la noblesse représente environ la moitié de l'effectif total de la Chambre basse.

2) Les députés des *villes*. La liste des villes royales a été fixée par la loi 3 de 1514 et comprenait : Presbourg, Bardejov, Prešov, Košice, Levoča, Zagreb, Sopron, Trenčin et les villes minières ; les villes d'Eisenstadt, Rust et Kesmárk ont été admises au XVII^e siècle. Il y avait 27 députés en 1662, nombre qui s'élevait à 50 en 1681, avec seulement 16 députés protestants.

1. « Universitas Nobilium Comitatus Abaújvariensis : Generosis Dominis Mathiae Szukai de Szukafö et Andreae Szekelÿ de Nagyda, Inclÿti comitatus Abaújvariensis ad modernam Regni Diaetam ablegatis nuntiis... Datum ex Congregatione nostra... » Cassoviae, 15 août 1662. L'instruction est rédigée en hongrois, conformément aux habitudes. Košice, Státny Archiv (Archives d'Etat), I Ed/1662.

3) Les députés des *chapitres*. Neuf chapitres étaient représentés (Presbourg, Esztergóm, Eger, Zagreb, Csanád, Nitra, Spis, Györ, Veszprém) par 14 députés pour 19 chapitres.

4) Les procureurs de *magnats* absents ou de leurs veuves. En 1681 ils étaient 57 en tout ; un représentant l'évêque de Veszprém, Nicolas Gory, 21 représentant des magnats absents (dont 9 protestants) et 15 représentant des veuves, comme la mère du comte Paul Eszterházy, ou la veuve d'Adam Forgách. Cette catégorie du procureur est par définition fluide et ne semble pas avoir joué un grand rôle dans les débats à la Chambre des Régnicoles.

Celle-ci comprenait donc en 1662 109 députés auxquels il convient d'ajouter 22 procureurs des veuves et des magnats absents (pour lesquels on comptait Pierre Zrínyi), soit au total 131 députés parmi lesquels les protestants se trouvaient en minorité puisqu'ils ne totalisaient que 51 représentants, soit 28 % des députés. L'équilibre numérique s'était donc modifié en 1681 en faveur de la Chambre basse, puisque ses effectifs avaient augmenté, alors que ceux de la Chambre haute avaient baissé ; celle-ci ne représentait plus qu'un tiers des effectifs de l'Assemblée nationale. Quoi qu'il en soit, nous sommes en présence de petites assemblées, puisque l'effectif *moyen* de l'Assemblée nationale se situait autour de 250 personnes (234 en 1662, 172 en 1681), la Chambre basse ayant elle-même un effectif moyen de 150 personnes, dont la moitié était constituée par les représentants de la noblesse des comitats. Et c'est pourtant ce groupe numériquement faible qui semblait effrayer l'empereur, le gouvernement de Vienne, voire les observateurs étrangers. Il est vraiment regrettable que nous n'ayons pas de compte rendu vivant des séances, mais il est probable que ces gentilshommes avaient une conscience politique aiguë, car ils étaient accoutumés aux discussions politiques dans les assemblées du comitat et surtout ils étaient soumis au contrôle étroit de leurs commettants, qui, comme eux, détestaient les Habsbourg. La Chambre des Régnicoles était présidée par le *Dominus Personalis Presentiae Regiae*[1] qui était assisté d'un bureau composé de protonotaires, formant la Table royale proprement dite. Les protonotaires (*magistri protonotarii* — au nombre de 5 en 1681) rédigeaient les comptes rendus. C'étaient des officiers du gouvernement : ils étaient habituellement les assesseurs des juges du tribunal royal. Quant au *Personalis Presentiae* (hongrois *Szemelynök*) il avait la juridiction suprême parmi les appels venus des villes libres[2].

Les deux Chambres nommaient un *Directorium* au début de la session, pour vérifier en commun les pouvoirs des députés qui se présentaient munis de lettres de créance. Mais, à partir de l'ouverture officielle de la Diète, les deux Chambres délibéraient séparément et communiquaient par écrit, en échangeant de nombreux messages *(nuncium et renuncium)*. A la différence des autres Assemblées d'Etats de la Monarchie autrichienne, le vote *par Ordre* n'existait pas et jusqu'au XVIII^e^ siècle on appliquait intégralement le vote *par tête*, chaque membre de l'Assemblée nationale

1. En 1681, c'était Etienne Orban, conseiller et juge royal.
2. Gy. EMBER, *Az újkori magyar közigazgatas története*, p. 519.

disposant d'une voix. Ce n'est qu'à partir du XVIII^e siècle que chaque comitat compta pour une seule voix[1].

Dans quelle mesure une telle Assemblée était-elle représentative ? Dans l'esprit du droit ancien, elle l'était parfaitement, puisque toutes les corporations, tous les Ordres étaient représentés[2]. C'est pourquoi les seigneurs hongrois, magnats ou simples gentilshommes, représentaient leurs paysans ukrainiens ou slovaques. En revanche, la Croatie, qui avait conservé un droit d'Etat particulier, sa propre Diète et ses constitutions, était représentée par une délégation particulière, munie d'instructions[3], chargée de défendre les intérêts particuliers de la noblesse croate.

Et, à l'intérieur de ce groupe de 250 parlementaires qui représentait tout au plus 7 % de la population totale du royaume, le déséquilibre entre groupes sociaux était flagrant, puisque 30 députés représentaient 45 000 habitants des villes, qu'un groupe à peu près aussi important (50 000 nobles) envoyait 70 députés et qu'en face une centaine de personnes, à la Chambre haute, défendait les intérêts d'une cinquantaine de familles. Il serait donc abusif de parler d'institutions démocratiques, mais bien plutôt d'une oligarchie où les magnats n'avaient pas seuls voix au chapitre[4] et où la vie parlementaire était animée.

2. – Le déroulement d'une session

La décision de convoquer l'Assemblée nationale appartenait au roi seul et était en elle-même une décision politique de la plus haute importance. Même en cas de nécessité, il pouvait différer la décision jusqu'à ce qu'il la jugeât opportune. Il ne se priva pas de cette possibilité après 1662 ; à partir de 1667, la réunion eût été nécessaire pour élire un palatin et faire couronner l'impératrice Marguerite-Thérèse reine de Hongrie ; tous les prétextes furent bons pour différer la convocation, y compris les grossesses de la jeune souveraine[5] ; à vrai dire, les réunions préparatoires faisaient mal augurer de l'issue d'une session de l'Assemblée nationale[6], car on s'attendait à un affrontement entre le pouvoir royal et les Ordres, compliqué par une âpre lutte dans le domaine confessionnel entre la Maison d'Autriche, appuyée sur le parti catholique d'une part, la noblesse protestante d'autre part. Etant donné que, dans les décennies précédentes, les grands problèmes n'avaient pas été résolus, chaque Diète vit monter la tension et se dessiner le conflit entre le gouvernement de Vienne et la nation hongroise.

1. Gy. Bónis, The Hungarian Feudal Diet, *op. cit.*
2. E. Lousse, Assemblées représentatives et taxation, *op. cit.*
3. *Instructio facta per Dominos* [suit l'énumération de la délégation croate qui comprenait l'évêque de Zagreb, le vice-ban, le prévôt du chapitre de Zagreb, le préfet adjoint de Zagreb, le vice-capitaine de la Frontière et 4 députés] *veluti ad id per Regnum deputatos.* Varaždin, 26 avril 1662, *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 260.
4. Une comparaison détaillée avec les institutions parlementaires anglaises des XVII^e-XVIII^e siècles serait des plus intéressantes.
5. Grémonville au roi, Vienne, 7 avril 1667 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 26, f° 197.
6. *Ebenda*, Vienne, 20 décembre 1668 ; *ibid.*, vol. 31, f° 343.

C'est l'ambassadeur vénitien B. Nani qui, dans sa relation de fin de mission, a bien analysé la situation dans ces termes :

« Les Hongrois se font une certaine représentation de la liberté, élisant le roi et conservant dans leur nation les honneurs et les carrières. Aussi peut-on dire qu'ils ne laissent à l'Empereur que le titre et les revenus des mines, le reste des gouvernements, des revenus et les troupes étant partagé entre quelques rares maisons qui, à titre de gardien, se répartissent les restes de ce puissant Royaume. Pourtant la Cour a réussi à introduire malgré eux des garnisons avec des commandants allemands en de nombreuses places et en particulier dans quelques-unes des mieux fortifiées. Les Hongrois sont rétifs et récalcitants à l'égard de tout pouvoir, n'obéissant que quand ça leur plaît. Il y a vraiment entre la nation hongroise et la nation allemande une antipathie si grande que la seule crainte des Turcs fait tolérer au Royaume le joug allemand et permet, réciproquement, aux Autrichiens de supporter l'insolence des Hongrois. Il est certain que si les Hongrois faisaient l'unité de leur royaume, ils n'éliraient un roi que de leur sang ; et l'Empereur, qui redoute une telle éventualité, ne se mettra jamais en mouvement pour récupérer le Royaume, afin de ne le point perdre à nouveau ; il lui suffit que cette Frontière serve de barrière pour retenir la furie turque loin des Pays héréditaires »[1].

On le voit, Nani était sans illusions sur la nature des relations entre le roi et la nation et l'essentiel y est vu : l'oligarchie des magnats, l'absence de pouvoirs réels du roi, la germanophobie des Hongrois et l'intérêt qui liait ces derniers aux Habsbourg.

C'est pourquoi nous prendrons l'exemple d'une Diète à peu près normale, celle qui s'est tenue à Presbourg du 22 août au 4 décembre 1659.

a) La convocation de la Diète

Elle avait été décidée dès le mois de février de la même année, afin de connaître les plaintes des Hongrois — à un moment où toute l'Europe orientale était en état de guerre et où les Turcs risquaient d'attaquer à nouveau la Hongrie royale[2]. L'affaire fut d'abord décidée par les conseillers personnels de l'empereur, qui n'étaient jamais des Hongrois. A cette époque, l'archiduc Léopold-Guillaume, évêque de Strasbourg, jouait auprès de son neveu le rôle de mentor que son expérience militaire et politique (il fut généralissime des Impériaux de 1644 à 1647 et gouverneur des Pays-Bas jusqu'en 1656) justifiait amplement[3]. Pourtant le véritable chef de la politique autrichienne était le comte Portia, ancien précepteur du jeune empereur qui en avait fait son premier ministre dès 1657. Portia, partisan de la paix à tout prix, voulait liquider la guerre du Nord, tout en évitant la rupture avec les Turcs. Chef du Conseil privé, il avait

1. FIEDLER, Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland in 17. Jahrhundert, dans *Fontes Rerum Austriacarum*, II, 27, p. 12-13. Voir également l'analyse de Charles PATIN, *Relations historiques... de voyages*, 1669, p. 31.

2. Dépêche de G. SAGREDO du 1er février 1659. A. F. PŘIBRAM, *Venetianische Depeschen aus dem Kaiserhofe (1657-1661)*, p. 212.

3. Relation d'A. MOLIN, 1661, éd. FIEDLER, *Fontes Rerum austriacarum*, II, 27, p. 51. Voir aussi l'article de Franz v. KRONES, Erzherzog Leopold-Wilhelm, dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*.

toutes les prérogatives d'un premier ministre, l'empereur Léopold se ralliant toujours à son opinion[1]. Dans le Conseil privé *(Geheimer Rat)* comptaient aussi les avis du chancelier Khurtz, du prince Auersperg, naguère premier ministre de l'empereur Ferdinand III, du prince Lobkowitz[2], et, indirectement, les recommandations de l'ambassadeur d'Espagne, marquis de La Fuente. Ce dernier était hostile à une réunion de la Diète mais parvint tout au plus à en obtenir le retardement jusqu'à l'automne[3]. L'empereur avait entre-temps fait venir à Vienne l'archevêque d'Esztergom et les grands officiers du Royaume pour traiter de la convocation d'une Diète et il ne put les renvoyer qu'avec la promesse d'une réunion pour l'automne[4]. C'était, comme d'habitude, les impératifs de la politique générale autrichienne qui avaient interféré dans une affaire purement hongroise. En effet, dès l'automne 1658, les Hongrois avaient réclamé une Diète pour régler la question de l'entretien des régiments impériaux stationnés en Hongrie orientale, qui consommaient des vivres sans pouvoir rien payer[5], et il fallut attendre un an pour la réunir.

La patente de convocation était datée du 7 juin 1659, les lettres ont été expédiées et envoyées par les soins de la Chambre des Comptes de Presbourg *(Camera Hungarica)* à chaque comitat et à chaque ville royale[6]. Le roi y évoquait la mort de son père, les soucis que lui avait procurés l'élection à l'Empire, afin d'excuser le retard avec lequel il convoquait la Diète. Celle-ci avait à traiter des affaires concernant le salut du royaume, mais le programme fixé était flou. Le magistrat de Košice était prié d'envoyer des « députés sages, attachés au repos et au bien public »[7]. La lettre était signée par le roi et contresignée par le chancelier Georges Szelepcsényi, archevêque de Kalocsa.

Dès réception de la patente de convocation, les autorités locales entraient en jeu. Nous ne savons pas exactement comment les Sénats municipaux désignaient leur représentant ; à Košice, les deux élus furent Gaspard Lehmann et André Feja[8] que le magistrat de Košice munit de lettres de créance, adressées au *Personalis Presentiae*, c'est-à-dire au président de la Chambre basse, et signées par l'ensemble du magistrat municipal *(Jurati Cives Regiae ac Liberae Civitatis Cassoviensis)*. Si la patente de convocation était rédigée entièrement en latin, les lettres de créance adressées à un Hongrois utilisaient le hongrois avec l'adresse et

1. Relation de B. NANI, 1658, éd. FIEDLER, *Fontes Rerum austriacarum*, II, 27, p. 9-10. Voir également RINCK, *Kaiser Leopold der grossen... Leben und Thaten*, Leipzig, 1708, t. II, p. 117, et l'article « Porzia » de Fr. v. KRONES dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*.

2. Sur le Conseil d'Etat, ses principaux membres et ses tendances politiques, voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*.

3. Dépêche de SAGREDO du 15 mars, éd. A. F. PŘIBRAM, p. 223.

4. SAGREDO, 15 mars 1659, *ibid.*

5. Dépêche de NANI, Vienne, 12 octobre 1658, éd. A. F. PŘIBAM, p. 170.

6. *Acta Diaetalia*, 1659. *Diarum Diaetae*, A.M. Košice, 2636-I Ed/1659.

7. « ... Nuncios... qui sint viry prudentes, tranquillitatisque et publici boni studiosi... Mandatum regium. » Luxembourg, 7 juin 1659, A.M. Košice, *Schwartzenbachiana*, p. 1-22.

8. *Acta Diaetalia*, 1659, *Series universorum Statuum et Ordinum*, A.M. Košice, 2636-I Ed/1659.

la souscription en latin[1]. Convoquées par le préfet ou le préfet adjoint, les assemblées du comitat se réunissaient pour élire leurs deux députés, et leur préparer une instruction. L'Assemblée de la noblesse du comitat de Szépes, par exemple, s'est tenue au cours de la dernière semaine de juillet dans la ville royale de Késmark. Ezechiel Görgey et Emeric Mariasky ont été élus députés et ont reçu comme instruction d'obtenir, au plus vite, le départ des régiments impériaux, ainsi que la fin des incursions polonaises dans la région[2]. La Diète de Croatie a été convoquée à Varaždin dans la dernière semaine de juin par les soins du ban Nicolas Zrínyi. Elle a choisi comme député le protonotaire du royaume de Croatie, Jean Zakmardy de Diankoucz, Pierre Patatich, vice-capitaine de la Frontière, et Nicolas Patatich, préfet adjoint du comitat de Varaždin. Les députés croates se sont vu attribuer par la Diète 100 florins hongrois d'indemnité mensuelle[3]. C'est l'évêque de Zagreb Thomas Erdödy et une commission nommée par la Diète qui ont rédigé l'instruction dont ont été munis les députés. Pierre Patatich devra siéger à la Chambre haute, tandis que le protonotaire et le préfet adjoint siégeront à la Chambre de Régnicoles. Il leur était enjoint de défendre les intérêts de la religion catholique et de poser à nouveau le problème des Valaques établis dans la zone frontière. En cas d'élection, ils devraient demander une nouvelle instruction[4]. Par conséquent, les députés de la noblesse avaient essentiellement à défendre les intérêts de leurs commettants dans des limites étroites qui ne leur laissaient guère d'initiative.

Les membres de la Chambre basse arrivèrent à Presbourg avant le 21 juillet, date à partir de laquelle ils présentèrent leurs lettres de créances au président de la Chambre, le *Personalis* qui, assisté du *Directorium*, procéda aux vérifications d'usage[5], tandis qu'une délégation de magnats allait complimenter l'empereur à son entrée sur le territoire du royaume, à Hainburg[6]. Le souverain, qui avait quitté Vienne le 9 août, était accompagné de toute la Cour, malgré l'aversion que les aristocrates autrichiens ressentaient à l'égard de Presbourg[7]. Après son entrée solennelle dans la capitale hongroise, il s'installa dans le château royal bâti sur la colline surplombant la ville et le Danube.

1. Nous n'avons pas conservé de lettre de créance pour 1659, mais on peut supposer qu'il s'agit d'un modèle stéréotypé, sans valeur politique, qui n'a guère varié entre 1659 et 1662. *Minuta Credentionalium pro Nuncys ad Diaetam Regni Gy : Orossi Personali scriptarum.* Košice, 20 avril 1662, A.M. Košice, *Schwarzenbachiana*, 1-22.

2. *Instructio Universitatis Nobilium Comitatus Scepusiencis generosis Dominis Ezechielà Görgöje et Emerico Mariasky ad Generalem Regni Conventum Posoniensem Datum in libera regiaque Civitate Kesmarkiense die 28 July a Domini 1659. Extradato per me Balthasar Pottongi juratum notarium Comitatus.* S.A. Košice, Lewca, n° 355.

3. *Acta et Articuli Dominorum Statum et Ordinum Regni Croatiae, et Sclavoniae in Generali ipsorum congregation... conclusi.* Varaždin, 28 juin 1659, *Kakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 233-234.

4. *Instructio Dominonum Statuum et Ordinum Regni Croatiae et Sclavoniae.* Zagreb, 11 juillet 1659, *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 237-240.

5. *Acta Diaetalia*, 1659. *Diarum Diaetae*, A.M. Košice, 2636-I Ed/1659. Il y eut même contestation des députés du comitat de Sáros ; tout finit par s'arranger et les députés de Sáros furent admis à siéger.

6. *Ibid.*

7. Dépêche de SAGREDO du 9 août 1659, *Venetianische Depeschen*, éd. PŘIBRAM, p. 272.

b) La séance d'ouverture

C'est le 21 août 1659 que l'empereur-roi procéda à l'ouverture solennelle de la session, qui marquait le début officiel des travaux de la Diète. La Chambre des Régnicoles se réunit de bon matin dans la salle habituelle des séances appelée Maison verte, située dans la ville basse ; elle monta chercher le roi au château pour participer, avec toute l'Assemblée nationale, à la cérémonie religieuse. Ensuite se déroulait la séance d'ouverture proprement dite. Le roi était assis sur un trône, entouré des principaux officiers de sa Cour et des grands dignitaires du royaume. C'est alors que commençait la partie proprement politique de la journée avec le discours du chancelier de Hongrie, prononcé en langue hongroise, qui contenait les propositions royales[1], car l'initiative des lois appartenait tout de même au roi (loi 25 de 1495) et les propositions avaient été élaborées dans un Conseil avec les grands officiers du royaume, quelques jours auparavant[2]. En 1659, les propositions étaient au nombre de neuf ; elles concernaient essentiellement la défense du royaume contre les Turcs, la mise en place d'une armée impériale sur le territoire du royaume, le ravitaillement et l'entretien de cette armée et subsidiairement le maintien de l'ordre et de la paix publique[3]. Le texte latin des propositions était ensuite remis aux membres de l'Assemblée nationale. Le roi prenait alors la parole pour une brève adresse de bienvenue, qu'il prononçait en latin, et l'archevêque d'Esztergóm lui répondait au nom de l'Assemblée[4]. A vrai dire, cette séance ne différait guère de celle qui avait lieu à Vienne chaque année au mois de janvier, pour l'ouverture des Etats de la Basse-Autriche[5]. Dans les deux cas, l'acte politique essentiel était la lecture des propositions du souverain, qui fournissait un point de départ aux débats de la Diète.

c) La rédaction des doléances

Cependant, en Hongrie, le roi n'était pas le seul à avoir l'initiative en matière politique, car l'Assemblée pouvait présenter ses demandes *(Supplicationes)* et ses doléances *(gravamina)*, sous une forme apparemment très humble, reflétant en réalité les critiques de la nation contre l'administration royale, voire contre la politique du gouvernement de Vienne. La rédaction des doléances constituait le plus important travail de la Diète et l'on considérait que lorsque celui-ci était achevé la Diète était en bonne voie. Il est vrai que le roi et les Etats devaient encore trouver un compromis acceptable pour les deux parties. Mais ces doléances étaient, de toute manière, l'expression d'un état d'esprit et des réactions

1. *Acta Diaetalia*, 1659, *Diarium Diaetae*, *ibid. Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 1025.

2. Gy. Bónis, The Hungarian Feudel Diet, *op. cit.*

3. *Acta Diaetalia*, 1659, *Diarium Diaetae*, *Propositiones S.C.R. Majestatis*, *ibid.* ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 17, f° 650-652. Copie des propositions de la Diète de Hongrie, envoyée par Wignacour, agent d'information résidant à Vienne, le 15 septembre 1959. *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 1026-1027.

4. *Acta Diaetalia*, 1659, *Diarium Diaetae*, *ibid.*

5. *Theatrum Europaeum*, t. XI, p. 283. *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, *op. cit.*

des différents corps privilégiés en face des problèmes de l'heure, car les textes qui étaient finalement retenus et présentés au roi étaient la synthèse des doléances de chaque ville, de chaque comitat. Toutes les doléances apportées n'étaient pas présentées, mais une commission de compilateurs *(compillatores)* choisissait les doléances les plus importantes ou les plus significatives pour aboutir aux *gravamina praeferentialia.* La commission des compilateurs était choisie parmi les régnicoles et comprenait, en 1659, 70 personnes sous la présidence du *Personalis.* Outre les officiers qui siégeaient, de droit, à la Table royale, la commission comprenait 9 députés du clergé (parmi lesquels Georges Barsóny, chanoine d'Esztergóm, plus tard évêque d'Oradea), 21 députés de la noblesse des comitats et 8 députés des villes (parmi lesquels Martin Madarasz, sénateur de Košice). Ils ont été élus le 23 août, le lendemain de la séance d'ouverture[1], mais le nombre des rapporteurs était exceptionnellement élevé par rapport aux sessions précédentes, où la commission ne comprenait que 20 à 25 membres[2]. La commission s'est mise au travail. La rédaction des doléances a duré presque deux mois. Le texte final fut discuté et approuvé par les deux chambres, la commission de compilation jouant seulement le rôle d'un groupe de travail. Ainsi les doléances, élaborées à partir de textes émanant de « la base », étaient-elles, dans leur forme définitive, l'expression de la volonté des Etats, de la nation hongroise. Elles furent présentées à l'empereur le 16 octobre 1659[3] : la négociation proprement dite pouvait commencer ; échelonnée sur six semaines, elle fut sanctionnée, le 4 décembre 1659, par la promulgation des décrets de la Diète.

d) Les négociations

Nous ne pouvons, à vrai dire, que jalonner les étapes de la négociation, sans jamais entrer dans le détail des discussions, qui étaient marquées par l'échange de résolutions royales et de répliques de l'Assemblée. Aux 109 doléances présentées le 16 octobre, l'empereur répondit le 31 octobre par une résolution royale, qui fut élaborée très vraisemblablement en Conseil privé[4] et approuvée par le premier ministre Portia. Trente-sept doléances (soit environ un tiers) furent rejetées à ce stade initial, mais les Etats ne se tinrent pas pour battus, puisqu'ils présentèrent une réplique *(replica)* le 8 novembre. Ils insistaient particulièrement sur les doléances 2 à 5 et 89, relatives à la défense du pays et à l'aide de l'Empire en cas de nécessité[5]. L'empereur répondit, car il voulait en finir le plus vite possible avec la Diète et le séjour forcé à Presbourg ; bien

1. *Acta Diaetalia,* 1659, *Diarium Diaetae, Nomina Compillatorum pro compillandis Gravaminibus die 23 Aug. 1659 electorum, ibid.* Gy. Bónis, *op. cit.*

2. Lettre de Wignacour au secrétaire d'Etat, Presbourg, 20 septembre 1659 (en italien) ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, t. 19, supp. f° 48. Ce sont les protestants qui ont exigé un tel gonflement des effectifs.

3. *Acta Diaetalia,* 1659, *Diarium Diaetae, Gravamina Statuum et Ordinum Regni Hungariae Sacri Regiaequa Majestati A. 1659. die 16 oct. demisse praesentata, ibid.*

4. Nous avons conservé très peu de procès-verbaux du Conseil pour le début du règne de Léopold Ier.

5. *Diarium Diaetae, Replica,* 8 novembre 1659, *ibid.*

mieux, il fit des concessions importantes dans la résolution royale du 12 novembre[1]. On était tout près d'aboutir à un accord et pourtant la session dura encore trois semaines, car les Etats ne se contentèrent pas de ce que l'empereur venait de leur accorder et revinrent à la charge dans une nouvelle réplique, présentée le 15 novembre[2]. Or les Etats étaient d'autant moins décidés à transiger que les protestants s'étaient vu refuser toute concession substantielle dans la négociation parallèle qu'ils menaient avec le roi. Depuis 1604, il était entendu (décret 8, 1604) que la Diète n'avait pas à connaître des affaires religieuses, qui avaient été exclues des doléances générales et réintroduites sous forme de suppliques adressées directement au roi. C'est ainsi qu'en 1659 les Etats évangéliques avaient présenté leurs doléances le 24 septembre[3], qui furent suivies d'une supplique *(supplicatio)* en date du 3 novembre 1659[4]. Doléances et supplique se heurtèrent à une fin de non-recevoir, tandis que G. Lippay, archevêque d'Esztergom, se livrait à une véritable campagne antiprotestante[5]. Les protestants, mécontents, auraient pu bloquer la Diète et l'empereur, décidé à demeurer ferme dans le secteur confessionnel, accepta de faire de nouvelles concessions dans les autres domaines. C'est pourquoi il répondit le surlendemain par une nouvelle résolution, dans laquelle il finissait par accepter, entre autres, les doléances 4, 5 et 8 ; très peu de doléances étaient rejetées (les articles 36, 45, 60, 84 et 99), soit environ 5 % des demandes initiales ayant un caractère général. Quelques autres étaient renvoyées à une commission d'enquête (comme pour l'article 87) ou bien l'empereur promettait sa médiation (comme pour l'article 60). Au total il s'agissait d'un beau succès pour les Etats[6] puisque, pour hâter l'issue des négociations, l'empereur et son gouvernement avait consenti aux Hongrois de notables concessions.

La Diète était pratiquement achevée, il n'y avait plus qu'à régler des situations de personnes : élection royale ou bien admission de nouveaux membres, d'origine étrangère, dont la candidature était appuyée par le roi[7].

e) Les décrets de la Diète

Pendant ce temps, les officiers royaux procédaient à la rédaction des lois *(decreta diaetae)*, dont la promulgation marquait la fin de la Diète.

1. *Resolutio Suae S.R. Majestatis super replicam Regnicolarum A. 1659 die 12 Nov. extradata, Diarum Diaetae, ibid.* Cf. aussi la dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 14 novembre 1659 ; *Venetianische Depeschen,* éd. PŘIBRAM, p. 332. L'empereur céda sur presque tous les points, sauf sur les doléances 4 et 5, 37, 39, 56 et 59.

2. *Replica SS et OO Regni Hungariae iterata ad iteratam super Gravamin aeorumdem Resolutionem S.C.R. Majestati die 15e novembris A 1659 humillime praesentata, Diarium Diaetae,* 1659, *ibid.*

3. *Gravamina Statuum et Ordinum Evangelicorum S.C.R. Majestati die 24 Septembris A° 1659. humillime praesentata, Diarium Diaetae,* 1659, *ibid.*

4. *Supplicatio per Status Evangelicos in negotio Gravaminum Religionis S.C.R. Majestati die 3e Nov. A° 1659. praesentata, Diarium Diaetae,* 1659, *ibid.*

5. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 14 novembre 1659 ; éd. PŘIBRAM, p. 332.

6. *Resolutio S.C.R. Majestatis ultima super reiteratam Regnicolarum Replicam die 17° Nov. extradata, Diarium Diaetae,* 1659, *ibid.*

7. *Theatrum Europaeum,* t. VIII, p. 1027, pour la liste des gens admis en 1659, décrets 131, 132 et 133, 1659.

Comme en Angleterre, le pouvoir législatif appartenait au Parlement, c'est-à-dire au roi et aux Etats, l'un ne pouvant faire la loi sans l'accord de l'autre. Les articles de la Diète devaient en effet être sanctionnés par le roi au nom duquel ils étaient publiés. En revanche une proposition royale n'aurait pas été acceptée, ni appliquée, si elle n'avait été approuvée par les deux Chambres de l'Assemblée nationale. Le roi ne pouvait donc faire que des propositions, qui avaient force de loi uniquement après un vote de l'Assemblée[1]. Et c'est sur la base des doléances présentées le 16 octobre d'une part et des propositions royales initiales (22 août) et finales (17 novembre) que furent rédigés les décrets qui, sanctionnés par le roi et approuvés par l'Assemblée, entraient en vigueur dans le royaume de Hongrie, s'ajoutant aux lois promulguées à l'issue des Diètes précédentes. L'ensemble de ces textes constituait la base du droit public hongrois[2] et l'on voit aussi l'intérêt des doléances qui n'étaient pas seulement le reflet de mentalités, mais aussi l'un des éléments constitutifs du droit d'Etat hongrois.

f) La compétence de l'Assemblée nationale

Elle n'est pas exactement définie et elle est surtout fonction de la puissance respective des Etats et du roi, qui précisément évolua au cours de ce demi-siècle : l'empereur-roi, qui, vers 1650, était presque complètement dépourvu de pouvoirs réels, tenta de limiter la puissance des Etats, en particulier en réduisant leur compétence et en n'appliquant pas les décrets adoptés en commun à la fin de chaque Diète. C'est pourquoi nous examinerons maintenant les domaines où s'exerçait d'une manière incontestée la compétence de l'Assemblée, qui possédait des pouvoirs législatifs, financiers, judiciaires et exécutifs.

D'abord l'Assemblée nationale est associée, rappelons-le, au pouvoir législatif. Dans un pays où l'administration royale était si peu développée et où la seigneurie exerçait toutes les fonctions du pouvoir d'Etat, le consentement de la noblesse était indispensable puisque rien ne pouvait contraindre les comitats, les villes et les seigneurs à exécuter les ordres venus de Vienne ou de Presbourg. Et la meilleure garantie pour le gouvernement royal était d'associer les Ordres à l'élaboration des décisions. Le gouvernement de l'empereur Léopold ne tenta pas vraiment d'échapper à cette règle d'or de la vie politique hongroise, mais bien plutôt de l'infléchir en faisant appel au *consilium*, c'est-à-dire à la Chambre haute, suffisante pour valider les décisions royales[3]. Ainsi il respectait les principes du droit d'Etat et il évitait la confrontation, toujours pénible pour lui, avec la tumultueuse Chambre basse. Il ouvrait ainsi la voie à une

1. « No bill could be made law », Gy. Bónis, *op. cit.*, p. 302. Inversement l'*Opus Tripartitum* et la loi 18 de 1635 affirment que la Diète doit être consultée.

2. Les décrets des différentes Diètes ont été publiés, avec l'*Opus Tripartitum* de Werbőczi, à l'occasion des fêtes du millénaire hongrois. D. Markús, *Magyar Törvény Tár*, Budapest-Leipzig, 1896. Cette publication n'existe dans aucune bibliothèque publique située sur le territoire français et nous avons dû utiliser plusieurs éditions du XVIII^e^ siècle de la Bibliothèque nationale de Paris. Les décrets étaient transmis aux différents Ordres par les soins de la Chancellerie royale.

3. C'est l'opinion de M. Gy. Bónis, The Hungarian Feudal Diet, *op. cit.*

pratique qui se généralisera au XVIIIe siècle, sous les règnes de Charles III (l'empereur Charles VI) et de la reine Marie-Thérèse. Il n'associait plus au pouvoir que le clergé et les aristocrates, en grande majorité catholiques, que le gouvernement central jugeait plus fidèles, appliquant ainsi à la Hongrie une politique déjà pratiquée dans les autres pays héréditaires. En tout cas jamais le roi n'osa, au XVIIe siècle, légiférer seul et lorsqu'il le fit, au cours de la période 1671-1681, la résistance des Hongrois et l'insurrection de Thököly lui montrèrent que cette voie était sans issue.

Le pouvoir législatif des Etats s'appliquait tout particulièrement au *domaine financier*. Jusque vers 1450, les rois de Hongrie étaient suffisamment riches pour échapper à tout contrôle de la part de leurs sujets, car ils pouvaient vivre des revenus de leur domaine *(regalia)* qui comprenait, outre de nombreuses propriétés foncières, les très riches mines de Haute-Hongrie et de Transylvanie, la monnaie et les douanes (*tricesima*, hongrois *Harmincad*). Tous ces revenus étaient administrés par la Chambre royale[1], installée à Presbourg, sauf les mines qui dépendaient de la Chambre des Comptes de Vienne et qui étaient placées sous l'autorité immédiate de l'empereur. Mais les progrès de l'armée permanente et les nécessités de la guerre turque avaient obligé le roi, dès le XVe siècle, à lever des contributions sur ses sujets. Comme partout ailleurs en Europe, il était admis que l'impôt « extraordinaire » ne pouvait être levé qu'après avoir été consenti par les régnicoles *(de consensu et voluntate totius regni)*. Cette règle fut définitivement adoptée en 1504 et les Habsbourg ne purent s'y soustraire. En vérité il faut bien admettre que l'impôt foncier était si faible et si mal perçu que son produit était quasi inexistant. La contribution votée par la Diète de 1662 a rapporté une somme ridiculement faible : 9 362 florins hongrois — car presque tout le produit de l'impôt avait été absorbé par les frais de perception[2]. Il s'agissait d'un fouage *(la Dica)* réparti d'après un système traditionnel fort compliqué ; les manses étaient regroupés en unités fiscales ou *porta* (qui comptait quatre manses tout au long du XVIIe siècle, d'après les lois de 1609, 1635 et 1647), mais les manses correspondaient à un nombre variable de familles de laboureurs ou de brassiers ; ainsi le village de Saint-André (Svaty Ondrej nad Hronom) comptait 58 laboureurs pour 12 manses *(sessiones colonicales)*, chaque manse payant environ un florin de contribution[3]. Car, comme

1. *Bericht des Grafens Hohenfeldt über die Cammer-Visitation zu Pressburg*, Vienne, 15 avril 1672, Vienne, Hofkammer Archiv, Hoffinanz, Ungarn, avril 1672. Le comte Ferdinand Hohenfeldt avait été envoyé en mission d'inspection par le commissaire des guerres et vice-président de la Chambre des Comptes de Vienne. Il distinguait huit types de revenus (non compris ceux de la Chambre de Kremnica, qui administrait les villes minières) : 1) le trentième ordinaire ; 2) le demi-trentième, payé pour l'entretien de la Frontière ; 3) la taxe sur les villes royales ; 4) la contribution par *porta* ou *dica*, accordée par la Diète ; 5) le produit des confiscations ; 6) le produit des bénéfices ecclésiastiques vacants ; 7) le trentième de Croatie ; 8) les produits de la Chambre de Spis ou administration de Košice. Voir aussi Gy. EMBER, *Az ujkori magyar közigazgatas története*, p. 119-147 : A magyar kamara (La Chambre hongroise).

2. Diaire de Gy. Danéczy, officier de la Chambre de Presbourg, cité par Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 183.

3. *Urbarium bonorum arcis Lipcse, Possessio Szent Andras*, éd. R. MARSINA, t. II, p. 309-310. Voir aussi l'article de L. JUHÁSZ, A porta története 1526-1848 (Histoire de la *porta*), dans *Századok*, t. 70, p. 497-578, Budapest, 1936.

dans la plupart des autres pays de la Monarchie autrichienne, l'impôt voté par le seigneur était payé par le paysan ; il était en outre réparti par l'administration des comitats[1] proportionnellement aux manses possédés par les seigneurs et levé par le seigneur ou son intendant, qui retenaient une part de la contribution pour frais de perception. Par conséquent, la contribution foncière n'était guère utile pour le trésor public : dans une formule brillante, le cardinal Kollonich prétendait que lorsqu'un *Kreutzer* était voté sa perception coûtait plus d'un ducat au contribuable, c'est-à-dire au paysan[2]. Et, d'une manière générale, la noblesse hongroise se refusait à payer tout impôt digne de ce nom. Après 1670, les habitants du pays n'échappèrent pourtant pas aux charges financières qui lui furent imposées par le roi et l'armée d'occupation. D'abord une accise, c'est-à-dire un impôt de consommation sur les denrées de première nécessité[3], et surtout des contributions pour l'entretien des troupes impériales stationnées dans le pays. Les charges ne cessèrent de croître avec la présence des années de libération. Nous n'entrerons pas dans les détails des répartitions faites chaque année, comitat par comitat. Quoi qu'il en soit, la Hongrie payait en 1698 quatre millions de contributions de guerre, auxquelles s'ajoutait l'accise[4]. Le cardinal Kollonich et le gouvernement impérial tentèrent à deux reprises, en 1686 et 1698, de substituer à ces contributions qui prenaient souvent une forme arbitraire et déplaisante pour les paysans un impôt direct, basé sur la propriété foncière, mais ils se heurtèrent à une fin de non-recevoir[5]. En 1698, l'empereur Léopold Ier voulait répartir plus justement les charges fiscales en supprimant les immunités des Ordres ; la base de la taxation aurait été le feu, ce qui eût rétabli la parité entre unité économique et unité fiscale[6], et la somme demandée se serait élevée à deux millions de florins, en espèces. Or, à ce moment, les Hongrois manquaient de numéraire et, s'ils pouvaient fournir des contributions en nature aux troupes occupant le pays, il leur était beaucoup plus difficile de trouver les espèces nécessaires au paiement de l'impôt. En outre, aucun privilégié n'était épargné et l'assemblée de notables repoussa le principe de l'impôt. C'est pourquoi la patente de décembre 1698 fut considérée comme illégale et unanimement condam-

1. Deux receveurs élus dans chaque comitat répartissaient la contribution. Gy. Bónis, Ständisches Finanzevesen in Ungarn, dans *Nouvelles Etudes historiques*, t. I, p. 83-103, Budapest, 1965.

2. Cité par Maurer, *Cardinal Leopold Graf Kollonitsch*, p. 286.

3. *Csányi János Kronikája*, éd. J. Paúr, dans *Magyar Történelmi Tár*, t. V, p. 19 et 22, Pesth, 1858. L'accise a été établie en septembre 1671 sur la viande et le vin et le taux en a été quelque peu modéré en 1672.

4. Selon le témoignage de Hanns Tschany. Il n'y a aucune raison pour le mettre en doute, car ce patricien de Sopron bien informé était plutôt favorable à la Maison d'Autriche. *Csányi János Kronikája*, p. 166-167.

5. *Theatrum Europaeum*, t. XV, p. 45. Villars au roi, Vienne, 18 octobre 1698 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 69, f° 197. A. Varkonyi, Habsburg absolutism and serfdom in Hungary at the turn of the 17th and 18th centuries, dans *Studia historica*, t. I, p. 354-387, Budapest, 1965.

6. Patente de Léopold Ier du 24 décembre 1698, conservée dans les archives du palatin Paul Eszterházy et publiée par L. Szalay, *Magyarország Története (Histoire de Hongrie)*, p. 37-45, 1859. Voir également Bibliothèque du Parlement, Budapest, coll. « Gyurikovits », *Concursus Palatinalis*, 1698.

née par les Hongrois car la réforme imposée par le gouvernement de Vienne lésait les intérêts de tous, Ordres privilégiés et paysans.

Le pouvoir législatif de l'Assemblée s'appliquait d'autre part au *domaine militaire*. La Hongrie était en effet défendue par des garnisons permanentes, établies dans les places de la frontière. Composées d'Allemands et de Hongrois, ces garnisons étaient placées sous l'autorité de généraux d'origine hongroise, croate ou allemande, qui étaient soumis au contrôle des Conseils de la guerre *(Hofkriegsräthe)* de Vienne et de Gratz. Cette armée permanente fait, nous le verrons plus tard, l'objet de litiges perpétuels entre le roi et l'Assemblée ; néanmoins elle jouait un rôle capital pendant les trêves avec le Turc. En revanche, en temps de guerre, le roi était habilité à mobiliser la noblesse et une partie des paysans conformément aux lois 7/1596, 9/1601, 21/1622 et 7/1659. Les nobles devaient apparaître en personne à l'armée et fournir en outre pour 20 maisons occupées (ou 20 feux, quelle que soit la condition économique du chef de famille) un cavalier et un fantassin ; le cavalier serait payé par le seigneur, le fantassin par les paysans. Il s'agissait d'une obligation valable pour tous les membres des Ordres (prélats, magnats, nobles possessionnés, chapitres, couvents, monastères et collèges) pour assurer la « défense du Royaume et de l'Eglise de Dieu »[1]. Les villes libres étaient astreintes à envoyer un fantassin pour 20 maisons bourgeoises. L'exécution de cette levée en masse (ou *insurrectio*) incombait au palatin conformément aux prérogatives de sa charge, ou aux personnes auxquelles il déléguerait ses pouvoirs ; dans chaque comitat, il revenait au préfet adjoint de veiller à l'application de la levée en masse, quand Sa Majesté daignerait la publier. Le commandant en chef de cette armée nationale était le palatin, mais comme Wesselényi souffrait de fréquents accès de goutte qui l'empêchaient de monter à cheval (en 1659, à l'ouverture de la Diète, il dut se faire transporter en carrosse) bien des gens se demandaient s'il pourrait exercer effectivement son commandement. Cette armée ressemblait fort à l'ost médiéval, et sa valeur pouvait être mise en doute, quoique seigneurs et villes fussent obligés d'envoyer des soldats *bien instruits*. Or l'instruction militaire, chez les nobles, ne dépassait guère l'apprentissage du combat individuel, à cheval, au sabre. Remarquables dans les actions rapides et dans la guerilla, les gentilshommes hongrois ignoraient tout de la guerre moderne. Cette armée nationale risquait fort de se faire battre par l'armée régulière ottomane ; aucun général, hongrois ou autrichien, ne se faisait d'ailleurs d'illusion sur l'efficacité d'une telle armée, nonobstant les qualités personnelles des combattants, et Nicolas Zrínyi ne lui ménagea pas ses critiques. Son mérite principal était d'être nombreuse et peu coûteuse, puisque les soldats devaient s'équiper, soit à leurs frais, soit aux frais de leurs seigneurs ou de leurs voisins.

Justifiée par les progrès turcs en Transylvanie, une telle mesure avait été approuvée dans son principe dès 1659[2]. La chute d'Oradea (Nagy-Várad) l'avait rendue plus nécessaire encore. Lorsqu'une imposante

1. *Gravamina*, 1662, art. 9.

2. Décret 7 de 1659 : « De modo Insurrectionis in Casis ingruentis hostilis impetus, summaeque necessitatis. » La base en était plus suivie puisqu'il fallait fournir un cavalier pour dix maisons (au lieu de vingt) et un fantassin par *porta*.

armée ottomane sous la conduite du grand vizir quitta Belgrade, l'empereur se décida à la promulguer le 7 juin 1663 ; tous les membres des ordres devaient se tenir prêts pour la fête de Saint-Ladislas (fin juin) et paraître en personne conformément aux lois du royaume ; le commandement en était confié au palatin, pour maintenir une bonne entente[1]. En fait, la décision venait beaucoup trop tard, la noblesse hongroise, mécontente de l'inaction du gouvernement de Vienne, ne se dérangea guère, en dépit des efforts du palatin Wesselényi. En outre, les protestants étaient mécontents des résultats de la Diète de l'année précédente[2], si bien que la levée en masse fut très mal exécutée. Pourtant l'assemblée la proposa à nouveau en 1681 (article 1), sans résultat.

Citons, pour mémoire, les *pouvoirs judiciaires* de l'Assemblée qui devait se transformer en Haute Cour lorsqu'un des membres des Etats était inculpé de trahison ou de lèse-majesté[3]. En fait cette clause ne fut pas respectée par le gouvernement de Vienne de 1670. Les magnats arrêtés (Pierre Zrínyi, ban de Croatie, Frangepani, général de la Frontière, et François Nádasdy) relevaient bien d'une telle juridiction et demandèrent à être traduits devant la Diète[4]. Ils furent pourtant jugés par une commission spéciale *(Judicium Delegatum)* présidée par le chancelier d'Autriche Hocher, car l'empereur était peu disposé à risquer un acquittement triomphal des accusés, au moment où la Hongrie semblait prête à passer aux mains des révoltés. Le gouvernement de Vienne eut la même réaction en 1665, lors de l'affaire Balassi. Un magnat, Emeric Balassi, se livrait à des razzias en territoire ottoman qui risquaient de compromettre la trêve de vingt ans signée à Vasvár. Pour faire un exemple, l'empereur le convoqua à Vienne et le mit aux arrêts. Le prévenu demanda à être jugé par la Diète, ce que la Cour de Vienne refusa[5]. Mais la pièce devait, cette fois-là, se terminer en vaudeville, non en tragédie. Car si les trois inculpés de 1670 furent condamnés à mort et décapités, Emeric Balassi s'échappa dans un coffre au nez et à la barbe de ses gardiens, quitta Vienne[6] et regagna son château fort de Tobin, en Haute-Hongrie. Bien qu'il eût ridiculisé les autorités de Vienne, il réussit, après quelques péripéties, à obtenir le pardon de l'empereur[7].

Retenons surtout que l'Assemblée nationale partageait le *pouvoir*

1. *Ungarische Patent Zum general Aufboth* (manuscrit, latin), Vienne, 7 juin 1663 ; Vienne, H.H. Sta., Staatskanzlei, *Hungarica*, fasc. 176, liasse 2, f° 45.

2. Dépêche de G. SAGREDO, Vienne, 2 septembre 1663 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 123.

3. Gy. BÓNIS, The Hungarian Feudal Diet, *op. cit.*

4. Dépêche de M. ZORZI, Vienne, 3 septembre 1670 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 136.

5. « Le comte Balasky *(sic)* toujours gardé par trente mousquetaires... proteste que cette violence est contre les privilèges du royaume de Hongrie, demandant d'estre renvoyé à une Diette. » GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 17 décembre 1665 : A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 23, f° 78. Cf. aussi Venise, *Dispacci di Germania*, filza 128, 27 décembre 1665.

6. Balassi « ayant trompé ses gardes en faisant passer un coffre où il s'estoit mis dedans, s'est sauvé de cette plaisante manière. » Grémonville au roi, Vienne, 31 décembre 1665 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 23, f° 86 v°.

7. GRÉMONVILLE au roi, Vienne, 25 mars 1666 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 24, f° 105.

exécutif avec le roi en nommant les principaux membres de l'exécutif et en contrôlant l'action du gouvernement royal. Convoquée irrégulièrement, tout au plus tous les trois ans, la Diète ne pouvait guère exercer qu'un contrôle *a posteriori*, mais elle ne se privait pas de le faire, précisément par le biais des doléances. Quant aux nominations, elles concernaient essentiellement le roi, le palatin et les deux gardiens de la couronne.

Il faut d'abord se souvenir que, selon la théorie, le vrai souverain n'était pas un homme, mais la Sainte-Couronne, la Couronne de saint Etienne qui était confiée à la garde de deux magnats désignés par l'Assemblée nationale[1]. Le roi, même après son couronnement, n'était que le dépotaire du pouvoir royal et, même élu régulièrement, ne devenait véritablement le souverain qu'après son couronnement[2], sinon, il demeurait un roi en chapeau *(Kalapos király)*. La cérémonie du couronnement suivait le rituel *(ordo)* fixé par saint Etienne. Elle ressemblait à celle qui se pratiquait alors en France ou en Allemagne. Le palatin demandait d'abord à la foule si elle acceptait le prince pour roi et celle-ci répondait par acclamation, puis l'archevêque d'Esztergom procédait à l'onction ; les grands officiers remettaient au roi les insignes de son pouvoir, puis l'archevêque prononçait les prières et les bénédictions. Le couronnement se terminait cependant par un rite étrange : le nouveau roi montait à cheval, se rendait au sommet d'une colline et brandissait son épée aux quatre points cardinaux[3].

Si cette cérémonie avait essentiellement valeur symbolique, l'événement politique était l'élection, car jusqu'à 1687 la monarchie hongroise était élective, encore que, depuis 1527, le candidat Habsbourg ait toujours été élu. On sait que Ferdinand Ier fut candidat au trône de Hongrie à la suite du décès de son jeune beau-frère Louis II Jagellon, sur le champ de bataille de Mohács. En vertu du traité de Vienne signé entre Maximilien d'Autriche et Ladislas II Jagellon, le petit-fils de Maximilien, Ferdinand, épousait Anne Jagellon et le fils de Ladislas II, Louis, épousait la petite-fille de Maximilien, Marie. En cas d'extinction de l'une ou l'autre maison, le survivant hériterait des biens de l'autre. Or Ladislas II était roi *élu* de Pologne, Hongrie et Bohême, ce qui le plaçait à la tête d'un grand complexe territorial, mais soumettait le traité à la ratification de la noblesse de chacun de ces pays. Ferdinand de Habsbourg réussit à se faire élire, non sans mal, roi de Hongrie, par une partie des Ordres, l'autre partie, franchement hostile à la Maison d'Autriche, élisant un roi national[4],

1. Cf. le livre de Mme BÁRÁNY-OBERSCHALL, *Die Sankt Stephans Krone*, 1 vol. 79 p., Vienne, 1961. D'après la tradition, il s'agit du diadème offert au roi saint Etienne par le pape Sylvestre II. E. Brown fut bien étonné lorsque les Hongrois lui expliquèrent l'origine surnaturelle de la couronne. E. BROWN, *op. cit.*, p. 24.

2. Le premier exposé de la théorie est l'œuvre de Pierre RÉVAY, *De monarchia et sacra corona Regni Hungariae*, 1619. Pierre Révay était lui-même gardien de la Sainte-Couronne et son ouvrage a été réédité par les soins de François NÁDÁSDY, à Francfort, en 1659.

3. Description du couronnement de Léopold Ier. Dépêche de B. NANI, Presbourg, 30 juin 1655 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 105. Dépêche de F. CORNARO, Presbourg, 13 décembre 1687, décrivant le couronnement de Joseph Ier ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 163. M. BÁRÁNY-OBERSCHALL, *op. cit.*, p. 14-18.

4. Sur cette difficile élection de Ferdinand Ier, voir Victor-Lucien TAPIÉ, *Monarchie et peuples du Danube*, 1 vol., Paris, Fayard, 1969, p. 73-76.

le magnat Jean Zapolya. Et si depuis lors les Habsbourg se maintinrent sur le trône hongrois, ce n'était pas sans faire de grandes concessions au moment de l'élection. Elles étaient mises en forme dans un diplôme royal *(Diploma Regis)*, analogue à la capitulation à laquelle devait souscrire l'empereur, au moment de son élection à Francfort. Et ce diplôme, juré solennellement par le nouveau roi, était, avec les décrets des Diètes, un des fondements du droit d'Etat hongrois. C'est ainsi que Léopold Ier fut contraint de renouveler ses promesses de 1655 au début des décrets de 1659. Et Ferdinand II lui-même fut obligé d'accepter 17 conditions pour être élu roi, à Presbourg, en 1618. Capitulations qu'il confirma à la Diète de 1622 et qui garantissaient à la Hongrie royale libertés politiques et libertés confessionnelles. Le diplôme de Léopold Ier s'inspirait du même esprit et servit de fondement juridique à toutes les revendications des malcontents hongrois[1]. C'est par ce biais que l'élection royale était un acte fondamental de la vie politique hongroise, dans la mesure où le roi était obligé de tenir les engagements pris à l'occasion du couronnement.

On est évidemment en droit de se demander pourquoi les Hongrois ont choisi leur roi parmi des princes de la Maison d'Autriche. Ce n'est certes pas par sentiment, car les Hongrois du XVIIe siècle détestaient les Allemands en général et les Habsbourg en particulier. Les témoignages aussi variés que ceux du Turc Evliya Çelebi[2], de l'Anglais E. Brown[3], du Vénitien G. Sagredo[4] ou de voyageurs français sont pourtant concor-

1. *Diploma Regis* en 17 points : 1) Le roi confirme solennellement les engagements de la paix de Vienne de 1608, ceux de Ferdinand II en 1622, et la paix de Linz de 1647. 2) Il s'engage à recevoir les doléances des Etats et à réunir l'Assemblée nationale tous les trois ans, au moins. 3) Que les affaires concernant la Hongrie soient traitées par des Hongrois ou que ceux-ci soient, pour le moins, consultés. 4) Que les commandements militaires de la Frontière (généralats et capitaineries) soient confiés à des régnicoles. 5) Que l'administration de la justice soit confiée aux *Judicia Octavalia*. Que Sa Majesté ne tolère ni jugements ni exécutions illégitimes. 6) Que la liberté religieuse soit reconnue et l'exercice de la religion soit autorisé pour tous les Etats et Ordres du royaume. 7) Que les dispositions antérieures concernant l'élection et les prérogatives du palatin soient maintenues. 8) Que Sa Majesté daigne pourvoir à l'entretien des places de la Frontière. 9) Que les villes royales et les villes minières conservent leurs privilèges. 10) Que la Couronne ne soit emmenée hors du royaume sous aucun prétexte et soit gardée par des régnicoles de l'une et l'autre religion. 11) Que les limites du royaume avec la Pologne, la Silésie, la Moravie, l'Autriche, la Styrie soient mieux définies et que les parcelles abandonnées soient récupérées. 12) Que les traités avec la Bohême et la Transylvanie soient maintenus (conformément à la paix de Vienne et à l'article 42 de 1609). 13) Que des soldats étrangers ne soient pas introduits dans le pays. 14) Que des seigneuries comme celles de Forchenstein ou d'Eisenstadt soient réincorporées au royaume. 15) Que Lublyo et les XIII châteaux de Spis (Szépes) soient soustraits à la juridiction polonaise. 16) Que les Haïdouks conservent leurs privilèges. 17) Que Sa Majesté promette de ne pas s'immiscer dans l'administration du royaume. *Articuli... Regni*, éd. 1668. A comparer avec la capitulation de 1618, A.E. Paris, *C.P.* Hongrie, t. I, fo 18-21.

2. Evliya Çelebi, éd. R. Kreútel, *Im Reich des Goldenen Apfels*, p. 37-38.

3. E. Brown, *op. cit.*, p. 166 : « Il n'y a pas même jusqu'aux catholiques qui paroissent mécontens, parce qu'on a envoyé dans leurs païs des Allemands, qui leur font du mal et les incommodent extrêmement. Ils sont jaloux de la Cour de Vienne, et ils croyent qu'on ne les estime pas autant qu'ils le méritent... »

4. Dépêche du 21 septembre 1658, éd. Přibram, *Venetianische Depeschen*, p. 160-161.

dants et peuvent se résumer dans la confidence que fit en latin un gentilhomme au secrétaire du duc de Brissac, en 1664 :

« Il m'exprima fort naïvement les sentimens que toute la nation hongroise avoit pour les Allemans, me disans qu'ils ne les considéroient guère moins comme leurs ennemis que les Turcs ; les uns et les autres les pillans chacun en sa manière : ceux-cy en prenant leurs terres et ceux là en prenant leur argent et brulant mesme leurs maisons »[1].

Cette apparente contradiction s'explique par le fait que les Hongrois avaient besoin de l'appui militaire des pays héréditaires et de l'Empire pour résister aux Turcs[2]. Le XVII[e] siècle connut un grand débat autour de l'idée de monarchie nationale. Une variante de celle-ci fut l'élection d'un prince français, duc d'Orléans ou duc d'Enghien, qui aurait eu l'avantage de procurer à la Hongrie l'appui français, voire l'alliance polonaise[3], en ressuscitant l'union personnelle entre la Pologne et la Hongrie, qui existait au temps des Jagellons. Mais le gouvernement de Louis XIV se montra fort réservé à l'égard d'une telle offre, car la France n'avait les moyens d'intervenir efficacement en Europe orientale que si un prince français était élu roi de Pologne. En vérité, les Hongrois étaient isolés entre les Turcs et les Allemands[4]. Deux envoyés du prince Georges II Rákóczi ont analysé la situation devant l'ambassadeur Sagredo :

« Ils m'ont dit que les Hongrois gémissent et pleurent vraiment, connaissant le mal et son remède, mais qu'on les tient beaucoup trop en bride ; en outre, comme les Hongrois ne peuvent agir sans les Allemands ni ces derniers sans les Hongrois, la haine entre eux et la méfiance sont un grand poison ; il est pourtant si répandu que l'on ne sait quel remède lui appliquer parce que les Hongrois s'imaginent que les Allemands ne leur portent secours que pour les opprimer, tandis que les Allemands sont persuadés que les Hongrois ne désirent rien d'autre que les contrecarrer dans toute action »[6].

Dans un tel climat de méfiance et de haine, on comprend que l'élection d'un Habsbourg par la noblesse hongroise ait été tout au plus un mariage d'intérêt, car l'aide militaire que les pays héréditaires apportaient à la Hongrie n'était pas non plus désintéressée, puisque les forteresses de la frontière hongroise constituaient un glacis protégeant les pays héréditaires. Mais, conscients de ce mal nécessaire, les Hongrois cherchaient à limiter le plus possible les pouvoirs du roi étranger et encore plus ceux

1. D. KOSÁRY, Français en Hongrie en 1664, *Revue d'Histoire comparée*, Paris, 1946. Les autres témoignages sont ceux de Grémonville et Sébeville, résidents français à Vienne, qui sont dépourvus d'illusions sur les sympathies hongroises à l'égard des Allemands, auxquels il faut ajouter l'analyse de l'auteur, anonyme, des *Mémoires de la Cour de l'Empereur* (B.N. Paris, man. français 8997, f° 19-20).

2. Comme ils ne sont pas assez forts pour résister au Turc, il faut, de nécessité, que, pour se conserver, ils prennent un Roy puissant d'ailleurs, et qui soit leur voisin, c'est ce qui les a toujours obligés à faire choix d'un Prince de l'Auguste Maison d'Autriche. » Charles PATIN, *op. cit.*, p. 31.

3. J. BÉRENGER, Les relations franco-hongroises pendant le règne personnel de Louis XIV, *Information historique*, 1967, n° 3, p. 102-103.

4. Il est bien entendu que nous entendons par là également les *Allemands d'Autriche* ; nous rejetons ainsi le subtil *distinguo* contemporain entre Allemands et Autrichiens et nous nous en tenons à la notion contenue dans le mot hongrois *német*.

5. Dépêche de SAGREDO du 21 septembre 1658, original italien, *ibid.*

de ses conseillers viennois, allemands pour la plupart ; c'est pourquoi le diplôme royal leur fournissait, au moins en théorie, des garanties contre les abus de pouvoirs.

Il était donc impossible de parler de *monarchie absolue* en Hongrie, tant que le roi était élu par l'Assemblée nationale. Et les Habsbourg ne s'y étaient pas trompés ; un des points de leur programme minimal de réorganisation de la Monarchie autrichienne consistait précisément à abolir l'élection royale en Hongrie, comme ils l'avaient fait en Bohême. Grâce à la révolte maladroite des Etats contre Ferdinand II (qui avait été fort régulièrement élu par la Diète de Bohême), l'empereur, vainqueur à la bataille de la Montagne Blanche, abolit l'élection dans la Constitution renouvelée qu'il octroya en 1627[1]. Son fils Ferdinand III songeait à obtenir aussi l'hérédité de la couronne en Hongrie, mais il devait être beaucoup plus prudent, étant donné la force de la noblesse[2]. Il se contenta donc de lancer l'idée dans les couloirs de la Diète, en 1655, en s'appuyant sur le clergé catholique, qui y voyait tout avantage pour la Contre-Réforme. Il faisait croire aux Hongrois que, si la Maison d'Autriche était ainsi assurée de leur fidélité, elle mettrait tout en œuvre pour reconquérir les régions occupées par les Turcs. Personne ne fut dupe de l'argumentation à une époque où l'empereur n'était pas en mesure d'affronter la puissance ottomane, puisque ses pays héréditaires n'avaient pas encore relevé les ruines de la guerre de Trente Ans, et qu'il pouvait à tout moment être impliqué dans la guerre du Nord, voire dans la guerre franco-espagnole. Pourtant l'idée chemina et fit sa réapparition vers 1680 et triompha en 1687, lorsque les armées impériales occupaient non seulement la Hongrie royale, mais la capitale historique du pays, Bude, et la plaine, libérées des Turcs. F. Cornaro, l'ambassadeur vénitien, estimait, tout comme l'empereur lui-même, que la conjoncture était particulièrement favorable. Les Hongrois avaient à ce moment perdu toute chance de soutien extérieur, la Transylvanie venait de capituler, l'Empire ottoman semblait bien affaibli, et la France n'était pas d'un grand secours. Aussi valait-il mieux s'accommoder avec un souverain dont les troupes victorieuses occupaient, de toute manière, le pays[3]. Ainsi, par crainte et par découragement, l'Assemblée nationale renonça-t-elle en 1687 à une prérogative essentielle[4] et se dépouilla-t-elle plus ou moins volontairement d'une partie de son pouvoir au profit du monarque.

L'autre élection importante était celle du palatin. Nous avons vu que l'office même de palatin était mal vu par le gouvernement de Vienne, dans la mesure où l'Assemblée faisait d'un magnat un véritable vice-roi. Pourtant, moins heureux que certains de leurs prédécesseurs, ni Ferdi-

1. V.-L. TAPIÉ, *Monarchie et peuples du Danube, op. cit.*, p. 115-117.

2. Voir à ce sujet les tentatives de Ferdinand Ier au XVIe siècle dans l'article d'A. GINDELY, Über die Erbrechte des Hauses Habsburg auf die Krone von Ungarn in der Zeit 1526-1687, *A.Ö.G.*, 51, p. 195-240. Pour 1655, *Discursus super eligendo Rege Hungariae : Quomodo recuperandum Regnum Hungariae (Scriptum hoc prodijt in publicis Comitijs Regni Anni 1655)*, Vienne, H.H. Sta. *Hungarica Comitialia*, fasc. 402, liasse 1655, fo 1-4.

3. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 22 novembre 1687 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 163.

4. Loi 2 de 1655 et surtout loi 1 de 1659, portant confirmation du *Diploma Regis*.

nand III ni Léopold Ier ne purent éluder cette obligation, le premier en 1655, le second en 1681, car elles étaient indispensables au bon déroulement de la session. En 1655, le précédent palatin, Paul Pálffy, élu par la Diète de 1649, avait eu le mauvais goût de mourir en 1654, la même année que le jeune roi Ferdinand IV. Il était clair que la Diète ferait les plus grandes difficultés pour élire le roi si elle n'avait pas, au préalable, élu un palatin. Aussi la patente de convocation fait-elle expressément mention d'un ordre du jour comportant le remplacement du palatin[1]. En 1667, à la mort du palatin Wesselényi, qui avait été élu en 1655, la Cour différa la convocation d'une Diète, en particulier pour éviter des incidents graves avec les protestants. Le résultat fut bien différent de celui qu'escomptaient l'empereur et son Conseil, puisque la révolte éclata dans le royaume. La Cour de Vienne utilisa alors la force et tenta même de supprimer l'office de palatin en le remplaçant par un Conseil de Lieutenance[2], analogue à celui qui représentait l'empereur à Prague. Très vite il fallut se rendre à l'évidence que l'application de la *Verwirkungstheorie*, qui avait justifié les modifications constitutionnelles en Bohême, poussait seulement les Hongrois à la résistance armée, et reconstituait l'unité de la nation contre les Habsbourg. Devant l'échec évident de telles méthodes et de telles réformes, le gouvernement de Vienne se décida à rétablir l'office de palatin[3] en faveur, il est vrai, de Paul Eszterházy, catholique dévoué aux Habsbourg, car le roi, qui devait proposer quatre candidats, avait la possibilité d'exercer une pression sur le choix de l'Assemblée en désignant trois candidats médiocres pour faire passer la personnalité qu'il avait choisie[4]. Ce fut le cas en 1655 où Ferdinand III refusa de présenter Nicolas Zrínyi pour faire élire François Wesselényi. En 1681, les candidats proposés étaient : deux protestants, le comte Ulrich Kollonich et le baron André Zay (exclus *a priori*), et, avec Paul Eszterházy, le comte Nicolas Erdödy, ban de Croatie. Ce dernier s'excusa — les candidats protestants étaient absents. L'archevêque d'Esztergom vota le premier, et pour Eszterházy. Quelques députés croates votèrent pour leur ban, mais Eszterházy fut élu à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale le 13 juin 1681[5], préalablement à toute discussion politique. Cette élection ne pouvait satisfaire l'immense majorité de l'Assemblée que si les prérogatives du palatin étaient confirmées :

« Sa Majesté impériale et royale daignera le maintenir dans ses droits et pouvoirs antérieurs, conformément à la condition 7 du diplôme royal et aux lois citées dans le texte susmentionné »[6],

1. *Mandatum regium*, Vienne, 11 novembre 1684, adressé au magistrat de Košice. A.M. Košice, *Schwarzenbachiana*, 1-22.

2. Gy. Ember, *op. cit.*, p. 107-112. J. Bérenger, *La Contre-Réforme en Hongrie*, *op. cit.*

3. Une conférence secrète, comprenant à la fois des Allemands et des Hongrois, s'était réunie vers le 20 avril 1681 pour décider de l'ordre du jour de la Diète. « Ce qui est seür, c'est que l'Empereur leur accordera un Palatin, et toutes leurs demandes à la réserve de l'élection libre de leur Roy. » Sébeville au roi, Vienne, 24 avril 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 123.

4. Sébeville au roi, Sopron, 4 juin 1681 ; *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 175.

5. *Diarium Diaetae*, 1681, séance du 13 juin 1681, Budapest, O.L. *Forgách Család Levéltára, Országgyülés irómanyai*, fasc. 21, liasse 1681.

6. *Gravamina*, 1681, préambule, cf. *infra*, p. 280-282.

ce qui fut fait dans le décret I de 1681, malgré les objections de certains prélats, en particulier de Kollonich, alors président de la Chambre hongroise et fervent partisan d'un véritable absolutisme[1]. Par conséquent, les Etats, s'ils n'avaient pu maintenir l'élection royale, avaient tout de même maintenu un avantage essentiel en conservant l'office de palatin. Ce dernier, toujours choisi parmi les magnats, offrait le gros avantage d'être Hongrois ; beaucoup plus qu'un prélat, aisément acquis aux vues de la Cour de Vienne, il était susceptible de défendre les intérêts de la noblesse, voire de l'Etat hongrois, soit à Presbourg, soit à Vienne. Il pouvait donc peser lourdement dans les décisions du gouvernement de l'empereur et administrer le pays conformément aux intérêts de la noblesse, ce que pouvait difficilement faire un aristocrate viennois, étranger au pays. Ainsi, au lieu de critiquer les décisions royales et de les contrôler *a posteriori* au cours des sessions plus ou moins régulières de l'Assemblée nationale, les Etats avaient la possibilité, par le biais du palatin (et des autres grands officiers), de jouer un rôle dans l'élaboration même des décisions, tandis que l'hérédité de la couronne était pour la Maison d'Autriche une sérieuse garantie contre le séparatisme hongrois[2].

Bien qu'une prérogative lui fût ainsi ôtée, l'Assemblée nationale n'en gardait pas moins un pouvoir de contrôle du pouvoir exécutif et demeurait associée au pouvoir législatif. Expression politique du pouvoir des Ordres, elle restait malgré tout un facteur important de la vie politique hongroise. Les Habsbourg s'en rendirent bien compte au siècle suivant au moins à deux reprises : en 1722, Charles VI dut leur faire accepter la Pragmatique Sanction qui complétait les dispositions de 1687 ; l'hérédité était désormais valable pour la descendance féminine comme pour la descendance masculine — ou bien en 1741 la reine Marie-Thérèse implora l'appui militaire des Hongrois, qui l'aidèrent alors à sauver son patrimoine. Mais au XVII[e] siècle la tâche essentielle de la Diète fut, toutes les fois qu'elle avait la parole, de harceler l'empereur ou son gouvernement et ce sont quelques aspects de ce contentieux austro-hongrois que nous voudrions dégager des doléances elles-mêmes.

III. — *DOLÉANCES DE LA DIÈTE ET DROIT D'ÉTAT*

Telle une opposition parlementaire moderne, les députés ne cessaient de harceler le gouvernement impérial au nom du principe suivant : la Hongrie, Etat souverain et parfaitement autonome, possédait un corps

1. *Opinio alicujus ad privata gravamina statuum et ordinum data*, en particulier le point 1 : « Wird gemelt von dem Palatino und dessen Authoritet mit Ausschliessung im künfttig eines locumtenentis so wohl neben dem Palatino als tempore vacantiae Palatinatus. » Réponse de Kollonich : « Dieses gerichte zu höchsten praeiudicio der königlichen hohen Authoritet, in dem vor diesem so offtermahls Palatini gewesen. » Budapest, Bibliothèque universitaire, Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XXXIII, f° 145-206. Sur Kollonich, voir également J. BÉRENGER, Les fondements théoriques de l'absolutisme en Hongrie, dans *Mélanges Aurélien Sauvageot*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1972, p. 25-29.

2. H. HANTSCH, *Geschichte Österreich*, t. II, p. 56-58.

de droit public, que le roi était tenu de respecter. Mais les relations entre la nation et le souverain étaient compliquées par le fait que le monarque était étranger et que, catholique, il ne pratiquait pas la même religion qu'une partie de la noblesse. Comme les Etats soupçonnaient les Habsbourg de ne pas tenir leurs engagements et que les faits leur donnaient souvent raison, ils ne cessaient d'accumuler les griefs contre le roi et de noter les infractions dont se rendait coupable le gouvernement de Vienne. Cercle vicieux, car l'empereur et ses conseillers, peu soucieux d'être mis en accusation par des députés qui avaient leur franc-parler, évitaient de convoquer la Diète, ce qui augmentait encore les griefs de la nation à l'égard du roi.

Le premier point sur lequel s'affrontaient gouvernement impérial et noblesse hongroise n'était autre que la défense nationale, où les deux parties avaient vraiment des intérêts communs et qui était la raison même de l'association entre Maison d'Autriche et nation hongroise. Les deux autres domaines où se heurtaient constamment Hongrois et Habsbourg étaient la politique religieuse et la politique étrangère. En effet, obligés de vivre ensemble, chacun essayait d'imposer son point de vue, les Habsbourg voulant incorporer plus ou moins l'Etat hongrois dans la Monarchie, les Hongrois cherchant à garder la plus grande indépendance, tant en matière confessionnelle qu'en matière de politique générale. Ils souhaitaient ne pas être soumis aux règles fondamentales qui présidaient à la vie de l'ensemble : unité confessionnelle et unité de la politique générale.

a) La défense nationale

Elle offrait deux aspects différents selon qu'il s'agissait d'une période de trêve officielle avec l'Empire ottoman, où les hostilités se réduisaient à des escarmouches, ou bien d'une période d'opérations de grande envergure — comme ce fut le cas en 1662-1664 et 1682-1699. Dans le premier cas, le rôle essentiel était dévolu à un système défensif complexe, incorporé dans une zone frontière, dont il faudra bien étudier un jour les caractères originaux. L'Etat hongrois avait à défendre une frontière s'étendant sur un millier de kilomètres, depuis Fiume en Dalmatie jusqu'aux confins de la Transylvanie dans la région de Seatu Mare (hongrois Szatmár)[1]. Du point de vue militaire, cette zone était constituée d'une série d'ouvrages fortifiés, allant du camp retranché (Györ par exemple) à la simple bicoque, mais aussi de cantons peuplés de colons militaires, échappant au système de la corvée et aux prestations du régime seigneurial. Ce phénomène est d'autant plus intéressant qu'il existait aussi une frontière du côté ottoman, parce que les Turcs considéraient leurs provinces hongroises comme un glacis[2] ; la zone des confins échappant également au système

1. La zone de contacts et de combats se poursuivait d'ailleurs dans les régions méridionales de l'Etat polonais et de la Moscovie. Il n'existe, pour l'instant, aucun travail d'ensemble digne de ce nom sur cette question. L'essai de synthèse de G. E. Rothenberg, *The Austrian Military Border*, se limite à la Croatie.

2. Cela ressort de l'examen du rapport confidentiel du comte Leslie, ambassadeur impérial auprès de la Porte en 1665 : « Was... Graff von Leslie... von der Ottomanischen

juridique en vigueur dans le reste de l'Empire ottoman. Du côté chrétien, il faut bien distinguer entre les soldats des garnisons et les soldats-paysans, ceux-ci établis en particulier en Croatie ou dans le *Partium*[1] posaient en effet des problèmes beaucoup plus délicats que les simples mercenaires, car, nous le verrons, ces colons militaires remettaient plus ou moins en question le système seigneurial.

En revanche, en temps de guerre ouverte, de même que le grand vizir conduisait une importante armée régulière de janissaires et de spahis, de même l'empereur devait mettre sur pied des régiments de ligne, parce que la mobilisation des nobles hongrois ne correspondait pas aux besoins de la stratégie du XVII^e siècle. En fait, depuis 1527, le roi Habsbourg amenait en Hongrie des Impériaux, qui pouvaient être des mercenaires tchèques, allemands, wallons ou italiens. Les cadres de ces régiments n'étaient même pas toujours de nationalité allemande. Ainsi, au cours de la campagne de 1664, le commandant d'un des corps d'armée était Louis Ratuit, comte de Souches, né à La Rochelle en 1608, huguenot converti au catholicisme en 1652 et devenu après diverses péripéties un des meilleurs généraux de l'empereur. Le commandant en chef de l'armée impériale était alors le comte Montecuccoli, descendant d'une vieille famille de Modène qui, tranditionnellement, prenait du service chez l'empereur. Ce même Montecuccoli, détesté des Hongrois, n'en finit pas moins sa carrière comme ministre de la Guerre *(Hofkriegsrathpraesident)* et prince d'Empire. Au même moment, le général commandant la place et la frontière de Györ était un Gonzague de Mantoue, Don Hannibal, frère de la veuve de Ferdinand III ; quant au général commandant Varaždin et la frontière de Slavonie, c'était un vieil aventurier, né en Ecosse, qui avait participé à l'assassinat de Wallenstein, trente ans auparavant, le comte Walter Leslie[2]. Dans cette même campagne, il y avait, certes, un corps d'armée hongrois commandé par le comte Batthyany et un autre corps, en Croatie, commandé par Nicolas Zrínyi[3]. Si les Hongrois n'étaient pas exclus de l'armée qui défendait leur pays, il est bien certain qu'ils devaient supporter la présence de troupes étrangères, n'obéissant qu'aux ordres de l'empereur, ce qui représentait un véritable drame pour les Hongrois, tant du point de vue politique que du point de vue humain.

b) La présence des Impériaux

Drame humain d'abord. Certes les mercenaires du XVII^e siècle n'étaient, nulle part, des enfants de chœur, et s'ils consentaient à faire ce rude métier, c'était pour en tirer quelques profits. Pourtant, de l'avis même

kriegsmacht Gemerckht haben », texte provenant des Archives Lobkowitz, à Roudnice (Bohême), et publié par A. WOLF dans *Archiv für Kunde österreichischer Geschichtsquellen*, t. 20, p. 320-331, Vienne, 1859.

1. C'est la partie orientale de la Grande Plaine, la région de Debrecen et d'Oradea (hongrois Nagy-Várad). Voir à ce sujet Z. TÓTH, Biographie d'une frontière : la formation du Partium, dans *Revue d'Histoire comparée*, Paris, 1946, p. 79-102.

2. Voir Kurt PEBALL, *Die Schlacht bei St-Gotthard-Moggersdorf*, Vienne, 1964, p. 8-9.

3. Pour tous ces personnages, voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, *op. cit.*, et J. BÉRENGER, *Finances et absolutisme autrichien*, *op. cit.*

d'observateurs impartiaux comme G. Sagredo, la tension y était particulièrement aigue :

« Un incident est né en Hongrie entre un régiment d'Allemands et les habitants à cause de quelque licence prise par les militaires par suite du défaut de paiement de la solde ; ils en sont venus aux mains et il y a eu des morts de part et d'autre. Ce fait enracine un peu plus profondément l'aversion naturelle entre les deux nations »[1].

Incident banal en soi, s'il ne s'insérait dans une longue série de doléances pratiquement ininterrompue au cours du demi-siècle.

Dès 1655, l'Assemblée nationale avait obtenu le principe d'une évacuation totale et échelonnée des Impériaux ; en trois ans les dernières troupes allemandes quitteraient la Hongrie et n'y seraient réintroduites qu'avec l'accord des Ordres[2]. B. Nani était sceptique quant à l'exécution d'un tel accord, car il jugeait les seuls Hongrois incapables d'assurer intégralement la défense du pays contre les Turcs[3]. Les événements devaient d'autant plus vite lui donner raison qu'à partir de 1658 les Ottomans intervenaient en Transylvanie[4] et ranimaient les hostilités entre le sultan et l'empereur. Ce dernier ne devait intervenir directement qu'en 1660 en envoyant le général de Souches pour débloquer la garnison hongroise d'Oradea, assiégée par les Turcs[5]. A partir de cette date et jusqu'à 1700 des régiments impériaux occupèrent le territoire hongrois, sous divers prétextes (sauf pendant la période 1664-1670). En 1664, les troupes étrangères cantonnées sur le territoire hongrois totalisaient un effectif de 22 000 hommes, comprenant l'armée de l'empereur (12 850 hommes), les contingents des princes d'Empire (5 750 hommes) et le corps expéditionnaire français de 4 000 hommes[6]. Après la paix de Vasvár ces régiments furent évacués, en partie réformés et, en tout cas, cantonnés dans les pays héréditaires, jusqu'à ce que la révolte de 1670 obligeât la Cour de Vienne à y installer en permanence 15 à 20 000 hommes[7]. Au cours de l'été 1681, alors que Thököly et la Porte se faisaient de plus en plus menaçants, l'armée impériale stationnée en Hongrie comptait 28 à 30 000 hommes de troupes étrangères[8]. Pendant la guerre de libé-

1. Dépêche de SAGREDO du 4 mars 1663 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 122.

2. *Gravamina*, 1655, art. 53 ; Articuli 1, 1655. Il s'agissait tout particulièrement d'évacuer Varaždin, en Slavonie, ce qui avait été mentionné dans le point 16 de l'instruction des députés du royaume de Croatie-Slavonie. ZAKLJUČSI, *Hrvatskog Sabora*, I, p. 201.

3. Dépêche de NANI, Presbourg, 10 juin 1655 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 105.

4. Pour punir le prince de Transylvanie Georges II Rákóczi de son intervention dans la guerre du Nord, aux côtés des Suédois.

5. G. E. RINCK, *Leopold...*, t. II, p. 33-38.

6. Etat de l'armée impériale en 1664, A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 19, supplément, f° 371-372.

7. G. E. RINCK, *Leopold des grossen... Leben und Thaten*, t. II, p. 204, Leipzig, 1708. Rinck donne l'effectif des régiments impériaux qui occupèrent la Hongrie en 1671, mais une partie de ces troupes fut rapatriée en 1673.

8. Soit 7 régiments de cuirassiers à 1 000 chevaux, et la moitié du régiment Taaffe (500 chevaux), 2 régiments de dragons à 1 000 chevaux et 7 régiments d'infanterie, à 2 500 hommes chacun (et dont l'effectif devait être porté à 3 000 hommes). Il faudrait encore ajouter deux régiments de hussards hongrois et un régiment de cavalerie

ration, les effectifs de troupes allemandes augmentèrent sensiblement : en 1687, à une époque où l'empereur, n'ayant rien à craindre sur le Rhin, pouvait développer tous ses efforts en Hongrie, son armée y totalisait 63 800 hommes répartis en 27 régiments d'infanterie (41 900 hommes), 18 régiments de cuirassiers (14 450 chevaux) et 9 régiments de dragons (7 500 chevaux)[1]. Le Conseil de la guerre avait surtout augmenté le nombre des fantassins par rapport à la période antérieure. Même après la signature de la paix de Carlowitz, en 1699, l'empereur maintint, en Hongrie, non sans raisons, une armée de 24 000 hommes répartis entre 6 régiments d'infanterie, 6 régiments de cuirassiers et 3 de dragons[2]. Par conséquent les promesses faites par l'empereur Ferdinand III ne furent jamais tenues. Les doléances de 1662 fournissent une longue série de plaintes contre la soldatesque allemande, qui se livrait à toutes sortes de violences contre les biens, les personnes et la Divinité elle-même.

La soldatesque s'en était d'abord pris aux récoltes. Ils ont démoli les meules de blé[3] et ont utilisé les épis comme litière pour leurs chevaux, voire comme combustible — sans compter les champs de céréales qu'ils ont fauchés en herbe, pour nourrir leurs montures. Ces déprédations avaient encore l'apparence de la nécessité, mais tous les vols qui furent commis semblent n'avoir souffert aucune excuse, ni épargné aucun groupe social. Ils ont volé les bêtes de somme, les meubles meublants et autres biens mobiliers des infortunés sujets, non pour s'en servir, mais pour les vendre[4]. Ils ont envahi les maisons des nobles et après avoir été bien traités, ils ont emporté vaisselles, vins et grains, en guise de remerciement ; pire encore chez des nobles riches, ils ont emporté les vêtements tandis que d'autres s'attaquaient à des écoles et à des églises dépendant de certains gentilshommes[5]. Et ce n'était pas seulement des exactions de soudards affamés ou exaspérés puisque les officiers ont commis d'importants vols à leur profit : certains d'entre eux ont volé plusieurs milliers de bœufs, non point aux Turcs, mais à des régnicoles, et ils ont mené ces bovins hors du royaume[6], où la vente en était évidemment facile, puisque la Hongrie exportait chaque année de grande quantité de bétail. Dans ce cas, il s'agissait donc, de la part des officiers, de rapine pure et simple.

Pourtant les Hongrois reprochaient aux Allemands de s'en prendre aux personnes encore plus qu'aux biens. Ils ont commis contre les paysans

croate. SÉBEVILLE au roi, *Liste des troupes qui sont en Hongrie*, Vienne, 11 septembre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 279.

1. *Theatrum Europaeum*, Etat des régiments en Hongrie en 1687, t. XIII, p. 384-385. Le colonel d'un régiment de dragons n'était autre que le jeune prince Eugène de Savoie, qui avait succédé à son frère dans ce commandement.

2. L'empereur redoutait une révolte généralisée de la Hongrie, ce qui ne tarda pas à se produire. Il faudrait ajouter à ce contingent les 13 000 hommes stationnés en Transylvanie. G. E. RINCK, *Leopold...*, I, p. 208-209.

3. Les Hongrois n'engrangeaient point leurs récoltes, mais laissaient les gerbes en tas sur les champs ; ils battaient le blé au fur et à mesure de leurs besoins. Sur cette technique propre à la Hongrie, voir I. BALOGH, A gabona betakaritása a XVI-XVII században (L'engrangement des céréales aux XVI^e-XVII^e siècles), dans *Ethnográfia*, t. 68, Budapest, 1957, p. 270-291.

4. *Gravamina*, 1662, art. 2.

5. *Gravamina*, 1662, art. 3.

6. *Gravamina*, 1662, art. 4.

des homicides, des tortures, des viols, voire des meurtres après viol, si bien qu'ils ont exercé des violences pires que celles des Turcs[1]. Et ils n'ont même pas respecté le caractère sacré des églises en exerçant leurs passions coupables sur des personnes mineures et impubères qui s'étaient réfugiées dans ces églises ; ils ont même été jusqu'à couper en morceaux des enfants, et en ont jeté d'autres dans le feu[2]. Ces crimes concernaient uniquement les trois premières campagnes (1660-1662), alors que les Impériaux étaient des alliés venus, en principe, au secours des Hongrois contre les Turcs. Et ces descriptions ne sont en fait que des indications résumées, pour éviter les pertes de temps, mais les Etats pourraient produire les dépositions faites devant les chapitres et les préfets adjoints des comitats[3]. Il n'est donc pas étonnant que les paysans aient fui dans les bois lorsqu'ils apprenaient l'arrivée des Impériaux[4]. Il est encore moins étonnant que ces régiments se soient mal conduits quand ils ont pour mission, non de secourir une nation alliée, mais d'occuper un pays suspect, comme ce fut le cas à partir de 1670. Aussi les plaintes des députés, en 1681, ont-elles été réduites à l'essentiel. Exprimées en termes généraux, elles n'en sont pas moins éloquentes par omission : quelques plaintes sur les charges et les exactions qu'imposent les troupes, alors que l'ambassadeur Contarini a vu, à la même date, un gros volume qu'on a refusé de lui communiquer[5]. Mais qu'importe, c'était la même énumération de vols, de viols et de crimes. Tout au plus ces paladins de la Contre-Réforme se sont attaqués aux églises et au clergé ; non contents de bafouer le droit d'asile pour violer des vierges dans les églises, ils y ont pris les vases sacrés, ils ont molesté curés et chanoines[6]. Il est probable que le catalogue détaillé des plaintes n'aurait pas cédé en horreur aux meilleures descriptions de Grimmelshausen. Il faut bien admettre que la Hongrie, relativement épargnée durant la première moitié du siècle, connut, à quarante ans d'intervalle, les horreurs de la guerre de Trente Ans. En effet, dès 1662, les propriétaires se plaignaient de la fuite des paysans, qui essayaient d'échapper aux Impériaux en vivant comme des bêtes sauvages dans la montagne ou dans les forêts, où ils risquaient de mourir de faim. D'autres allaient se mettre sous la dépendance des Turcs dont ils attendaient un meilleur destin que de la part des Impériaux[7]. Les seigneurs s'inquiétaient, car cette fuite des paysans les menait à la ruine et le mouvement n'était toujours pas arrêté en 1681[8]. Aussi l'historiographie hongroise contemporaine est-elle d'avis que cette période 1660-1700 fut la plus catastrophique de l'époque moderne et contribua le plus à la dépopulation du pays[9]. Des régions épargnées

1. *Gravamina*, 1662, art. 2.
2. *Gravamina*, 1662, art. 3.
3. *Ibid.* Nous n'avons pas le dossier complet des exactions et des crimes de la soldatesque allemande.
4. Témoignage du secrétaire du duc de Brissac, cité par D. KOSÁRY, Français en Hongrie en 1664, *op. cit.*
5. Dépêche de CONTARINI, Vienne, 7 septembre 1681 ; *Dispacci*, filza 155.
6. *Gravamina*, 1681, art. 2.
7. *Gravamina*, 1662, art. 2.
8. *Gravamina*, 1681, art. 2.
9. J. KOVACSICS, *op. cit.*, *loc. cit.* F. MAKSAY, *Urbariumok*, Introduction.

par les guerres turques du XVI^e siècle furent ravagées, tandis que les régions de plaine étaient dévastées par les incessants mouvements de troupes et après 1685 par les quartiers d'hiver.

Comment expliquer ce paroxysme dans la catastrophe ? Il est indéniable que la présence permanente des gens de guerre était, en soi, une calamité, que connurent au XVII^e siècle la Champagne ou la Lorraine. Pourtant la présence de mercenaires ne suffisait pas à expliquer l'ampleur du phénomène, puisque, curieusement, leur comportement variait selon qu'ils étaient cantonnés en Hongrie ou bien dans les pays héréditaires. Dans ces derniers, les officiers étaient capables de maintenir la discipline et la troupe ne commit jamais de dégâts importants, tant qu'elle y prenait ses quartiers, mais dès qu'elle sortait des limites des pays héréditaires et qu'elle entrait en Hongrie, elle cessait brusquement d'observer une discipline quelconque et on lui donnait toute liberté d'agir contre les lois divines et humaines, comme en territoire ennemi[1]. Par conséquent il y avait différence de traitement entre les pays héréditaires (Autriche, Bohême) et le territoire hongrois, qui ne bénéficiait pas des mêmes avantages que les autres pays de la Monarchie autrichienne. Cette différence s'explique soit par l'hostilité, soit par le mépris. Considérait-on vraiment la Hongrie comme un pays de seconde zone, une espèce de colonie ? On serait en droit de le penser si l'on considère les théories de certains économistes autrichiens, comme Hörnigk, qui voulait profiter des barrières douanières pour faire de la Hongrie une réserve de matières premières et de denrées alimentaires à bon compte, tandis que les Hongrois seraient des clients tout indiqués pour les manufactures des pays héréditaires. N'était-ce pas la base même du pacte colonial ? Et l'empereur Léopold lui-même, généralement si bon, ne comprenait pas les Hongrois et les détestait cordialement ; il les trouvait *sauvages* (italien *bestiali*)[2]. Les milieux dirigeants de Vienne les tenaient pour brouillons, instables et les soupçonnaient de vouloir trahir l'empereur au profit de quelque puissance étrangère (France ou Turquie). Les militaires prétendaient d'ailleurs que leurs hommes étaient harcelés sans cesse par les paysans hongrois et il est certain que les Impériaux avaient le sentiment de n'être plus en pays ami dès qu'ils franchissaient la frontière hongroise. Ce facteur psychologique a joué un rôle indéniable dans le comportement des soldats, mais il est sûr également qu'à partir de 1670 il y avait dans les missions confiées aux Impériaux un *caractère politique* indéniable. Les Hongrois s'étaient révélés traîtres à l'empereur en s'alliant virtuellement aux Turcs et le gouvernement de Vienne pensait que le meilleur moyen de les mater était de leur imposer l'occupation militaire. C'était en particulier le point de vue de Montecuccoli, ministre de la Guerre, et, en 1670, celui du chancelier d'Autriche, Hocher. Il fallait occuper militairement le pays à condition que l'armée fût convenablement payée et nourrie, afin que le soldat ne fût pas obligé de piller. Mais comme les Hongrois étaient

1. *Gravamina*, 1662, art. 4.

2. Il s'agit de la correspondance privée de l'empereur avec le comte Jean Czernin et en particulier des lettres des 20 mai et 28 juin 1662. Z. KALISTA, *Korespondence císaře Leopolda I S... Janem Černinem (Correspondance de l'empereur Léopold I^er avec... Jean Cernin)*, p. 114 et 119.

isolés, politiquement, ils en viendraient à accepter les garnisons allemandes et, avec le temps, ils emprunteraient aux Allemands langue, coutumes et vêtements[1]. Hocher considérait donc l'occupation militaire comme un moyen de pression et en fait le meilleur moyen d'action dont disposait l'empereur pour imposer une politique de centralisation, de germanisation et de Contre-Réforme. Nous avons constaté en effet que l'empereur-roi manquait singulièrement de moyens d'action légaux puisque la majeure partie de l'administration échappait à son contrôle. Paradoxalement, l'ampleur des libertés hongroises obligeait le roi à employer la force au cas où il voulait se faire obéir, faute de disposer de moyens légaux.

L'entrée des troupes étrangères dans le pays était parfaitement illégale et l'Assemblée nationale la condamna vigoureusement en 1662 : la doléance majeure était l'introduction des troupes allemandes dans le royaume sans son consentement ; or cette introduction est d'une part la source des malheurs du royaume et d'autre part un danger pour la liberté dudit royaume, dont le maintien était le souci primordial des régnicoles. L'Assemblée rappelait que, conformément à la condition 13 du diplôme royal, les troupes étrangères n'avaient pas le droit d'entrer en Hongrie sans le consentement de l'Assemblée nationale[2]. Le gouvernement de Vienne se sentait si peu sûr de lui qu'il invoqua l'accord préalable donné par les grands officiers du royaume. Or ceux-ci niaient avoir donné leur accord, ils n'auraient été consultés qu'après la décision du Conseil privé de l'empereur, non sur le principe, mais uniquement sur les modalités ; ils auraient donc été mis devant le fait accompli[3], et c'était une infraction grave aux conditions du diplôme, bref, une violation caractérisée du droit d'Etat. En 1689, la condamnation de principe fut moins sévère, car le gouvernement de Vienne aurait pu invoquer les impératifs de sécurité, voire la *Verwirkungstheorie*, selon laquelle les Ordres ayant trahi leurs engagements en se révoltant le roi n'était plus lié non plus par aucun engagement. Aussi les Ordres se contentèrent-ils de réclamer le châtiment des officiers dont les troupes s'étaient livrées à de tels actes, demandes qui furent renouvelées avec insistance en 1687[4]. Dès 1662, pourtant, les Etats accusaient, après enquête, les officiers d'être les complices des crimes de la soldatesque et demandaient à l'empereur de punir les coupables et d'obliger les officiers à rendre justice aux régnicoles[5],

1. *Votum Domini Cancellarij Baronis Hocher occasione Hungaricae magnatum*, cité par O. REDLICH, Ein angeliches Gutachten des Hofkanzlers Hocher über die ungarische Magnatenverschwörung, dans *Beiträge zur Neuren Geschichte Österreichs*, t. IV, 1908, p. 121-122. MONTECUCCOLI développe un point de vue analogue dans son ouvrage *L'Ungheria nell' anno 1677*. Sur les aspects confessionnels de cette politique, J. BÉRENGER, *La Contre-Réforme en Hongrie de 1670 à 1681*, *op. cit.*

2. *Sine consensu Regni*. Il ne faut pas oublier que le Parlement est assimilé au *Regnum* et qu'il faut donc l'accord du roi et des deux chambres pour qu'il y ait *Consensus Regni*. La condition 13 du diplôme interdisait absolument l'entrée des troupes étrangères, *Gravamina*, 1662, art. 5.

3. *Gravamina*, 1662, art. 5.

4. Il s'agissait surtout du général Caraffa qui avait eu la main un peu lourde, en particulier à Prešov (Eperjes). Voir à ce sujet la dépêche de F. CORNARO, Presbourg, 27 décembre 1687 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 163.

5. *Gravamina*, 1662, art. 4.

conformément aux conditions 1 et 2 du diplôme de Léopold Ier[1]. Pourtant, sur ce point essentiel, les Hongrois n'eurent pas gain de cause, bien qu'ils fussent dans leur bon droit, et l'on put attribuer cet échec à la négligence calculée des autorités de Vienne, d'autant moins enclins à rétablir une stricte discipline que les désordres étaient un moyen de pression sur les Hongrois. Comme d'habitude, le Conseil de la Guerre n'avait pas pris en considération les horreurs évoquées plus haut et, comme d'habitude, il avait laissé faire, parce que cela arrangeait tout le monde à Vienne.

1. – L'ADMINISTRATION DE LA GUERRE

L'incurie du Conseil de la Guerre *(Hofkriegs Rath)* ne se manifestait pas seulement dans le domaine de la discipline, mais dans celui de l'entretien et de la défense des places frontières. Bien entendu officiers et soldats allemands des garnisons de la frontière commettaient mille exactions contre les populations du voisinage — en particulier en exigeant des charrois de la part des paysans[2], auxquels ils volaient leur bétail[3], tandis que les commandants allemands des forteresses ne respectaient ni les lois du pays, ni les privilèges de la noblesse. Les soldats au moins avaient une excuse : les soldes n'étaient pas payées. En 1662, la Diète signala que les soldats n'avaient rien touché ni en argent, ni en nature (en drap) « depuis plus de quatre ans »[4] en dépit de décisions antérieures et de dispositions financières qui auraient permis de remédier à la situation. Il en était résulté de graves désordres dans le service, préjudiciables à l'ensemble de la région frontière. Les soldats avaient en effet commis des rapines chez les paysans, y compris ceux de la zone tributaire des Turcs, de sorte que ceux-ci organisèrent les expéditions de représailles. Et les Ordres estimaient que les forteresses de Transdanubie étaient insuffisamment gardées, parce qu'il était malaisé de recruter des soldats auxquels le Conseil de la Guerre offrait des conditions de vie aussi précaires. Il faut donc partir d'un fait permanent, indéniable : les soldats n'étaient pas payés, et ils se débrouillaient au détriment des populations, à moins qu'ils ne désertassent purement et simplement. Toutes les armées de l'époque classique sont guettées par ces maux. C'est le mérite des Le Tellier d'avoir mis de l'ordre dans les armées du roi de France.

A qui doit-on imputer cette grave carence ? Les Etats accusent les officiers d'empocher les soldes et d'utiliser des passe-volants[5] pour aug-

1. Dans la condition 1, le roi s'engageait à respecter tous les fondements du droit d'Etat *(Constitutiones)* et plus spécialement la paix de Vienne de 1608, le diplôme des rois Matthias II et Ferdinand II, ainsi que la paix de Linz. Dans la condition 2, il s'engageait à recevoir les doléances.

2. *Gravamina*, 1659, art. 26, qui rappelle les décrets 14 de 1655 et 15 de 1609. Si les paysans refusent, les soldats les battent.

3. *Gravamina*, 1659, art. 11.

4. *Gravamina*, 1662, art. 17, rappelant les décrets 3 de 1655 et 2 de 1659. Le principe même de payer les soldats en drap avait été critiqué dans les *Gravamina* de 1655, art. 6, et de 1659, art. 3, parce que les soldats n'arrivaient pas à bien vendre ce drap et ne pouvaient donc acheter des armes ou des chevaux (doléance 6, 1655).

5. *Gravamina*, 1659, art. 3.

menter encore les effectifs, mais il est bien malaisé de mettre le doigt sur des cas concrets de malversations. En revanche, il est sûr que la défense permanente de la frontière est une lourde charge et l'administration de la guerre semble n'avoir pas toujours été à la hauteur de sa tâche. Vers 1670, les garnisons de la Frontière comptaient 11 444 hommes, à l'exclusion de la frontière de Croatie-Slavonie, qui dépendait du Conseil de la Guerre de l'Autriche intérieure[1]. Les effectifs comprenaient 3 724 fantassins hongrois, 4 491 hussards, 3 079 haïdous (infanterie légère hongroise) et 150 artilleurs[2]. Pour subvenir à leur entretien, l'Assemblée avait relevé de 50 % les tarifs douaniers et voté un demi-trentième supplémentaire qui s'ajoutait au trentième *ad valorem* perçu par tous les péages royaux. Néanmoins les pays héréditaires continuaient à voter, chaque année, de substantielles contributions pour l'entretien des forteresses, leur approvisionnement et la solde des troupes[3]. En dépit de ces efforts, mainte place semble en mauvais état : à Szecsén, l'enceinte était en ruine et devait être réparée ; à Pálangh, la tour poudrière est sans toit[4]. La forteresse de Nové Zamky, créée grâce à 50 000 florins donnés par le primat Lippay, restait inachevée. Les crédits prévus par le décret 5 de 1659 avaient été utilisés pour des dépenses courantes et la Diète réclamait à nouveau en 1662 l'achèvement de la forteresse[5]. A cette même date, les Etats attiraient l'attention sur l'état déplorable des défenses de Zenderö[6] et de Szalavár[7].

Même si les remparts étaient en bon état, le ravitaillement serait insuffisant pour soutenir un siège, perspective inquiétante alors que la reprise des hostilités se faisait de plus en plus menaçante[8]. En 1659, le roi et l'Assemblée décidèrent la création de magasins *(Provianthäuser)*[9] qui améliora incontestablement l'approvisionnement en vivres, mais l'artillerie restait mal dotée ; les places manquaient de canons, de mortiers, de poudre, de munitions[10] parce que ces produits étaient fort coûteux.

De toutes ces réclamations se dégage une fâcheuse impression, qui ne fait guère honneur au Conseil de la Guerre viennois. On a l'impression

1. Pour simplifier les données du problème, l'unité d'administration et de commandement avait été rompue après 1568, le Conseil de Guerre de Gratz (Inner-Österreichischer Hofkriegsrath) assurant, pour la Croatie-Slavonie, les mêmes responsabilités que celui de Vienne pour le reste de la frontière hongroise.

2. Chiffres donnés par le manuscrit italien n° 13340 de la Bibliothèque nationale autrichienne.

3. En 1661 la Diète de Basse-Autriche était invitée à voter 138 000 florins rhénans pour l'entretien de la Frontière. Art. 1 de la Proposition, *Theatrum Europaeum*, t. IX, p. 311. J. BÉRENGER, *Finances et absolutisme autrichien*, *op. cit.*

4. *Gravamina*, 1655, art. 2.

5. *Gravamina*, 1662, art. 21. En 1659, la Diète avait pourtant proposé 50 000 florins du fonds Dráskovich (doléance 6, 1659).

6. *Gravamina*, 1662, art. 22. La Diète rappelle que, selon le décret 40 de 1655, des crédits provenant de la donation Dráskovitch ont été affectés à la réparation de Zendekö.

7. *Gravamina*, 1662, art. 23. La Diète rappelle en particulier les décrets 4 et 12 de 1659, qui affectaient à cette place une fraction de la contribution militaire votée en 1655.

8. *Gravamina*, 1655, art. 3, et 1659, art. 4.

9. *Décret* 7, 1659.

10. *Gravamina* sans cesse renouvelée, art. 2, 1655, art. 4, 1659, et art. 19, 1662.

que l'administration allemande accumulait les négligences et qu'elle manquait de moyens. Pour y remédier, les Hongrois proposaient deux solutions contradictoires puisqu'ils réclamaient à la fois une aide accrue[1] de la part de l'Empire et des pays héréditaires et une autonomie encore plus complète de l'administration hongroise. Cette dernière exigence était en effet difficilement compatible avec la précédente, car celui qui paie aime généralement contrôler l'emploi des fonds distribués. Or, depuis que les Habsbourg étaient rois de Hongrie, ce problème était à l'origine d'un véritable dialogue de sourds entre Vienne et la noblesse hongroise. Celle-ci refusait par principe que les autorités hongroises fussent contrôlées par des organismes viennois. Aussi le litige était-il permanent et portait-il principalement sur la Chambre des Comptes et le Conseil de la Guerre.

La Chambre des Comptes de Vienne *(Kaiserliche Hofkammer)* avait été créée par Ferdinand Ier en 1528 pour surveiller et réorganiser l'exploitation des finances ordinaires *(Regalia)* aussi bien en Autriche que dans les royaumes de Bohême ou de Hongrie. Ce contrôle se traduisait par une correspondance régulière entre les Chambres de Vienne et de Presbourg, tandis que l'administration des villes minières, qui fournissait des revenus importants[2], dépendait directement de la Chambre des Comptes de Vienne, en dépit des demandes réitérées de la Diète pour que la Chambre de Kremnica fût replacée sous l'autorité directe de la Chambre de Presbourg[3]. Cette combinaison déplaisait aux Hongrois pour deux raisons. D'abord ils avaient l'impression que l'argent de l'Etat était mal employé et que le roi gaspillait en fêtes et en dépenses de Cour les revenus des mines[4]. Le gouvernement aurait pu objecter que les mines appartenaient au roi, non à la nation, et surtout qu'au total le roi dépensait largement le revenu des villes minières dans la défense de la Frontière, même si, pour des facilités de trésorerie, il donnait souvent des assignations sur la Chambre de Kremnica[5]. Par conséquent les critiques hongroises dans ce domaine étaient injustifiées, si elles l'étaient davantage dans les questions de compétence et de personnel. Même la Chambre hongroise finit par employer des étrangers, Allemands, voire Italiens, comme fermiers des douanes[6], tandis que les villes minières étaient envahies par les

1. C'est-à-dire l'attribution de tous les *Regalia* hongrois (revenus des villes libres, des péages et surtout des mines), des pays héréditaires et des princes d'Empire ; *Gravamina*, 1655, art. 1, 1659, art. 2, et 1662, art. 18.

2. Vers 1660, le revenu était en moyenne de 300 000 florins rhénans chaque année.

3. « Que les Villes des Montagnes du Royaume d'Hongrie ne soyent point séparées, ainsi qu'elles soient maintenues et confirmées ès leurs anciens privilèges. » Condition 9 du diplôme de Ferdinand II, traduction française, A.E. Paris, *C.P.* Hongrie, t. I, f° 18-21, répétée d'une façon moins vigoureuse dans le diplôme de Léopold Ier (également condition 9) et *Gravamina*, 1655, art. 7.

4. Le gaspillage des revenus de l'empereur est un de ces lieux communs moralisateurs que l'on retrouve sous la plume des nonces, des ambassadeurs vénitiens et de maints observateurs. Il ne résiste pas à l'examen des documents de la Chambre des Comptes de Vienne.

5. *Gravamina*, 1655, art. 7, et 1659, art. 8, correspondent à la pratique quotidienne de la Chambre des Comptes de Vienne. Cf. Vienne, Hofkammer Archiv, section Ungarn des Gedenkbücher.

6. *Gravamina*, 1659, art. 48, sanctionné par le décret 49 de 1659, qui donne aux régnicoles un droit de préemption et de rachat vis-à-vis des nouveaux arrivants.

Allemands. Il est indéniable que le personnel d'encadrement des mines était d'origine allemande (tandis que les mineurs étaient souvent des Slovaques). Personne ne se plaignait de cette organisation déjà ancienne, alors que l'introduction de fermiers allemands dans les douanes entraînait des abus, car ils cumulaient plusieurs offices, qu'ils négligeaient forcément et qu'ils faisaient administrer par des sous-ordres[1]. Et en 1681 la noblesse se plaignit de l'activité du fiscal hongrois Majlath et de ses subordonnés allemands ; ceux-ci refusaient de se soumettre à la législation hongroise ; bien plus, ils ont entrepris une série d'actions illégales contre la noblesse, en exigeant la production des droits et privilèges et en prononçant nombre de confiscations injustes[2]. On sait que cette action brutale et maladroite du fiscal a précipité une partie de la noblesse catholique dans l'opposition, voire la résistance armée et n'a pas peu contribué à l'échec de l'expérience « absolutiste » des années 1670. En fait cette implantation systématique d'officiers de finances d'origine allemande correspondait à une politique consciente, exprimée par Kollonich ; comme il n'était pas question de germaniser brutalement la Hongrie, même après 1683, le gouvernement de Vienne plaçait des cadres considérés comme sûrs, car il n'avait jamais eu confiance dans les Hongrois, dans la mesure où ceux-ci faisaient passer l'intérêt national avant le service du roi Habsbourg. Ce dernier espérait en revanche que des officiers allemands prêcheraient par l'exemple, et seraient des modèles de soumission et fidélité. Bien entendu, cette germanisation des cadres de l'administration était redoutée par les Hongrois et contrevenait à toutes les dispositions du droit d'Etat[3]. Les Hongrois, depuis la formation de l'Etat, au x^e^ siècle, se méfiaient beaucoup de certains étrangers et en particulier des Allemands qu'ils soupçonnaient vouloir contrôler le gouvernement de leur pays. A cet égard les textes élaborés depuis 1540 étaient sans ambiguïté, encore fallait-il que l'empereur eût l'intention de les appliquer, car la germanisation du personnel des finances était pour lui un moyen de contrôler l'administration du pays et d'y exercer enfin une autorité réelle, alors que le contrôle formel de la Chambre des Comptes de Vienne sur la Chambre hongroise était perpétuellement remis en question.

En 1655, les Ordres demandaient que la Chambre hongroise ne dépendît en rien de la Chambre des Comptes, qu'elle fût seule habilitée à administrer « le budget » hongrois, que toutes les recettes fussent affectées au paiement des garnisons et à l'entretien des places frontières[4]. Kollonich répondait à cette argumentation qu'une simple correspondance sans subordination aucune de la Chambre hongroise était, techniquement, impossible, car,

1. *Gravamina*, 1655, art. 7, et 1681, art. 7. Ils sont alors accusés d'incapacité et de malversation.

2. *Gravamina*, 1681, art. 7. Le fiscal (*causarum regalium director*, hongrois *Jogügyigazgatô*) était le seul juge dépendant du roi et en fait l'un des hommes de l'empereur dans le gouvernement de Presbourg. Gy. EMBER, *Magyar igazgatás*, p. 146-147.

3. Condition 3 du diplôme de Léopold I^er^, rappelant les décrets 41 de 1536, 8 de 1559, 9 et 10 de 1608, selon lesquels les Hongrois devaient diriger les affaires de leur pays. La condition 4 du diplôme réclamait l'attribution des commandements de la Frontière aux seuls régnicoles. Enfin la condition 17 du diplôme de Léopold I^er^ demandait à Sa Majesté de ne pas s'immiscer dans l'administration du royaume.

4. *Gravamina*, 1655, art. 7 ; la plainte fut renouvelée en 1659, art. 8, et en 1681, art. 7.

lorsqu'une importante affaire émanant des finances était évoquée devant le Conseil privé ou l'empereur lui-même, il fallait bien que la Chambre des Comptes étudiât le dossier et préparât un rapport[1]. Mais surtout il insistait sur le fait que la Chambre n'avait pas versé un florin depuis 1647 et que toutes les dépenses militaires étaient à la charge du roi[2]. La réponse de Kollonich montre que la Chambre hongroise avait une action limitée, puisque mines et impôt direct échappaient totalement à son contrôle ; seule l'administration de la fortune foncière du roi était de son ressort, et, en un temps où les confiscations se multipliaient, l'autorité de la Chambre se trouva singulièrement renforcée[3], sans pour autant atteindre celles d'un moderne ministère des Finances.

Les griefs des Hongrois contre le Conseil de la Guerre étaient encore beaucoup plus graves. Créé en 1556 par Ferdinand Ier, sa tâche essentielle, à l'origine, était précisément la défense de la Hongrie et, tout particulièrement, l'administration de la Frontière. Comme la défense de celle-ci dépendait de toutes sortes de bonnes volontés et que le Conseil privé ne pouvait, dans le détail, coordonner tous ces efforts, Ferdinand Ier en confia la responsabilité à une compagnie d'administrateurs[4], dont la compétence s'étendit par la suite à l'ensemble des armées de l'empereur. Les doléances de la Diète ont éclairé d'un jour peu favorable l'activité du Conseil de la Guerre, lui reprochant à la fois son ingérence dans l'administration hongroise et son incurie. Au lieu de mettre en état les places de la Frontière, le Conseil de la Guerre s'en prenait systématiquement aux libertés de la noblesse.

D'abord en citant devant lui des soldats hongrois qui ont eu le malheur d'exécuter des représailles contre les confins ottomans. Les accusés ont été emmenés à Vienne, arrêtés, traités comme des malfaiteurs et condamnés à des peines de prison. Or un tel traitement était contraire aux libertés de la noblesse, en même temps que déshonorant pour les autorités viennoises, puisqu'il était déterminé par des plaintes turques. Le Conseil de la Guerre semblait céder aux menaces de l'ennemi. Et puis les membres du Conseil connaissaient moins bien les réalités du pays que les Hongrois eux-mêmes ; c'est ainsi que Michel Orban a attaqué les Turcs pour défendre ses paysans et par conséquent a agi en tant que seigneur hongrois, non en tant que soldat du roi. Il n'avait donc pas à être soumis à une instance disciplinaire royale, mais comme tout gentilhomme hongrois au tribunal de la noblesse. C'est pourquoi la Diète demandait que, dans les questions de service, les Hongrois fussent jugés selon le règlement militaire et que dans les questions extérieures à l'armée ils fussent jugés

1. *Kollonich Opinio alicujus ad privata gravamina statuum et ordinum data*, § XII, Budapest, Bibliothèque universitaire, Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XXIII, f° 145-206.

2. *Ebenda*, chap. VIII, *ibid.*

3. Les décisions du fiscal devaient être sanctionnées par le collège d'administrateurs et de juges qui constituait la Chambre hongroise *(Camera Hungarica)*. Celle-ci comprenait, en 1662, 1 président (le comte E. Zichy), 5 conseillers et 18 officiers de moindre importance. Gy. Ember, *Magyar igazgatás*, p. 130.

4. En 1665, le Conseil de la Guerre comprenait 1 président (Don Hannibal Gonzaga), 3 conseillers et 30 officiers de moindre importance (dont 7 secrétaires). Vienne, H.K.A., *Hofzahlamtsbuch* n° 110, 1665.

selon les privilèges de la noblesse[1]. — Ensuite, en introduisant des contributions contraires à tous les privilèges du pays et de la noblesse et en particulier à la condition I du diplôme royal[2]. Car dès le moment où les régiments impériaux entrèrent en Hongrie, le Conseil privé décida qu'ils vivraient sur le pays ; l'accise ne représentait qu'une modeste partie des charges pesant réellement sur le pays, mais la nourriture et le logement des gens de guerre répartis entre les divers départements donnaient lieu à de multiples abus. En particulier, les officiers impériaux traitaient sans ménagement l'administration des départements ; les préfets adjoints, les juges et l'ensemble des nobles, lors des réunions d'assemblée de comitat, étaient houspillés comme des laquais[3]. L'argumentation des Ordres était évidemment très forte dans la logique du droit d'Etat, car depuis 1670 tout ceci se décidait sans l'accord des Hongrois. La contribution de 170 000 florins votée en 1678 par quelques notables était jugée illégale. Ainsi les intérêts matériels et les libertés à l'échelon départemental étaient, fait sans précédent, menacés. Il est inutile d'ajouter que les colonels et les officiers du Commissariat des Guerres continuèrent à lever des contributions jusqu'à la fin du siècle, puisque la noblesse se refusait à admettre le principe d'un impôt foncier réparti équitablement et que de toute façon ils usaient du droit du plus fort. — Enfin, en menaçant l'ordre social lui-même. Nous avons vu que le paysan hongrois se trouvait dans une étroite dépendance vis-à-vis de son seigneur et qu'il lui devait toutes sortes de prestations en nature et en travail. Or, le sort des paysans habitant la zone frontière et dépendant des châteaux royaux était bien meilleur ; s'il prenait le risque d'être attaqué par les Turcs, le paysan échappait à la corvée et à la plupart des charges que lui valait sa condition à l'intérieur du pays.

La Frontière comprenait d'ailleurs deux groupes sociaux privilégiés, qui fournissaient un « mauvais exemple » aux autres : les Haïdous au nord-est du royaume et les Valaques en Croatie. Les Haïdous étaient des soldats libres, recrutés au XVI^e siècle parmi les pâtres et les serfs dépossédés. En 1605, Etienne Bocskay en établit 15 000 hommes sur des domaines lui appartenant, dans la région de Debrecen. 25 000 paysans les rejoignirent rapidement. Des tentatives de répression de la part de la noblesse provoquèrent une vaste révolte paysanne en Hongrie orientale. Encadrés par des prédicateurs protestants, les Haïdous étendaient leur influence et en 1608 la noblesse dut faire appel à l'aide de l'empereur pour mater la révolte[4]. La Diète de 1608 reconnut les privilèges de ce groupe qui refusait systématiquement de faire la corvée, mais pas le service militaire pour le roi ou un seigneur[5]. Quelques années plus tard,

1. *Gravamina*, 1655, art. 4.

2. Elle reprenait et confirmait toutes les dispositions fondamentales du droit d'Etat, en particulier la paix de Vienne de 1608.

3. *Gravamina*, 1681, art. 4.

4. Voir A. BÉRES et Gy. MODY, *A Hajduság történetének és néprajzának irodalma (Littérature relative à l'ethnographie et à l'histoire des Haïdous)*, 1 vol., 51 p., Debrecen, 1955, ainsi que la mise au point de K. BENDA, Der Haiduckenaufstand in Ungarn und das Erstarken der Stände in der Habsburgermonarchie (1607-1608), dans les *Nouvelles Etudes historiques*, Budapest, 1965.

5. Condition 16 du diplôme de Léopold I^er. Voir sur la vocation militaire des

les capitaines de la frontière croate accueillirent et installèrent des Slaves orthodoxes, plus ou moins nomades, qui jouèrent le rôle de colons militaires, repeuplant des zones dévastées et fournissant des soldats aux garnisons. Dotés de privilèges en 1630 par la volonté du roi[1], les paysans libres appelés Valaques participèrent, eux aussi, aux révoltes paysannes qui troublèrent la Croatie-Slavonie entre 1653 et 1659, car ils voulaient défendre leurs privilèges, tandis que les autres paysans demandaient les mêmes libertés[2] et en particulier la suppression des corvées. Les Valaques constituaient une population instable et la requête essentielle de la Diète croate portait sur leur enregistrement et leur incorporation. Une commission des Etats avait bien été constituée en 1635 et installée à Varaždin, mais ses travaux se prolongèrent indéfiniment sans que le recensement vînt à son terme. Ainsi la Diète croate réclama-t-elle en 1655 la complète incorporation des Valaques, qui seraient placés sous sa juridiction[3]. En 1681, la situation n'était toujours pas réglée, en dépit des demandes répétées de la Diète croate en 1659 et 1662[4] et malgré les décrets royaux rendus dans ce sens (décrets 92 de 1659 et 62 de 1662). En fait l'immigration serbe ne cessa pas et elle était plutôt encouragée par les autorités impériales qui avaient ainsi un moyen de pression sur la noblesse, en protégeant ces hôtes turbulents et pas conformistes[5].

En effet, ces régions qui recelaient tant de paysans libres étaient par excellence des lieux de refuge, avec la complicité des commandants des garnisons et des généraux de la Frontière. C'était un des thèmes constants des doléances : que les commandants ne reçussent point les sujets des régnicoles (c'est-à-dire les paysans soumis à l'autorité d'un seigneur hongrois) qui se sont enfuis vers les confins et qu'ils restituassent ceux

Haïdous la suggestive étude à caractère comparatif d'I. Rácz, Les couches militaires issues de la paysannerie libre en Europe orientale (xv-xvii[e] siècle), in *Publicationes Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis*, Debrecen, 1964, p. 45-69.

1. D. Lj. Kasic, Prilozi za istoriju Statuta valachorum (Contribution à l'histoire du Statut des Valaques de 1630), dans *Spomenik Srpska Akademija Nauka I Umetnosti*, Belgrade, 1956, p. 106 et suiv.

2. E. Somogyi, A határőrvidéki privilégiumok hatása a paraszti osztályharc alakulására a xvii Században. Horvátországi parasztfelékelés 1653-59 (L'influence des privilèges des régions frontières sur le développement des luttes paysannes au xvii[e] siècle. Les insurrections paysannes en Croatie), dans *Történébmi Jzemle*, t. 5, p. 149-172, Budapest, 1962.

3. *Instructio pro Dominis Ablegatis ad modernam Diaetam Posoniensem*, Zagreb, 12 janvier 1655, art. 10 ; *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. 1, p. 197-202. La Diète y demandait l'exécution du décret 33 de 1635 et du décret 31 de 1649. En outre, la Diète demandait à l'empereur de ratifier le projet de traité avec les Valaques présenté dans l'instruction du 3 juillet 1651 (*ibid.*, art. 10). La Diète hongroise a transmis la doléance (*Gravamina*, 1655, art. 49).

4. *Instructio pro Dominis Ablégatis*, 1659, art. 7, *ibid.*, p. 237-240 ; 1662, art. 9, *ibid.*, p. 260-262, et 1681, art. 7, *ibid.*, p. 398-401. La Diète a également transmis les doléances en 1662 (*Gravamina*, 1662, art. 56).

5. Ils étaient accusés par les Etats de Croatie-Slavonie de désordres, vols, rapines car ces réfugiés bosniaques, souvent hors la loi en pays ottoman, n'avaient qu'un respect très relatif pour la propriété individuelle et le régime seigneurial (*Gravamina*, 1662, art. 57). Ils se sont en particulier attaqués aux biens de chapitre de Zagreb et ont pillé des maisons lui appartenant. *Instructio pro Dominis ablegatis*, Varaždin, 26 avril 1662, art. 10 ; *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 260-262, ainsi que *Gravamina*, 1662, art. 57.

qu'ils ont reçus ; qu'ils prissent enfin sérieusement l'affaire en main et qu'ils fissent ramener sous bonne garde les fugitifs, leurs biens meubles et leur famille[1]. Cette litanie se déroula tout au long du siècle ; elle montre le peu d'empressement du Conseil de la Guerre et de ses subordonnés à exécuter des décisions ayant valeur légale (décrets 56 de 1613, 48 de 1618 et 83 de 1649). Lorsque la noblesse croate réclama, une fois de plus, en 1681, la restitution des fugitifs, elle prit le soin d'expliquer que cet exode était désastreux parce que les domaines seigneuriaux de l'intérieur perdaient leurs laboureurs et que ces nouveaux venus donnaient de bien mauvais soldats, proies toutes désignées pour les razzias turques[2]. Pourquoi les autorités impériales n'accordaient-elles satisfaction que sur le papier ? A la fois par impuissance et par malveillance. Elles n'avaient aucun moyen matériel de les satisfaire. Les Haïdous avaient purement et simplement refusé d'appliquer le décret 43 de 1655 qui les obligeait à restituer les fugitifs, invoquant pour cela leurs privilèges[3]. Des paysans habitant les XIII comitats du Nord-Est se sont réfugiés en Transylvanie ; il ne semble pas que l'empereur ait mené à bien la négociation recommandée par la Diète de 1655[4]. Mais les autorités impériales ne paraissaient guère se soucier d'appliquer les peines prévues par la loi hongroise. Doit-on en conclure hâtivement que le gouvernement impérial était hostile au régime seigneurial ? Ce serait aller vite en besogne, et l'on pourrait interpréter cette attitude par l'hostilité générale des Allemands vis-à-vis de la noblesse hongroise : tout ce qui causait un préjudice à cette dernière réjouissait les autorités viennoises. C'est possible. En tout cas, il serait intéressant de pousser l'enquête et en attendant une constatation s'impose du point de vue de l'histoire sociale hongroise : la condition paysanne en Hongrie était beaucoup moins dure qu'en Bohême, parce que le paysan hongrois, pour peu qu'il eût l'esprit d'entreprise, pouvait toujours s'enfuir et se mettre sous la protection des commandants de la Frontière.

2. – La politique religieuse des Habsbourg

C'est le second point du contentieux austro-hongrois. Même si quantitativement il apparaît fort peu dans les textes que nous présentons, il cristallisait les oppositions entre la nation et le roi. Les succès de la Réforme avaient été, au XVI^e siècle, rapides et étendus, la génération de 1530 s'étant convertie en masse aux doctrines de Luther et les Eglises de la confession d'Augsbourg restèrent toujours solidement implantées dans la Hongrie septentrionale ainsi que dans les milieux urbains. Mais, fait plus original, la génération suivante passa au calvinisme pour des

1. *Gravamina*, 1655, art. 33.
2. *Instructio pro Dominis Ablegatis*, Zagreb, 15 avril 1681, art. 22 ; *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 398-401.
3. *Gravamina*, 1659, art. 70.
4. *Gravamina*, 1659, art. 33.

raisons qui sont encore mal élucidées aujourd'hui[1] ; vers 1590, la société hongroise était devenue en grande majorité protestante et le nonce à Prague estimait la cause du catholicisme désespérée. Pourtant, après 1608, l'Eglise catholique regagna nombre de positions perdues, grâce à l'action du cardinal Pázmány et des Jésuites. De nombreux magnats revinrent à l'Eglise romaine, si bien que vers 1650 le roi pouvait s'appuyer sur un parti catholique, particulièrement fort à la Chambre haute. Le but de la Maison d'Autriche était clair : obtenir le retour de la nation hongroise à la foi catholique, afin de réaliser l'unité religieuse de la Monarchie et s'assurer ainsi la fidélité des Hongrois, car on s'imaginait à Vienne que les protestants étaient des rebelles en puissance, alors que les catholiques demeureraient fidèles à leur roi. Ces belles illusions furent réduites à néant après 1664 puisque les principaux chefs de la conjuration étaient catholiques et que l'archevêque d'Esztergom, Georges Lippai, cautionna l'entreprise. Pourtant, jusqu'à la paix de Vasvár (1664), qui provoqua un véritable sursaut national[2], la noblesse était si profondément divisée par la question religieuse qu'il y eut rupture entre catholiques et protestants à la Diète de 1662. Toutefois, l'abandon par l'empereur de positions stratégiques essentielles suscita une réaction unanime dans la nation hongroise, qui chercha un moyen de se libérer et des Turcs et des Allemands. C'est que l'union entre la Hongrie et les Habsbourg reposait sur une communauté d'intérêts ; si ces derniers ne voulaient ou ne pouvaient plus assurer la sécurité des Hongrois, ceux-ci estimaient que le contrat était d'autant moins respecté que l'empereur cherchait à ruiner la liberté religieuse en Hongrie : les inconvénients de l'association risquaient donc d'être plus grands que les avantages. Pendant longtemps les catholiques hongrois s'étaient imaginé que ces libertés politiques et ces libertés religieuses pouvaient être dissociées et que les doléances à caractère religieux ne devaient pas, conformément aux dispositions de 1604, être intégrées dans les doléances générales. Ce principe était encore respecté après 1650, si bien que les Etats évangéliques, en 1662, quittèrent Presbourg et allèrent se réunir à Prešov. A ce moment, les magnats catholiques, dirigés par le palatin, appuyaient à fond le clergé hongrois et la politique viennoise. En revanche, lorsque, après 1670, les catholiques eurent compris que l'empereur ne respecterait pas plus les libertés politiques que les libertés confessionnelles, tous les députés présents à Sopron, protestants modérés et catholiques, firent bloc et réclamèrent le rétablissement des libertés traditionnelles exposées dans le diplôme de Léopold Ier[3] :

« A l'occasion de la présente Diète, les Etats et ordres pensent que le problème de la religion doit être résolu gracieusement par Sa Majesté ; que les Etats catho-

1. K. Benda, La Réforme en Hongrie au XVIe siècle, *Actes du Colloque d'historiens franco-hongrois*, tenu à Paris, mars 1968.

2. Bien que l'armée turque ait été vaincue par les contingents commandés par Montecuccoli, l'empereur signa et ratifia la paix de Vasvár (10 août 1664) qui abandonnait à la Porte des positions stratégiques essentielles comme les forteresses d'Oradea et de Nozé-Zámki. Cette paix fut jugée comme un abandon scandaleux non seulement par les Hongrois mais par l'opinion européenne tout entière.

3. Condition 6 du diplôme : que la liberté religieuse soit maintenue et que l'exercice

liques comme les Etats évangéliques s'en tiennent donc à la décision du diplôme de Sa Majesté »[1].

Le texte de 1681 marque un immense progrès dans la mesure où, à l'exception de quelques prélats et des Jésuites, catholiques et protestants tombaient d'accord pour réclamer l'exécution intégrale du diplôme royal[2]. Il faut noter cependant que l'existence d'Etats *évangéliques* n'avait jamais eu de sanction légale dans le droit d'Etat hongrois qui ne reconnaissait que les « Etats et Ordres », structurés selon la manière que nous avons décrite plus haut. Chaque membre des Etats avait le droit de pratiquer la religion de son choix, sans être pourtant autorisé à se regrouper avec les autres privilégiés appartenant à la même confession, car ce processus de regroupement divisait en fait la nation hongroise et risquait, à la longue, d'en ruiner l'unité. Pourtant les nécessités pratiques obligeaient les protestants à se réunir à part et à présenter des suppliques à caractère privé[3]. En 1662, comme le premier ministre Portia se refusait à écouter leurs doléances, les protestants crurent nécessaire de faire sécession, tandis que la majorité catholique[4] prenait quelques résolutions à Presbourg. Si l'on s'en tient aux seules doléances admises par le roi et les catholiques, la Diète de 1662 paraît avoir été anodine ; cette rupture révélait pourtant les progrès d'une crise profonde qui menaçait l'unité nationale. Tout en feignant de préserver cette unité, le gouvernement de Vienne favorisait le parti catholique. Celui-ci comprenait alors une bonne partie des magnats qui se sont retrouvés, trois ans après, impliqués dans une conjuration anti-autrichienne. Le palatin lui-même était un défenseur convaincu de la religion catholique dans les négociations avec les Etats évangéliques et apparaissait alors comme le meilleur allié de Portia. François Nádasdy était à ce moment très apprécié par la Cour de Vienne, car il convertit de force au catholicisme les paysans de ses domaines. Aussi le parti catholique était-il, en 1662, incomparablement plus fort qu'il ne l'était au début du siècle ou qu'il ne le sera vers 1680, car il ne se réduisait pas à un groupe de prélats (souvent sans évêchés), appuyé par quelques centaines de jésuites. Le pari du cardinal Pázmány était en train d'être gagné : l'Eglise romaine récupérait les cadres de la nation, qui se chargeaient de ramener au catholicisme les masses paysannes ; la Maison d'Autriche, dans l'opération, gagnait sur tous les tableaux, puisqu'elle affaiblissait, en la divisant, la nation hongroise, et qu'elle se gagnait un parti catholique, *a priori* bien disposé à son égard. C'est pourquoi son souci de l'unité hongroise n'était qu'apparence trompeuse ; tout au plus pouvait-elle redouter les agissements de quelques protestants irréductibles

de la religion soit autorisé pour tous les Etats et Ordres, ainsi que sur le domaine du roi (pour les soldats). Elle reprenait en particulier les dispositions de la paix de Vienne et la condition 6 du diplôme de Ferdinand II.

1. *Gravamina*, 1681, art. 6.

2. SÉBEVILLE au roi, Vienne, 24 avril 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 122-123.

3. *Acta Diaetalia*, 1655-1659 : *Gravamina Statuum et Ordinum Evangelicorum Suae Majestati die 24a Septembris A. 1659 humillime praesentata.*

4. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 9 septembre 1662 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 121.

et l'empereur ne se gênait pas pour couvrir de son autorité royale toutes les irrégularités que commettaient les magnats catholiques à l'égard des Eglises, des pasteurs et des fidèles protestants. Ainsi en 1659, les Etats évangéliques se plaignaient que des temples qui leur avaient été restitués après la paix de Linz aient été repris par la force, tandis que des ministres protestants étaient expulsés. Le problème était fondamental, dans la mesure où des masses se laissaient guider, même dans les affaires de conscience, par les autorités supérieures, seigneur et pasteur (catholique ou protestant). Si le seigneur était catholique et s'il parvenait à réinstaller dans une paroisse protestante un prêtre catholique, pourvu des bénéfices suffisants pour que celui-ci vécût normalement, la partie était à peu près gagnée. C'est pourquoi la lutte autour des édifices du culte et des revenus qui leur étaient attachés prenait une allure aussi âpre. Les doléances des protestants, en 1659, contenaient une longue énumération, comitat par comitat, des églises qui leur furent prises illégalement. Et lorsque seigneurs et pasteurs catholiques rencontraient des paysans récalcitants, le tribunal seigneurial leur fournissait des moyens de pression ; les tribunaux, *sous couleur de procès réguliers*, prononçaient des confiscations, la procédure étant rendue plus facile si le préfet adjoint du comitat était catholique, comme c'était fréquemment le cas en Slovaquie occidentale ou en Transdanubie.

La rupture entre la noblesse et le roi modifia cette situation et le roi fut contraint d'agir par lui-même : les autorités de la Chambre de Presbourg et les régiments impériaux stationnés en Hongrie favorisèrent l'action des Jésuites qui obtinrent, dans les villes, de nombreuses conversions plus ou moins spontanées, tandis que les tribunaux d'exception condamnaient aux galères ou au bannissement quantité de prédicateurs luthériens et calvinistes. La période postérieure à 1670 peut être considérée une époque de véritable persécution[1]. Celle-ci était justifiée, à Vienne, par la *Verwirkungstheorie* et par l'ouvrage de G. Barsony, *Veritas toti mundo Declarata*, qui déniaient au diplôme royal de Léopold Ier toute valeur légale. La *Verwirkungstheorie* était très en honneur dans les milieux gouvernementaux, parce qu'elle avait fait naguère ses preuves en Bohême : le roi avait pris des engagements vis-à-vis de la nation hongroise qui n'avait point tenu les siens, en se rebellant ouvertement et en faisant appel à l'aide des ennemis de l'empereur. En conséquence, ce dernier n'était plus tenu à rien et en particulier n'était plus lié par le diplôme royal. L'argumentation de G. Barsony était plus subtile, et avait la faveur du clergé hongrois ; elle tendait à démontrer que les clauses religieuses du diplôme royal n'avaient aucune valeur légale, pas plus que les paix de Vienne et de Linz, parce que le roi avait agi sous la contrainte. Il était donc juste qu'il annulât toutes ces dispositions du droit d'Etat.

L'empereur avait peut-être, à l'origine, quelques chances de faire triompher sa politique brutale. Seulement, il entreprit simultanément la réorganisation de l'Etat et même de bons catholiques se rendirent alors compte que libertés religieuses et libertés politiques étaient insé-

1. J. BÉRENGER, La Contre-Réforme en Hongrie au XVIIe siècle, *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, 1973.

parables ; au cas où les Impériaux triompheraient de la minorité protestante, ils en auraient vite fini avec le statut particulier du royaume. Aussi est-ce d'un commun accord que les doléances des protestants furent introduites dans les doléances générales présentées en 1681. De l'avis même de l'évêque de Vienne, toute la négociation portait sur le rétablissement du diplôme royal, contre lequel le clergé catholique avait protesté en 1655. Mais l'argumentation de Barsony et des Jésuites n'avait aucun fondement juridique puisque le diplôme comportait la stipulation « nonobstant la protestation du clergé ». Cependant le gouvernement de Vienne n'avait pas rejeté formellement la *Verwirkungstheorie* et le président hollandais Hamel Bruynincx n'était pas très optimiste quant à l'issue des négociations[1]. L'empereur fit de larges concessions dans la résolution en XIV points, du 27 septembre 1681[2], qui ne rétablit pourtant pas entièrement le diplôme royal de 1655. Les protestants ne purent en obtenir davantage, de sorte qu'il s'agit plutôt de concessions octroyées que d'un compromis négocié[3]. Les garanties accordées aux protestants n'en étaient pas moins substantielles : 1) La pacification de Vienne était confirmée et particulièrement l'article premier. 2) Catholiques, luthériens et calvinistes, qu'ils fussent magnats, nobles, bourgeois des villes royales, soldats ou habitants des confins, pouvaient conserver la religion qu'ils professaient. 5) Dans les lieux où la liberté de culte était accordée, il n'était pas permis de troubler les pasteurs, encore moins de les chasser. 6) Toute occupation d'églises protestantes était dorénavant interdite. 7) Les temples occupés depuis 1670 demeureront entre les mains de ceux qui les possèdent en 1681, ainsi que les bénéfices attachés à ces églises. 8 à 10) Les villes royales sont autorisées à construire des temples protestants, Presbourg, la capitale, dans un faubourg, et Sopron, Bardejov, Levoča, Prešov, Košice dans la ville même. 12) Les nobles luthériens et calvinistes sont autorisés à édifier un oratoire dans leur château. 13) La religion catholique peut être exercée partout librement. 14) Tout litige en matière religieuse sera porté devant le roi[4]. Ce dernier point était évidemment le plus controversé[5] car il permettrait à l'empereur de faire la sourde oreille s'il le voulait et, au lieu de contribuer à l'apaisement, donnerait au gouvernement de Vienne la possibilité de laisser occuper les églises et chasser les pasteurs. On risquait donc de revenir à la situation antérieure à 1670. Certes, les protestants avaient beaucoup perdu au cours de la décennie qui venait de s'écouler ; les cadres avaient été durement frappés par la persécution et de nombreux pasteurs vivaient en exil. Quantité d'églises confisquées grâce au zèle de Kollonich ne seraient jamais rendues, car l'empereur avait eu la sagesse de ne pas prendre d'année référence, qui

1. Dépêche de G. Hamel Bruyningcx aux Etats généraux des Provinces-Unies, Sopron, 21 août 1681. G. Van Antal, *Weensche Gezantschaps Berichten*, t. I, p. 271-272.
2. *Acta Diaetalia*, 1681, *Diarium Diaetae*, 27 septembre 1681.
3. Hamel Bruyningcx aux Etats généraux, Sopron, 4 décembre 1681 ; éd. Van Antal, t. I, p. 305.
4. *Acta Diaetalia*, 1681, *Diarium Diaetae*, *Declaratio*, Budapest, O.L., P 287, *Forgách Család Lévéltára, Országgyülés Irómányai*, fasc. 21.
5. Dépêche de D. Contarini, Vienne, 19 octobre 1681 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.

eût été inévitablement la source de nouveaux conflits ; les villes étaient devenues en majorité catholiques, et les Jésuites avaient obtenu des milliers de conversions, plus ou moins sincères. Mais si la Contre-Réforme avait indiscutablement marqué des points, la grande pensée du règne était vouée à l'échec et Léopold Ier ne réaliserait pas l'unité de ses Etats par la religion. Il devait reconnaître, comme ses prédécesseurs, l'existence de minorités protestantes en Hongrie, quatre ans avant la signature de l'Edit de Fontainebleau. Les historiens d'Europe centrale voient, dans les décisions prises à Sopron, le recul indéniable du protestantisme par rapport à ce qu'il était en 1580. Il faudrait pourtant apprécier le fait que l'existence légale du protestantisme ait été reconnue après une crise grave qui l'avait mise en question, qui plus est, par un prince dont le but avoué était le retour de *tous* ses sujets au catholicisme, « la seule religion capable d'apporter le salut » aux âmes[1]. Il s'agissait donc cette fois d'une victoire indiscutable des Ordres qui conservèrent le droit de professer et de pratiquer la confession de leur choix. Le principe ne fut plus jamais remis en question, même si, au XVIIIe siècle, les protestants furent pratiquement exclus des emplois publics jusqu'à l'Edit de Tolérance de 1781. Par conséquent, l'article 6 des doléances de 1681, dans la mesure où il fut pris en considération et sanctionné par le roi, joua un rôle considérable dans la vie politique et religieuse du peuple hongrois. Grâce au compromis de Sopron, le calvinisme hongrois demeurait un facteur non négligeable de la vie culturelle hongroise. L'existence légale d'une importante minorité protestante conférait un trait original à ce pays dans l'ensemble de la Monarchie autrichienne.

3. – Place de la Hongrie dans la Monarchie autrichienne

Nous avons vu plus haut que la seconde moitié du XVIIe siècle correspondait à une défaite des Ordres dans leur volonté de maintenir les liens les plus lâches possible avec les pays tchèques et autrichiens, puisqu'à partir de 1687 la Hongrie devint elle aussi pays héréditaire et s'intégra davantage dans le patrimoine de la Maison d'Autriche. Néanmoins les relations entre l'Etat hongrois et les autres pays de la Monarchie d'une part, l'Etat hongrois et les autorités de Vienne d'autre part ont toujours été délicates, tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Sur le plan politique, les Ordres cherchaient à obtenir la plus grande autonomie possible et le régime idéal eût été la stricte union personnelle. Mais toute coopération pose des problèmes de relations que les Hongrois auraient voulu voir se développer sur le plan de l'égalité la plus complète ; ils rejetaient par principe toute subordination vis-à-vis des autorités de Vienne parce que celles-ci étaient étrangères au pays et, en cas d'absolue nécessité, pour les affaires militaires et la diplomatie ils réclamaient avec

1. Selon la formule officielle des actes concernant les pays héréditaires : « die Alleinseelig Machende Religion ».

insistance la participation de conseillers hongrois dans toute question concernant la Hongrie. Leurs revendications portaient essentiellement sur une réforme du Conseil de la Guerre et la nomination d'un résident hongrois à Constantinople.

En 1655, la Diète a demandé que la composition du Conseil de la Guerre fût élargie et que le roi voulût bien y nommer des conseillers hongrois[1]. Il est en effet intéressant de noter que les Conseils de gouvernement (Chambre des Comptes, Conseil de la Guerre, voire Conseil privé) ne comportaient, au XVII^e siècle, aucun personnel hongrois. Même des gens comme Nádasdy (avant 1668 et sa demi-disgrâce) ou le palatin Eszterházy, qui en principe jouissaient de la faveur du roi, ne siégeaient jamais au Conseil privé, bien qu'ils portassent le titre de conseiller d'Etat *(Geheimer Rat)* ; ils étaient convoqués uniquement si l'ordre du jour du Conseil portait sur les affaires hongroises. Mais cette discrimination ne provenait pas uniquement de la volonté du prince. En 1559, Ferdinand I^er, au moment où il se vit contraint de créer une administration de la guerre commune à tous ses Etats, institua le Conseil de la Guerre, où il offrit une participation aux Hongrois. Ces derniers pratiquèrent alors la politique du pire et refusèrent de siéger dans un Conseil auquel ils déniaient toute autorité sur les armées et les forteresses hongroises. L'administration de la guerre s'organisa sans eux, et, parfois, contre eux, si bien qu'ils sollicitèrent comme une faveur ce qui leur eût été accordé volontiers un siècle auparavant. Toutefois, le vœu de la Diète ne fut suivi d'aucune espèce de réalisation. C'est pourquoi les Ordres revinrent à la charge en 1659 ; ils demandaient que ses conseillers fussent choisis par la Diète[2], ce qui était inacceptable pour le roi, car les membres de ce Conseil étaient des « techniciens » nommés par l'empereur, qui échappaient au contrôle des assemblées d'Etats. Comme en 1655, cette demande ne fut point suivie d'effet, et les mercenaires hongrois de la Frontière continuèrent à être administrés par le Conseil de la Guerre.

Les Ordres prétendaient en outre contrôler la politique générale de l'empereur, au moins dans le domaine des relations hungaro-turques et d'une façon plus générale dans les relations avec les Etats voisins de la Hongrie. Ainsi, en 1659,

« ils ont obligé l'Empereur d'envoyer un ambassadeur hongrois au Roy de Pologne et à la République pour demander le dédommagement que nostre armée leur a fait[3] ; ils ont desia escript au Roi et à la République. L'Empereur leur a promis d'envoyer mais c'est de quoi il ne se soucie guère, l'archevêsque de Strigonie (c'est-à-dire Esztergom) primat du Royaume et Veselini *(sic)* palatin s'opposent à cela... il leur a fallu céder à la multitude »[4].

On voit donc que sur des points mineurs la Diète qui, ne l'oublions pas, avait reçu des instructions dans ce sens de la part des comitats,

1. *Gravamina*, 1655, art. 4.
2. *Gravamina*, 1659, art. 10.
3. Au cours de la guerre polono-suédoise, des partis de cavalerie polonaise avaient envahi la région de Košice et commis des dégâts, bien que l'empereur fût l'allié officiel du roi de Pologne.
4. Lettre de M. de SAINT-MARTIN (gentilhomme au service de la reine de Pologne), Presbourg, 25 novembre 1659 ; B.N. Paris, manuscrit français 13020, f° 309-310.

pouvait obliger le roi à agir. Et comme les relations avec la Porte étaient les plus importantes pour les Hongrois, ceux-ci demandaient à être représentés en permanence par un résident de leur nation, parce que, disaient-ils, l'ambassadeur impérial ne connaissait pas bien les problèmes de leur pays et surtout parce que les Turcs n'accordaient aux Hongrois aucune représentativité. Ils traitaient en effet uniquement avec l'empereur, considéré comme le roi des Allemands. Or, les incursions turques contre la Hongrie royale étaient permanentes : car les Ottomans cherchaient à étendre la zone tributaire. C'était le pacha d'Eger qui dirigeait les opérations contre la Haute-Hongrie ; en 1651, il a attaqué Košice et pillé trois cantons de comitat d'Abaúj. En 1652, il s'est avancé jusqu'à Tokay et il a emmené plus de 100 personnes en captivité ; parmi celles-ci, il y avait 5 nobles qui durent payer, chacun, une rançon de 40 000 rixdales *(Reichsthaler)*, tandis que les autres captifs étaient vendus comme esclaves pour 200 000 florins hongrois[1]. Devant la passivité des autorités royales qui n'ont pas renforcé les garnisons, trois comitats (Hont, Zala et Bors) ont préféré payer un tribut annuel de 35 000 florins[2]. En Transdanubie, les Turcs commettaient les mêmes méfaits. Ils ont emmené en une fois 500 habitants en captivité et se sont attaqués aux bergers qu'ils ont fait prisonniers ou tués sur place[3] ; dans cette région le but des Turcs était également de percevoir un tribut annuel d'au moins 100 florins par noble[4]. Devant de telles mesures d'intimidation, les Hongrois voudraient bien que le gouvernement de Vienne réagît, soit par la voie diplomatique, soit militairement. C'est pourquoi ils renouvelaient sans cesse leur demande relative au résident hongrois à Constantinople : outre la condition 3 du diplôme royal[5], aux termes plus généraux, les doléances 41 de 1665, 9 et 10 de 1659 ont été renouvelées en 1681 (article 1), car les décrets 50 de 1655 et 13 de 1659 n'ont jamais été appliqués. Et ces demandes reprenaient des vœux exprimés au cours de la première moitié du siècle. Vœux sanctionnés par des décrets royaux en 1618, 1630, 1647 et 1649[6], qui accordaient effectivement l'envoi d'un résident hongrois auprès de la Porte.

A la vérité, nous sommes en présence d'une question fondamentale pour la structure de la Monarchie autrichienne. Kollonich répondait à la revendication hongroise, en 1681, qu'il faudrait, dans le cas où l'on nommerait un résident hongrois, envoyer également des représentants de l'Empire et des pays héréditaires, qui contribuaient, eux aussi, à la défense de la Hongrie[7]. C'était une démonstration par l'absurde, car, au XVII^e siècle, un ambassadeur représentait la personne de son souverain qui n'avait pas à entretenir des agents pour chaque pays qu'il gouvernait.

1. *Gravamina*, 1655, art. 1.
2. *Gravamina*, 1659, art. 9.
3. *Gravamina*, 1659, art. 9.
4. *Gravamina*, 1655, art. 1.
5. Que les affaires concernant la Hongrie soient traitées par des Hongrois ou que ceux-ci au moins soient consultés au préalable.
6. Il s'agissait plus précisément des décrets 39/1618, 36/1630, 54/1647 et 7/1649.
7. *Opinio alicujus ad privata gravamina*, § 2, Budapest, Bibliothèque universitaire, Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XXXIII, f° 145-206.

Mais surtout la direction de la politique générale et de la diplomatie était une des rares prérogatives royales indiscutées qui demeuraient dans les mains des Habsbourg de Vienne et ces derniers n'étaient pas décidés à s'en dessaisir sous quelque prétexte que ce fût. Si la demande hongroise avait été honorée, la Hongrie eût été pleinement indépendante et il n'est pas sûr que les intérêts communs eussent été garantis, car les Hongrois auraient très bien pu négocier dans un sens défavorable à l'ensemble de la Monarchie ; en 1681, par exemple, ils voulaient que l'empereur rendît tout le royaume tributaire des Turcs, qui, sans cela, ne les laisseraient pas en paix ; cela durera « quelques années pendant lesquelles le pays se racommodera qui est tout ruiné, et tout en friche »[1]. Il était clair que, dans ces conditions, les pays héréditaires seraient directement menacés. La Hongrie aurait peut-être un répit, mais au prix de la sécurité de ses voisins. Chacun pouvait légitimement chercher à défendre ses intérêts, il appartenait au souverain de trancher, d'arbitrer, d'orienter la politique générale de l'ensemble, même s'il ne disposait pas toujours des moyens nécessaires à l'exécution de cette politique. La revendication hongroise était dangereuse pour tous et le gouvernement de Vienne utilisa la tactique qui lui était chère : gagner du temps en ne tenant pas ses promesses. Cette affaire est caractéristique de l'attitude royale vis-à-vis de la noblesse ; le gouvernement de Vienne faisait des concessions sur le papier, pour aboutir aux moindres frais à la dissolution de la Diète ; une fois l'Assemblée séparée, il n'exécutait pas le décret accordé et la Diète suivante n'avait plus qu'à renouveler son vœu, répéter sa doléance qui aboutissait à un nouveau décret, tout aussi mal exécuté. Cette tactique, bien connue des Hongrois, les exaspérait, particulièrement dans le domaine religieux, où le roi, jusqu'à 1662, passa son temps à promettre l'exécution de la paix de Vienne ou du diplôme royal, tout en laissant le parti catholique mener une politique de violences illégales contre les protestants. Si cette tactique détériorait les rapports entre la noblesse et le roi, elle permettait pourtant à ce dernier de maintenir ses positions.

Inversement, dans le domaine économique, le gouvernement de Vienne se refusait à agir et respectait effectivement l'autonomie des différents pays, au détriment, il est vrai, de la Hongrie royale. L'économie hongroise était caractérisée par une prépondérance écrasante du secteur primaire et par une situation géographique extrêmement défavorable par rapport au marché européen.

Les mines de cuivre et d'argent ne posaient aucun problème ; administrées par des officiers de la Chambre des Comptes, elles écoulaient tout naturellement leur produit dans les ateliers monétaires, les arsenaux, voire chez les orfèvres travaillant pour l'empereur. Dans un siècle où le métal monnayable se faisait rare, cette production, modeste par rapport à celle de l'Amérique, n'en était pas moins la bienvenue.

En revanche, la production agricole était malaisée à écouler par suite de la concurrence des pays voisins. Comme partout ailleurs en Europe, l'activité de base était la céréaliculture (froment, seigle, méteil, avoine,

1. SÉBEVILLE au roi, Vienne, 11 septembre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, t. 50, f° 275.

orge) destinée à nourrir les populations ; comme partout, le paysan pratiquait la jachère, dans un système d'assolement triennal ; mais, heureuse exception, les Hongrois semblent n'avoir point souffert de la faim, car les rendements étaient relativement bons et la densité de population faible. En cas de famine en Italie, les grands propriétaires de Slavonie tentaient même d'exporter des grains vers la péninsule, bien que les communications fussent malaisées. Les vrais produits d'exportation étaient le vin et le bétail (ovins, bovins et chevaux). Depuis l'avance ottomane dans les Balkans, la plupart des marchés traditionnels de la Hongrie s'étaient fermés et les producteurs devaient se tourner vers l'Europe centrale ou méditerranéenne. La faible densité de population permettait l'élevage extensif des bœufs et des chevaux, dont l'exportation rapportait gros aux nobles qui se livraient à l'élevage et au commerce. Cette activité avait frappé E. Brown qui écrivait vers 1670 :

« On y voit encore beaucoup de moutons, qui portent dans plusieurs provinces de grandes cornes et de la laine tout à fait bien prisée. Ils y nourrissent aussy une si grande quantité de bœufs, qu'on croit qu'ils en envoient tous les ans près de cent mil dans l'Italie, dans l'Allemagne et dans tous les païs circonvoisins ; et on dit ordinairement qu'ils en ont assez pour en fournir à la plus grande partie de l'Europe »[1].

Seul le gouvernement de Gratz semble avoir empêché la libre circulation des bovins en direction de l'Italie[2], les capitalistes viennois ayant au contraire cherché à en monopoliser le commerce par la voie du Danube :

« On a donné un privilège à la Compagnie de l'Orient, qui est établie à Vienne, pour en faire venir ce qui est nécessaire pour cette ville »[3].

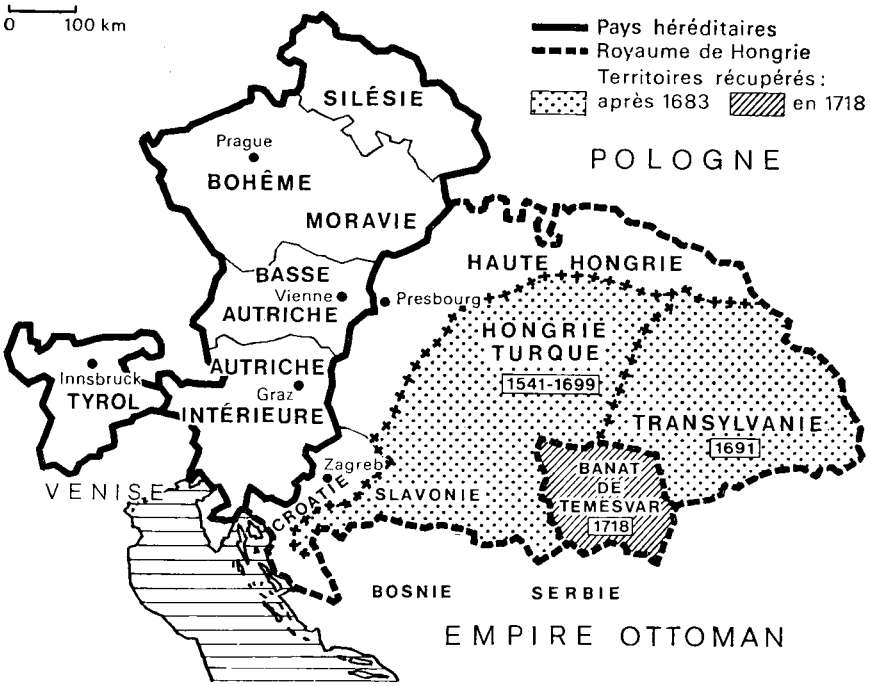
Il est probable cependant qu'une partie des bestiaux passant par Vienne ne faisait que transiter, même si la consommation de viande d'une ville riche et peuplée était importante.

Les vins hongrois étaient l'objet d'une prohibition générale parce qu'ils représentaient une sérieuse concurrence pour les vignerons autrichiens. Le XVII^e siècle vit se développer partout, en Europe centrale, la culture de la vigne qui avait l'avantage d'occuper une main-d'œuvre abondante, tout en fournissant un produit de valeur, aisément négociable. L'exportation des vins représentait pour les Hongrois une source appréciable de profits et, dans ce cas, pas seulement pour les grands propriétaires fonciers, mais aussi pour les vignerons de la région de Tokay par exemple. Seulement les débouchés étaient situés principalement dans l'Europe du Nord et la voie de transit la plus commode demeurait le

1. Edward BROWN, *op. cit.*, p. 18.

2. Pierre de BONZI (évêque de Béziers et ambassadeur de France à Venise) au roi, Venise, 28 juillet 1663 ; A.E. Paris, *C.P.* Venise, vol. 83, f° 164-175. D'autre part, la Diète croate réclame la libre circulation des bovins par Buccari près de Fiume. Instructions de 1655 (art. 12), 1659, 1662, 1681.

3. E. BROWN, *op. cit.*, p. 19. La Compagnie de Commerce avec l'Orient *(die orientalische Handels-Kompagnie)* a fait l'objet de nombreuses études autrichiennes, en particulier celle de H. HASSINGER, Die erste Wiener Orientalische Handels-Kompagnie 1667-1683, dans *V.S.W.G.*, t. 35, 1942. J. BÉRENGER, *Finances et absolutisme autrichien*, *op. cit.*



Les accroissements territoriaux de la Monarchie (1650-1700)

Danube. Les Etats de Basse-Autriche voyaient ce transit d'un mauvais œil, car ils espéraient s'emparer des mêmes marchés et le meilleur moyen était d'éliminer les concurrents gênants en leur interdisant purement et simplement le transit à travers leur territoire. C'est le sens qu'il faut donner à l'édit impérial de 1649 interdisant l'exportation de vins hongrois dans les pays héréditaires :

« Que sous peine de confiscation les vins hongrois ne puissent traverser l'Autriche pour aller dans les autres royaumes et les autres provinces, tant par bateau sur le Danube que par charroi »[1].

Et le gouvernement de Gratz a interdit la vente, voire le transit des vins hongrois à travers les provinces de Styrie, Carinthie, Carniole[2]. Le résultat était clair : la seule voie d'exportation possible était la route du Nord, de Košice à Cracovie, en direction du marché polonais. Cette politique de prohibition était catastrophique, en particulier pour les producteurs de Transdanubie ; c'est pourquoi le palatin Pálffy (1649-1654) entreprit de plaider la cause des petites villes de l'actuel Burgenland autrichien (Eisenstadt, Rust) pour qu'elles aient l'autorisation de faire

1. *Gravamina*, 1655, art. 21.
2. *Gravamina*, 1659, art. 60.

transiter par l'Autriche une certaine quantité de vin ; il basait son argumentation sur le fait que la Hongrie était le boulevard de la chrétienté et plus spécialement celui des pays héréditaires. Le vin fut confisqué sur ordre des Etats de Basse-Autriche[1] et le roi répondit assez hypocritement que c'était l'affaire de la Diète de Basse-Autriche, qu'il n'avait pas le moyen de régler le conflit par voie autoritaire[2] et qu'il transmettrait l'affaire aux Etats de Basse-Autriche, à l'occasion de la prochaine session de la Diète[3]. Une telle attitude en dit long sur l'autorité réelle de l'empereur, même dans ses pays héréditaires, aussi bien que sur le degré d'intégration de ceux-ci dans l'ensemble qu'aurait constitué, en principe, la Monarchie autrichienne.

En résumé, l'Etat hongrois occupait une place à part dans la Monarchie autrichienne. Il se comportait véritablement comme un corps étranger vis-à-vis des autres pays qui constituaient la Monarchie, et ceux-ci le lui rendaient bien. Possédant ses propres douanes, les péages du trentième *(Harmincad)*, sa propre monnaie, le florin hongrois, il se trouvait plus ou moins isolé de ses éventuels clients par la volonté des pays héréditaires. Mais cette originalité dépassait largement les cadres de la vie économique, puisqu'il revendiquait sa propre diplomatie, sa propre armée et une totale indépendance vis-à-vis du gouvernement de Vienne. Il n'acceptait en théorie qu'une aide financière et militaire pour lutter contre les Turcs, mais refusait le moindre contrôle des fonds attribués et la présence de garnisons allemandes sur son territoire.

Dotée de solides institutions représentatives, la noblesse hongroise savait se faire entendre et défendait ses libertés, au besoin les armes à la main. C'est pourquoi les textes que nous présentons illustrent à la fois la mentalité de cette noblesse éprise de liberté et la faiblesse du gouvernement de Vienne qui ne sut guère, en un demi-siècle, qu'imposer la monarchie héréditaire, germaniser les cadres de l'administration financière, et épuiser le pays par une longue et insupportable occupation militaire.

1. *Gravamina*, 1655, art. 2. Plainte renouvelée en 1659, art. 57.
2. *Acta Diaetalia, Diarium Diaetae*, 1659 : *Resolutio Suae C.R. Majestatis super Replicam Regnicolarum A. 1659 die 12 nov. : extradata, ad 60um articulum.*
3. Celle-ci se réunit quelques mois après, en février 1660. Rapport de nonciature, Vienne, 7 février 1660 ; éd. LEVINSON, *A.Ö.G.*, 103, p. 689.

CHAPITRE PREMIER

LA DIÈTE DE 1655

PRÉSENTATION

L'Assemblée nationale fut convoquée en 1655 essentiellement pour régulariser des situations de personne : élire roi l'archiduc Léopold-Ignace à la place de son frère Ferdinand IV décédé l'année précédente, élire un palatin en remplacement du comte Pálffy, décédé lui aussi en 1654, et enfin procéder au couronnement de la jeune épouse de Ferdinand III, Eléonore de Gonzague[1].

C'était la nécessité qui obligeait l'empereur Ferdinand III à faire appel à une Assemblée qu'il n'avait plus réunie depuis 1649, dépassant sérieusement les limites constitutionnelles qui prévoyaient un intervalle maximal de trois ans entre chaque session. La réunion ne devait pas poser de gros problèmes, en dehors de la question religieuse, car les régnicoles avaient surtout à se plaindre du mauvais exercice de la justice et des incursions ottomanes sur la frontière[2]. Gênantes pour les populations des confins, les razzias turques n'avaient pas de signification politique et les relations entre Vienne et Istanbul étaient satisfaisantes.

La Porte se préoccupait surtout de conquérir les possessions vénitiennes en Crète, tandis que l'empereur, attentif à l'évolution de la guerre du Nord et du conflit franco-espagnol, cherchait à maintenir une paix chèrement acquise à Münster, sept ans auparavant ; il se préoccupait avant tout de la reconstruction des pays héréditaires et n'avait nullement envie d'en découdre avec le Turc pour arrêter les incursions de ce dernier en Hongrie royale. Mais précisément le souci qu'avait Ferdinand III de réorganiser ses Etats recélait un réel danger pour les protestants hongrois. On sait, en effet, que l'empereur mena à bien la politique de Contre-Réforme seulement dans les années qui suivirent la paix de Westphalie et nous verrons se manifester, au cours de la Diète, son hostilité aux Eglises issues de la Réforme.

Atteinte aux libertés religieuses, atteinte aux libertés politiques, il vaudrait mieux parler de prudents essais dans cette direction, dans la

1. Elections évoquées dans la convocation au magistrat de Košice, *Mandatum Regium*, Vienne, 11 novembre 1654 ; A.M. Košice, *Schwarzenbachiana*.

2. Dépêche de B. NANI, Vienne, 6 mars 1655 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 105.

mesure où l'empereur se rallia à la thèse de l'archevêque d'Esztergom, favorable à un Conseil de Lieutenance, et où il fit lancer discrètement l'idée de la Couronne héréditaire dans la Maison d'Autriche. Mais les tentatives indiquaient, à ce moment, plutôt le sens d'une évolution qu'un programme politique immédiatement réalisable et la session fut caractérisée essentiellement par l'affrontement des catholiques et des protestants.

Bien que l'Assemblée ait été convoquée à Presbourg pour le 24 janvier 1655, l'arrivée des députés fut retardée de quelques semaines par suite d'un hiver rigoureux[1]. L'empereur lui-même y fit son entrée solennelle le 3 mars. L'archevêque d'Esztergom était allé l'accueillir à la frontière, à Hainburg, et Ferdinand III pénétra dans la capitale escorté d'un important cortège de chevaliers hongrois[2], qui l'accompagna jusqu'au château royal[3]. C'est là que, du 5 au 9 mars, le roi tint conseil avec les grands officiers du royaume, pour discuter de la teneur des propositions et surtout pour savoir si l'on procéderait à l'élection d'un nouveau palatin.

L'empereur proposait de nommer un lieutenant général du royaume pour quelques années et cette suggestion était, bien entendu, appuyée par Georges Lippay, primat de Hongrie, à qui la lieutenance revenait de droit, conformément à la tradition du XVI^e siècle. Cela eût évidemment renforcé l'autorité du clergé et par conséquent le pouvoir de la Cour de Vienne, puisque le haut clergé était dévoué à la Maison d'Autriche. Nicolas Zrínyi, ban de Croatie, traduisit l'inquiétude générale en refusant tout net cette proposition, car les Hongrois craignaient que le roi ne cherchât, par ce biais, à supprimer l'office de palatin, le seul dignitaire dont l'autorité contrebalançait celle du roi[4].

Finalement la proposition royale fut rejetée par le Conseil et la séance d'ouverture eut lieu le 10 mars, dans la Maison des Régnicoles[5]. C'est l'archevêque d'Esztergom qui lut le matin les propositions royales, mais la Diète tardait à commencer ses travaux et les députés menacèrent de s'en retourner chez eux.

Le 15 mars 1655, l'Assemblée procéda enfin à l'élection du palatin, qui fut réglée en une seule séance plénière. Le grand maître d'hôtel de l'empereur, Dietrichstein, vint lire la liste des candidats proposés par le roi aux suffrages de la Diète, qui passa immédiatement au vote.

Sur 231 votants, François Wesselényi recueillit 211 voix, Etienne Chiaky 2 et Georges Perény 18 voix, tandis que Sigismond Thököly n'obtenait aucun suffrage. François Wesselényi fut proclamé élu au milieu des vivats de l'Assemblée. Le jour même l'Assemblée se rendait au château, où le nouveau palatin prêtait serment devant le roi et les Ordres.

Dès le lendemain, 16 mars, la Diète procéda sans difficulté à la nomination des commissaires chargés de rédiger les doléances *(compillatores)*.

1. Nous suivons les indications du *Diarium Diaetae*, Vienne, H.H. Sta., *Hungarica Comitialia*, fasc. 172, liasse 1655.
2. Dépêche de B. NANI du 6 mars 1655, *ibid.*
3. Celui-ci domine encore aujourd'hui Bratislava.
4. Dépêche de B. NANI, Presbourg, 20 mars 1655 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 105.
5. La Maison verte, *Domus Regnicolarum viridis*, hongrois *Zöldház*.

La commission avait à sa tête le président de la Chambre des Régnicoles *(Personalis)* et comprenait 50 membres se répartissant comme suit :

— 11 juges de la *Tabula Regia* ;
— 26 députés de la noblesse des comitats ;
— 5 procureurs des magnats ;
— 7 députés des villes.

La commission se mit à la tâche à partir du 18 mars, en prenant comme plan de travail les XVII conditions du diplôme royal de Ferdinand III. Mais elle eut de la peine à aboutir et ne présenta son projet aux deux chambres que le 28 mai. S'il lui avait fallu plus de deux mois pour rédiger les doléances (délai sensiblement aussi long qu'en 1681), c'est que, le 31 mars, la commission avait buté sur l'article VI du diplôme, selon lequel la pratique religieuse demeurait libre dans le royaume, conformément à la paix de Vienne. Les protestants voulaient que l'on traitât des doléances religieuses, tandis que les catholiques s'abritaient derrière les textes de 1604 pour s'y opposer. Ainsi se trouvait posé le problème confessionnel (qui avait d'ailleurs été évoqué par une supplique des Etats évangéliques, remise le 11 mars par Etienne Csáky à l'archevêque Lippay) et la commission suspendit ses travaux. L'affaire fut portée devant le palatin le lendemain 1er avril ; celui-ci constitua une commission mixte, comprenant des protestants et des catholiques, qui proposa d'examiner les doléances religieuses après la Diète.

A partir du début d'avril la Diète s'enlisa dans cette affaire et les négociations se déroulèrent sur deux plans durant plus d'un mois. D'une part, les compilateurs ont poursuivi leur travail, d'autre part, les protestants ont traité directement avec le roi.

Le 7 avril, l'Assemblée se réunit en séance plénière et les catholiques refusèrent alors toute concession. Nous voyons donc le parti catholique manifester, pour la première fois, son intransigeance en matière confessionnelle, ce qui montre qu'à cette date la Cour de Vienne n'était pas la seule à mener une politique de Contre-Réforme. L'attitude de la majorité des députés était en effet habile, sinon tout à fait honnête, car elle couvrait toutes les exactions du clergé et des seigneurs catholiques qui occupaient des églises protestantes, expulsaient des pasteurs ou obligeaient les paysans à se convertir au catholicisme. Tous ces griefs, présentés à la Diète, n'étaient pas reçus en vertu des décrets de Rodolphe II et de l'intransigeance du parti catholique, dont les membres les plus virulents pouvaient ainsi poursuivre impunément leur action. Aussi les protestants (luthériens et calvinistes) sentaient-ils leur position d'autant plus menacée à longue échéance qu'ils savaient bien ce qui se passait en Autriche et en Bohême.

Pourtant, en 1655, leurs réactions furent encore assez modérées, car si le 8 avril ils refusèrent de siéger à la commission des doléances, certains d'entre eux y revinrent le lendemain. Nous sommes donc loin de la Diète rompue de 1662. Tout au plus menacèrent-ils de partir lorsqu'ils constatèrent l'échec de leurs négociations directes avec l'empereur[1].

1. Dépêche de B. NANI, Presbourg, 22 avril 1655 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 105.

En effet, Ferdinand III avait répondu le 18 avril à une série de démarches des Etats évangéliques[1] par une fin de non-recevoir : au cours d'une audience l'empereur les invita à présenter leurs doléances au cours d'une prochaine session et, comme ils insistaient[2], il leur fit transmettre une résolution écrite par l'intermédiaire du grand maître d'hôtel Dietrichstein[3], où il ordonnait que les plaintes fussent traitées par les voies judiciaires après la Diète, s'engageant à ce que justice leur soit rendue par les tribunaux réguliers. Les Habsbourg étaient donc aussi intransigeants que le clergé et le parti catholique hongrois, et la session de 1655 se soldait par un échec pour les protestants.

Une fois cette hypothèque levée, la Diète put reprendre l'examen de l'ordre du jour. Le 25 mai, l'empereur demandait que l'on hâtât le couronnement de la reine, ce qui fut accordé sans difficulté et donna lieu à une cérémonie fastueuse le 6 juin[4]. A partir du 28 mai les deux chambres examinèrent les doléances rédigées par la commission, auxquelles les députés intégrèrent les suppliques des particuliers.

Le 10 juin, tous les articles étaient mis en forme et une délégation des deux chambres allait les remettre au roi, de sorte que les négociations proprement dites pouvaient commencer.

Elles furent relativement brèves, car le roi fit des concessions sur l'évacuation des troupes allemandes, qui s'échelonnerait sur trois ans. Cette promesse ne coûtait guère à l'empereur et facilita l'élection de l'archiduc Léopold-Ignace, qui fut particulièrement aisée. Proposée le 15 juin par l'archevêque Lippay, elle fut réglée en une matinée le 16 juin 1655. Le diplôme de Ferdinand IV ayant été sorti des archives, l'Assemblée estima que ce qui avait été bon pour l'aîné le serait également pour le cadet. Le diplôme de Ferdinand IV fut purement et simplement recopié. Il fut accepté par le roi au nom de son fils, lorsqu'une délégation alla le lui présenter au château, et Ferdinand III assura que le futur roi respecterait les libertés du royaume. Il n'y avait plus qu'à sanctionner l'élection, ce qui fut fait à midi le même jour. Après que l'archevêque eut prononcé une brève allocution, le palatin vota le premier en criant *Vivat Rex !* suivi par toute l'Assemblée. Cependant on attendit le 27 juin, fête de saint Ladislas, pour procéder au couronnement et flatter ainsi le sentiment national des Hongrois[5] (puisque saint Ladislas comptait parmi leurs anciens rois et leurs saints nationaux).

Les négociations proprement dites se déroulèrent pendant deux semaines du 10 au 24 juin. Le 15 juin le roi remit sa réplique *(replica)* aux doléances, à laquelle l'Assemblée répondit au cours de la séance du 17.

1. En particulier le 10 avril une délégation des Etats évangéliques vint présenter leurs doléances particulières et le 16 avril elle remettait une supplique qui était transmise au Conseil par le chancelier de Hongrie. *Diarium Diaetae,* 1655.

2. Les Etats évangéliques remirent le 19 avril 1655 une troisième instance à l'empereur qui fut acceptée et une autre instance à l'archiduc Léopold-Ignace, qui la refusa. Voir aussi dépêche de B. NANI, Presbourg, 29 avril 1655 ; *Dispacci,* 105.

3. Le prince Dietrichstein était, en tant que grand maître d'hôtel *(Obersthofmeister),* chef du Conseil d'Etat et avait toutes les prérogatives d'un premier ministre de l'empereur.

4. *Diarium Diaetae,* 1655 ; dépêche de B. NANI, Presbourg, 10 juin 1655, *ibid.*

5. Dépêche de B. NANI, Presbourg, 27 juin 1655, *ibid.*

C'est le 24 juin que le roi fit connaître sa résolution sur la réponse des Etats et Ordres. Ceux-ci se séparèrent après les fêtes du couronnement, tandis que les décrets étaient promulgués le 3 juillet 1655 à Presbourg.

La session de 1655 pourrait être considérée comme tout à fait anodine s'il n'y avait point eu l'affrontement entre catholiques et protestants, révélateur d'une crise qui culmina au cours de la session de 1662. Pour le reste l'empereur a dû respecter les principales dispositions du droit d'Etat et il n'a pu éluder l'évacuation des garnisons allemandes qu'en faisant de belles promesses que les progrès des Turcs lui permettront de ne pas tenir.

DOLÉANCES DE 1655[1]

Gravamina Universorum Statuum et Ordinum Inclyti Regni Hungariae, partiumque eidem adnexarum Sacratissimae Caesarae Regiae Majestati Domino Domino eorundem Clementissimo Die 10o Mensis Junii Anno 1655 demisse praesentata

PRÉAMBULE

Les Etats et Ordres du royaume remercient l'empereur et l'impératrice d'avoir réuni la Diète à peine remis des fatigues de la session de la Diète d'Empire. Ils pourront ainsi, grâce aux propositions de Sa Majesté, prendre toutes les mesures convenables pour la Tranquillité et l'Unité du royaume.

Sacratissima Caesarea Regiaque Majestas Domine Domine Nobis Clementissime, Paternam et singularem Suae Majestatis Sacratissimae Benignitatem in hoc suum Regnum Hungariae partesque eidem adnexas toto affectu profusam Fideles Status et Ordines Inclyti Regni Hungariae partiumque eidem adnexarum demissa unanimi subjectione vel ex eo etiam recognoscunt, quod post felicem e Comitiis Imperialibus eiusdem reditum sepositis quibusvis incommodatibus nil in notis suis prius et antiquius habuit, quam ut Regnum hoc suum quotidianis Vicinorum Christiani nominis hostium tempestatibus jactatum fluctuantem, et pene jam dejectam spem salutis ad Augustam Suae Majestatis Sacratissimae aspectum quantoocius reassumeret, securitatique et tranquillitati undi quoque restitutam ab omni hostili impetu tutum et pacatum redderetur, eundemque in finem indicto Fidelibus Statibus suis et Ordinibus Regni huc Posonium Generali conventu in medium ipsorum venire, eosdemque desideratissime Suae Augustaeque Imperatricis praesentia exhilerare, ac cum iisdem mediantibus his salutaribus propositionibus Fidelibus suis Regnicolis exhibitis, ea quae Regni Tranquillitatem, et permansionem mutuamque Regnicolarum unionem et concordiam concernere viderentur,

1. Le texte des doléances de 1655 est tiré de Vienne, H.H. Sta., Staatskanzlei, *Hungarica Comitialia*, fasc. 402, liasse 1655. Voir aussi des éléments concernant cette session aux A.M. Košice, carton 2636-I Ed/1655.

tractari dignata esset, pro quo Suae Majestati Paterno Amore, et singulari erga praefatum hoc suum Regnum Hancque propensione, ejusque conservandi studio, ac zelo impareo licet, quas tamen possunt maximas cum omni possibili humillimorum obsequiorum suorum, Obligationem referre gratias salutem et incolumitatem, diuturnam, ac gubernium felicissimum eidem Majestati Suae Sacratissimae, Augustaeque ejus Domui maxima qua possunt animorum suorum devotione comprecantes simul, et humillime supplicantes, ut solita sua Clementia, Paternoque affectu ulterius quoque eisdem suos Fideles Status et Ordines complecti, atque subnexa eorumdem Gravamina Sacratissimae demisse praesentata acceptare, intelligere, ac cum optata eorundem fidelium suorum Regnicolarum contentatione resolvere benigne dignetur.

ARTICLE PREMIER

Les Turcs se sont livrés à des raids contre Košice, le comitat d'Abaujvár, de Hont, Zala et Bars. Ils ont brûlé les maisons et emmené les habitants en captivité. Ils se sont livrés aux mêmes excès dans le comitat de Nitra, ainsi qu'en Transdanubie, afin d'élargir la zone payant tribut au Grand Seigneur, au mépris de la paix de Zsitvatörök. C'est pourquoi les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de leur procurer son aide et celle des princes de l'Empire.

1) Quotidiano suo periculo et imminenti excidio dietim experiuntur Status Ordines majores Turcicae Tyranidis depopulationes pagorum, subjugationes et Miserae Plebis abductiones, sub titulo pacis et induciarum quam aperto marte patratus, usque adeo ut jam per crebras continuasque excursiones multorum oppidum Villarum, et pagorum devastatorum, quae, antea incolis, et inhabitatoribus populos fuere rudera solum et vestigia in praedia Conversa apparerent, aliorum vero Incolas intolerabili. Turcici oneris jugo quaquaversum depopulatos, sibique mancipatos Tributarios fecisset, ac ut praeteritis Aures Suae Majestatis Sacratissimae ne onerent post novissimam Regni Dietam iteratis vicibus expansis vexillis, apertoque Marte in omnibus Regni partibus, quam plurimorum pagorum, villarumque Incolas Nobiles et Ignobiles absque ulla discretione conditiones, et sexus alios ferro et igne circumveniendo miserabiliter interemisset, alios vero in diram captivitatem et servitutem abduxisset, Pagos et Villas in cinerem convertisset, crebrioribusque suis hostilitatibus in partibus quidem Regni Hungariae Superioribus illud effecisset, quod a memoria incolarum earumdem partium aperto Marte tantum sibi tractum non subjugaverit, quantum ab Anno 1645 ad praesentia occupaverit, usque adeo, ut ad ipsam Civitatem Cassoviensem solitam ultra earum Partium Regni Hungariae Superiorum Generalis residentiam, ejusdemque civitatis suburbia, omnes fere illas, ante Cassoviam partes quin et alias versus vicinos Comitatus habitas, adeoque tres processus Comitatus Abaùjvariensis Ditioni suae subjugaverit. Itaque audacter Turcae suas exercent hostilitates, ut ab Agria quindecim, sedecim milliaribus, Cassoviam versus duabus noctibus, et totidem diebus, e confinii Agriensis emanendo, et pernoctando pro libitu suo absque ullo impedimento in antelatas partes superiores excurrunt, viam denique Regiam

solitam quorumvis Negotiatorum, et aliorum itinerantium ab ipsa Cassovia usque Tokainum per dititionem occludendo, longo et difficili itinere circum eundum sit Regnicolis, cum maxima proventuum etiam Regalium dimminutione, in Anno demum 1652 in mense Septembri iidem hostes penes Cassoviam nonnullos pagos et villas excursione hostili depopulando, igneque conburrando, cum 100 et ultra captivis ingenti praeda tuti, et impuni Agriam remearunt, et horrendum sane auditum, quod 5 vel 6 solummodo personae Nobiles, nimirum : Comes Georgius Szany Gaspar Georg, una cum uxore Franciscus Betskereky, nec non Georgius Gergoczÿ et consores Francisci Barna in binis illis excursionibus, in diram captivitatem abductae, etiam post toleratas miserandae captivitatis molestias, summam vero 40 millium Tallerorum pro capitis sui eliberatione Turcis exolvere coactae fuissent, ac insuper ex reliquorum captivorum Christianorum per easdem excursiones abductorum citro, ac binaria subjugatione Lucrum ducentorum fere millium florenorum hungaricalium Turcae sibi acquisiverunt, cum ingenti totius Christianitatis damno, et pene irreparabili detrimento. Similiter etiam Martalocÿ, ex Locis supra Cassoviam habitis, Incolas et alios itinerantes, propter confiniariorum neglectas excubias passumque viarium custodiam interimunt, ac in diram adducunt captivitatem, unde dies noctesque cum extremo vitae, fortunarumque suarum periculo, extrema et intolerabilia Turcica Tirannici hostis mala tollerare, exindeque agriculturam et oeconomiam unicum vitae sustentandae medium libere grassantis hostilitatis formidine perculsi, intermittere coguntur, partes itidem Cisdanubianae, Comitatusque Hontensis, Zoliensis, et Barsiensis non minoribus periculis et calamitatibus praemuntur, subacta enim ille tota parte Regni, ultra Fodinas Montanasque Civitates extensae ipsae jam Fodinae montanaeque civitates nunc clandestine Turcarum excursione, nunc aperta irruptione ita potenter, et frequenter infestantur, ut nullum praeter deditionis remedium ipsis superesse videatur, unicusque Processus dicti Comitatus Barsiensis quantam partem Comitatus faciens triginta quinque millia florenorum uti ex requisitione compertum esset, annuatim Turcae pendere cogitur. Idem huc versus procedendo iterato suo damno et excidio comitatus Nittriensis, eidemque contiguae partes Regni se pati queruntur, in quo paucos ante annos vix aliquot Pagi, illique juxta tractatum cum Turcis ad Sitvatorok habita concessi intra paucos annos magnam partem ejusdem comitatus una cum Nobilitatem sibi Tributariam fecit, plurimos Pagos, et Villas igne ferroque devastatas, in deplorandam desolationem convertit, non pridem post novissimam Regni Diaetam non sine motu et tumultu vicinarum quoque Provinciarum binaria vice numeroso milite aperto Marte in partes supra Nittriam sitas excurrens, ex utraque parte Fluvii Nittra existentes Pagos exussit, soloque aequavit, ac in praesentiarum Lacrÿmosa exustorum Pagorum vestigia apparent, illorum Incolis tam Nobilibus, quam Ignobilibus, partim in diram captivitatem abductis, partim in diversas Regni partes dilapsis, reliqui vero Incolarum Nobilium pariter et Ignobilium, eorumdem Pagorum ibidem subsistentium, nunc gravioris poenae metu, nunc spe praesentis Diaetae si deditione essent conservati, ne illis se se dedentibus, usque Comitatum Trencsiniensem, ac exinde paulo post usque Moraviam

patens subjugationi passus, et occasio, Turcis aperiatur in partibus similiter Transdanubianis pari crudelitate furor Turcarum hostilis saeviendo, paucos ante annos primo quidem in Districtu Kemenes, alia excurrendo ultra octingentos homines in diram traxit captivitatem, non pridem sepositis minoribus, iisque frequentibus eorum hostilitatibus post ultimam Regni Diaetam Cisfluvium Raba, quod e memoria illarum partium non contigit nec sperari, aut timeri poterat, huc versus ad longum magna vi, et impressione penetrando ac multis Pagis igne ferroque devastatis et exustis, eorumdem incolas utra 500 in diram duxit captivitatem quorum paucis, multis millibus florenis capitis sui eliberationem consecuti, reliqui ibidem vel intolerabilibus cruciatibus exstincti sunt, vel certe ad Ritum paganorum assummendum coacti, porro sub hac praesenti Diaeta circa Linduam et Murai Szombath facta per illas partes Hungariae intra fines Styriae erruptione proximum Civitati Ratisburgo pagum Szenhocz, aliter Türköz dictum, in Stÿria adjacentem invadens Incolas ejusdem majori ex parte abduxit, omnemque passum ultra Rabam versus Stÿriam itinerantibus fecit formidosum, ac jam Cis Rabam versus civitatem Koszegveres suas dilatando verendum est, ne inhabitatores illarum partim metu et terrore Turcico perculsi, usque ad civitates Köszegh, alias Gins, ac Sopronii, et ex inde ulterius in Turcicam deveniant deditionem, de quibus licet plurimae praeteritarum Diaetarum, ad exhibita Gravamina constitutiones habeantur, illis tamen non effectuatis, nisi praesentis Diaetae occasione et beneficio effectivo et sufficiens defensa adhibeatur, reliquae etiam ante recensitarum partium Regni soluta hac Diaeta eidem jugo Turcico se se subdere cogentur, timendumque est, ne ardentibus proximis dictarum provinciarum loca ipsis contermina inflammet, ex hac eadem efreni in Christianos, grassante libertate, et impressa licentia sumpta Turcae occasione miserae Nobilitatis, et plebis tributariae, malis mala Superaddendo, eisdem contra suum factum, Litterasque Assecutorias, quarum vigore cum ipsis paciscitur recentia in dies tributa, et census imponunt, et personis naturali morte sublatis Nobilibus quidem centum et ultra, Ignobilibus vero personis 40 florenos in Pagis dediticiis eodem modo vecturam asseres, scandulas, ferrum omnis generis, et his similia insolita tributa extra conventionis debitum imperiose extorquent, unde hujusmodi oneri ferendo impares, solitas mansiones deferre coguntur, ex indeque reperire sit Villas, et Possessiones quam plurimas, quindecim abhinc anni bene funditus eversas, et desolatas esse, proinde supplicant Suae Majestati Sacratissimae, dignetur de pace, sub qua praenarratae partes Regni cum tanta fidelium suorum Regnicolarum ruina subjugatae essent, eosdem fideles suos benigne edocere, ac indictis omnibus Partibus Regni confinia Hungarica Turcicis praesidiis tuta resistere, se seque opponere possint Hungarorum militum in omnibus confiniis et Partibus Generalatus partium Regni Hungariae Superiorum incipiendo, cujus honorem et dignitatem personae bene meritae fideli et virtutibus militaribus, rerumque bellicarum peritae quantocÿus conferendum supplicant, usque Mare Adriaticum, ad sufficientem numerum reduci fecere, ac de eorumdem certa... et infallibili continuanda solutione, confiniorumque necessitatibus, tam per Deputationem proventuum Tricesimalium et Fodinarum, Liberarumque Civitatum, quam et per

vicinarum provinciarum et Regnorum ordinatas ante ad confinia Regni contributiones benigne providere, Pagos denique contra pacificationem Sitva Török[1] habitam subjugatos priora opportuna media exinde eliberare, ac ut tandem aliquando his malis, et pressuris finis imponatur, pacatis pro Dei gratia, paternaque solicitudine Suae Majestatis Sacratissimae Imperii persuadent sibi Status Suam Majestatem Sacratissimam eliberando e Turcico jugo Regno suo Hungariae, partiumque ei annexarum opportunius suffecturam, ob hoc supplicant Suae Majestati Sacratissimae tot oppressionibus et malis obrutis suis fidelibus requisitis, etiam Romani Imperii Principibus ita providere dignetur, ut tandem e Jugo Turcico, sub felici adhuc Suae Majestatis Sacratissimae auspicio et gubernio eliberari queat.

ARTICLE 2

Les Etats et Ordres ont constaté le manque d'approvisionnement en vivres et en munitions dans les places frontières, la Chambre de Kremnica ayant refusé d'approvisionner certains postes du généralat d'Érsekújvár. Ils demandent que le palatin ait autorité pour remédier à ces abus.

2) Quantis etiam necessitatibus annonae, tormentorum majorum, et minorum, plumbi pulveris Tormentarii, mortariorum et omnis generis munitionum et reparationum fortificationumque necessitatibus laborent confinia Regni partiumque ei annexarum, et quantus sit eorumdem neglectus maximo confiniorum Regni periculo ex diversis relationibus intellexerunt Regnicolae ; in quibus Tormenta vel destructa vel pauca habentur, rotae eorumdem demolitae Foramina explosiva dilatata, mortariis ad Turcarum excursiones denunciandas summe necessariis carent, Plumbi globorum et pulveris Tormentarii aliarumque necessariarum munitionum, et sufficientis annonae defectu laborant, portae ipsae quibusdam in presidiis ferro et necessaria fortificatione essent destitutae ; ferrum, serae, catenae, Funes et alia portarum requisita pro quibusdam praesidiis generalatus Ersek újváriensis ex Camera Cremniciensi antea administrata jam a multis annis denegantur, signanter in praesidio Palangh existens Turris tempore incendii exusta, ab eo tempore stat sine tecto, domusque Artellariae seu munitionum sub eadem Turri existens toties quoties decidentibus pluviis est exposita, eodem modo praesidium Szecsén post incinerationem ejusdem suburbii a Turri factam muro circumdari coeptum insumpta jam pecunia per Regnicolas ordinata continuari potest, ad quod continuandum et consummandum, prout etiam structuram arcis Nograd tamque usu summe necessarium juxta delineationem fundatoris Suae Majestatis Sacratissimae continuandam, et proficiendam, ita et reparationem praesidii Filekiensis de aliqua pecunia esset providendum eodem modo, palam esset praesidium Onodiense, iteratis vicibus

1. La paix de Zsitvatörök, signée entre l'empereur et le sultan ottoman en 1608, mettait fin à la guerre de Quinze ans. Elle prévoyait qu'un certain nombre de cantons paieraient tribut aux Turcs, sans qu'ils soient pour autant sous administration ottomane. Les cantons payaient au roi seulement la moitié des contributions dues par les autres et, en cas de levée en masse, des conditions favorables leur étaient réservées.

per naturalem hospitem fuisse exustum, et in cinerem redactum, unde necessarium foret, si idem praesidium sicut et Szenderö muro circumdaretur, ac ut praemissi defectus confiniorum commodius agnosci, eccessusque corrigi et tolli possit, art. 56 anni 1647[1] et ibidem citatos diligentius observandos esse, cum attributa authoritate Domino Comiti Palatino, omnes defectus, et excessus confiniorum reformari.

ARTICLE 3

Les Etats et Ordres demandent que les magasins des places frontières soient pourvus de réserves suffisantes.

3) Quam sit periculosus in Confiniis annonae defectus in casibus imminentium periculorum lacrÿmabili non paucorum ab hoc amissorum confiniorum exemplo recordantur Regnicolae, proinde summe necessarium censerent, ut confiniis de domibus annonariis, sufficientique annona non solum pro quotidiana Necessitate, sed pro Casibus etiam imminentibus periculorum ingruentisque Necessitatis abundantius provideatur.

ARTICLE 4

Les Etats et Ordres demandent à nouveau que les nobles hongrois soient jugés conformément à leurs immunités et ne soient pas cités devant le Hofkriegsràth viennois, tel Michel Orban, qui a été traité comme un criminel de droit commun, au mépris des lois du royaume.

4) Cum Laesione communis Libertatis, bonique Ordinis sentiunt Status et Ordines ob dispares Legibus Regni et Inclÿto Consilio Bellico, Domini Germani rerum Hungaricarum minus periti constanter sine consilio Hungarico, ac dominos confiniorum Capitaneos, eorumque Generales, et Vice-Generales etiam nativos expeditas instructiones pullulare inconvenientias vel unicam Sua Majestas Sacratissima clementer intelligere dignabitur, quod milites Hungari ad querelam etiam Viennam mitti jubeantur, prouti non ita pridem ex nova arce nonnullos ipsorum, et inter alios Nobilem quemdam Michaelem Orbán, Virum alias honestum ad iterata et seria mandata inclÿti Consilii Bellici Viennam transmissos ibidem contra Nobilitarem praerogativam incaptivari, et ad manus Profosÿ tamquam publicos malefactores et condemnatos in diram captivitatem assignari fecerunt, cum tamen ii, qui eorum sunt nobiles per hoc quod stipendia mereantur, nobilitari praerogativae nullatenus renuntiare intelligantur, et alias etiam si quid deliquissent praevia legitima Citatione, et de more confiniariorum intra Regnum puniri debuissent, quos tamen nullum aliud delictum commissis se compertum est, quam quod frequentibus Turcarum excursionibus, et Fortunarum suarum direptionibus irritati et provocati contra eos sanguinem et caedes, incaptivationesque suorum quam plurimorum vindicaturi exigerint, quocirca Status

1. Décret 56 de 1647 : les affaires de dîmes, etc., sont à porter devant les tribunaux civils, en vertu du fait qu'il y a une seule et même loi pour tous les régnicoles.

et Ordines, Suae Majestati Sacratissimae humillime supplicant, ut in eo articulos 23 et Anni 1622 et Anni 1608[1] strictissime observentur, et in rebus militaribus jure militari puniantur, in rebus vero extra militaribus jure nobilitari, et juxta art. 8 anni 1559 Ferdinandi Imperatoris Instructiones Capitaneorum, eorumque Generalium et Vice-Generalium a modo in posterum Regni Legibus conformes, et Consilio Bellico adhibitis etiam certis consiliariis iisque Hungaris hic et nunc denominandis extradetur, et qui eorum sunt nobiles stipendia merentes, eosdem in suis praerogativis Nobilitaribus, qui autem ignobiles, similiter in antiqua eorum consuetudine et modo procedendi, alias in confiniis observari solitis conservandos statuere dignetur, ipsi nihilominus confiniarii et eorum officiales in Jurisdictionem Dominiorum Terrestrium et Comitatuum se se nullatenus ingerant.

Article 5

Les Etats et les Ordres supplient Sa Majesté de rappeler aux généraux de Győr et de Komárom de respecter les lois du royaume, l'autorité du palatin et les privilèges des seigneurs locaux.

5) Supplicant Suae Majestati Sacratissimae Status et Ordines ut iuxta articulos ad 9 et 10 ac subsequentes plurimas constitutiones Generalis Capitaneus Jaurinensis, juribus Regni subjectus esse, ac Vestram post Regiam Majestatem dependentiam a Palatino habere debeat, neque se in jurisdictionem Dominorum Terrestrium ingerat, contrariumque faciens Legibus Regni subsit, digneturque eosdem articulos ex parte Dominorum Generalium Capitaneorum tam Jauriniensis quam Comaromiensis diligenter observari, et per Commissarios stante adhuc Diaeta denominandos ineffectuatos in effectum deduci.

Article 6

Comme le nouveau mode de paiement de la solde des garnisons frontière (4 mois en espèces et 6 mois en drap) a entraîné des abus et que les soldats ne sont pas en mesure d'acheter armes et chevaux, les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de faire payer 12 mois de solde en florins hongrois, sous la responsabilité d'un commissaire par généralat.

6) Aggravaret etiam Statum Confiniorum introducens in modo solvendi solutorum bellicorum abusus, qui non curato articulo 2 Anni 1649[2]

1. Décret 23 de 1622 : les commandants et commandants adjoints de Győr et de Komorn seront des Hongrois nobles et capables, catholiques ou protestants.

2. Décret 2 de 1649 : Sa Majesté assurera l'entretien des garnisons de la Frontière, qu'il réduira à l'effectif de 1609. Il paiera la solde avec les revenus de ce royaume et avec des subsides fournis par les provinces et royaumes voisins — 6 mois en espèce, 4 mois en drap de bonne qualité. En conséquence, l'Assemblée laisse jusqu'à la prochaine

militibus confiniariis ad 4 menses in pecunia, et Sex similiter menses in panno nimium incompetenti pretio, et mensura loco paratae pecuniae solverent, cum itaque iidem milites pannum ita in competenti pretio, et mensura datum nec dimidio pretio vendere, nec arma, equos et alios apparatus militares pro se comparare valeant, intolerabilibus insuper misera plebs per vecturam talium pannorum aggravaretur oneribus, et expensis quandoque etiam exactiones insolitas, comitiva eorumdem pannorum per relaxationem vecturae ab eadem exigeret, perque similes defactiones ordinatarum solutionum iidem milites, alias satis superque exhaussi et miseri, apparatuque militari defensioni propriae idoneo et necessario destituti, ad servitia Regni Publica reddantur inhabiliores, Supplicant Suae Majestati Sacratissimae, ut a more in posterum pro singulis 12 mensibus eosdem milites confiniarios etiam Banales lustrandos parataque in pecunia per florenos hungaricales exolvendos annuere dignetur, pro quorum uberiori solutione obtinenda non diffidunt Status et Ordines Majestatem Suam Sacratissimam nonnullos ex Proceribus Regni pro implorando subsidio ad imminentia Inauguralia Comitia sub hac Diaeta denominando penes expensas per Status Regni ordinandas clementer admissuram, ac ut commodius in similes solutores excedentes attendi possit, sub quovis Generalatu constituatur unus Lustrae Magister, qui solutori Bellico adjunctus, tempore Lustrationis et solutionis tam ipse, quam homines Palatinales ibidem praesentes diligenter attendant et milites lustrent, prout hactenus factum fuisse animadvertant, secus facientes praefecti, et Capitanei comperta superinde veritate, poenam Articuli 43 Anni 1498 et Articuli 8° Anni 1593 per subsequentem Articulum 61 Anni 1647[1] renovatorum incurrant, milites vero Stipendiarii, prout et loco aliorum lustrantes equos, arma, et alias res penes se repertas ipso facto amittant, sitque praemissorum Executorum ad informationes Deputatorum suorum hominum in lustra praesentium Dominus Comes Palatinus vel ejusdem delegati homines.

Article 7

Que Sa Majesté daigne ordonner que tous les revenus publics du royaume soient affectés au paiement des soldes des garnisons frontières et qu'Elle mette fin aux malversations commises par les fermiers du trentième.

7) Ac ut dictorum confiniariorum intertentioni, et uberiori solutioni hoc etiam pacto consulatur, dignetur Sua Majestas Sacratissima clementer ordinare, ut omnes proventus Regni etiam fodinales, et Liberarum Civitatum ad Cameram Hungaricam administrentur, in usum confiniariorum erogandi, neve tales proventus alio, quam in stipendia et solutionem militum confiniariorum, et alias idgenus confiniorum necessitates

Diète les revenus des douanes (trentième) entre les mains du président de la Chambre hongroise. Les dispositions du décret 7 de 1638 concernant l'entretien des frontières de Croatie-Slavonie par l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole) sont maintenues.

1. Décret 61 de 1647 : les commandants de la Frontière sont placés sous l'autorité du palatin et du général de la Frontière qui passeront des revues deux fois par an.

convertantur neque Deputationes exinde fiant, praesertim extraneis, et factae tollantur, quo loci commode annectendum censuerunt ne Camera Hungarica, ab Aulica ullam Dependentiam habeat ac tam ejusdem, quam aliarum Camerarum Hungaricarum et Tricesimarum inutiles Officiales, et Ministri filiales Tricesimae, nec non contrabandae penes Tricesimatores existentes demptis conscriptis in Munkács et Tokaj constitutis, vel in futurum constituendis, superfluaque eorumdem occasione solutiones ad confinia convertendae, stante adhuc hac Diaeta tollantur juxta Articulum 146 Anni 1647[1] ac alios ibidem citatos quibus accederet, quod plurimi Tricesimatores optima habentes salaria, et in multis locis, longe ipsorum servitium excedentia, pluraque officia gerentes, ac servitiis aliorum Dominiorum adstricti, officiis suis invigilare haud possint, sed per Vice-gerentes suos Tricesimas Suae Majestatis Sacratissimae administrantes, iisdem ansas suppeditant ad proventus Suae Majestatis Sacratissimae distrahendis, in grave praejudicium et Damnum Fisci Regij ut ergo haec omnia per Cameram Hungaricam stricte praecaveantur Sua Majestas Sacratissima modum articulariter statuere benigne dignetur.

Quin imo e medio Regnicolarum ordinare unum ad partes Cis-Danubianas alterutra Danubianas, et tertium ad Tricesimas Sclavoniae, qui cum homine camerali, et salariorum limitatione, et Tricesimas in melius reforment, ac officialibus modum serviendi imponant, superfluaque salaria tollant, Articulisque satisfaciant, pari passu contra Tricesimatores inquirant, et facta super inde ad Cameram relatione excedentes per eandem puniantur, Exterae Nationis Tricesimatores, ubique in Territoriis Regni, partiumque adnexarum existentes, signanter vero Tricesimatorem Soproniensem ab officiis suis amoveant ac in eorundem locum Nationales patriae substituantur, in facto vero Violentiarum contra eosdem observetur Articulus 46 Anni 1649[2].

ARTICLE 8

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté d'envoyer au moins 200 fantassins et 100 cavaliers à Mura-Köz, en Slavonie, pour renforcer la défense d'un district capital pour la protection de la Styrie.

8) Ex informatione Domini Comitis Bany, et exemplo etiam excursiones Turcicae, paucos ante dies intra fines Stÿriae factae intelligunt Status propter defectum et paucitatem militum Veteranorum in districtu fluvii Mura-Köz collocatorum, unde Status, et permansio jam proximorum locorum, et totius Sclavoniae, ac magna in parte etiam Hungariae, quam vicinae provinciae Stÿriae dependet, eundem districtum in proxime deditionis periculo versari, et nisi Milites Veterani in eodem Districtu excubantes augeantur, brevi idem Districtus nullo obice existente, in

1. Décret 140 de 1647 : les habitants de Györ, Komorn et Papa sont exempts de péages.

2. Décret 46 de 1649 : réforme des abus commis par certains officiers des douanes : que les objets d'une valeur inférieure à 1 florin hongrois ne soient pas taxés.

deditionem Turcarum deveniet, cum evidenti tam dictarum partium Regni Hungariae, et totius Sclavoniae periculo, quam Provinciae et Stÿriae, supplicant itaque Majestati Suae Sacratissimae dignetur adinvenire modum, quo iidem milites Muraköze et adminimum peditum 200 et 100 Equitum Hungarorum numerato cum iisdem pendendi stipendio augeantur.

ARTICLE 9

Nobles et non-nobles se plaignent de la lourde charge que leur imposent des charrois fréquents pour l'armée, d'une frontière à l'autre. Les nobles demandent à être définitivement exemptés de ces charrois.

9) Circa frequentiorem vecturam munitionum accolae possessionum secus vias publicas adjacentium Nobiles pariter et Ignobiles querulose lamentanturque munitiones, quae una vice ex uno loco aut confinio, in aliud confinium deportari possent, iteratis vicibus particularitim deportentur, eaque occasione tormentarii, et ingeniorum magistri alias etiam diversi generis res venales secum devehant, miseramque plebem, et Nobilitatem hujusmodi frequentibus vecturis, et hospitalitatibus, usque adeo onerent, et exhauriant, ut inter reliquas ipsorum calamitates vix eo gravius ipsis contingere querantur, ab hoc ad aleviandam miseram plebem decernendum, ordinandumque judicarunt Regnicolae, tales munitiones, in majori copia ultra pro uno aut altero anno, sicque rarius deducendas transmittendasque esse, datisque munitionum comitive expensis, amplius ne onerent, Nobiles vero ab ejus modi vecturis, et exactionibus omnino immunes, et exemptos esse debere articulus 62 Anni 1647 et Anni 1649[1] et alios passim.

ARTICLE 10

Que tous les nobles contribuent dans le comitat où ils ont leur domicile habituel et qu'en cas d'absence ils se fassent représenter par le préfet adjoint.

10) De Praefecturis et Capitaneatibus confiniorum bene meritis et idoneis possessionatisque personis sine longiori vacantia ex Consilio Hungarico, et Dominorum Generalium nullo modo autem minori omnibus conferendis sancitos renovandos, et exactius observandos, eisdemque addendum cessent, ut quorum confiniorum Domini Terrestres habeantur, et ad Officium Capitaneatus gerendum erit idonei, ante alios eorum condigna habeatur ratio, quo loco Articulum 48 Anni 1649 pro tollenda difficultate in modo contribuendi inter Nobiles praesidii Ersek-Ujváriensis ingenue annectendum judicant Status, ut iidem Nobiles in medium illius Comitatus contribuant, in quo solitam habent residentiam, contumaces vero per Vice Comites eorum Comitatuum compellantur.

1. Décret 62 de 1647 : que les commandements de la Frontière soient attribués par le Conseil hongrois à des régnicoles.

ARTICLE 11

Les Etats et Ordres demandent que soit assumée la sécurité des villes minières et qu'en particulier Bakabánya soit pourvue d'une garnison hongroise.

11) Recordantur Statusque securitatem Montanarum Civitatum, ac consequenter etiam Regiarum fodinarum articulo 49 Anni 1649 sancitum esse, ut civitati Baka-Bánya de certo milite praesidiario nativo provideatur, quod hactenus non sine periculo ejusdem Civitatis, dictarumque Montanarum Civitatum, et Regiarum Fodinarum minime esset effectuatum, ob hoc Suae Majestati Sacratissimae supplicant Status ut in hac quidem civitate Baka-Bánya 50 equites, et totidem pedites, ad montem item Osztrozka pedites 100 quin in agere aliquo forti ibidem exigendo resideant, quo apertus Turcarum in Comitatus tam vicinos, quam etiam remotiores clam vel palam irrumpentium passus recludatur. In Altera vero Civitate Carponensi unde non minus antelatarum Montanarum Civitatum, et Regiarum Fodinarum Salus, et permansio dependet, 200 Equites nativos quantocÿus collocandos cum solito stipendio ordinare clementer dignetur.

ARTICLE 12

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de trouver un moyen de rétablir une garnison à Damasd.

12) Lamentabili animorum sensu recogitant Regnicolae Praesidii Damasdiensis, cum tanto hujus Regni Hungariae detrimento, tam impune factam, incinerationem et excidium Articulique 64 Anni 1647 ea in partim effectuatione, ob hoc supplicant Suae Majestati Sacratissimae dignetur modum invenire, ut illud tamquam peculiare vigiliarum praesidium denuo restauretur, ac contra ejusdem amissores juxta citatum articulum procedatur.

ARTICLE 13

Les malheureux laboureurs habitants des confins sont exposés à toutes sortes de périls lorsqu'ils effectuent des charrois pour le compte des capitaines des places fortes : que ces paysans reçoivent une indemnité.

13) Non parum et id vires miserae plebis ad subeunda onera in evolutionem confiniorum necessariam attenuare in ejusdemque ruinam tendere animadvertunt Regnicolae, quod afflicti Coloni per universa confinia Hungarica degentes, et tam subjecta Turcica Ditioni per Dominos Capitaneos Magnates et Nobiles captivos pro Lÿtro dimittentes ad vecturam et translationem quarumlibet rerum per captivos ejusdem procuratarum, de Pago in Pagum praestandarum compellantur, imo ab ipsis quoque captivis tam Christianis, quam Turcis, cum Lÿtris suis

redeuntibus, miser populus diris verberibus, et aliis injuriis ad praemissa ipsorum Lÿtra transferenda, et personas eorundem crebrius euntes et redeuntes etiam post eliberationem a captivitatis jugo pro eorum libitu adigant, insuper iidem captivi ad aquirendam majorem locorum peritiam in perniciem patriae per diversas Regni partes, et signanter per Trajcitus Rába merces ipsorum venum exponentes liberum habent passum, in Districtu vero Rábaköz, ac aliis quam plurimis locis vix aliquibus positis custodibus ad alaturam falcaturam et foeni collectionem, in aliosque diversos labores, compellantur, idcirco cum Benigno Sue Majestatis assensu statuendum censerent Status et Ordines, ut deinceps ipsi Coloni-ejusmodi vecturis, et omnibus ne aggraventur, sed ipsi talium captivorum Domini in quorum cedunt, emolumentum ejusdem de vectura et transportatione providere debeat, ea vero Turcicorum captivorum peragrandi licentia tollatur, nec amplius per quosvis exorta confinia et arces teneantur.

ARTICLE 14

Les habitants de Haute-Hongrie ressentent vivement l'absence de Judex Curiae, *ou même de* Prothonotarias *habitant ces contrées, car ils doivent faire de longs et difficiles voyages pour obtenir justice; c'est pourquoi ils demandent qu'un grand officier de la Couronne soit choisi parmi les nobles de Haute-Hongrie, quelle que soit sa religion.*

14) Non sine gravi suo incommodo persentiscunt partes Regni Hungariae superiores, quod licet constitutiones Regni et praesentis Articuli 97 Anni 1609 officium Judicis Curiae bene merito in partibus illis degenti personae conferendum esse svadent, ab aliquot tamen ab inde annorum deuersibus, non modo ejus modi Judice Ordinario, sed et Prothonotaris eaedem partes destitutae sitiant justitiam, dum vel pro unico simplici mandato extrahendo in has Regni Cis = Danubianas partes cum notabili sumptuum profusione, et itineris difficultate recurrere cogantur, adeo ut saepe fatigia et expensae, in talis mandati obtentionem erogatae ipsarum etiam causarum meritum longe superarent, quare instant humillime, ut Sua Sacratissima Majestas, benigno etiam suo Regio Diplomate intimata juxta eandem Articulum 35 Anni 1609 vel judicatum Curiae Regiae bene meritae in partibus illis habitanti sine Discretione Religionis clementer conferre dignetur, vel Prothonotarius ejusdem aut Palatinalis in Partibus illis degens, ac ex Nobili prosapia oriundus, et idoneus possessionatusque juxta Articulum 4^{um} Anni 1498 constituatur.

ARTICLE 15

Les régnicoles souhaitent que les tuteurs et curateurs des biens des orphelins mineurs dressent un inventaire, lorsqu'ils prennent ces biens en charge, et qu'ils les restituent sur simple réquisition. Si les curateurs s'approprient ces biens sous quelque prétexte que ce soit, que les pupilles devenus majeurs obtiennent l'appui des protonotaires et des tribunaux du comitat pour récupérer leurs biens.

15) Miserando afflictoque Pupillorum Statui Regnicolae consultum esse cupientes, statuendum et decernendum censerent, ut Tutores et Curatores Pupillorum nati videlicet Legitimi, et Testamentarii, vel sponte se se in tutelam immitentes, bona nobilia et immobilia ipsorum cum sufficienti inventario ad se recipere, ipsisque ad legitimam aetatem pervenientibus, ad simplicem duntaxat requisitionem restituere, ac de proventibus quoque bonorum, et bonis ipsorum interea perceptis rationem et ratificationem congruentem dare, et administrare debeant, ac teneantur. Alioquin Tutores et Curatores ejusmodi, eorumque haeredes, juxta Partis I Titulum 115 medio Magistrorum Prothonotariorum, vel praevia citatione in Sedibus Judiciariis Comitatum superinde jure convenire, ibidemque Pupillis illis Bona ipsorum, et jura possessionaria, litteraque et litteralia instrumenta ipsorum sub onere evictionis et juramento producendo, nec non res nobiles, et proventus medio tempore, sine poena tamen Decretali, cunctis juridicis remediis sepositis, usque ad summam bis mille florenorum adjudicari, et exequii valeant atque possint, salva nihilominus extra Dominim Appellatione, et pene etiam decretalis aquisitione suo modo ordinatio prosequenda re manente, quod si vero Tutores et Curatores bona Pupillorum sub tutela existentium impetrassent, vel impetraverint, aut quovis alio Colore et praetextu sibi appropriassent, vel appropriaverint, eo ipso nullius sint rigoris, bona vero ejusmodi modo suprascripto ipsis haeredibus non obstante tali impetratione, appropriatione, et abalienatione restitui possint, hoc etiam declarato, quod ejusmodi Pupilli ad legitimam aetatem pervenientes bona sua, et jura possessionaria, de manibus tutorum etiam propria Authoritate, vel si ita non possent, medio subscriptorum judicum apprehendere possent, salva nihilominus de rebus mobilitas, et proventibus modo praemisso procedendi Authoritate, et hoc ipsum etiam de praeteritis tutelis, tempus praescriptionis non transcedentibus intelligitur.

ARTICLE 16

Des veuves dilapident parfois une bonne partie de l'héritage de leurs enfants pour édifier des tombeaux excédant leur condition; que le tribunal du comitat puisse être saisi lorsque ces douairières veulent vendre les domaines pour payer les sépultures.

16) Quoniam nonnullae Dominorum Magnatum, et Nobilium relictae Viduae, et Dotalistae decedentibus maritis ipsarum, non tam intuitu concedendi sepulturae, et exequiarum, quam alienandorum bonorum in praejudicium legitimorum successorum aviditate ductae, in sepulturas et exequias ipsorum maritorum, filiorumque et filiarum suarum sumptus incompetentes et status sui conditionem excedentes impendere, et sub specie ejusmodi sumptuum notabilem pecuniae summam ab aliis levare, bonaque ipsorum maritorum aut filiorum et filiarum sub eadem summa alteri inscribere, sicque bona ejusmodi a legitimis successoribus alienare, aliquando iterum ipsemet redimere, et sub eadem summa bona, ipsam etiam dotem earumdem longe excedentia possidere, de mortuorum que

Maritorum et filiorum ac filiarum inhumata corpora diutius non sine Dolo conservare consuevissent. In quo etsi exstet articulus 105 Anni 1647 et alii ibidem citati, tamen ut eo efficacius indemnitati Legitimorum successorum prospiciatur, si aliquae ejusmodi Dotalistae, sub praemisso, aut alio quovis titulo in sepulturas defunctorum maritorum, filiorumque et filiarum suarum majores expensas, statum et conditionem eorum superantes facere, ob idque bona per easdem jure dotalitio et viduitatis possessa alienare attentaverint, judices illorum comitatuum requisiti, abscissis omnibus juridicis remediis bona alienata comperta rei veritate prae scriptis successoribus restituere, ac eosdem dotalistas vi praecitatorum articulorum de bonis talibus ejicere, et si inhumata corpora, sub praemissó praetextu diutius conservaverint, praemissa legitima admonitione, eadem corpora legitimi successores moderatis, et statui ipsorum decedentibus juxta facultatem expensis sepelire, bona vero in se devoluta sine pecuniaria solutione medio Judicum comitatensium per se apprehendere et Foeneratores eo ipso pecuniam suam amittere debeant, eodem Processu et cautela, quod ad sepulturam etiam ac maritos decedentium conjugum extensis.

ARTICLE 17

Les Etats et Ordres souhaitent que les criminels de droit commun ne soient graciés qu'après une information suffisante.

17) Palam est inde jam aliquot annorum spatio, eas passim in hoc Regno caedet rapinas domi forisque, homicidia, et alia diversa scelerum genera invaluisse ut nec itinerantes, nisi cum maximo vitae, fortunarumque suarum discrimine ad loca necessaria permeare, nec alii boni cives in propria Patria tuti et securi esse possint, quorum malorum licentia, tum ex conniventia eorum, qui tales debito supplicio afficere ex officio tenerentur, tam ex Benignis Suae Sacratissimae Majestatis ejusmodi facinorosis ad sinistram ipsorum informationem Gratiarum Regiarum collationibus procedere videtur, adeo ut similibus Delictis impune relictis, juxta Dei ira in nos provocata, immissisque ejusdem plagis timendum sit, ne gravissima nobis, totiusque Regno, alias etiam in extremis fluctuanti periculis immineant mala, pro coercenda igitur improborum impune peccandi licentia et securitate bonorum Sua Sacratissima Majestas tales sceleratos et alios grassatores coercere benigne velit nominatim Joannem Baxaÿ in Comitatu Borsodiensi commorantem, cui in gravissimarum blasphemiarum latrociniorum aliorumque neffandorum scelerum patratione deprehenso, et in ipsa captivitate turpiter scortari non formidante, ad sinistram informationem esset gratia data supplicantes Suae Majestati Sacratissimae, ut habitam jam sufficientem informationem eundem debita poena puniendum annuere dignetur. In gratiis vero suo modo concedendis eum modum adhibere dignetur, per quem justitia laesis non praecludatur in factis quidem homicidiorum voluntariorum et deliberatorum articulos antea per Divos Suae Majestatis Sacratissimae antécessores admissus ut articulum 82 Anni 1492 et articulum 60 Anni 1563 observare et observari facere, homicidis vero nonnisi

annualem gratiam concedere dignetur, iisdem interea temporibus in vinculis detentis, in reliquis vero criminalibus casibus in comitatu poenam duntaxat capitis inferentibus, et in aliis capitalibus, amissionem capitis, et bonorum redemptibiliter in octavalis judicio importantibus Tit. 57 partis 2ae Tripartiti, et 42, 43, 47 ejusdem satis passis benigne fieri velit, ita enim et justitia aliqua pro laesis, et authoritas Suae Majestatis Sacratissimae suo loco manerent, si qui vero se se post obtentam semel gratiam in similia vel graviora facinora immitterent, illis nec altera concedi, nec prior suffragari possit, prout hoc stylus quoque in talibus observatis suaderet, tanto minus Rustico, seu subdito alicujus Domini Terrestris gratiam impertiendam esse instarent, prout cuidam Joanni Balla in Comitatu Turocziensi commoranti, interfectori quondam Bernardi Czepezeny esset elargita.

ARTICLE 18

Comme les marchands bosniaques et serbes sont suspects de complicité avec les Turcs, que les généraux et les commandants de la Frontière les mettent en garde et les fassent contribuer.

18) Quia porro Negotiatores Bosznienses et Rasciani, vulgo Graeci nominati de Turcia Societate suspecti essent, utpote qui occasionem negotiationis ac mercaturae rerum Turcicarum, occultam cum Turcis correspondentiam, et perniciosas collusiones habere consuevissent, per diversa tamen Regni Fora peragrandi haberent facultatem, cum modo proinde necessaria statuendum existimant Status et Ordines ut Generales, et Capitanei Locorumque Magistratus in eosdem diligenter attendant et si qui tales comperti fuerint, aut Turcis in perniciem nostram arma subministrarent, contra eosdem severe animadvertant, et in medium Comitatuum et Oppidorum in quibus resident, quorumque bonis fruuntur contribuere cum benigna Suae Sacratissimae Majestati annuentia obligentur.

ARTICLE 19

Les régnicoles se plaignent de l'exportation du cuivre, qui les oblige à importer de l'étranger des objets de cuivre et de bronze qui leur coûtent le double. Aussi les Etats et Ordres demandent-ils que l'exportation des métaux soit interdite aux particuliers.

19) Status et Ordines id quoque graviter sentiunt, quod cum in propriis Patriae Fodinis metalla conquirantur, ipsi tamen indigenae multis etiam supplicationibus, vel modicum de cupro justo pretio obtinere vix possint, et centenarii quoque quantitas 20 aut 25 libris minor, quam alias in Regno usu venit, ibidem observetur, quin imo, eo quod e Regno vehantur metalla, vasa etiam cuprea et res aereae ab exteris dupplici pretio comparari debeant, quare licet exstent, jam superinde publicae Regni constitutiones, pro commodo tamen Regni, tollendisque rigorosius

in praejudicium Regnicolarum inductis nocivis abusibus, ut ipse quidem abusus juxta articulum 47 Anni 1625 pro abolitis recenti et strictione Articuli declarentur, et privatis metallorum e Regno eductio prohibeatur Status et Ordines Regni demisse instant.

ARTICLE 20

De la ferme des péages mineurs.

20) In omnibus licet Regni conventibus de abdendis, vel rectificandis Siceis, et minus necessariis Teloniis, ac amotione exinde Judaeorum speciales essent conditi Articuli, utpote Articulus 8 Anni 1351 et novissime Articulus 77 et 79 Anni 1649 quia tamen iidem ad praesens cum manifesto itinerantium incommodo manerent, et effectuari aequum censerent Regnicolae, ut soluta hac Diaeta denominandi articulariter commissarii propriis expensis in se benevole assumptis una cum vice comitibus quorum libet comitatuum, et deputatis per comitatus potioribus nobilibus a publicatione articulorum computando ad certificationem Comitatuum intra 6 mensium spatium ad faciem talium Teloniorum exeant, compertaque praemissorum veritate ejusmodi Telonia tollenda quidem tollant, rectificanda vero rectificent, cui si Dominus loci, et Telonii per se vel per alios resistere vel Telonium dejectum denuo exigere, aut Judaeus, admoniti a teloniis suis amovere nollent, aut non curarent per eosdem Dominos commissarios, Vice Comites et adjunctos eisdem Nobiles juxta Tit. 133 Partis 1ae in perennali Aestimatione, Villae seu Oppidi in cujus territorio antefata Telonia tollenda, vel rectificanda exstitterint, ipso facto convincantur in duobus confiniis Regni in tertia vero partibus executoribus, abscissis omnibus Juridicis remediis applicanda salva appellatione, extra Dominium parti succumbenti, ad tabulam Regiam permanente, si qui vero teloniatores itinerantes, ad telonia sua intra vel extra territoria a longe divertere compelleret, contra tales renovantur Articuli 91 anni 1647 circa finem et 34 anni 1625 ac in eodem citati 14 anni 1464 et 13 anni 1566 poenamque ibidem expressam praevia in Comitatu allatione incurrant, similiter abscissis omnibus juridicis remediis exequendam quoad convictionem judicibus executoribus, quoad villam vero, juxta praecitatam perennalem aestimationem proximioribus ac magis egentibus confiniis applicanda, si qui vero Commissariorum medio tempore e vivis excederent, vel modo praemisso certificati venire nollent, aut non possent, in locum eorumdem Praeses Commissionis alios substituendi habeat authoritatem, hoc etiam addito, quod, si teloniator violentiam patrans non habebit bona, unde lata contra ipsum Sententia executioni demandetur, talis teloniator nil habens, et Convictus per Dominum telonii, tradatur manibus judicis executoris, et quum transitus et pontes, in nonnullis locis minoribus, in quibusdam vero majoribus fatigiis, et expensis reparantur, comitatibus in omnibus teloniis censum limitari authoritas attribuatur, quantum ubi debeant exigere, et solvere ibidem in praemissis partibus quoque annexis observetur, hoc loco Art 39 Anni 1498 et 48 Anni 1622 renovandos et observandos censent Regnicolae.

ARTICLE 21

Plainte contre l'édit impérial du 4 août 1649, promulgué à la demande des Etats de Styrie et de Basse-Autriche, interdisant le transit des vins hongrois à travers ces pays. Les régnicoles élèvent une protestation en règle contre cet édit qui est contraire aux diplômes royaux et aux privilèges du royaume, alors que les habitants de la Bohême et des pays héréditaires vendent librement leurs vins en Hongrie. D'autre part le palatin défunt, dès 1650, a négocié pour obtenir le transit des vins au profit des villes de l'actuel Burgenland et le résultat pratique fut un échec. C'est pourquoi les Etats et Ordres pensent que le principe de la liberté du commerce (§ 17 du décret II de l'empereur Sigismond) doit être respecté, sinon ils interdiront l'importation de vins étrangers en Hongrie et feront confisquer le vin importé en fraude.

21) Gravi cum querela Status et Ordines Regni Suae Majestati Sacratissimae repraesentare coguntur, qualiter Domini |Status et Ordines Archi-Ducatus Austriae et Ducatus Styriae immemores confederationum et compactatorum inter Regnum Bohemiae et Provincias Majestatis Suae Sacratissimae haereditarias in Anno 1606 subsecutorum per suas frequentes apud Majestatem Suam Sacratissiman item cedentes instantias eadem Majestas Sua Sacratissima die 4ª mensis Augusti, in anno Domini 1649 transfacto praeterita publico edicto mediante Viennae, Austriae valvis diversorum locorum publicorum affixis ne vina Hungarica per Austriam in reliqua Regna et Provincias tam adverso Danubio per naves, quam per currus subconfiscatione tam minorum coemptorum, et etiam aliarum rerum suarum penes se habitarum transvehi possint, prohibuerit, super cujus editi sublationem licet comitatus Soproniensis iteratis vicibus tam per legatos, quam vero per speciales Suas Litteras apud Suam Majestatem Sacratissimam humillime institissent, allegando edictum illud confederationi inter Regnum Hungariae, ac praementionatum Archi-Ducatum Austriae reliquaque Regna Majestati Vestrae Sacratissimae et Provincias intercedenti contrarias subsistere require, ex quo eadem in Annis 1608 ante coronationem post 12 Articulum per haec verba |1 salvisque Viennensibus Articulis et Confederationibus ut praemissum, et permanentibus| et articulo 42 Anni 1609 confirmata exstitit, cujus virtute commercium Christianorum ultro citroque liberum declaratum esset, idemque edictum privilegii Statuum Regni pacifico et continuo usu ad tempora usque publicationis edicti continuatis reditibus quoque fiscalibus, ac ultimario iteratis Serenissimorum Regum Hungariae Diplomatibus, uti et Tractatui Nikolsburgensi Authoritate Regia confirmatis damnosum foret, quae praemissa Majestas Sua Sacratissima juxta conditionem primam Diplomatis per se observaturam, et alios observari facturam benigne promissa, nullam tamen aliam a Sua Majestate Sacratissima resolutionem obtinere potuerit, quam quod Quaestoribus in Regno vina ementibus particulares eodem duntaxat Anno, quorum vigore vina e Regno educi possent, concederentur, passus non diffidimus ; nihilominus Majestatem Suam Sacratissimam Statibus et Ordinibus Liberi

Regni sui, ut ante muralis totius Christianitatis iisdem mandatis collata per praedecessores privilegia, et Diplomata confirmata nullis ipsorum demeritis ita exigentibus sublatura considerato etenim per Suam Majestatem Sacratissimam clementer Statu, et conditione Gentis Hungaricae, quae pro incolumitate, et tranquilla vicinarum Provinciarum permansione Dies et Noctes excubantes, aliorum defendentes, proprium effundarent sanguinem, conjuges, Liberos, Fratres, amicos, consanguineos, omnem suam substantiam, et ipsam vitam contribuerent, ad quam plurimi ex ipsis in diris Turcarum carceribus miseram gemerent captivitatem. Status et Ordines Trans Danubiani, inclÿtum Regni Hungariae consilium humillime requirentes licet, super sublationem edicti collegiatorum, demisse apud Suam Majestatem Sacratissimam institisset, edictum tamen mansit in suo vigore, et minime sublatum exstitit tandem ad Illustrissimum olim Comitem Paulum Pallffÿ ab Erdöd alias Regni Hungariae Palatinum iidem Status et Ordines Trans-Danubiani confugientes, idem condam Dominus Comes Palatinus Majestatem Suam Sacratissimam humillime tribus iteratis vicibus per litteras suas requisivit, supplicando demisse, ut Sua Majestas Sacratissima habita ratione confederationis Diplomatum Regiorum ac Privilegiorum Regni, quandoquidem aliorum Regnorum omnis genera vina citra ullum edictum, et prohibitionem, cum quibus Regno Bohemiae et Provinciis Majestatis Suae Sacratissimae haereditariisque nulla intercedit confederatio intromittuntur, et publice in eisdem Regno, et Provinciis venduntur. Et alias etiam universa Regna sub diversis capitibus existentia de Jure Gentium commune commercium Christianorum recolerent, solae permissae provinciae contra confederationis et bona vicinitatis jura, vina Hungarica, ac alia communia induci, et edui prohiberent, Majestas Sua Sacratissima edictum illud tollere clementer dignata fuisset, Idem Dominus Palatinus sublationem edicti ipsius obtinere nequivisset, tandem memoratus condam dicti Regni Hungariae ad Diem 3^{iam} Mensis Octobris in Anno Domini 1650 praeterito in Civitatem Liberam et Regiam Soproniensem Statibus et Ordinibus Regni Trans-Danubianis Generalem Congregationem Majestate Sua Sacratissima clementer consentiente, publicans, ibidem inter reliquos tractatus super hocce edicti negotio consultantes, tam per Litteras quam vero Legatos Majestatem Suam Sacratissimam de sublatione edicti ejusdem demisse requisitam habuissent, eisdem Majestas Sua Sacratissima benigne se resolvendo negotium hocce per Dominum Regni Hungariae Palatinum cum contento Statuum accommodatura respondit, cujus edicti accommodationem, et sublationem cum desiderio licet exspectassent, tamen Dominus quoque Palatinus minime desideratam obtinuisset resolutionem, cum Majestas Sua Sacratissima per Litteras suas in Eberstorff die 3^{10} mensis octobris in Anno Domini 1651 praeterito emanatus, et Domino Palatino resolutionis instar transmissas nonnullis locis uti civitate Soproniensi, seu Eisenstadiensi quatuor Dominis N. Eisenstadiensibus consimiliter 4 Oppidis Rust Nayzden, et Brist ibidem 4 Braitenbrunn 3 000 urnarum vini pro eadem duntaxat viae, ut per Austriam in Bohemiam, Poloniam, Moraviam, Silesiam, per solitas vias, et per currus milla autem ratione adverso Danubio per naves in superiores partes transvehi, in Austria vero nulla modo deponi, et

divendi possint, cujus edicti occasione eo deventum est, per Dominos Status et Ordines Austriacos, ut primum sine Litteris salvi passus ipsorum licet Majestati Suae Sacratissimae Litterae salvi passus clementer concessae fuissent, vina tamen penes eadem vecta confiscata exstitissent, uti ad hodiernum usque diem pro confiscatis haberentur. Qua ejusmodi Majestatis Sacratissimae declaratione, per Dominum Palatinum Statibus Regni, Trans-Danubianis inotescente, omnique spe tollendi excidentes onus illius edicti cum maxima communis boni jactura de facto paterentur, quam quidem supra memoratam confederationem, ut Status et Ordines Regni praescinderent, pie defuncta Sacratissima Caesarea Regiaque Majestas Progenitor nimirum Majestatis Suae Sacratissimae felicissimae reminiscentiae licet in Propositionibus suis in Anno Domini 1622 dudum transacto Statibus et Ordinibus Regni in Diplomatis conditione 12ª in Articulo 2º in publicis Regni Constitutionibus inseri, serio eandem confederationem confirmare noluit, prouti et Majestas Sua Sacratissima in Diplomate Regis Statibus et Ordinibus Regni assignata, et articulo 1º Anni 1638 inserto benigne confirmare dignata est. Consimilis per Dominos Status et Ordines Ducatus Stÿriae, Carinthiae, et Carniolae, in eductione, et libera venditione vinorum Hungaricorum, et liberi commercii committuntur, confederationum transgressiones, quia omnino commercium, et venditionem vinorum liberam in Provinciis suis severe prohiberent, quia vero Clementissime Imperator, Confederationes ab utraque parte Sanctissimae debent esse pactiones, neque quidpiam Regni magi sobesse potest, quam non observatio foederum, uti in pacificatione Viennensi in Praragrapho : Ut vero haec omnia et caetera usque ad finem quo se referrent, ad antiquas Confaederationes et in casu violationis, poenam ibidem expressam contra transgressores serum portarent in Anno Domini 1608, ante coronationem post 12 articulum in Anno 1609, Articulum 42, in tractatu Niklosburgensis paragrapho : omnis generis commercia, in diplomatum suprafatorum conditione 12 confirmata existeret, et alias etiam par talia Majestatas Sua Sacratissima nonnisi alenationem animorum inter Regna Majestatis Suae Sacratissimae, et Provincias sperare haberet, unde majora quoque incommoda evenire possent, quare aequitati, et communi justitiae consonum est, ut edictum hocce veluti confoederationi articulis Diplomatibus Regiis contrarium sub praesenti Diaeta tollatur, et annihiletur Statusque et Ordines Regni super non renovationem ejusdem edicti per Majestatem Suam Sacratissimam non solum condendo superinde articulo, verum etiam peculiari Diplomate assecurentur. De eo ut omnia generis commercia in omnibus Regnis, et Provinciis Majestatis Suae Sacratissimae Haereditariis, in specie per Regnum Bohemiae, Austriae, utramque Silesiam, Stÿriam, Carinthiam, Carnioliam, Moraviam, et alias Provincias, tam per terram quam vero aquas omnibus omnino Incolis Regni Hungariae, et Regnorum Sacrae Coronae annexorum juxta articulum 17 Anni 1630 sine ulla solutione tributorum libera fiant, insuper idem Regnum Bohemiae et saepefatae provinciae in praemissis facientes contrarium poena conclusa puniantur, et super non transgressione confoederationis per ipsum et ipsas successivis temporibus minime attentanda, ut peculiari Diplomata Status et Ordines Regni Hungariae, et Regnorum Sacrae Coronae

annexorum juxta articulum 17 Anni 1630 sine ulla solutione tributorum libera fiant, insuper idem Regnum Bohemiae et saepefatae provincia in praemissis facientes contrarium poena conclusa puniantur, et super non transgressione confoederationis per ipsum et ipsas successivis temporibus minime attentanda, ut peculiari Diplomata Status et Ordines Regni Hungariae assecuratos reddant, Sua Majestas Sacratissima idem Regnum et Provincias similiter stante hac Diaeta gratiose inducat. Et quia negotiatoribus Hungaris, per nonnullas extraneas Provincias quaestura prohibeatur, iisdem, vero Provinciis et Regnis sua ubique in Regno Hungariae Partibusque annexis libere circumportare, vendere et coercere, quaesturamque exercere liceat. Proinde hac quoque in parte juxta Articulum 17 Anni 1405 Decreti 2^{di} Sigismundi Imperatoris mutuum commercium utrinque observandum censent, alias Articulum 28 : Anni 1647 de solutione totalis tricesimae renovandum et exacte observandum, ac vini in Regnum et inde per quoscunque inductionem simpliciter interdicendum censent, contra facientes vero per Tricesimatores et Teloniatores in confiscationem rerum penes se inventarum Fisco Regis applicandarum iis vero intermittentibus per Dominos terrestres sibi appropriandarum ipso facto puniantur, Domino vero fundi interessato existente ac cum tali vino, ad bona sua perveniente Vice Comes ejusdem Comitatus comperta superinde veritate eundem in oblatione ejusdem vini eo vero absumpto in aequivalore puniendi habeat plenariam facultatem, abscissis omnibus juridicis remediis.

ARTICLE 22

Afin de procéder à des rectifications de frontières entre le royaume d'une part, la Silésie, la Moravie, la Styrie, la Carinthie et la Carniole d'autre part, les Etats et Ordres demandent la nomination de commissions mixtes comprenant des membres des Etats de chaque pays concerné.

22) Quamvis plurimas de rectificationibus metarum cum vicinis Suae Majestatis Sacratissimae Provinciis Regni constitutiones, prouti et conditionem 11^{am} Diplomatis exstare per optime sciant, Regnicolae easdem tamen non sine ipsorum incommodo ad hodiernum usque diem experiuntur ineffectuatas, idcirco instant demisse, ut Sua Majestas Sacratissima easdem ex parte quidem expurgationis alvei Rabae, et exstruendorum aggerum contra exundatiam fluminis Murae, Articulum 129 anni 1647 et ibidem citatos, ex parte vero metarum Regni Hungariae cum Sylesiaticis, demolitionisque versus partes Sÿlesiae in Bonis ad Budatin erectorum, Articulorum 26 Anni 1649, ex parte itidem metarum circa Moraviam in possessores arcis et bonorum Lednice cum Dominio Arcis Bruno, Arcis vero Holics nec non civitatem Szakolizensem, cum Dominis Hodolinensibus et Sztraczniczensibus ejusdem Marchionatus Moraviae Articulum 27 Anni 1649 eodem modo inter Possessores Arcis Beszterce Regni Hungariae cum pertinentiis bonorum Vezetin Razno et Mecztich memorati Marchionatus Moraviae ex parte tandem metarum, inter Regna Croatiae, et Slavoniae ab una ac Provincias Stÿriae, Carinthiae, Carnioliae, ab altera partibus usque ad mare Adriaticum controversarum, Articulum 23

Anni 1625 et Articulum 179 Anni 1647 realiter in effectum deduci facere dignetur, pro quorum quidem articulorum reali et certiori effectuatione Status et Ordines eum modum oportunum fore, ac praecitatis Articulis addendum judicarent, ut commissarii utrinque de facto denominentur, et terminus praefigatur articulariter qui Termino et Loco in iisdem non obstante unius vel alterius absentia aut morte ex parte commissariorum Hungaricorum per Dominum Comitem Palatinum substituendorum sub amissione territorii comparere, et totalem controversiam metalem effective complanare, et determinare, debitaeque executioni cum lignorum metalium erectione demandare teneantur, et valeant, qua occasione metas quoque et limites Regni Hungariae versus Austriam, aggerem quoque incipiendo a civitate Neostadiensi in loco Campestri usque ad castrum Ebenfurt, per Dominos Austriacos penes fluvium Laÿtha in diminutionem territorii Comitatus Soproniensis erectum, ac metalem quoque controversiam Possessionis Verböcz Dominii Arcis Barenez cum dictis Sztransnicensibus habitam rectificent, et si quae bona inter complanandos et ad Hungariam applicandos limites exstiterint, eadem cum iisdem Liminibus Regno Hungariae ipso facto pro reapplicatis habeantur. Litteralia demum instrumenta factum Bonorum per eandem rectificationem metarum Regno forte reincorporandorum vel jam reincorporatorum concernentia primevam efficaciam et vires recuperasse declarentur. Eodem modo rationem et jam rectificationis metarum Regni Hungariae cum Silesitis praecitatus Articulus 26 Anni 1649 et alii ibidem consignati renoventur, usque aggeres versus partes Silesiae in Bonis et Territorii Arcis Budatin erecti juxta modum et formam in praescripto articulo aliisque eidem annexis ordinatum mox post Diaetam demoliantur, extradato superinde ad suprmos memoratorum et Arvensis Comitatuum Comites Benigno mandato et commissione contentationem similiter, pro damnis per subditos Ducatus Tessiniensis subditis Magnifici Domini Gaspari Szünyogh et [*lacune*] legitime interessatorum illatis modo in eodem Articulo declarato, finitis statim comitiis Sua Majestas Sacratissima clementer demandare dignabitur.

ARTICLE 23

Il résulte de la disparité des poids et mesures de multiples inconvénients, car, bien que les mesures légales du royaume soient celles de Bude et de Presbourg, les seigneurs ou les fermiers de l'impôt sur les vins commettent de multiples exactions à l'encontre des vignerons.

23) Quandoquidem ex Librarum et Centenariorum Mensurarumque vini et frumenti disparitate et inaequalitate plurima damna et inconvenientias suberiri animadvertunt Regnicolae ad tollendas hujusmodi inaequalitates et incommoda Majestas Sua Sacratissima Articulum 16 Anni 1587 et alios in eodem citato clementer renovari, et stricte observari, ut quae mensura liquidarum et aridarum omnis generis juxta articulum 1^{um} Anni 1405 mensurae Budensi, seu quae per omnia eadem est, Posoniensis conformiter, sub poena ibidem expressa curare dignetur, quibus addendum censuerunt Status, quod eum Domini et exactores

jurium Montanorum inproportionatum et onerosum pro libitu suo imponant vinearum cultoribus, exiganturque multis in locis Jus Montanum ad tollendos tales abusus in singulis Comitatibus Vice Comites cum Deputatis Nobilibus exeant, ac à 20 annis inductam compertamque judicialiter auctionem juris Montani rectificari valeant, talique rectificationi Possessores jurium Montanorum se se sub poena violentiae accommodare teneantur, eodem modo juxta mensuram et mediam praevio modo articulariter statuendam nonam, et jus montanum teneantur tam Domini Fundi exigere sub poena violentiae quam cultores vinearum praestare, hic loci articulum 36 Anni 1550 de termino educillationis vini inter Rusticos currente renovandum censent, neque Rustici compossessorum vel alieni post praescriptos ibidem terminos terrestres vinum educillare possint sub poena violentiae, ubi vero, hactenus in usu educilli intra eosdem terminos non exstitissent rustici, nec in posterum liberum sit ejusdem educillum. Si vero alter Dominorum terrestrium educillum suum cuipiam Nobili externo arendare voluerit ; illud praevia admonitione vicino Domino terrestri prae reliquis arendare teneatur, secus arendantem externum idem Dominus Vicinus terrestris depositis apud Vice Comites deponendis praevia sola admonitione judiciaria excludendi habeat facultatem.

ARTICLE 24

Renouvellement du décret 135 de 1647 concernant l'attribution des biens.

24) Articulum 135 Anni 1647 renovandum, ac ad eosdem etiam qui in Commissionibus Regiis et Regni tempore Statutionis bonorum suorum per alios quocunque titulo in futurum impetrandorum comperti fuerint exstitisse extendendum aequum et necessarium judicant Status, eodem modo Articulum 36 Anni 1609 renovandum et ad omnes etiam Secretarios et Notarios Capitulorum, Conventuum extendendum, ac tam de impetratis, quam impetrandis Boniis intelligendum, observandumque censent Regnicolae, idem intelligendum etiam de Procuratoribus illis, qui in Bonis impetratis procurassent vel procurassent vel procurarent.

ARTICLE 25

Des créances de certains régnicoles dans les pays limitrophes.

25) De non fiendis arestationibus, et celeriori Debitorum aquisitione in vicinis Majestatis Suae Sacratissimae provinciis, licet et Benigna ejusdem Sacratissimae Majestatis annuentia exstent Articuli 55 Anni 1638, 94 Anni 1647 et Articulus 57 Anni 1649 iisdem tamen Articulis simul et Benigna Suae Majestatis Sacratissimae annuentia Status & Ordines vicinarum provinciarum non curatis, hujusmodi indebitas arestationes facere in dies non cessant, Debitorum autem adjudicationem, et consequenter creditoribus satisfactionem in tam longum protrahunt, ut Creditores vel vacuos redire necesse sit, vel certe propter expensas ipsorum in acquisitionem Debitorum suorum erogandas totalis summae

acquisitionem in suspenso relinquere debeant, prout Venerabilis Capituli Ecclesiae Metropolitanae Strigoniensis certa summa pecunia cum interesse, 6 circiter mille florenorum, nec non Egregiorum Andrae et Melchioris Kerekes circiter 22 millia florenorum in Domo provinciali Inferioris Austriae Lanthaus dicta, et Magnifici Domini Andreae Ortaÿ 1 200 florenorum apud Status Sÿlesiae, nec non Egregii Sigismundi Buczanyi, et Dominae Judithae Araniadÿ Consortis Egrëgii Michaelis Midvéghi et aliorum, haeredum condam Zuzana Desö apud Civitatem Sztrasnicensem Marchionatus Moraviae ter mille floreni, cum solito interesse, quinque circiter annorum eodem modo, Catharinae Körtvélesÿ primum quidem condam Pauli Beskovicz jam vero Stephani Radvàn, consortis 3 000 florenorum Hungaricalium capitalis summae ad expensas et interesse dictam capitalem summam prope adaequante in Urbe Viennensi, item relictam condam Comitis Venceslai a Zhodicz in Marchionatu Moraviae, uti et Illustrissimae Principissae Commorantis in Puchon, subditae relictae videlicet condam Danielis Valla dicti, ac subditorum Nicolai Hauvenek, & Zachariae Kobliska ibidem commorantium in Puchon, apud Presrovienses in Moravia certae summae pecuniariae, item Nobilium Josephi et Michaelis Pantaleon, ex comitatu Trenchiniensi ad necessitatem Marchionatus Moraviae, et Fidei Jussionem defuncti Domini Cardinalis Ditrekstain juxta contenta Obligatorialium ejusdem liquida debita mutuo data, similiter haeredum condam Michaelis Maurer, et Orphanorum olim Michaelis Armpuster apud Status & Ordines Superioris et Inferioris Sÿlesiae 1 000 Imperalium una cum interesse, ab Anno 1620 et aliorum e compluribus annis insoluta inhaererent, instant itaque demisse Regnicolae apud Suam Majestatem Sacratissimam, ut juxta Articulos praecitatos, cum ab indebitis attestationibus abstineri, cum vero celeriorem debitorum ac aliarum rerum quarumcunque acquisitionem per Benigna Sua Mandata peremptoria procurari, Arestata autem de facto deliberari facere benigne velit. Justitia communi suum cuique reddi indictante, alioquin accedente Benigna Suae Majestatis annuentia, ex parte vicinarum provinciarum hujusmodi mandatis peremptoriis Suae Majestati Sacratissimae non satisfacientes simile facturi Regnicolae.

ARTICLE 26

Plainte contre les villes minières qui admettent des étrangers avec la plus grande facilité, de sorte que les Hongrois, les Allemands et les Slaves originaires de ces villes pourront en être chassés.

26) Accederet praeterea, quod licet extraneus pro indigena per Suam Majestatem Sacratissimam et Regnicolas simul non vero seorsim recipi soleat, atque possit, civitates tamen Liberae atque Montanae nescitur qua authoritate ductae extraneos quoslibet ex quacunque orbis Plaga in medium ipsorum venientes in concives suos cooptando pares faciunt Regnicolis, unde prope diem eveniret, quod ex nonnullis civitatibus Hungari, Germani, et Slava Nativi eliminabuntur, cui consultum esse volentes Regnicolae ante omnes externos ad Bona Civilia Venalia indigenae Regni etiam Nobiles, jus habeant praemptionis, contrarium vero facientes

civitates et communitates poena bis mille florenorum in Articulo 44 Anni 1609 expressa mulctentur ad instantiam Fisci Regii abscissis omnibus juridicis remediis, per unum ex Magistris Prothonotariis, toties quoties exequendorum, ac inter executorem et fiscum Regium aequaliter dividendorum.

ARTICLE 27

De l'acquisition de certains héritages par des personnes étrangères au royaume. Que l'on respecte les constitutions relatives à l'anoblissement.

27) Cum afflicta haec Patria satis superque sit exhausta, nec ea quoque in parte ejus dimminuantur vires Suae Majestatis Sacratissimae clementer annuere dignetur, nec per quoscunque extra Regnum residentes bonorum suorum in Regno existentium precium et praejudicium legitimorum successorum extra Regnum educi valeat, sub amissione talium bonorum medio unius Magistri Prothonotarii, aut Judicium Comitatus abscissis omnibus juridicis remediis occupandarum ac iisdem legitimis successoribus assignatorum in modo vero nobilitationis observentur priores constitutiones, superinde sancitae, ac in aliis Comitatibus et non in illis, in quibus resident se se publicantibus impetratae Litterae Armales ne suffragentur.

ARTICLE 28

Comme certains magnats refusent de contribuer à l'entretien des députés des comitats où ils ont beaucoup de biens, les régnicoles demandent que cette obligation soit dorénavant stipulée par un décret.

28) Aggravari sentiunt se ipsos Nobiles Regnicolae per nonnullos Dominos Magnates, quod licet de bonis eorumdem Dominorum Magnatum plurimi nobiles possessionati sat copiosa Bona possideant, contributiones tamen pro salario Nunciorum Comitatuum ad Comitia Regni ablegatorum ex illis bonis provenire debentes iidem Domini Magnates nescitur quibus ducti considerationibus pro se ipsis percipiunt, idcirco, ut hujusmodi ipsorum Dominorum Magnatum super nulla lege fundata contributionis exactio speciali articulo caveatur, aequum existimant Regnicolae, hac additione : « ex Bonis quorumcunque ad Diaetam per Regales vocatorum pro Nunciis Comitatuum contributio exigatur ». Hic loci occurrit et hoc determinandum, ne in Bonis aliis opignoratis, prout hactenus per plerosque Dominos Magnates factum fuisset, invitis possessoribus hÿpothecariis quarteria imponant, et alias quasvis exactiones ipsi vel eorum officiales faciant sub poena violentiae toties quoties ab iisdem desummenda.

ARTICLE 29

Par suite de la multiplication des malfaiteurs, les Etats et Ordres rappellent les termes du décret 13 de 1625 : les complices des malfaiteurs et les autorités qui se font leurs alliées relèvent du palatin, du ban et des généraux de la Frontière.

29) Malefactorum multitudinem nimium accrevisse experiuntur Regnicolae, vel ex inde maxime, quod nonnulli Domini Magnates, sed ipsi etiam Nobiles Jus gladii habentes, tametsi in manus ipsorum inciderit, eosdem tali quali sub praetextu impune dimittunt, ea freti confidentia, quod nullius pene contra tales exequendo processus aliquis compendiosus exstaret, et licet Domini Supremi Comites, ex officio sibi incumbenti in iis Comitatibus, quibus praesunt publicos malefactores captivandi et puniendi habeant authoritatem, tamen ut in exstirpandis iisdem, et per hoc reddenda securitate miserae plebis, ac etiam Nobilitatis frequentiores et diligentiores se se exhibere debeant, ad obeunda sua ejuscemodi munia, obligentur, ac pro ulteriori praedonum ac malefactorum exterminationem Articulo 13 Anni 1625 addendum censent, ut Nobiles praeter Domicilium vix aliqua Bona habentes se se aliis praedonibus et publicis malefactoribus associantes, libertatemque primam ac nobilitatis aperte violare non formidantes praevia evidenti super inde et sufficienti inquisitione ad Sedem Judiciariam comitatus reportata compertaque exinde facti veritate, et sedibus Judiciariae ejusdem Comitatus accedente ad hoc consensu et determinatione confestim per Comites, vel Vice-Comites capiantur, ac ex vinculis citati observato Juris Processu contra eosdem lata sententia executioni demandetur, neque talibus et his similibus praedonibus et malefactoribus Sua Majestas Sanctissima gratiam impertiri velit, Inquisitiones vero publicas juxta Articulum 13 Anni 1625 sub poena itidem annotata Comites et Vice-Comites peragere teneantur, dimissores et Fautores Malefactorum, et eosdem non punientes, aut in ipsorum officiis remissiores liberos quidem Comites et Magistros civiles Vice-Comites, ipsi vero Supremi Comites Comitatuum, hos demum Dominus Comes Palatinus, ac in Croatia, et Slavonia Dominus Comes Banus juxta praecitatum Articulum 13 Anni 1625 ibidemque annexos Articulos sine longiori juris processu puniat, ac contra Generales Capitaneos, eorum denique Officiales bellicos se se in Jurisdictionem Supremorum, et Vice-Comitum ingerentes, eosdemque in puniendis malefactoribus impedientes articulum 20 Anni 1618 cum addita poena articuli 19 Anni 1495 diligenter observandum per memoratos Dominos Comites Palatinum, in Slavonia vero et Croatia Banum irremissibiliter exequenda summe necessarium existimant Regnicolae.

ARTICLE 30

Les chapitres de Győr et Vasvár pourraient être dessaisis de leur juridiction sur Rabaköz au profit du chapitre de Csorna, par suite des inondations qui empêchent les chapitres de Győr et de Vasvár d'y mener leurs enquêtes.

30) Siquidem ab incolis Districtus Rabaköz capitula Ecclesiarum Jaurinensis et Castriferrei remotius esse dignoscerentur, atque pro celebrandis Fassionibus saepius tum inundationem aquarum, tum etiam intervenientes excubias venire nequirent, pro eo ne in hac parte damnificentur, dignetur Majestas Sua Sacratissima Conventum Praepositura Csornensis ad pristinum suum Statum juxta Articulum 32. Anni 1574

cum antiqua juridictione et districtu obeundarum executionum assignationemque Protocolli, ad praesens in Monasterio Franciscanorum Jaurini habiti reduci facere.

ARTICLE 31

Quoique la présence d'un poste à Szalaköz (comitat de Nitra) ait été efficace contre les raids de cavalerie turque, le comitat ne peut plus l'entretenir à lui tout seul et demande l'aide des comitats voisins.

31) Cum in Comitatu Nittriensi passuum a Szalakuzo... et peditum jam a duobus annis continuata intertentio tantae fuit securitati, et defensioni illis Partibus, ut per Turcas speculatores, ab illo tempore minus infestatae et damnificatae exstitissent, per se tamen idem Comitatus Nittriensis eosdem pedites ulterius intertenere, et continuare haud posset, vicinorum quoque Comitatuum Posoniensis, Trencsiniensis, et Turocziensis, ac Liberarum Civitatum succursu dictum Comitatum Nittriensem pro continuendis et exolvendis peditibus supportandum esse.

ARTICLE 32

Des arrérages de contributions (subsides alimentaires et contribution foncière) sont encore chez les percepteurs des comitats, bien qu'ils soient obligés par la loi à rendre des comptes très précis.

32) Licet de restantiis subsidii annonarii, et contributionum Dicalium, prout et Coronalis pecuniae exigendaque superinde exacta rationem, et ejus executionem strictissimae constitutiones, anno quidem 1647 Articulo 39 Anno vero 1649 Articulo 5 sint sancitae, plurimae tamen ex illis apud Perceptores et Dicatores Comitatuum, ac ipsos etiam nonnullos Comitatus, vel etiam illos, qui per Illustrissimum condam Dominum Paulum Pállffy Palatinum ad exequendas tales restantias deputati essent, ita et confiniorum Capitaneos haererent, proinde summe necessarium censent Status, id juxta praecitatos articulos praenotatae universae restantiae exigantur, ut eo quo sunt ordinatae convertantur. Dicatores vero et Perceptores hujusmodi restantiarum, deputati fuissent, demptis sufficienter expeditis uti etiam Generalis Perceptor Regni et Capitanei aliique Perceptores in confiniis degentes de perceptis et erogatis sub poena Articuli 65 Universos Perceptores et administratores Proventuum Regiorum et Regni extendendi ad strictissimam rationem reddendan adigantur, praeterea etiam summa illa 50 000 florenorum Hungaricalium ex pecunia Reverendissimi condam Domini Georgii Draskovics Episcopi Jaurinensis judicialiter pro aedificio Ersek Újváriensi deputata, cum alia Summa Pecuniaria ad diversa loca deputata, ubi nam haereret sub praesenti adhuc Diaeta exquiratur. Etsi quidem Illustrissimus ac Reverendissimus Dominus Georgius Lippay Archi-Episcopus Strigoniensis cum aeterna sui totiusque familiae suae memoria reale Fortalitium Ersek Újvárience, muro circa circum cingendum non modo in se assumpsisset, verum etiam feliciter inchoatum operosius continuaret, pecunia illa ad

fossatum ejusdem Propugnaculi expugnandum, terramque ab inde circum circa erutam, et in dies emoliendam ad interiora murorum pomeria et latera asportanda convertatur, eodem modo alii 10 000 floreni ad restaurationem Domus Regnicolarum Posoniensium et diversa pecunia dicti condam Domini Episcopi Jaurinensis ordinati similiter perquirantur, et ad restaurationem ejusdem Domus convertantur.

ARTICLE 33

De la restitution des paysans fugitifs. D'une part les seigneurs doivent ramener les fugitifs chez leurs seigneurs, sous peine d'amende de 300 florins. D'autre part il faudrait négocier avec le prince de Transylvanie pour qu'il restitue les paysans provenant de la Hongrie du Nord-Est.

33) Tametsi plures de restitutione Fugitivorum Colonorum per Capitaneos et milites confiniarios de villis et possessionibus Nobilium Regni abusiva quadam insolentia abductorum exstent articuli, videlicet Articulus 36 Anni 1613 et Anni 1618 articulus 48 et articulo 83 Anni 1649 tantum tamen abest, ut a subditorum ejusmodi Dominorum et Nobilium etiam cum universis ipsorum rebus mobilibus et familia ad confinia abductione cesset, ut etiam repetitos nihil curatis crebris requisitionibus restituere nolint, quin potius tam Dominos ipsorum Terrestres, quam Judices Comitatuum ad ejusmodi persecutionem minis mortis, et interemptionis deterreant, quare ut tandem aliquando Regnicolae ab ejusmodi injuriis respirare possint, in eosdem confiniarios similia attentantes, statuendum censent, ut Capitanei fugitivos colonos Dominis ipsorum Terrestribus una cum rebus mobilibus universis, ac familia restituere, ac eosdem per sufficientem commitivam usque ad locum residentiae ejusdem Domini Terrestris comitari facere teneantur sub poena 300 florenorum toties quoties ex bonis mobilibus, et immobilibus talis Capitanei per Judices Comitatus, abscissis omnibus Juridicis remediis exequenda, de restitutione quoque Colonorum ex Comitatibus Zemplin, Szathmár, Szabolcs, Beregh, Ugocha et aliis non sine gravi eorum Comitatuum detrimento, in Transylvania, et partes eidem applicatas transfugentium, ita etiam ratione dupplicis et onerosae Dicarum exactionis in partibus superioribus magno cum Regnicolarum Detrimento, currentis, ita etiam in eo, ne Nobiles et Ignobiles in Ditione ... bonorum adjacentium, vel aliorum ejusdem Regni Hungariae negotiorum in Transÿlvania et partibus habitorum in Hungaria Ditione Suae Majestatis Sacratissimae Juristare compellantur eisdem fidelibus suis Regnicolis de efficaci aliquo medio cum Illustrissimo Domino Principe Transÿlvaniae superinde tractandi et concludendi Sua Majestas Sacratissima statim post praesentem Diaetam clementer prospicere dignetur.

ARTICLE 34

Plaintes contre certains privilèges des Haïdous, renouvelant les plaintes de 1613 et 1638 : les Haïdous se refusent à payer toute contribution et à restituer les paysans en fuite qui viennent chez eux.

34) Essent etiam non leves contra Oppida privilegiata et alias villas in articulo 36. Anni 1613 nec non articulo 67. Anni 1638 denotatae et specificatae querelae, proinde praecitatos articulos ac articulum 31. anni 1556 renovandos, ac tam ad oppida ibidem specificata, quam etiam alia oppida Haydonicalia in iisdem non expressa extradandas censent, inquisitiones etiam publice per Vice-Comites instituendae, tam in dictis quam aliis Civitatibus Oppidis, aliorumque quorumvis Dominorum et Nobilium Liberarumque Civitatum ac Fisci Bonis juxta Articulum 60 Anni 1638 et sub poena ibidem denotata admittantur, et si forte deinceps aliquis Vice-Comitum ubi propter metum Turcarum fieri poterit ad facies locorum alioquin ad locum tutiorem exire, et tales inquisitiones vel peragere negligerent, ad minimum semel in anno vel certe inquirentes quorumcunque corrupti muneribus malefactores deprehensos dimitterent, vel subjicerent, aut in talibus locis inquisitiones omitterent, aut honoraria a Civitatibus, Oppidis ac villis inquisituri exigerent, tales Vice-comites Articuli poenam 43 Anni 1548 comperta superinde veritate incurrunt modo a comitatu praescribendo ab iisdem desummenda, in necessitates Comitatus convertendam.

Article 35

Plainte contre les Coumans qui ne restituent pas, eux non plus, les paysans fugitifs.

35) Articuli quoque de Cumanis et Phÿlistaeis editi declarentur, modusque et processus fugitivorum et colonorum in medium eorumdem transfugentium a Domine Palatino, vel ejus Capitaneo repetendorum... observetur, qui in repetitione aliorum fugitivorum colonorum, juxta constitutiones superinde sancitas, poenaque in iisdem expressa observaretur, iisdem Cumanis et Phÿlistaeis in priori suo usu et immunitatibus permanentibus.

Article 36

Les Etats et Ordres estiment que les gardiens de la Sainte Couronne doivent résider en permanence à Presbourg, au château, auprès de la Couronne et avoir autorité sur la garnison allemande.

36) Non sine sensu intelligunt Status nonnunquam, et quidem frequentius Neutrum Dominorum Conservatorum Sacrae Regni Hungariae Coronae, penes Coronam manere, ob hoc Status summe necessarium judicant, ut a modo in posterum si certis, et iustis ex impedimentis non uterque unus tamen eorumdem Dominorum Conservatorum, semper penes Sacram Coronam residere debeant continuo, ab iisdemque et Castellanis Arcis Posoniensis etiam Germani Milites ad custodiam Sacrae Coronae adstricti etiam in puniendo plenarie dependere debeant.

ARTICLE 37

Les régnicoles voudraient que les testaments des nobles possessionnés soient déposés auprès des chapitres ecclésiastiques, comme auprès des magistrats des villes.

37) Statuendum porro censerent Regnicolae, ut testamentariae dispositiones Nobilium possessionatorum de haereditatibus civilibus non solum coram Senatoribus civitatum, aut oppidorum Privilegiatorum, sed etiam Capitularibus et aliis authenticis personis, vel sufficientibus confectae suum vigorem et robur habeant, Nobiles vero impossessionati, vel suspectae Nobilitatis, nihilque penitus bonorum in Comitatibus habentes, extra casum necessitatis coram Magistratu, vel civilibus personis testamenta sua condere obligentur.

ARTICLE 38

L'archevêque et le chapitre d'Esztergóm demandent l'ouverture de la petite porte des remparts de Trnava.

38) Ad instantiam Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Georgii Lippaÿ Archi-Episcopi Strigoniensis ac Venerabilis Capituli Ecclesiae Metropolitanae Strigoniensis de aperienda porta minori civitatis Tÿrnaviensis, penes Curiam Archi-Episcopalem sita facta tamquam justam et legitimam visum est statim, ut eadem porta minor ejusdem Civitatis antea quoque temporibus maxime pacis, sine ullo dictae Civitatis periculo, imo cum maximo Incolarum commodo in usu habita aperiatur, per eandem civitatem, quod si fecere omitteret, aut protraheret vigore praesentis Statuti per illustrissimum Dominum Comitem Palatinum cogatur, ejus tamen directione et potestate penes antelatam civitatem relicta et permanente.

ARTICLE 39

Des usurpations des magnats vis-à-vis des biens de la noblesse.

39) Statuendum judicant Status ne Domini Terrestres a Nobilibus et Rusticis aliorum Dominorum, et Nobilium Domos ac Vineas aliasque haereditates civiles et rusticanas in bonis et territoriis eorumdem Dominorum habitas propria authoritate violenter, sub poena violentiae occupent, occupata vero ab Anno 1650 vigore praevium articulorum super occupationibus bonorum sancitorum, per eos quorum interest reaquiri possint, per quoscunque ante eundem annum iis quorum interest simpliciter sub poena violentiae restituatur hoc addito, quod si prius requisiti debitus census juxta locorum consuetudinem Dominis Terrestribus praestare nollent, dum demum Domini Terrestres habeant contra eosdem procedendi facultatem.

ARTICLE 40

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté qu'elle daigne convoquer la Diète tous les trois ans, conformément aux constitutions du royaume, sinon les régnicoles cessent de payer la contribution foncière (votée pour deux ans) et les doléances s'accumulent.

40) Si quidem permansionis nostrae media, ac etiam Gravamina Fidelium Statuum et Ordinum Regni successu temporis emersae Dicales insuper contributiones bienni tantum tempore durantes in conventibus Regni tantum Generalibus tractari et concludi, complanarique soleant, iisque articulorum Triennii Terminum excedentibus, tam praenotatae Dicales contributiones cessent, quam periculis, et gravaminibus, pluribus et majoribus Regnicolae circumveniantur, et aggraventur, ac exinde Tractatus quoque Diaetales, nunc sine taedio et molestia Suae Majestatis Sacratissimae solito longius protrahantur, supplicant Suae Majestati Sacratissimae, dignetur juxta Diplomatis conditionis secundae sancitos superinde Articulos, Diaetam pro commodo, et necessitate Regni singulo quovis Triennio celebranda Fidelibus suis Regnicolis promulgare, occasione hujus, instantiae Articulum 12 Anni 1507 ad tollendam Judicum et causantium dubietatem ita declarandum censent, ut Judicia, Judiciariaeque executiones, ante indictum terminum Diaetae 30 tantum Diebus et non prius censent, qui si forte in ulteriorem terminum prorogeretur, idem casu in illo etiam prorogationes observandum erit, hoc etiam addito, ut statim post reditum Nunciorum ex Generali Regni Diaeta, factaque allegationis eorumdem relatione juris corpus non expectata articulorum impressorum ejusdem Diaetae publicatione aperiatur.

ARTICLE 41

Les Etats et Ordres demandent l'envoi d'un résident hongrois auprès de la Porte, qui assistera l'ambassadeur impérial. Ils rappellent en même temps les décrets sur le Conseil hongrois, qui devrait diriger le résident à Istanbul.

41) Maximo cum omni dolore persentiscunt Status, quod Turcae pacem Germanis, et non Hungaris se habere palam profiteantur, et quandoque observatum esset Germanos milites cum Hungaris mixtim captos gratis fuisse dimissos, Militibus Hungaris ibidem in dira captivitate retentis, neque secus nisi pactionis gravis summae dimissis, idemque exinde evenire Status advertunt, quod Articuli occasione 3ia Conditionis Diplomatis Regii signanter vero 39 Anni 1618, 36 Anni 1630 54 : 1647 et Articulus 7mus 1649 de legato et residente Hungaro rerum Hungaricarum magis experto oratori et residenti Germano, cum aequali authoritate, et potestate adjungendo, ad ac portam Ottomanicam expediendo, ibidemque intertenendo sanciti articuli non observantur. Supplicant itaque Suae Majestati Sacratissimae dignetur eosdem Articulos, prout et subsequentes 25 Anni 1613, 29 Anni 1630 et 28 Anni 1635 adtractanda et dirigenda negotia Regni, ac Regnicolarum de Consiliariorum

Hungarorum in Aula Suae Majestatis Sacratissimae intertentione editos effective observari, instructionique Legati Caesarei inferi facere, ut omnia Negotia et consilia Regnum hoc, partesque eidem annexas concernentia cum Legato et Residente Hungaro communi voto tractet, et promoveat, et quandocunque Legati huc vel illud mittuntur, id Domino Comiti Palatino, et praenotatis Dominis Consiliariis Hungaris tempestive intimetur et innotescar.

ARTICLE 42

De la mauvaise administration de la justice et des délits qui se commettent impunément dans le royaume. Les sessions des tribunaux royaux devraient être plus fréquentes et les juges mieux payés.

42) Quam sit nociva Regnis et Provinciis remissa aut intermissa Justitiae Administratio, octavaliumque Judiciorum inter nos celebratio, proprio deplangis Hungaria experimento, quae olim tot Regnis longe patens, et florentissima procul dubio hoc etiam ex capite Deo vindice translata in gentem paganam ejus, potiori parte intra angustos esse restricta terminos, ex hinc videlicet aggressiones debiliorum per potentiores bonorum, juriumque possessionariorum malae fidei possessiones, curiarumque nobilitarium invasiones nobilium personarum, quotidianae fere interemptiones, caedes ac alia mille mala, et scelera in coelum clamantia, Deumque ad vindictam provocantia emergunt, quibus excessibus et malis cum jure Patrio nonnisi Judicio Octavali remederi, et obviari possit, propter rarum et vix semel intra 40 Annos, uti in partibus Regni Superioribus contigit ejusdem celebrationem patens quibusvis contra jus et aequum ad omnes praemissas inferendas injurias, et patranda scelera aperitur porta. Unde Suae quoque Majestati Sacratissimae aures continuis supplicantium et injuriatorum querelis ac lamentationibus implentur et fatigantur, proinde supplicant Suae Majestati Sacratissimae, dignetur eosdem Articulos diligentius observari, et judicia Octavalia juxta benignam etiam oblationem Suae Majestatis Sacratissimae in impositionibus suis declaratam statutis suis temporibus promulgata continuo celebrari facere, non observantibus quorumvis causis suis diffidentium contrariis votis et opinionibus sic etiam in Regnis Croatiae, et Slavoniae quo loci Articulum 104 Anni 1647 renovandum, ac etiam terminos octavales alios que revidendarum causarum extendendum salariumque Domini Personalis Praesentiae, Magistrorum Prothonotariorum et Assessorum, Tabulae suae Majestatis Regiae ex camera Posoniensis in duplo praecitati Articuli 104 Anni 1647 subministrandum instant demisse Status.

ARTICLE 43

Des domaines hypothéqués.

43) Contigit plerumque ut Pignorator bona sua jam semel alteri oppignorata, denua eidem vel alteri cuipiam in auctione summa inferibat,

Litteraeque superinde confectae ad manus successorum talis impignorantis minime deventae, nec in Protocollis inventae iidem Successores penes priores Litteras Fassionales cum minori summa tales Hÿpothecarios vel eorum successores admoneant, ob quod non levata tali summa per hocque in Comitatu non levationis sufficienti data ratione, talis redemptor denuo per judices ad primordia causa remittatur. Quod si quidem cum injuria ejusdem fieri advertant Regnicolae articulis de redemptione jurium pignoratitiorum editis annutendum censerent, ut eodem statim jure et processu restans quidem summa sufficienter liquidata Hÿpothecario vel ejus Successori deponenda, bona vero pignoratitia oppignoranti, vel ejus successori remittenda adjidicari possint, causisque in iisdem motis vel movendis, Litterae etiam obligatoriae, sigillis et chirographis privatis super pignore emanasse, ac usu et possessione reali bonorum obligatorum roboratae, in quibuscunque judiciis valide habeantur, admittantque, in reliquo Leges, et Constitutiones priores super bonis impignoratitiis, sancitae renoventur, et observentur, et redemptiones bonorum juriumque pignoratitiorum observatis, Litterarum fassionalium conditionibus fiant.

Article 44

Des irrégularités dans la procédure civile.

44) Quamvis plurimis Regni constitutionibus et conditione 5ª Diplomatis Regii, cautum sit, ne Mandata illegitima expediantur vel expeditis locus detur tamen eo deventum est, ut propositio earum constitutionum dictamine, ad quorumvis importunam instantiam Mandata illegitima, et legitimis contraria, nec in aliqua lege Regni fundata, et quidem cum exclusione Juridicorum remediorum extradentur, quibus non solum ordinarios juris processus turbari, verum etiam causantes cum maximo suo damno et libertatum praejudicio ex ordinario ad incorrectum, et inusitatum juris Processum trahi solent, unde sit, quod etiam judices inferiores metu poenae non observationis Mandatorum hujusmodi illegitimis Mandatis cum gravi Legum Patriae derogamine et causantium maximo incommodo, et injuriae locum dare cogantur, accederet et hoc, quod Magistri Prothonotarii virtute ejusmodi Mandatorum illegitimorum ad ipsos directorum tales causas sibi summant discutiendas et executioni demandandas, quae directe Tabulam Suae Majestatis Regiam, et non singularem alicujus personae indicatum concernere manifeste dignoscantur, proinde ad praecavenda inde emergenda Regnicolis incommoda dignum omnino judicant Status et Ordines, ut Articulus 5 Anni 1625 renovetur, observeturque, etsi talibus Mandatis non obtemperantes, ad Tabulam Regiam evocati fuerint, utrinque ibidem prout compertum fuerit, Judices quidem non observantes Mandata legitima in poena Articuli 78 Anni 1560 exponentes vero illegitime Judices inferiores evocantes, contra quosvis Judices et in comitatibus juratos Assessores ordinarios etiam non evocatos in Fl. 400 convincantur, ipsis depositione etiam causae, nonnisi cum refusione prius expensarum suffragante, quod reddundet etiam in illos, qui ratione praemissorum essent in processu,

neque causantes Mandatis illegitimo suo Processu Impediantur, et hactenus impediti procedere possint, quin imo ad refundendam causantium nonnullorum inportunam Instantiam et sinistram oppositionem talium illegitimorum legitimisque contrariorum mandatorum impetratores in poena Tit 52 Parte 2da expressa ipso facto cum debita executione convincantur, edem causa legitime instituta ad finalem decisionem et executionem in Articulorum 12 et 65 Anni 1635 et Articuli 34 Anni 1613 suo ordine currente praeclusa eidem convicto facultate evocationis contra sedem ipsam judiciariam intentanda appellatione duntaxat extra Dominium admissa, novum porro Judicium, qui fuit primae instantiae Judex, vel eo mortuo ad ejus successorem extradetur juxta Tit 78 & 79 Partis 2dae.

ARTICLE 45

Des inconvénients de l'indivision entre collatéraux.

45) Non sine notabili Fratrum dividentium injuria solet fieri, ut medio tempore in divisionis uno fratrum aquirente, altero vero dilapidante tempore realis Divisionis fratres etiam in remotiori gradu existentes lucrum et damnum aequaliter participare debeant, ob hoc declarandum censent, ut lucrum et damnum Juxta Partis 1ae Tit 43 inter Fratres tantum carnales et uterinos indivisos currat, locumque habeat, et non ultra omnesque divisiones non solum medio Magistrorum Prothonotariorum vel Vice-Comitum penes praeceptoria Mandata, sed etiam inter se se, vel per convocatos judices ex mutuo partium consensu, cum vel sine peractae, et usu roboratae pro reali divisione habeantur, admittanturque, neque secus nisi processu Tit 45 Partis Iae reiterari possint ac valeant.

ARTICLE 46

Plaintes contre les magnats qui refusent d'exécuter les sentences des tribunaux si la partie adverse est faible.

46) Illud quoque hoc loci praetermitti non potest, quod tametsi Securitati judicum et salutari Justitiae cursui, crebris Regni sanctionibus et signanter articulo 19o Decr. 2di Mathiae Primi Regis, et Articulo 30 constitutionum Novisoliensium Anni 1643 et Articulo 67 Anni 1486, 57 Anni 1492 et Articulo 17 Anni 1535 et aliis passim rigorose sit prospectum, nihilominus prouti ex plurium lamentabili querimonia apparet, nonnulli et notanter potentiores ob raritatem judiciorum octavalium difficultatumque poenam in praecitatis articulis decretam aquirendi palam eas constitutiones violare, judiciaque et processus juridicos, exindeque fiendas executiones temerarie turbare, et bona judicialiter executa propria authoritate reoccupare non formidant, ea propter ut Leges Nostrae earumque vigore instituti legitimi causantium praecipue pauperiorum ac judicum authoritati consultatur, talesque potentes ex manifesta judicum Regni, et Executionum turbatores reprimantur Sua Majestas

Sacratissima tam in praesentes quam in futuros hujusmodi Legum transgressores, exemplum cum debita poena, et damnorum inde emersorum et emergendorum refusione compendiotiore aliquo procedendi modo aquirendorum statuere prioresque constitutiones strictuis et rigorosius tam contra debiliores, quam vel maxime potentiores observandas declarare dignetur Status et Ordines humillime instant.

ARTICLE 47

Des violences exercées par les magnats pour s'emparer des domaines de certains nobles.

47) Magnam praeterea in patrandis Actibus Potentiariis plurium licentiam agnoscunt Regnicolae ex eo, quod tales opera, et auxilio nonnullorum hominum impossessionatorum, et penitus nil bonorum habentium, ac nonnunquam vagabundorum penes se assummendorum, vel alio modo subordinandorum conatus suos etiam contra non mediocres nobiles in effectum deducere consueverunt, ad coercendam itaque proterviam et temeritatem ejusmodi violentam aequum judicant Status et Ordines, ut peculiari articulo sanciatur, quatenus in posterum hujusmodi violenti, jure convicti, non solummodo in poena quoad personam ipsorum tendente, verum etiam in totali onere assumptorum et commissorum, vel subordinatorum aggravari possint, debeantque, ac executio totalis de bonis eorumdem peragatur, si vero nomina assumptorum, aut commissorum, vel subordinatorum resciri non possent, sufficiat numerum ipsorum talium tamen vagabundorum, qui nullas firmas, et solitas residentias, et domos habentes aliunde ex partibus ignotis convocantur, in Actione declarasse, et probasse, hoc tamen addito, quod commissionem patratae violentiae in ordine ad tales vagabundos juxta numerum tantum, non autem nomine tenus specificatos actori incumbat docere, et ulterius Articulis de violentiis editis, ad cujusvis dignitatis homines extensis addendum censerent, ut legitimi aquisitores non solum Dominium Possessorium, verum etiam juxta Titul 67 Partis 1ae » Successorium in Bonis aquirendis mobilibus et immobilibus habentes extraneos, et illegitimos, ac sine ullo juris Titulo ac sanguine aliquos occupatores violentos talium bonorum vigore Articulorum super violentiis editorum Jure convenire possint, sic aquisitionem familiae Szerdahelyi Articulo 47 Anni 1649 ad sint extraordinarium relegatam abinde absolvendam, superindeque adjudicatorias ejusdem familiae Szerdahelyi super brevi processu legitime fundatos, et ab executione impeditas, observatis de jure observandis debitae finalique executioni mancipandas esse censent Regnicolae. Eodem modo in causis tam penes querelas quam impensiones, in Comitatibus Pest, Pilis et Solt, promovendis in causam attracti et impensores Tibiscum versus residentes superinde certificati et requisiti in praesidium Felekiense versus Danubium vero degentes sive Incatti sine impensiones in Praesidio Szécsén penes querelas jus et justitiam recepturi, aut judicium ex parte juris statui petitorum impensuri comparere teneantur, sintque obligati.

ARTICLE 48

Des personnes qui mènent une vie scandaleuse et contraire à la morale.

48) Cernimus in dies afflictissimam hanc Patriam semper in deteruis quasi occasum suum inclinari, quod sine dubio propter enormia facinora et vitam abominabilem nonnullarum personarum in Regno degentium justo Dei judicio fit, quae propositio Dei hominumque timore palam et aperte omnium notitiam scandalosam et obscaenam impune ducerent, vitam cum maxima Dei proximique offensa, ob hoc contra tales personas scandalosam et obscaenam ducentes vitam, et ne maxime potentiores iidem etiam Suae Majestati Sacratissimae in benignis suis propositionibus desiderante rigorosam et compendiosam poenam statuendam esse judicant. Porro de poena blasphemorum et maledicorum articulum 42 Anni 1563 renovandum, et per suos judices strictissime observandum censerent Status.

ARTICLE 49

Les Etats et Ordres de Croatie-Slavonie demandent instamment l'incorporation des Valaques sous l'autorité des commandants de la Frontière, conformément aux conclusions de la commission mixte de Varaždin et aux constitutions du royaume précédemment adoptées.

49) Non sine gravi Regni Croatiae, et Sclavoniae incommodo, ac displicentia sentiunt fideles Status, et Ordines Regni, quod licet post tot assiduas, et devotas fidelium Statuum suorum et Ordinum supplicationes creberrimis Regni constitutionibus benignisque suis, et suorum felicissimae recordationis praedecessorum Diplomatibus, dicti quoque Regni Croatiae et Sclavoniae gravaminum complana et Diplomata, commissio quoque ante Diaetam proxime praeteritam Varasdini instituta, ac per duos circiter annos majoribus adhuc injuriandi licentiis exinde succedentibus frustra intentata, et jam quoque post eandemve Regni Diaetam ad demissam ipsorum Regnicolarum supplicationem Suae Majestati Sacratissimae porrectam, et ad Articulum 31 constitutionis 1649 denominatis termini pro una Generali commissione de Generali quoque ac plenaria Valachorum, Praedauciorum, Sclavorumque sub potestate Dominorum Capitaneorum in Sclavonicis, et Croaticis confiniis residentium ad Sacram Regni Coronam, et Regnum vigore Articulorum, et Diplomatum incorporatione, commissariorumque ex illo Regno cum plenis Mandatis destinandorum ab una parte, vero ab altera Interioris Austria commissariorum similiter cum pleno mandato deputandorum convocatio benigne oblata fuisset ; nihilominus tamen et ea hucusque dilata, et cum gravissimo Regnicolarum detrimento seposita, nullum ejusmodi articulum, et Diplomatum hactenus executorum realem fructum fideles Status et Ordines se se expertos persentiscant ; idcirco publico nomine supplicarent Status et Ordines imo cum demissa ipsorum suppli-

catio tum in litteris adjudicatoriis Palatinalibus Anni 1628 in Articulo 33 Anni 1635 approbatis, tum in variis crebrisque Statuum et Ordinum publicis constitutionibus, tum vero in Benigno Suae Majestatis Sacratissimae, antecessorumque suorum Diplomatibus fundata sit, de communi aequitate, et jure postularent Regnicolae demisse, ut Sua Sacratissima Imperatoria, et Regia Majestas tot demissis Fidelium suorum Statuum, et Ordinum Regnorum Hungariae, Croatiae, et Sclavoniae supplicationibus, benignisque suis et praedecessorum suorum Diplomatibus, et articulis superinde conditis, variisque Deliberationibus in Commissione Varasdiensi in Anno Domini 1635 celebrata, et in Articulo 30 Anni 1649 admissa et roborata latis, et praesertim praemissis adjudicatoriis inclinata, eisdem se se benigne conformare, et juxta tenorem earumdem Litterarum adjudicare, et negotio toties demisse proposito, et declaratio finem optatum, et decretum imponere, et Generalem universorum Valachorum in confiniis Regnorum Croatiae, et praesertim Sclavoniae commorantium, et a jurisdictione Dominorum Terrestrium, Regnique, et Sacrae Coronae avulsorum, ut usibus Dominorum Capitaneorum, Praesidiariorum, utrinque deservientium, reliquo Regni Croatiae et Slavoniae Corpori, adeoque Sacrae Regni Coronae ad instar aliorum ejusdem Regni membrorum applicationem, et incorporationem, ac multo magis Sclavorum, et Praedauciorum in confiniis illis sub Dominio Capitaneorum haerentium veluti in annotatis Litteris adjudicatoriis, dictaque commissione Varasdiensi Regno, et Regnicolis adjudicatoria juxta tenorem Litterarum adjudicatoriarum, et delibarationum in commissione eadem latarum nondum tamen effectuatarum eidem Regno, ac Sacrae Coronae similiter incorporationem, et redintagrationem ad eorumdem Sclavorum, et Praedautiorum a Valachis separationem, et Dominis etiam Terrestribus resignationem hic et nunc stante adhuc praesente Diaeta sine disputatione : ex quo res jam semel adjudicata, et toties articulariter admissa amplius disputari non deberet : benigne provocare, et effectui mancipare dignetur, Articulos etiam de summa ad aedificationem Praesidii Berkesevina ordinata renovari, et in optatum finalemque effectum jam tandem deduci, ac id ipsum Camerae Hungaricae delegari iteratis vicibus instant.

Article 50

Les Etats et Ordres demandent que les biens des sujets et des paysans de Kapronca soient réintégrés dans le royaume, conformément aux décrets antérieurs (1618, 1635, 1647).

50) Et ut etiam bona subditique, et Coloni Capronces sub potestate Capitaneorum ejusdem loci extra omnem Fisci Regii, et Regni utilitatem haerentes Sacrae Regni Coronae applicentur, et Jurisdictioni oneribusque Regni subjaceant, Constitutiones super eo editas videlicet Articulum 33 Anni 1618 et Articulum 35 Anni 1635 et etiam 48 Anni 1647 sub praesenti pariter Diaeta effectuari benigne velit.

ARTICLE 51

Plainte contre les commissaires des Etats d'Autriche intérieure.

51) Sperassent etiam Fideles Status et Ordines Regni ad tot sollicitationes Articulorum, et commissariorum deliberationes privatorum quoque Regnicolarum et liberarum Civitatum Difficultatibus, violentiis et gravaminibus, quae contra Dominos Capitaneos Praesidiarios, et alios confiniarios, sub ditione eorumdem manentes habuissent, et de futuro haberent, optatum et decretum finem imponendum fuisse, verum quia cum gravi doloris sensu intelligunt Regnicolae, certos Dominos Interioris Austriae Commissarios post proxime Generalem Regni Diaetam ad complananda ipsa gravamina a Sua Majestate Sacratissima exmissus, nullum prorsus tot gravaminibus remedium adhibuisse multo minus satisfactionem aliquam Regnicolis impedivisse, sed cum magno eorundem damno vexatione, et expensarum jactura, et profusione Commissionem ipsam aliquot mensibus sine fructu omni protraxisset, et effectum ipsius Commissionis impeditum potius, quam promotum exstitisse ; ea propter juxta tenorem earum deliberationum, et articulorum, et quidem Articuli 30 novissimae Generalis Diaetae etiam quoad alias difficultates effectuatione, et observatione universa ejusmodi Regnicolarum, Liberarumque Civitatum gravamina hucusque indecisa sine ulteriori dilatione /: ex quo communi justitia, et natura ipsa processum infinitum abhoreret :/ finaliter complanari, et exequenda exequi, ea vero, quae decisa essent, et observanda in observationem deduci adhuc sub praesenti Diaeta demisse expetunt.

ARTICLE 52

Les habitants de Körös et de Kapronca ont refusé de payer la taxe qu'acquittent les villes royales, en dépit des conclusions de la commission de Varaždin, car ils sont soumis aux exactions des commandants de garnison qui leur coûtent bien plus cher que la taxe royale. Aussi les Etats demandent-ils la mutation de ces officiers.

52) Quod vero ejusmodi difficultates, et violentiae ipsorum Regnicolarum magnum in dies accipiant incrementum, vel ex sequentibus Crisiensis, et Capronсensis Civitatum querelis pro conjectura aliarum Sua Sacratissima Majestas intelligere dignabitur, et imprimis tametsi eorum locorum Praesidiariorum imo et relictae talium Stipendiariorum viduae sub potestate Capitaneorum Constitutae in civitate quidem Crisiensi praeter hortos, terras, et foenilia plus quam 50 fundos civiles in Caproniensi autem quantam fere totius Civitatis fundorum, terrarumque Civilium partem possiderent oneribus tamen et contributionibus ab ejusmodi fundis, et terris alias in medium civium de jure provenientibus, et in commissione quoque Varasdiensi in praescripto Anno 1635 celebrata, adjudicatis subjacere prorsus nollent, imo praesidiarii Capronсenses nec mandatis Sua Majestatis Sacratissimae eos ad Taxam Regiam

in Medium Civitatis pendendam cogentibus parerent, et quamvis quoad certos etiam 16 Fundos Civiles, jam olim ad publicos Praesidii Crisiensis usus conversos, Taxae Regiae defalcatio in eadem Commissione Varasdiensi, sicut et aliis quoque ordinariis, et extra ordinariis pensibus ab ejusmodi fundis debitis 6 florenorum remissio singulis annis observanda, etiam a Camera Suae Majestatis Sacratissimae Hungarica acceptanda deliberata fuisset. Nihilominus Cives omni remissione Taxam Regiam ad Cameram Hungaricam integre imo majorem, quam olim dum eaedem Civitates in florentiori Statu fuissent per eandem Cameram deponere compellentur, ad defendendam munitionem, ad quam nonnisi Generalis forte Insurrectionis tempore Cives earum Civitatum tenerentur ad reparationem, item aliorum Vicinorum Praesidiorum lignorum sub tormenta praeparationem, eorumque tormentorum de loco in locum pro arbitrio Capitaneorum translationem gratis omnino, et ad instar colonorum per Capitaneos cogerentur, quot annis plurimos lignorum currus militibus in iisdem Crisiensi, et Caprocensi Praesidiis excubias agentibus in praejudicium libertatis civilis gratis convehere, et viciniis confiniariis in subsidium ipsis Praesidiis accurrentibus victualia semper deberent, et licet antea quoque Praesidiarii Crisienses in solutionem certorum 4 Vigilum ibidem excubantius concurrissent, jam tamen totum illud solutionis onus afflictae illi civitati imponerent, insuper Capitaneus praesidii Capronccensis territorium ejusdem civitatis pignoratitium, et signanter Mihalfiko Polje, ejusdemque pertinentias violenter occupet, et in Jurisdictionem ejusdem Civitatis se se immitteret, nonnulli etiam Sclavi praedauci potiori ex parte et Valachi in Possessionibus Prikraypalunapotocsecz et Bophaczicz commorantes, alias dictam Civitatem Crisiensem, et Ecclesiae Sanctae Crucis ibidem fundatam Parochialem de jure concernentes, qui non ita pridem confinio adhaesisset, in territorium, et metas ejusdem civitatis, quam violentae occupationis, imo et Capitaneus loci ulterius serperet, a vineis etiam in Terris Civilibus Centralisticis implantatis debitos census denegarent ipsosque cives etiam a propriarum usu sylvarum, et praeter alias Sasme quoque Bukuino, Pendo, et Crugancz nuncupatarum, quas simul cum terris ibidem extirpatis in magna plaga jacentes, inhabitatores Possessionum Ivanecz, et Potocsecs jam recenter de manibus ejusdem civitatis occupassent, per vadationes arcerent, certas quoque obventiores ammerentibus tipendia lanioribus, et vina educillantibus alias Judici Civitatis semper provenientes Capitaneus Locus, et Profosius extorqueret, civibus interioris civitatis vina ipsorum propria divendere, et educere prohiberent, in causis plerisque, et negotiis, quae praecise judicatui Civium subjacerent, una cum compluribus stipendiis idem capitaneus in jurisdictionem civitatis intromitterent, et insuper hisce superioribus temporibus judicem quoque ipsius Civitatis Crisiensis Zachariam videlicet Venger alias Nobilem personam pro justitiae administratione supplicantem in grave totius Civitatis derogamen, et despectum modernus ejusdem loci Capitaneus humi prosterni, prostratumque baculis ingominiose, et gravissime caedi, et excipi curasset, variisque injuriis suo loco uberius declarandis cum ipsis stipendiariis, et compluribus confiniariis eosdem cives de facto afficeret, quare ut tandem aliquando efflictus ille populus alioquin etiam ingentibus pressuris subjectus, ab

injuriis conquiescere possit, Sua Majestas Sacratissima eo clementius videlicet, et media tollendarum ejusmodi injuriarum adhibere, confiniariosque ab hujusmodi excessibus, et oppressione coercere, dictasque civitates clementissimae protectionis suae respirio consolari, et tam antea Decreta quam vel maxime in antelata commissione Varasdiensi praecitati Anni 1635 adjudicata effectua re, et postmodum occupata restitui, aliasque subsecutas injurias sine dilatione complanari curare dignabitur adhuc sub praesenti Diaeta Status et Ordines intercedunt : dicti vero capitanei praemissorum patratores stande similiter Diaeta ab officio amoveantur, futuri vero sub poena amissionis Officii a similibus excessibus, et enormibus prohibeantur, abstrahanturque.

ARTICLE 53

Les Etats et Ordres demandent également l'évacuation de la garnison allemande de Varaždin.

53) Similiter eductionem Militis Germani ex civitate, arceque Varasdiensi Familiae Erdödianae per antecessores Suae Majestatis Sacratissimae benigne collata, et pure statuta veluti loco sedis judiciariae comitatus Varasdiensis juxta Articulum 9 et 10^{um} Anni 1608 ante Coronationem, et Articulum 34 Anni 1635 sub praesenti adhuc Diaeta effectuandum votis omnibus demisse expetunt.

ARTICLE 54

La ville de Senj, dont les privilèges ont été confirmés par décret en 1638 et 1647, sollicite l'autorisation d'élire un magistrat (un juge et des sénateurs) et, d'une manière générale, voudrait jouir des privilèges qui lui ont été accordés, alors qu'elle est soumise à l'arbitraire du commandant militaire, qui fait argent de tout. C'est pourquoi la Diète demande le renvoi du commandant Herberstein.

54) Civitatis quoque Szegniensis gravibus injuriis afflictae Statum miserabilem Suae Majestati Sacratissimae humillime repraesentant Regnicolae, cujus Privilegia licet Sua Majestas Sacratissima juxta articulum 42 Anni 1638 et Articulum 50 Anni 1647 ex Cancellaria Hungarica renovasset, eidemque adinstar aliarum liberarum civitatum judicem, et Senatores eligere, judicia in medium ipsorum celebrare, ac birsagia civium in usum Civitatis, et Officialium salaria expendere, aliisque libertatibus ibidem in Privilegio specificatis uti benigne concessisset, taleque privilegium etiam in Regno acceptatum certi etiam de medio Regni fuissent delegati illud Privilegium in facie Loci publicaturi, attamen Praesidii illius Vice-Capitaneus in contemptum justitiae, et Legum Patriarum nihil praemissorum admississet, admitteretque, verum pro libitu suo Judicem illis imponeret, qui in negotiis, et jam Civilibus Birsagia seu mulctam ab illis extorqueret, et dicto Capitane assignaret, tricesimam ad reaedificationem illius civitatis toties articulariter ordinatam, pro se usurparet, et in privatos usus

converteret, ligna in proprio civitatis territorio civibus prohiberet, ipse vero Venetias pro pecunia transmitteret, piscationem quoque maris in vicino civitatis territorio interdictam, pro se solo vendicaret, ut revera miser ille, et afflictus populus lamentari possit, aquam nostram pecunia bibimus, et ligna nostra pretio comparavimus, quare supplicant Status humillime, ut Sua Majestas Sacratissima populum illum tante difficultatum mole laborantem, benignis suis oculis respicere, et tandem aliquando istam oppressionem ab illo afflicto, et in Saccis habitanti populo benigne avertere, et Privilegiis tam in Judicum et Senatorum electione, Judiciorumque Civilium pro se administratione, ac omnibus aliis libertatibus ad instar aliarum liberarum Civitatum Regni uti, et gaudere clementer, et effective faciat. Ad Diaetas quoque Generales juxta praecitatos Articulos vocare, memoratum vero Capitaneum Herberstain ob praemissos excessus stante adhuc Diaeta ab Officio amoveri, futuros vero Capitaneos ibidem constituendos sub poena amissionis officii a praenotatis, et similibus excessibus arcendos, et absternendos benigne annunciare, et curare dignetur.

ARTICLE 55

Les régnicoles se plaignent des militaires qui fourragent chez les nobles comme chez les paysans, contrairement aux dispositions prévues par maints décrets (1578, 1587, 1608 et 1647). Que l'interdiction de paître soit rappelée aux généraux de Varaždin et de Karlovác.

55) Graviter etiam persentiscunt Regnicolae, quod etsi Deo favente pax undique sit conclusa, confiniarii tamen Regni Hungariae, partiumque eidem annexarum in foenilibus tam Dominorum Praelatorum, et Magnatum, quam Curialibus, et Nobilitaribus Equos suos sine ulla requisitione, et temporis differentia, ac limitatione ad libitum suum pascant, et insuper aliorum, et jam eo confluentium non stipendiatorum equos ad hujusmodi pascua magno numero gratis vel pretio admittant, in foenilibus Dominorum Comitum Thomae et Emerici Erdödÿ non solum ad Festum Beati Joannis Baptistae, sed etiam ultra terminos, belli tempore violenter usurpatos equos pascerent, et etiam alii Equites in confiniis Sclavonicis, et praesertim Crisiensi, imo Stipendiarii quoque Varasdienses per eundem Comitatum Varasdiensem non solum in colonicalibus, sed etiam in Curialibus id ipsum exercent, ipsis vero Nobilibus in propriis ipsorum Curialibus foenilibus proprio suo Equos Militares, in quibus Regno, et Majestati Suae Sacratissimae militare tenerentur, et solerent, pascere non admitterent, sed vadiare ea propter ne abusus illi pascuarum, qui tumultuoso tempore irrepserunt, etiam hoc pacis, et tranquillitatis tempore vigeant, Articulum 2^{dum} circa finem Anni 1608 post Coronationem, et Articulum 43 Anni 1647 effectuari, et observari, ac insolentias ejusmodi Militum coerceri, et ut suadente Articulo 14 Anni 1578 et Articulo 22 Anni 1587 talium eo confluentium non stipendiatorum equos in foenilibus praemissis, praesertim Curialibus, tali violenta via pascentium repertos cuique Possessori, et proprietario foenilium pro se intercipere, et insuper talem violentum Dominis et

Possessoribus fundi via brevis processum requirere sit licitum, humillime urgent, in talibus vero locis, ubi non sunt confinia, prouti in Croatia, et Sclavoniae in Varasdiensi, et Crisiensi Comitatibus ; ac circa Carolostadium pascuatio omnino sit interdicta, sub amissione equorum, et poena violentiae, ac per Mandata Regia Domini Generales Varasdinenses, et Carolostadienses, superinde de facto serio admoneantur, ubi vero circa confinia pascuatio hactenus in usu fuisset, cum censerent Status modum observandum, et per Officiales, et Praefactos confiniorum Comitatus, in quibus adjacent, superinde requirantur, eorundemque Comitatuum determinationi tam quoad pascua, quam tempus limitatum se se omnimodo confiniarii eorum Praefecti sub praeattacta poena accommodare teneantur.

ARTICLE 56

Au sujet de l'alternance Allemands-Croates dans les postes de commandants et de commandants adjoints de la frontière croate, la Diète demande que l'on respecte les constitutions en vigueur.

56) Et quamvis ad aequalem, vel adminus alternatam Indigenis cum provincialibus Officiorum majorum, et Vice-Capitaneatum, ubi Capitaneus Provincialis esset, collationem Status et Ordines Illorum Regnorum condescendissent et Sua quoque Majestas Sacratissima id ipsum se executam esse benigne assensisset, et Articulariter admisisset, jam tamen quia nec aequalis, nec alternata servaretur ipsorum Officiorum collatio, sed dempto uno duntaxat Capitaneatu, et uno similiter Vice Capitaneatu Indigenis collato in Universis Praesidiis Sclavonicis omnes Capitanei essent Provinciales, ideo ut tandem aliquando realem aliquam Officiorum Militarium Sclavoniorum et Croaticorum, etiam majorem collationem, et Diplomatis Regii effectuationem persentiscant Regnicolae, Articulos superinde editos videlicet Articulum 31 Anni 1635 et Articulum 18 Anni 1638 aliosque passim eatenus sancitos realiter adhuc praesenti Diaeta nominatium vero ex parte Capitaneatus Crisiensis effectuari, et observari hic et nunc demisse postulant.

ARTICLE 57

Les Etats et Ordres demandent que soit solennellement réaffirmé le principe de la liberté de circulation des bovins à travers le royaume tout entier, le port de Buccari (et les pays héréditaires).

57) Deinde cum juxta articulum 43 Anni 1605 et Articulo 54 Anni 1638 exemptio, et pulsio boum, aliorumque quorumvis quaestuum exercitium per territoria Regnorum Hungariae, Croatiae, et Sclavoniae, ac per portum Bukari pro Indigenis horum Regnorum solitis pensionibus persolutis libera sit adjudicata, et juxta Benignam Suae Majestatis Sacratissimae sub proxime praeterita Diaeta Statibus et Ordinibus datam Resolutionem, cujus difficultatis complanatio in hanc modernam Regni Diaetam benigne dilata, et oblata fuisset, idcirco ne per monopolium

soli Dicatori Italo, quem Apaldatorem vocant, ab inclÿta Camera Graecensi obligatum tricesimales illorum Regnorum Proventus diminuantur, neve ob unius privatae, et praesertim exterae personae libertatem Regnicolis in propria ipsorum etiam Patria Regni quoque passus prohibiti, et praeclusi reddantur, instarent demisse universi Status, et Ordines, ut pro uberiori aliquo tricesimarum proventu, et certiore confiniorum solutione, a quibus non solum illius Patriae, sed vicinarum quoque provinciarum salus, et permansio penderet, memorati articuli renoventur, et dictum pulsionis boum, et aliorum quaestuum exercitium per quoscunque partes Regni et per portum Bukari, aliasque vicinas Christianas provincias, hic et nunc liberum pronuncietur, et cum impedimentorum per Capitaneos, et Praefectos Confiniariorum interjiciendorum severa prohibitione effective observetur.

ARTICLE 58

Des présides du littoral adriatique.

58) Confidissent Regnicolae Articulos 42 Anni 1638 et 50 Anni 1647 de Mesis et territoriis circa Mare Adriaticum, et praesertim de Arcibus Sztarigrad, et Zablonach Familiae Frangepanicae resignandis, ac tandem de arce Thrsat Regno, et Sacrae Coronae incorporanda, et Familia Frangepanicae restituenda conclusos, jam tandem effectum suum habituros fuisse, tantum tamen abest, id secutum esse, ut etiam non ita pridem cujus videlicet nondum articulariter instaret annualis revolutio certum castrum Berlegh vocitatum ipsam familiam Frangepanicam, de jure, et ab antiquo concernens ab eadem Familia, et Sacra Regni Corona Officiales Praesidiariorum Germani ademissent et contra diversas Illustrissimi Domini Comitis Georgii de Frangepanibus a Thrvath protestationes, et inhibitiones restaurassent, restauratumque, et populosum redditum pro se vendicassent, cum tamen si ipsum Castrum Berlegh pro aliqua hostium repressione, partiumque illarum defensione, et conservationem restaurandum esse judicaretur, idem Dominus Comes veluti legitimus ejusdem Possessor propriis suis sumptibus se se restaurare, et exigere vellet, hactenus obtulisset, et de praesenti offerret, quare peterent demisse Regnicolae dictum quidem Castrum Berlegh recenter occupatum, legitimo Domino suo restitui, et Sacrae Regni Coronae reincorporari, ac in realem ejusmodi restitutionis, et reincorporationis effectum, Domino quidem Comiti Georgii de Frangepanibus a Thrsath plenariam autem authoritatem pro apprehensione ejusdem, ipsis vero Praesidiariis Germanis, sub quorum haereret, Dominio pro resignatione Mandata, et Decreta sufficientia per Suam Majestatem Sacratissimam jam statim clementer extradari, praecitatos vero Articulos renovari simul, et cum aliarum quoque eiusdem Familiae Frangepanicae difficultatum, ecce jam juxta Articulum 32 Anni 1649 medio unius finalis, et peremptoriae commissionis antea quoque superinde ordinatae jam tandem reassummendae, et executioni demandandae complanationem effectuari, et si quis ex parte Regni, et Sacrae Coronae ante delegatorum Commissariorum legitime ea in parte impeditus foret, alium in

locum ejusdem Status et Ordines illius Regni subrogandi sibi reservant facultatem.

ARTICLE 59

Demande d'aide royale pour l'entretien de 500 soldats du ban de Croatie.

59) Quia vero soli 500 Milites Banales in confiniis Collapianis, alioquin etiam pulvere Tormentario, et alterius cujusvis munitione generis prorsus destitutis in medio quasi reliquorum Confiniorum sitis existentes continuum stanti voti impetum sustinere, et a cervicibus vicina Christianitatis propulsare, conservationique confiniorum illorum Regnicolae ipsi foro se pares esse nullomodo possent, dignetur idcirco Sua Majestas Sacratissima non solum mediae illius ordinariae tricesimae relaxationem hactenus usitatam, et in solutionem Militis Banalis proportionaliter redundantem benigne continuare, sed etiam aliunde uberiorem aliquam, de certam solutionem, ut eatenus numerus quoque Militum illorum augeatur clementer procurare, ut pulvere Tormentario, Tormentis majoribus et minoribus ac alia necessaria munitione Confinia illa, nec minus provisa apertum Turcis in Regnum, et vicinas Provincias exhibeant aditum, providere, et instaurare.

ARTICLE 60

Plaintes contre le magnat Alexandre Mikulich de Brukonocz, coupable de toutes sortes de crimes (y compris de relations incestueuses avec sa propre sœur).

60) Quousque vero progressa sit Magnifici Alexandri Mikulich de Brukonocz effrenis, et horrenda impune peccandi licentia, seu potius impietas tum ex diversis in scripto praesentatis inquisitionibus, tam aliunde, Status et Ordines clare edocentur, quod videlicet etiam contra admonitionem, et prohibitionem Regni, suamque oblationem diversas, easque graves admodum Regnicolis, illis non solum secularis, sed etiam Ecclesiasticae dignitatis hominibus eorumque subditis, qui eum coram Vice-Comitibus in facie loci, et residentiarum suarum in jus convenire ausi non fuissent, in consumptum Legum Regni intulisset injurias per eosdem Regnicolas coram Statibus, et Ordinibus illius Regni querulose, et lamentabiliter repraesentatum, et insuper nulla Deo, et hominum adeoque divinarum et humanarum Legum, ac salutis suae habita ratione, aliqua diversa majora, et quidem enormia flagitiorum et scelerum genera, signanter homicidia, stupra, et incaestus etiam cum carnali et uterina sorore sua perpetrasset, et in praesens usque ab eorum quorumdam impio exercitio, et patratione non desisteret ; quorum omnium declaratione benignas Suae Majestati Sacratissimae aures nollent aggravare, imo nec in ejusmodi enormibus facinoribus suis longe, lateque diffusa impietas sistere potuisset ; sed vitae etiam ipsiusmet Illustrissimi Domini Comitis Nicolai perpetui a Zrinio Regnorum Illorum Bani insidias struendas conduxisset, et intentasset, prouti hoc quidam Testium in

publica illius Regni Congregatione producti, et post sufficiens examen adjurati, inter reliqua ipsius Alexandri Mikulich patrata facinora retulissent, unde quia nullus ejusmodi delictorum suorum promeritas poenas hactenus accepisset, proinde publico nomine instarent demisse Universi Status, et Ordines, ut avertendam Deo toti Regno, ab tot, tantaque delicta unius metuendam iram, ac ad coercendam improborum licentiam, et quietam bonis Patriae civibus conservandam, Sua Majestas Sacratissima sine ulteriore gratiae suae ipsi Alexandro Mikulich collatione, ex quo eandem jam semel in casu notae infidelitatis obtinuisset, ejusdemque remedio usus fuisset, condignum in ipso exemplum statuere, et ad instantiam Fisci causam ejusdem veluti talis publici Malefactoris, et tot facinorum patratoris, et tanquam publicae querela fieri consueverat, adhuc sub praesentium Comitiorum decursu jure extraordinario peremptorio revideri, judiciumque, et sententiam contra ipsum ferendam debitae quoque executioni demandari facere benigne dignetur.

ARTICLE 61

Des sanctions sont réclamées contre Sigismond Szántoházÿ, coupable d'avoir assassiné son filleul Etienne, à une lieue de Sopron, en 1655, et qui jouit de l'impunité en Croatie.

61) Nefandum ac detestabile scelus per Sigismundum Szántoházÿ commissum Majestati Suae Sacratissimae Comitatus Soproniensis non potest non repraesentare, qualiter idem Anno Domini 1653 circa Festum Beatorum Philippi Jacobi Apostolorum conductis, et assumptissecum circiter decem vagabundis publicis malefactoribus, tum nobilis condam Stephanus Szántoházÿ bona expectationis, et Patriae utilis futurus civis, similiter ejusdem Patruolis hinc Sopronio cum servitore suo Posonium ire intendisset, et jam uno miliari ab eadem civitate Soproniensi fuisset constitutus, et tunc idem Sigismundus Szántoházÿ, Deo, et Legum timore postposito diabolico quodam furore correptus in eundem fratrem suum Patruelem more siccario paratis ex insidiis irruisset, ibidemque eundem, et servitorem ejusdem cum complicibus suis crudeliter trucidasset, hoc non contentus vestimenta eorumdem detraxisset, armis spoliasset, equosque eorum, et universa secum habita abduxisset, poenam super publicis malefactoribus, et paricidis in Decretis Regni sancitam incurrere non formidans, peracto itaque hoc nefario, et plane in coelum clamante scelere, cum se in hoc Regno Hungariae impune permansurum non consideret, dilapidatis universis bonis suis in Regno Sclavoniae et Croatiae evasisset ; sicque profugum se efficiendo, ibidem usque nunc impune maneret, verum ne alii quoque per impunitatem hujusmodi flagitiorum, ad similes fratrum, et aliorum proborum immeritas interemptiones accendantur, articulariter statuendum ita censent Regnicolae, ut soluta hac Diaeta quamprimum, Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Zrinÿ Banus Regnorum Croatiae, et Schiavoniae domum redierit, eundem ad sedem suam Banalem, tamquam Magistratus peremptorie citari faciat, convocatis juris peritis viris se comparaverit, si vero non comparuerit, eo ipso proscribatur, proscriptusque juxta demerita puniatur.

ARTICLE 62

Du maintien des droits d'usage des propriétaires nobles dans les zones frontières.

62) Exmissionem Militum ad territoria, et metas controversas Turcis subjectas, indeque fiendam pecorum abactionem valde difficultant, legitimi Possessores eorundem territoriorum allegantes non armorum sed Litis processu unumquemque jura sua prosequi debere, ad avertendo itaque abusus exinde emergentes statuendum censerent, ut dicti possessores talium territorium controversorum jure conveniantur, neque extra juris cursum sub poena violentiae ullo sub praetextu turbentur, hoc observato, quod si qui in hujusmodi territoriis jus possessionum haberent, aut se bonum jus habere praetenderent, tales quoque non secus nisi post praeviam trinariam in comitatu prohibitionem aliorum praetensorum possessorum, vel arendatariorum pecora, sub praedeclarata poena violentiae abigere ausint, in eo quoque plurimi nobiles se damnificari queruntur, quod in plurimis Praesidiis cum aliis compossessoribus existentes, ab iisdemque remoti proprium suum gregem in iisdem pasci facere nequeuntes, vel nollentes, per alios vicinos eorum Praesidiariorum compossessores pascuationem, et glandinationem aliis arendare non permittentur, sicque justis eorumdem proventibus defraudentur, ob hoc ordinandum censent Status, ut hujusmodi compossessores remotos proximiores in praemissis turbare, et damnificare sub poena violentiae ne ausint.

ARTICLE 63

Comme l'abbé d'Heiligenkreuz tire de substantiels revenus de ses domaines du comitat de Moson, sans profit aucun pour le royaume, les Etats demandent qu'il entretienne quatre étudiants hongrois à Trnava.

63) Pro comperto habent Regnicolae Abbatem Sanctae Crucis in hoc Regno integros Pagos possidere, ut sunt eundem Podestorff, Barásfalu, Iampuk, et Molendinum in Vilfeldorff Curia Regia appellatum omnino in Comitatu Mosoniensi existentia, eundem tamen Abbatem una cum toto suo ordine extra hoc Regnum degere, proventusque et quaslibet utilitates eorum Pagorum illuc praecipere cum nullo prorsus Regni emolumento, quare dignum existimant Status et Ordines ut continuo quatuor indigenas seu nationales Regni Hungariae Tÿrnaviae interteneat, ibidem pro usu, et servitio Regni literalibus studiis imbuendos, secus per ordinarium Dioecesanum virtute Articuli superinde statuendi adigatur.

ARTICLE 64

Du droit de banvin des habitants de la ville de Saint-Georges.

64) Relatum est Statibus per Cives Civitatis S. Georgii Magnates et Nobiles ibidem domos exemptas habentes in libero educillationis usu,

vinorumque suorum inductione contra Articulum 53 Anni 1649 et ibidem Civitatum interturbari, quod ut in posterum ne fiat, sub poena violentiae toties quoties praecavendum, ob factam vero interturbationem, et patratas in praemissis violentias, eodem processu brevium Articulorum per latas partes conveniendos esse judicant Regnicolae.

ARTICLE 65

Renouvellement du décret 44 de 1649 concernant les procureurs, qui doivent être des nobles possessionnés.

65) Articulum 44 Anni 1649 renovandum, et exactius observandum vigore ejusdem eos Procuratores a legatione consensuque Diaetali arcendos esse declaratum vellent Regnicolae, qui legationis suae munere et dignitate non curata neque aestimata, identidem in diversis variorum supplicantionum causis, de medio aliorum Regnicolarum exsurgentes Officio procuratoris ibidem funguntur Nuncii vero ac Diaetas Regni, tam a Comitibus, quam Magnatibus ac etiam relictis ablegati sint Possessionarii.

ARTICLE 66

De la compétence du magistrat en ce qui concerne les donations de maisons urbaines.

66) Informantur Status nonnullos Regnicolarum ratione domorum civilium Donationales, et exemptionales, ex Cancellaria Hungarica sine clausula salvo jure alieno contra Tith 9 Partis 2da, ac cum clausulis insolitis contra articulum de Donationibus ad 8^{vum} ante coronationem Anni 1608 et Articulo 122 Anni 1647 extrahere, iisdemque contra Articulum 130 Anni 1647 et Articulum 59 Anni 1492 non curata contradictione Magistratus civilis in derogamen jurium, et liberatum uti velle, ob hoc dignum censent Status, ut vigore earumdem Donationalium juxta citatos articulos ipsi Donatarii, et exempticii Domorum civilium penes interpositam Contradictionem Causam suam in Judiciis Octavalibus prosequantur, iisdem Civitatibus in libero usu Dominio, et Jurisdictione talium Dominorum prouti personis Ecclesiasticis in reali Decimarum suarum ex liberis civitatibus, earumque Territoriis provenientium usu, et dominio, contra tales Donatarios, et exemptitios, semper usque ad finalem Decisionem habitis permanentibus.

ARTICLE 67

Plainte des villes en matière de vendanges.

67) Repraesentare coguntur etiam Civitates Submontanae, ex Civium, ac etiam Nobilium in promontoriis nonnullorum Dominorum terrestrium existentibus habitis non solum in rationem juris montani praestantiora vina una cum vasis per officiales eorundem Dominorum eligi, et occupari,

mensurae quoque observari, verum etiam novo, et antehac inaudito modo nigriores uvae, et passae, sive praestantiores excindi, colligique, et asportari soleant, quae veluti praejudiciosa articulariter tolli per quam humillime postularent.

ARTICLE 68

A l'occasion des foires et marchés, les habitants de la Basse-Autriche et des pays tchèques refusent la monnaie hongroise ou bien l'acceptent avec une forte décote (6 deniers hongrois pour 3 kreuzer, au lieu de 5 deniers pour un gros de 3 kreuzer) contrairement aux textes toujours en vigueur.

68) Repraesentatum est Statibus, et Ordinibus Regni per cives civitatis Szakolczensis, quod cum ipsa a septemtrione, et ab occasu Marchionatus Moraviae Ditionibus contermina, cumque Austriacis, Bohemis, et Silesitis quaestus cum vicinioribus Moravis in Foris Nundinalibus, ac hebdomadaribus, ratione vero victualium quotidies commercia exercent, pecuniam Hungaricam denariorum praedictae nationes vel penitus acceptare, nolunt ; vel vero etiam si in aliquibus paucis tamen in locis acceptent, nonnisi sex numos hungaricales pro tribus cruciferis habere volunt, idque etiam tanto cum delectu, ut tertiam quandoque numeratae pecuniae partem tamquam injusti ponderis, et valoris, cusionisque suspecto rejiciant, unde non modo commerciis, necessitatibus obventionibus dictae civitatis, partibusque Hungariae cisfluvium Moravia sitis, magna emergunt detrimenta, sed etiam propter quaesturae impeditum cursum proventibus etiam Suae Majestatis Sacratissimae tricesimalibus multum derogatur, ob hoc dignum omnino, et per necessarium judicant Status et Ordines Regni, ut et cusio praeattactae minutae pecuniae juxta articulum 24 Anni 1547 ac Anni 1557 Articulo 14 ad optimum Statum redigatur, et per vicina Suae Majestatis Sacratissimae Regna, ac Provincias juxta tenorem praecitati articuli 14 nec non Articuli 48 Anni 1550 et articulo 20 Anni 1608 post coronationem, sine delectu, et renitentia, ita nimirum, ut singuli grossi trium cruciferorum modo currentes in valore 5 denariorum hungaricorum, sicut et, jam in hoc toto Regno Hungariae ubique, et a quocunque sua poena articulariter sancienda acceptentur, Status et Ordines Regni humillime supplicarent.

ARTICLE 69

Les Etats et Ordres demandent l'aide du ban de Croatie et des généraux de la Frontière pour réprimer les révoltes paysannes qui se sont développées chez l'évêque de Zagreb et le comte Emeric Erdödy et souhaitent qu'à l'avenir cette aide leur soit automatiquement fournie.

69) Tametsi ad clementiam Suae Sacratissimae Majestatis medio benigni sui mandati fidelibus suis universis Statibus et Ordinibus Regni sonantis, et directi factam requisitionem pro coercendis tam venerabilibus Zagrabiensis, Zicziensium, quam vero Illustris Comitis Emerici Erdödi Possonianorum subditorum contumaciis tollendaque eorum jam diu

grassante perniciosa rebellione communibus votis adinventum, determinatumque modum, et medium primum hisce praeteris diebus, Majestati Suae Sacratissimae Status et Ordines demisse repraesentare fecerunt, mandataque, et decreta sufficientia sub praesentium adhuc Comitiorum decursa ad Illustrissimum Comitem perpetuum a Zrinio banum et Illustrissimos comites confiniorum Sclavonicorum, Croaticorumque, et maritimorum Generales superinde benigne concedenda a Sua Majestate Sacratissima humillime postulassent, nihilominus tum pro celeriore ejusdem executione ulterius etiam publico nomine instarent universi Status et Ordines, ut Sua Majestas Sacratissima ipsa mandata intuitu quietis et tranquillitatis Regni sub praesenti, ut praemissum est Diaeta, gratiose elargiri, et ne alii quoque Rustici adversus Dominos suos terrestres similes attentent, insurrectiones, eosdem Rebelles subditos veluti manifestarum seditionum, conjurationum, et diversorum enormium scelerum patratores publicaeque pacis, et quietis turbatores praemisso Bracchio Regali coercendos, et si se absque armorium strepitu subdiderint, Antesignatos nihilominus illorum ad tollendas causas seditionum capitaliter puniendos, omnesque in pristinum Statum, ac debitam Dominis suis terrestribus obedientiam, non obstantibus quibusvis impedimentis redigendos esse, per futura Jurium eorumdem Dominorum terrestrium cautela articulariter statuatur, Sua Sacratissima Majestas clementer annuere velit, et casu quo in posterum quoque pululare rebellionem vel si similiter ibidem pululare contingeret, eadem nullis expectatis literis praeceptoriis virtute duntaxat moderni superinde condendi statuti per eosdem Dominos Comites Banum, et Generales tolli, et sopiri possit, ac debeat.

Article 70

De la réintégration de toutes les terres d'un domaine après une inondation.

70) Evenit plerumque, quod per exundationes aquarum territoria unius Civitatis Oppidi, vel Possessionis per aluviem avellantur, ac Territorio alterius partis applicantur, hicque priores Possessiones per hujusmodi aluviem damnificari Territorioque suo proprio privari soleant communis videtur Justitia, ut territoria hoc modo avulsa, prioribus eorumdem Possessoribus integre restituantur, ac territoriis ipsorum reincorporentur, juxta Partis 1re Tit. 87.

Article 71

Les Etats et Ordres sollicitent une fois de plus de Sa Majesté qu'elle rachète Lublyo et les treize bourgades de Spiš hypothéquées jadis au roi Ladislas de Pologne, parce que les gens de ce district refusent de payer la contribution au comitat de Sáros et de se soumettre à l'autorité des officiers du royaume. Ils demandent au moins la formation d'une commission pour régler les litiges.

71) Duo jam et amplius evoluta saecula ex quo castrum Lubleo alias Lublian cum universis pertinentiis, nec non tredecim oppida Scepu-

siensia Serenissimo condam Vladislao Regi Poloniae, hujusque Praelatis et Baronibus oppignorata, nunc etiam ad Regnum Poloniae non sine ingenti damno, tam Fisci Suae Majestatis Sacratissimae Regii, quam etiam totius Regni incommodo possessa manent, quorum redimendorum causa, et si a 100 annis, et ultra, in singulis ferme Diaetis constitutiones ferme condantur, redemptioque eorum 7ª conditio Diplomatis Regii Suae Majestatis Sacratissima requiratur, nescitur tamen quibus praepedimentis identidem intervenientibus hactenus recuperari non poterant, unde quanta jactura tam ratione proventuum Fiscalium, quam aliorum Suae Majestatis fidelium etiam Regnicolarum, et praesertim Comitatuum Saáros, et Scepusiensis redundet, commemorare difficillimum esset, eorum namque Oppidorum incolae jam se penitus avulsos a Corona Regni reputantes Legibus Regni subesse, ac in medium Comitatuum contribuere recusant, variis jam per occupationes metarum violentosque per alios actus potentiarios injuriis officiendo Regnicolas tam superinde requiruntur juristare renuunt, eoque licentiae jam sunt progressi, ut impunitis eorum excessibus manentibus, majorem quam alii Suae Majestatis Sacratissimae fideles Regnicolae libertatem vendicantes, sub specie ejusdem quaevis majora, et Legibus Regni contraria attentare audeant et praesummant, cui malo ut obviam eatur Status et Ordines Regni Suae Majestati Sacratissimae supplicant humillime, dignetur jam tandem saepius ordinatam /cum non desint modi summae illius per Suam Majestatem, vel Fideles ejus deponendae/ redemptionem in effectum deducere, Serenissimoque Regi Poloniae, Praelatis item et Baronibus ejus duorum Praelatorum, et totidem baronum majorem Regni Hungariae Litteris scriptis, sigillisque eorundem pendentibus communitio juxta genuinum sensum litterarum inscriptionalium superinde emanatarium insinuare de levandaque summa inscriptionis, et praeattactorum castri, ejusdemque pertinentiarum, ac 13 oppidorum Scepusiensium remissione admonere, qui si pecuniam levaverint, et bona remiserint bene quidem alioquin dignabitur Sua Majestas clementer adinvenire modum, cum a tot saeculis perceptis ex proventibus eorumdem bonorum foenoribus mille etiam modis Domini Poloni Capitalem ipsorum summam exegissent, praeattactum castrum cum pertinentiis, ac eadem 13 oppida per omnia oportuna, et efficacia media rehabeantur, Coronaeque Regni reapplicentur, dignum enim et aequum esset, si Domini Poloni ob non completionem Litterarum Inscriptionalium super bonis iisdem existent potestatem haberent, terras Suae Majestatis Sacratissimae, et fidelium suorum invadere, sibique manu armata satisfactionem impendere, et vice versa Sua Majestas Sacratissima etiam et Regnicolae completis conditionibus inscriptionalibus ac deposita pecunia non minore jure utantur, verum eadem 13 oppida tamquam propria, et ad Coronae Hungariae jurisdictionem spectantia per Suam Majestatem Sacratissimam, ac fideles ejus Regnicolas rehaberi, et ejusdem Regni Coronae reapplicari possint, qua occasione ulterius instarent humillime Regnicolae, ut Sua Majestas Sacratissima ex parte etiam metarum versus Poloniam, et nonnullorum praejudiciosorum depositioni locorum Art. 29 Anni 1649 statim post Diaetam intra trimestre spatium in effectum reduci facere clementer dignetur, et quia Comitatus de Saáros, et Scepusiensis plurimas injurias, et maxima damna patiuntur

a vicinis Possessionibus Arcis et Dominii Lublyo supplicant, ut adornata quanto ocÿus commissione complanentur, si vere eadem Bona redimerentur, unicuique sua territoria restituantur, simili commissione mediante.

ARTICLE 72

Les Etats et Ordres demandent que certains nobles résidant en Hongrie et possessionnés en Transylvanie n'aient pas à payer le trentième pour les marchandises qu'ils font venir de Transylvanie (conformément au décret 30 de 1622).

72) Nonnulli Dominorum, et Nobilium in partibus Regni Hungariae Superioribus residentes certaque bona, et jura Possessionaria in partibus Transÿlvaniae adjectis possidenta tum Allodiaturas, et alios proventus bonorum suorum exinde in Ditionem Suae Majestatis Sacratissimae transferri curant Tricesimatores, et Teloniatores ex hujusmodi allodiaturis, et proventibus traducendis tricesimam, et telonium exigunt, proinde Articulo 30 Anni 1622 addendum demisse instant, ne hujusmodi Domini, et Nobiles a propriis allodiaturis proventibusque, et censibus exinde traducendis ad solutionem tricesimae et telonium imposterum adigantur, neque etiam a Nobilibus Regni Tricesimatores a pecoribus, ex propria ipsorum allodiatura procreatis, si sufficientes superinde a Vice Comitibus illorum Comitatuum in quibus resident habuerint testimoniales ullam Tricesimam exigant.

ARTICLE 73

Conflit de juridiction entre les habitants nobles de la ville de Korpona et le magistrat.

73) Id quoque repraesentant Status quod libera Civitas Carponensis postpositis Legibus Regni, jurisdictioneque Comitatus Jus quoddam privatum sibi usurpasset, exindeque tametsi requisitus Senatus ad instantiam nobilium perorantium judicium coram judice nobilium et jurato illius Comitatus fieri solitum, ex parte concivis sui impendat, nullum tamen in quibusvis casibus processum brevem ingredientibus portionem ex convictione injuriato, seu damnificato, sed sibi ipsi duntaxat adjudicare solent, idemque judicium, et Sedis Suae deliberationem per viam Appellationis, revisionisque gratia, in sedem Comitatus nullo modo transmittere vellet, in apertum Legum Regni derogamen asserendo eas constitutiones non ipsos, verum Magnates solummodo, et Nobiles ligare. Idcirco cum ipsa civitas semper hactenus cum nobilibus ejusdem civitatis lites ingredi, et justitiam obtinere sine resistentia potuisset, aequum ducerent Status & Ordines, ut ipsa quoque Carponiensis Civitas, Senatusque quoad hujusmodi impensiones judicii, Legibusque Regni, signanter vero Articulo 60 Anni 1619 et Articulo 87 Anni 1647 ibidemque citato, et Articulo 18 Anni 1649 se se accommodare debeant.

ARTICLE 74

Plaintes de la noblesse de Korpona contre Paul Mosdorfer accusé d'avoir assassiné le noble Etienne Nagy : que le préfet (ou le préfet adjoint) de Zala puisse faire un procès au meurtrier.

74) Nobiles quoque in dicta civitate Carponensi degentes contra Judicem ejusdem civitatis Paulum videlicet Mosdorfer ejusque complices graviore conquerantur, quomodo idem Paulus Mosdorfer una cum certis complicibus suis turmatim exsurgentibus nobilem Stephanum Nagy sub ipso Diaetae decursu spreto omni divini, et humani juris timore intra moenia ejusdem Civitatis miseranda, et crudeli more sustulisset, ac tandem corpus ejus jam exanime ad publicos carceres per pedes trahi, ac ibidem in Cippum conjici curasset, quod abominandum, et detestabile homicidii voluntarii scelus ne impunitum relinquatur, sed in ejus Patratores quo compendiosiori juris via animadvertatur, dignetur Sua Majestas Sacratissma clementer annuere, ut Supremus, aut Vice-Comes Comitatus Zoliensis, modo in articulo 93 Anni 1635 denotato contra eum, et ejus complices procedere possit, ac valeat.

ARTICLE 75

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de daigner alléger les charges du comitat de Sáros.

75) Nobiles etiam Comitatus de Saáros familiares videlicet Berdoti, et Hedrÿ querulose exponunt, jam a multorum annorum decursu inter eundem comitatum de Saáros, et praedictas familias ab una, ac Scepusiensem Comitatum Dominium videlicet, et bona arcis Scepusiensis contermina partibus ab altera ratione limitum, et metarum inter duos illos Comitatus concurrentium, damnosam et periculosam vigere controversiam, quae quia etiam cum ingenti sumptuum profusione vigore articuli 19 Anni 1635 diversis institutis commissionibus ob varia impedimenta ex parte Dominii Arcis Scepusiensis objecta determinari nequivisset, ne in Metis illis graviores emergant controversiae, juribusque legitimis ipsarum familiarum provideatur, supplicant Status et Ordines, ut Sua Majestas Sacratissima etiam in sublevamen illius Comitatus de Saáros soluta praesenti Diaeta controversiam illam sublatis quibusvis impedimentis juxta praecitatum Articulum finaliter determinari fecere dignetur.

ARTICLE 76

Plainte contre Guillaume Trautmansdorf, baron styrien, qui a commis une agression contre les paysans de la veuve Széchy (née Sarah Draskovics).

76) Crudelem plane, et inauditam spectabilis ac Magnifici Domini Vilhelmi Trautmanstorfer Rotmonstorfer Magnatis Stÿriaci hostilitatem Suae Majestati Sacratissimae cum maximo animorum sensu repraesentant Status, qualiter idem Dominus Baro missis ac destinatis copiosiori

numero militibus, et hominibus suis, qui quidem milites, et homines sui, et Mandato Domini ipsorum ad Possessionem Generosae ac Magnificae Dominae Comitissae Sarae Draskovics, Illustrissimi condam Domini Comitis Dionisii Széchÿ Relictae Viduae Tukvincz vocatam ad Arcem ejusdem Dominae Comitissae Felsö Lÿndva spectantem, armatis manibus venientes in et ad Domum providi Adami Mészaros coloni ejusdem in dicta Possessione habitam irruentes eundem Adamum Mészàros una cum uxore sua et liberis binis in dictam domum suam inclusissent, eandemque succendissent, inclusumque domo una cum uxore, et Liberis, ac Domo exussissent, in cineresque redegissent, alterum autem colonum ejusdem Sebastianum Gombocz arbori alligassent, sclopisque trajecissent, et interemissent, Domini etiam Trautmanstorfer bonorum suorum Arcis Glaiczenberg officialis colonum ejusdem Dominae Sarae Draskovics providum Andream Vogrineczecz in Possessione Vizlindva degentem ad dictam Arcem ejusdem Felso Lÿndva spectantem capi, et vinctum ad Arcem praeattactam Glaiczenberg adduci curasset, cumque absque omni demerito suo gravi tortura subjecisset, sicque postmodum cruciatum dimisisset, quod cum factum sit, cum injuria totius Regni, et contemptum Nationis Hungaricae Suae Majestati Sacratissimae supplicant Status humillime dignetur in eosdem stande adhuc praesente Diaeta cum contentatione etiam laesae partis in exemplum aliorum severe animadverti facere.

ARTICLE 77

En ce qui concerne l'attribution des Quartiers, les Etats et Ordres demandent le maintien de la commission qui avait fonctionné au temps de feu le palatin Pálffy.

77) Quantae difficultates, et inconvenientiae occasione quarteriorum sub praesenti etiam termino Comitiorum emersorum Status, et Ordines Regni proprio ipsorum incommodo experti sunt ; ad ulteriora itaque ejusmodi incommoda avertenda supplicant Suae Majestati Sacratissimae humillime, dignetur limitationem, et determinationem Illustrissimi condam Domini Comitis Pauli Pálffy ab Erdöd alias Regni Hungariae Palatini, et Benigna Suae Majestatis Sacratissimae Commissione factam in suo vigore relinqui, et in effectum deduci curare, cum uberiore et specifica declaratione platearum et domorum.

ARTICLE 78

Plaintes contre les abus des décimateurs, qui vivent aux dépens des paysans.

78) Quam multifarii abusus, et intolerabiles excessus per Decimatores quaestus, et proprii lucri gratia Regias Decimas a Dominis Decimarum, vel Camera Suae Majestatis Sacratissimae tempore etiam anticipato praementes, et arendantes comitantur, graviter persentiscunt Status et Ordines partium Regni Hungariae superiorum, ubi nimirum tales Deci-

marum Arendatores contra mentem, et sensum Articuli 18 Anni 1609 et aliorum superinde sancitorum post solitum Decimationis tempus egredientes non tantum justa Decimatione terrae nascentium cotentantur, sed priusquam Decimae manus adhibuerint, a misera plebe pecuniaria birsagia, et alia honoraria, ac praeter haec varios labores in agricultura, galeatura, et diversa servitiorum genera, anseres, item gallinas, butÿrum, mel, canabes, et alia legumina extorquere, copiosa cum familia quarteriandi gratia sibi adjuncta equorum, et canum venaticorum non exiguo numero, in miseram plebem omnibus exhaurire, imo frumentum in gravis decimarum arendatoribus magno labore devehenses, Equis privare pecuniam a Sacris et alia extorsione ab eisdem exigere non formidarent, ut itaque huic miserae plebis damno atque oppressioni succurratur, ae praemissae exactiones quae etiam ipsos Decimes longe excedunt, iu posterum praceludantur, hurmillime illarum partium Regnicolae, ut excessus ille publico articulo tollantur et contra excedentes vigore articulorum super violentiis conditorum procedatur, arendationes vero Decimarum debito tempore iuxta articulum 96, Anni 1647 salvo Jure Dominorum Terrestrium in Processibus deposita tamen simul et semel integra Summa Arendae Dominis decimae fiant, ad trituratores autem et vecturam frumenti etiam in Partibus iisdem misera plebs, ubi hactenus superinde alios non esset conventum a Decimarum Exactoribus sub poena praeuia neutiquam compelletur.

ARTICLES 79 et 80 manquent

ARTICLE 81

Les Etats et Ordres demandent que les officiers de la Chambre de Schemnitz daignent exécuter le jugement rendu en faveur du magnat Louis Rotal transmis par les soins de la Chancellerie hongroise.

81) Maximo cum contemptu constitutionum Regni super reali executioni Litterarum adjudicatoriarum tabulae Suae Majestatis Regiae pro parte Magnifici Ludovici a Rotal emanatarum fieri advertunt Status, quod Praefecti et Officiales Camerae Schemniciensis Suae Majestatis Sacratissimae earumdem litterarum adjudicatoriarum executionem interturbando, ad repetitas quoque Regni constitutiones, signanter vero Articulo 6 Anni 1638 et 84 Anni 1647 ab anno 1637 cum derogamine authoritatis judiciariae, tabulae Regiae Suae Majestatis Sacratissimae, et jactura magnarum expensarum haererent, inexecutae, proinde instant Regnicolae humillime ut easdem adjudicatorias vigore litterarum suarum praeceptoriarum ex Cancellaria Hungarica exorandarum, medio executorum in praecitato Articulo 84 Anni 1647 denotatorum una cum refusione proventuum a tempore adjudicationis perceptorum jam tandem exequi, ac simul stante hac praesenti Diaeta aliud mandatum peremptorium, et absolutum ex Camera Aulica ad Officiales Camerarum Montanarum Civitatum super admittenda executione praeattactarum adjudicatoriarum extradare clementer dignetur. Neve fidem officiales ulterius quoque sub poena contra turbatores legitimarum executionum statuta

executore, et ejus executione se se quomodocunque opponere praesummant alias Illustrissimo Domino Comiti Palatino easdem adjudicatorias per omnia opportuna, et necessaria media exequendi, et effectuandi authoritatem dandam esse judicant Status, sepositis quibusvis juridiciis remediis, et impedimentis.

ARTICLE 82

Bien que des commissaires nommés par le défunt palatin aient promis aux propriétaires de Komorn que les maisons détruites pour construire la nouvelle citadelle seraient payées, aucun crédit n'a encore été débloqué. C'est pourquoi les Etats et Ordres demandent que les démolitions ne soient pas poursuivies sans le consentement des Hongrois.

82) Licet commissarii per Illustrissimum condam Dominum Comitem Paulum Pálffÿ, alias Palatinum ad aestimationes structurarum Domorum Nobilitarium et Civilium Comaromiensium, pro situ et fundatione Novae Arcis exstruendae demoliendarum in oppidum Regium Comaron missi Possessoribus ipsarum domorum demoliendarum eam assecurationem, et promissionem dedissent, quod nimirum aestimata pretia structurarum earumdem domorum parata in pecunia exolvantur, pro fundis autem ipsarum nobilitarium quidem cum simili nobilitatione, civilium autem cum earumdem conditionibus assignabuntur, ac jam praevia structurarum juxta factas aestimationes potiori ex parte essent etiam persolita, pro fundis tamen jam destructarum domorum nulla adhuc essent assignata. Unde instant Status humillime, ne ulterius extra Domos per dictos commissarios ademptas, destructiones domorum tam nobilitarium quam civilium absque consensu, et Determinatione Regni subsequantur. Pro fundis autem jam destructarum domorum alia loca similia cum earundem curiarum adhibita nobilitatione, et civilium conditione assignentur, et quia Domus illae ita essent apretiatae, ut materiae demolitarum domorum maneant pro Dominis, seu Possessoribus illarum Domorum intacte, contigit tamen, ut nonnullarum Domorum destructarum materiae ad aedificium dictae Arcis sint ablatae et conversae, aequum censent Regnicolae pretium iis, quorum fuerunt, quantoocÿus exolvantur.

ARTICLE 83

De la succession du magnat Emeric Nyári.

83) Generosa, ac Magnifica Domina Maria Sándor Relicta Vidua Magnifici condam Emerici Nyári Tutrix vero naturalis et legitima Francisci filii, et Annae filiorum suorum, ex eodem condam Domino et Marito Suo Susceptorum, lamentabiliter retulit, quod licet decedente, et in Semine deficiente Magnifico condam. Petro Nyári universa ejusdem bona tam immobilia ad Arcem Bereniz pertinentia, quam mobilia in pertinentiis ejusdem existentia in Magnificum Ludovicum Nyári, et dictum quondam Emericum Nyári filium ejusdem ab eodem divisum aequali jure essent devoluta, idem tamen Ludovicus Nyári eadem bona

non prohibitionibus dicti domini et mariti ejusdem Relictae, ac etiam oblatio ne expensarum pro sepultura Magnifici condam Bernhardi Nyári sufficient, Generosae, ac Magnificae Dominae Eva Forgats assignasset, tali sub praetextum, quod ab eadem praedicta sepultura condam Bernhardi Nyári certam summam pecuniariam levasset, cum tamen mobilia defuerunt, neque quibus inhumatum corpus honeste, et decenter sepeliri potuisset, dumque memoratus condam Emericus Nyári eadem bona medio Magnifici Prothonotarii dividenda, ac portionem suam sibi exinde cedentem sibi assignandam intendisset, eadem Domina Eva Forgats violenter, et armata manu adacto illuc etiam extraneo milite Marchionatus Moraviae dicto judici executori, et executioni se opposuisset, de factoque cum antelato Domino Ludovico Nyári possiderent, cum maximo dictae querulantis Orphanorumque suorum praejudicio — ob hoc decernendum judicarent Status, ut interturbata Divisio antelatorum bonorum, excisioque portionis exinde cedentis contra Possessores eorundem bonorum medio unius Magistri Prothonotarii, abscissis omnibus juridicis remediis a tempore adjudicationis, et turbatae executionis computando cum refusione proventuum ejusdem portionis exequendae, si necessum fuerit, etiam cum assistentia Illustrissimi Domini Comitis Palatini peragatur, dictisque legitimis Successoribus eorundem bonorum satisfactio impendatur, non obstante contractu inter praefatos Ludovicum, et Emericum Nyári inito, cui per eundem Ludovicum Nyári non effectuato dicti Orphani etiam contradixissent.

ARTICLE 84

De la succession du comte Georges Thurzó.

84) Occasione Domus Viennensis haeredibus, et successoribus condam Comitis Georgii Thurzó, alias Regni Hungariae Palatini Sexus foeminei, vel restituendae, vel exolvendae instant demisse Status, ut Articulos 131 Anni 1647, Anni 1649 superinde conditos juxta Clementem etiam Suam resolutionem jam tandem in effectum deducere, benigne dignetur.

ARTICLE 85

Comme le secrétaire allemand du magnat Adam Forgách a été arrêté arbitrairement à Vienne (sur une dénonciation qui l'accusait d'avoir empoisonné le feu comte Csáky), les Etats et Ordres demandent que les nobles et leurs domestiques jouissent également d'immunités à l'extérieur du royaume.

85) Non sine gravi praejudicio praerogativae Nobilitaris factum fuisse Statibus et Ordinibus Regni exstitit proximis temporibus Illustrissimi Domini Comitis Adami Forgáts Secretarius Germanicus in proprio ejusdem Comitis negotio Viennae constitutus ad nonnullorum sinistras delationes ratione praetensae intoxicationis condam Illustrissimi Domini Comitis Csáky, alias Judicis Curiae Regiae non modo incaptivatus ibidem, verum in diris carceribus /: ut aliquis malefactor/ : detentus, per hocque idem Dominus Comes Adamus Forgáts in praerogativa sua nobilitari,

existimationeque honoris tam sui, quam totius familiae non parum laesus praeter omnem viam juris fuisset, quia vero praemissam incaptivationem sicuti et diffamationem, nullo rationabili fundamento causatam esse, idem Dominus Comes quereretur ideo Majestati Suae Sacratissimae, dicti Status et Ordines humillime supplicant, ut diffamatores tales et detentores, sive si fuerint intra, sive extra Regnum cum debita satisfactione praememorati Domini Comitis Adami Forgáts, et servitores sui puniantur, et ne ulterius Nobiles, eorundemque servitores intra vel extra Regnum contra Tit 9 Partis I^ae^ et passim alia Regni statuta incaptuentur, neve per hoc in aditu ad Suam Majestatem deterreantur, apud Suam Majestatem Sacratissimam humillime instant.

ARTICLE 86

Requêtes d'Anne et Ursule Czobor relatives à une donation de paysans promise par l'empereur Ferdinand à leur père décédé (le magnat Emeric Czobor) et non encore exécutée.

86) Generosae, Ac Magnificae Dominae Comitissae Annae Czobor, Illustrissimi condam Comitis Michaelis Stanislai Farnoczkÿ Relicta Vidua, et Ursula Czobor Illustrissimi Domini Comitis Joannis Kérÿ Conthoralis, querulose exposuerunt, qualiter Illustrissimus Dominus Comes Emericus Czobor junior, et defunctus Valentinus Czobor similiter frater carnalis, et uterinus dictarum Dominarum querulantium occasione, et beneficio exspectativae gratiae, in qua defuncta Sacratissima Caesarea, Regiaque Majestas Ferdinandus beate recordationis, Spectabili, ac Magnifico Domino condam Emerico Czobor Seniori, ac nominatim etiam memoratis Dominabus Annae et Ursulae Czobor quingentos colonos per primam occasionem seu caducitatem contulisset, totalia, et integra castra Holicz, et Sastin in Comitatu Nitriensi adjacentia, una cum universis suis pertinentiis exclusis memoratis Dominabus Anna, et Ursula Czobor, pro se tantum, et haeredibus suis, primo masculini sexus, iis vero deficientibus foeminei sexus impetrasset cum derogamine exspectativae gratiae, ac damno, et praejudicio eidem insertarum Dominarum Annae, et Ursulae Czobor manifesto ; proinde cum bona praenotata per eandem gratiam exspectativam esse collata, et obtenta compererentur ; aequum et justum censent Status, ut Illustrissimus Dominus Comes Palatinus convocatis consiliariis Suae Majestatis Sacratissimae caeterisque Tabulae Regiae Judicibus, quos ad manus habere poterit ad instantiam, et requisitionem memoratarum Dominarum Annae et Ursulae Czobor praesentem earumdem aquisitionem jure extraordinario peremptorie revidere, et determinare, ac debitae etiam executioni cum excisione et assignatione congruentis exinde cedentis portionis demandare valeat, abscissis omnibus juridicis remediis.

ARTICLE 87

Plainte relative à la donation faite par le magnat Daniel Révaÿ à la veuve de Paul Révaÿ et non exécutée par la volonté du protonotaire.

87) Quando quidem Magnificus Daniel Révaÿ universa bona Generosae, ac Magnificae Dominae Elisabethae Taiffelin, Magnifici condam Pauli Révaÿ Relictae Viduae tam vi legum, et irriti contractus intra tempus viduitatis per eandem viduam tenenda, quamquam inscriptio alioque titulo possessa, et eodem jure eandem, successoresque, et legatarios ejusdem possidenda in Comitatu Thurocziensi existentia non admissa executione Magnifici Prothonotarii pro se retinuisset et ademisset. Ideo Status et Ordines Regni aequum judicant, ut eadem vidua in integrum restituatur, de perceptis autem medio tempore fructibus, et proventibus tam ordinariis, quam extraordinariis ac refusione eorundem judicarent Status Illustrissimo Comiti Domino Palatino eam esse dandam authoritatem, ut convocatis Tabulae Regiae Judicibus, ac aliis juris peritis viris, quos ad manus habere poterit, vel amicabiliter, et vero non etiam jure extraordinario, eorum ibidem revidere, compertaque eorundem limitata quantitate, et veritate de bonis praefati Danielis Révaÿ, ubicunque intra ambitum Regni Hungariae existentibus, attactae viduae, aut in casu mortis haeredibus, et potestatibus ejusdem abscissis omnibus juridicis remediis plenariam satisfactionem impendere valeat. In puncto tamen vinculi duorum millium aureorum adjudicatorum non praecluditur eidem Danieli Révaÿ via prosequendi Jus suum penes Novum.

Article 88

Plainte de Jacques Dobner, relative à la prise de possession de deux domaines de Basse-Autriche, qui avaient été attribués à son beau-père Paul Epelle cinquante-trois ans auparavant.

88) Conqueritur graviter nobilis Jacobus Dobner, quomodo quondam Paulus Epelle Genitor consortis ejusdem circa annum 1602 occasione occupationis quarumdam duarum Possessionum Majleban, et Detendorff vocatarum in Archi-Ducatu inferioris Austriae habitarum, alias ipsi condam Paulo Epelle ab Egregio olim Sebastiano Gradner executarum Dominos ejusdem Provinciae deputatos in Jus conveniendo, licet tam coram dictae Provinciae, tam vero coram Inclyti Regiminis criminalibus judicialiter obtinuisset, per viam tamen appellationis medio Domini Maximiliani Jerger in tantum reexecutio earundem peracta esset, ut jam a revolutione 53 annorum bonis iisdem abesse cogantur, haeredes ejusdem Pauli Epelle pro eo supplicant Suae Majestati Sacratissimae humillime, dignetur jam tandem satisfactionem clementer impendi facere.

Article 89

Requête des comtes Paul et François Eszterházy pour la prise de possession du château de Regecz.

89) Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae in eo quoque humillime supplicant, ut habito benigno respectu praesentis ipsorum demisse recommendationis, et instantiae Illustrissimos Dominos Comites

Paulum et Franciscum Eszterházÿ, haeredes nempe Illustrissimi condam Domini Comitis Nicolai Eszterházÿ, alias Regni Hungariae Palatini de, et super Domini Arcis Regecz restante pretio contentatos, et exolutos, reddi facere benigne dignetur, ita etiam contentationem Domus Tokajensis per dictum condam Dominum Comitem Palatinum Magnifico quondam Sigismundo Lányai datae, iidem Status demisse supplicant.

ARTICLE 90

Requête en faveur d'Euphrosine Kejszer, veuve de Sigismond Dörÿ, concernant ses domaines de Wizovicz, en Moravie.

90) Generosa Domina Euphrosina Kejszer Magnifici condam Sigismundi Dörÿ Relicta Vidua, proximis temporibus gravi Lÿtro e Turcica captivitate sui eliberationem consecuta Statibus et Ordinibus Regni lamentabiliter exposuit, quod licet in bonis Wizovicz Marchionatus Moraviae bonum et indubitatum Jus haberet, eo tamen non curato tutores Magnifici Ladislai Doerÿ eandem ab apprehensione, et possessione eorundem bonorum nulla vel boni juris, vel ejusdem modernae afflictae conditionis habita ratione arcerent, et prohiberent ; ob hoc Status supplicant Suae Majestati Sacratissimae dignetur eidem antelata bona, ad suam portionem cedentia, per specialia Sua Mandata superinde elargienda restitui, ac de aliis etiam acquisitionibus ejusdem viduae contra dictos possessores eorundem bonorum praetensis, signantes autem de summa pecuniaria certorum millium florenorum super bonis Arcis Saskeö locata, ac per eosdem tutores una cum totali pretio eorundem bonorum levata ex iisdem bonis Vizovicr plenariam satisfactionem impendi facere, quantum vero praetensiones ejusdem viduae in Regno Hungariae sopiendas concerneret, illas Illustrissimus Dominus Comes Palatinus, convocatis tabulae Regiae judicibus, aliisque juris peritis viris, quos ad manus habere poterit demptis violentiis praetensis suo modo prosequendis certificatis super inde etiam partibus interessatis revidere, et determinare, debitaeque executioni demandare valeat.

ARTICLE 91

Requête des héritiers du feu palatin Eszterházy concernant la seigneurie de Szent-Miklos.

91) Haeredes et Successores Illustrissimi condam Domini Comitis Nicolai Eszterházÿ Statibus repraesentarunt, circa summam inscriptionalem bonorum Szent. Miklosianorum non leves superesse praetensiones, intermissaeque difficultates, et quaestiones, pro quarum revisione, et complanatione censerent Status, instarentque humillime apud Suam Majestatem Sacratissimam Domino Comiti Palatino eam attribuendam esse authoritatem, ut convocatis judicibus tabulae Regiae, quos ad manus habere poterit, easdem articulariter peremptorie revidere, et finaliter determinare, ac etiam debitae executioni demandare valeat.

ARTICLE 92

Requête en faveur de Paul Fánczÿ, dont le mariage a été annulé par le chapitre d'Esztergom (il avait épousé une parente au quatrième degré) et les biens confisqués sur rapport du protonotaire; que Sa Majesté daigne lui faire restituer ses terres.

92) Ex relatione Egregii Pauli Fánczÿ Status et Ordines Regni intellexerunt qualiter ipse ad instantiam Fisci Suae Majestatis Sacratissimae Regii, ob matrimonium cum consanguinea sua intra quartum gradum contractum in Sedem Spiritualem Ecclesiae Metropolitanae Strigoniensis citatus, ibidemque illud Matrimonium incoestuosum, et nullum, irritumque fuisset pronunciatum, vigoreque ejusdem sententiae extracto a Sua Majestate Sacratissima certo quodam mandato executoris Egregio Magistro Petro Alvinczÿ Prothonotario sonante, idem executos Pauli Fánczÿ bona in Kabolth in Soproniensi, nec non Belicz Brogyan, et Mezökesza in Niertensi Comitatibus existentia executione mediante, manibus dicti Fisci Regii assignasset, eademque prae manibus ejusdem, ac aliarum de praesenti haberentur. Cum autem praeattacta bona per dictam sententiam Sedi Spiritualis minime adjudicata, praeattactaeque executioni subjecta fuisse dignoscerentur. Ob hoc Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae humillime supplicant, dignetur antelata universa bona modo praemisso in rationem fisci Regii executa, eidem Paulo Fánczÿ restitui facere. Supplicantes nihilominus Suae Majestati Sacratissimae, ut contra eundem solito suo processu ad instantiam Fisci sui Regii procedatur.

Chapitre II

LA DIÈTE DE 1659

Présentation

La Diète convoquée à Presbourg pour le 21 juillet 1659 n'avait pas un programme de travail très précis, puisque la patente de convocation mentionnait que l'Assemblée s'occuperait de la « conservation et du salut de notre Royaume de Hongrie et des affaires publiques de nos fidèles sujets »[1]. En fait il devenait urgent pour le nouveau souverain de convoquer une Diète, bien que le problème de la succession n'ait causé aucune difficulté. Elu et régulièrement couronné en 1655, le jeune roi Léopold Ier avait notifié le décès de son père Ferdinand III au Conseil royal dès avril 1657 et il était entré en fonction sans autre formalité. Pourtant l'Assemblée ne s'était pas réunie depuis plus de trois ans et, dans la patente de convocation, il rappelait les circonstances qui l'avaient empêché de convoquer la Diète (il insistait en particulier sur la difficile élection à l'Empire, l'année précédente).

Outre les susceptibilités des Hongrois qu'il lui fallait ménager, deux problèmes précis incitaient le gouvernement de Vienne à réunir l'Assemblée nationale : la question des quartiers pour les régiments impériaux et la situation délicate où se trouvait la Transylvanie.

En 1657, trois jours avant sa mort, l'empereur Ferdinand III, sur les conseils de son premier ministre Auersperg et de la Cour d'Espagne, s'engageait activement dans la guerre du Nord, aux côtés de la Pologne. Tandis que Lisola détachait l'électeur de Brandebourg de l'alliance suédoise, Montecuccoli obtenait de beaux succès à la tête des Impériaux. Pourtant ces campagnes coûtaient cher à une puissance qui n'avait pas encore relevé les ruines de la guerre de Trente Ans. Les pays tchèques avaient été particulièrement éprouvés et leur capacité financière demeurait limitée. C'est pourquoi, après la campagne de 1658, le gouvernement de Vienne voulut mettre en quartier plusieurs régiments sur le territoire hongrois, pour que les soldats consomment les vivres sur place. Les Hongrois refusèrent, à moins d'être dédommagés par le paiement de contributions ; ils invoquèrent leurs libertés, ne pouvant consentir

1. *Mandatum regium* pour le magistrat de Košice, Laxenburg, 7 juin 1659 ; A. M. Košice, *Schwarzenbachiana*.

l'entrée du pays aux Impériaux que si elle avait été votée par une Diète[1], et, à l'automne 1658, l'empereur ne put guère envoyer en Hongrie que quelques compagnies de renfort dans les garnisons de la Frontière.

D'autre part, l'appui donné par le prince de Transylvanie, Georges II Rákóczy, au roi de Suède Charles X Gustave, tournait au désastre. En 1657 il avait conduit en Pologne une armée de 50 000 hommes et le roi de Suède lui livrait Cracovie, tout en lui faisant espérer l'élection au trône de Pologne. Ainsi, comme Sigismond Bathóry au siècle précédent, Georges II Rákóczy aurait uni Pologne et Transylvanie ; c'était un rêve ambitieux, dont le couronnement eût été l'élimination des Habsbourg du trône de Hongrie. Mais les chimères de Rákóczy allaient être bientôt confrontées avec une dure réalité. En effet, les Suédois évacuèrent la Pologne pour se retourner contre le Danemark et Rákóczy fut incapable de tenir contre l'armée polonaise ; il dut signer une véritable capitulation pour pouvoir rapatrier son armée. Mais celle-ci tomba sur les Tartares, qui l'attaquèrent et emmenèrent la majeure partie des troupes transylvaines en captivité, car le sultan, mécontent de la politique aventureuse de Georges II Rákóczy, avait ordonné au khan tatare d'attaquer celui qui était, tout de même, son vassal. Jean Kemény fut fait prisonnier avec 20 000 hommes et l'expédition de Rákóczy en Pologne tournait d'autant plus mal que la Porte, pour une fois logique jusqu'au bout, voulait déposer le vassal turbulent. Elle le déclara déchu et ordonna, en 1658, à la Diète transylvaine[2], d'élire un nouveau prince ; celle-ci s'exécuta et choisit François Redey. Cependant Georges II Rákóczy ne s'avoua pas battu, il chercha l'appui de la noblesse de la Hongrie royale et de la Cour de Vienne, tandis qu'il constituait un parti à l'intérieur de la Transylvanie, en s'appuyant sur les commandants des forteresses (Oradea en particulier). Le pacha de Bude voulut venir en aide à Redey, ce qui marqua le début des hostilités. Comme l'intervention du pacha de Bude s'était soldée par un échec, le grand vizir et le khan tatare envahirent la Transylvanie en 1659[3]. La situation était donc devenue dangereuse pour l'ensemble de la Hongrie royale, car la Transylvanie était, depuis 1568, un bastion neutre, qui protégeait la Haute-Hongrie contre une intervention massive des Turcs.

La Transylvanie, quoique tributaire de la Porte, possédait sa propre armée et les forteresses n'étaient pas occupées par des garnisons turques, mais par des soldats hongrois. Par suite des folies de Georges II Rákóczy, l'équilibre politique et stratégique de l'Europe orientale risquait donc d'être modifié en faveur de l'Islam.

Or, deux thèses sont en présence et risquent de s'affronter lors de la réunion de l'Assemblée :

1° La thèse du premier ministre, Portia : éviter à tout prix la rupture avec les Turcs et, autant que possible, une intervention dans les affaires

1. Dépêche de G. SAGREDO, Vienne, 12 octobre 1658, éd. PŘIBRAM, p. 170.

2. La Diète transylvaine comprenait des représentants des trois Ordres : les seigneurs hongrois, la communauté des Saxons (Allemands installés depuis le XIII[e] siècle) et les Sicules. La Diète était dominée par la noblesse hongroise et la langue officielle était le hongrois.

3. RINCK, *Leopold*, II, p. 29-31.

de Transylvanie. Cette politique est dictée par des considérations générales. Malgré des succès militaires dans la guerre du Nord, la Suède n'a pas encore signé la paix. En admettant même que l'issue du conflit soit favorable (la paix d'Oliva, signée en 1660, marqua un coup d'arrêt à l'expansion suédoise dans la Baltique), Portia ne croyait pas la Monarchie autrichienne capable de faire la guerre aux Turcs — ses propres forces lui paraissant tout à fait insuffisantes.

2° La thèse des conseillers hongrois (l'archevêque Lippay, le palatin Wesselényi, Nádasdy et le chancelier Szelepcsényi) : il fallait soutenir Rákóczy, car c'était après tout un régnicole (n'oublions pas qu'il possédait d'immenses domaines dans la Hongrie du Nord-Est) dont on devait au moins défendre les biens et la position personnelle en Transylvanie[1], cette principauté ayant décidément une structure fort complexe, qui défiait la logique la plus élémentaire ; condominium germano-turc, c'était un pays d'autant plus proche de la Hongrie que les magnats hongrois qui le dirigeaient étaient possessionnés à la fois en Hongrie royale et en Transylvanie et que bien souvent la Transylvanie servait de refuge et d'appui au parti protestant. En 1659, néanmoins, le parti catholique était favorable à Rákóczy, en qui il voyait un garant du *statu quo*.

La réunion des conseillers hongrois, à Vienne, mit en relief les deux autres problèmes qui se poseraient au cours de la session : la question des conseillers hongrois à la Cour et le problème religieux. Bien des régnicoles étaient en effet mécontents des services de Georges Szelepcsényi, chancelier de Hongrie, qui traitait les affaires à sa manière, selon ses intérêts et ceux de sa clientèle. C'est pourquoi les dirigeants hongrois voudraient le flanquer de deux conseillers choisis par l'Assemblée, qui traiteraient avec lui des affaires concernant la Hongrie[2], mais le prélat voulait garder son indépendance, bien que le principe ait été mainte fois énoncé dans les constitutions du royaume. Cet aménagement du gouvernement central n'aura jamais lieu, en dépit de la promesse faite dans le décret 14 de 1659, qui renouvelait d'ailleurs des textes plus anciens[3].

Dans cette affaire le gouvernement de Vienne employa la tactique traditionnelle, dont l'efficacité était prouvée depuis longtemps : promettre, sanctionner un décret, quitte à en ajourner l'exécution.

En vérité, le point le plus délicat demeurait la question religieuse, c'est-à-dire les rapports entre catholiques et protestants, et du point de vue juridique l'application des lois antérieures concernant la liberté de culte. Les protestants (luthériens et calvinistes) étaient en effet décidés à se plaindre des mauvais traitements que leur infligeaient clergé et seigneurs catholiques et à rappeler que les promesses faites par l'empereur en 1655 n'avaient pas été tenues[4]. L'opposition protestante fut encore, pour cette fois, ferme dans les principes, mais modérée dans son

1. Dépêche d'A. Molin, Vienne, 12 juillet 1659 ; éd. Přibram, p. 259.
2. *Ebenda, ibid.*, et *Gravamina*, 1659, art. 10.
3. Les décrets 25 de 1619, 29 de 1630 et 28 de 1635. Le décret 14 de 1659 reprenait point pour point l'article 10 des doléances de la même session.
4. Dépêche d'A. Molin, Vienne, 12 juillet 1659, *ibid.*

expression. Elle prit la forme de doléances particulières présentées au roi le 24 septembre 1659. C'est un catalogue des actes dirigés contre les confessions protestantes : des temples restitués aux protestants en vertu de la paix de Linz ont été repris par la violence, des ministres protestants ont été expulsés, des bénéfices récupérés[1]. Tout cela faisait partie d'un plan concerté en vue de priver le peuple de ses cadres protestants ; dans une phase ultérieure les évêques installeraient des prêtres catholiques qui pourraient aisément convertir des fidèles désemparés. Le clergé avait en outre profité que la majorité des magnats était revenue au catholicisme pour utiliser l'autorité seigneuriale en faveur de la religion romaine : les paysans qui ne voulaient pas se convertir au catholicisme voyaient leurs biens confisqués sous couvert de procès réguliers. A Presbourg les autorités refusaient aux luthériens l'exercice de leur culte dans le Temple neuf, qu'ils avaient édifié en vertu des accords de 1647.

En 1659, les protestants se refusèrent à quitter la Diète pour mieux peser sur les décisions de l'Assemblée. Ils obtinrent une concession majeure, la confirmation du diplôme royal de 1655, qui demeura le fondement de leur argumentation tout au long du règne, même s'il ne fut par toujours respecté par le gouvernement royal et le parti catholique. Les articles I et VI offraient en effet de sérieuses garanties aux protestants, le premier confirmant solennellement les constitutions, l'autre accordant la liberté de culte dans tout le royaume. A côté de cette victoire sur le plan juridique, les protestants obtinrent des satisfactions de détail : le temple de Presbourg leur fut rendu et les Jésuites n'obtinrent pas l'autorisation d'acquérir des biens fonciers dans le royaume, grâce à l'obstruction des députés protestants.

Ces satisfactions accordées aux protestants ne modifiaient pourtant pas radicalement la situation ; ils avaient de plus en plus le droit pour eux, mais le haut clergé et ses alliés se moquaient d'autant plus des lois que le gouvernement royal ne cherchait pas à les faire appliquer et qu'il se faisait le complice de toutes les injustices.

La supplique du 3 novembre se terminait sur une note qui se voulait optimiste : « Les Etats évangéliques plaçaient leur confiance dans les privilèges des deux partis »[2].

Nous verrons qu'à la Diète de 1662 ces derniers espoirs devaient être déçus, le gouvernement royal refusant même de prendre en considération les doléances à caractère religieux, tant il est sûr, à ce moment, du triomphe du catholicisme.

Par conséquent, le gouvernement royal put, grâce à son habileté manœuvrière et à l'appui du parti catholique, éviter une rupture avec les protestants, si bien que le pessimisme de l'ambassadeur d'Espagne apparaît, *a posteriori*, exagéré. En revanche, l'empereur put-il obtenir des Hongrois l'appui militaire, ou tout au moins les engagements qui lui

1. *Gravamina Statuum et Ordinum Evangelicorum Suae Majestati die 24a septembris A. 1659 humillime praesentata, Diarium Diaetae,* A. M. Košice, 2636-I Ed./1659.

2. *Supplicatio per Status Evangelicos in negotio gravaminum Religionis Sacratissimae Caesareae Regiaeque Maiestati die 3a Nov. A. 1659 humillime praesentata, Diarium Diaetae,* 1659.

paraissaient indispensables ? Les propositions royales présentées le 22 août tournaient autour de cette aide :

1° En raison du danger turc, il faudra poster une importante armée auprès de la Frontière.

2° Au cas où les Turcs attaqueraient, le roi ne doute pas que les régnicoles seraient prêts à verser leur sang et à donner leur argent pour défendre leur patrie.

3° Que les Etats et Ordres s'engagent à ravitailler l'armée, afin que celle-ci ne meure pas de faim.

4° Que les régnicoles paient une contribution pour l'entretien des garnisons de la Frontière, car les revenus des domaines (trentième) qu'ils ont accordés sont désormais insuffisants.

5° Pour que les habitants de la Frontière ne soient pas inquiétés par les soldats qui sont peu ou point payés, que les régnicoles contribuent, eux aussi, au paiement desdites garnisons.

Tous les autres paragraphes concernaient l'exercice de la justice et le maintien de l'ordre. De nombreux décrets leur seront consacrés (comme en 1655). Enfin, dans l'article 9 de la proposition, Sa Majesté ordonnait à ses sujets de renoncer à leurs querelles — nous avons vu ce que recouvrait un vœu aussi pieux[1]. Et pour être sûr d'obtenir une aide de l'Assemblée, l'empereur insista longuement sur le péril imminent dans le préambule de la proposition : le grand vizir est attendu avec une importante armée à Belgrade. C'est cette perspective qui peut justifier toutes les demandes de secours, mais les Hongrois ont-ils répondu à l'appel de leur roi et lui ont-ils donné les moyens de la politique active qu'ils souhaitaient lui voir mener ?

En réponse à la proposition II, les régnicoles ont offert (décret 7) la levée en masse, en cas d'agression ennemie, selon les modalités définies pour la dernière fois en 1635[2] : le palatin donne l'ordre aux comitats de procéder à la mobilisation de tous les nobles, ainsi que des prélats possessionnés. Pour ravitailler l'armée (proposition III) les régnicoles s'engagent, par le décret 6, à approvisionner les magasins militaires.

En réponse à la proposition IV, l'Assemblée a voté une augmentation de 5 % des droits de douane, dont le produit est affecté à l'entretien des garnisons (article 9). Ils ont refusé de participer en bloc au paiement des soldats de la Frontière (proposition V), mais accepté de prendre eux-mêmes en charge certaines garnisons, bien définies, pendant deux ans.

Fait beaucoup plus grave, l'Assemblée n'a pris aucun engagement quant aux quartiers des régiments impériaux, maintenant sa doctrine relative aux troupes « étrangères ». Nous savons qu'elle avait tenté d'obtenir l'évacuation de tous les soldats allemands du territoire hongrois et que le Conseil de la Guerre était hostile à cette mesure. Les Etats n'en cherchaient pas moins à maintenir les principes et le gouvernement

1. Propositions royales du 22 août 1659. Transmises par l'agent WIGNACOUR, 20 septembre 1659 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 17, copie de l'original latin, f° 650-652. Egalement *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 1026 (B.N. Paris G 901).
2. Décret 88 de 1635 reprenant le décret 21 de 1622.

de Vienne se heurta à une fin de non-recevoir, car la proposition I ne s'est traduite dans aucun décret.

Par conséquent la session de 1659 peut être considérée comme normale, tant par sa durée que par le profil général des débats. Les Etats ont, une fois de plus, défendu les grands principes du droit d'Etat, tout en faisant preuve de bonne volonté dans le domaine de la défense.

On peut toutefois se demander si les offres hongroises étaient bien réalistes dans la perspective d'une guerre avec l'armée ottomane, qui demeurait redoutable. D'autre part, on sent que le problème de la Contre-Réforme empoisonnait déjà l'atmosphère. La crise parlementaire va d'ailleurs éclater, au cours de la session de 1662, qui montra combien était fragile l'unité de la nation et quel rôle pouvait encore jouer la Chambre basse (ou des Régnicoles) dans la vie publique hongroise.

DOLÉANCES DE 1659

Universorum Statuum & Ordinum Inclyti Regni Hungariae Sacratissimae Regiaeque Majestati, Domino Domino isporum Clementissimo in Anno Domini MDCLIX Die 16 Octobris demisse praesentata[1]

PRÉAMBULE

Les Etats et Ordres comprennent que Sa Majesté ait été retenue par le Congrès électoral du Saint-Empire. Ils la remercient d'avoir pris intérêt aux incursions qui menacent le royaume et aux problèmes d'administration de la justice. Ils la supplient de daigner comprendre leurs doléances.

1) Sacratissima olim Imperatoria Regiaque Majestate Domino Domino alias ipsorum Clementissimo beatae recordationis e vivis decedente[2], cujus pro innumeris effusis in hoc Regnum gratiis aeterna manebit memoria, fideles Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae, juxta conditionem 2 Diplomatis sui Regni[3], generalem ipsis conventum a tempore suscepti Regiminis, intra spatium 6 mensium publicandum fuisse non ignorant ; quia tamen re ipsa compertum habent, eandem Majestatem Sacratissimam gravibus S. Romani Imperii, Conventusque Electoralis curis et negotiis avocatam[4], praepeditamque fuisse, aequo et submisso acceptant animo. Post cujus felicem exinde reditum pro

1. A. M. Košice 2636-I Ed/1659.

2. L'empereur Ferdinand III, décédé le 3 avril 1657. Il était le père du nouveau roi Léopold Ier.

3. Dans cette condition, le roi s'engageait au moment de son élection à recevoir toutes doléances et à convoquer une Diète tous les trois ans au moins.

4. La Diète d'Empire s'était réunie à Francfort pour élire un nouvel empereur, Ferdinand III étant décédé avant d'avoir pu faire élire un nouveau roi des Romains. L'élection de Léopold Ier fut particulièrement difficile par suite de l'action de Mazarin et des électeurs alliés de la France.

suo singularis et paterno erga Regnum hoc suum affectu et solicitudine eo animi sui Regii curas directas esse voluisset, ut indicto fidelibus suis Statibus et Ordinibus generali conventu, cumprimis saluti et defensioni afflictae hujus Patriae, quae superioribus quoque annis, insperato diversarum Nationum hostili incursu infestata[1], lamentabilem accepit cladem, simul justitiae quoque administrationis, sine qua Regna durare non possunt, adhibitis praesentibus remediis contulabatur et prospiciatur. Pro qua Suae Majestati Sacratissimae singulari benignitate dictique Regni sui conservandi studio humillimas referunt gratias, felicissimum diuturnumque suscepti Regiminis gubernium jugiter comprecantes demisseque supplicantes, ut intra per ipsa eorundem Gravamina intelligere, admittere, ac pro voto fidelium suorum Statuum et Ordinum resolvere benigne dignetur.

ARTICLE PREMIER

Ils demandent à Sa Majesté d'inclure le diplôme dans les décrets de la Diète.

1) Et statim ad initium ipsis Statibus et Ordinibus recurrit Diploma Suae Majestatis Regium, vigore cujus dictos Status et Ordines tempore felicis Coronationis suae, de oblatis ejusdem Diplomatis conditionibus et Immunitatibus ipsorum sancte et inviolabiliter observandis non solum assecuravit, verum etiam idem Diploma a tempore suscepti Regiminis sui publicis Regni constitutionibus inserendum benigne consentit, cui inhaerentes idem Diploma Articulis Regni inserendum humillime postulant[2].

ARTICLE 2

Les Etats et Ordres demandent à Sa Majesté de compléter les garnisons de la Frontière, conformément aux engagements que prit Ferdinand III en 1655 (article 3), car les Turcs commettent leurs incursions par suite du petit nombre de soldats sur les confins. Ils demandent le maintien de l'aide financière des pays héréditaires et du royaume de Bohême, ainsi que celle des princes de l'Empire. Ils sollicitent enfin la nomination d'un général pour la frontière de la Haute-Hongrie.

2) Sperassent fideles Status et Ordines Regni ad demissam suam in proxime praeterita Diaeta apud Suam Majestatem Sacratissimam factam instantiam et conditum superinde Articulum 3[3] ejusdem Diaetae militum Hungarorum statum in singulis praesidiis, ad sufficientem numerum in eodem articulo specificatum reducendum fuisse ; verum quia cum gravissimo suo damno experiuntur praecitatum Articulum etiamnum ineffectuatum munere et interea ob paucitatem militum

1. Il s'agissait de raids polonais, turcs et tatares.
2. Cette demande fut acceptée et le diplôme royal constitua le décret 1 de 1659.
3. Décret 3 de 1655 : Sa Majesté offre de subvenir à l'entretien des confins militaires et s'engage à entretenir les forteresses de Palank, Szecsen, Nógrad, Fülek, Gyarmath, Onod et Szenderö. Suit l'énumération des garnisons que l'empereur s'engage à installer sur la Frontière.

confiniariorum vicinum Christiani nominis hostem per crebras continuasque particulares excursiones, etiam interioribus Partibus Regni Ditioni suae subjugandis notabiles fecisse, et in dies majores fecere progressus, dum post ultima jam Comitia in partibus quidem Trans-Danubianis Possessiones Nagyfalva, Nagy Szölös et utraque Izkász in partibus vero Cis-Danubianis civitatem montanam Bela-Bánya funditus depopulatus esset, in superiori autem Hungaria oppida Zombor, Megyazzo, et Szerenth, ac Possessiones Onod, Vilmany et Ratka partim devastasset, partim in cineres redegisset, quin et recenter stante praesente Diaeta Praesidium Putark magna vi aggrediendo solo aequasset ; sed et alias passim Regni partes, a similibus Depopulationibus, praedis, irruptionibus, multarum animarum abductionibus, captivationibus, et interemptionibus extenuasset et enervasset adeo, ut nisi idem numerus militum compleatur, praesentique et majori aliquo succurratur subsidio, timendum ne hoc modo confinia minus provisa, apertum quasi Turcis per Regnum grassandi exhibeant aditum, et tandem mali istius serpentis rabies etiam in vicinas Suae Majestatis Provincias sese continua deditione effundat, prout jam et coepit. Et quamvis fideles Suae Majestatis Status et Ordines ex parte quoque sui tam pacis quam aperti belli tempore in conservationem suam et confiniorum ac hostis tam potentis repressionem non solum militibus ad id subministrandis, sed etiam ubi ita necessitas postulaverit, in personis etiam suis propriis pro possibilitate sua concurrere prompti sint et parati. Quia tamen Regnicolae post attritum et diminutum Regni statum et potiores ipsius partes, in Turcicam potestatem subactas, in tantis et tam late extensis confiniis ad milliaria forte 100 sese extendentibus tantum hostem per se soli sustinere et propulsare non possint ; supplicarent idcirco Suae Majestati humilline, ut Sua Maiestas milites confiniarios nativos ad numerum in eodem Articulo specificatum, quam primum reduci facere, et juxta benignam oblationem suam modo in eodem Articulo declarato de infallibili et continua eorundem solutione, ex contributionibus suarum vicinarum Provinciarum ꝛc Regni Bohemiae[1] antea quoque ad confinia hujus Regni exsolvenda ordinatis, ac more antiquitus consueto per solutores et commissarios earundem Provinciarum et Regni numerandis et Proventibus etiam hujus Regni ad solutionem eorundem confiniorum benigne deputandis, aliisque mediis ibidem insinuatis gratiose et affective providere dignetur. Neque praetermittendum judicarent Status, ideoque Suae Majestati Sacratissimae supplicarent demisse, Sua Majestas Sacratissima quoque Romanum Imperium de subsidiis ad defensionem dicti Regni hujus Hungariae veluti antemuralis totius Christianitatis, antea quoque praestari solito, — quantotius requirere velit, praesertim cum intelligant Status, annotatum subsidium dicti Romani Imperii pro Regno Hungariae ab antiquo ordinatum etiamnum vigere[2], et a Principibus singularum Provinciarum erigi.

1. Nous pouvons affirmer que Basse-Autriche et Bohême votaient chaque année un crédit important pour l'entretien des troupes de la Frontière. Cf. J. BÉRENGER, *Finances et absolutisme autrichien, op. cit.*

2. L'aide financière de l'Empire avait été fréquemment consentie au XVI[e] siècle sous forme de mois romains *(Römer Monate)*. Cf. la récente étude d'I. HUNYADI, dans *Etudes finno-ougriennes*, 1971.

Confidunt Regnicolae, quod Sacrum Romanum Imperium, vicinasque Regna et Provinciae in alieno potius jam sibi vicinissimo solo, quam suo, tam potentem hostem propugnare, et ad propugnandum illum subsidiis, potius sufficientibus concurrere, quam corporibus suis, proliumque et uxorum suarum charissimarum in captivationibus excipere malint. Sicque tanto militum numero continuo et sine defectum Praesidiis intertenendo, ad minus quoad reprimendas particulares Turcarum excursiones defensioni vicinarum Turcis Partium sat bene provisum iri. Et pro complemento praecitati Articuli Generalatum superiorum Partium Regni vacantem[1] personae idoneae et bene meritae de facto conferendum demisse postulant.

ARTICLE 3

Pour remédier à l'abus des passe-volants dans les garnisons des confins les Etats et Ordres demandent que les commandants coupables soient sévèrement châtiés et surtout contrôlés, lors de la revue, par une commission composée d'un délégué du palatin et de nobles hongrois. Ils espèrent que les soldats mieux payés serviront mieux Sa Majesté.

3) Praeterea instarent, ut Articulus quoque 9 ejusdem novissimae Diaetae[2] tam quoad praestandam quotannis confiniorum solutionem, quam tollendos abusus circa eandem solutionem emergentes, defectusque tempore lustrationis vel etiam post, per confiniorum Praefectos, milites suos pleno numero non intertenentes stipendiatos committi solitos effectuetur, et cum poena amissionis prima vice salarii, secundario capitis itidem expressa deinceps quoque strictius observetur, Palatinalis vero homo, vice-Comites, potioresque Nobiles tempore Lustrae convocandi, et in lustrantes Praefectos pariter et milites serio intenti, contravenientes de facto ibidem praemissa poena mulctandi habent potestatem. Cujus ejusdem poena tertia pars, eidem homini Palatinali, duae vero partes ad necessitates ejusdem confinii cedant. Notarium similiter bellicum nationalem majorem quaevis extraneo Hungarorum militum notitiam habentem a Lustra amotum denuo reducendum et Lustrae adhibendum summe necessarium et proficuum judicant Status. Sperarent fore, ut milites confiniorum et pleno numero in Praesidiis continue persistant, et habita exacta solutione eo majori cum alacritate Suae Majestati Sacratissimae Regno militent. Et quia ex contributione militari anno 1647 trium mensium stipendium pro confiniariis Trans-Danubianis restaret, necessarium judicant Status, ut ab illis, qui superinde rationem exegerunt, illudque percepisse dicuntur, summaria desuper quoque ab iis exigatur ratio.

1. Charge vacante depuis l'élection de F. Wesselényi comme palatin, quatre ans auparavant.

2. Pour supprimer les abus qui s'étaient introduits dans le paiement des soldes, la Diète de 1655 décida que les soldats seraient payés chaque mois pendant dix mois par an. Six mois de solde seraient versés en espèces, quatre mois en drap. Elle demandait en outre qu'un commissaire *(Magister Lustrae)* soit adjoint au trésorier des guerres pour passer en nom les effectifs et repérer les passe-volants.

ARTICLE 4

Pour protéger les confins de la région de Kanizsa et pour éviter la chute de Szalavár, qui serait très grave, les Etats et Ordres demandent instamment la mise en état des forteresses de la région, conformément aux dispositions de la condition 8 du diplôme et du décret 21 de 1655.

4) Licet paccata et diuturnior tam hujus afflicti Regni Hungariae, quam etiam vicinarum Majestatis Suae Sacratissimae Provinciarum permansio in fortificatione et bona constitutione confiniorum consistat ; confinia nihilominus ferme omnia signanter autem Articulo 3 Anni 1655 declarata. Item Canisae[1] opposita adeo munitionibus, aliisque ad consecrationem necessariis requisitis destituta et desolata esse perhibentur (et potissimum Praesidium Szalavár, quod longe fortiori loco, quam Canisa positum esset) ut nisi eidem tempestive ex debita provisione succuratur, verendum omnino est, ne propediem aliquod eorum in manus hostiles (quod Deus avertat) incidat, exindeque post modum, non solum partis istius Hungariae, sed et vicinarum Suae Majestatis Provinciarum, damnum et periculum subsequatur. Pro eo instant demisse Status et Ordines quatenus Majestas Sua Sacratissima juxta conditionem 8. Diplomati sui Regii[2] restaurationem eorumque Regni Praesidiorum et Damaso, juxta Articulum 21 Anno 1655[3] ac arcis et oppidi subarcent : Neogradiensis... providere dignetur.

ARTICLE 5

Pour assurer l'accès de Kis-Komáróm par la route du Balaton, les Etats et Ordres demandent la reconstruction du fort de Hidvégh, car plus de cent soldats ont été tués sur cette route par des cavaliers turcs.

5) Frequentissime item contingit, ut milites confiniarii ad Praesidium Kis-Komáróm[4] ituri per lacum Balathon transeant, ibidemque per speculatores Turcas, in alio portu dicti lacus Balathon delitescentes ad praedamque intentos circumveniantur, qui omni sese recipiendi loco securo destituti vel capti abducuntur, vel mactantur, prout intra paucos annos ultra centum milites confiniarii hoc pacto perierunt. Unde summe necessarium judicant Status, et ideo Suae Majestati Sacratissima supplicarent, ut pro talium militum ad dictum Praesidium euntium vel inde redeuntium receptaculo, dirutum ibidem castellum Hidvégh reaedificari benigne velit similiter ut de equitibus in Carponense Civitate, item de militibus in Baka Bánya, Szászi, Osztroska, Kis Tapoltsány intertenendis Art. 3 Anno 1655 jam tandem effectuetur demisse instant.

1. La forteresse de Kanisza était aux mains des Turcs qui y avaient installé un pacha.
2. Conditions du diplôme : Sa Majesté était priée de daigner contribuer à l'entretien de la Frontière.
3. La garnison de Damosdi est rétablie — conformément au décret 4 de 1647.
4. Le fort de Kis-Komárón était bâti au sud du Danube et le fleuve le séparait de la ville de Komorn (hongrois : Komáróm).

ARTICLE 6

Les Etats et Ordres demandent que 50 000 florins hongrois du legs Draskovich soient affectés au curage des fossés d'Ersék-Ujvár, qui sont pleins de terre. La somme pourrait être versée à un noble hongrois, qui rendrait ensuite compte du bon emploi des fonds. Les 50 000 florins non encore employés pourraient en outre être répartis ainsi : 10 000 florins pour construire une Maison des Régnicoles à Presbourg, 10 000 autres pour restaurer l'évêché de Györ, 10 000 florins enfin pour les fortifications de Szendrö.

6) Licet fortalitium Ersek-Ujvariensis[1] Illustrissimus Dominus Archi-Episcopus Strigoniensis, singulari in Patriam suam zelo et amore, paulo post circum circa cingendum curavit, fossatum tamen ejus terra oppletum, non exiguum eidem Fortalitio minatur periculum. Ob hoc Suae Majestati Sacratissima supplicant Status, dignetur summam pecuniariam Draskovichianam[2] 50 000 florenos hungaricos penes cameram Aulicam Suae Majestatis haerentem, alias pro aedificio Ersek-Ujvariensi ordinatam, ad expurgandum idem fossatum persolvi facere, quae quidem pecunia ad dispositionem dicti Domini Archi-Episcopi Strigoniensis assignetur bene possessionato Nobili Hungaro, cum futura reddendae superinde assecurationis ratione, per eundem in praemissum usum fideliter eroganda. Extra hanc summam pecuniam restat adhuc non contemnenda summa Draskovichiana ad 100 000 fl. se extendens, ex qua similiter pecunia 10 000 florenorum pro aedificanda Domo Regnicolarum Posoniensi ; alii 10 000 floreni pro restaurando Episcopatu Jauriniensi ; alii tertio 10 000 floreni pro Praesidii Szendroniensis fortificationibus essent deputati ; hos quoque repetitos 10 000 florenos una cum residua summa inordinatos eosque necessarios usus quam primum numerandos et convertendos instantissime urgent Regnicolae[3].

ARTICLE 7

Que l'on crée vraiment des magasins pour l'approvisionnement des troupes et que ces magasins soient pourvus de vivres comme il avait été décidé en 1655 (décret 6).

7) Accedit huic etiam Domorum Annonariarum vigore Art. 6 A 1655[4] constituendarum realis erectio, quae ut juxta modalitatem ejusdem

1. La forteresse de Nové-Zámky (hongrois : Ersék-Ujvár) avait été construite grâce à un don de l'archevêque G. Lippay et les travaux étaient à peine achevés. Elle jouait un rôle stratégique de première importance et était considérée comme la clé de Presbourg et de Vienne.

2. Il s'agit du legs Dráskovich.

3. La proposition fut sanctionnée par le décret 5 de 1659 : les 50 000 florins destinés à Nové-Zámky seront remis entre les mains de l'archevêque.

4. La Diète avait décidé la création de trois magasins, qui seront convenablement approvisionnés après la moisson.

Articuli ordinatione Suae Majestatis exigantur, et Annona repleantur, demisse instant Regnicolae ; ipsi quoque ex parte sui, pro possibilitate ipsorum certum subsidium Annonarium eo administrandum offerentes.

ARTICLE 8

Les Etats et Ordres de Transdanubie offrent une contribution pour la réparation des fortifications de cette région et demandent que l'argent ne soit pas versé à la Chambre de Presbourg, mais à une commission composée de nobles (éventuellement les mêmes que ceux qui avaient été nommés en 1655).

8) Siquidem Status et Ordines Partium Trans-Danubianarum contributionem molitarem in proxime praeterita Diaeta deputatam, nec dum praestitissent, si quidem ad eam praestandam juxta factam superinde cum consensu Suae Majestatis ordinationem et solutionis limitationem paratos offerunt ; supplicant tamen Suae Majestati, ut eadem pecunia non ad Cameram Hungaricam, sed ad manus alicujus personae bene possessionatae pro nunc denominandae administretur, quae eandem contributionem non alio, sed in reparationem confiniorum illarum partium erogare, superindeque sufficientem rationem dare debet Idem intelligendum de aliis Regni Comitatibus Regni qui vel in Toto vel in parte restarent, Contributionemque illam non praestitissent. Executores autem praemissorum sint in Art. 5 A° 1655[1] denominati, vel per eosdem denominandi homines.

ARTICLE 9

Pour alléger le poids toujours croissant des tributs payés à la Porte, les Etats et Ordres demandent l'envoi d'un internonce hongrois à Istanbul conformément au décret 7 de 1649.

9) Tametsi praeteritis annis per omnes fere dediticos Comitatus[2] de insupportabili illa Tributorum turcicorum auctione, inquisitiones peractae fuissent, nullo tamen adhibito remedio in praesens atque singulis fere annis imposita antea tributa tam pagis quam oppidis notabiliter adaugere non desinunt, imo quandocumque ex parte Christianorum per Dominos Terrestres Comitatus vel Regni ; aliquae contributiones, vecturae, aut alias subsidia imponuntur, vicissim Turcae illa omnia onera ab eisdem rigidissime extorquent adeo, ut partes pleraeque non modo quae antea quoque verum etiam eae, quae passim in ipsis Regni visceribus non pridem essent subjugatae, in tantum attritae et exhaustae fatiscunt, ut nonnullae oppida et possessiones populosae in extremamdesolationem et praedia ipsa, cum ingenti illorum Comitatuum et Regni jactura detrimentoque sint redactae. Accidit etiam frequenter, quod Turcae praedia

1. Les Etats et les Ordres avaient offert, au lieu d'une contribution *(Dica)*, la levée et l'entretien d'un certain nombre de fantassins et de cavaliers.
2. Il s'agit des comitats du royaume qui sont également tributaires de la Porte.

deserta, ex censu seu Arendâ tributariis Hungaris elocant, litteras superinde assecuratorias extradent, et ubi ad praedia ejusmodi animalia et armenta sua mittunt Turcae immemores assecurationis suae superinde datae eadem interdum ad aliquot millia abigunt, et pro se usurpant, pastores autem eorum vel in captivitatem abducunt, vel omnino trucidant. Quocirca Majestatem Vestram Sacratissimam veluti unicum refugium, Regemque et Dominum suum clementissimum obtestantur humillime, dignetur ex paterna sua providentia de pagorum quidem a tempore pacificationis Sitvatorokiensis subjugatorum deliberatione juxta articulum 3 Anno 1655. De aliorum vero, qui antea subjecti essent, tributorum annuatim crescente auctione, aliorumque extraordinariorum onerum impositione avertenda et tollenda benigne et efficaciter providere, ac finem eum specialem Internuncium Hungarum ad portam Ottomanicam juxta Art. 7 Anno 1649[1] ibidemque citatum mittere, acceptetur.

ARTICLE 10

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté d'observer les constitutions du Royaume relatives aux deux conseillers hongrois à la Cour de l'Empereur, au résident hongrois auprès de la Porte et aux capitaines de la Frontière qui devraient être des régnicoles capables et riches.

10) Occurrunt hoc loco publico Regni Constitutiones singulorum fere comitiorum de duobus Consiliarÿ Hungarici in Aula Suae Majestatis intertenent uti Articulus 25 Anno 1619. Art. 29 1630 et Art. 28 A. 1635[2] de residente Hungaro rerum Hungaricarum perito in Porta Ottomanica intertenent : uti art. 2 A. 1649 et art. 50 1655[3] de rebus Hungaricis Consilio Hungarico et per nuncios ac legatos Hungaros tractandis, ut Art. 37 A. 1638 et Art. 28 A. 1635 et Art. 8 A. 1649[4] de Capitaneatibus non minorennibus, sed personis habilibus et indigenis Regni beneque possessionatis conferendis, uti Art. 62 A. 1647[5] iidem tamen, quia non sine gravi sancitarum Legum praejudicio et damno Regni hactenus manserunt ineffectuatis, supplicant Suae Majestati Sacratissima, dignetur eosdem inviolabiliter effectuari et observari facere.

1. Qu'au résident impérial soit adjoint un résident hongrois, qui traitera des affaires hongroises en commun avec le représentant de l'empereur conformément au décret 7 de 1649.

2. Le décret 28 de 1635 rappelle que deux conseillers hongrois doivent résider auprès du chancelier de Hongrie, à la Cour de Sa Majesté, et que leur traitement sera payé par la Chambre de Presbourg. Deux conseillers hongrois seront également adjoints au Conseil de la Guerre.

3. Le décret 50 de 1655 rappelle qu'un résident hongrois, qui connaît mieux les problèmes du pays, devait être adjoint au résident impérial auprès de la Porte — conformément à la condition 3 du diplôme de Ferdinand III et à maints décrets. Il recevrait ses instructions du chancelier et des conseillers hongrois établis auprès du roi.

4. Le décret 8 de 1649 précise que deux conseillers hongrois connaissant bien les problèmes de la Frontière seront adjoints au Conseil de la Guerre — conformément à la condition 3 du diplôme royal de Ferdinand III.

5. Les commandements des forteresses de la Frontière seront attribués à des magnats hongrois, sans distinction de religion.

ARTICLE 11

Les Etats et Ordres rappellent l'existence des décrets visant les méfaits des soldats vagabonds et des officiers seigneuriaux. Ils répandent de faux bruits et enlèvent le bétail des paysans qu'ils restituent parfois, mais qu'ils vendent le plus souvent. D'autres fois ils vont de canton en canton, munis de documents officiels, pour extorquer des vivres ou s'installer chez les paysans. Certains autres s'en prennent aux fourrages ; qu'ils soient déférés au tribunal du comitat et jugé par le juge des nobles dès que le préfet aura été saisi d'une plainte.

11) Constaret quidem Regnicolis, plures jam contra diversos et intollerabiles confiniariorum, uti vagabundorum aliorumque militum et Dominorum servitorum publicorumque malefactorum et praedonum insolentias poenales exstare Constitutiones, nimirum Art. 2 Anno 1608, post coronationem Art. 42 & 66 Anno 1647 art. 82. 1647 et art. 38 A. 1655 aliosque in iisdem citatos, quia tamen exinde misera plebs, vix aliquod vel nullum sentit alleviamen, dum potius excogitatis diversis, eam affligentibus titulis saepe ipsimet falsos turcicos rumores excitant, et ea occasione, quasi hostem persecuturi animalia miserae plebis, sicut et Cumanorum et Philistaeorum, sive in aratura et laboribus, sive alias ubicunque in agris reperta, abducunt, et interdum post aliquot dies detenta et macerata restituunt, saepius vero pro se convertunt, sed et communiter ejusmodi Jumenta et armenta ubivis deprehensa, ad instar praedae a Turcis reportandae jam furtim jam violenter moreque praedonico in magna copia abigunt et venundant. Saepe cum Litteris Capitaneorum vagantur, ac de pagis in pagos condescendentes et sibi continuo succedentes, victualia absque omni commiseratione crudeliter extorquent, seseque plures consequenter, dies et hebdomadas sustentari faciunt, domos miserabilium hominum invadunt, imo finita messe vix exspectant, ut frumentum ad horrea congregent, per ipsos praesertim Cumanos et Philistaeos triturari faciunt, currubus imponunt, et propriis eorundem jumentis, taliter frumento et aliis violenter extortis victualibus oneratos currus vehunt omnes denique eorum facultates expilant et hostilite depraedantur. Non parum etiam hoc eandem aggravarent, quod ad tormentorum et quarumvis munitionum contra Art. 14. postremae Diaetae, imo jam frumenti, jam diversorum victualium vi et rapina collectorum aliasque rerum vecturas et alias contributiones iidem confiniaorum Capitanei et Officiales, signanter vero Praesidiarii Varadiensis tam nobilitaris quam plebeae conditionis homines compellant, sed et familia, cujuscunque sint illa hominum Status, non obstante Art. 57 A. 1655 aliisque ibidem comprehensis indifferenter et licentiose depascuant et consumunt. Ad alleviandum itaque afflicti populi statum contra tales publicos malefactores, vagabundos praedones, milites confiniarios per Quarteria licentiose cum oppressione misera Plebis divagantes, ac rapinas et praedas exercentes, sive illi sint equites, sive pedites, ita etiam contre Dominorum servitores, et alios quoscunque hinc inde oberrantes et per pagos condescendentes citatis Articulis hoc loci renovatis, addendum censerent,

quod si videlicet tales attactorum et similium excessum patratores, in loco delicti (in flagranti, siquidem per rusticanam etiam manum praemisso casu capi et detineri possunt) deprehendi non poterunt, delata superinde ad supremum vel Vice-Comitem per damnificatum querela, requiratur per eundem aut ipsum damnificatum loci Capitaneus, aut Dominus illius, cujus nimirum Jurisdictioni talis malefactor vel vagabundus jubesse dignosceretur, isque ad talem requisitionem in praesentia Judici Nobilium et Juratorum Assessorum de et super accusato Jus et Justitiam absque longiori pro crastinatione, cum plena effectiva executione, si et in quantum tutus ad confinium vel talem locum aditus et ingressus iisdem judicibus daretur, alioquin in securiori et tutiore loco administrare teneatur. Quod si forte in justitia administranda vel punitione ejusmodi malefactoris et vagabundi remissior foret, vel certe penitus negligeretur, aut Judici Nobilium cum jurato Assessore ab ingressu confinii seu talis loci per se vel confiniarios aut quosvis alios arcere praesummeret, aut certe praemissos excessus ipsimet confiniorum Capitanei et Officiales patrarent et patrari curarent, et tunc reportata superinde ad Magnatum Comitatus quaerimonia, per eundem statim et de facto vigore Emissionalium ejusdem Comitatus cunctis juridicis remediis semotis in poena florenorum 500 e bonis ipsius mobilibus et immobilibus respectu singulorum sigillatim irremissibiliter exequendorum, et in necessitate Comitatus, convertendorum puniatur ulterius demum, pro bono ordine militari observando statuendum judicarent Status, ne milites confiniarii Suae Majestatis Sacratissimae ex uno confinio in aliud transire sub poena capitis, neque per alium Capitaneum sub amissione Officii recipi possit, verum tempore lustrae, alio pro se statuto ablicentiari et dimitti valeant, Transfugi vero milites ad requisitionem primorum suorum Capitaneorum, sub dicta amissionis officii poena restituantur. Neque ulli Dominorum liceat in continuo peculiarem militem intertenere, si qui in eadem militia essent Praesidiarii, iidem ad servitia Suae Majestatis et Regni redeant. Dominis tamen locorum terrestribus liceat pro administratione bonorum servitores et officiales intertenere, qui si deliquerint, per loci Capitaneum capi quidem possint, pro Juris tamen revisione et punitione manibus Dominorum suorum conventionalium de facto tradantur.

ARTICLE 12

Tous les officiers et sujets des prélats, magnats, nobles et villes libres sont tenus de poursuivre voleurs, malfaiteurs et autres vagabonds sous peine d'une amende de 12 florins hongrois.

12) Ad refrenandam demum praedonum, malefactorum, et aliorum quorumlibet vagabundorum deplorandam plebem angariandi aut impune grassandi licentiam teneantur in persecutione eorum omnium Dominorum Praelatorum, Magnatum, Nobilium et Liberarum Civitatum servitores et subditi sub poena flor. 12 medio Magnatus Comitatuum de bonis eorundem mobilibus desumenda ac modo praedeclarato earundem Comitatuum necessitatibus applicanda insurgere, talium praedonum et male-

factorum persecutoribus subsidio praesto esse. Ad hoc liceat Comitatuum Magnatibus et eorundem ad id exmissis et destinatis hominibus in quorumvis Dominorum Praelatorum, Magnatum, Nobilium, Liberarum Civitatum, capitaneos ac Fisci quoque universis bonis similium excessum patratores absque ullo impedimento persequi, depraehensosque et interceptos non Dominorum terrestrium et Capitaneorum, verum supremorum aut Vice Comitum manibus sub annotata poena flor. 500 a contravenientibus per Magistrum Comitatus irremissibiliter erigenda, tradere et assignare ; qui similiter sub amissione officiorum suorum condigna poena ejusmodi malefactores juxta demerita eorundem punire teneantur.

ARTICLE 13

Les protecteurs des malfaiteurs seront condamnés à la peine capitale, quels que soient leur état et leur condition, et les receleurs paieront une amende de 200 florins hongrois.

13) Receptores denique fautores et protectores malefactorum cujuscunque conditionis et Status existentes comperta de praemissis rei veritate per Comitatus Magnatum in poena capitali, Emtores vero et voluntarii seu deliberativi detentores rerum praedonice vel furtive ablatarum, si Praelati Magnates et Nobiles Liberaeque Civitates fuerint, in poena 200 florenorum : si autem ignobiles, suo in homagio, restitutione praevio modo comparatarum rerum, omnibus juridicis remediis abscissis, comperta rei veritate, toties quoties puniantur. Capitanei vero ad resignationem rerum tali via ablatarum et tentarum cujuscunque generis et materiei existentium, et prae manibus quorumcunque etiam Capitaneorum deprehensarum, sine ulla litri aut solutionis pensione, Possessionati quidem sub praerecensitorum florenorum 500 poena de bonis eorumdem modo praevio desummendorum, in praedeclaratum usum convertendorum impossessionati vero sub amissione officii, ac ut supra ea modalitate obligentur exequenda.

ARTICLE 14

N. Bercsenyi dénonce les méfaits du commandant de Diosgyör et du commandant en second de Szendrö. Les Etats et Ordres demandent que les habitants de Nitra-Vasárhely soient indemnisés et les coupables sanctionnés par le général de la Frontière.

14) Magnificus Dominus Nicolaus Berchenyi, Statibus et Ordinis Regni querulose exposuit, quod Capitaneus praesidia Suae Majestatis Sacratissimae Diosgÿor in loca nonnulla, ad oppidum Nitra Vasárhely pertinentia Raros et Sz. Albert nominata irrepsissent, ex iisdem boves 146 hostiliter abegisset et abigi curasset, eosdemque non secus, nisi deposita prius, per antefatorum nominatorum locorum incolas, quingentorum tallerarium summa, ac septem paribus cothurnorum in rationem ipsius datis demisisset ; pariformiter vice capitaneus Szandröniensis : qui

sub promulgationem praesentis Diaetae similiter in praefatum oppidum Vásárhely emisso praedabundo milite in captivitatis nonnullis nonnisi persoluto 70 tallerorum, eosdem dimitti curasset. Eodem ductus exemplo etiam Capitaneus Praesidii Putnokiensis, qui sub salvo conductu ex possessione Békes nominata 90 oves, 150 pecora ex territorio ejusdem possessionis abegisset, per hocque incolas eorundem locorum alias Turcis dedititios in tam extremam penuriam ac rerum et fortunarum suarum jacturam redegisset, ut nisi eisdem de salutari permansionis remedio prospiciatur, loca per eosdem inhabitata deserere coguntur. Ob hoc Status Suae Majestati Sacratissimae humillime supplicant super eo, quatenus dictis incolis damnificatis per memoratos Capitaneos plenariam satisfactionem impendi, et in exemplum aliorum contra eosdem per Generalem suum severe animadverti facere dignetur.

ARTICLE 15

Que les commandants des places frontières mettent fin à l'abus consistant à mettre en quartier chez les paysans bétail et captifs pris dans des expéditions punitives exercées en territoire ottoman.

15) In hoc etiam milites Praesidiarii contra Turcas excurrentes, ac cum praedis, Pecoribus et captivis redeuntes, et quarteria sub hasta venditiones facientes, miseram plebem aggravarent, quod captivos et praedas ejusmodi prae manibus rusticarum sub poena lytri depositas et restituendas relinquunt. Unde pariformiter instarent Status, ut a modo in posterum sub poena homagii et refusione irrogatorum damnorum ejusmodi privati ausus et excessus militum per Capitaneos confiniorum tollantur. Alioquin in praemissis remissi aut contumaces Capitanei et Officiales, ad injuriatorum vel eorundem Dominorum terrestrium, aut supremorum vel Vice Comitum requisitionem jam mentionatam poenam modo et forma superius denotatis per Magistratum Comitatus ipsis irrogandam, ipso facto incurrant.

ARTICLE 16

Plainte contre le commandant de Putnok et les commandants adjoints de Palank et Verebhely, qui ont occupé et pillé des maisons appartenant à des nobles, ainsi qu'une ferme appartenant au chapitre d'Esztergóm. Le commandant de Palank n'a pas répondu à la citation du préfet adjoint. Comme ces officiers ont commis toutes sortes d'infractions contre l'ordre juridique hongrois, les Etats et Ordres demandent qu'ils soient mutés.

16) Conqueruntur hoc loco etiam contra Supremos et Vice Capitaneos, signanter autem contra supremum Praesidii Putnokiensis Capitaneum item Vice Capitaneos Palankiensis et Verebeliensis, qui ad qualemcunque tam suorum quam aliorum Praesidiariorum informationem motu proprio domos et residentias Nobilium violenter invadere, in bonis mobilibus et immobilibus eosdem damnificare, uti sub praesenti Diaeta ex permissu citi dicitur, Capitanei Palankiensis, vi et potentia mediante, Curiam

capituli Strigoniensis in possessione Neghtad praesidium Palankiense transfugientium collecti, una cum hordeo ibidem in granis reperto abduxerunt. Et quamvis de hac damni illatione praefatus Vice Comes medio judicis Nobilium requisitus fuisset, nihil tamen aliud praeter minas in eundem effusas reportasset ; pari passu Juridicos eorum Processus turbare et impedire, nobiles in confiniis degentes et subditos ipsorum facto sibi quocunque praetextu in Sede ipsorum bellica in Jus attrahere, subditorum fugitivorum frumentum, vina, pecora, aliaque bona mobilia abducere, rapere, bonis privare, in Dominium et juridictionem eorundem Dominorum terrestrium sese immiscere, gratuitos labores irrequisitis Comitatibus imponere, eosdemque ultra debitum extorquere in proprios suos usus et aedificia minus necessaria et inutilia convertere, ferrum, asseres, et id genus alia, Turcis Tributi loco praestari solita ab ejusmodi miseris Tributariis hominibus extorqueri et auferre nihil pensi ducant. A quibus et aliis similibus Excessibus praeter scitum Generalium suorum patrari solitis, ut sibi deinceps temperent et abstineant, salvo praecitato articulo 82. 1649 aliis ibidem citatis, qui illis uti voluerint, permanensis, tales capitanei confiniorumque officiales, si casu, quo ipsorum Generales superinde per damnificatos aut Comitatum requisiti ex parte ipsorum sine ulteriori dilatione, omnimodam satisfactionem non administrarent, poenam memoratorum 500 florenorum eo facto incurrant modo et ordine supra specificato, una cum refusione illatorum damnorum exequendam usibusque Comitatuum applicandam. Memoratos denique Vice Capitaneos Palankiensem et Verebeliensem stante adhuc Diaeta ab officio, amovendos, ac in locum eorundem alios bonae vicinitatis observantiores substituendos, singulariter postularent.

ARTICLE 17

Plainte de l'évêque de Vác contre le commandant de Nógrad. Celui-ci a occupé arbitrairement châteaux, moulin, labours et prés appartenant à l'évêque, qui en demande la restitution.

17) Reverendissimus Dominus Episcopus Vacziensis per Supremum Capitaneum Neogradiensem se in infrascriptis aggravatum proponit. Et primo quidem propria duntaxat authoritate, duo Praedia ad Episcopatum Vacziensis pertinentia, utpote Szánto, et Udvárhely, pro sua parte occupavit, utitur eisdem absque ulla appreciatione vel arendatione. Similiter post obitum Sigismundi Zongor, vacante sede episcopali contra prohibitionem inclytae Camerae Posoniensis in territorio arcis ejusdem Neograd, molendinum quoddam pro sua parte extrui curavit, in praejudicium dicti Episcopi et successorum suorum, cui nomine statim ejusdem tempore apprehensionis, Bonorum ex superabundanti contradictum est. Pariter in eodem territorio Neogradiensi majori ex parte terras arabiles pro sui parte inseminari curat ad instar alicujus Domini Terrestris, nullo proveniente commodo, in rationem Episcoporum Vacziensium ad minimum juxta Decima. Similiter et prata occupata sunt. Instaret itaque idem Dominus Episcopus, ut tam praesidia occupata, quam vero molendinum, terrae arabiles et prata dicto Episcopatu restituantur.

ARTICLE 18

L'évêque de Vác se plaint des mauvais traitements infligés à ses paysans par ledit commandant, qui les oblige à transporter à Nógrad le vin de la dîme.

18) Maxima demum injuria subditi ad eundem Episcopatum Vacziensis pertinentes ab eodem capitaneo afficiuntur vel maxime in eo, quod licet non tenerentur Decimam vini extra territorium suum evehere, nihilominus gratificandi studio ac pro conservanda pace cum maximo incommodo suo, plane ad Arcem Neograd eidem devehunt, postquam tamen invexerunt, eosdem cogit, ut eadem vina in cellaria demittant et collocent ; sicque in loco iterum si quis defectus reperitus, vasa vino repleant, in demissionem dein vinorum peragenda si funis rumpatur, pretium ejusdem a miseris subditis extorquere non veretur : postaquam vero omnia supratacta praestiterunt, in rationem sui ligna vehere eosdem cogit, eum maxima injuria, et incommodo ingenti miserae Plebis.

ARTICLE 19

Les nobles réfugiés installés dans les confins relèvent des commandants militaires s'ils troublent l'ordre public, sinon ils jouissent de tous les privilèges de la noblesse.

19) Provisum esset Articulo 55 Anni 1609 in eodem citato 15. 1574 ut Nobiles, qui se Turcis dedere nollent, et in bonis suis tute residere nequirent, ad Confinia Majestatis Suae Sacratissimae aditum habeant, ibidemque instar aliorum Nobilium immunitatibus et praerogativis frui et gaudere possint. Cum etiam bona, quarumvis Nobilium in aedificatione dictorum confiniorum gratuitos labores illuc ordinatos quotannis praestent, eadem tamen libertas non parum labefactari caepta est, dum nobilibus in confinia sese recipientibus, domiciliorum coemptio prohibetur, et ab iisdem residentibus, mox servitia colonicalia exiguntur, eosdemque Capitanei locorum vel Generales in praesentiam ipsorum ad accipiendum Jus et Judicium attrahere nituntur. Admissionem igitur Nobilium in confinia libere fiendam, libertatem ipsorum forique competentiam ac ex parte Nobilium servitiis militaribus obstrictorum Articulum 7. Anni 1655 magis observandum flagitant Regnicolae, et pro tollendis ulterioribus difficultatibus Articulus 55 Anni 1609 quod clausulam (turbas non excitaverint) ita declarandum censent, quod si Nobiles in confiniis degentes, cum Turca praedicarent, aut contra statum publicum confinii vel ipsum Capitaneum seditiose insurgerent, sive in Confinii ruinam molirentur, casibus in his et non alias Juri Capitaneorum seditiose insurgerent, sive in confinii ruinam molirentur, casibus in his et non alias Juri Capitaneorum subsint. De reliquo autem iidem Nobiles in Confiniis degentes, juxta Constitutiones superinde sancitas in suis libertatibus et immunitatibus intactae maneant et conservantur.

ARTICLE 20

Le comitat de Nitra se plaint des incursions turques et, pour éviter qu'une partie de ce comitat ne soit obligée de payer tribut aux Turcs, il faudrait un contingent de 150 hommes fantassins pour garder le fleuve Nitra et les cols. Ils seraient payés par les comitats de Bars et Nitra.

20) Maxime etiam cum animi dolore et lamentatione repraesentat Comitatus Nitriensis, quod Notabilis ejusdem pars, binis publicis excursionibus per Turcas exusta et penitus desolata, ac post una cum parte sibi contigua ad Comitatum Barsiensem spectante quotidianis Martalozonum infestationibus vexata, maxima cum difficultate potuit hactenus a deditione detineri. Ne itaque pars illa Comitatus Barsiensis et Nitriensis, ac cum illa etiam reliquae partes non dedititiae Turcis sese dedere cogantur, 150 pedites in passibus eorundem et aliorum ad fluvium Nitra sitorum, locorum necessariorum continue per Comitatus Liptoviensis, Thurocziensis, Trenchiniensis et Arvensis intertenendos et exolvendos demisse petunt. Reliquos vero tam Equestris quam Pedestris Ordinis milites pro iisdem passibus necessarios dicti Comitatus Nitriensis et Barsiensis assumsissent in se intertenendos. Hac vero exolutio fiat ex contributione Articulorum per Comitatus praestanda.

ARTICLE 21

Les soldats du poste chargé de surveiller le pont sur le Raab, à Abda (dans le comitat de Györ), perçoivent des péages illégaux (20 deniers au moins par personne). Les Etats et Ordres demandent que les officiers de la garnison de Györ soient prévenus.

21) Gravibus et minus tolerabilibus injuriis et exactionibus aeque Nobilitas ac misera Plebs in ponte Abdensi in Comitate Jauriniensi supra fluvio Rábeza extructo per Germanos milites pro custodia ibidem collocatos officio dicuntur, quod videlicet quemquam cum onere illuc transeuntem sine Schoeda Regia vigiliarum Praefecti in Praesidio Jauriniensi constituti transmittere soleant, idem vero vigiliarum Praefectus a hujusmodi concedendis suis Schœdis etiamsi duos vel tres satis lapides transiens pontem secum habeat, interdum 20 grossos saepe plures juxta libitum suum violenter extorquere consuevit, prouti etiam alia personae pedestres non secus, quam depositis prius uno vel altero grosso transmittuntur, interdum etiam bona itinerantium, quamvis de persoluta tricesima Schoedas habeant confiscari curant ; eodem modo a quaestoribus Jaurinum ingressuris, uti advertunt penes illos aliquam pecuniam existere, facto sibi tali praetextu, quod a locis dedititiis veniant, pecuniam ad libitum extorquent. Cum itaque ejusmodi insolitae militum germanorum Exactiones Libertatem Statuum et Ordinum tadere manifeste conspiciantur, Sua Majestas Sacratissima praesens Gravamen durante adhuc Diaeta penitus tollere, et universos Officiales dicti Praesidii Jauriniensis tam modernos quam futuros a praemissis supersedere mandare dignetur.

ARTICLE 22

Les habitants de Komorn se plaignent de l'officier d'intendance (Magister annonae) *qui leur vend la mesure de vin 2 deniers plus cher.*

22) Affliguntur Incolae similiter Comaromienses per Magistrum Annonae ejusdem loci, quod ipse contra sensum Art. 31. Anni 1655 in educillatione vini, Julio et Augusto mensibus, alias ad rationem Majestatis Suae deputatis mensura Austriaca longe minori, quam sit Posoniensis ad cujus videlicet quantitatum etiam Comaromiensis ex vi praecitati Articuli reducta esset, duobusque hungar. denar. cariori pretio educillari procurat. Pro eo ut, eatenus idem Annonae Magister per Mandatum Suae Majestatis Legibus Regni se conformet, aequum esse existimant Status.

ARTICLE 23

Les officiers de Sa Majesté n'ont cessé, à Komorn, d'accroître arbitrairement leur pouvoir, comme par exemple d'arrêter les paysans et les domestiques des nobles pour des affaires peu claires.

23) In tantum accrevit licentia Officialium Suae Majestatis Kiscomaromiensis : ut judex quidem bellicus quorum vis Dominorum Magnatum et Nobilium Colonos et Servitores, per quoscunque ipsi delatos et accusatos, in rebus etiam dubiis et obscuris incaptivare, nobilium et ignobilium personarum tam praesentium quam absentium res quaslibet ibidem deprehensas confestim arrestare praesumant. Excubiarum vero Magister a singulis transpulsis pecoribus majoribus et minoribus singulum grossum exigit, alias res transvectas pro lubitu taxat. Judex vero Fori Praesidialius ad stationes Nobilium exit, abindeque Huzones ipsorum invitis et irrequisitis Dominis abducit, ac in macellum Comaromiense inducendo, eo quo sibi placet pretio venundari facit. Nazadistae porro currus Nobilium in Foro vel in plateis deprehensos ad diversa onera rapiunt. Similiter naves quaestorum per Danubium penes Comaromium descendentes detinent, neque secus dimittunt, nisi deposita pecunia conventionali.

ARTICLE 24

Les soldats allemands installés dans les nouveaux forts de Komorn ont fait paître les prairies appartenant à la noblesse et troublent la tranquillité des marchés.

24) Similiter miles germanicus in novis Castellis Comaromiensibus collocatus, Dominorum et Nobilium territoria pro libitu depascit, res quaslibet pro victu necessarias ad Forum quotidie induci solitas sicut et ligna pro focis invecta, postquam etiam Hungarus quispiam cum venditore super pretio convenisset, eidem eripit, ipsumque re empta frustrat in vilipendium nationis Hungaricae.

ARTICLE 25

Malgré les lois du royaume interdisant aux garnisons de Györ et de Komorn l'usage des forêts du clergé et des nobles, les militaires y ont coupé du bois, de l'herbe et pris du poisson. D'autre part le commandant de la forteresse de Györ accable les nobles de contributions, ainsi que les paysans.

25) Graviter conqueruntur Regnicolae, quod quamvis cautum esset Legibus Regni, ne Praesidiarii Jaurienses et Comaromienses sylvas Ecclesiasticorum et Nobilium in usus proprios succedi curent, iidem tamen Praesidiarii vilipensis patriis Legibus eorundem Ecclesiasticorum et Nobilium sylvas manu violenta succidi, foenilia defalcari, et aquas piscosas piscari curare impune sibi praesummunt, quibus nec in flagranti deprehensis, nec per querimoniam ad Officiales eorum delatis, debita castigatio infligitur, et infligi permittitur. Praefecti dein ejusdem Praesidii Jauriniensis diversis pro diversitate temporum contributionibus nobiles in eodem praesidio degentes aggravant, ac solitis gratuitis laboribus non contenti, ad extraordinarios compellunt. Unde hoc effrenata eorum licentia in praenotatis punctis declarata, ut speciali superinde condendo Articulo et M.V.S. strictiori stante Diaeta benigne concedendo et extradendo Mandato coerceatur ipsique Praesidio in suis terminis maneant, Majestas Sua clementer efficere dignetur.

ARTICLE 26

Les Etats et Ordres estiment que les officiers payeurs allemands commettent des abus dans le transport des soldes et des munitions, contrairement aux lois récentes du royaume. Ils exigent des habitants des charrois exorbitants, tandis que les soldats allemands des confins se déplacent sans arrêt, prenant le foin des paysans, quitte à laisser mourir de faim le bétail du pauvre peuple. Si ce dernier se plaint aux officiers allemands, ceux-ci le menacent de coups. Ainsi, au lieu d'évacuer ces garnisons allemandes, comme il avait été promis en 1655, d'importants effectifs ont été introduits dans le royaume. Les Etats et Ordres demandent instamment leur retrait et, en attendant, le respect intégral de la législation concernant les troupes étrangères.

26) Lamentabiliter coguntur Suae Majestati Sacratissimae repraesentare id quoque quod solutores bellici et officiales germani in stipendiorum militarium deportatione, tormentorum et munitionum de vectione contra novellas Regni Leges signanter Art. 15 Anni 1609 et Anni 1655 Art. 16 et 26 intollerabiles excessus committunt. Accolas locorum ultra posse ipsorum ad plures praestandos cursus compellunt eosque longe extra Comitatum suum pro habitu proprii duntaxat lucri causa ire adigunt et angariant. Solutiones a subditis, secus vias publicas duobus et ultra milliaribus degentibus extorquent, solvere non valentes, crudelissimis

verberibus excipiunt, sicque sanitate quandoque autem ipsa vita privant. Pariformiter miles germanus de confinio in aliud ex dispositione suorum superiorum pro lubitu suo, de loco in locum cum solis armis migrans, veriis impositionibus censuum et curruum exactionibus, multisque aliis oppressionibus et damnis deplorandam plebem aggravant, et Domos Nobilium aeque ac rusticorum condescendendo, foenum ipsorum sive in horreis sive in pratis repertum abducit, sicque miserae Plebis animalia fame perire debent. Et si de his officiales eorum germani requiruntur, non intromittuntur, tanto minus exaudiuntur, imo saepe minis de verberibus fugantur. Unde cum singulari suo incommodo sentiunt Regnicolae, quod Art. 19 postremae Diaetae de eductione militis extranei intra triennium fienda, conditus, non ut effectuatur fuisset, quin imo binis interea vicibus extraneum ipsum militem absque praescitu et consensu Regni introductum esse, ad cujus intertentionem — quamvis per omnes fere Regni Comitatus non quidem ex debito, verum praecipe ad requisitionem Illustrissimi Domini Comitis Palatini tam victualibus quam pecuniaria solutione concurrebatur ; attamen plurima et irrecuperabilia damna in aliquot Comitatibus praesertim vero anno praeterito in insula Csaloköz Regnicolis intulisset, Excessusque inauditos et christiano homine indignos perpetrasset, et per hoc in posterum quoque sese metuendum exhibuisset. Et licet exstant Art. 19 Anni 1655 de eductione militum germanorum intra triennium fiendarum, quia tamen defuncta Caesarea Regiaque Majestate e vivis sublata, moderna quoque Sua Majestas Sacratissima, in remotis Imperii Partibus diutius fuisset detenta, taliterque dicti milites germani educi nequivissent, ob hoc denuo supplicant Suae Majestati Sacratissimae in posterum sive formatus germanicae militiae exercitus sive turmatim plures ad quorumvis insinuationem et consilium sine consensu Regni introducantur ; ii vero, qui de facto in confiniis Regni essent intra biennium, educantur ; medis vero eductionis tempore sub bona disciplina, sine miserae plebis oppressione conserventur et directam ac immediatam dependentiam juxta art. 24 1625 a Domino Comite Palatino, locorum, item supremis et vice Generalibus ac Capitaneis sub amissione officiorum suorum habeant. Cujus quidem citati Articuli tenor ita se habet ; etsi propter periculosum praesentis temporis statum eductio militis extranei ex confiniis hoc tempore fieri non possit, salva tamen maneat Conditio 13. ac reliqua Statuta Regni hac de re antefacta ita ut talis miles extraneus, primo quoque tempore per Majestatem Suam Sacratissimam educatur. Interim vero iidem Capitanei, cum eorumdem militibus Domino Comiti Palatino juxta praemissam conditionem et Articulos in ea citatos, Capitaneis Hungaris et Legibus Regni subsint, ac munitione annona et stipendio illi per Suam Majestatem Sacratissimam provideatur, ne juxta conquerendi occasio Regnicolis praebeatur. Executiones porro legitimae non per Germanos sed nativos milites Praesidiarios peragantur. Pro quorum efficatiori Executione Sua Majestas Sacratissima sub praesenti adhuc Diaeta benigna et seria Sua Decreta ad Germanos Officiales elargiri dignabitur. Occasione demum hujus Instantiae ulterius quoque Status demisse supplicant, ut Sua Majestas Sacratissima nativos milites Praesidiarios ad N° in articulo 3. 1655 expressum quantocius suppleri facere benigne dignetur.

ARTICLE 27

Les comitats de Beregh, Ugocsa et Szathmár ont à se plaindre gravement de l'armée polonaise, qui a occupé 300 villages et Beregszáz; les soldats ont tout pris et brûlé ce qu'ils ne pouvaient emporter, battu les hommes, violé femmes et jeunes filles et perpétré toutes sortes de tortures, en particulier sur les domaines des Rakóczi. En conséquence les Etats et Ordres prient instamment Sa Majesté d'intervenir auprès du roi et de la République de Pologne, afin d'obtenir satisfaction. Et si les Polonais refusaient ou faisaient traîner les choses en longueur, il faudrait occuper Lublyo et les treize bourgs du comitat de Spis et les réintégrer au royaume. Et encore cela ne couvrirait pas les dommages causés.

27) Gravem quoque et deplorandam istam Comitatuum Beregh, Ugocsa et Szathmár ruinam, quamvis Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae demisse repraesentent, plurimorum damnificatorum et oppressorum lamentabiles et in caelum succlamantes quaerelae et ejulatus non sinunt praetermittere, qualiter nimirum A. 1656 plerique Poloni immemores foederis cum Sua Majestate et hac Corona sibi intercedentis nulla prorsus data ex parte fidelium Suae Majestatis Sacratissimae hostilitatis ansa, non modo bona Illustrissimae Principissae senioris, verum aliorum quoque fidelium Suae Majestatis scienter et indifferenter cum formato exercitu apertoque marte hospitaliter invasissent, castella Podhoria, Sz. Miklos et Rákos cum plurimis curiis nobilitaribus Magnatum et Nobilium, nec non oppida Munkács, Vaári, Berekszász dicta ; item pagos et villas, plus quam 300 devastassent, inque extremum excidium et cineres redegissent, omnes Populi illius fortunas et facultates inpredam suam convertissent, et quae intrussem reddere non poterant, igne et ferro absumpsissent, adeo ut reliquis ommissis, soli dictae Dominae Principissae Seniori, Dominoque Comiti Ladislao Rákóczy per devastationem et conflagrationem castelli et bonorum suorum Sz. Miklos damna illata sint ferme inaestimabilia ; et quod abominabilius est, nulli hominum conditioni, nulli sexui et aetati parcendo, omnes obvios caedibus, miserabilique clade et inaudita tyrannide affecissent, mulieres et virgines alias ad explendam libidinem abductas semimortuas reliquissent, alias vero ipsa expleta interemissent, instantes vagientes prius sauciatos e gutture palo appendissent, ac denique quidquid crudelitatis humana tyrannis excogitare potest, ea in populum illum innocentem desaeviissent, quin et de facto in partibus quibusdam illorum Comitatuum Poloniae contiguis, per crebras particulares excursiones incolas illarum infestare, damna inferre, et praedonia exercere non desistant, unde complures desertis suis domiciliis ad interiora loca se recipere coacti sint, nec deessent eorundem Dominorum Polonorum minae, deinceps quoque similia patrare intendentium : Quo circa ut ab ejusmodi irruptionibus et hostilitatibus, deinceps in Ditionibus Suae Majestatis Sacratissimae patrandis obstineant et cohibeantur, supplicant Suae Majestati Sacratissimae universi Status et Ordines perquam humillime, velit apud serenissimum Regni Poloniae et Rempublicam ipsam, Imperialem et

Regiam auctoritatem Suam semet interponere, partesque fidelium suorum in recuperatione tantae ruinae paterne promovere, quatenus condigna Regno huic absque longiori dilatione satisfactio impendatur. Quod si id Domini Poloni denegarent, vel in longum protraherent, siquidem licuit ipsis ob offensam alienam absque causa terras Suae Majestatis et fidelium suorum invadere et hostiliter depopulari ; viceversa Sua quoque Majestas cum Regnicolis in recuperatione tot damnorum eadem potestate utatur, et siquidem pignus in Regno isto habeant, castrum Lublyo cum suis pertinentiis, et 13 oppidis Scepusiensibus auctoritate et potentia occupare, ac pro bono Regni ad Coronam possidere. Ex quo damna illa summam et valorem ipsorum bonorum Lublyo oppidorumque Scepusiensium multis vicibus excedant.

ARTICLE 28

La noblesse du comitat d'Arva se plaint que les Polonais lui ont extorqué de diverses manières plus de 10 000 Reichsthaler. Elle demande l'intervention de Sa Majesté pour que les Polonais leur fassent justice et, s'ils refusent, des représailles.

28) Eodem modo conqueruntur Status nominatim vero Comitatus Arvensis, quod ab incolis in vicino Regno Poloniae degentibus violentias, intollerabiliaque damna et illegitima arrepta non sine manifesta jurium bonae vicinitatis interruptione pati cogantur : nominatim incolis oppidi Irsztena, Ensifer Regni Edoniae in arce Lanez Coronensis : residens 6 460 thalleros paratae pecuniae, et Orecum a judice ejusdem loci valoris ducentorum thallerorum, similiter Arendater Pharuczku nominatus bonorum ad castellum Regni Poloniae Viszoka portinentium cuidem Incolae praescripti oppidi, duo vasa vini Thalleros 60 praevalentia ademerunt. Idem inhabitatoribus oppidi Shurdossim Capitaneus Neoforiensis Lukovszky appelatus, per ademtionem equorum et paratarum pecuniarum damnum 8 000 thallerorum, sicut et Nobilibus familiae Medveczky et nonnullis incolis praenarrati oppidi Thurdossin ex Silesia per bona Zuvichiensia Regni Poloniae domum versus redeuntibus, Joannes Thereninszky Domini Varchovszkÿ in bonis Ludigovicziensibus Provisor, per arrestationem et ademtionem indebitam Lupuli ipsorum damnum 800 thallerorum intulerunt. Pariformiter inhabitatores possessionis Auben, in Regno Poloniae existentes, ab incolis dicti oppidi Irsztena et possessionis Slanicza 40 equos cum curribus ademerunt. Pari potentia iidem Poloni per Alpes in Comitatum Liptoriensem clancularie transeuntes, 140 equos et equas subditorum Magnatorum Dominorum Nicolai et Mathiae Osztrosith ex pascuis possessionis Hokava et Vichodna abegerunt. Et licet iidem Domini Osztrosith tam Serenissimum Regem Poloniae, quam Illustrissimum Dominum Marechaleum Regni Poloniae, de restitutione eorundem equorum debito modo requisivissent, 40 nihilominus equos ex iis praecipuos (reliquis magna difficultate rehabitis) in Polonia retinuerunt. Et sic tam mentionati, quam alii multi Comitatus Arvensis Indigenae a memoratis et aliis Regni Poloniae incolis ultra 10 000 thallerorum damnum pati sufferreque coacti sunt, et in dies

coguntur. Instant itaque et supplicant Status, quatenus Caesarea Regiaque interpositione Suae Majestatis Sacratissimae per antelatos Regni Poloniae inhabitatores illatorum damnorum refusionem Regni incolae acquirere, sicque Regnorum mutuae vicinitates inviolatae conservari valeant, alioquin liceat hujusmodi incolis Regni damnificatis, refusionem damnorum suorum etiam per arrestationem inhabitatorum Regni Poloniae eorumque rerum et bonorum rehabere.

ARTICLE 29

Les Etats et Ordres estiment que tous les nobles qui veulent jouir de la prérogative de noblesse doivent être convenablement instruits dans le métier des armes.

29) Summe necessarium judicarent Status, ut Comitatus, id est, Domini Praelati, Magnates, Nobiles, Liberaeque Civitates quotannis statis temporibus bis lustram inter se indicere possint, omnesque nobilitari Praerogativa gaudere volentes sub poena statuenda, armis bene instructi comparere teneantur.

ARTICLE 30

La noblesse des comitats de Moson, Györ et Komáróm estime que nobles et paysans sont écrasés par des charges multiples et demandent que les dépenses faites pour les envoyés ottomans soient à la charge de la Chambre des Comptes de Vienne.

30) Magno animorum suarum dolore persentiscunt Nobiles Comitatus Mossoniensis, Jauriniensis, et Comaromiensis, quod tam ipsa misera et afflicta Plebs quam Nobilitas ipsa eorundem Comitatum, cum intertentione et vecturis eorundem non raro aggravantur. Supplicant itaque Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae, ut juxta memorialia, observatum pro expensis dictorum Nunciorum Turcicorum, ex Camera Suae Majestatis Sacratissimae Aulica.

ARTICLE 31

Plainte contre les Serbes vassaux des Turcs, qui pillent les confins militaires de Slavonie. Les Serbes s'attaquent aux églises et aux prêtres (qu'ils battent ou qu'ils assassinent), ils pillent les biens des chrétiens, qu'ils emmènent parfois en captivité pour les obliger à se convertir à l'Islam. Il faut obliger les commandants de la Frontière à mettre fin à de tels excès, sinon les prêtres déserteront la région et les paysans émigreront chez les Turcs.

31) Gravis etiam illa est afflictorum Hungari [...] Turcis dedititiorum Rascianorum excursionis cum Turcis contra christianos non exercentium in omnibus Regni Partibus degentium oppressio, quos milites confinarÿ, aliique vagabunde etiam ex Slavonia, non secus ac

Turcos indesinuite infestant, omnis illorum bona et fortuna expilant et depraedantur, Sacerdotes illorum verberant et nonnunquam etiam mactant, Calices et alia apparamenta Ecclesiarum diripiunt, ita ut saltem in Partibus infra Verses ad II pagos, recenter more hostili funditus devastassent, et vel exinde ad 6 000 animalium circiter abegissent, imo ipsosmet Christianos rapiunt, et instar Turcarum in captivitatem abducunt more turcico radi et tonderi curarunt, et ad Praesidia inducunt, ne se dedititios Christianos, sed Turcos fatentur, adjurant, sicque uti Turcis Lytrum imponunt ab eisdemque crudeliter extorquent, quivis nullum in eosdem Jus habens, pro libitu propria auctoritate milites eo mittit eosdemque indifferenter spoliari, captivari et occidi curat. Quare ne Sacerdotes eosdem deserere, miser vero ille populus ad interiores Turciae partes sese accipere cogantur ; dignum et necessarium existimant, ut ejusmodi Christianitatis depopulationes, eosdem statuendam poenam refrenentur ex Capitanei quidem super ejusmodi Excessibus requisiti et non satis facientes vel de hujusmodi praedis participantes eo facta poenam contra Capitaneos expressam modalitate ibidem declarata desummendam incurrant.

ARTICLE 32

Les Etats et Ordres demandent que l'autorité et les prérogatives traditionnelles du palatin soient pleinement reconnues.

32) Specialiter item ex motu proprio instarent Status, ut auctoritas et Jurisdictio Palatinalis juxta Articulum 6 A. 1554, item Art. 1 circa finem anni 1555, Articulum 66 A. 1609 ac Conditionem 7 Diplomatis Regii, aliosque Articulos ibidem citatos ac antiquam consuetudinem, uti et aliorum Regni Judicum in Suo Statu et vigore permaneant. Notanter autem praerogativa in conferandis absque limitatione quorumcumque Orphanorum tutelis et bonis Juribusque, possessionariis ad. 32. Jobbaggiones sessionatos ad collationem Regiam, tam per defectum quam notam infidelitatis, vel alio quocumque jure devolutis juxta antiquam ac receptam consuetudinem sine impedimento utatur, sed et legitimis Domini ejusdem limitis Palatini aliorumque ordinariorum Regni Judicum et in Slavonia Domini Bani mandatis tam in Comitatibus quam Liberis Civitatibus juxta tenorem articuli 12 Anni 1635 locus detur.

ARTICLE 33

Que les créanciers puissent être réglés en nature (biens meubles) au cas où le débiteur ne disposerait pas d'espèces.

33) Cum notabili etiam dispendio agnoscunt Status et Ordines cum quanta Sumptuum plerique praetensione lite mediam liquido sua debita, absque omni expensarum suarum refusione, interdum non in pecunia per modum beneficii mutuo data, verum in rebus dumtaxat nobilibus saepe levis momenti acquirere cogantur. Idcirco Iustitiae consentaneum esse existimant ut acquisitoribus ejusmodi liquidorum debitorum expensae

quoque in litem facto, per Judicum executorem judicandae et limitandae simul cum capitali summa etiam juxta Sensum Tituli 62 Part 2 Tripartiti per creditores refrendendae adjudicentur. Debitorum autem solutio parata pecunia non existente, in rebus mobilibus, condigni valoris fructuosis et in pecuniam facile convertibilibus fiat. In recuperatione vero detrimenti corporis per quempiam alteri illati observetur medijs, qui juxta Articulum 27 A. 1638 in refusione damnorum praescribitur.

ARTICLE 34

De l'exécution d'un procès civil, au cas où la partie condamnée serait un orphelin mineur.

34) Quo ulterius quoque indemnitati Pupillorum prospiciatur, justum existimant ut Articulus 24. 1655 declaretur extendaturque, quatenus tam Prothonotarii quam Comitatus etiam Proventus audio tempore perceptos, usque ad summam indefinitam simul cum Bonis Orphanorum adjudicare et ex parte Tutorum vel eorum Successorum ant sese qualiterumque in Tutelas inmittentium exequi possint extra Dominium Parti succumbenti appellatione.

ARTICLE 35

De la possibilité d'appel dans les cas de rectification des limites d'un domaine.

35) Aequitati consentaneum judicant Status, at in Causis rectificationis metarum vigore Articulorum superinde sancitorum motis et decisis executionique demandatis extra Dominium Pars succumbus novo judicio uti possit.

ARTICLE 36

Que des officiers possessionnés profitant de leur qualité d'officier pour exercer des violences puissent être jugés et condamnés selon la rigueur des lois.

36) Sunt tales officiales impossessionati, qui ex suis officiis plurimas violentias patrare consueverunt, de quibus Jure de officiolatu conveniendis licet clarus exstet titulus 48 Pars 2, Prorsus tamen eorumdem in diversum sensum trahi solet. Ad tollendos itaque causantiam ambiguitates declarandum censent Regnicolae, ut vigore eorumdem Tituli et Articulorum hic locis renovatorum, praecesi et directe contra officiales procedatur. Etsi propria bona unde totalis et omnimodo lato sententiae Executio peragi possent, non habuerint, eadem Executio pari passu de bonis Officiolatui eorumdem tempore patratae exinde violentiae subjectis fiat, Processusque taliter instituti in suo rigore permaneant.

ARTICLE 37

Les Etats et Ordres demandent que les doléances privées relatives aux sentences concernant des particuliers n'importunent plus Sa Majesté et soient traitées directement par le palatin.

37) Sufficienter licet de continua transmissionum etiam extra terminos Diaetales et octavales fiendas revisione Constitutiones sancitae habeantur, signanter vero Articul : 52 A. 1625 eorumdem tamen effectuatio maximo cum causantium detrimento hactenus facile est intermissa. Unde fit, quod Causantes desperates Causarum suarum tam a Magistris Prothonotarijs quam comitatibus appellatarum revisiones Executiones, Judicie frequentius violenta repulsione impedient, etiam Suam Majestatem Sacratissimam assiduis et onerosis supplicationibus importunisque instantiis molessent, seseque injuriatos et damnificatos querantur, tam acta Diaetalia privatis suis injuriis et gravaminibus retardent. Ac proinde ut Sua Majestas ab hujusmodi importunis molestationibus eliberetur, neve progressum publici boni, privatorum quaerelae et lamentationes remorentur, summe necessarium judicant Regnicolae, ut transmissiones omnes, si quae forent, juxta praecitatum Articulum singulis annis, si judicia octavalia quocunque ex casu impedita celebrari non possent, instrue per Dominum Comitem Palatinum indicendo sine intermissione revideantur. Quo prostituto et continuato, causantes, si forte in causis suis tam coram Magistris Prothonotariis, quam in Comitatibus motis et decisis sese aggravatos fore praetenderent, remedio appellationis confisi tam a turbationibus executionum abstinebunt, quam ansa Majestatem Vestram molestandi, et Status et Ordines Regni distrahendi eisdem praescindetur. Diurnum autem salarium judicibus Tabulae Regiae ex Camera Cremniczensi subministrandum aliter ordinare, committereque Sua Majestas dignabitur.

ARTICLE 38

De la possibilité d'appel d'un plaideur condamné par défaut, alors qu'il était empêché de comparaître.

38) In hoc etiam nonnulli Regnicolarum sentiunt sese aggravatos esse, quod quostquam iidem in Processibus Causarum ob certa inevitabilia impedimenta evictores suos penes Litteras Evictionales cira Partem Actoream in Sedibus Judiciis Comitatuum, vel aliorum Judicum ad evincendum se intra Dominium bonorum citari facere non possunt, aut citatione ad notitiam non deveniente per non venientiam succumbunt, tunc extra Dominium bonorum constituti, eadem bona neque virtute remedii novi judicii consequi possunt, evictore eorundem ex vi Litterarum Evictionalium se extra Dominium defendere non teneri allegante. Pro eo aequum censetur, ut evincendi per non venientiam suam succumbentes extra Dominium bonorum constituti penes remedium novi judicii circa partem triumphantem extracti, ad evictores suos regressum habere possint.

ARTICLE 39

De la sauvegarde des droits d'enfants du premier lit qui risquent d'être compromis par un remariage.

39) Informanter Status et Ordines nonnullos parentes postposito natali, quo ferri deberent in filios, affectu, posterioribus uxoribus complacere studentes in praejudicium filiorum ex prima consorte procreatorum, primaevas Litteras acquisitionis bonorum, jure filiorum materno priorisque consortis perennaliter obtentorum immutare aliasque Donationes et Fassiones novas super iisdem alio titulo formare, taliterque de hujusmodi bonis eorumque Proventu acquisitis, sub praetextu proprii acquisiti, exhaereditare non formidant. Contra quos statuendem omnino censent ut prioribus Donationalibus sive acquisitionalibus in suo vigore relictis, de universis bonis paterno et materno aviticis, jureque filiorum materno acquisitis et exinde comparatis non obstantibus posterioribus Litteris acquisitionalibus vel Fassionalibus filii perfectae aetatis ratas suas portiones processu divisionis penes Mandata Divisionalia rehabere possint.

ARTICLE 40

Du droit d'acquisition de biens fonciers par des personnes étrangères au royaume.

40) Quamvis extranei vigore Articuli 90 Anni 1600 bona et fundos in praejudicium Indigenarum in Regno habere et possidere nequeant : Quia tamen judice executore essent destituti, ob hoc Magistris Prothonotariis vel Vice-Comitibus Comitatuum procedendi, justoque talium bonorum pretio deposito, abscissis omnibus juridicis remediis et quorumvis, maxime vero vicinarum Provinciarum impedimentis exequendi attribuendam esse potestatem censent Regnicolae.

ARTICLE 41

Les Etats et Ordres supplient humblement Sa Majesté de ne conférer offices et bénéfices qu'à des régnicoles méritants et d'en exclure les étrangers.

41) Supplicarent itidem Status in eo quoque Suae Majestati demisse, ut officia et beneficia tam saecularia quam spiritualia personis nationalibus et indigenis Regni bene meritis, nullo modo autem extraneis conferre dignetur.

ARTICLE 42

De la restitution des biens à la famille Posár.

42) Non pauci inveniuntur, qui propter jus et aequum aliorum, prout et foeminei sexus hominum familiae Posár, litteralia instrumenta

vel jure tutorio vel alio quocunque modo et via indirecta ad se recipiunt, vel ad manus eorundem utcunque deveniunt, neque eadem etiam ad requisitiones et repetitiones iis, quos de jure et legitime concernunt, restituere volunt cum maximo eorundem bonorum damno et jactura. Unde Articulo 14.75. Anni 1622 ad demum judicarent Status, ut hujusmodi Litteralia Instrumenta a talibus apprehensoribus et detentoribus medio judicum Comitatus repetantur, sub poena 300 florenorum quae si sub juramento rediderint, bene quidem ; alioquin citentur ad sedem Comitatus judiciariam ibidemque non restituentes sine pecunia, vel sese non enodantes sub juramento, aut legitime non excusantes, poenam toties quoties 500 florenos incurrant, in duabus Actori, in tertia vero Partibus Judicibus, abscissis omnibus juridicis remediis cedendorum salva perpetui evictoratus, pro iis, qui eadem uti voluerint, permanentes.

ARTICLE 43

De l'exécution des sentences des tribunaux qui est confiée au palatin, au général de la frontière de Haute-Hongrie et au ban.

43) Item quia nonnulli potentiores Executiones tam in rectificationibus metarum, quam in aliis causis latarum sententiarum turbare et impedire non formidant ; pro eo Articulo 27 Anni 1638 renovetur, et supremi Comites Vice-Comitibus insufficientes sub poena in eodem Articulo specificata, hujusmodi Litteras sententionales executioni demanderent. Extendaturque hic Articulus etiam ad Magistros Prothonatorios, quorum deliberationes et sententias taliter impeditas Dominus Comes Palatinus exequi facere possit. In Slavonia vero Dominus Banus hoc adelito quod supremo comite interessato vel insufficiente, juxta Articulum 3 1608 hoc loci in toto renovatum ad cujusvis officii et dignitatis homines extensum, Dominus Comes Palatinus in partibus vero superioribus, etiam Generalis partium illarum, in Regno vero Slavoniae Dominus Banus ipso nolente vel interessato ibi quoque Comes Palatinus exequi facere possit.

ARTICLE 44

Du règlement de la succession des orphelins.

44) Similiter ut salutaris et ordinarius Justitiae quoque processus suum cursum habere possit, Status et Ordines Suam Majestatem obtestantur humillime, aliquod efficacius remedium ex paterna sua providentia adhibere dignetur, ne mandata tot legibus vetita in majoribus et minoribus Cancellariis expediantur. Interim vero cum benigno Suae Majestatis assensu omnino decernendum existimarent, et Articulis de illegitimis Mandatis conditis addendum postularent Regnicolae, ut causantes in legitimo suo Processu et Executionibus impediti hactenus procedere valeant, unquam deinceps ejusmodi mandata illegitima Reexecutores, Inhibitores Dilatores, Statutores, item cum insolitis clausulis emanatis expediantur, expeditis vero nemo judicum locum dare teneatur, alioquin etiam processus vigore

talium mandatorum celebrant, nullius ipso facto fuit vigoris, sed et tutelae quorumcunque orphanorum circa tenorem Tit. 115 & 116 aliarum Legum, praesertim vero super exstantibus quo ad bona talium orphanorum masculis successoribus, in quibus antea foemineus sexus portionem non habuisset, ejusmodi foemineo sexui in praejudicium legitimorum masculini sexus successorum, deinceps nequaquam conferantur, neque etiam fratrum Jus ejusmodi tutelae in praejudicium alterius fratris, et cum periculo Juris masculini sexus in foemineum sexum transferre possit. Et nihilominus pro avertendis ulterioribus similibus in commoditatibus inferiores judices sese art. 53 Anni 1655. art. 5. 1625 ibidemque citato articulo 80 Anni 1563 et art. 92 A. 1471 accommodare valeant.

ARTICLE 45

Des séquestres opérés par la Chambre de Presbourg.

45) Similiter judicatus quoque Camerae Hungaricae in acquirendis et retinendis bonis, juribusque possessionariis, nisi forte partes ita sese obligassent, nullum vigorem et locum habeant. Quo loco Art. 29 Anno 1598. Item A. 1608 ad undecimum, Art. 64 A. 1613, Art. 42. 1649, Art. 14. 1618 et Art. 24 1638 confirmandos postulant.

ARTICLE 46

De la ferme du droit de banvin.

46) Articulo itidem 31 A. 1655 ad finem addendum postularent, ut arendationes educillorum per quoscunque Dominos terrestri, intra prohibitos in eodem articulo terminos suis subditis vel quibusvis aliis, quovis sub praetextu in praejudicium alterius comportionati Domini terrestris sub poena ibidem expressa non admittentur.

ARTICLE 47

Qu'il soit interdit aux villes minières de continuer à taxer illégalement les paysans des magnats et des nobles qui se rendent au marché hebdomadaire.

47) Articulum 19 A. 1649 declarandum et sub poena Decretali contra eas Civitates, quae rusticos Dominorum et Nobilium ad Fora hebdomadalia euntes, insolitis exactionibus onerant, observandum censent Regnicolae, Art. demum 60. 1618 et 81 A. 1647 Art. 18 A. 1649 addendum censent, ne hujusmodi processus ullo sub praetextu per Cameras montanarum Civitatum et Commissionibus sub poena statuentes impediantur, officiales vero Fodinarum et mineralium, earumque cultores et mineralii ac Urburarii juxta articulos 30. 31 A. 1552 ratione violentiarum et damnorum Indigenis Regni per eosdem illatorum, subsint, Legibus Regni et judicatui Comitatuum.

ARTICLE 48

Quoique ni Sa Majesté, ni les Etats ne veuillent accorder l'indigénat à n'importe qui, les villes minières donnent trop facilement le droit de bourgeoisie : que les régnicoles aient droit de préemption, voire de rachat à leur égard.

48) Quamvis nec Sua Majestas nec Regnicolae seorsim quempiam extraneum indigenam facere valeant, liberae tamen et montanae Civitates et confinia in tantum sibi vindicatam extendunt auctoritatem, ut quosvis extraneos homines ex quarumque orbis plaga in maedium ipsorum accurrentes, in concives suos cooptant, et aequiparant nobilibus, imo etiam Dominis Magnatibus, per quod fit, ut intra paucos annos vix nativa hungarica gens in Comitatibus inveniri possit. Proinde utile censeretur, ejusmodi silentario earundem Civitatum progressui, poena in Art. 34. 1655 ad instantiam impeditorum vel fisci Regii desummenda obviam iri, eidemque articulo addendum postularent, ut indigenae Regni circa tales extraneos futuros, non tantum Emsionis, sed etiam condignae exsolutionis Jus habeant.

ARTICLE 49

Les habitants de Transdanubie se plaignent de la ville de Presbourg qui prélève un droit de péage exorbitant et illégal, en particulier sur le vin (un ducat par tonneau de 8 setiers). Les Etats et Ordres demandent le respect des décrets de 1647 et 1649, qui exemptaient les nobles et prévoyaient pour les autres une taxe de 20 deniers par setier.

49) Excessus Civitatis Posoniensis in trajectu Danubii commissos, non possunt non repraesentare Incolae Trans-Danubiani, quod videlicet eadem Civitas postposito Articulo 80 A. 1647 tam nobiles quam ignobiles cum vinis ipsorum in passu remorari, quandoque non admittere, ab admissis vero, pro singulis vasis vinorum 8 urnas aut plus vel minus in se continentibus singulum unum aureum exigere non verentur. Pro rectificanda itaque hujus inconvenientia et in futurum realiter observanda vectigalis ejusdem in hoc negotio limitatione necessum judicant Status, ut Indigenae ignobilites a singula vini urna in trajectu Posoniensi teneantur grossum solvere hoc loci Art. 78, 79, 80, 1647 ita et Art. 19 1649 in suo vigore relinquendos et exacte observandos esse.

ARTICLE 50

Les nobles demeurant à Presbourg demandent le maintien en leur faveur du droit de banvin et surtout l'exemption de contribution, conformément au décret 19 de 1649 qui est appliqué à Trnava.

50) Nobiles in civitate Posoniensi tam intra quam extra moenia residentes conqueruntur, quod licet nullo usuum et fructuum aut quo-

rumvis commodorum civilium emolumento participant, multo minus educilli praerogativa haederali gaudere ipsis hoc loci fas sit ; nihilominus tamen contributionum seu census annui onere premuntur, ut quaevis etiam exigua domuncula, quae vix 2. aut 3. hypocausta ad residen : comprehenderet, ad minus 18. 19 et 20 rhen. fl. majores vero 40, quinquaginta et amplius singulis annis per cives contra sensum Art. 19 A. 1649 taxantur. Et licet quidem prudens ac circumspectus condam Jacobus Auwer alias Consul sive Magister Civium simul eo tam Ablegatus hujus Civitatis sub praenotata Diaeta penultima praenarratis querelis ipsorum auditis et intellectis, complanationem praesentiae difficultatis, coram toto Regno stipulatis manibus nomine Civitatis sub bona et infallibili subsequen : assecuratione in se assumsisset, prout et cum plerisque taliter qualiter tam ipsi, quam Notarium civicus Heyckély blandiori sub colore et sollicitatione, stante quidem, sed ad finem appropinquante Diaeta persistassent, nec tamen quidquam conclusissent, quin ipsius (ut effectus testaretur) per hoc prolongassent, et negotium a serie Gravaminum praeclusissent, et elusissent. Quamobrem instant Status humillime, ut certi quidpiam desuper maturatur, quo evidenti huic injuriae, onerique intollerabili obvietur, taliter demum moderatus deinceps census, ut in aliis civitatibus liberis, signanter vero Tyrnaviensi juxta sessionis quantitatem vigore praecitati Articuli sub poena violentiae per Dominum Vice-Comitem Comitatus hujus Posoniensis toties quoties per dictos cives contraventum fuerit, exequenda observetur. Salva nihilominus facultate jus educilli in futurum prosequendo sibi reservantes. Hoc loci, quoad successores condam Pauli Várady Art. 78 A. 1647 confirmari et effectuari petunt, absque ulteriori dilatione.

ARTICLE 51

Que les villes libres et les villes minières continuent à payer les taxes établies par la coutume.

51) Siquidem Liberae ac Regiae et montanae Civitates tum ob debita Civium mutuo contracta et nondum persoluta, tum vero extraordinarias erogationes et proventuum eorundem diminutiones, hisce temporibus facultatibus ipsorum, non modicum essent attenuatae, ex eoque ad persolutionem taxae per Cameram Majestatis Suae ipsis imponi solitae sese omnino insufficientes esse agnoscant, cum ex alia parte onere contributionis Dicalis immunes reddi non possunt. Pro eo instarent Status et Ordines Regni apud Majestatem Suam Sacratissimam demisse, ut habita praemissorum condigna natione dignetur aliter taxarum impositionem et exactionem ex parte earundem Civitatum, per Cameram Majestatis Suae juxta tenorem Articuli 35 A. 1638 in antiquo suo statu observari facere.

ARTICLE 52

Les villes de Levoča et Késmark demandent l'abrogation de la foire de Leibitz qui leur est préjudiciable.

52) Maximopere conqueruntur Civitates Leuchoviensis et Késmarkiensis contra oppidorum 13 Scepusiensium inhabitatores : qualiter ab ipsis tam per abstractiones et violentias occupationes territoriorum, quae vero alios enormes excessus impune dioexantur et quidem Civitas Leuchoviensis impetratis a Sua Majestate divae reminiscentiae nundinis, pro Dominica Oculi celebrari solitas hactenus per vicinos Várallyenses et reliquos 13 oppidanos (Incolas suos sub mulcta 100 Imperialium a frequentatione earundem nundinarum prohibendo) non sine diminutione Proventuum Suae Majestatis est impedita Similiter Cives Civitatis Késmark : contra continuatam hactenus consuetudinem a foris hebdomadalibus in monte S. Georgii habere solitis arcentur. Oppidani vero Leibitzienses circa tenorem Articuli 10 Part. 2 Tripartiti impetratis sibi hebdomadalibus et nundinis (cum nec medio quadrante milliaris a civitate distent) plurimum eidem Civitati incommodant. Proinde ut indemnitati earundem Civitatum Leuchoviensis et Késmarkiensis consuli possit, visum est Statibus et Ordinibus Regni, ut Comitatus quoque Szepes, Saáros, Zemplin, Abaujvar, Gömör, Liptó, Arva et Thurocz ac reliqui universi, frequentationem nundinarum in iisdem 13 oppidis celebrari solitarum, aliarumque quarumlibet rerum venalium illuc inducendarum, et exhinc educendarum, requisitionem praetactarum Civitatum Leuchoviensis et Késmarkiensis in medio ipsorum interdicant, nullumque omnino ex ipsi 13 oppidanis pro exercendo cujuscunque generis commercio et rerum venditione, in medium sui admittant, tamdiu donec iidem 13 oppidani, ab interdictione ipsorum non abstinebunt. Nundinas porro oppidi Leibiczienses tanquam contra Leges patriae obtentas, et annotatae Civitati Késmarki damnosas, Sua Majestas Sacratissima penitus tollere et abrogare dignetur. Hac occasione ad instantiam Comitatus Scepusiensis Status decernendum judicarunt, ut 13 oppida Scepusiensia in medium Comitatus Scepusiensis juxta limitationem ejusdem ad sensum Art. 29 A. 1649 pro bono publico permansione sub amissione privilegiorum suorum et interdictione questus contribuere debeant, sintque obligati.

ARTICLE 53

Le tribunal des villes royales demeure le magistrat, mais si certains sénateurs sont partie dans un procès, qu'il leur soit substitué des sénateurs d'un magistrat d'une autre ville, et aux dépens des premiers.

53) Judicatus Liberarum ac Regiarum Civitatuum quoad fundos et bona civilia penes Magistratus ipsorum maneat ; hoc tamen declarato, quoad ubi Judex vel aliqui senatores interessati essent, loco illorum interessatus esset, eo in casu ex vicinis Civitatibus alii pleno numero Judices, per talem interessatum senatum, in propriis expensis intra 2 mensium decursum convocari, talemque causam adjudicare valeant, ac debeant alioquin per Mandata superiorum Judicum ad id compelli possint, causis judicibus aliis subjectis in suo processu et vigore permanentibus.

ARTICLE 54

Des paysans du comitat de Gömör refusent de payer la dîme, voire le neuvième.

54) Damnosum etiam advertunt Status et Ordines illud quod licet certi opiliones Comitatus Gömoriensis alibi fundos rusticos incolant, seminaturasque oves, apes, fragas in magna copia habere solent ; ex eo tamen, quod antea priusquam seminaturas habuissent, non decimam verum alias exiguas pensiones desissent, de facto decimam frugum solvere recusant ; imo et nonnulli libertini ejusdem Comitatus, licet fundos colonicales inhabitent, circa tenorem Articuli 95 A. 1647. Item art. 4 A. 1613 aliorumque ibidem citatorum eo, quod nonam Dominis suis Terrestribus non solverent, nec decimas praestare vellent. Proinde ut hi omnes sub poena circa denegatores decimantes statuta, ad praestandas decimas adigantur, dignum judicant Demum ad ulteriorem declarationem citati Art. 95 A. 1647 addendum censerunt, ut Domini Terrestres tam antequam post Festum Sancti Georgii duabus septimanis Jus praeemtionis in decimas ubique habeant, elapso vero illo termino liberum sit cuicunque arendare, neque talis Arendator per Dominos terrestres sub poena violentiae impediri. Ac ut quoque Comitatus Zoliensis justae instantiae ex parte decimarum ejusdem Comitatus alias Camerae Novi Zoliensi arendari verum nonnunquam privatis personis per eandem Cameram divendi solitarum, uti nunc Jacobo Hayoz incolae Novi Zoliense satisfiat, Status aequum et justum judicant, ut decimam ejusdem Comitatus per dictam Cameram Novizoliensem in praejudicium Dominorum terrestrium quibusvis privatis divendi solitam Domini terrestres decimarum reclusi praeemtionis jure potiores ab Illustrissimo Domino Archi-Episcopo Strigoniensi in hoc consentiente sese arendare, percipereque possint atque valeant.

ARTICLE 55

Dans le comitat de Trenčin, plusieurs domaines refusent de payer la dîme.

55) In Comitatu Trenchiniensi plurimae possessiones seu villae contra contractum totalem Decimam et quartam agnellorum et caprarum denegant. Ideo ex aequo et justo statuendum censent Regnicolae, ut a modo in posterum easdem praetactas Decimas et agnellorum ac caprarum denegat eaedem possessiones ubivis et villae in specie praestent.

ARTICLE 56

Des péages sur la Tisza.

56) Et licet crebrae sint de abolendis ubique locorum etiam in liberis Civitatibus et rectificandis suis teloniis constitutiones, praesertim vero Art. 29 sicut et non de solvendis per salinarios in fluvio Tibisco praeter loca inductionum eductionum et depositionum Teloniis, Art. 109 postremae Diaetae : nihilominus tamen tantum abest, ejusmodi Telonia minus

necessaria per Regnum sublata et rectificata esse, ut medio tempore variae itinerantium incommoditates et injuriae potius auctae esse videantur, ac ut etiam praesens Art. 109 strictius observetur, omnia igitur, Telonia, praeter loca inductionum, eductionum, et depositionum revidenda tollentur, et pro abolitis habeantur, statuendum optarent. Hoc loci renovetur Art. 8 A. 1557 pro volentibus eodem uti, cui contravenientes incurrant poenam Art. 29 A. 1655 eodem modo renovati art. 12 et 10 A. 1566 observentur. Pari passu Judaei, qui inter reliquos enormes suos excessus a rebus venalibus unius denarii singulum denarium a singulis cubulis frumenti trituratorum ac messorum singulos cruciferos exigunt, sub praesenti adhuc Diaetae, juxta Art. 29 A. 1655 sub poena ibidem sancita amoveantur, ac ut praemissa etiam quo ad poenam contravenien. statutam eo commodius et exactius peragantur, executionique demandentur. Quod si casu quo intra decursum unius Anni requisiti per Dominum Comitem Palatinum commissarii in Art. 29 1655 denominati, modo in eodem articulo expresso non procederent, aut per possessores Teloniorum quoquo modo impedirentur, et tunc Comitatus a medio sui denominet executores, deputatis si necessum fuerit ex Statu quoque ecclesiastico, ubi commode fieri poterit, qui praemissos articulos exequendi, effectu undique habeant omnimodam facultatem. Si vero Comitatus essent remissiores, eorumdem art. effectuatio, auctoritate Palatinali promoveatur, salvis immunitatibus a solutione teloniorum oppidi Zoliensis et reliquorum oppidorum privilegiatorum, in quantum in usu privilegiorum suorum fuissent permanentibus.

ARTICLE 57

Les Etats et Ordres demandent l'exécution du décret 42 de 1655 relatif aux paysans qui s'étaient réfugiés en Transylvanie (quatre commissaires avaient été nommés : l'évêque de Transylvanie, le prévôt du chapitre de Lelesz, les comtes Ladislas Rákóczi et Etienne Thököly).

57) Non sine gravi damno et oppressione illarum Regni Partium fit, quod Art. 42 A. 1655 non sit in effectum deductus Proinde Suae Majestati supplicarent Status, eundem quantocyus effectuari benigne dignetur.

ARTICLE 58

Réquisitoire violent contre le mémorandum des Etats de Basse-Autriche qui traitent honteusement les Etats et Ordres de Transdanubie et contreviennent à toutes les traditions de bon voisinage avec le comitat de Sopron, en exigeant 2 Kreuzer par livre de raisin. C'est une injustice flagrante.

58) Ex supplici universorum Statuum et Ordinum inclyti Archi-Ducatus Austriae Inferioris[1] Viennae 19 Aug : anno praesente emanato

1. Ständische Antwort auf die Kayserliche Landtagstriplica, Vienne, 19 août 1659, *Vienne Nieder-Österr. Landesarchiv*, Landtagshandlungen, Karton 44, liasse 1659.

Suae Majestati Sacratissimae sonanti et Directo, ac universis Statibus et Ordinibus Regni ipsius Hungariae transmisso memoriali non sine sensu animi perturbatione intellexerunt Status, quam ingnominiose Status et Ordines partium Regni ipsius Hungariae Trans-Danubianarum, per Status et Ordines Archi-Ducatus inferioris Austriae tractentur, sinistreque et praeter demeritum traducantur, ac si ipsi praecipue in Comitatu Soproniensi immemores Jurium bonae vicinitatis : primo 2 Cruciferos a singulis libris vinearum indebita, violenter, et praesumtuose exigerint ; 2do Hanc exactionem iidem appellarent iniquitatem, quam nulla juris et aequitatis ratio traderet ; 3° Quod si ipsis Hungaris, eandem extraneis et alienis tantum imponere, sibique exemtionem impertiri fas essent, mox sese in omnimodam libertatem asserere, ejusmodi attentata articulis diaetalibus intrudere, inde Jus perpetuum sibi allegare, et quod consentaneum esset, provinciales et incolas Austriacos sibi pro libitu subjicere et tributarios reddere possent; 4° Isti ipsi malo ipso quorundam exemplo freti contra Austriam procul dubio, nil intentatum relinquerent, et ad majora servitutis molimina eo audaciores redderentur ; 5° Essent haec ingrati et valde malevoli animi judicia, si pro beneficia eorum propensione, qua tot millia florenorum ad confinia Hungariae conservandae exposuerunt, inusitato ipso Contributionis onere gravarentur ; 6° Civitati Soproniensi et aliis Regnicolis ejusdem Comitatus, pro vinis magno numero per Austriam evehendis, litteras salvi passus concesserunt, omnemque possibilem amicitiae et benevolentiae operam praestare non intermiserunt. Et haec essent Gravaminum eorum Austriacorum circa dictos Trans-Danubianos Suae Majestati Sacratissimae porrecta puncta. Quae si citra affectum et passionem considerata fuerint, ea omnia, quae de ipsis immerito conqueruntur in eosdem Dominos Austriacos reincidant et redundent necesse est. Nam si beneficio periculorum nostrorum iidem, Austriaci securam et quietam agentes vitam, de haereditatibus in territoriis Regni ipsius Hungariae sitis et possessis, exiguam hanc ipsis impositam 2 cruciferorum taxam persolvunt, nihil indebiti, nihil violenti, multo minus praejudiciosi eisdem infertur, solvunt enim in sortem istius contributionis licet Privilegiati universi Domini Praelati, Barones, Magnates, Nobiles, solvunt subditi ipsorum, quae injuria si et ipsi in defensionem publicam concurrant, cum et Regnicolae de haereditatibus suis, in vicinis provinciis habitis, imponendas per locorum Magnatus contributiones persolvere cogantur, et quod majus est personales quoque Contributiones Hungaris in Provincia habitantibus vel bona habentibus imponere non intermisissent. Unde causantes immortalium ipsius modi causarum ac debitorum prosecutione ac expensarum intollerabili onere defatigati ac pertaesi, justas ipsorum praetensiones ac debita minime consequi possent. Moratoriorum enim mandatorum occasione omnis Justitiae per ipsos administrandae tollitur causa ; Judaei Hungaris praeferuntur, quibus ipso facto etiam via arresti et quandoque non satis cognita causa, cum ignominia gentis et libertatem publicarum executio administratur ; quae tum omnibus bonae vicinitatis juribus contraria forent, nullaque praemissis alia obviandi superesset occasio, quam si super ipsiusmodi ipsorum actis violentis per Comitatuum Magnatus, vel vero judices Regni ordinarios a parte damnificatorum ac

justitiam apud ipsos praetendentium nec assequi valentium ex bonis Provincialium intra terminos et metas Regni habitis justitiae administraretur, vina quoque tum ipsorum Austriacorum, tum vero Styriacorum et aliorum vicinorum provincialium sub confiscatione eorundem et Regno occasione modernae vindemiaturae minime exportarentur, verum in Regno deponerentur, mediisque iis, quibus nos divendere solemus, per ipsos quoque divenderentur, quae et omnia ultro ultroque habita hactenus commercia totaliter tollerentur, certaque loca depositionis nominarentur, usque dum suprafati Provinciales praerecensita omnia tum Articulis supracitatis, quam pacificationi Viennensi, confoederationibus publicis ac Diplomatum conditionibus sese confirmantes juxta antiqua pacta et foedem, bona jura vicinitatis reassummentes, amorem mutuum colere, praemissa praejudiciosa tollerent, justitiam administrarent, et sic utrinque bona vicinitate frueremur.

ARTICLE 59

Que les officiers de la Chambre n'empêchent pas la descente des bateaux ou le flottage des bois sur les fleuves Hron et Vág.

59) Descensus navium deportatioque asserum, scandalarium, aut cujuscunque ligneae materiei per decursum Grony in trajectu Novi Zoliensi per Camerales officiales ac ministros nec impediantur, Articulique superinde conditi cum declaratione poenae violentiae via brevium Articulorum acquirendae renoventur. Pariformiter descensus per fluvium Vágh sub poena eadem sit liber.

ARTICLE 60

Les Etats et Ordres constatent que les seigneurs de Basse-Autriche, Moravie et Styrie interdisent l'importation des vins hongrois, mais qu'en revanche l'importation des vins moraves et autrichiens n'est pas interdite en Hongrie. En conséquence, les Etats et Ordres demandent le libre passage pour leur vin ou bien alors l'interdiction d'importer les vins étrangers, dont l'exécution sera confiée aux officiers des comitats, ainsi qu'aux officiers des douanes.

60) Praedefunctae Suae Majestati Sacratissimae Status et Ordines Regni gravitam cum querela repraesentarunt, in proxime praeterita Diaeta, quomodo Domini Status et Ordines Archi-Ducatus Austriae et Ducatus Styriae immemores confoederationum inter Regnum hocce Hungariae et Regnum Bohemiae ac Provincias Majestatis Vestrae Sacratissimae, hereditarias in anno Domini 1606 initarum, per suas frequenter apud proxime defunctam Sacratissimam Majestatem Imperatorem Romanorum, Dominum et Regem ipsorum clementissimum instantias vel maxime in eo effecissent, quod defuncta Sua Majestas Sacratissima certa Dominia Regno Hungariae incorporari benigne annuisset, et vina Hungarica in et per Austriam et Styriam, ac reliqua Regna et Provincias sub confiscatione tam vinorum coemtorum, ac

etiam aliarum rerum suarum penes se habitarum transvehi liceret. Ad quam quidem hujusmodi quaerulosam ipsorum Statuum Regni instantiam, licet praedefuncta condam Imperatoria Majestas gratiose se resolvendo cum Dominis Statibus Provinciarum suarum de hoc gravamine, pro conservanda bona vicinitate mutuaque amicitia tractaturam, et in quantam possibile erit, vigore Articuli 113 A. 1655 benigne gratificaturam obtulisset ; medio tamen tempore instituendi ejusdem tractatus eadem Majestate Sacratissima divino sic disponente nimine, ex hac vita decedente, ipsi Domini Status Provinciarum Majestatis Suae Sacratissimae adeo firmiter eidem edicto, modo praemisso obtento inhaesissent, ut non modo vina coemta et in vel per Austriam distrahenda et traducenda, verum quorumcunque Dominorum Hungarorum ad usum proprium vigore Art. 17 A. 1630 Viennam vehenda sine ullo personarum discrimine confiscari faciunt, imo iis, qui transvehendorum per Austriam vinorum a Sua Majestate salvum passum habuerunt, depositis Viennae iisdem vinis pro commoditate ulterioris vecturae comparanda confiscarunt. Pari passu etiam partes Cis-Danubianae, se in eo multum injuriatas quaeruntur, quod Domini Austriaci, Styriaci, atque Moravici vinorum hungaricorum inductionem in Austriam severe interdicant, vinorum e contra Austriacorum, et Moravicorum inductione in Hungariam libera existente. Rationibus itaque ex praemissis eductionem vinorum suorum, in vicinis Suae Majestatis Provinciis liberam sibi concedi postulant, alioquin in praemissis inhaerentes, pari passu vinorum Austriacorum et Moravicorum in Regnum Hungariae inductionem sub poena confiscationis eorundem per Comitatuum officiales et locorum Dominos aut Tricesimatores aut Teloniatores exequenda interdictam postulant Status.

ARTICLE 61

Les soldats des garnisons (en particulier ceux de Győr) refusent de payer le trentième et obligent les paysans à transporter leurs vins. Les Etats et Ordres demandent qu'il y soit mis bon ordre.

61) In diminutionem Proventuum Regiorum et Teloniorum vergere animadvertunt Status et Ordines quod milites in Praesidiis Suae Majestatis Sacratissimae et signanter Praesidio Jauriniensi collocati, quaestum exercentes, ab omni solutione integrae et mediae Tricesimarum nec non Teloniorum prorsus immunes haberi volunt, imo per vecturam coemtorum vinorum suorum et condescensiones miseram plebem aggravant. Quo circa ut iidem etiam milites Germani ad praestandos hujusmodi legales Proventus obligati sint, et miseram plebem per condescensionem et vecturam vinorum non affligant, postulant.

ARTICLE 62

Les habitants des confins demandent à être exemptés des droits du trentième et des péages, comme le sont jusqu'à ce jour les Coumans.

62) Onerosum etiam illud esset, quod post ultimam Vectigalis Reformationem, non modo ab illis, qui revera ex partibus Turcicis quaestus gratia merces inducunt, verum etiam ab iis, qui ultra Praesidia pro locis inductionum in serie dictae informationis vectigalis denominata in ipsis partibus Hungariae degunt, Hungarisque Dominis terrestribus serviunt, et solvunt, eo titulo, quod ultra Praesidia habitent, quasi extra Regnum habitarent, a rebus ipsorum allodialibus, et talium quidem, qui a solutione Teloniorum et Tricesimarum, quoad proprias allodiaturas, uti sunt Cumani et Philistei exempti essent et privilegiati, Tricesimas intra Regnum exigant, et saepe etiam in Tricesimis pro debita alienis arrestens. Instarent proinde singulariter, quatenus Art. 89 A. 1647 in eadem vectigalis reformatione citatus declaretur, neque pro partibus Turcicis, omnes illae ultra Praesidia partes Hungaricae, quas Hungari utrique parti tributarii incolunt, pro partibus Turcicis accipiantur, et consequentur nec Tricesima ab iisdem potissimum iis, qui a solutione quo ad propias allodiaturas privilegiati exempti essent, intra Regnum exigatur multo minus vero ibidem extra consuetum Juris processum arrestentur Art. porro 89 A. 1655 in ea parte limitandum cuperent, ne a Comitatibus simul et Dominis eorum, sed ab alterutro duntaxat traductores allodiaturam Testes habere debeant.

ARTICLE 63

La douane viennoise du Tabor est une lourde charge pour les régnicoles qui doivent payer le double des droits exigés des Allemands. Ainsi les régnicoles qui doivent faire venir des marchandises à Vienne paient le trentième plus les droits de douane du Tabor. Les Etats et Ordres demandent donc que les régnicoles soient dispensés de l'un ou de l'autre.

63) In eo etiam aggravantur Regnicolae, quod passum Danubialem Austriacum Tabor vocatum crebriora itinera facientes, gravem Telonii exactionem ferre cogantur, ubi duplo majus teloniam ab Hungaris quam Germania et aliis comprovincialibus exigeretur. Similiter dum Regnicolae pro suis necessitatibus res suas Viennam vehi aut exinde devehi curant, telonium et tricesimas exigunt. Instant itaque Status humillime ut circa antelatum passum Danubialem Tabor dictum Telonium a Regnicolis ita prout ab Austriacis exigatur, a rebus vero pro necessitate ipsorum eo deducendis vel reducendis, nullam Tricesimam seu Telonium seu Datiam solvant.

ARTICLE 64

Les régnicoles demandent à être exemptés de la taxe sur le commerce du sel (1 %) contraire aux lois du royaume.

64) Exactiones Centesimarum Salium licet diversis Regni Constitutionibus ubique per Regnum prohibitae sint, non tamen desinerent, quire potius quoque pejus est, praeter annotatam centesimam a singulis

navibus singulum unum salem Comaromii exigunt. Accederet etiam, quod de flumine Vago-Danubii ad Danubium, vel e contra trajectus quorumcunque navium per Officiales Comaromienses absque persolutione nunc recenter adinventae cujusdam pensionis non permittatur. Quare tam praespecificatam exactionem, quam exinde emergentia abusiva accessoria prout et antelatam pensionem, veluti Legibus Regni contrariam, et per abusum introductam tollendam existimant Regnicolae.

ARTICLE 65

Du différend entre les domaines de Bisztricza et de Budetin dans le comitat de Trenčin : que le tribunal de ce comitat soit dessaisi.

65) Graves admodum et periculosae differentiae occasione territoriorum inter possessiones Krasnan-Sborov et Bisztricza ad arcem Strezen pertinentes sub una, partibus vero ab altera Och Sciadniczae, Dussinajos, Lodne, et Lieszkovicz possessiones, hic dictas ad Budetin spectantes omnino in Comitatu Trenchiniensi existentes longe ante annum 1635 exortae de facto viderentur et ulterius serperent, ratione quorum non paucae caedes, verbera, pecorum abactione, aliaque malorum genera cum gravi Dei offensa contigerunt, neque post multas partium profusas expensas componi valerent. Ad praecavendas proinde tot et tantas disconvenientias decernendum esse existimarunt, ut controversiae istae, justa Art. 20 A. 1635 post Diaetam praesentem primo quoque tempore peremptoriae ad partis alterius instantiam et requisitionem determinari debeant. Pro cujus causae et differentiae meliori decisione per utramque partem extra personas et Judices praedicti Comitatus per eundem exmittendas ex aliis quoque Comitatibus certae et ad id idoneae personae Legumque Patriae gnarae ad terminumque et discussionem ejusdem causae aequali numero adhiberi possint.

ARTICLE 66

Que le palatin détermine si le domaine de Malatina fait partie du comitat de Lipto ou d'Arva.

66) Ad tollendam ulteriorem infrascriptarum metarum differentiam, concludendum judicarent Status, ut juxta sensum Art. 19. 1635 ibidemque citati 7. 1618 controversiam de possessione Malatina ad quemnam Comitatum Liptoviensem vel Arvensem pertineat, inter eosdem Dominos Comes Palatinus finaliter determinet. Pari passu eodemque contentu metas quoque inter eamdem Malatina ac Proseg et Szent Anna possessiones occasione eorundem territoriorum in controversiam sumtas inter Familiam Hubinyi de Felsö Hubin et Nagy Olaszi, ab una parte vero ab altera possessores Dominii Arvensis effective rectificet. Art. 86. 1655 confirmandum et modo ibi denotato confirmandum et effectuandum Status demisse postulant.

ARTICLE 67

Les Etats et Ordres supplient Sa Majesté d'obtenir de ses Pays héréditaires que les Diètes nomment des commissaires chargés de la rectification des frontières avec la Hongrie.

67) Quamvis in singulis fere Diaetis exstarent speciales Articul super motis, cum vicinis Provinciis rectificandis editi, uti Art. 30. 1655 et ibidem citati, nullum tamen effectum hucusque sortiri potuerunt. Supplicarent itaque Status Suae Majestati demisse, quatenus ex parte dictarum Provinciarum suarum stante adhuc Diaetae, commissarii denominentur, et simul terminus praefigatur, in quo utrinque commissarii sepositi quibusvis impedimentis et dilationibus convenire, metalesque differentias ex justo et aequo complanare et determinare debeant. Si vero ex parte Provincialium praemissorum executio dilata fuerit, ipso facto negotium annotatum metarum controversarum pro parte comparentium in rem adjudicatam et obtentam transivisse intelligatur.

ARTICLE 68

Les Etats demandent un nouveau dénombrement des portes[1] *pour alléger les charges des régions ravagées par les Polonais, les Tatares et les Turcs. Suit la liste des domaines concernés.*

68) Dignum porro et necessarium judicarent Status, tam ad incrementum boni publici, cum ad varios defectus tollendos, imo et quarundam per Polonos, Tartaros et Turcos depopulatarum Partium onera alleviandai, ut juxta Art. 36. 1647 nova Portarum connumeratio in omnium Dominorum Praelatorum, Magnatum, ac Nobilium et etiam Fisci bonis et oppidis non privilegiatis, ac per praeteritas Constitutiones Dicationi subjectis nullis omnino exceptis et nominatim possessionibus Detva et Atichina in Zoliensi, Kjekkoalla, Dér et Agard in Neogradiensi Comitatibus adjacentibus finita praesenti Diaeta instituatur et peragatur, pariter Lignicidae et Carbonarii ultra Civitatem Brisznensem commorantes et agriculturam exercentes Dicationi subjiciantur ; Stara-Tura vero ad Cheitae ac Dobravoda vel Polkut in Comitatu Nitriensi adjacentes juxta Art. 30. 1647 taxentur, in eos autem, qui se opponere attentarent, poena in Art. 47. 1638 statuta per Comitatum necessitate ita exigente, levatis quoque ejusdem Comitatus gentibus, etsi secus fieri non possent, etiam auxilio Generalis vel vi ac generalis invocato, exequenda animadvertatur, praeciumque occupatae possessionis ad illud Praesidium, ad quod ipse Comitatus gratuitos labores praestare solet, convertatur.

ARTICLE 69

La ville de Kis-Komáróm a échappé au recensement des portes, *car elle paie les taxes comme les villes libres (et non la contribution foncière). Les Etats et Ordres demandent donc que les officiers du préfet observent rigoureusement l'article 64 de 1486.*

1. Le dernier dénombrement datait de 1647.

69) Cum universa oppida non modo Regia, sed et privilegiata in hoc Regno Hungariae habita, non in Portas connumerari, verum taxari sint solita, dignum censent Regnicolae, ut oppidem quoque Kis-Komárom alias a Divis quondam Hungariae Regibus non modo diversis Privilegiis et Indultis donatum, sed etiam inter Regia oppida adscriptum a connumeratione Portarum eximatur, et Taxae subjiciatur, in rationibus porro ab officialibus Comitatuum exigendis arbitrarium erit supremis Comitibus per se vel per suos homines interesse. Hoc loco Art. 64. Anni 1486. renovandum et stricte observandum postulant Status.

ARTICLE 70

Les plaintes des nobles contre les Haïdous (privilégiés et non privilégiés) ne cessent pas car ces derniers refusent de restituer les paysans fugitifs; que les préfets y mettent bon ordre.

70) Nondum etiam cessarent quaerelae Regnicolarum contra villas et oppida hajdonicalia tam privilegiata, quam alia, quae abusive hajdonicalia vocantur, in Art. 67 A. 1638 et 68 A. 1635 specificata, sicut et non expressa uti Kallo, Kolsz, Megyaszo, Balsa, Királyteleke, Bolgar, Vaary, Téglár, et Bereghszász aliaque ejus modi ubivis et in quibusvis Comitatibus existentia, quorum Incolae privilegia aliqua, super non extradandis fugitivis colonis pretendentes, in contemtum publicarum Regni Constitutionum A. 1655 Art. 43 aliorumque in eodem contentorum una cum praecitatis Articulis, quos uti et Art. 36 A. 1647 item Art. 43 1649 revocandos et stricte observandos postularent. Nec de excessibus ibidem notatis sibi temperarent, sed neque fugitivos in medio sui colonos, sicut et Cumanos ac Philistos legitime requisiti restituere vellent. Judices Nobilium in repetitionibus procedentes in medium sui non admitterent et turbarent, homines Dominorum Terrestrium suos abinde Colonos repetentium incaptivarunt, quin et majori non extradandorum talium Colonorum temeritate freti ad Villas Dominorum Terrestrium palam armatis manibus accedere, exindeque subditos illorum simul cum rebus et familia levare, ac in medium sui abducere non formidarent. Instarent proinde, ut ad praecitatos art. Haec addatur etiam cautela : Quod si judicium ad ejusmodi facies locorum villarum et oppidorum vel praediorum ubicunque existentium in facto repetitionis alicujus fugitivi vel violenter abducti Coloni tutus non daretur accessus, ex tunc judicium etiam per Litteras talem repetitionem peragere, et de termino quoque futurae revisionis, in Comitatus etiam Confiniarios et Capitaneos certificare valeat, in quo quidem termino, si idem judex pro ferendo judicio ad faciem loci accedere poterit, bene quidem ; alioquin in loco Sedriae vel Generalis Congregationis ejusdem Comitatus considendi, et Judicium faciendi illudque executioni demandandi habent facultatem, ad quam judicialium insufficiens Vice-Comes ejusdem Comitatus vel eo quoque insufficiente supremus Comes juxta Art. 27 A. 1638 sub amissione officii etiam levatis Comitatuum gentibus executionem peragere debeat atque possit.

ARTICLE 71

Quelques paysans fugitifs s'inscrivent dans les garnisons et vont ensuite s'installer sur le domaine d'un seigneur. Les Etats et Ordres souhaitent que ces fugitifs soient restitués par le seigneur chez qui ils se sont installés.

71) Irreptit talis quoque abusus, quod nonnulli subditi profugientes nomen solummodo dant militiae in praesidiis, non tamen in praesidio sed in territorium alterius Domini Terrestris absque ulla tamen erga illum obligatione commorantur eo praetextu, ut nec a Capitaneo praesidii, nec ab ullo Domino Terrestri, eo quod ab ipso obligationem non haberent, per veros suos Dominos repeti possint. Ad quem dolum praevertendum optarent statui, ut tales fugitivi coloni ab eo Domino Terrestri, in cujus terra (licet absque relatione aliqua) commorantur ; repetiti et per eosdem juxta articulos de repetitione colonorum editos extradari debeant. Quemadmodum et illi rustici, qui nobiles Personas ducunt in uxores, ac paenes easdem in bonis militaribus degentes, violentias aliquas patraverint, per judices Comitatus, observato juris processu citari ac certificari convincique ac exactio de bonis uxoris peragi valeat. Casu vero, quo is, a quo coloni fugitivi repetuntur, nulla bona haberet, ad instar Capitaneorum poenam 300 florenorum incurrant per suos competentes Judices exequendam. Hoc loco declarant Art. 31 A. 1556 quod videlicet ad praemissas duas repetitiones denegatarum restitutionum poena per restitutionem coloni ad repetitionem tertiario factam non aboleatur, sed permaneat exequenda et dum in una commissione plures coloni divisi simultaner repetuntur, unica convictio locum habet, si vero singillatim repetuntur, ex parte singulorum singillatim currat convictio. In repetitionibus tamen juxta instantium Dominorum Terrestrium repetitorum Colonorum non bis quindenae, sed sufficiens dierum terminus observetur semper, restituaturque cum omnibus rebus suis et Familia ac Bonis etiam medio tempore acquisitis.

ARTICLE 72

Il a été constaté des hausses illicites de prix tant sur les confins que dans les villes libres. Il revient aux officiers des comitats de contrôler les prix de vente des artisans, auxquels ils infligeront des amendes en cas d'infraction, ainsi qu'aux membres des Etats qui s'opposeraient à leur action.

72) Nec minus persentiscunt Status quod limitatis centensariorum et mensurarum aridarum ac liquidarum nonnullis potentioribus juxta Art. 31 A. 1655 nondum effective peragi potuerit. Praeterea in pretio quoque victualium ac aliarum mercium in diversis locis praesertim vero Liberis Civitatibus et confiniis notabiles excessus emerserunt, quare ad evitandas multas incommoditates statuendum censerent, ut in limitatione quarumlibet mensurarum praecitatus articulus 31 cum poena ibidem insinuata, amissionis videlicet rerum venalium, post positis quorumvis privatis commodis, in usum et effectum deducatur. Hac occasione etiam de pretio rerum venalium mechanicarum opificum et

lanionum ita ordinandum judicarent, ut ejusmodi pretiorum limitatio per Comitatus fiat, et contravenientes venditores, si res venalis valorem 12 florenorum excedat, in poena 12 fl. si vero non excedat, vel non attingat in amissione rei venalis judicium Comitatuum ipso facto et irremissibiliter in duabus quidem pro publicis Comitatus necessitatibus, in tertia vero partibus ipsi executori cedenda exigenda puniantur. Quodsi vero ejusmodi Comitatuum tam in mensuris quam in rebus venalibus fiendae limitationi et virtute ejusdem sequendae executioni sese quispiam Dominorum Nobilium, Liberarum Civitatum, Confiniariorum, aut etiam rusticorum opponeret, eamque impediret, et tunc talis refractarius praevia in Comitatuum citatione ad instantiam Vice-Comitum tanquam Magnatus in poena 100 fl. — rustici vero singuli seorsim 40 fl. hungaricorum toties quoties in duabus quidem ad necessitates Comitatus, in tertia vero partibus ipsi Comiti provenientem convincantur. Huic vero limitationi rerum venalium et mensurarum in Comitatibus peractae confinia quoque et civitates sine variatione sese accommodare debeant, sintque obligati sub poena florenorum 100 — toties quoties per Vice-Comites Comitatuum comperta prius mera rei veritate de bonis mobilibus vel immobilibus civitatum vel officialium confiniariorum contravenientium, abscissis omnibus juridicis remediis desummenda et modo praemisso usurpanda ; in qua executione in Liberis Civitatibus fiendos praesentes sint more solito homines, seu jurati ejusmodi civitatum, et in executione de portione judiciaria participent. Cutes denique cum maximo Indigenarum Regni damno per extraneos ne praeemantur, et educantur e Regno, sub confiscatione earundem per Vice-Comites Comitatuum vel locorum Magnatus peragendam, verum indigenis Regni Jus, in easdem praeemptionis salvum et integrum maneat.

ARTICLE 73

Que la Monnaie royale de Kremnica frappe des pièces en quantité suffisante et que Sa Majesté daigne épargner au royaume les variations monétaires qui sévissent dans les Pays héréditaires.

73) Supplicarent, ut de cusione minutae Cremniczensis monetae Art. 80 A. 1655 ibidemque citati vel intuitu tantae ejusdem pecuniae jam tandem effectuentur, neque fundatur, aut imprimatur, sed uti hactenus ita deinceps minuta pecunia Hungaricam ad ligam et valorem grossorum Viennensem[1] reducta, prout et grossus tres cruciferiorum vel quinque denariorum insculptis ex una Beatae Mariae Virginis et altera vero parte Suae Majestatis effigiebus in sufficienti copia cudatur. Et cum pecuniarum in iisdem haereditariis Suae Majestatis Provinciis currentium variatio non modicam huic Regno attulisset confusionem, ea quoque in parte ex innata et paterna Sua providentia indemnitati hujus Regni Sui Hungariae consulere dignetur. Similiter ut in Slavonia quinque recentiores nummi hungarici pro uno grosso novo computentur, Sua Majestas annuere et efficere velit.

1. Il s'agit des pièces de billon (argent et cuivre) de 3 et 5 *Kreutzer* frappées par la monnaie de Vienne.

ARTICLE 74

Des privilèges des Haïdous du comitat de Szabolcs.

74) Siquidem Haydonibus privilegiatis Szabolciensibus in eum finem a Divis olim Regibus Hungarorum Privilegia sunt concessa, ut partes illas et Patriam contra Turcas et incursiones hostium defendant et propulsent ; ea propter instarent, ut sicut alii confiniarii juxta Art. 65 A. 1647 ita et ipsi Haydones extra Regnum militare non teneantur.

ARTICLE 75

Comme l'île de Csalóköz est exposée au péril turc lorsque le Danube est pris par les glaces, les Etats et Ordres supplient Sa Majesté d'ordonner aux garnisons de Komáróm et de Nové-Zámky l'envoi de détachements de fantassins si les préfets (ou préfets adjoints) de Presbourg le leur demandent.

75) Siquidem Insula Csalóköz tempore hiberno, quo Danubius congelatur, continuo metui et periculo Turcarum exposita habeatur, neque amplius ad peragendas consuetas ad rippam Danubialem in hyeme numerosiori et validiori manu exerceri solitas excubias ob nimium attritas et per Armadam Suae Majestatis exhaustas vires suas sufficiens comparque sit, supplicant humillime Suae Majestati, quatenus Sua Majestas clementer annuere committereque dignetur, ut ex praesidiis Comaromiensi et Uyvariensi ratione temporis ad requisitionem Supremorum vel Vice-Comitum Posoniensem, Comaromiensem pro custodiendo passu glaciali Danubii certi pedites Praesidiarii per Capitaneos eorumque locorum mittantur et expediantur ad loca et passus, quo necessitas dictaverit, cum sufficienti annona et provisione, ex mediis Suae Majestatis, ordinandique collocandi.

ARTICLE 76

Des mesures à prendre en cas d'innondation de l'île de Csalóköz.

76) Quia notum esset, crebras et ingentes exundationes Danubii et Vaghi gravissima damna praefatae insulae Csalóköz et aliis eidem adjacentibus partibus afferre, ob hoc pro Art. 21 A. 1569 renovatione confirmationeque et strictiori observatione diligenter instant.

ARTICLE 77

De la dévolution des biens en cas de déshérence.

77) Circa collationem bonorum per caducitatem devolutorum et devolvendorum, ut Majestas Sua Sacratissima juxta Art. 15 A. 1608 a.C. editum, condignarum et bene meritarum personarum rationem habeat, idque gratis, supplicant Suae Majestati.

ARTICLE 78

Selon les Constitutions du royaume, les comitats de Pesth et Pilis n'ont pas de préfet, mais le palatin y fait fonction de préfet. Les Etats et Ordres demandent le maintien de l'antique usage.

78) Status et Ordines Suae Majestati demisse repraesentant, quod licet expressae habeantur Regni Constitutiones Art. videlicet 100 A. 1492 item 20 et 24 A. 1495 Comitatus Pesthiensis et Pilisiensis antiqua ipsorum libertate id exigente Supremos Comites habere non consuevisse, nihilominus ut praedefunctae Caesareae Regiae Majestatis benignis Mandatis obediant et satisfaciunt, in suum Supremum Comitum coram testimonio capituli Articulis, usque ad proxime affuturam abinde Diaetam determinationemque superinde cum annuentia Suae Majestatis ibidem fiendam Dominum Comitemque Emericum Balassa acceptarunt. Proinde iidem Status inhaerentes praemissis articulis continuato usque huc usu roboratis supplicant Suae Majestati Sacratissimae, dignetur annuere, quatenus praecitati Comitatus juxta antelatas Constitutiones in suo antiquo jure conservari officium Supremi Comitis eorundem Comitatuum penes Dominos Comites Hungariae Regni Palatinos, modernum et futurum, a quibus etiam post amissam Budam cessante in ipsos supremorum ejusdem Civitatis Budensis Castellanorum auctoritate in peragendis Supremorum Comitum functionibus habuissent dependentiam, relinquantur. Idemque officium Supremi Comitis moderno Domino Palatino stante adhuc Diaeta, simul etiam pro iisdem Comitibus sigillum authenticum speciale, quod leonem in eacumine montis petrosi posterioribus peditus expansis instantem, anteriori vero uno pede coronam, sinistro vero pomum aureum ostentantem, praeseferat, juxta Art. 62 A. 1550 benigne conferre dignetur.

ARTICLE 79

Plainte contre les capitaines de la frontière et d'autres officiers royaux qui troublent les foires, au mépris de toutes les immunités.

79) Non sine gravi injuria animadvertunt Regnicolae, quod Jauriniensis aliorumque Nundinalium Regni locorum Capitanei, quaestores Boarii, Laniones, Salinarii Tricesimatores Teloniatores, et alii officiales, quosvis Regnicolas nobiles pariter et ignobiles extraneos in Liberis annualibus et hebdomadalibus nundinis eo loci statis temporibus celebrari solitis, contra communem Libertatem talium Nundinarum, nescitur cujus concessionis articulo in emptiones Salium lapideorum, pecorum et aliarum mercium et rerum venalium turbare et impedire consueverunt, saepe etiam jam factam appreciationem non externorum Regnicolarum interrumpent, damno fatigio, et itinerariarum expensarum erogatione eo confluentium externorum. Proinde ut hujusmodi abusiva Praerogativa et licentia eorundem peculiari articulo tollatur, aequum censent Status et Ordines Regni.

ARTICLE 80

De l'admission de l'abbé d'Heiligenkreuz comme régnicole.

80) Meminerunt Status et Ordines in proxime praeterita Regni Diaeta supplicatum fuisse in eo, ut Abbas Sanctae Crucis cum toto suo ordine extra Regnum constitutus, in Comitatu Mosoniensi integros pagos signanter Binden, Potersdorf, Barátfalu, Stampruch et Molendinum in Bitetdorff Curia Regia appellatam possidens, 4 indigenales personas, seu nationales Regni Hungariae pro usu et servitio Regni Litteralibus studiis imbuendas Tyrnaviae intertenere deberet, defunctaque condam Sacratissima Imperatoria ac Regia Majestate audita prius altera parte, et habita superinde informatione hanc instantiam benigna ulteriori resolutione sua determinare velle obtulisset. Itaque Majestati Suae Sacratissimae supplicant Status, ut hanc ipsam instantiam pro publico bono factam clementer admittere dignetur.

ARTICLE 81

Que la Commission de Győr, instituée en 1647, mette fin à ses travaux.

81) Ut Commissio Jauriniensis in Art. 45 A. 1647 et 37 A. 1649, idem 8 A. 1655 ordinata et conclusa necdum tamen finem et effectum sortita, tandem per Majestatem Sacratissimam debito fine terminetur et complanetur, supplicant Status humillime.

ARTICLE 82

Protestation contre la concurrence déloyale exercée par les chapeliers de Győr.

82) Indignum est porro, quod Pileatores Jaurinienses aliique opifices sub regimine militiae germanicae constituti alias extranei, et jurium Regni in capaces, incolas Jaurinienses, eosque indigenas, a quaestu pileorum hungaricorum contra expressas Leges patriae et antiquas Libertates Regni, cumque diminutione Proventuum Regiorum arceant, quin et ab inductione eorundem Pileorum in praesidium omnibus exquisitis modis et remediis inhibent. Cum autem quaestus per totum Regnum omnibus liber sit, iidem etiam Incolae Jaurinienses ab hoc arceri non possunt, in proprio ipsorum Regno.

ARTICLE 83

Les nobles de Kis-Komárom n'ont pas encore été indemnisés pour leurs maisons qui ont été détruites.

83) Nobiles etiam Kis Comaromienses magno animi dolore referunt, quod quamvis de persolutione æstimatarum Domorum eorundem Art. 91

novissimae Diaetae Regni exstaret ; nihilominus tamen tantum abest, ut idem Articulus effectum sortitus sit, quin potius post conditum eundem, absque ulla praevia aestimatione tanto minus pretii persolutione plurimae domus ibidem destructae et demolitae sint. Quo circa ut Sua Majestas ejusdem Nobilibus juxta praecitatum Art. 91 benignam Augustissimi condam praedecessoris Majestatis Suae, in eodem art. compraehendam resolutionem et obligationem de pretio domorum earundem dirutarum persolvendo, satisfieri clementer dignetur, instant demisse Status.

ARTICLE 84

Du recouvrement des créances que les régnicoles peuvent avoir dans les pays héréditaires voisins.

84) Licet in proxime praeterita Diaeta Art. 33 A. 1655 provisum esset de mediis, quibus Incolae Regni celeriorem debitorum suorum acquisitionem in vicinis Suae Majestatis Sacratissimae Provinciis acquirere possint ; nullam tamen debitam satisfactionem tam ibidem adnotati, quam multi alii creditores Indigenae in praesentiam habere potuerunt. Supplicarent itaque Status, ut Sua Majestas tam ibidem denotatis, quam aliis omnibus Indigenis creditoribus, signanter vero Generosis ac Magnificis Dominis Susannae Elisabetha Teufellin, Relictae Magnifici condam Pauli de Revá, Helenae Christinae Vojszko consorti egregiae : Andreae Ujfalusi, cui Dominus Comes Stephanus Georgius a Verben, in Marchionatu Moraviae obligaretur. Item Egregiis et Circumspectis Georgio Seniori, et alteri juniori Georgio Nezbud, Joanni Gombar, Maximus Schlotta, aliisque interessatis civibus et inhabitatoribus oppidi Zoliensis, post multas Expensas fere ad extremam paupertatem redactis intra decursum unius anni per omnia opportuna media satisfieri benigne velit, alioquin dignum et justum censetur, ut ad instantiam creditorum Indigenarum Regni, vel vero eorundem haeredum et successorum debitores vel ipsorum Comprovinciales ubicumque intra ambitum Regni tam persona, quam in bonis usque ad plenariam debitorum, et interesse eandem exolutionem libere arrestari ac destineri valeant, praesertim cum et dicti extranei comprovinciales simili via arresti contra Regnicolas procedant.

ARTICLE 85

De l'exécution d'une sentence par le tribunal royal en faveur du magnat Louis Rotal.

85) Licet iteratae habeantur Constitutiones Anni 1638 Art. 67 item Anni 1647 Art. 84 similiter A. 1655 Art. 114 vigore quorum Magnificus Honorius Ludovicus a Rotal juxta Litteras adjudicatorias sententionales Tabulae Regiae effective contentari debuissent ; nihilominus propter diversa impedimenta Officialium mineralium nulla tam praeattactorum Articulorum, quam Litterarum adjudicatarum realis et plenaria effectuatio subsequi potuit. Ob hoc Status Suae Majestati Sacratissimae supplicant

humillime, ut ex addictamine communis justitiae quam Sua Majestas in salutaribus suis propositionibus ubique locorum administrandam innueret, dignetur sub praesenti adhuc Diaeta nonobstantibus quibusvis impedimentis, si fieri poterit, alioquin post Diaetam immediate medio unius Magnifici Prothonotarii praeattactas litteras adjudicatorias legitime emanatas, una cum refusione fructum medio tempore perceptorum debito et omnimode Executioni demandari facere.

ARTICLE 86

De l'exécution d'un arbitrage rendu par l'empereur Ferdinand III contre les seigneurs de Moravie en faveur de la ville royale de Szabolcs.

86) Libera Regiaque Civitas Szakolizensis humillime repraesentat quod in A. 1643 tempore felicis adventus Sacratissimae Caesareae Regiaeque Majestatis Ferdinandi III felicis recordationis postulasset, quatenus in memoriam primi in ipsam adventus ejusdem defunctae Majestatis applicatio aggeris ad rippam Stazniciensis dictae Civitati concessa fuisset, Sua Majestas annuere benigne dignata est propter varia tamen obstacula ex parte Dominorum Moravorum hucusque facta negotium est dilatum ; supplicant itaque Suae Majestati Sacratissimae Status, ut in memoriam gratiose annuentiae defunctae Suae Majestati Sacratissimae applicatio ejusdem aggeris ad dictam rippam Stazniciensem ex plenitudine gratiae Regiae Sacratissimae, eidem Civitati permittatur.

ARTICLE 87

Des prétentions du baron Waltherskirchen sur la forêt de Barát-Erdeje, dans le comitat de Moson.

87) Licet Sylva Minich-Holtz, sive Barát Erdeje vulgo appellata in Comitatu Mosoniensi intra ambitum Regni ad Dominium Köptséniense pertinens, per antecessores Dominorum Lisztianorum, sed et per eosdem Dominos Lisztyanos ante et post hominum memoriam semper quiete et pacifice ad Dominium Kopszimenfeusa et possessa asseratur, nescitur tamen, quae ratione ductus Magnificus Dominus Waltherskirchen austriacus possessor, possessionis Berg, quae Austriam ab Hungaria disterminat, eandem sylvam ad se pertinere et per consequens Austriacae jurisdictioni subjectam esse praetendens, hisce proxime praeteriti diebus primum varias violentias exercere veribus non fuit, prout non veretur etiam de praesenti. Tum autem ejusdem memorati Waltherskirchen intentio non modo iisdem Dominis Possessoribus arcis praedictae Küpszins. verum etiam Comitatui Mosoniensi et consequenter, toti inclyto huic Regno Hungariae summe sit praejudiciosa, instant Status benigne, dignetur Sua Majestas Sacratissima annuere, ut Articulis praecaveatur, ne idem Waltherskirchen in posterum possessores Arcis Köptsin antelatos in pacifica possessione ejusdem sylvae turbare ausit.

ARTICLE 88

Des intérêts du comte Adam Batthiany dans la succession d'Etienne Hagymási.

88) Non sine gravi injuria sua foeminei sexus homines familiae Hagymasianae coguntur repraesentare, qualiter superioribus evolutis temporibus Egregius olim Stephanus Hagymasi, ultimus hujus familiae Hagymasianae virilis sexus deficiens, in summum praejudicium damnorumque ipsorum arcem Iz, Groth cum pertinentiis (non obstante eo, quod etiam foemineus sexus in Dominio eorum bonorum actote judice ex lite mediante exstiterit) illustrissimo Comiti Adamo de Batthiany vita adhuc superstite, mediante quodam privato et praejudicioso contractu fassus fuerit, unde idem condam Dominus Comes post mortem et decessum ejusdem condam Stephani Hagymási arcem eandem et bona pro se occupaverit, quae etiam de praesenti posteritate ejusdem gravi Jurium eorundem praejudicio tenerent et possiderent. Cum itaque iidem foeminei sexus homines jurium suorum persecutioni contra potentiores impares essent, Suae Majestati humillime supplicant Status, dignetur clementer annuere, ut Domini Comites Batthiany soluta Diaeta statim eosdem simul et semel de summa in eodem contractu compraehensa contentare debeant, vel vero dicta pars injuriata ad dicta bona sua recurrere et eadem rehabere valeat.

ARTICLE 89

De la réincorporation des domaines de Wimpassing et Stozing (appartenant à la seigneurie de Szarokeö) dans le comitat de Moson et de l'opposition des Etats de Basse-Autriche à l'exécution des décrets hongrois de 1647, 1649, 1655.

89) Licet vigore Articuli 71 A. 1647 praedefuncta Imperatoria ac Regia Majestas Dominus Clementissimus desideratissimae reminiscentiae Arcem et Dominium Szarokeö cum reliquis ibidem denominatis Dominiis Regno huic Hungariae benigne et paterne incorporanda annuerit, unde totum illud Dominium consequenter etiam possessiones Vimpassing, Stozing, et Magyar Pordány in eodem Dominio Szarokeö comprehensae eo facto constitutiones Diaetales in Diaetis Anno 1647 et 1649, 1655 Articulorum impositas, reliquasque Contributiones Comitatenses in Comitatus Soproniensis medium semper infallibiliter tanquam incorporata Regno et Comitatui membra absque ulla cujuspiam contradictione praestiterunt, ac in praesentiarum continuo praestant, super quo fidedigni homines ejusdem Comitatus Soproniensis Vice-Comites et Dicatores testimonia et recognitiones perhibent. Immemores tamen inclyti Status Austriaci hujusmodi dictarum etiam possessionum reincorporationis articulariter factae per benignaeque praetitulatae Condam Imperatoriae ac Regiae Majestatis superinde annuentiae, eo sub praetextu quod possessiones easdem distinctas a Dominio Szarokeö praetenderunt, ipsas easdem

possessiones a Regno Hungariae avellere et Provinciae suae applicare intenderent, summo proprio Regni praejudicio praecitati Art. superinde conditi manifesto. Ne ita quoque modo dicto Art. 71 A. 1647 Constitutionibus nostris patriis derogetur, easdem possessiones vigore ejusdem articuli Regno huic Hungariae incorporatae, et a emdito art. hactenus sine ulla cujuscunque contradictione possessae per similes Austriacorum Statuum expositiones ab ipso Regno avellantur, instarent ob hoc Status et Ordines Regni apud Suam Majestatem Sacratissimam humillime, quatenus Sua Majestas easdem possessiones vigore praeinserti Articuli Regno huic incorporatas in eadem incorporatione et jam semel facta Regno huic applicatione conservari, dictosque Status Austriacos a praemissa intentione omnimode abstineri facere benigne dignetur.

ARTICLE 90

De la réincorporation dans le royaume du moulin d'Altmil, appartenant aux héritiers de Thomas Nádasdy et réclamé par les Etats de Basse-Autriche.

90) Illud quoque Suae Majestati Status demisse repraesentarent, qualiter in anno adhuc 1636 ad instantiam Domini Baronis Gundacker ab Bolheim certum quoddam molendinum Altemil nuncupatum eo praetextu, quod intra metas et limites Provinciae Austriae inferioris esset, penes commissionem Capitanei Provinciae inferioris Austriae ab haeredibus condam Domini Comitis Thomae de Nadasd simpliciter nulla prorsus deposita pecuniaria summa (licet ita eadem executaria commissio sonasset) ademptum exstitisset. Cum tamen idem molendinum sine ullo prorsus Dubio intra veros limites Regni hujus Hungariae, territorio nempe oppidi Gatha in Comitatu Mossoniensi existente habeatur, supplicant itaque Suae Majestati Status et Ordines quatenus stante adhuc Diaeta restituto eisdem Molendino haeredes dicti Comitis Thomae de Nadasd contentos clementer dignetur reddere.

ARTICLE 91

De la spoliation du magnat Emeric Jakusith par son tuteur Nicolas Pazmány, qui a vendu les biens meubles et immeubles de son pupille (valant environ 100 000 florins hongrois); que justice lui soit rendue et que le palatin veille à la restitution des biens.

91) Magnificus Emericus Jakusith pupillus lamentabiliter Statibus Regni repraesentasset, quomodo vitricus tutor et curator ejusdem Dominus Nicolaus Pazmány immemor officii sui Tutorii bona ipsius paterna, et materno-avitica Pruszkiana, et Raroiana aliis divendisset et abalienasset, res vero mobiles, universas aureas et argenteas, pecuniam paratam, clenodia, et id genus adquisita supellectilia e domo ipsius Posoniensi, et arce Oroszlánykeö in Moraviam asportasset, pro seque vindicasset, sicque eundem pupillum bonis mobilibus, pariter et immobilibus ad valorem centum milliarum florenorum sese extendentibus privasset. Matre ejusdem orphani adhuc superstite avisam haereditatem per aviam

suam sibi Testamentabiliter relictam, centum quinquaginta millia florenorum circiter facientem una cum interesse a debitoribus quotannis numerato in proprios usus convertisset, ac ut juxta Art. IV Anni 1655 super hac sua praejudiciosa administratione et tutoratu a danda in hoc Regno Hungariae ratione se immunem facere valeat, pretium ejusmodi ab alienatorum bonorum suorum paterno et materno aviticorum, congregatum, sicut et paratam pecuniam ab avia ipsius praevio modo remansam in comparationem et coemptionem aliorum bonorum extra Regnum Hungariae in Provincia Moraviae Suae Majestatis Sacratissimae adjacente convertendo dictum pupillum indubitatum haeredem alias baronis filium extreme damnificatum et vix non modicum reliquit. Quocirca Suae Majestati Sacratissimae tanquam Regi et Domino ipsorum Clementissimo Pupillorum summo Patrono Status humillime supplicant in eo, ut causa haec in Regno Hungariae distractorum videlicet bonorum ex benigne Suae Majestati Sacratissimae annuentia coram Domino comite Palatino stante adhuc praesenti Diaeta, si fieri poterit, sin minus immediate post Diaetam peremptoria revideatur, latamque inibi sententiam et judicium Sua Majestas ex bonis ejusdem Nic. Pázmány moravicis, per Magnatus antelatae Provinciae debitae executioni demandari benigne curet, qui si eandem executionem differrent, Dominus Comes Palatinus in Regno Hungariae vice Repressalium eidem pupillo completam satisfactionem impendere valeat.

ARTICLE 92

Plainte des magnats Georges et Jean Lippay contre la ville minière de Schemnitz qui s'est emparée par la violence de leur propriété de Kisubla, dans le comitat de Hont.

92) Gravi cum quaerimonia exponunt Magnificus Dominus Georgius et Joannes Lippay, qualiter Libera Regiaque Civitas montana Schemnicz, larvatam quondam personam occasione Curiae eorum militaris Kisublae vocata, ac in Comitatu Honthensi existentis, certam quandam causam coram Vice Comite memorati Comitatus Honthensis, movisset et perstitisset, qua etiam ulterius prosecuta ab eadem larvata persona per eundem Vice-Comitem adjudicata ac per consequens pro se obtenta, tandem insciis prorsus iisdem curiam Kisubla, more hostili expansis vexillis cum gentibus et tormentis bellicis aggressas fuisset, aggressamque et invasam accendisset et benigne mediante solo aequasset, gravi damno et praejudicio Dominorum : eorundem quaerulantium, vilipendioque praerogativae Nobilitaris. et contentu Legum Patriae manifesto : unde permoti debita Instantia memoratorum querulantium censerent Regnicolae, ut eadem causa ob hunc dictae Civitatis excessum per Excellentissimum Dominum Comitem Palatinum Jure extraordinario peremptorie revideatur.

ARTICLE 93

Demande d'enquête sur le meurtre présumé d'une servante attribué au magnat Ladislas Listyi.

93) Status et Ordines Regni id quoque coguntur Suae Majestati Sacratissimae humillime praesentare, quod hisce proxime praeteritis diebus ancilla quaedam apud Magnificum Dominum Ladislaum Listyius in servitiis constituta, filia vero rustici cujusdam Sebastiani Fogler, subditi Domino Comitis Nicolai Palffy periisset, prouti ad praesens nescitur, quonam devenerit, communi quidem fama fertur, eandem per dictum Ladislaum Lisztyium interfectam et sepultam esse. Cum autem tam enormes et execrabiles excessus ac peccata in coelum damnantia, sine gravi Dei vindicta silentio praeteriri nequeant, ob hoc supplicant Status Suae Majestati, quatenus pro antelatum Ladislaum Listyium praefati ad alienum, uti dicitur, gravissimorum facinorum patratorem publicam inquisitionem stante adhuc Diaeta celebrari, ac comperta rei veritate in exemplum ac terrorem quoque aliorum juxta demeritum ejusdem condigna poena puniri facere benigne dignetur.

ARTICLE 94

Demande de restitution de deux domaines moraves ayant appartenu à Agnès Perény, épouse de Nicolas Eszterházy ; ces domaines ont été naguère vendus à vil prix par son tuteur et grand-père Thomas Bosnyák (22 000 et 130 000 florins alors qu'ils étaient estimés 60 000 et 180 000 florins).

94) Generosa ac Magnifica Domina Agnes Perény Magnifici Domini Nicolai Eszterházy consors, Statibus et Ordinibus Regni querulose exponit : qualiter Magnificus Dominus olim Thomas Bosnyák avus ejusdem Castrum Veszelle in Marchionatu Moraviae existens, cum universis suis bonis et pertinentiis in et pro 60 millibus florenorum pro se et haeredibus suis comparasset, et tandem ac etiam filia sua Catharina Bosnyák consorte Magnifici olim Francisci de Perény in pupillari aetate constituta dictus Franciscus Perény, Tutor et Curator ejusdem praeattacta bona in et pro 22 000 florenorum aliis vendidisse, iidemque tandem eadem bona media aestimatione in eodem Marchionatu observata, post quinquennium ad 180 000 florenorum taxata, aliis in et pro 130 000 florenorum vendidisset, consensu Regio superinde suo modo impetrato. Quia vero per praemissam venditionem et impetratum consensum Regium eidem Dominae Agneti Perény adhuc in pupillari caetate constitutae orphanae non exiguum damnum sit illatum, et tales pupilli bonis suis privati de jure etiam naturae suum regressum ad eadem habere dignoscantur.

Supplicant itaque Status et ordines demisse Suae Majestati Sacratissimae, quatenus intuitu justae ejusdem causae eidem per benigna Mandata Sua peremptoria ad justitiarirum dicti Marchionatus Moraviae extradanda, semotis quibusvis impedimentis ac praemisso etiam consensu Regio impetrato non obstando, regressum ad praemissa bona legitimo Legis Processu mediante clementer concedere, et omnimodam satisfactionem benigne impendi facere dignetur.

ARTICLE 95

Judith Bosnyák, veuve de feu Emeric Balassa, demande aussi à être dédommagée du préjudice causé par la vente citée à l'article précédent.

95) Generosa ac Magnifica Domina Juditha filia praefati condam Domini Bosnyák, relicta vero vidua Magnifici condam Emerici Balassa pari passu conqueritur, suam portionem in eadem arce et bonis Veszellye sorte divisionaria sibi excisam, per eosdem emptores antelatae Dominae Agnetis Perény esse occupatam, et in usus eorundem emptorum conversam, quo circa apud Suam Majestatem Sacratissimam Status demisse instant dignetur per Magnatum Marchionatus Moraviae dictam portionem sine omni strepitu juris et dilatione una cum omnibus Proventibus suis, eidem Dominae relictae restitui facere.

ARTICLE 96

De l'acquisition de la maison Jokay par les héritiers du palatin Nicolas Eszterházy.

96) Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae in eo quoque humillime supplicant, ut habito benigne respectu praesentis ipsorum demissa recommendationis Illustrissimorum Dominorum Comitum Pauli et Francisci Eszterházy, haeredum nempe Illustri condam Nicolai Eszterházy, alias Regni Hungariae Palatini, ita ut fidelitatis ejusdem erga Augustissimam Domum Austriacam praestitae, easdem de et super restanti pretio arcis Regecz per defunctam Suam Sacratissimam Caesaream Majestatem Genitorem Suae Majestatis felicissime recordationis, ab Illustrissimo condam Comite Palatino Eszterházy, consequenter ejusdem haeredibus perpetuo redempti, pro bonoque pacis Illustrisimo condam Principi Rákoczio collati, occasione cujus concessionis et tunc ipsa pax subsecuta exstitisset, juxta benignam ejusdem olim Majestatis Caesareae Regiae vigore Art. 95 A. 1655 factam oblationem, post tot annorum seriem toediosamque et multum damnosam exspectationem, ac occasione obtentionis ac sollicitationis ejusdem praetensionis, multifarie factas Expensas uti etiam summant tempore ejusdem tumultus ex propriis in bellicas necessitates erogatam, ad provocandas ad similia fidelitatis et magnanimitatis facinora obeunda, aliorum quoque Regnicolarum animos tandem contentos et absolutos clementer reddi facere dignetur. Ob hoc aequum censent Status et antelati haeredes et successores Eszterhaziani vigore Art. 24 A. 1655 et aliarum Regni Legum medio judicium annotato articulo nominatorum, domum Jokayensem una cum universis suis pertinentiis et utilitatibus non obstante Art. 96 A. 1655 adquirere possint.

ARTICLE 97

Demande de réparation présentée par Valentin Balassa contre Emeric Balassa qui a fait combler une cave sise dans un faubourg de Gyarmath, appartenant audit Valentin Balassa.

97) Conqueritur Dominus Magnificus Valentinus Balassa, quomodo superioribus diebus dum Commissarius in exolvendis Praesidiariorum stipendiis, in confiniis Cis-Danubianis occupatus fuisset, Dominus Comes Emericus Balassa, praefatum Commissarium, (licet super eo a Majestate nullam habuit commissionem) ad id induxit, ut cellarium in exteriore veteri suburbio Praesidii Gyarmathiensis erectum, cum germanico milite in eodem Praesidio Gyarmathiensis collocato, terra impleri fecerit, asportatis inde omnibus trabibus quibus cellarium fuit ornatum, non sine praejudicio damnoque ipsius Valentini Balassa ; instant proinde Status apud Suam Majestatem Sacratissimam, quatenus ejusmodi licentia toties dicti Comitis Emerici Balassa articulo proscindatur, cum contentatione partis laesae.

ARTICLE 98

De la requête de Suzanne Elisabeth Scutteleny, veuve du magnat Paul Révay, concernant la non-exécution d'un jugement par le magnat Daniel Révay.

98) Ex querulosa expositione Generosae ac Magnificae Dominae Susannae Elisabethae Scutteleny, Magnifici olim Domini Pauli de Réva relictae viduae, Status et Ordines intelligunt, quomodo Magnificus Dominus Daniel Revay obtento certo quodam novi judicii Mandato non solum executionem vigore ejusdem articuliant medio Illustrissimi Domini Comitis Palatini administrari, sed et ipsum articulum medio unius Magnifici Prothonotarii revideri et discuti voluisset; censuerunt Regnicolae, quod novum nonnisi 2000 florenorum aureorum idque intra unius duntaxat anni revolutionem conceditur. Alioquin de praefatis quoque 2000 aureorum medio unius Prothonotarii etiam cum bracchio Regali et agentibus Comitatus satisfactio dictae querulanti impendatur. In reliqua autem dicti articuli ejusdem parte universum juris remedium novumque judicium nullatenus admittetur, bonaque in sortem dotalibus excisa nonnisi a successoribus ejusdem Dotalistae depositis deponendae redimenda propuniantur.

ARTICLE 99

Plainte des héritiers de Jean Hasady, concernant le château de Martinic en Slavonie ; que le ban de Croatie soit autorisé à réviser le contrat de vente préjudiciable aux demandeurs.

99) Non levem etiam Egregius Georgius Otmick alter Georgius Réchny et Domina Elisabetha Csernyeli consors Egregii Michaelis Kerekes, aliique immediati successores et posteri foeminei sexus homines Egregii condam Joannis filii olim Michaelis Hasadÿ Statibus et Ordinibus repraesentant quaerimoniam, quod licet superioribus jamdudum evolutis temporibus praedecessores ipsorum quaerulantium pertransitis tam in

Comitatu quam judiciis octavalibus universis terminis et processibus ratione occupationis totalis et integrae portionis castelli Martinianis bonorumque et portionum possessoriarium ad eandem spectantium omnino in Comitatu Varasdiensi Regno Sclavoniae existente contra Nobilem condam Dominam Barbaram alias consortem Eliae Vilhelmi Glabitsár, filiam vero Emerici filii Dionizii, filii praefati Michaelis Házady institutis, eadem medietatem bonorum Martinianorum praefata olim Barbara jure mediante obtinuisset, et consequenter in Dominium ejusdem medio banalis et capitularis hominis legitime introducti fuisset, ideoque Dominium multis annis continuasset, uti autentica Litteralia instrumenta superinde producta testarentur. Nihilominus tamen Magnificus condam Thomas Mikulits Personalis et Domina olim Catharina Glebitsar consors ejusdem filia autem dictae olim Barbarae extracto quodam Mandato contra manifestas Leges Regni etiam absque clausula justificator (rebus sicut praefertur stantibus seque habentibus) eandem bonorum Martinianz medietatem medio Egregii Prothonotarii illius Regni, tam de manibus ipsorum quaerulantium praedecessorum quam etiam dicti alterius Georgii Ostomits et sororum suarum peremtoria quadam processus via sibique exequi et resignari procurassent, ipsisque satis jam cedentibus, ad manus Magistri Mikulits filii ejusdem devenissent. Cujus quidem processus negotio sub elapsa proxime Diaeta in praesentiam Statuum et Ordinum Regni deducto ipsum tanquam e illegitimo fundito jura et contra expressa subsecutum iidem Regnicolae cassassent, praemissamque bonorum Martinianz medietatem, priorum ejusdem legitimorum possessorum successoribus parem medietatem, quam Protonotarius illius loci, ea scilicet via, qua adempta erat, restituendam et reexemendam deliberassent, Litterasque superinde Letsles. dari fecissent, interim vero post praefixum jamjam partibus terminum interveniente certo mandato inhibitorio ad instantiam Alexandri Mikulits emanato, praescriptam Regnicolarum deliberationem idem Prothonotarius exequi nequivisset, verum tamdiu in Litis pendentia haesisset, donec idem Alexander Mikulits in nota perpetuae infidelitatis condemnatus exstitisset, bonaque ejusdem universa et consequenter dictam quoque bonorum Martinianz alias in lite pendentem ipsorum quaerulantes Concernentem Fiscus Majestatis Suae Regius, tum contra Litterarum Sententionalium expresse hanc clausulam continentium (exclusis etiam prius aliorum quorumcunque legitimis Portionibus et eadem) quam art. 56 et 60 Part. 2 occupasset, et Egregio Nicolao Sigismundo, Ladisl. et Joseph. Rotthal vendisset, in damnum praejudicium ipsorum quaerulantium, tanquam legitimorum possessorum et successorum manifestum. Quapropter Status et Ordines Regni Suae Majestati supplicant humillime, Sua Majestas praescriptis Legibus Regni communi justitiae inclinata annuere dignetur, ut causam praesentem Dominus Comes Banus non obstantibus Litteris ipsorum aut aliorum superinde emptionalibus seu Donationalibus jam forte emanatis vel emanandis in sede sua banali peremptorie extraordinarieque revidere et determinare executionique demandare valeat abscissis omnibus juridicis remediis.

ARTICLE 100

Plainte des héritiers d'Anne Kun concernant le partage de la succession. Les Etats et Ordres demandent que l'affaire soit confiée à un protonotaire.

100) Ex quaerulosa haeredum Annae condam Kun senioris alias Ladislai Darkotzi de Zalla senioris et alterius Annae Vitimelitz Egregiorum olim consortum informatione Status et Ordines intellexerunt, quod licet praefata Anna Condam Barkotziana superstite adhuc Gaspare Kun juniore fratre suo carnali et uterino in bonis per mortem genitorum eorundem Gasparis Kun senioris in se devolutis portionem pluribus annis possedisset, quia et ipso quoque Gaspare Kun seniore sine haeredum solatio e vivis sublato, certoque litiginario processu occasione eorundem bonorum inter memoratam Annam, condam seniorem et Magnificum olim Ladislaum Kun exorto, tandem mediante certa quadam authentica transactione idem Ladislaus Kun non solum portionem illam antea per praedictam Annam Kun possessam prae manibus ejusdem reliquisset, verum etiam ex dicti Gasparis junioris Kun portione 25 sessiones colonicales eidem Annae Kun suisque successoribus utriusque sexus universis superaddidisset, ipsoque facto resignasset, tali conditione mediante, ut in casu defectus seminis viridis sexus praefati Ladislai Kun, residua quoque pars bonorum Caspari Kun junioris, apud se retenta, et nonnisi in casu defectus seminis ejusdem masculini sexus ad lineam praefati Casparis senioris devolvenda, in memoratam Annam Kun, ejusque ac Joannis Comitis Kun haeredes et successores utriusque sexus universos, juxta ramum Genealogiae dividen. immediate condescendat. Quam quidem transactionem inde jam a 47 circiter annis partes praefatae earumque successores continuo usu in praesens usque roborassent : nihilominus Magnificus Ladislaus condam junior Barkotzi obtento ad eandem transactionem consensu Regio exclusis fratribus et sororibus suis carnalibus, ex eadem Anna Kun descendentibus totalem illam portionem sibi vendicasset, et per subsecutas statutiones intervenientibus legitimorum successorum contradictionibus initamque novam cum Magnifico olim Stephano filio dicti Ladislai Kun, priori contrariam et praejudiciosam transactionem, ab eodem residuam illam Caspary ultimus deficiens, non portionem abalienare sed et idem olim Stephanus Kun dum exarata portione haeredibus praefatae Annae Kun sororis utpote carnalis dicti olim Ladislai Kun, cedente, per ejusmodi transactionem subsecutamque statutionem, legitima tamen successorum contradictione impeditam, admisso in successionem et possessionem eorum bonorum Catharinae sororis suae carnalis et uterinae filio Georgio Feldy ejusdem dictae Annae Kun senioris successores tam rata portione sua quam vero jure successorio in propriis ejusdem Staphani bonis aviticis habito privare intendisset. Cum igitur prior illa transactio omni ex parte utriusque lineae subservitorium sit fundamentum, ipsique utriusque Annae et Joannis Kun haeredes per interpositam contradictionem in Dominis successores manserint, de communi justitia judicarent Regnicolae, ut dictae Annae Kun, senioris lineae, et successores injuriati, deficiente jam per mortem Stephano Kun, in virili sexu, annotatae Ladislai Kun

conthoralis sororis carnalis et uterinae praelibatae Annae Kun senioris, linea vigore Tit. 47 et 67 part 1. Tripartiti et ejusdem transactionis, per quam lineae quoque memoratae Annae Kun senioris, jus successorium esset corroboratum et indubitatum, medio unius Magistri Protonotarii Portiones suas ab iis, prae quorum esset manibus auditis partium Allegationibus et Documentis, compertaque rei veritate (salvo jure super possessione Schalank, pro haeredibus quondam Ladislai Barkotzi permanentes) vigore divisionis ratas suas portiones non obstantibus quibusvis juridicis remediis et subsecutis impedimentis acquirere valeant atque possint.

ARTICLE 101

Sur le domaine de Sarokeo, les Frères Mineurs ont remplacé les Franciscains de Stricte Observance qui y étaient jadis. Les Etats et Ordres estiment que le primat et l'évêque, ordinaire du lieu, devraient leur restituer leurs biens.

101) In Dominio arcis Sarokeo Regno Hungariae reapplicato religiosi olim Patres ordinis Sancti Francisci Stricticis Observantiae Discalceatorum Monasterium habuerunt, ibidem residerunt : ex post tamen interveniente tempore mutationibus in locum eorundem Religiosi Patres Minoritae aliquo pacto ingressi sunt, residerentque etiam ibidem de praesenti. Dignum itaque et justum censent Status, ut ac cedente Suae Majestatis annuentia per Illustrissimos Dominos Archi-Episcopum Strigoniensem et Episcopum Jauriniensem ejusdem Loci Diocesanum in priorem locum et statum quantocyus restituantur.

ARTICLE 102

De l'exécution du décret 96 de 1655 concernant la restitution de Višoveč en Moravie à Euphrosine Keyser, veuve du magnat Sigismond Doczi.

102) Siquidem Generosa Domina Euphrosina Keyser, Magnifici condam Sigismundi Dotzi relicta vidua, juxta art. 96 ultimae Regni Diaetae, et in eodem datam Suae Majestatis annuentiam, quoad praetensionem in bonis Viszovecz Marchionatus Moraviae debitam satisfactionem hactenus habere nequivisset, supplicant humillime Status et Ordines Regni, dignetur Sua Majestas modum et media ad invenire ut per specialia mandata durante adhuc praesente Regni Diaeta gratiose elargienda eidem praescriptis universis praetensionibus plenaria atque omnimoda satisfactio una cum restitutione bonorum ad portionem suam cedentium impendatur.

ARTICLE 103

Demande d'exécution d'un jugement rendu en faveur d'André Szarkay contre la comtesse Forgách, concernant le domaine de Nagy-Szÿlias, dans le comitat de Sáros.

103) Egregius Andreas Szarkay cum reliquis interessatis sese in eo maxime injuriatos exprimunt, quod superioribus adhuc dudum praeteritis annis Egregius condam Nicolaus Szarkay observato legitimo Juris processu, certam causam suam erga Dominam Comitissam Forgassianam motam, superinde Litteras quoque exmissionales in Comitatu de Sáros obtinuisset, dumque eadem in possessione Nagy-Szÿlias executioni demandari facere voluisset, tum armata manu, tandem vero inhibitorio est impedita executio, essentque eaedem Litterae adjudicatoriae inexecutae ad praesens ; supplicantes Suae Majestati Status et Ordines, ut eaedem Litterae adjudicatoriae non obstante quavis inhibitione, statim post Diaetam debitae executioni demandentur juxta Articulum 65 A. 1635 quam peterent renovari et stricte observari.

ARTICLE 104

De l'exécution des lois du royaume par l'archevêque de Kalocsa concernant les domaines de Melykust et d'Ivánka.

104) In facto bonorum Melykust et Praedii Jvánka, ad Dominum Archi-Episcopum Colocensem praetentorum idem Dominus Archi-Episcopus juxta Leges patrias procedere valeat.

ARTICLE 105

Comme l'abbé d'Heiligenkreuz a convoqué des commissaires au sujet du domaine de Barátfalu (comitat de Moson), il est clair que cette procédure est contraire aux lois du royaume et les Etats supplient Sa Majesté de ne plus permettre, à l'avenir, l'entrée de commissaires allemands dans le pays.

105) Ex quaerulosa Magnificorum Comitum Nicolai et Joannis Draskovitz relatione intelligunt Status et Ordines quod Abbas Sanctae Crucis stante praesente Diaetae per convocatos certos quosdam Commissarios, tam ex Suae Majestatis, Sacratissimae excesso regimine, quam vero Camera Aulica pro faciendo certo judicio Legibus et Constitutionibus patriis nimis praejudicioso, ad possessionem Barátfalu sive Münchhofen in Comitatu Mosoniensi intra ambitum Regni hujus existentem curiam ipsorum desertam Minichhofen dictam, pro parte sua exequi et manibus suis assignari curasset. Uti etiam occasione ac praetextu possessionis Rachin alias per defunctam olim Sacratissimam Majestatem Praedecessoribus eorum et consequenter ipsis Comitatibus, una cum bonis ad eam pertinentibus concessa, certus terminus Viennam extra Regnum praejudiciose et incompetenter iisdem esset praefixus, derogamine Legum patriarum valde gravi et manifesto. Ob hoc Status et Ordines Suae Majestati supplicant humillime, ut a modo in posterum Constitutiones Regni exactuis observentur, neque Germani aut alii quicumque Commissarii, ullo sub colore se in Commissiones, aut quos libet alios judiciarios Processus occasione quorumcunque bonorum in Comitatibus Regni Hungariae existentium institutos immiscere praesumant, neque etiam Regnicolae nisi coram ordinario et competente suo judice Regni respondere teneantur.

CHAPITRE III

LA DIÈTE DE 1662

PRÉSENTATION

Convoquée à Presbourg pour le 1er mai 1662[1], l'Assemblée nationale ne se réunit que le 31 mai[2] ; la session se prolongea jusqu'en septembre de la même année.

Cas tout à fait exceptionnel au XVIIe siècle, la Diète avait été convoquée dans les délais normaux, trois ans après la fin de la session précédente. Les arguments de politique générale l'avaient emporté sur toute autre considération, et la peur des Turcs avait été plus forte que la crainte des remontrances de la noblesse. L'archevêque d'Esztergom et le parti catholique étaient opposés à cette réunion, car G. Lippay, en particulier, craignait que les protestants et les Malcontents n'utilisassent la tribune de l'Assemblée pour critiquer vigoureusement la politique royale[3]. C'est pourquoi les observateurs étrangers furent étonnés, à Vienne, que Portia se soit résigné à prendre une telle mesure, mais la situation militaire était si mauvaise en Transylvanie qu'il fallait bien solliciter le concours des Hongrois.

La situation avait évolué rapidement depuis la dernière Diète, dans un sens défavorable à l'empereur, car les affaires de Transylvanie n'avaient cessé de se compliquer. Georges II Rákóczi n'avait pu se maintenir longtemps contre les forces du grand vizir, mais lorsque celui-ci fut rentré à Istanbul Rákóczi réussit à chasser le candidat des Turcs et à imposer un homme de paille, Jean Kemény, qui avait naguère commandé son armée en Pologne. En fait Georges II Rákóczi demeurait au pouvoir par personne interposée. Ce dernier succès fut de courte durée, car il fut mortellement blessé près de Cluj, dans un combat avec les troupes du pacha de Bude.

1. *Mandatum regium,* convoquant les représentants du magistrat de Košice, Vienne, 4 avril 1662 ; A.M. Košice, *Schwarzenbachiana.*

2. *Diarium Diaetae,* A.M. Košice, 2636-I Ed/1662. G. Gualdo PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare,* II/2, p. 109.

3. Rapport de nonciature, Vienne le 4 mars 1662 ; éd. LEVINSON, *A.Ö.G.,* 103, p. 729. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 27 mai 1662 ; Venise, Archivio di Stato, *Dispacci di Germania,* filza 120.

A partir de 1660 les hostilités sont donc ouvertes entre le prince de Transylvanie, Jean Kemény, et la Porte. L'empereur voulut aider Kemény, d'autant plus que les Turcs mettaient le siège devant Oradea (hongrois Nagy-Varád), importante forteresse qui assurait la sécurité de la Transylvanie. Après avoir convoqué les principaux notables hongrois à Gratz, l'empereur décida d'envoyer de Souches avec une petite armée, pour débloquer Oradea, qui n'en capitula pas moins le 27 août 1660.

Comme la Diète transylvaine confirmait en même temps Jean Kemény dans ses fonctions de prince et que celui-ci se mettait officiellement sous la protection de l'empereur, les Turcs nommèrent comme prince un membre de la moyenne noblesse, sans grandes capacités politiques, Michel Apáffy. Il y eut désormais deux princes rivaux en Transylvanie, le vassal des Turcs et le vassal de l'empereur, et, bien que la guerre n'eût jamais été déclarée, des opérations de grande envergure eurent lieu jusqu'en 1664. Seulement Portia et le Conseil privé ne se décidèrent pas pour la guerre ; ils auraient bien voulu occuper les forteresses de Transylvanie sans se heurter à la puissance turque. L'empereur dut envoyer Montecuccoli avec 20 000 hommes en Transylvanie, qui rejoignirent les troupes de Kemény. Ils affrontèrent les Turcs près de Cluj, le 22 juin 1661, dans un combat où le pacha de Bude, Ali, fut aisément vainqueur. L'armée impériale fut décimée, autant par les combats que par les maladies, et la Transylvanie allait échapper pour plus de vingt ans à l'influence de Vienne, devenant alors un véritable protectorat turc. Mais s'il n'y avait plus guère d'espoir de sauver l'indépendance de la Transylvanie, l'empereur avait encore à défendre la région de Debrecen, le *Partium* ou région transtibicine, qui était rattachée à la Transylvanie depuis le début du siècle. Tandis que le grand vizir amusait Portia par des négociations, il amenait, en 1662, une grande armée en Hongrie et dans un ultimatum exigeait l'évacuation des places du Partium[1]. C'est donc dans ce contexte dramatique que fut convoquée la Diète de 1662.

Portia prit le risque d'affronter les Malcontents, mais il indiqua dans la patente de convocation que l'Assemblée traiterait uniquement de problèmes concernant le bien public et non « d'affaires privées ». Bien entendu, c'était beaucoup plus une manœuvre pour écarter les doléances des protestants que pour empêcher tel ou tel membre des Etats de présenter une requête.

Lors de la séance d'ouverture, l'empereur mit l'accent sur la gravité de l'heure dans un discours où il exhortait les Hongrois à se défendre eux-mêmes et où il les assurait, pour sa part, qu'il emploierait à la défense du pays toutes les forces dont il pourrait disposer[2]. Cette harangue avait pour dessein d'insister sur les propositions qui avaient été lues par le chancelier : le Turc a violé la paix en s'emparant d'Oradea et d'autres forteresses de Transylvanie ; bien plus, il s'est attaqué aux forts tenus par les Haïdous dans le Partium, il a ravagé les comitats de Szabolcs et de Szatmár ; il faut donc prendre des mesures et, à l'exemple

1. Rinck, *Leopold*, t. II, p. 30-41.
2. G. Gualdo Priorato, *op. cit., loc. cit.*

de ses ancêtres, Sa Majesté est décidée à tout faire pour redresser la situation et, pour commencer, à solliciter l'aide des pays héréditaires, des princes d'Empire et des autres princes chrétiens[1].

L'empereur allait devoir affronter deux sortes de remontrances. Puisque tous les régnicoles avaient à se plaindre de l'attitude des troupes allemandes (leurs instructions étaient formelles), ils devaient refuser les quartiers aux Impériaux qui avaient, en peu de temps, transformé un pays relativement prospère en une contrée désolée. L'empereur n'avait qu'à envoyer son armée dans le pays turc, où elle ferait la guerre à l'ennemi et non plus aux sujets du roi.

D'autre part, les protestants ont attaqué vigoureusement pour défendre des positions de plus en plus menacées. Ils ont constitué des Etats évangéliques (60 personnes d'après Gualdo Priorato, un peu plus selon les actes officiels) et ont envoyé dès le 2 juin une délégation conduite par Sigismond Frédéric Kollonich, un cousin du prélat et futur cardinal Léopold Kollonich. La délégation a présenté les doléances particulières des protestants qui demandaient la restitution de plus de 90 églises détruites ou enlevées par les catholiques, contrairement aux lois fondamentales du royaume touchant la liberté religieuse. L'empereur promit de confier leur mémoire à une commission qui l'étudierait. Or, la composition de la commission (Portia, Nicolas Zrínyi, Rottal, le palatin et l'archevêque Lippai) laissait peu d'espoir sur les conclusions. Le 6 juin, l'Assemblée nationale tint une réunion plénière et ce fut une belle séance parlementaire. Les membres de la commission royale prirent tour à tour la parole. L'archevêque d'Esztergom considérait que les protestants avaient violé les lois du royaume, tandis que Portia reprenait l'argument spécieux que la session n'était pas une Diète générale et qu'on n'avait pas à y exposer des griefs particuliers. Le palatin, quant à lui, s'étonna que les Etats évangéliques aient pu rédiger et présenter si vite leurs doléances. Rottal estima que la délégation ne représentait pas les Etats évangéliques, mais quelques mauvais esprits[2]. Tous reprenaient les thèses du parti catholique, à ce moment-là très attaché à la Contre-Réforme et peu soucieux de déplaire aux Habsbourg. Pourtant Nicolas Zrínyi, lui-même bon catholique, eut un langage de bon sens ; il s'étonnait en effet que l'on osât violer ouvertement le diplôme royal, les traités de pacification et les constitutions du royaume, alors qu'on avait besoin de 200 000 soldats protestants.

Au moment où la passion religieuse aveuglait les conseillers de l'empereur et le parti catholique, Nicolas Zrínyi était le seul à envisager la situation en soldat et en homme d'Etat. Bien entendu il ne fut pas écouté et les Etats évangéliques se retirèrent, en déclarant qu'ils ne discuteraient pas les propositions royales et ne nommeraient aucun compilateur pour les doléances tant que justice ne leur serait pas rendue[3].

1. *Propositiones Regiae Leopoldi I. die 31. Maji A. 1662 Comitijs Regni exhibitae, Diarium Diaetae*, A.M. Košice, 2636-I Ed/1662.

2. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 3 juin 1662 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 120.

3. Pour tout le récit de la Diète, nous renvoyons une fois pour toutes au ***Diarium Diaetae***, A.M. Košice, *Acta Diaetalia*, 1662, 2636-I Ed/1662.

Le 11 juin, une résolution royale leur fut officiellement transmise par le chancelier Szelepcsény : le roi opposait une fin de non-recevoir aux demandes des protestants. Il prenait prétexte de l'état d'urgence pour ne pas discuter des remontrances particulières. C'était un véritable chantage au salut public, car Portia comptait bien renouveler la manœuvre de 1659 : après le vote des mesures militaires il dissoudrait l'Assemblée, reportant la discussion à une session ultérieure. Bien plus, s'il arrivait à faire voter des quartiers pour les Impériaux, la Cour aurait un moyen de pression supplémentaire sur les protestants et la politique de Contre-Réforme ne pourrait que faire des progrès. Le palatin Wesselényi tenta d'éviter la rupture au cours de la session plénière de l'Assemblée, le 12 juin, mais sans abandonner son argumentation. Il se contenta de faire appel aux bons sentiments des protestants, en adressant un pathétique appel à l'unité de la nation. Les Etats évangéliques lui répondirent qu'ils demandaient seulement l'exécution des lois existantes. La négociation piétina tout au long du mois de juin, parce que les catholiques soutenaient les thèses royales, tandis qu'au même moment Apáffy, avec l'aide ottomane, poussait le siège de Cluj[1]. Ce n'est que le 26 juin que les députés catholiques firent des concessions aux protestants pour tenter d'éviter la rupture. Cependant les Etats évangéliques avaient refusé de nommer des compilateurs, si bien que les doléances de 1662 émanèrent uniquement de la majorité catholique.

Les critiques contre les abus de la soldatesque allemande n'en furent pas moins vives et, conformément aux instructions de leurs commettants, les députés de la noblesse réclamèrent l'évacuation des troupes allemandes (article 5). En contrepartie ils offraient la levée en masse, dont ils précisaient les modalités dans l'article 9. Les Etats mettaient ainsi à la disposition du roi une armée hongroise nombreuse, peu coûteuse, mais aussi fort mal préparée aux exigences de la guerre moderne. C'était une concession, qui ne compensait guère le peu d'empressement que montraient les Hongrois à accueillir et à entretenir des régiments impériaux sur leur propre sol. En fait, cette Diète était le point de rencontre de maintes attitudes contradictoires. Les Hongrois voulaient la guerre avec les Turcs et pressaient Portia de sauver la Transylvanie. Dans des conférences fréquentes, celui-ci mettait en effet au courant de la situation les principaux officiers du royaume (l'archevêque Lippay, le palatin, Zrínyi, Nádasdy et le chancelier), qui le pressaient de déclarer la guerre à la Porte, car lorsque la Transylvanie serait conquise par les Turcs ce serait au tour de la Hongrie d'être attaquée[2]. Portia poursuivait la négociation, car il voulait maintenir la paix à tout prix. Il jugeait en effet que l'empereur ne disposait pas des moyens nécessaires pour mener une action d'envergure contre les Turcs et que les promesses de secours des autres princes n'étaient que fallacieux espoir. En revanche les Hongrois auraient voulu faire seuls la guerre aux Turcs, sans les Impériaux. C'était

1. Dépêche de G. SAGREDO, Presbourg, 17 juin 1662 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 120. L'empereur se plaignait de la lenteur des négociations. Lettre à Czernin du 28 juin, éd. KALISTA, p. 118.

2. Dépêches de G. SAGREDO, des 1er et 29 juillet 1662, *ibid.*

pousser un peu loin le légitime souci de leurs privilèges et les illusions sur leur propre armée ; à ce moment, répétons-le, la noblesse hongroise n'était pas prête à mener une grande guerre de mouvement, même contre les Turcs. En même temps les catholiques faisaient le jeu de la Maison d'Autriche et ne cherchaient pas à sauver à tout prix l'unité nationale ; seul Zrínyi était logique dans cette affaire, en faisant passer les impératifs nationaux avant les querelles religieuses. Enfin, le gouvernement de Vienne lui-même menait une politique contradictoire en recherchant l'aide militaire des Hongrois, tout en laissant persécuter une partie d'entre eux et en refusant d'appliquer les lois en vigueur.

Finalement la Diète fut lourde de conséquences, moins pour la défense du pays que pour les relations avec le roi. En effet, les protestants demeurèrent intraitables et la Diète fut rompue, les Etats évangéliques la quittèrent au début d'août et, après avoir reçu de nouvelles instructions, ils s'assemblèrent à Prešov, en Haute-Hongrie, bien que cette réunion fût illégale, tandis que la majorité catholique présentait ses remontrances, le 4 septembre 1662. Cette rupture était grave et elle était sans précédent dans l'histoire de l'Assemblée nationale. Elle s'expliquait par l'état d'exaspération où se trouvait la noblesse protestante qui n'avait jamais pu obtenir justice depuis la paix de Linz et qui voyait ouvertement bafouées les constitutions du royaume[1].

Les protestants se désintéressèrent alors de la défense du pays[2], s'imaginant que les Turcs, à la limite, leur garantiraient plus sûrement la liberté religieuse. Au fond les protestants considéraient qu'ils n'avaient plus de patrie et lorsque l'empereur décréta la levée en masse, le 7 juin 1663[3], rares furent ceux qui prirent les armes, en dépit des efforts déployés par le palatin[4]. Maint seigneur protestant songeait au contraire à se mettre sous protectorat turc[5]. La fermeté du gouvernement de Vienne en matière confessionnelle avait donc des suites fâcheuses.

Même la majorité catholique se montra réticente à l'égard des Impériaux ; si les discussions sur les doléances furent brèves, c'est que l'empereur avait besoin de se rendre à Ratisbonne pour ouvrir la Diète d'Empire. Il répondit aux doléances dès le 4 septembre et, le 9, tout était terminé. Les Etats et Ordres votèrent les quartiers pour 9 000 soldats allemands, mais à des conditions très sévères et quasi infamantes[6]. Ils ont en effet exigé que les régiments impériaux soient placés sous le commandement du palatin et des généraux hongrois. Le reste de l'armée et l'artillerie (soit environ 10 000 hommes) devraient évacuer la Hongrie et prendre leurs quartiers dans les pays héréditaires.

Cette conclusion semblait logique, puisque Portia ne voulait pas

1. J. Oberuc, *Les persécutions des luthériens en Slovaquie au XVII^e siècle*, p. 64-71.
2. Dépêche de Sagredo, Presbourg, 9 septembre 1662 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 121.
3. Vienne, H.H. Sta., Staatskanzlei, *Hungarica*, fasc. 176, liasse 2, f° 45.
4. Dépêche de Sagredo, Vienne, 17 septembre 1663 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 123.
5. J. Bérenger, Le droit d'Etat hongrois au XVII^e siècle, *Etudes finno-ougriennes*, 1965, II, p. 158-159.
6. G. Sagredo, dépêche du 9 septembre 1662, *ibid.* L'empereur lui-même était pressé d'en finir. Lettre du 1^er septembre à Czernin, éd. Kalista, p. 134.

s'engager dans la guerre. Le bilan était donc mince et justifiait les appréhensions de l'archevêque d'Esztergom : les députés hongrois s'en étaient tenus à leurs instructions et, malgré le péril turc, n'avaient pas hésité à défendre leurs intérêts politiques et confessionnels. La tension entre le gouvernement de Vienne et la noblesse hongroise était donc parvenue à un très haut degré. L'attitude de l'empereur et de son Conseil, après la défaite turque à Saint-Gothard, devait, nous l'avons vu, faire basculer le parti catholique dans l'opposition aux Habsbourg. Ainsi, la rupture amorcée par la minorité protestante devait être consommée par la Conjuration des Magnats, à laquelle participèrent l'archevêque Lippay et le palatin Wesselényi.

DOLÉANCES DE 1662

Ad Sacratissimam Caesaream Regiamq(ue) Majestatem Dominum Dominum Clementissimum demissa Gravamina, humullimaeque Postulationes, et ad benignam suae Majestatis propositionem responsiones die 4° Mensis Septembris A. 1662 Suae Majestati porrectae, fidelium suae Majestatis Statuum et Ordinum Regni Hungariae, et aliorum Regnorum eidem adnexarum[1]

PRÉAMBULE

Parce que Sa Majesté désire défendre le royaume contre les récents périls, elle a daigné réunir une Diète avant de se rendre à la Diète d'Empire. Sa Majesté a fait de gros sacrifices financiers pour la défense de la Hongrie et n'a pas hésité à implorer l'aide des princes d'Empire, voire celle des autres princes chrétiens. Les Etats et Ordres remercient Sa Majesté pour sa sollicitude particulière à l'égard du royaume et formulent des vœux ardents à son endroit.

Quod Sacra Caesarea Regiaq(ue) Majestas D(omi)nus D(omi)nus ipsorum Clementissimus pro paterno suo in Regnum hoc, fidelesq(ue) suos Status et Ordines affectu jam inde ab initio felicis sui Regiminis semper contestato, extremis modernis afflictae hujus Patriae periculis obviam ire, fideles suos Status et Ordines : ac Regnum ipsum omni conatu defendere, et conservare desiderans, peculiarem istorum universis fidelibus suis Statibus, et Ordinibus Diaetam benigne indicere, ad eandem pro salute defensione, et conservatione istius Regni Deo propitio celebrandam adhuc ante felicem suum ad Imperialia Comitia in eam potissimum intentionem ibi quoq(ue) celebranda discessum in medium fidelium suorum regnicolarum etiam in persona Sua propria advenire, augustissimaq(ue) sua praesentia, et conspectu fideles suos Status et

1. Le texte des doléances que nous présentons provient des Archives municipales de Košice, carton 2636-I Ed, liasse 1662. Il en existe également une copie à Budapest, Bibliothèque du Parlement, *Gyurikovits Gyütemény, Acta Diaetalia*, 1662.

Ordines : exhilarare, ac praeter media in conservationem sui a fidelibus suis Regnicolis subministranda.

Sua quoq(ue) Ma(jes)tas ex parte sua nullis omnino sumptibus, nullis expensis et laboribus parcendo, omnes conatus suos eum in finem dirigendos, ut non solum haereditariarum Provinciarum suarum, et Regnorum vires, ac facultates in defensionem hujus Regni velut antemuralis Christianitatis liberaliter impendendas, verum etiam Sacri Romani Imperii, aliorum Christianorum Principum auxilia accurate imploranda, et in eam ipsam etiam hujus Regni defensionem, et conservationem convertenda, infensisq(ue) hostibus conatibus opponenda ultra, ac sponte obtulerit, pro eo Suae Ma(jesta)tis plus quam Paterno affectu, curas sollicitudine, ac vigilantia plane indefessa, imo Gratia et clementia, et beneficio nunquam satis depredicando fideles sui Regnicolae invenire non possunt, quales, quantasq(ue) exhibeant gratiarum actiones, sed eum impares se se ad tanta beneficia reponenda agnoscant, in contestandam tamen debitam suam gratitudinem suae Majestati diutissimum, felicissimumq(ue), ac florentissimum Imperii sui cursum, aeternamq(ue) gloriosi nominis sui memoriam ardentibus votis comprecantur, perpetuamq(ue) fidelitatem cum debita subjectione humillime deferunt.

Article Premier

Les Etats et Ordres, conscients des sacrifices faits par Sa Majesté et prenant en considération les propositions royales, insistent néanmoins sur les calamités et les exactions intolérables dont a eu à souffrir le royaume et demandent à Sa Majesté son aide paternelle.

1) Ac tametsi fideles Status et Ordines tam benignis Suae Majestatis oblationibus, et exhortationibus incitati tanto etiam suo, et vicinae Christianitatis periculo inducti ea duntaxat media, quae pro salute, defensione, ac permansione istius Regni jam nutantis, ac pene inclinari proficua viderentur, juxta salutares Suae Majestatis Propositiones pro moderno temporis statu, viribusque et facultatibus suis confestim tractare cupiant, ac intendant, fideles Status, et Ordines eam sibi reservant Cautelam, quod in futuris Diaetis per Suam Majestatem favente Deo indiendis, solitum suum Diaetalem procedendi modum hactenus usurpatum juxta Diplomata Regia deincepsq(ue) in facto communis Libertatis, ac justitiae observaturi sunt, et priusquam ipsa media in benigna Suae Majestatis Propositione insinuata procedant, praeterire tacito silentio nullo modo possunt, quin prius benignissimis Suae Majestatis auribus intolerabiles suas calamitates, et oppressiones cum submissione proponant, eisdemq(ue) a Sua Majestate veluti Domino, et Rege suo Clementissimo, ac uti patre pientissimo regium suum, ac paternum implorent remedium.

Article 2

A l'instar des incendies et massacres commis par Turcs, Tatares et Polonais, les troupes allemandes de Sa Majesté se sont livrées aux plus graves excès. Elles ont utilisé les récoltes comme fourrage pour leurs chevaux,

voire comme combustible. Elles ont volé le bétail et le mobilier des paysans, qu'elles ont torturés pour leur extorquer de l'argent. Elles ont commis viols et meurtres. Les paysans se sont enfuis dans les montagnes ou dans les forêts ou bien se sont mis sous la protection des Turcs. Le pauvre peuple est donc ruiné et Sa Majesté daignera considérer quels subsides on peut en attendre.

2) Imprimis vero praeter clades incendia, depopulationes, ac subjugationes a Turcis et Tartaris, imo etiam Polonis[1] his non pridem evolutis temporibus illatas germani suae Majestatis milites, quos fideles Regnicolae opem potius afflictis rebus ipsorum quam Castitatem Regno allaturos sperassent, et dissoluto, uti credi par est suorum militarium praefectorum Gubernio, imo ipsorum etiam in diripiendis Regnicolarum facultatibus exemplo incitati in extremam prorsus licentiam prolabi essent, loco pratorum alioquin commodorum segetes quas vis non solum miserae plebi, et Nobilitati, sed etiam militi ipsi postmodum necessarias in pabulum equorum defalcarent, et depascerent, congestos frumenti acervos de bono ordine in futurum conservandos distraherent, eosdemq(ue) loco graminis etiam si in copia exstet equis, viisq(ue) substernerent, imo pro modica sui calefactione lignis etiam exstantibus succenderent. Jumenta, suppellectilem, et alias res mobiles miserorum subditorum non pro suo duntaxat necessario usu diriperent, sed in quaestum etiam divenderent, loco Turcicarum Etuviarum spoliis sese fidelium Hungarorum exornarent, per exquisitissima tormenta pecuniam ab iisdem extorquerent ferro igneque in villas non desinerent, denique homicidia, sacrilegia cedes, rapinas, membrorum mutilationes, excociationes hominum, et quod salvis benignis suae Majestatis auribus sit violenta stupra, et adulteria usq(ue) ad enecationem violatarum personarum patrare, et plus quam turcicam hostilitatem in afflictum plebem exercere non vererentur etiam de presenti. Unde non solum ipsi miserae plebi, et Dominis terrestribus, sed etiam suae Majestati, et publico statui, ac conservationi Patriae, imo sibi quoq(ue) ipsismet in alimentis, et hospitiis postmodum necessariis extremum inferrent detrimentum. Siquidem misera plebs tam effrenam eorum militum insolentiam abhorrens, relictis suis sedibus pars in solitudines montium profugere ibidemq(ue) more ferarum in abditis sylvarum Jugis delitescendo, qua fame, qua frigore deperire, pars in Coloniam migrare, pars vero in ditiones Turcicas tutior ac securior sub Turcis, quam sub tali militum Gubernio futura sese conferre cogitur. Ex qua tam immani militum Germanorum crudelitate Domini quidem terrestres, Colonis suis, et proventibus sua Majestas et Regnum subsidiis bellicis, ipsi vero milites provisione incensione hospitiorum, et victualium suo deque distractorum, et paucis mensibus decoctorum quae alioquin in complures annos et ipsis, et Incolis sufficere poterant, per summam plebis miseriam et futurae sub ipsorum provisionis in considerationem defraudantur. Unde a misera plebe sic ruinata, quae potissimum subsidia contribuere solebat, quid subsidiorum exspectari, aut administrari possit, Sua Majestas alto suo judicio benigne considerare dignabitur.

1. Voir *Gravamina*, 1659, article 27.

ARTICLE 3

Bien que les lois du royaume admettent que les soldats (hongrois ou étrangers) n'ont pas à loger chez les membres des Etats, les soldats allemands se sont installés chez les nobles, qui les ont bien traités et auxquels ils ont pris leur vin, leur blé, leur mobilier, leurs habits, ne respectant même pas les églises qui appartenaient aux nobles. Dans une église, les soldats ont violé des mineures, coupé en morceaux des enfants. Toutes ces horreurs sont contraires à la condition I du Diplôme royal. Les Etats et Ordres demandent le maintien des libertés traditionnelles.

3) Et licet in Legibus Regni per suam Majestatem in sua benigna propositione laudatis sub regimine divorum olim Imperatorum, ac Regnum conditis, ac per eosdem benigne approbatis cautum fuisset, ne milites tam indigenae, quam externi in Curias Ecclesiarum et Nobilium personarum condescenderent juxta Constitutiones Posonienses Rudolphi Imperatoris Anni 1600 art. 20, Constitutiones Ferdinandi Art. 24 anni 1543 Germani Sacratissima Suae Majestatis milites, et qui ad expilationem Curiarum Nobilium, etiam profecti militares in Personas nobiles et Curias ipsorum parem sicuti in subditos ipsorum exercuissent insolentiam, curias nobilitares invasissent, effregissent, et post bonam sui tractationem loco gratiarum actionis potiorem ipsorum suppellectilem vina, et frumentum pro se ipsis abdidissent, et quod gravius est, nonnullis bene possessionatis Nobilibus veste quoque ipsas usq(ue) ad indusium, detrahissent imo complures ipsorum privatorum militum scholas, parochias, et templa etiam ipsa sacrilegia violassent, et quod coram Augustissimis suae Majestatis Auribus dicere verendum esset in ipsis templis in personas etiam minorennes, et immaturas ad templa confugientes violentam libidinem exercuissent, imo certos etiam infantes alios quidem in partes dissecassent, aliosve in ignem projecissent, praemissisq(ue) suis et aliis enormibus insolentiis Status, et Ordines in suis avisis libertatibus, ac immunitatibus contra conditionem 1am. Diplomatis Regii[1], et Privilegia ipsorum a divis Regibus concessa turbassent, et afflixissent, prout id sua Majestas hactenus quoq(ue) et demissis Superiorum Partium Regni supplicationibus benigne intelligere dignata est. Et ne Sacratissima sua Majestas tot, ac tantas afflictiones in genere duntaxat narratas vel potius excogitatas existimet, penes praesentem compendiosam afflictionum suarum insinnationem ad evitandum praetiosi temporis dispensium uberiorem earum afflictionum seriem partim coram Capitularibus personis, et Testimoniis, partim coram Vice Comitibus, et Jud[lium] authentice comprobatam suae Majestati ad partem jam antea praesentassent, ac ulterius si necessum fuerit probare parati sunt.

Quare etiam Suae Majestati supplicant fideles Status et Ordines perquam humillime, ut sua Majestas Sacratissima tantis militum Germanorum insolentis coercendis, et cavendis benigna sua Regia ac Caesarea

1. C'est-à-dire la confirmation des principales constitutions du royaume (paix de Vienne de 1606, paix de Linz de 1647, décrets de 1608 et 1622).

media, imo paterna remedia clementer adhibere, difficultates hujusmodi, et Gravamina fidelium suorum Regnicolarum juxta conditionem 2am Diplomatis Sui Regii[1] jam statim durante Diaeta benigne tollere, ac fideles suos Status et Ordines juxta conditionem Iam. ejusdem Diplomatis, ac supra citatas leges, et articulos in Libertatibus ipsorum clementer conservare, et non solum in privatos milites tantorum facinorum patratores exemplum statuere, sed etiam inductores ipsorum veluti similia scelera impune permittentes juxta inquisitiones praemissas ad partem jam antea porrectas, et ulterius si necessum fuerit porrigendas debito modo animadvertere dignetur.

ARTICLE 4

Des officiers allemands ont volé plusieurs milliers de bœufs à des régnicoles et à leurs paysans. Ce bétail n'a pas acquitté la douane et a été vendu, hors du royaume, au profit des officiers. Sa Majesté a destiné à la paye des troupes 1,7 million de florins en l'espace de 11 mois, mais les soldats n'ont pas touché leur solde et ont dû voler, car tout cet argent a été détourné par les officiers. D'autre part ceux-ci maintiennent la discipline de leurs troupes lorsqu'elles sont cantonnées dans les pays héréditaires, mais les soldats se comportent comme en pays ennemis dès qu'ils sont entrés dans le royaume. Les Etats et Ordres supplient donc Sa Majesté de réprimer de tels excès.

4) Gravis esset illa quoq(ue) nonnullorum Germanorum ejusdem Germaniae militiae officialium Regnicolis, ac Regno illata injuria, quod certi officiales Militares praeter insinuatas hactenus expilationes multa millia boum hungaricorum non a Turcis, sed a fidelibus suae Majestatis Regnicolis, et Regnicolarum subditis per summam injuriam ablatorum sine omni Tricesimae solutione cum insigni, fixiq(ue) Regii suae Majestatis detrimento extra Regnum educi, ac in privatos suos usus, et quaestus divendi curassent, et licet sua Majestas ipsis Germanis officialibus pro exolvendo, et consequenter in disciplina tenendo milite unum millionem paratae pecuniae, et insuper septies centena millium florenorum intra spatium undecim mensium benigne transmisisset et tanta tamen pecuniae summa, ac mole ipsi officiales militares, vix aliquid afflicto Gregario militi assignassent, sed intra spatium 11 mensium tam Grandem pecuniae vim sese distraxissent, vel vero inter se solos divisissent, annonam etiam et victualia per Comitatum gratuito oblata partim in stipendia militis imputassent, partim in pecunia divendidissent, imo nonnulli ipsorum grandem omnino summam auri, et argenti tam per suam Majestatem ad solvendum militem transmissi, quam etiam ex spoliis Hungarogum congestim reportassent, et reduxissent, et exinde miseros, et afflictos gregarios milites justo suo stipendio, vel fame reperire v(el) rapinis stipendia denegata, ac substracta compensare admisissent.

Unde annotari militares tum ob justam solutionem militi subtractam, tum per exemplum diripiendis Regnicolarum rebus datum, tum etiam per

1. Léopold s'engageait à recevoir les doléances des régnicoles et à convoquer une Diète tous les trois ans.

omnem licentiam impune militibus permissam omnium fere praemissarum Regni oppressionum, et afflictionum perpetui fere auctores exstitissent. Accedit, quod illi ipsi officiales militares annotatam militiam Germanicam donec in haereditariis suae Majestatis Provinciis manet in bona disciplina sine omni notabili Provinciarum damno intertenere nossent, ac possent, verum ubi primum ipsa militia limites vicinarum haereditariarum provinciarum egredituri, et partes Regni ingreditur, confestim nulla ejusdem disciplina servatur, sed potius in Regno velut in hostili solo omnis fere licentia contra divina, et humana jura eidem militi permittitur. Quare iterato Status et ordines supplicant, ut sua Majestas excessus hujusmodi coercere, in talesq(ue) officiales debito modo animadvertere, et juxta porrectas, et ulterius porrigendas inquisitiones ex parte hujusmodi officialium debitam satisfactionem Regnicolis impendi curare benigne dignetur.

ARTICLE 5

La doléance essentielle des Etats et Ordres demeure l'introduction de troupes allemandes dans le royaume, au mépris de la condition 3 du diplôme royal et du décret 25 de 1659. Les quartiers sont entièrement à la charge du peuple (ce qui n'est pas le cas dans les pays héréditaires) et sont à l'origine d'innombrables abus. C'est pourquoi les Etats et Ordres demandent, pour le salut même du pays, l'évacuation des troupes allemandes en acceptant toutefois 9 000 Impériaux dans les garnisons de la Frontière.

5) Summum praeterea ac principale Regnicolarum Gravamen esset ipsamet nova militis germani in Regnum sine consensu Regni introductio, tum ex eo, quod ipsa introductio praemissarum regni calamitatum fons et origo esset, tum etiam ex eo, quod eadem introductio in ruinam Regni, et libertatum ejusdem, quarum conservandarum prima, et pracipua Regnicolarum cura, et sollicitudo semper fuit, manifeste vergeret, si quidem ex vi Diplomatis Regii per suam Majestatem tempore felicis suae Coronationis Statibus et Ordinibus elargiti, conditione 3a omnino caveretur ne sine consensu Regni externus miles in Regnum introducatur, prout jam introductus est, praesertim cum ipsi Domini consiliarii Hungarici, de quorum consensu ista introductio facta fuisse praetenditur, sincere referant, nequaquam se super eo requisitos, ut consensum introductioni praebeant, sed post conclusam, ac deliberatam introductionem de viis, modis, et aliis circumstantiis introductionis fuisse consultos. Etsi Regium ipsum Diploma in tanta sui importantia non servatur, quid sibi de aliis ejusdem conditionibus Regnicolae spondere poserunt, nec solum novus miles Germanus induci non debeat, verum etiam veteranus in Art. 25 anni 1659[1] declaratus usq(ue) diem 21° mensis julii proxime evoluti juxta dictamen ejusdem articuli educi debuisset,

1. Décret 25 de 1659 concernant les troupes allemandes : qu'elles soient évacuées avant trois ans ; qu'elles soient placées, pendant ce temps, sous le commandement du palatin et des généraux hongrois ; qu'elles ne soient pas réintroduites dans le royaume sans le consentement du Conseil hongrois et que les dispositions relatives aux charrois soient respectées.

siquidem in Diaeta illius anni ad benignam duntaxat suae Majestatis requisitioem aegre admodum Regnum ad id inductum fuisset, ut Status et Ordines adhuc per tres annos tunc affuturos, jam non praeteritos eundem militem in Regno persistere paterentur. Accedit quod per eundem militem, et ductores ipsorum impositiones annonariae, contributiones pecuniariae, gratuitae victualium exactiones, interventiones eorundem militum, et ut vocant quarteria per vim essent imposita ac extorta, et ut superius insinuatum est praeda, ac rapina in miseram plebem, pro libitu, et libidine exercitae nobilium etiam ipsorum, et Ecclesiasticarum personarum Curiae, alioquin ab omnis militum condescensione omnino liberae, hostiliter fuissent expilatae — Quibus sic demissis Regnum istud alioquin liberum longe deterioris libertatis, et conditionis esset futurum quam haereditariae suae Majestatis provinciae in quibus miles hujusmodi talia quarteria gratuita, et violenta exercere non permitteretur, sed potius foenum pro equis ipsorum ad pondus reliqua etiam victualia pro paratis dintaxat pecuniis subministrari, vel certe in contributiones imputari solerent, et hospites talium militum praeter domum et forum nihil amplius sine pecunia eisdem militibus administrare tenerentur.

In hoc vero alioquin libero Regno non solum gratuita victualia tam militibus germanis, quam equis ipsorum extorta, sed nullus in ipsis extorquendis modus nulla servata esset moderatio, ac insuper ut superius declaratum est ultra omnem gratuitorum quarteriorum extorsionem innumerabiles injuriae, pressurae, et clades horrenda scelera inaudita, et in omni vitiorum genere flagitia impune patrata, ac per Ductores etiam impune permissa essent.

Illud quoque accederet, quod miles germanus, alioquin ad defensionem istius Regi transmissus Varadino periclitanti non modo succurrisset, verum etiam miserabilem et miserandam plus quam 2000 oppidorum, villarum et pagorum in Comitatibus Zathmar et Szabolcs existentium usque ad Tibiscum, et Szamos fluvios subjugationem multorum millium hominum in captivitatem abductionem a Turcis illatam, ex propugnaculis duntaxat otiose prospectasset, et pro uti dictum est, in reliquas etiam interiores Regni Partes, regnicolasque et Regnicolarum subditos majorem fere, quam ipse naturalis inimicus exercuisset hostilitatem, et exercere non cessasset etiam de praesenti. Unde Status et Ordines non ex odio vel abalienatione nationis Germaniae, sed pro conservatione sua, et subditorum suorum avitarumque suarum libertatum assertione, totalem militis ipsius eductionem jure merito postulant tum quia diploma Regium, et libertas ipsorum sic dictaret, tum demum quod absoluta esset impossibilitas, ut germanica militia ulterius per Regnicolas in talibus gratuitis, ac violentis quarteriis interveneri possit, tum demum quod revera suae Majestati, et vicinis etiam haereditariis suis ditionibus plurimum expediat, ne hungarica natio et Regnicolae tali in vicinis etiam haereditariis suae Majestatis Provinciis inusitato modo ruinentur, magisque atque magis exacerbentur, et ad extremam redigantur desperationem.

Nihilominus ne benignas suae Majestatis requisitiones aliquo modo contempsisse, vel eisdem se se opposuisse, vel nationis Germaniae auxiliationem omnino rejecisse videantur, moderno rerum statu sic exigente, illud tollerare coguntur, ut major quidem ejusdem militiae Germaniae

pars statim, et ipso facto sine dilatione et oppressione regnicolarum ex Regno educi debeat, residua vero eorum inductorum Germanorum militum pars ad numerum 9 000 circumscripta in praesidiis potissimum confiniorum, et certis locis confinio vicinioribus jam distributa juxta ordinationem et limitationem per status superinde factam usque ad festum S. Martini Confessoris et Episcopi proxime futurum, pro meliori pacis conclusione interim terminanda, sub conditionibus in speciali Suae Majestatis Diplomate ad id benigne elargiendo, et in articulis inserent uberius specificatis in regno per Regnicolas tolleretur, ac tandem ipsa quoque militis Germani pars sic in Regno usque ad annotatum terminum tollerata sine dilatione similiter, et oppressione Regnicolarum e regno educatur, neque pro supplemento, et recrutatione ut vocant Companiarum et Regimentorum plures germani milites sub ullo praetextu in regnum amplius inducantur, sed ii etiam, qui ex regno hujusque educti sunt, et in posterum educentur, iterum reduci non debeant.

ARTICLE 6

Les Etats de Croatie et Slavonie demandent l'exécution des décrets 85 de 1659 et 8 de 1649 concernant les garnisons de leur frontière.

6) Status porro et Ordines Regnorum Croatiae, Slavoniae de externis Suae Majestatis et vicinarum Provinciarum subsidiis militaribus, tempore aperti duntaxat belli subministrandis, ac de veterano tam Germano, quam nativo militi in Praesidiis illorum confiniorum constituto referunt se ad posteriores paragrafos art. 85 Anni 1659[1] et adultimum paragraphum art. 8° anni 1649[2] eosdem observari demisse expetunt, salva tamen articuli 99 anni 1659[3] de milite in arce Varasdiensi collocato effectuatione juxta tenorem ejusdem articuli exequenda, permanense.

ARTICLE 7

Comme on négocie avec les Turcs sans l'aide du Conseil hongrois, ni d'un internonce hongrois auprès de la Porte, les Etats et Ordres rappellent les constitutions relatives à l'envoi d'un résident hongrois nommé par le Conseil du Royaume.

7) Quod vero certus quidam cum Turcis pacis tractans sine consilio Hungarico et sine omni nuncio, ac inter nuncio Hungarico sit institutus, graviter sentiunt Regnicolae, ac proinde demisse expetunt, ut tractatus hujusmodi pacis cum consilio Hungarico, bonisque et honestis conditionibus, praesertim cum restitutione ditionum, et fortalitiorum a conclusa priori pace subjugatorum, et cum aliqua possibili Transylvaniae alias

1. Décret 85 de 1658 relatif à la levée en masse et aux contributions dans le royaume de Croatie-Slavonie.
2. Décret 8 de 1649, concernant l'autorité du Conseil hongrois, du palatin et du ban de Croatie.
3. Décret 99 de 1659 relatif à l'évacuation de la garnison allemande de Varaždin et renouvelant le décret 36 de 1649.

ad coronam spectantis, ad priorem statum redintegratione continuetur, terminetur. In qua pace finaliter tractanda, et concludenda, ac residente Hungaro penes Caesar in Porta ottomanica intertenens, aliisque universis Hungaricis negotiis tractandis conditionem tertiam Diplomatis et Art. 3 Anni 1638 Art. 14 1659[1] aliosque ibidem citatos benigne observari, ipsum residentem hungarum de facto per Suam Majestatem ex consilio Hungarico denominari humillime cupiunt.

ARTICLE 8

Le froid, les pluies et les inondations ont compromis vendanges et moissons et il sera difficile pour le peuple hongrois de fournir des contributions ou du ravitaillement.

8) Ad praemissam tantam afflictae plebis, et Regnicolarum oppressionem illa quoque jam recenter accepit calamitas, quod vinea, et segetes afflictae plebis et Regnicolarum, ex quibus potissimum aliquam sperabant provisionem magna in Parte, et in nonnullis Comitatibus ferme totaliter frigore, ac pruina, et solita aquarum exundatione absumtae sint, unde alia quoque non solum in pecuniariis, sed etiam in annonariis subsidiis emersit difficultas.

ARTICLE 9

En réponse aux propositions royales, les Etats et Ordres ordonnent la levée en masse, afin de prouver leur bonne volonté, en ce qui concerne la défense des chrétiens, soit en cas d'invasion du royaume, soit pour reprendre Oradea aux Turcs. Suivant les conditions précises de la levée en masse : tous les membres des Ordres doivent paraître en personne et envoyer un cavalier pour 20 maisons (et, dans la zone tributaire aux Turcs, pour 40 maisons).

9) Quantum porro ad benignas Suae Majestatis Propositiones attinet, fideles Status et Ordines tot ac tantis calamitatibus pressi, ac pene oppressi eam in conferendis mediis alacritatem, quae in externo hoc suo, et vicinae Christianitatis Periculo desideraretur demonstrare vix possunt, nihilominus ne propriae suae, ac vicinae etiam Christianitatis defensioni, et conservationi omnino defuisse, seque ipsos neglexisse videantur, pro primo, et praecipuo medio belli duntaxat aperti tempore in defensionem Patriae, et vicinae Christianitatis ex parte Regni subministrans in casu extremae necessitatis, et hostilitatis, ubi vero principale aliquos praesidium per hostes obsideri et oppugnari contingeret, vel vero hostis cum majoribus copiis justi exercitus specie Regnum invaderet, sive Sua Majestas ad recuperandum principale aliquod Praesidium per Turcas occupatum cum exercitu praederet, juxta art. 9 anni 1601 et 7 anni 1596,

1. Le décret 14 de 1659 renouvelle de nombreux autres décrets relatifs à la présence de deux conseillers hongrois à la Cour impériale qui traiteraient des affaires hongroises, contrôleraient les diplomates hongrois et participeraient à la nomination des officiers royaux.

et art. 21 anni 1622 et art. 7 1659[1] generaliter se, et personaliter insurrecturos offerunt tali cum conditione, et declaratione, ut universi Regnicolae cujusqumque tandem conditionis, vel dignitatis ultra personalem ipsorum insurrectionem a singulis 20 domibus non dediticiis sive integrae, sive mediae sessionis, sive quartalisticis, sive inquilinariis mixtim computandis; ac per vice comitem et Judicialium ubi necessum fuerit etiam per inquisitionem limitandis demtis in desolatio : ex parte quidem sua Domini terrestres unum Equitem propriis sumptibus ex parte vero subditorum sumptibus eorundem unum peditem bene armis instructos in Castris statuere, et intertenere a dediticiis vere 40 domibus pari modo cumputandis ac limitandis unum equitem, et alium peditem Domini terrestres conducere, et expedire, ac tamdiu quamdiu talis summa necessitas versis Comitidibus existentibus equites abinde provenientes, secum duraverit juxta Art. 7 anni 1596 exercituare debeant, et boneantur. Quin vero in diversis Comitatibus bona possident, tales de omnibus illis bonis in diversis Comitatibus existentibus, equites abinde provenientes, secum in Exercitu ejus Comitatus, ubi personalem faciunt residentiam, modo praenotato interteneant, pedites vero a subsidiis sub ministrandi sub vexillo duntaxat illius Co(mita)tus, in quo resident, militare teneantur. Pedites tamen a domibus, et bonis dediticiis per Dominos terrestres conducenti, penes eosdem Dominos terrestres maneant, et ad hujusmodi exercituationem universi Domini Praelati, Magnates et Nobiles possessionati omnino sint obligati. Capitula etiam, conventus, monasteria, collegia, moniales, abbatiae, ac Praepositurae capitulis non incorporatae svadente art. 13 anni 1543 adinstar aliorum nobilium possessionatorum a bonis suis modo praemisso equites, et pedites in defensionem suam Regni, et Ecclesiarum Dei expedire, et in castris intertenere debeant. Et insuper Capitula, monasteria, et collegia, unum vel alterum de medio sui sacris initia tum pro divinis ibidem peragendis dictante art. 9° circa finem anni 1552 in castra submittere. Abbates vero et Praepositi capitulis non incorporati, etiam minus Possessionati, et Episcopi titulares si quidem nobilitari praerogativa gauderent, vel in personis suis modo praemisso insurgere, vel loco Personarum suarum equites idoneos transmittere teneantur; Plebani quoque pauperiores juxta Art. 23 anni 1545 a decem ipsorum personis, unum Equitem conducere, et pro defensione Patriae in Castris tenere sint obligati cum ea declaratione, de quantitate exolutionis conducendi per ipsos equitis, inter eosdem plebanos Archidiaconi, et vice archidiaconi ipsorum limitationem peragant; ditiores vero Parochi altaristae sive Rectores altarium, et Magistri Capellarum Capitulis non incorporati 200 circiter Florenos annos in proventibus habentes, nec non beneficiati, et alii similes praesertim in Art. 25 anni 1545 declarato, qui 200 similiter florenos annos in proventu possident ratione beneficiorum suorum singuli singulos Equites conducant et expediant; liberae quoque Civitates a singulis 20 domibus civilibus per armalistas, et nobiles non possessis unum peditem bene

1. Le décret 7 de 1659 rappelait les termes des décrets antérieurs relatifs aux conditions générales de la levée en masse en cas d'agression turque : 1 cavalier pour 10 tenures et 1 fantassin par *porta*. Tous les nobles devant paraître en personne.

instructum expediant, et interteneant. Et insuper eae Cittes, quae jura possessionaria in medio comitatus possident, adinstar nobilium possessionatorum a singulis 20 domibus in Comitatu possessis Equites, et pedites modo praemisso interteneant. Cives etiam, et alii quicunque etiam extranei bona pignoratitia possidentes pari modo a singulis 20 domibus pignorantiis singulos equites submittant. Oppida quoque et pagi privilegiati, vel aliter libertati, sive dicati sint, sive non sint, a singulis 20 dominus unum peditem expediant, et in castris teneant. Libertini Dominorum terrestrium ad militiam destinati et allegati, nec non praediales Ecclesiarum, imo et hajdones per Dominos terrestres ad militiam duntaxat privilegiati penes Dominos terrestres ad rationem ipsorum militare debeant. Oppida vero hajdonicalia per Suam Majestatem privilegiata more solito insurgant. A reliquis hajdonibus per Domino terrestres ad militiam non privilegiatis, et aliis hinc inde dispersis domos habentibus, et servitia colonicalia administrantibus Domini quidem ipsorum terrestres a singulis itidem 20 domibus unum equitem, ipsimet vero hajdones unum peditem expedire teneantur; nobiles etiam unius sessionis juxta Art. 33 Anni 1542. Const(itutionis) : Novizoliensis a singulis domibus vixitim insurgant, siquidem etiam nobiles possessionati in persona sua modo praemisso insurrecturi, et insuper a subditis quoque suis ordine superius declarato Equites, et pedites administraturi essent; armalistae similiter universi personaliter in castra prodire, et militare pro eidem Patria teneantur — Urburarii vero ex arenda vel aliter urburas tenenter, ex annuo lucro 200 florenos per Hominem Palatinalem ad id per Suam Excellentiam destinandum, et Vice Comitem eidem adjungendum conscientiose limitandum suadente Art. 15 Anni 1545 singulos equites expediant. Viduae possessionatae ad belligerandum inhabiles tam Praelati, quam Magnates et Nobiles per senium aut aegritudinem in persona sua propria procedere ad castra non valentes, aliique servitiis nobiles suae Majestatis et Regni vel aliorum Dominorum Praelatorum magnatum, et nobilium adstricti, vel stipendia in confiniis merentes suadente Art. 13. 1545 et Art. 42 Const. Novizoliensis ai. 1542, et ejusdem ac 1542 Const. Posoniens. Art. 22 et 23 loco suarum personarum. Equites submittant, et nihilominus a bonis suis modo supra declaratos equites et pedites in castris teneant. Ex indivisis vero duobus vel tribus fratribus dictante Art. 43 Constitut : Novizoliensis Anni 1542 unus tantum illorum in persona militare, ac nihilominus a bonis modo supra scripto exercituare et militem submittere universi teneantur. Extranei demum in Hungaros recepti ad instar Regnicolarum in vicinis Provinciis bona possidentium eo proinde modo quo ibidem nostrates taxantur, ipsi quoque extranei in Hungaros recepti in isto similiter Regno per Dominum Comitem Palatinum taxentur, ac in defensionem Communis Christianae reipublicae concurrant. Dominium quoque Manersdorf, alio nomine Sarfenek veluti bonum reginale suadente Art. 10° A. 1545 a singulis 20 domibus singulos pedites expediat. Casu vero, quo aliqui regnicolae vel alii superius declarati praemissam exercituationem in toto vel in parte negligerent, et tunc Domini quidem Praelati, Abbates, Praepositi Capitulis non incorporati, magnates, et nobiles possessionati specialiter, et singulariter, Capitula vero et monasteria, conventus, collegia, et claustra monialium, et Civitates praemissae

collective pro singulis neglecta ex parte sui militiae mensibus in homagiis suis, et insuper pro toto exercituationis tempore in aestimatione communi bonorum suorum nobiles vero armalistae, et unius sessionis in medio suo homagio. Urbarii vero ac alii suprascripti ad militiam obligati in pena per Comitatum pronuncianda, subditi vero pro singulis pedibus ex parte sua non mittendis ad singulos menses in homagio vivo singulorum peditum ad castra non mittendorum convicti sint eo facto ; et convictionem hujusmodi ex parte quidem Dominorum Praelatorum, et Magnatum Dominus Comes ex authoritate officii sui per se, vel per illos, quibus id muneris delegaverit, ex parte vero reliquorum Regnicolarum universorum tam nobilium, quam subditorum, et aliorum superius declaratorum tam Ecclesiaticorum quam Saecularium Vice Comites Comitatuum sub amissione officiorum suorum in decimaparte pro labore et usu suo, in reliqua vero parte pro publico bono sine omni litis strepitu etiam cum assistentia Comitatus irremissibiliter exigere, et exequi, eandemque penam ex parte Dominorum Praelatorum, et magnatum exequendam Dominus quidem comes Palatinus in publicas necessitates Regni. Supremi vero vel Vice Comites similiter in militares Comitatuum necessitates sub ratione per eosdem Vice Comites Comitatui danda convertere, et applicare debeant, et teneantur, quam quidem generalem, et personalem insurrectionem mox dum praenotatae extremae necessitates vel hostilitates supervenerint, Sua Majestas confestim publicare dignabitur ; et Status etiam et Ordines tempestive sese ad eandem apparare sint obligati. Casu vero quo Suam Majestatem in Imperio vel longe abesse contingeret, in tali Suae Majestatis absentia et in repentino, ac in procinctu periclitantis Patriae, ac extremae necessitatis casu principale medium tempore duntaxat aperti belli ex parte Regni in defensionem, ac permansionem suam et vicinae Christianitatis subministrandum, Dominus etiam Comes Palatinus ex pleno vero potiori Consilio Hungarorum pro defensione et conservatione Patriae eandem insurrectionem publicandi habeat auctoritatem. Ex hoc esset principale medium tempore duntaxat aperiti belli ex parte Regni in defensionem, ac permansionem suam et vicinae Christianitatis subministrandum.

ARTICLE 10

L'armée sera commandée par le palatin, les capitaines généraux et les préfets adjoints (ou à défaut des capitaines élus par le comitat).

10) Pro meliori vero et certiori istarum Insurrectionum expeditione Status et Ordines omnino necessarium esse existimant, ut sua Majestas juxta conditionem 4^{am} benigni sui Diplomatis Regii et ultimi Art. 3 anni 1655[1] post Dominum Comitem Palatinum, in superioribus quidem

1. Condition 3 du diplôme royal : que les affaires concernant la Hongrie soient traitées par des Hongrois ou que tout au moins ceux-ci soient consultés au préalable. Le décret 3 de 1655 contient une requête des Etats concernant le remplacement de Wesselényi.

Regni partibus supremum sive generalem illarum Partium Capitaneum, cujus officium de facto vacaret, ex idoneis, et bene meritis nativis Personis juxta Art. 2um 1598, et novum superinde observatum primo quoque tempore constituat, in partibus vero eis, et ultra Danubianis illos qui jam isto funguntur officio, ipsis vero aegritudine vel alia ratione impeditis alios in militari disciplina expertos, et prudentia conspicuos in tali expeditione praeficiat, ut ipsi Domini Generales nationis Hungariae Capitanei post Suam Majestatem, et Domini Comitem Palatinum Gentes Comitatuum juxta praecitatos Articulos in bono ordine continere, Capitaneosque et reliquos officiales Comitatuum in suo officio et honore conservare possint, ac debeant. In Comitatibus vero juxta Articulum 26 anni 1545 Vice Comes si idoneus fuerit, vel alter ex potioribus possessionatis nobilibus Capitaneus ad id idoneus per quoslibet Comitatus praesertim majores eligatur, et quilibet Comitatus peculiare vexillum habeat, Gentes et Officiales Comitatuum generalibus Capitaneis Hungaricis, ac Domino Comiti Palatino post Suam Majestatem subsint, ac pareant.

ARTICLE 11

La solde mensuelle d'un cavalier sera de 4 florins hongrois et celle d'un fantassin de 3 florins.

11) In conductione porro militum bono, et recto ordine in Comitatibus constituendo ne videlicet una pars Regnicolarum nimia stipendiorum auctione vel oblatione per aliam partem majoribus salariis agravetur, certam stipendiam modum juxta Art. 30 anni 1595 praescribendum censerent Status, et Ordines, ut videlicet Genti Comitatuum ad unum mensem integrum per dies 30 computandum equiti quidem Florenos Hungaricales 4 pediti vero Florenos 3 et non plures solvantur. Si qui vero praescriptum menstruum stipendium excessisse comperiantur, milites quidem plus percipientes penam ablationis verum apud se repertarum, dantes vero Regnicolae penam homagii talis conducti militis a singulis militibus conductis medio Capitaneorum vel Vice Comitum exigendam ipso facto incurrant. De annuali in servitionem ad militiam conducendorum salario quique Regnicolae, prout poserit, conveniendi facultas maneat. Et hujusmodi annuales Servitores pro cujuscunque arbitris conducti vel conducendi uno adminus mense ante finem anni servituti renunciare, et expleto etiam anno durante expeditione militari a Domino suo discedere nullo modo debeant, dictante Art : 11 anni 1552. Quod si vero aliquis talium conductorum militum, ac servitorum accepto stipendio clam se ab exercitu subduceret, talis deprehensus juxta Art : 12 praescripti anni 1552 in pena Capitis per Capitaneos vel Dominos suos, a quibus conductus fuerat aggravari possit. Si qui vero Inquilinales Domos proprias non habentes, nec stipendia Suae Majestatis in confiniis, nec servitia Regnicolarum, praesertim tali necessitatis, et aperti belli tempore pro stipendio jam limitato mereri vellent, tales etiam per detentionem personarum ad stipendia Suae Majestatis, et Regnicolarum servitia, per quoscumque cogi possint.

ARTICLE 12

Aucun officier de comitat ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être exempté du service militaire.

12) De stipendiis porro Capitaneorum, et aliorum militarium Comitatus officialium in Comitatibus eligendorum, cuique Comitatui in medio sui facultas disponendi maneat, Capitanei et militares officiales Comitatus, ac Vice-Comites, et Judices nobilium neminem prorsus ad hujus modi expeditionem modo antelato procedere, vero milites suos submittere debentem neque pro pecunia, neque gratis aut favore, aut ulto alio modo a militia eximere, ac domi relinquere possint, ac debeant, neque quisquam modo praemisso ad bellandum obligatus pecuniis se se redimere, vero exonerare aut eximere possit suadente ultimo Art : 3 : 1478 secus facientes tam eximendi, quam relinquendi, quam eximentes, et relinquentes in pena homagii cujuslibet equitis, et peditis sic eximendi suadente Art : 41 1595 et art. 9, 1655[1] convicti sint, eo facto, pro qua etiam pena Comitatus executionem peragere, et talem convictionem in militares usus convertere possint.

ARTICLE 13

La revue des régnicoles se fera d'abord dans chaque comitat, puis dans le camp où aura lieu le rassemblement, sous l'autorité du palatin et des capitaines généraux, en présence de commissaires de Sa Majesté, de nationalité hongroise, qui contrôleront les registres.

13) Illud quoque pro sinceriori dictarum expeditionum administratione Status et Ordines existimarent consultum ut gentes Comitatuum sub poena jam statuta intertenendae, non solum in Comitatibus juxta Art : 13 : 1578 et Art : 28 : 1659 sed etiam in castris, ubi videlicet illuc deductae fuerint, per Dominum Comitem Palatinum, vel supremos generales Capitaneos indigenas coram juratis Suae Majestatis lustrarum magistris similiter Hungaris juxta Art : 26 anni 1545 accurate lustrentur, et regestrum superinde conficiendum tam Domino Comiti Palatino, quam Vice Comitibus Comitatuum pro poena jam statuta ex absentibus modo superius declarato exigenda communiter, et primum quidem Domini Praelati et Magnates, postmodum vero nobiles et alii ad militiam obligati juxta Art : 22 : 1595 lustrentur, si qui vero loco suorum militum, vel servitiorum alienos servitores in lustra sub ordinasse deprehensi fuerint, tales subordinati quidem in poena ablationis omnium rerum suarum apud se habitarum juxta Art : 23 : 1595 subordinantes vero in homagio vivo militis subordinati ipso facto per Capitaneos vel Vice : Comites puniantur.

1. Le décret 9 de 1655 prévoit le paiement de la solde partie en espèces (6 mois), partie en nature (drap, 4 mois) et l'organisation de revues plus strictes pour éviter des abus criants.

ARTICLE 14

Les régnicoles estiment, d'autre part, qu'un nouveau recensement des manses (et des tenanciers) est indispensable avant toute levée en masse et toute revue.

14) Praeterea illud etiam necessarium existimarent Regnicolae ut ante omnem lustrationem et insurrectionem universae domus sive integrae, sive mediae, et quartalisticae sessionis, imo etiam inquilinariae quorumvis Regnicolarum possessionatorum, et unius etiam inquilinariae quorumvis Regnicolarum possessionatorum, et unius etiam sessionis nobilium, armalistarum in singulis Comitatibus per certos ad id exmittendos diligenter consererantur, et connumerentur, et regestrum hujusmodi conscriptionis et connumerationis unum quidem in Comitatu conservetur, aliud vero Domino. Comiti Palatino transmittatur.

ARTICLE 15

Les Etats et Ordres estiment que les étrangers possessionnés dans le royaume (et quelques autres catégories qui échappent à la levée) devraient contribuer à l'effort en payant un impôt qui serait versé dans la caisse du comitat.

15) Quia vero non soli Status et Ordines Regni, sed etiam diversi alii commodum et utilitatem capiunt, et qui commodum Regni sentiunt, conveniens est, ut in communia etiam Regni onera concurrent, prout illud etiam statuendum censerent Regnicolae, ut in talibus insurrectionibus extranei quoque vineas, et terras in Regno possidentes Judaei tam domos habentes, quam in alienis domibus residentes, et anabaptistae donec in Regno tolerati fuerint, quaestores, mercatores, boarii, advenae, et exules in medium Comitatuum recepti, molitores, molas absolute proprias habentes, scoti in superioribus Regni Partibus quaesturas exercentes, ignobiles propria Braxatoria habentes, et vinorum crematorum coctores loco militum ab ipsis provenire debentium in pecunia per Comitatus conscientiose taxentur, ac tale ipsorum subsidium in militares Comitatuum necessitates convertatur ; carbonarii quoque lignicidae, cinerarii, et vitriarii, medio hominis Domini Comitis Palatini ad id destinandi, et Vice Comitis eidem adjungendi, in simili necessitate loco militiae ab ipsis provenientis similiter taxentur, et taxa eorum in bellicas Comitatus necessitates applicetur, taxationes porro hujusmodi sincerae in Comitatu referri, et in Protocollum Comitatus inseriti ne suo tempore ab eis, qui easdem perceperint, ratio et satisfactio per Comitatum exigi possit hujus modi sincerae in Comitatu referri et in Protocollum Comitatus inscribi, ac suo tempore ab iis. Qui easdem perceperint, ratio et satisfactio per Comitatum exigi possit ac debeat.

ARTICLE 16

Que les Ordres qui sont tenus d'aller à l'armée à leurs frais soient exempts du logement des gens de guerre hongrois ou étrangers.

16) In talibus vero, et aliis quibuscumque Expeditionibus pro securio Status et Ordinum permansione illud quoque caveri demisse postulant, ut in Curiis, Castellis et Castris tam Ecclesiasticarum Personarum, quam Dominorum Praelatorum Baronum, Magnatum et Nobilium qui alioquin propriis suis expensis sine stipendiis militare tenentur juxta Art : 20. 1600 et Art : 24. 1543 et Art. 28 : 1464 reliqui stipendiarii milites neque extranei, neque nativi ullo modo condescendant, neque praesidia in hujusmodi castris Castellis, et Curiis imponantur.

ARTICLE 17

Quoique les décrets 3 de 1655 et 2 de 1659 aient décidé qu'une partie des garnisons serait payée par les contributions du royaume de Bohême et que la solde serait versée en espèce (pour 6 mois) et en drap (pour 4 mois), des vétérans n'ont rien touché depuis quatre ans. Leur situation est dramatique, quoi qu'ils fassent (se résigner, piller, voler ou bien attaquer les Turcs). Aussi les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de poursuivre son effort et de demander une aide à la prochaine Diète d'Empire. Que les subsides soient payés par l'intermédiaire de commissaires du royaume de Bohême ou des autres pays.

17) Porro tametsi Art : 3. 1655 et 2. 1659[1] salubriter conclusum, et a sua quoque Majestate benigne resolutum fuisset, ut ad propulsandas continuas Turcarum excursiones, pagorum subjugationes, et partium finitimarum depopulationes defendendas numerus nativorum militum ubique in confiniis istius Regni juxta limitationem in eodem Art : 3. 1655 declaratam reductus, et adimpletus, ac tunc ex contributionibus Regni Bohemiae, et aliorum vicinarum haereditariarum Suae Majestatis Provinciarum ante quoque usitatis, tum ex proventibus Regni illuc applicandis, et juxta Art. 2 1649[2] pro quatuor mensibus in panno, sex vero mensibus in pecunia solutus fuisset, tantum in abest, ut ipse numerus nativorum militum expletus fuisset, quin potius veteranos etiam miles ad crebras etiam sollicitudines a quatuor annis neque in pecunia nec in panno quidpiam obtinere potuisset, et sic non modo desideratis vicinarum Provinciarum, et Regni Bohemiae auxiliis, sed ipsis etiam propriis Regni subsidiis ad id per Regnum ordinatis, et administratis frustratus extitisset. Unde etiam factum esset ut miles veteranus sic inexolutus, miser, lacer, egenus, et famellicus inediam, et famem cum liberis, et conjuge tolerare non valens, ex stationibus exire, et ad famem explendam, nuditatem tegendam, vel miserae plebis rapinis, vel itinerantium fortunis, vel Turcarum praedis vi et non sibi suisque quaerere coactus, ac in talibus rapinis exercendis deprehensus vel a Turcis trucidatus, ac in diram captivitatem abductus, vel a plebe ruinatus, vel

1. Décret 3 de 1655 : Sa Majesté offrait l'entretien de garnisons frontières (avec une énumération précise des implantations et des effectifs) et la récupération de cantons contrôlés par les Turcs depuis la paix de Zsitva-Török. Le décret 2 de 1659 traitait du même sujet, Sa Majesté renouvelant son offre.

2. Décret 2 de 1649 : Sa Majesté assure l'entretien des garnisons de la Frontière et paiera 6 mois de solde en espèces et 4 mois en drap.

vero a Magistratibus ad accusationem damnificatorum punitus, ita periculose sit diminutus, ut in quibusdam Cis danubianae, et Kanisae oppositis confiniis, alias in ipsis Turcarum faucibus sitis vix subinde portis attrahendis, et ne vix quidem debitis nocturnis, diurnisque vigiliis, et stationibus continuandis sufficiat, et quod magis deplorandum est ex defectu potissimum istius militis illud quoque subecutum est, quod non solum Comitatus Transtibiscani, sed aliae Regni partes sub deditionem et jugum turcicum subactae sunt, sed et in futurum manifestum exinde immineret periculum, ne dicti milites confiniarii tantam penuriam, et famem tolerare non valentes, si diutius insoluti maneant, confinia etiam ipsa vacua relinquere cum irrecuperabili Regni, et vicinarum Provinciarum damno et ruina cogantur.

Quare fideles et Ordines supplicant Suae Majestatis humillime, ut Sua Majestas Sacratissima juxta benignam etiam oblationem in praecitatis articulis comprehensum tum ex annotatis Regni Bohemiae et vicinarum Provinciarum subsidiis antea quoque usitatis, tum ex S.R. Imperii auxiliis in proxima imperiali Diaeta implorans ipsum nationum militem juxta numerum in praecitatis Articulis limitatum, jam tandem benignissime adimplere, continue intertenere, ipsosque in confiniis sic agendos milites simul etiam Banales, ita certe et infallibiliter sicuti confinia sub Generalem Jauriensem existentia per Dietam Austriae Provinciam exolvuntur, per annotatas vicinas Provincias et Regnum Bohemie, ac per Commissarios ipsorum prout antea consuetum fuit, continue exolvi curare clementissine dignetur. Quodsi a Sua Maiestate effectum fuerit, omnino pollicentur sibi Regnicolae tantas miserae plebis afflictiones, pagorum subjugationes, et Turcarum etiam excursiones propediendas, vicinisque confiniis Comitibus, imo etiam Provinciis Suae Majestatis haereditariis magnam exinde quietem, et tranquillitatem procurandam esse. Sin porro ipsi nativi milites modo antelato mature non augeantur, et interteneantur, qui Turcis ad subjugandas Hungaricas ditiones excurrentibus, semper in Campo occurant, certo certius futurum est, ut universae Regni istius reliquiae sensim ac sensim germano milite intra praesidia, et propugnaculis spectante per Turcas subjugentur, et postmodum Turcae ad vicinas etiam Provincias subjugandas excurrant.

Et hoc est alterum medium ad permansionem istius Patriae tam Belli quam Pacis tempore judicio regnicolarum accomodatissimum, et maxime necessarium.

ARTICLE 18

Comme les revenus du trentième avaient été assignés (décret 9 de 1659) au paiement de la solde des soldats de la Frontière, les Etats et Ordres supplient Sa Majesté de payer les arrérages de solde avant deux mois.

18) Quoniam vero in Diaeta proxime praeterita art. 9 1659[1] ad solutionem confiniorum media tricesima ad Cameram hungaricam admi-

1. Décret 9 de 1659 : les revenus d'un demi-trentième sont votés par la Diète et affectés à l'entretien de la Frontière pour une durée de 3 ans.

nistranda usque ad praesentem Diaetam fuisset oblata, nulla tamen parte ipsis confiniariis numerata exstitisset, et alioquin Sua Majestas art. 8° praecitato, et 10° anni 1655[1] solutionem ipsis confiniariis pro decem mensibus annuatim administrandam benigne annuisset, ea probur supplicant Status et ordines. Suae Majestati humillime, ut Sua Majestas tantam, quanta maxime fieri poterit solutionem memoratis veteranis militibus confiniariis pro emerito ipsorum stipendio non solum ex annotata media tricesima, sed etiam ex aliis suis subsidiis juxta benignam suam oblationem jam statim ordinare, et demandare, et intra spatium duorum mensium realiter, et effective numerari curare clementer dignetur.

ARTICLE 19

Les Etats et Ordres sont toujours prêts, en principe, à fournir la corvée attelée pour ravitailler la Frontière, mais comme celle-ci s'étend sur près de 150 lieues d'Allemagne[2]*, ils demandent aux pays héréditaires voisins de pourvoir les nouveaux forts de Slavonie (Ujzrinyivár, Szimegh) en armes, munitions et vivres.*

19) Post annotata praecipua defensionum media fortificatio confiniorum, et Praesidiorum istius Regni veluti continuis potentis hostis insultibus immediate oppositorum eorumdemque munitio proximum sibi locum vendicat, et in fortificatione quidem Praesidiorum pro ratione modernae afflictae subditorum suorum conditionis Status et Ordines gratuitis ipsorum laboribus in articulo superinde jam condendo declarandis concurrere prompti sunt, et parati ; verum quia confinia istius Regni Turcis opposita a Partibus Transylvanicis usque ad Regnum Croatiae et Slavoniae in longitudinem quidem hungaricorum fere 100 germanicorum vero milliarium circiter centum et quinquaginta se se extenderent, tantusque esset in longitudine sic extensus Praesidiorum numerus, ut ad tantam molem, et numerum Praesidiorum reparandum, et fortificandum gratuiti labores Regni exiguum essent fortificandorum tot Praesidiorum adjumentum. Ea propter in hoc rerum suarum afflicto statu ad Suam Majestatem veluti ad extremum ipsorum post Deum refugium necessaris confugere coguntur, prouti etiam confugiunt, et supplicant, ut Sua Majestas universis istius Regni Praesidiis Superiorum videlicet partium Cisdanubianis Kanisae oppositis, et Banalibus, et novae quoque arci per Dominum Comitem Banum adversus Kanisam aedificatae oppido quoque Simegh non ita pridem per Reverendissimum Dominum Georgium Szecsény tunc Veszprimiensem, jam vero Jaurinensem Episcopum muris cincto, Praesidioque per Dominos loci illius Episcopos ibidem interteneri solito praesidio, item Bujah de pulveribus tormentis, et aliis munitionibus, quibus alioquin Regnum istud extreme destitutum est, et de potiorum etiam Praesidiorum fortificationibus

1. Décret 10 de 1655 : Sa Majesté assure l'entretien de la Frontière, conformément à la condition 8 du diplôme royal.

2. 1 lieue d'Allemagne, mesure de Vienne = 7,685 km. La frontière s'étire donc sur environ 1 150 km.

per vicinas suas Provincias, Regnumque Bohemiae, et per auxilia Sancti Romani Imperii provideri curare, tormenta etiam ex Callo oblata restituere clementissime dignentur.

ARTICLE 20

Les Etats et Ordres demandent l'envoi d'ambassadeurs hongrois à la prochaine Diète d'Empire, pour qu'ils implorent l'aide de l'Empire. Ils seraient munis d'une instruction rédigée par des magnats et leurs dépenses seraient prises en charge par les Etats et Ordres.

20) Et licet Status et Ordines eam spem in sinu suo repositam habeant, quod Sua Maiestas Sacratissima, prouti etiam Sponte et benigne obtulit non solum vicinarum provinciarum et Regni quoque Sui Bohemiae subsidium, defensionum istius Patriae sit adhibitura sed etiam S.R. Imperii auxilia benigne sit postulatura, quia in invitis et tacentibus beneficia non facile conferuntur, consultum existimant Regnicolae, ut juxta Art. 17 1655 et 43 anni 1613[1] ex parte etiam Regni certi oratores ad Diaetam S.R.I. proxime celebrandam cum benigna Suae Majestatis annuentia publico nomine ordinentur, et transmittantur, ipsique Domini oratores post Suam Majestatem pro annotatis mediis veluti ad permansionem istius Regni, et vicinarum Provinciarum summe proficius a Sacro Romano Imperio congrua auxilia implorent. Quibus etiam instructio per certos Dominos et universis Statibus ad id deputandos praesenti adhuc diaeta extradari, sumptusque et expensae per Regnum subministrari debeant.

ARTICLE 21

Les Etats et Ordres demandent que les crédits du legs Draskovich affectés aux réparations de Nové-Zámky soient mandatés à l'archevêque d'Esztergóm, qui confiera l'argent à un noble pour l'exécution des travaux.

21) Intelligunt Status et Ordines ex summa Draskovitsiana ad reparationem Praesidii Ujvariensis et judicialiter, et articulariter ordinata bis mille Florenos ab Camera Aulica ordinatos per Illustrissimum et Reverendissimum Dominum Archiepiscopum Strigoniensem Egregio Francisco Sarnoczay concredita, ac per eundem in expurgationem fossati ejusdem Praesidii cum sufficienti data ratione utiliter conversos, et erogatos esse. Jam vero ulteriorem ejusdem summae erogationem cuidam germane annonae Ujvariensis Praefecto contra sensum Articuli 4. 1659[2] commissam esse, ac per eundem in usum ordinatum expendi cum longe minori ejusdem Praesidii utilitate. Supplicant proinde Status et Ordines Suae Majestati humillime, ut Sua Majestas Sacratissima juxta dictamen citati articuli Erogationem summae de manibus ipsius germani annonae

1. Décret 17 de 1655 : les Etats ont demandé l'envoi de représentants à la prochaine Diète d'Empire. La Diète d'Empire ne fut pas convoquée entre 1654 et 1662.
2. Décret 5 de 1659 : mise à la disposition de l'archevêque Lippai du fonds Draskovics, pour permettre la poursuite des travaux de Nové-Zámky.

magistri eximere, ac per eundem de percepta, et erogata ejusmodi summa ipsi Domino Archiepiscopo sufficientem dari rationem clementer demandare, ulteriorem vero ejusdem summae non alio, sed in Praesidii ejusdem reparationem convertendae dispositionem, ac directionem iterum dicto Domino Archiepiscopo, erogationem vero ejusdem summae uni industrioso, ac bene possessionato nobili per ipsum Dominum Archiepiscopum deligendo benigne concredere, summamque eandem in quantum solvenda restaret, memorato Domino Archiepiscopo, et nobili ad id per eundem deligendo, ad sufficientem ipsius nobilis assecurationem, in reparationem ejusdem Praesidii alioquin periclitantis numerari clementer facere, atque ita partibus Regni illi Praesidio adjacentibus, et vicinis etiam suis hereditariis provinciis, quarum salus ab eodem Praesidio dependeret, in tempore consulere bene dignetur.

ARTICLE 22

Les Etats et Ordres désirent, en outre, que les crédits affectés à la construction de la Maison des Régnicoles, qui provenaient du leg Draskovich, soient mandatés à l'archevêque d'Esztergóm pour la défense des confins.

22) De reliqua Draskovitsiana summa tum ad structuram domus Regnicolarum Posoniensis, tum demum ad fortificationem Praesidii Zenderö in praecitato Art. 5 anni 1659 ordinata, et reliqua sive quae esset, inquirenda, et in usus ordinatos convertenda Status et Ordines eumdem art. 5. 1659, et 40. 1655[1] pro renovatis habent, eosdem per Dominum Comitem Palatinum ad Dominum Archiepiscopum Strigoniensem in usus publicos antea ordinatos praesertim vero in fortificationem confiniorum modis omnibus effectuari desiderant.

ARTICLE 23

Bien que le produit de la contribution militaire de Transdanubie ait été affecté à la réparation, fort urgente, des places de Szalavár, Nempti et Egervár (conformément aux décrets 20 de 1625 et 4 et 17 de 1659), aucune somme n'a encore été mandatée. C'est pourquoi les Etats et Ordres demandent des comptes précis concernant la contribution militaire depuis 1655, ainsi que l'assignation des fonds indispensables pour effectuer ces travaux. Quant à la contribution militaire votée en 1659 pour deux ans, qu'elle soit affectée aux légations ou à d'autres dépenses de l'Etat.

23) Constat etiam ex Art. 55 anni 1618 in Partibus transdanubianis Praesidiorum Szalavár, Nempti, et Egervár fortificationem extreme esse necessariam, praecipue vero Castri Szalavár adhuc in anno 1625 Art. 20 et 4 anni 1659 decretam exstitisse, et insuper in Art. 17° anni 1659 constitutum fuisse, ut subsidium contributionis militaris Anno 1655 Art. 5 decretum ex partibus, et Comitibus Transdanubianis ad percepto-

1. Décret 40 de 1655, relatif à l'emploi du fonds Dráskovics. La Diète faisant confiance à l'archevêque Lippay pour les travaux de Nové-Zámky.

ratum Camerae Hungaricae sub onere dandae rationis administrari, ac in reparationem confiniorum Transdanubianorum juxta benignam etiam Suae Majestatis ordinationem, et conclusionem Soproniensem converti debuisset. Et licet ipsum subsidium militaris contributionis anno 1655 art. 5 ordinatum ad perceptoratum Camerae Hungaricae usque ad notabilem summam assignatum sit, ex tanta tamen summa practer Subsidium Comitatus Jauriensis in reparationem excubiarum Jaurino vicinarum erogatum, nulla prorsus in aliis transdanubianis confiniis, et Praesidiis reparatio facta fuisset. Idcirco Status et Ordines cuperent ut de praecitato militaris contributionis Anni 1655 subsidio ex Comitatibus Transdanubianis ad perceptoratum Imperialis Camerae administrato sufficiens exigatur ratio, et tandem hujusmodi subsidium certo ad id per Regnum destinando inspectori assignetur, et in reparationem saepefatorum confiniorum Transdanubianorum praesertim vero dicti castri Szalavár obvertatur semper cum stricta rationis Regno dandae obligatione. Contributionem vero militarem in Art. 8. 1659[1] pro duobus annis decretam, et ex partibus eis, et ultra danubianis in pecunia administratam, ac finaliter administrandam, pro legationibus ac aliis necessitatibus Regni a Domino Praefecto Camerae conservari, ac per Dominum Comitem Palatinum cum Consilio Illustrissimorum Dominorum Archiepiscopi Strigoniensis Domini Judicis Curiae Regiae, ac Domini Comitis Bani in publicas ejusmodi necessitates converti Status et Ordines desiderant.

ARTICLE 24

Les Etats et Ordres demandent que les 3 000 florins que le magnat Pierre Keglevics doit payer au grand juge soient affectés aux fortifications d'Egerszegh.

24) Intelligunt etiam Status et Ordines Magnificum Dominum Petrum Keglevics pro certis gratuitorum laborum restantiis in florenis circiter 3 000 coram Domino Judice Curiae Regiae debitorem mansisse, et bona ejusdem pro eadem summa executa fuisse. Quare eam quoque summam in fortificationem Praesidii Egerszegh numerari, ac ad fortificandum idem Praesidium Capitaneo ejusdem loci sub ratione Comitatui danda assignari libereque per eum sollicitari, et requiri posse, demisse postulant.

ARTICLE 25

Les Etats et Ordres se réservent le droit d'exiger les arrérages d'indemnités que les seigneurs doivent à diverses instances pour la corvée royale.

25) Et quia hujus modi gratuitis Regni laboribus ad fortificationem Confiniorum ordinatis apud diversos Perceptores, Capitaneos, et Vice Capitaneos, et apud ipse etiam Comitatus non paucae haberent restantiae,

1. Décret 8 de 1659 : une contribution militaire avait été votée aux lieu et place de la contribution foncière traditionnelle *(Dica)*.

idcirco de restantiis hujus modi finaliter administrandis reservarent sibi Status et Ordines ad modum Art. 5. 1649 et 40. 1655[1] similes, vel strictiores articulos condendi, et restantias hujusmodi exigendi facultatem. Idem de restantiis coronalis Contributionis existimant statuendum.

ARTICLE 26

Les Etats et Ordres pensent que les officiers des comitats devraient rendre des comptes pour les contributions perçues depuis 1640 et, au cas où il y aurait des arrérages, que ceux-ci devraient être affectés aux fortifications de la Frontière.

26) Congruum etiam censerent Status et Ordines, ut officiales Comitatuum de contributionibus in necessitates Comitatuum imponi solitis non solum a subsidiis nobilium, sed etiam a subsidiis Dominorum Magnatum exactis ab Anno Domini 1640 Comitatibus in presentia hominum Supremorum Comitum sufficientem dent rationem, et qui necdum dedissent, contributionem hujusmodi restantiae in reparationem confiniorum per eosdem Comitatus conserventur.

ARTICLE 27

Comme les garnisons de la Frontière ne peuvent subsister sans ravitaillement et que les contributions frumentaires doivent être réservées par l'administration des comitats pour le cas où se ferait la levée en masse, le solde de la contribution de 1659 sera affecté au ravitaillement des soldats hongrois de la Frontière.

27) Cum vero universa confinia et Praesidia istius Regni sine annona conservari, et milites in Praesidiis sine victualibus subsidere non valeant, pro quarto defensionis, ac permansionis medio juxta rationem afflictae modernae subditorum suorum conditionis pro nativis duntaxat confiniariis militibus parati sunt restantias subsidii in Art. 6. 1659[2] declarari administrare. Quod quidem annonarium subsidium per Comitatuum Perceptores exigendum singuli Comitatus in medio sui pro futura militis nativi necessitate conservent, et hujusmodi subsidium tempore generalis, et Personalis insurrectionis non corruat, si quidem eo tempore regnicolae, et Comitatus sibi, et suis Gentibus victualia subministrare cogentur.

ARTICLE 28

Puisque les revenus du trentième ont été affectés au paiement des garnisons de la Frontière depuis 1655 et que ces dernières n'ont pas touché l'argent, les Etats et Ordres pensent qu'il faut exiger des comptes et le paiement de cet argent.

1. Décrets 5 de 1649 et 40 de 1655 relatifs aux comptes que devaient rendre les trésoriers de chaque comitat et aux sommes restant en leur possession.
2. Décret 6 de 1659 : la Diète offre une contribution pour ravitailler les magasins militaires récemment édifiés.

28) Quantum porro medium pro Regni permansione usurpandum foret, media tricesima, si ipsa in exolutionem militis confiniariis hactenus ordinata, eisdem sincere assignata exstitisset ; verum quia ex annotata media tricesima in annis 1655 et 1659 continuata nihil prorsus se percepisse confiniarii asserant ; ideo rationem prius de eadem media tricesima Diaeta exigendam, ac tum demum, meliori aliquo modo, in certiorem confiniorum Hungaricorum solutionem ulterius decernandam Status et Ordines existimant.

ARTICLE 29

Comme des receveurs allemands du trentième ont taxé les nobles, ne tenant nul compte des privilèges de la noblesse hongroise, les Etats et Ordres demandent que ces nouveaux receveurs soient remplacés par des Hongrois.

29) Quia vero certae Tricesimae ex Possone quidem Pechemal in Comitatum Neostadiensem ex Possone vero Bÿlöskut et Neusiedl in Eberfurt extra Regnum in Austriam Translatae Exactores ipsarum ex natione Germanica constituti essent, iidemque Germani Tricesimatores a nobilibus, et rebus ipsorum allodialibus, prouti a rusticis nullo habito respectu nobilitario praerogativa Tricesimam exigant, ea propter supplicant Suae Majestati Status et Ordines ut annotatae Tricesimae in Regnum, et pristina sua loca reducantur et loco modernorum germanorum Tricesimorum juxta Art. 24. 1622 et 18. 1618[1] alii Hungari nativis constituantur.

ARTICLE 30

Contrairement au décret 17 de 1630, les seigneurs d'Autriche exigent des régnicoles le paiement des douanes, qui s'ajoutent au trentième, alors que les Autrichiens possessionnés en Hongrie ne paient pas le trentième. C'est pourquoi il paraît juste aux Etats et Ordres que les Autrichiens acquittent désormais le trentième.

30) In facto ejusdem tricesimae onerosum censent Regnicolae, quod Domini Austriaci contra tenorem Art. 17. 1630[2] a victualibus Regnicolarum, et rebus allodialibus non quaestus gratia, sed pro suo in Austriam usu inductis telonia, et tricesimas exigant ; Regnicolae vero, non solum Comitatis Neostadiensis, Pruch, et Hainburg, sed alios etiam Dominos Provinciales a vinis ipsorum allodialibus, in Regno habitis juxta Art. 13. 1649 liberosa Tricesima permittant ; quare cum citatus Articulus 17. 1630 per Dominos Austriacos non servaretur, justum videtur Statibus et Ordinibus ut vice versa citatus Art. 13. 1649 tollatur,

1. Décret 24 de 1622, renouvelant les décrets 9 et 10 de 1608 et 18 de 1618 : les péages au trentième doivent demeurer sous l'autorité de la Chambre de Presbourg et les officiers être des régnicoles.

2. Décret 17 de 1630 relatif à l'immunité des Ordres en matière de douanes dans les pays héréditaires.

dictaeque civitates et provinciales ad solutionem Tricesimarum etiam a vinis ipsorum propriis allodialibus e Regno educendis adigantur.

ARTICLE 31

Les Etats et Ordres proposent une commission (composée de magnats) pour contrôler l'emploi des revenus du trentième, des autres contributions et des subsides affectés au ravitaillement des troupes.

31) Pro sexto permansionis medio forent contributiones, in quibus pro sua salute, et permansione imponendis desiderarent Status et Ordines tantam suam ostendere promptitudinem, quantam Sua Majestas, et praesens periculum deposcit, verum quia Regnicolae, et subditi ipsorum quotidianis periculis, et calamitatibus objecti, et impliciti ex partibus quidem confinio proximis a Turcis occiderentur, depraedarentur, abducerentur, et subjugarentur, ex aliis vero mediis Regni partibus, per milites maxime Germanos ruinarentur, prouti superius declaratum est. Inde fit, ut licet maxime cupiant contributionem, tamen modernae necessitati, et periculo parem imponere vix possint. Unde primum et ante omnia non solum de media tricesima ut praemissum est, sed etiam simul ac semel de praeteritis etiam contributionibus, et annonariis subsidiis jam statim sub diaeta sufficientem vellent habere rationem, et pro exactoribus rationum.

Illustrissimos Dominos Dominum Cancellarium, Dominum Jauriensem Episcopum, Dominum Judicem Curiae Regiae, Dominum Volfgangum Eszterházy, D. Georgium Bossanyi, D. Petrum Kaldy, D. Joannem Zsigray, D. Matthiam Szuchay, D. Franciscum Radosits, et Joannem Sterpilium non obstante unius vel alterius absentia denominant, quibus rationibus visis, tum demum sese de eadem contributione ulterius resolvent.

ARTICLE 32

Quelques personnes d'importance ont empêché le bon fonctionnement des tribunaux et se sont opposées aux exécutions judiciaires. Les Etats et Ordres se réservent la faculté de rénover les décrets de la Diète précédente.

32) Septimum permansionis medium non solum durante bello, sed multo magis tempore pacis usurpandum ponerent ipsam justitiam, et continuam justitiae administrationem, quam quia nonnulli contumaces praesertim potentiores impedirent, Judicibus Regni ordinariis, et eorum Vice gerentibus et Prothonotariis se se opponerent, executiones judiciarias turbarent, bona judicialiter decreta reoccuparent, Judices ob Justitiam, et Judiciariam executionem parti lesae de ipsis impensam diffamarent, et contumeliis, aliisque evidentibus dehonestationibus perstringerent : aequum censerent Regnicolae ut tales et similes frictionibus et severioribus aliquibus legibus jam statuendis a temerariis hujus modi ansibus etiam praeteritis post Diaetam anni 1659 commissis, et in futurum committendis coerceantur. Hoc loci pro communi justitia inter se administranda

Status et Ordines reservarent sibi, alios etiam priores articulos circa justitiam renovandi, vel declarandi facultatem.

ARTICLE 33

La responsabilité des exécutions judiciaires en cas de difficulté majeure est confiée au palatin en Haute-Hongrie et au ban en Slavonie.

33) Ad coercendam talium violentorum licentiam, qui in causis, et sententiis universa juridica remedia de lege regni praecludentibus bona per Justitiarios Comitatus, et Regni declaratione, ut bona hujus modi in Causis talibus, et Sententiis universa juridica Remedia de lege Regni praecludentibus post executionem Comitum vel Vice Comitum Protonotariorum, ac Regiorum, et Capitularium, vel Conventualium hominum statim vel post aliquam moram per quoscunque hactenus reoccupare, et in posterum etiam reoccupanda una cum refusione fructuum interea perceptorum, et damnorum exinde subsecutorum compensatione ad mandata Suae Majestatis vel cujuscunque Judicis ordinarii comporta solummodo talis adjudicationis, et executionis, ac reoccupationis veritate cunctis juridicis remediis sepositis per Dominos Comites vel Vice Comites etiam cum Gentibus Comitatus ad id libere assummendis, sub amissione stiporum, ipsis vel non sufficientibus vel nolentibus tandem ad simplicem duntaxat laesae partis instantiam penes litteras adjudicatorias superinde latas, et executionales exinde subsecutas, et producendas per Dominum Comitem Palatinum in superiori Hungaria ad demandationem Domini Comitis Palatini etiam per Dominum earum partium Generalem, in Sclavonia vel per Dominum Comitem Banum statim et eo facto illis, quibus adjudicata, et executa hactenus fuissent, vel in posterum fuerint universis itidem juridicis remediis amputatis restitui possint, ac debeant, nullis in contrarium mandatis, sed nec annalibus obstare valentibus. Et insuper talis pars Laesa, ex parte hujusmodi reoccupatorum in Comitatibus penam duplicatam vigore articulorum brevis processus super occupationibus, et violentiis editorum aquirendi habeat facultatem. Et vice versa Reoccupator hujusmodi extra Dominium bonorum reoccupatorum vel per viam appellationis, vel aliis legitimis suis modis jus suum reformare et prosequi poterit. Pari brevi via executiones talium causarum, et sententiarum pia juridica remedia de lege Regni praecludentium hactenus impeditae vel turbatae, et in posterum impedienda vel turbandae effectui mancipari possint. Idem censent Regnicolae etiam de executionibus definitivarum sedis spiritualis sententiarum turbatis vel turbandis intelligendum et observandum.

ARTICLE 34

Que le général de la Frontière de Györ ne commette pas d'ingérence dans la juridiction de la Frontière de Györ.

34) Et quoniam cum manifesta laesione communis Justitiae intelligunt Status et Ordines quod Dominus Generalis Jauriensis, in Jaurinensi

oppido simul et praesidio loco nimirum Drich illius Comitatus ordinato, et plusquam memoria hujus observato libere exercitium juris gladii eidem Comitatui oppido, aliisque superinde privilegiatis interdixerit ; supplicant proinde Status et Ordines humillime Suae Majestati Sacratissimae dignetur Sua Majestas per benigna, ferias sua mandata ad dictum Dominum Generalem stante adhuc Diaeta dirigenda benigne demandare, ne ipse Dominus Generalis contra mentem Art. 7. 1655[1] aliorumque tum ibidem, tum alibi citatorum in juridictionem dicti Comitatus aliorumque Jus Gladii habentium se se ingerat, sed potius eundem Comitatum, et alios ibidem Jus Gladii habentes in libero ejusdem juris gladii non relinquat.

ARTICLE 35

Les Etats et Ordres autorisent le tribunal à procéder à un nouveau jugement au cas où une des parties a été condamnée par défaut.

35) Illud etiam in administratione Justitiae admittenda censerent Status et Ordines ut Partes. in Causis articularibus hactenus per non venientiam duntaxat convictae executis prius exequendi extra dominium bonorum executorum novo judicio cum gratia uti prossint, ac valeant, demtis in illis causis, in quibus Partes per aliquod compromissum vel contractum via juridica remedia sibi praeclusissent.

ARTICLE 36

Comme les sessions des tribunaux royaux sont moins fréquentes, les tribunaux de comitat peuvent connaître d'affaires montant jusqu'à 1 200 florins.

36) Et quando quidem ob rariorem Octavalium Judiciorum celebrationem sediis Comitatuum Art. 41. 1659[2] liquidorum debitorum adjudicandorum facultas usque ad summam florenorum 1 200 extensa est, congruum proinde judicant Status et Ordines ut in rebus etiam mobilibus in Art. 125. 1647 declaratis pro parte legitimorum successorum vel aquisitorum adjudicandis usque a similem 1 200 florenorum summam Sedriae Comitatuum liberam procedendi facultatem habeant, salva in unica extra Dominium appellatione, pro partibus permanent.

ARTICLE 37

De la compétence du magistrat des villes minières dans les affaires correctionnelles.

1. Décret 7 de 1655 : les nobles qui sont soldats sur les confins sont soumis à la législation militaire dans les affaires militaires, mais dans les affaires civiles ils dépendent toujours des juges du comitat.
2. Décret 41 de 1659 : que les tribunaux royaux soient réunis régulièrement conformément aux décrets.

37) Justum similiter censent Status et Ordines ut Art. 60. 1618 et alii occasione violentiarum conditi ad liberas, et montanas etiam Civitates extensi renoventur, ac de privatis personis civilibus violentiam patrantibus per judicem et Senatum Civitatis juxta modum et formam Art. 29. 1609 parti laesae judicium impendi debeat.

ARTICLE 38

De l'extension aux villes minières du décret de 1622 concernant les paysans fugitifs.

38) Articulos etiam de repetitione fugitivorum Colonorum, et Servitorum conditos praesertim vero Art. 28. 1622[1] aliosque ibidem citatos, et postmodum superinde sancitos ad liberas similiter Civitates etiam montanas extendi Regnicolae cupiunt.

ARTICLE 39

De la question des créanciers hongrois à l'étranger et des créances étrangères en Hongrie.

39) Graviter circa justitiam in eo quoque Status et Ordines percipiunt, quod nonnulli Provincialium, et provinciarum vicinarum Incolae debita indigenarum istius Regni inter ipsosmet indigenas contracta a nonnullis Indigenis utcunque compararent, vel levi pretio coemerent, taliaque et alia propria debita a Regnicolis brevi facilique via ad mandatum Suae Majestatis vel cujuscunque judiciis ordinarii coram uno magistro Prothonotario strictissime in Regno acquirerent. Regnicolae vero in legitimis suis debitis in foro vicinarum provinciarum acquirendis non solum longiorem processum, seu mandatorum etiam moratoriorum dilationes tolerari coguntur. Imo nonnulli Regnicolae pro debitis quibuscunque neglecta prima ipsorum instantia ad forum externum extra Regnum trahantur, et aggraventur. Quare dignum censent Regnicolae, ut illi Provinciales, vel Provinciarum Incolae, qui Regnicolas ad forum externum occasione talium debitorum tradissent, ad primam Regnicolarum instantiam in hoc Regno, et coram indicibus Regni prosequendam relegentur, ac relegati sint eo facto, si quis vero extraneus debitum alicujus emisset indigenae, vel emerit, talis eo facto tam intra, quam extra Regnum in acquisitione hujusmodi debiti pro incompetente habeatur, imo debitum illud amittat ; pro debitis vero Regnicolarum propriis in haereditariis Provinciis haerentibus demisse instant Status et Ordines ut Sua Majestas Sacratissima talia debita, quale esset certum debitum. Capituli Strigoniensis et aliud certum debitum Capituli Jauriensis utrum Viennae initum, pariter etiam debitum Dominorum Comitum Nicolai, et Joannis Draskovitz, et Capituli Zagrabiensis, item Egregiorum Andreae, et

1. Les décrets antérieurs, relatifs à la restitution des paysans, sont renouvelés par le décret 28 de 1622.

Melchioris Kerekes, Haeredumque Egregii condam Georgii Szeczer in domo provinciali inferioris Austriae haerens ac nobilis Dominae Catharinae Körtvélyessy primum quidem Pauli Veskovits jam vero Stephani Radvany Egregiorum Prothonotariorum apud Supremum Magistrum Postarum Viennensem existens, et aliorum in Art. 39. 1655/Art. 82. 1659 specificatorum, sepositis mandatis moratoriis, aliisque executionum procrastinationibus per debitorem exolvi, medio vero executionis tempore tam de neglecto, quam ex post accrescere valente interesse juxta contenta obligatoriarum ipsis creditoribus satisfieri clementer demandare dignetur alioquin liceat Regnicolis vigore mandatorum per Dominum Comitem Palatinum extradandorum sibi satisfactionem impendere.

ARTICLE 40

Des sanctions à prendre contre les officiers de la Frontière possessionnés dans le comitat.

40) Pro meliori Regnicolarum, et subditorum eorundem quiete et tranquillitate Status et Ordines renovandos censent Art. 15. 1617, 19. 20 anni 1659[1] eosdemque ad quosvis contra superiorum confiniorum Officiales extendi cupiunt cum ex declaratione, ut officiales hujusmodi pro excessibus ibidem delaratis a tempore conditorum illorum Articulorum in quocumque Comitatu patratis, et in futurum patrandis in quovis illo Comitatu, in quo possessionati sunt jure conveniri, ac in poena praecitatis in articulis declarata, in una quidem parte actori in altera judicibus causae, in tertia vero necessitatibus Comitatus cedenda, et applicanda convinci possint.

ARTICLE 41

Des litiges relatifs aux rectifications de frontière. Les Etats et Ordres nomment quatre commissions, respectivement pour la Basse-Autriche, la Styrie, la Silésie et la Moravie.

41) Ac tametsi in facto metarum Regni cum vicinis Provinciis rectificandarum diversa fuissent per Regnicolas conclusae, ac per Sua etiam Regias Majestates admissae, et confirmatae Constitutiones plerasque nunc ipsarum necdum effectuatae essent ; necessarium proinde censerent Status et Ordines ut constitutiones hujusmodi, praesertim vero Art. 66, 1659 et Art. 30. 1655 iterato renoventur, debitaeque executioni demandentur. Et cum Excellentissimo Domino Comiti Regni Palatino provisio Regni, Limitumque ejusdem Conservatio, avulsorumque recuperatio post Suam Majestatem Sacratissimam plurimum competeret, et

1. Décret 19 de 1659 : l'hébergement des prisonniers de guerre chez les paysans est interdit aux soldats de la frontière ; décret 20 : peines prévues à l'égard des contrevenants.

alioquin idem Dominus Comes Palatinus, Causam illam metalem, quae inter Dominium ejusdem Sztrecsen, et universos Possesores Arcis Budetin controversebatur juxta Art. 64. 1659[1] accedente quoque partium compromisso cum exclusione universorum juridicorum remediorum celebrato finaliter, ac peremptorie continuisset, legitimaque ejusdem obtentio — nunquam amplius per quaecumque resuscitanda per Status, et Ordines etiam jam rectificaretur, et confirmaretur, exindeque idem Dominus Comes Palatinus ad metalem controversiam cum Ducatu Silesiae vingente interesse haberet, idcirco Regnicolae annotatam metarum Regni rectificationem versus metas Silesiae prosequendam, et promovendam eidem Domino Comiti Palatino specialiter deferunt; quia vero Commissarii ex parte Regni ad rectificationem ipsarum metarum in citato Art. 66 anni 1659 praefixus jamdudum effluxisset : idcirco Status et Ordines pro memoratis rectificationibus metarum complanandis versus Austriam Reverendissimum Dominum Georgium Szécsény, Episcopum Jaurinensem, illustrissimum Dominum Comitem Nicolaum Draskovits, Spectabilem item et Magnificum Dominum, Stephanum Zichy Camerae Hungaricae Praefectum ; admodum Reverendissimum Dominum Paulum Méhes Praepositum Ecclesiae Quinque Ecclesiensis, Generosos item et Egregios Stephanum Morotz de Bekesalva Vice Judicem Curiae Regiae, et Balthasarem Egreschy, ac Melchiorem Kerckes juratos Tabulae Regiae assessores.

Deinde versus Styriam Reverendissimum Dominum Stephanum Sennyci Episcopum Veszprimiensem, Illustrissimos Comites Franciscum Nádasdy Judicem Curiae Regiae, et Dominum Georgium Comitem seniorem Erdödy Supremum ac perpetuum Comitatus Varasdiensis Comitem, et Comitem Paulum Eszterháazy ; admodum Reverendissimum Dominum Georgium Berdoczy Praepositum de Felsö Eörs, Generosos item ac Egregios Stephanum Rabbi Prothonotarium Personalis Praes : ac Petrum Káaldÿ de Felsö Kád Vice Comitem Comitatus Castriferrei, et Franciscum Balogh.

Porro versus Sylesiam Reverendissimum Dominum Franciscum Szentgyörgyi Episcopum Vaciensem, eodem vero legitime impedito Reverendissimum Dominum Franciscum Szegedy Episcopum Transilvaniae ; illustrissimum Dominum Comitem Adamum Forgách Partium Regni cis Danubiarum Generalem ; Magnificum item Dominum Georgium Berényi Tabulae Regiae. Baronem, et admodum Reverendissimum Dominum Stephanum Barthók abbatem Bécs Váradiensem ; Generosos item ac Egregios Franciscum Nagy de Lessenye Protonotarium Palatinalem ; et Gasparem Hölgÿ, ac Michaelem Révay jur : Tab. Regiae. assessores, et Vice Comitem Comitatus Trenchiniensis pro tempore constitutum, ac Joannem Horvath Simoncsics.

Versus Moraviam porro Illustrissimum ac Reverendissimum Dominum Georgium Szelepcsényi Archi-Episcopum Colocensem, Episcopum Nitriensem, et Comitatus Nitriensis Supremum Comitem, ac Sacratissimae Caeserae Regiaeque. Majestatis per Hungariam Aulae Cancel-

1. Décret 64 de 1659 : que le litige entre les domaines de Sztreczen et de Budetin soit réglé conformément au décret 20 de 1635.

larium Illustrissimum Dominum Comitem Nicolaum Pálffy Comitatus Posoniensis Supremum Comitem; Spectabilem item ac Magnificum Dominum Comitem Volgangum Esterházy ; admodum Reverendissimum Dominum Baársony Praepositum S. Georgii de Viridi Campo ; Generosos item Dominos Ladislaum Keresztury de Kis Keresztur Vice Palatinum, et Vice Comitem Comitatus Nitriensis Andream Kisfaludi, et Nicolaum Dvornikovits Jur. Tabulae Regiae Assessorem, et Emericum Modsesányi pro Commissariis Regni denominant, et Suae Majestati demisses supplicant Status et Ordines ut juxta citatos articulos jam antea benigne admissos praecitati Regni Commissarii una cum Commissariis ex parte dictarum vicinarum Provinciarum per Suam Majestatem jam sub Diaeta denominandis circa Austriam quidem pro festo Nativitatis Sancti Joannis Baptistae ; circa Sylesiam vero pro festo S. Stephani Regis, circa Moraviam porro pro festo nativitatis Beatae Virginis Mariae, ac tandem circa Styriam pro festo dedicationis Beati Michaelis Archangeli proxime sequente anno affuturo non obstant unius vel alterius Consiliarii per Dominum Palatinum substituendi absentia vel morte ad facies ejusdem metarum in citatis articulis declaratarum et controversarum accedere ibidemque universas declaratas metales controversias juxta modum et ordinem, conditionesque in citatis Articulis 66. 1659 et Articulo 30. 1655 uberius declaratas finaliter complanare, et effectuare possint, ac valeant.

ARTICLE 42

Nomination d'une commission pour la révision des frontières entre le royaume de Croatie-Slavonie et la Carniole.

42) De metis porro Regni Croatiae, et Sclavoniae cum vicinis Provinciis potissimum vero cum Dicta Provincia Carniolae usque ad mare Adriaticum rectificandis Status et Ordines citatum art. 30. 1635 similiter renovari, modisque et conditionibus in citato art. 90. 1655 et 1659 declaratis, pro festo Beati Bartholomei Apostoli in anno sequenti affuturo effectuari demisse expetunt, et ad effectuationem ipsorum articulorum ex parte Regni Reverendissimum Dominum Episcopum Zagrabiensem, eodem vero legitime impedito vel excusato Generalem vel Vice Generalem ordinis Beati Pauli primi Eremitae pro tempore constitutum Dominum Vice Banum, et Magistrum Protonotarium illius Regni, ac unum vel duos ex Capitulo Ecclesiae Csasnensis, et Generosum Dominum Nicolaum Patacsics Vice Comitem Comitatus Varasdinensis pro Commissariis denominant, et per Suam Majestatem certos similiter Commissarios ex sua, et dictarum Provinciarum parte jam denominare cupiunt, salva in locum absentium vel impeditorum Regni Commissariorum pro Domino Bano substinendi facultate. Hoc etiam declarato, quod medio ejusdem Commissionis, vel alia compendiosiori via Dominia et bona, si quae extraneis intra metas, et territoria illius Regni oppignorata essent, deposita possessoribus eorundem sua inscriptionis summa, per quos vis indigenas, et praesertim successionem in talibus bonis habentes sine ulteriori Litis strepitu reoccupare valeant, atque possint.

ARTICLE 43

Des domaines autrichiens situés dans le comitat de Sopron et réincorporés au royaume.

43) Informantur etiam per Comitatum Soproniensem Status et Ordines Regni Inclytos Status Austriacos penes commissionem vigore art. 84 anni 1659 instituendam certas Possessiones utpote Sztocsins, Vimpasz, et Magyar Podány alias in eodem Comitatu Soproniensi habitas, et Regno reincorporatas, ad arcem Szanikeö pertinentes in dubium trahere velle, ejusque esse intentionis esse, quod eaedem Possessiones non ad Regnum Hungariae, sed Austriam spectarent ; cum autem eaedem tres Possessiones vigore diplomatis Regii juxta articulum 71 anni 1647, et articuli 26 anni 1649 mediante Commissione superinde instituta Regno incorporatae essent, oneraque Regni, et Comitatus ab illo tempore reincorporationis ferrent, proinde ad tollendam hanc dubietatem, et quaestionem demisse cessent Status et Ordines declarat oportere easdem Possessiones Stroczin, Vimpasz et Magyar Podány in Comitatu Soproniensi habitas omnino in Regno existere, neque instituendam commissionem vigore praecitati articuli 84 de iisdem Bonis, sed de aliis in Austria habitis intelligi debere.

ARTICLE 44

De l'indemnisation des nobles habitant Komorn, dont la maison a été détruite à des fins militaires.

44) Quoniam vero complures fundi domorum civilium et curiarum nobilitarium Comaroniensium ad fortificationem novae arcis ibidem erectae destructarum ab Incolis ejusdem loci adempti sint ; eisdemque refundi debeant, Status proinde ac Ordines art. 35 1655 et Art. 81 1659 superinde conditos renovari cupiunt, instantque demisse, ut finita praesenti Diaeta per Reverendissimum Dominum Stephanum de Szennyei Episcopum Veszprimiensem, Illustrissimum Dominum Comitem Franciscum de Nadasd Judicem Curiae Regis, Generosos item ac Egregios Stephanum Rabby Protonotarium Personalis Praes : Regiae et Petrum Káldy Vice Comitem Comitatus Castriferrei veluti deputatos ad id commissarios non obstante unius vel alterius absentia aequivalentes fundi, civiles quidem sub eadem conditione, nobilitares vero sub eadem nobilitari Praerogativa illis, a quibus tales fundi adempti sunt, sine procrastinationibus demonstrentur, ac resignentur, ac tandem pretium etiam destructarum domorum civilium et nobilitarium per Inclytam Cameram persolvatur.

ARTICLE 45

De l'exportation des vins et de leur transit en Bohême, Moravie, Autriche, Styrie. La commission n'a obtenu aucun résultat, de sorte que les Etats et Ordres proposent, par représailles, d'empêcher que les seigneurs autrichiens

ou bohêmes possessionnés en Hongrie puissent sortir du royaume les vins qu'ils y ont produits.

45) Demissa item memoria recolunt Status et Ordines benignam Suae Majestatis oblationes quam et reliqui Hungari in iisdem Provinciis qualiter cumque residentes aut quam ipsis ad Gravamina illorum super inductione vivorum in dicto anno 1659 humillime porrecta in 90 clementer elargiri dignata fuit : quod nimirum de vinorum hungaricorum tam eis quam ultra Danubialium in Bohemiam, Austriam, Moraviam, Styriamque eductione, et traductione cum Statibus earumdem Provinciarum in proxima Diaeta Austriaca, attunc intra paucos menses celebranda benigne tractare, operamque suam in gratificando hac in parte Statibus, et Ordinibus Regni Hungariae gratiose impensura esset. Dua in materia cum Regnicolae a Statibus earundem Provinciarum nullam hactenus satisfactionem experti fuissent quin imo tam Cancellaria Suae Majestatis Austriaca Aulica ex benigna Suae Majestatis commissione interdum Viennae constituti, in inductione vinorum pro suo ceteri etiam Regnicolae filiorum suorum ibidem studiis operam navantium non, et necessitate fieri debita plurimas difficultates ab Incolis, et magistratibus locorum antelatarum Provinciarum perpeti debuerint : Idcirco Majestati Suae Sacratissimae tanquam Domino ipsorum naturaliter clementissimo, et Patri benignissimo humillime supplicant Status et Ordines dignetur ipsorum hac in parte tam tempore felicis Suae Majestatis Gubernii tam vero in praeteritis Diaetis factarum instantiarum, ac suae quoque benignae oblationis clementem rationem habere, nec minus illud quoque paterne considerare, quod iidem Status et Ordines Regni promissarum Provinciarum vina, et alias res vendibiles pro conservando bonae vicinitatis studis in hoc Regnum alioquin libere, non sine ingenti suo incommodo invehi et induci admiserint. Ex his igitur nationibus praemissorum vinorum tam cis, quam ultra danubianorum in antelatas suas haereditarias Provincias non modo pro Cancellariae Hungaricae, et reliquorum Hungarorum in iisdem Provinciis qualitercunque residentium, aut ex suae Majestatis mandato, ac aliter quoque morari debentium et filiorum, ac cognatorum eorundem ibidem in studiis constitutorum usu, verum etiam ad divendenda eadem fiendam inductionem, et traductionem juxta postulationes Statuum et Ordines Regni hactenus factas per incolas annotatarum Provinciarum mediantibus specialibus suis, iisque efficacissimis stante adhuc praesenti Diaeta extradandis Decretis circa omnem ulteriorem hactenus, quae cum maxima Regnicolarum injuria consuetam officialium vexationem admitti mandare clementer dignetur, alioquin liceat Regnicolis vina praemissorum Provincialium in Hungaria procreata intra Regnum per ipso distrahenda detinere.

ARTICLE 46

De la liberté de navigation sur le fleuve Hron, menacée par les officiers de la Chambre de Neusohl.

46) Refertae sane sunt singularum pene Diaetarum constitutione Statutis Regni contra officiales Suae Majestatis minerales et Praefectos

Camerarum montanarum, urburarios item lignicidas, et fodinarum cultores conditis, quibus manifeste, strictissimeque praecipitur, ne iidem officiales Regnicolas in vasorum cupreorum utensilium, aliarum rerum aerearum justo praetio sicut et lignorum, tignorum, trabium, asserum, et aliorum idgenus necessariorum comparandorum secundo fluvio Grano fienda directione contra libertates eorundem impedire praesumant, contravenientes autem ob ejusmodi excessus legibus Regni, et judicatui Comitatuum subesse debeant, tantum in abest, ut iidem constitutionibus Regni sese accomodare, debitumque morem gerere studeant, sed vero ulterius etiam Regnicolis, et signanter Nobilitati Comitatus Zoliensis novas, et novas violentias inferre, ac in trajectu novizoliensi praemissarum rerum lignearum coemtarum confiscationibus, arrestationibus, aliisque injuriarum generibus molesti esse minime pensi ducant. — Ad quae via tanto ausu perpetranda illa potissimum animantur ratione, quod ipsi officiales, ac minerarii nulla stabilia bona (ex quibus pro convictione ipsorum aliqua satisfactio laesis impendi prossit) sub juridictione immediata judicum Comitatus habeant ut igitur tandem aliquando praefatis Regnicolis benignas Majestatis Suae aures tot quaerelis onerandi ansa tollatur ipsisque in pristinae libertatis ipsorum Statum hac etiam in parte restitutis citra molestiam vivere concedatur, demisse censerent Art. 33. 1659 ad Officiales quoque minerales in Processibus extendendum. In executionibus porro Sententiarum contra eosdem in Comitatibus ferendari modalitatem Art. 93. 1647 in quantum videlicet bona sua in Comitatibus haberent, observandum esse.

ARTICLE 47

Plainte contre les charbonniers dépendant de la Chambre de Neusohl qui cultivent des terres dans le comitat et refusent de contribuer.

47) Accidit ad Gravamina Regnicolarum hac in parte declarata, quod lignicides, carbonarii et metallicides in territoriis Regnicolarum residentes et sub juridictione Camerae novi zoliensis constituti in praejudicium Regnicolarum succisis Sylvis terros arabiles, et prata excolentes exindeque sat uberes fructus percipientes, cum alioquin pro laboribus eorum a Camera Suae Majestatis Novizoliensi salarium habeant pro publicis Regni necessitatibus in medium Comitatus contribuere recusant, ac tanto minus praefatis Regnicolis pro recognitione terragii aliquid pendere volunt, pro impendenda itaque Regnicolis hac quoque in parte aliqua satisfactione, censerent Regnicolae eosdem lignicidas, carbonarios, et metallicidas ab usu et tensione praemissarum terrarum et pratorum (nisi cum Dominio territoriorum de condigno censu pacisci voluerint(prohibendos esse ; ejusmodi vero terras, et prata per Dominos territoriorum de plano et simplici pro sua propria duntaxat authoritate occupari posse.

ARTICLE 48

Le préfet de la Chambre de Neusohl, Georges Schultz, a troublé l'assemblée du comitat de Zolyom, qui s'était réunie à Neusohl, bafouant l'autorité de l'Etat hongrois. Qu'il soit déplacé.

48) **Illud quoque** cum admiratione intelligunt Status et Ordines quod Satrapae Camerae Novisoliensis ex commissione Praefecti ejusdem Camerae nomine Georgii Schultz sub praesenti Regni Diaeta tempore congregationis Comitatus Zoliensis in civitate Novisoliensi celebratae Satrapas ejusdem Comitatus ibidem pacifice constitutos violenter invasissent, lethaliter sanciassent, et cruentassent, armisque spoliassent. Super quo praemissorum hajdonum excessu praefatus ejusdem Camerae Profectus informatus, et per Comitatum pro incaptivandis iisdem, similibusque excessibus praecavendis legitime requisitus tantum abest ut sese desuper vel honorifice resolvisset, quin potius despectuose respondisset, se authoritatem Comitatus nihil curare, neque Dominum Supremum Comitem, aut Excellentissimum Dominum Comitem Regni Palatinum in ipsum quidpiam authoritatis habere. Ex quo dicti Praefecti Camerae Novisoliensis praesumtuoso sensu nihil aliud conjicere licet, quam ulterius etiam ipsos Cameraticos leges Patriae, authoritatem tam superiorum, quam pedaneorum judicum vilipendere intendere. Ut itaque ejusmodi ipsorum temerati obviam eatur, et quo iteratae Regni constitutiones ab ejusmodi excessibus cavendis, et ad observationem legum Regni inducere nequirent, eos statuta in personas ipsorum exempla ad parendum compellant, memoratum Praefectum Camerae Novisoliensis ab officio amoveri demisse postulant.

ARTICLE 49

De la succession du magnat André Szumyogh, détournée par le magnat Valentin Balassa.

49) **Ex quaerulosa instantia orphanorum** magnifici quondam Andreae Szumyogh informantur Status et Ordines quod Magnificus Dominus Valentinus Balassa de Gyarmath certas litteras, et litteralia instrumenta arcem, et bona eorundem orphanorum Budatÿn concernentia ad manus suas utcumque deventa ipsis orphanis nec ad judiciariam quidem requisitionem restituendo, in Conventu B.M. Virginis de Thurócz transummi fecisset, et facto cum Fisco Suae Majestatis correspondentia easdem litteras, et litteralia instrumenta dicto fisco tradere, et assignare intenderet, vel forte jam tradidisset. Ut igitur iisdem orphanis de securitate provideatur, aequum existimant Status et Ordines ne eidem Domino Valentino Balassa ejusmodi intentionis suae finem consequi liceat ; ac si idem alterius quoque in eo persistere attentaret, in poena amissionis universorum bonorum suorum mobilium et immobilium in portionem suam cedentium medio unius Magistri Prothonotarii abscissis omnibus juridicis remediis admissa unica duntaxat extra Dominium appellatione exequendorum, ac ipsis orphanis assignandorum convincatur ; ipsae vero litterae fisco Suae Majestatis contra ipsos orphanos, aut reliquos sexus masculini familiae Szúnyogh lines eorundem haeredes tam intra, quam extra judicium nullomodo suffragari queant. Et quia idem Dominus Valentinus Balassa asserent, se et litteris orphanorum praefatorum nonnullas Magnifico Domino Nicolao Tökölÿ assignasse, idem quoque Dominus Nicolaus Tökölÿ ad talium litterarum ipsis orphanis sub jura-

mento fiendam restitutionem compellatur, alioquin idem Dominus Tökölÿ similem penam incurrat.

ARTICLE 50

De l'occupation illégitime de certains domaines.

50) Ad tollendus porro illegitimas occupationes bonorum quorum cumque : quas passim citra dilationem restitui mandare dignetur in Regno ex praetextu defectus seminis, vero aliter qualitercumque per Suae Majestatis Fiscum facta esse intelligunt Status et Ordines statuendam judicant, ne idem in posterum ejusmodi occupationes extra viam Juris patrare praesumunt, occupata vero ab ultima Regni Diaeta, in prioribus Suis Dominus, Sua Majestas circa dilationem restitui mandare dignetur, humillime supplicant, Fiscus autem Suae Majestatis jus suum in talibus bonis extra Dominium instituto juxta leges Regni Processu jure requirere debeat.

ARTICLE 51

De l'exécution unique de plusieurs jugements.

51) Porro Art. 43 anni 1659 ad tollendam nonnullorum causantium dubietatem ita intelligendum existimant Regnicolae, quod qui penam 500 florenorum in eodem specificatam acquirere vellent, tales post singulas admonitiones novos in Comitatibus processus instituere debeant, neque pro ternis, quaternis vel pluribus admonitionibus imo duntaxat Processu terminatis plures 500 florenorum penas, sed ex uno Processu unicam duntaxat talem penam a detentoribus litterarum acquirere valeant.

ARTICLE 52

Plainte contre le comte Balthazar Conrad Stahrenberg qui a occupé le domaine de Lova (Basse-Autriche) appartenant aux héritiers du magnat Alexandre Bakáco.

52) Plurimum Praejudicii fieri Regnicolis in eo advertunt Status et Ordines quod bona eorum in haereditariis Suae Majestatis Provinciis habita, et optimo jure possessa per Incolas earum Provinciarum pro lubitu ipsorum aestimentur, et de manibus legitimorum possessorum citra omnem viam juris auferantur, uti id ipsum superioribus temporibus contra orphanos Magnifici condam Alexandri Bakáco per Illustrissimum Dominum Comitem Conradum Balthazarem a Stahrenberg factum esse intelligunt, qui Possessionem eorundem Lova alias Lacz in Archiducatu inferioris Austriae situatam attunc quidem prae manibus Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Georgii Szelepcsényi Archiepiscopi Colocensis, et Cancellarii Suae Majestatis Hungarici Aulici jure pignoris in certa summa existentem, ipsos vero orphanos haereditarie concernentem ad 6 000 duntaxat florenorum cum alioquin per antecessores eorundem

orphanorum pro longe majori summa eadem Possessio comparata fuerit aestimari faciendo, occupasset taliterque occupatam sine omni pecuniae depositione possideret etiam de praesenti. Supplicant igitur Suae Majestati Sacratissimae Status et Ordines humillime ut ad colenda bonae vicinitatis jura ejusmodi injurias ipsis in haereditariis suis Provinciis fieri prohibeat, et cum eorundem orphanorum praedecessores de Augustissima Domo Austriaca optime meriti fuerint, iisdem orphanis memoratam possessionem una cum fructibus medio tempore perceptis stante adhuc praesentis Diaeta restitui mandare dignetur.

ARTICLE 53

Les Etats et Ordres demandent que les biens des régnicoles condamnés par une juridiction étrangère ne puissent être confisqués par le fiscal et que les biens de Ladislas Lisztius, condamné à mort à Vienne, soient restitués à ses héritiers légitimes.

53) Ut porro Libertas Regnicolarum inviolata manere queat, supplicant Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae ne regnicolarum possessionatorum cujuscunque conditionis sint, extra Regnum in gravibus delictis, alias amissionem capitis inferentibus deprehensorum, ac per magistratus vicinarum Provinciarum sententionatorum bona in hoc regno habita sub praetextu notae infidelitatis per Fiscum Suae Majestatis occupentur. Et quia Comes quondam Ladislaus Lisztius in certo delicto superioribus temporibus in Archiducatu Austriae deprehensus, ac Viennae judicatus, et capitaliter sentionatus fuisset, cujus sententia executioni demandata Fiscus Suae Majestatis bona ejusdem in Hungria habita signanter autem Köpcsényiensia sub praetextu notae infidelitatis quam extranei judices pronunciare nequivissent, citra omne jus et aequum in praejudicium legitimorum successorum occupasset, et apprehendisset, quod contra manifesta jura, et libertates Regni idem fiscus neutiquam facere potuisset. Idcirco Suae Majestatis Sacratissimae demisse supplicant Status et Ordines quatenus praememorata bona ita illegitime occupata per antelatum fiscum Magnifico Joanni Lisztius juniori veluti legitimo eorundem bonorum successori stante Diaeta restitui mandare dignetur, praetentiones autem generosae, ac Magnificae Dominae Susannae Gyullafy praefati Ladislai Lisztino Genitricis ad eadem bona habitas Dominus Comes Regni Palatinus jure extraordinario peremptorie revideat.

ARTICLE 54

De la perception de la contribution militaire. Les retardataires sont invités à s'acquitter avant un an auprès de Gabriel Palugyai, le nouveau receveur de la Chambre hongroise.

54) Quoniam vero intelligunt Status et Ordines subsidium militare pecuniarium supra declaratum in art. 8 anni 1659[1] oblatum per Comitatus

1. Décret 8 de 1659 : au lieu d'une contribution foncière, les Etats et Ordres offrent un certain nombre de soldats pendant deux ans.

difficulter admodum administrari, imo per complures Regnicolas administratum non esse, statuendum itaque existimant Status et Ordines ut annotatum subsidium in quantum quidem a Dominis terrestribus, et eorum Portis per officiales Comitatuum exactum apud ipsos officiales Comitatuum haereret, statim soluta praesenti Diaeta in quantum vero ad portas esse comperiretur, intra unius anni spatium sub poena in art 23. 1647 specificata manibus magnifici Domini Stephani Szicsi administrari debeant et quia Egregius Dominus Cartinger officium perceptoratus Camerae Hungaricae resignasset, ac in locum ejusdem Egregius Dominus Gabriel Palugyai suscepisset, idcirco idem subsidium restans dictus Gabriel Palugyai juxta continentia praecitati articuli cum dicto Domino Stephano Szicsi in posterum percipiat in usus supra specificatos erogandum. Demum ad tollendam nonnullorum ambiguitatem declarant Status et Ordines decem florenos in praenotato articulo 8 anni 1659 expressas non pro utroque anno, verum pro singulis intelligi debere, praenotatumque subsidium ab una porta biennio 20 florenos constituere.

ARTICLE 55

Les Etats et Ordres de Croatie et Slavonie ont décidé de voter la levée en masse : pour deux portes un cavalier aux frais du seigneur et un fantassin aux frais de ses paysans et tous les nobles possessionnés doivent paraître en personne à l'armée.

55) Et ne Status quoque et Ordines Regnorum Croatiae et Sclavoniae defensioni Patriae defuisse videantur, ipsi quoque in facto exercitationis referunt se Art. 4 constitutionum Regni Sclavoniae in generali decreto contentorum, et ad Art. 85. 1659 cum ea in declaratione, quod pro prima quidem vice et necessitate a singulis duobus portis Equitem unum Domini terrestres ex parte sua unum vero peditem ex parte subditorum suorum in castra submittere, et ipsimet etiam Regnicolae possessionati personaliter insurgere, illi vero qui senio vel infirmitate, aut servitiis Suae Majestatis Regni, vel Dominorum suorum legitime impediti essent, loco singularum personarum suarum singulos equites expedire, unius etiam sessionis nobiles a singulis domibus viritim insurgere, et Civitates quoque liberae modo ibidem denotato concurrere, postmodum vero visa majori vel extrema hostilitate in necessitatibus ibidem expressis amplioribus etiam copiis modo ibidem denotato intra ambitum illius Regni militare debeant, ac teneantur. Et insuper Status et Ordines illius Regni ex Constitutionibus in medio sui imponendis, et ex media tricesima ibidem continuanda juxta Art. 86. 1659 et alios ibidem citatos quingentorum circiter peditum Colapianorum intertentionem, et continuam ipsorum solutionem usque ad feliciora tempora iterata vice offerunt.

ARTICLE 56

Les Etats et Ordres de tout le royaume demandent à Sa Majesté d'incorporer les Valaques et de les placer sous l'autorité des commandants de la Frontière.

56) Universi deinde Status et Ordines demisse supplicant, ut Sua Majestas Sacratissima Articulos 89 anni 1659[1] et alios ibidem citatos de totali Valachorum in confiniis Croaticis, et Sclavonicis existentium ad Regnum et Sacram Regni Coronam incorporatione, et subjectione, Sclavorum et Praedauciorum in iisdem confiniis sub potestate Capitaneorum haerentium, plenaria resignatione, aliorum ibidem declaratorum negotiorum, ac difficultatum complanatione hactenus conditos jam tandem benigne effectuari curare dignetur.

ARTICLE 57

Les régnicoles demandent l'appui du ban contre les Valaques qui ont exercé des violences contre leurs biens dans la région d'Oszeg.

57) Contra Valachos vero in pago Oszeg commorantes diversa furta, latrocinia, praedas, et violentias in fideles Suae Majestatis Status et Ordines, sibi vicinos exercere non desinentes ac in territoria Regnicolarum praesertim vero Capituli Ecclesiae Zagrabiensis violenter irrumpentes, certasque domos ejusdem Capituli devastantes, pro reprimendis ipsorum insultibus, et defendendis dicti Capituli, et Regnicolarum juribus, ac territoriis Illustrissimi Domini Comitis Bani assistentiam eidem Capitulo, et Regnicolis concedi demisse postulant ; salvo nihilominus Art. 94 anni 1659 suis modis postmodum effectuando permanente.

ARTICLE 58

Pour la défense des confins, les Etats et Ordres demandent que les seigneurs soient autorisés à établir des colons dans les villages et domaines abandonnés.

58) Pro uberiori confiniorum defensione, et juris quoque sui conservatione instant Status et Ordines demisse, ut Dominis terrestribus suadente Art. 56 anni 1609 in propriis ipsorum desertis Praediis, fundis et territoriis, in confinio existentibus novas ex indigenis colonias locare sit liberum, ut hoc modo ex iisdem sic locandis incolis sibi quidem moderatam aliquam in signum dominii pensionem, confiniis vero in defensionem eorundem concursum per locandos incolas subministrandum procurare possint, ac valeant.

ARTICLE 59

Bien que la circulation des bestiaux soit autorisée en principe, certains l'ont empêchée sous divers prétextes. Les Etats et Ordres demandent que ce principe soit respecté sur le territoire du royaume.

59) Et licet in art. 101 anni 1659 et aliis ibidem citatis libera boum pulsio toties admissa ut decreta exstitisset, per diversa impedimenta

1. Le décret 31 de 1649 concernant les Valaques et les Esclavons est renouvelé et une commission générale sera réunie à Vienne avant un an.

in libero ejusdem pulsionis exercitio fideles Status et Ordines contra manifestas libertates interturbati essent ; proinde demisse postulant, ut semotis quibusvis difficultatibus per quoscumque Regnicolas exercitium ejusdem pulsionis in propriis Regni limitibus et in propria ipsorum Patria libere insupare possent.

ARTICLE 60

Bien que la monnaie hongroise doive être reçue dans les pays héréditaires, elle s'y trouve en fait dévaluée et les Etats supplient Sa Majesté d'y maintenir son cours par décret.

60) Pro uberiori commodo et utilitate Regni Art. 72 anni 1659 et Art. 20 anni 1608 post Coronationem et art. 80 anni 1655 sancitum exstiterat ut moneta Suae Majestatis Hungarica ubique in vicinis Suae Majestatis Provinciis in valore hic vigente reciperetur, tantum in abest, ut ipsa moneta hungarica in eisdem vicinis provinciis recipiatur, quin potius in quibusdam locis per praecones inhibeatur in praejudicium Suae Majestatis Regiae, ac detrimentum Regnicolarum omnino grave, et manifestum. Supplicant proinde Suae Majestati demisse, ut Sua Majestas per benigna sua decreta stante adhuc Diaeta Provincias expedienda ipsam monetam Hungaricam in eo valore, quo in hoc Regno currit, ubique in vicinis Provinciis recipi curare benigne dignetur.

ARTICLE 61

Plainte contre la « monnaie noire » frappée à Banska Bystrica, où l'argent n'apparaît presque plus.

61) Illud etiam in detrimentum Regni, et Regnicolarum vergeret, quod moneta nova Cremniziensis per modernum Suae Majestatis Camerae Schemniziensis Praesidem, et Camergraphium pauco argento admixto vix non ex solo aere cudatur, et imprimatur, unde attrito, et amisso illo fulgore argenteo, desuper tantum apparente moneta ipsa fere aerea appareat. Dignetur idcirco Sua Majestas eidem Praesidi benigne demandare, ut in fusione, et impressione hujusmodi monetae plus argenti ad ligam in art. 72 anni 1659 adhibeatur ; urburarii quoque in ablatis fodinis, et in priori auri liquefaciendi modo per Praesidem montanarum Camerarum damnificati in integrum restituantur, et in Privilegiis suis conserventur.

ARTICLE 62

Par suite de la vacance des offices de gardien de la Sainte Couronne, Sa Majesté a nommé le comte Nicolas Pálffy ab Erdöd et Etienne Szechy. Les Etats rappellent que l'office de gardien de la Couronne est incompatible avec celui de président de la Chambre hongroise, sans pourtant contester les mérites d'Etienne Szechy.

62) Cum per mortem, ac decessum priorum Sacrae Coronae Custodum officium conservationis ejusdem Coronae vacaverit, ac per Suam Majestatem Illustrissimo Domino Comiti Nicolae Pálffy ab Erdöd, et spectabili, ac magnifico Domino Stephano Szécsy Camerae Hungaricae praefecto usque ad praesentem Diaetam idem officium collatum sit ; idcirco Status et Ordines memoratos Dominos Comitem et Praefectum veluti bene meritas de Regno Personas in eodem officio relinquunt cum ea tum conditione, ne deinceps Praefecti Camerae in tale officium eligi possint, sed potius eligendorum conservatorum modus in posterum observari debeat.

ARTICLE 63

Les Etats et Ordres demandent que l'on refasse le Sceau du royaume.

63) Illud etiam congruum existimarent Status et Ordines ut pro obsignandis litteris nomine totius Regni exarandis sigillum Regni antea quoque usitatum renovetur, ac formetur, ac in media ejusdem sigilli parte insignia Regni Hungariae in reliquis vero circumjacentibus ipsius Sigilli partibus reliquorum Regnorum jam, et antea eidem Regno Hungariae annexorum insignia sculpantur, idemque Sigillum penes Coronam Regni asservetur, a nullo praeter scitum, et necessitatem totius Regni excipiendum vel usurpandum.

ARTICLE 64

De l'exécution du décret 109 de 1659 par le ban de Croatie.

64) Effectuationem art. 109 anni 1659[1] pro parte Illustrissimi Domini Nicolai perpetui a Zrinio Bani in Diaeta proxime praeterita conditi a Sua Majestate Sacratissima benigne impertiendam, et maturandam Status et Ordines Suae Majestati demisse recommandatam esse desiderantes.

ARTICLE 65

Les Etats et Ordres demandent que dorénavant le protonotaire de Croatie ait les mêmes prérogatives que les autres protonotaires du royaume.

65) Attentis et consideratis singularibus magistri Joannis Szakmárdi de Diakocz Regnorum Croatiae Protonotarii et Sclavoniae meritis, ac fastigiis tum in praesenti tum in priori Diaetarum decursu Regno exhibitis Status et Ordines proprio motu admittunt, ac per Suam Majestatem benigne admitti cupiunt ut idem Magister Protonotarius, et sui in eodem officio successores universi ad instar aliorum Protonotariorum in publicis Regni Diaetis votum, locum, et Diarium habeant, eidemque pro Diaeta praesenti etiam solitum Diarium currat, et exolvi debeat.

1. Accord entre l'empereur et le ban de Croatie pour le château de Dubovvács, près de Karlovác.

ARTICLE 66

Les Etats et Ordres demandent que les décrets des précédentes Diètes, qui n'ont pas été appliqués, soient renouvelés.

66) Tandem quia complures articuli justitiam vel aliud commune bonum Patriae concernentes non solum pro Status et Ordines Regni Hungariae, sed etiam pro Status et Ordines regnorum Croatiae et Sclavoniae hactenus conditi, ac in serie articulorum et constitutionum Diaetalium contenti ad hoc usque tempus ineffectuati mansissent, manerentque etiam de praesenti damno, et praejudicio Regnicolarum, et publici bono manifesto, statuendum proinde existimant, ut tales ineffectuati articuli jam quoque renoventur, imo etiam si renovati non fuerint, nihilominus in juxta exigentiam, ac tenorem ipsorum per Suam Majestatem, et eos, quorum interest debitae executioni mancipentur, effectuentur, ac observentur, effectuarique ac observari debeant, atque possint.

Quas demissas Regnicolarum oblationes votis ipsorum, tantisque necessitatibus et periculis longe impares una cum intermissis paucis ipsorum demissis Gravaminibus Status et Ordines Suae Majestati uti Domino, et Regi ipsorum clementissimo, ac veluti Patri pientissimo humillime deferunt, ac supplicant, ut Sua Majestas Sacratissima Regia sua clementia ac pietate plane paterna exiles istas oblationes ad conservationem, et defensionem tot, et tantorum praesidiorum in tantam longitudinem porrectorum longe inferiores aliis praescriptis clementissimis suis subsidiis benigne supplere, et gravamina quoque superius insinuata paterne remediri, ac tollere juxta citatas Diplomatis Conditiones benignissime Dignetur.

CHAPITRE IV

LA DIÈTE DE 1681

PRÉSENTATION

Dix-huit ans et six mois, tel est l'intervalle qui sépare la session de 1681 de la précédente. Le délai constitutionnel de trois ans était écoulé depuis longtemps et nous savons que le gouvernement de Vienne s'était obstiné à ne pas convoquer de Diète après 1665, même lorsqu'une session était nécessaire, et qu'il préférait réunir quelques notables. Nous savons d'autre part que cette période fut fertile en événements que l'on peut axer autour de la Conjuration des Magnats et de ce que certains historiens protestants ont appelé « la persécution de dix ans ».

Sans faire un récit détaillé des événements qui ont marqué ces deux décennies, situons brièvement la Conjuration des Magnats. La paix de Vasvár a retourné l'opinion hongroise contre la Cour de Vienne et les magnats catholiques, qui entre 1655 et 1662 prenaient le parti de la Cour contre la noblesse protestante, ont brusquement changé d'attitude, après la signature d'un traité qu'ils considéraient comme une trahison.

Depuis 1661, ils étaient d'ailleurs peu satisfaits des atermoiements de Portia qui conduisait mollement la guerre en Transylvanie, tout en négociant avec la Porte. En outre, la noblesse de Transdanubie était mécontente du gouvernement de Vienne parce que les Impériaux n'avaient pas soutenu l'armée de Zrínyi et que Montecuccoli avait laissé prendre Ujzrinyivár par les Turcs en 1663. Mais surtout aucun Hongrois ne comprenait pourquoi, à la suite d'une éclatante victoire militaire, l'empereur traitait comme s'il avait été vaincu et signait une trêve de vingt ans, qui abandonnait aux Turcs deux positions stratégiques aussi importantes qu'Oradea et Nové-Zámky (la première forteresse étant la clé de la Transylvanie, la seconde laissant libre la route de Vienne). Pourtant la défaite du grand vizir Ahmed Köprülü avait été sévère à Saint-Gotthard : son corps de bataille (spahis et janissaires) avait été durement éprouvé par l'armée chrétienne qui comprenait, outre les Impériaux, des contingents fournis par les princes d'Empire et un corps expéditionnaire français. Si l'armée chrétienne avait exploité sa victoire, il est possible que la domination turque en Hongrie se fût effondrée vingt ans plus tôt. Mais l'empereur et son premier ministre n'avaient aucune confiance

dans leurs alliés d'une campagne. C'est pourquoi ils avaient donné carte blanche au résident Simon Reiningen pour traiter à n'importe quel prix.

Le grand vizir, battu le 1er août, offrit immédiatement un accord qui fut accepté le 10 août et ratifié par le gouvernement impérial. L'empereur voulait avoir les mains libres pour agir le cas échéant en Europe occidentale et il se contentait de voir écarté momentanément le péril turc, quitte à renoncer à Nové-Zámky[1]. Ce faisant il ménageait les intérêts de l'Empire, en sacrifiant à coup sûr les intérêts hongrois. Et le conseiller d'Etat W. Leslie traduisait l'optimisme officiel dans une lettre au comte Černin, ambassadeur impérial à Venise :

« L'Empereur ne pouvait, dans la conjoncture présente, désirer des conditions plus honorables ni plus avantageuses ; c'est vrai qu'on laisse aux Turcs la forteresse de Neuhaüsl [slovaque Nové-Zámky], mais cette condition est surabondamment compensée par les autres, puisqu'on restitue à Sa Majesté deux comitats de Haute-Hongrie qui avaient été âprement disputés et qui étaient aux mains des princes de Transylvanie depuis soixante ans... On laisse à Sa Majesté la faculté d'édifier de nouvelles forteresses pour remplacer Kanizsa et Nové Zámky et aux peuples de Transylvanie la liberté d'élire leur prince. »[2]

Mais surtout la Cour se réjouit de ce que la Porte « ne parle plus de tribut ».

Cette interprétation n'avait convaincu personne et surtout pas les Hongrois qui furent convoqués à Vienne seulement au mois de novembre, pour approuver la ratification. C'était contraire à leur revendication fondamentale en matière de politique étrangère : qu'ils fussent associés aux négociations avec la Porte[3]. Mais surtout la perte de ces positions rendait encore un peu plus aisées les incursions turques dans la Hongrie royale[4] et un abandon aussi désinvolte les inquiétait et les irritait.

Plus personne ne pouvait justifier l'utilité de l'union avec la Maison d'Autriche, puisque celle-ci se moquait ouvertement des aspirations les plus légitimes de la nation hongroise. C'est pourquoi les responsables du gouvernement de Presbourg étaient bien décidés à trouver une solution de rechange. Dans la mesure où les magnats écartaient la solution imaginée par la noblesse protestante (république hongroise sous protectorat ottoman), il ne restait plus guère que deux hypothèses :

— La monarchie nationale réclamée par Nicolas Zrínyi. Elle supposait que la noblesse reconnaîtrait l'autorité d'un magnat hongrois et exigeait de la nation hongroise plus de « vertu » qu'elle n'en possédait alors, selon les analyses faites par Zrínyi lui-même. En fait, seul ce dernier aurait eu les qualités nécessaires pour s'imposer et mener à bien l'expérience. Sa mort accidentelle condamnait d'avance la monarchie nationale.

1. GRÉMONVILLE à M. de Lionne, Vienne, 1er octobre 1664 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 19, supplément, f° 308.

2. Lettre du comte de LESLIE au résident impérial à Venise (en italien) ; copie adressée par GRÉMONVILLE au secrétaire d'Etat le 4 octobre 1664 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 19, supplément, f° 312-313.

3. *Gravamina*, 1681, Préambule.

4. Ces appréhensions furent confirmées par l'expérience. *Ibid.* L'électeur de Mayence n'avait pas meilleure opinion du traité et pensait que beaucoup de *braves gens* étaient morts pour rien. Lettre de l'électeur Jean-Philippe (de Schönborn) au roi, s.d. (fin 1664) ; A.E. Paris, *Corr. pol.* Mayence, vol. 6, f° 451.

— L'élection d'un monarque étranger autre qu'un prince de la Maison d'Autriche. Les Hongrois songeaient à ce moment à un prince de la Maison de Bourbon, duc d'Orléans ou duc d'Enghien ; surtout si celui-ci avait été élu roi de Pologne, la solution aurait eu l'avantage de fournir aux Hongrois l'appui français et l'alliance polonaise. Le projet était audacieux, mais l'on peut se demander ce qu'un prince français, jaloux de ses prérogatives, eût pu réaliser avec les farouches tenants du droit d'Etat. La noblesse polonaise, plus réaliste, se regroupait au même moment derrière le maréchal Lubomirski, pour empêcher le renforcement de l'autorité royale en Pologne et faire échouer la candidature d'un prince français, parce que celui-ci était considéré comme un champion de l'absolutisme et que la noblesse polonaise voulait conserver ses libertés[1].

Il est vraisemblable que les Hongrois eussent été rapidement déçus par un prince français, en admettant que le gouvernement de Louis XIV ait encouragé une entreprise aussi risquée. On sait qu'il n'en fut rien[2] et que, désespérés, certains Hongrois, brûlant ce qu'ils avaient adoré jusqu'alors, se tournèrent vers les Turcs. Le catholique Pierre Zrínyi, ban de Croatie, offrit de rendre la Croatie tributaire de la Porte et d'y recevoir des garnisons ottomanes (1670). L'empereur, averti de la trahison de Pierre Zrínyi, fit occuper militairement la Croatie, puis la Haute-Hongrie, car le complot se révéla beaucoup plus vaste qu'on ne l'imaginait. Et si les principaux chefs de la Conjuration furent jugés et condamnés à mort, la Hongrie royale fut occupée par les Impériaux et le pays soumis à l'autorité de tribunaux d'exception[3]. Les libertés traditionnelles du pays furent suspendues et alors commença « la persécution de dix ans », car le clergé hongrois et les officiers allemands s'en prirent essentiellement aux protestants, jugés responsables de la rébellion. L'empereur espérait mater ainsi la principale force d'opposition à la Maison d'Autriche, en convertissant de force les masses, tandis qu'il éliminait les « intellectuels » par la violence ; pasteurs et enseignants étaient chassés du pays, condamnés à mort ou envoyés aux galères. Eglises et écoles étaient occupées, au mépris de toutes les constitutions du royaume. Bien mieux, les biens de maint gentilhomme étaient confisqués par le fisc royal.

Cette action vigoureuse eut des conséquences diamétralement opposées à celles qu'escomptait le gouvernement de Vienne, car, à côté de conversions massives (et peu sincères), elle suscita un profond mouvement de résistance armée contre la Maison d'Autriche. En 1680, les rebelles dirigés par Etienne Thököly parvenaient à constituer une véritable principauté en Hongrie orientale. Bien mieux, ils recevaient l'appui officiel

1. Voir à ce sujet la mise au point de Mme Z. LIBISZOWSKA, Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne (Une tentative de réforme d'Etat au XVII[e] siècle), *Publication de l'Académie polonaise des Sciences*, fasc. 53, p. 118, Varsovie, 1964.

2. J. BÉRENGER, *Les relations franco-hongroises pendant le gouvernement personnel de Louis XIV*, *op. cit.* ; ainsi que Francia magyar Kapcsolatok Wesselényi Ferenc Nádor összesküvése idéjen (Les relations franco-hongroises à l'époque de la conjuration du Palatin Wesselényi), *Történelmi Szemle*, Budapest, 1967, p. 275-291.

3. Gy. von PAULER, *op. cit.*

de la Transylvanie, de la Porte et les encouragements discrets de la France. Il devenait urgent de rallier tous les modérés hongrois pour isoler les rebelles de Thököly, même au prix d'importantes concessions.

Dès 1678, les éléments modérés du gouvernement impérial, l'évêque de Vienne[1] et le nonce Buonvisi, avaient fait pression sur l'empereur pour qu'il reconçât aux mesures prises depuis 1671 et qu'il convoquât une Diète. En 1680 celui-ci avait décidé de réunir l'Assemblée nationale pour obtenir une pacification générale du royaume, mais, installé à Linz, il en retarda la convocation, ce qui fit très mauvaise impression[2]. Le 8 septembre 1680, le nonce Buonvisi évoquait les cinq problèmes qu'aurait à régler une Diète, si l'empereur la convoquait.

D'abord les Hongrois réclameraient un palatin, ce à quoi s'opposerait l'archevêque d'Esztergom, car cela mettrait fin à son autorité dans la lieutenance. Ensuite il faudrait restituer les biens confisqués et assurer l'entretien des troupes rebelles qu'on enrôlerait dans l'armée impériale, à condition de trouver l'argent pour les payer. Il faudrait aussi évacuer les troupes allemandes (à l'exception de quelques garnisons), opération délicate dans la mesure où l'empereur n'avait aucune confiance dans les Hongrois. Enfin il faudrait résoudre la question religieuse, mais on ne sait si les Hongrois en feraient un préalable ou bien s'ils s'en remettraient à la Diète, conformément aux lois du royaume[3].

Il convient donc d'opposer au contentieux traditionnel une problématique découlant de l'action gouvernementale dans les années 1670-1680. Le fisc royal avait procédé à des confiscations de biens nobles, en vertu de crimes de lèse-majesté plus ou moins fictifs. Pour apaiser les seigneurs qui, dépossédés, avaient rejoint les rangs de la rébellion, il fallait leur rendre leurs terres.

L'opération pouvait d'ailleurs être malaisée à réaliser dans le détail, car ces biens avaient souvent été négociés à vil prix ou donnés aux Jésuites. En outre, la rébellion avait aussi attiré quantité de soldats du roi chassés parce qu'ils étaient protestants, ou tout simplement mécontents parce qu'ils n'avaient touché aucune solde depuis plusieurs années et il était évident que le gouvernement devrait les reclasser, s'il voulait apaiser ces éléments flottants. Mais, avec beaucoup de clairvoyance, le nonce admettait qu'il ne suffirait pas de contenter les révoltés et qu'il convenait de s'en prendre aux causes profondes de l'insurrection.

Au début de l'année 1681, l'empereur, appuyé par la majorité de son Conseil, se décida enfin à réunir la Diète, qui demeurait le seul moyen d'éviter la sécession d'une partie de la Hongrie royale, voire une intervention turque de grande envergure. Aussi les milieux dirigeants de la Cour mettaient-ils leurs plus grands espoirs dans le succès d'une session dont l'enjeu dépassait largement celui des Diètes que nous avons

1. C'était le capucin Emeric Sinelli qui avait une influence considérable sur l'empereur. Celui-ci le nomma évêque de Vienne en 1680 et le nouveau prélat eut alors officiellement accès au Conseil. Né à Komorn, le P. Sinelli avait toujours été hostile aux méthodes brutales préconisées par Kollonich, le primat Szelepcsényi et les Jésuites.

2. A. M. TRIVELLINI, *Il Cardinale Francesco Buonvisi*, p. 55, 1 vol., Florence, 1958.

3. Lettre du cardinal BUONVISI au cardinal secrétaire d'Etat, S.M. Trivellini, *op. cit.*, p. 56.

étudiées jusqu'à présent. L'ambassadeur vénitien A. Giustinian appréciait en ces termes la portée de la Diète :

« Les préparatifs de la Diète hongroise se poursuivent et sont en bonne voie : de la part de l'Empereur on y contribue de telle façon que si les intérêts ou les passions de certains particuliers ne troublent pas un si grand bien, Sa Majesté pourra certainement mettre en repos ce Royaume et lui rendre une tranquillité dont il a été tellement privé »[1].

En cas d'échec, en revanche, l'empereur pouvait envisager la perte de la Hongrie royale, ce qui eût été fâcheux pour la sécurité des pays héréditaires. C'est pourquoi il était hostile à la politique du pire préconisée par les Jésuites : ou bien l'on matait les Hongrois en poursuivant les violences entreprises dix ans plus tôt, ou bien l'on perdait le pays, car si l'empereur réduisait enfin à l'obéissance le royaume de Hongrie, la position de la religion catholique serait considérablement renforcée dans les pays héréditaires[2]. Finalement l'empereur tint un Conseil le 20 avril 1681, dont les résultats devaient être décisifs : la Diète déjà convoquée ne serait pas différée, en dépit des efforts désespérés des prélats hongrois présents au Conseil, l'archevêque d'Esztergom et l'évêque de Győr, qui furent mis en minorité ; en effet, tous les conseillers allemands et les magnats catholiques (Paul Eszterházy et Dráskovich, ban de Croatie) se montrèrent favorables à une réunion immédiate de l'Assemblée nationale. Outre le prince Schwarzenberg, président du Conseil aulique *(Reichshofrathspraesident)*, et le comte Königsegg, vice-chancelier d'Empire *(Reichsvizekanzler)*, le baron Hocher, chancelier d'Autriche, et le comte Nostitz, chancelier de Bohême, se rallièrent à cette opinion[3] ; or, ces deux derniers avaient encouragé les mesures rigoureuses de la période 1671-1673, mais, conscients de l'échec de la politique de force, ils préféraient se rallier à une solution de compromis. Sébeville estimait que le gouvernement était décidé à faire les plus larges concessions :

« Ce qui est seur, c'est que l'Empereur leur accordera un Palatin, et toutes leurs demandes »[4].

Les députés, convoqués à Sopron pour le 28 avril 1681[5], arrivèrent au début de mai pour présenter leurs lettres de créances au président de la Chambre des Régnicoles, le *personalis presentiae regiae*, Etienne Orbán. Dès ce moment il y eut une difficulté à propos des députés du comitat de Sáros et le *personalis* dut aller à Vienne le 13 mai. Mais, d'une façon générale, les protestants, en minorité, étaient mécontents parce que la coutume n'avait pas été respectée et des catholiques avaient été élus députés des comitats, à l'exclusion des protestants. C'était aussi le cas pour les villes de Presbourg, Košice, Prešov, car les députés avaient

1. Dépêche d'A. GIUSTINIAN, Linz, 16 février 1681 ; Venise, Archivio di Stato, *Dispacci di Germania*, filza 154.
2. Dépêche de CONTARINI, Vienne, 13 juillet 1681 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.
3. SÉBEVILLE au roi, Linz, 24 avril 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 122.
4. SÉBEVILLE au roi, Linz, 24 avril 1681, *ibid.*
5. Convocation datant de Linz, 28 février 1681, Budapest, O.L., P 287, *Forgách Család Leveltára*, fasc. 21, *Orszaggyülés Irómanyai*, liasse 1681, *Diarium Diaetae*, f° 1-2.

été nommés par un Sénat municipal devenu entièrement catholique depuis 1671.

Ces difficultés préliminaires aplanies, la première session de la Chambre basse se tint le 21 mai à l'Hôtel de Ville de Sopron[1] et le lendemain 22 mai eut lieu l'entrée solennelle de l'empereur, qui permit l'échange de compliments entre l'évêque de Nógrad au nom des Ordres et le roi[2]. Entre-temps, le 19 mai, le secrétaire de Thököly était arrivé ; tous les protagonistes étaient donc en place et la session pouvait commencer pour de bon.

L'ouverture solennelle de la Diète eut lieu le 24 mai 1681.

« Le samedy au matin [il s'agissait du samedi de Pentecôte] a neuf heures l'ouverture de la diette se fist qui commença par une grande messe après laquelle l'Empereur vint se mettre dans un trosne qui luy est préparé dans une salle où les estats estoient assemblés. Le chancelier de Hongrie après avoir pris l'ordre de luy pour parler, et un mémoire qui contenoit ses volontés harangua en Hongrois, ensuitte l'Empereur parla, aussi bien qu'on puisse parler en latin, les exhortant au bien et au repos public, leur recommandant que l'interest particulier n'empeschast point le général et enfin souhaittant que le Saint Esprit dont on celebroit la feste leur inspirast ce qui estoit de plus utille pour la prosperité de ses affaires et des leurs, ensuitte l'archevesque de Strigonie parla et puis tous les députés au nombre de plus de cinq cents baisèrent la main à l'Empereur »[3].

Le premier point de l'ordre du jour était l'élection d'un palatin. Le 30 mai, la Chambre basse décida de nommer une délégation qu'elle enverrait à la Chambre haute pour que l'on procédât, selon l'usage, à la nomination du palatin avant de commencer les travaux de la Diète et que Sa Majesté désignât ses candidats. Cette fois encore l'archevêque d'Esztergóm essaya d'empêcher l'élection, d'abord en refusant de paraître à la Chambre haute, puis, le vendredi 30, en s'y opposant formellement avec tout le clergé.

« Le lendemain la noblesse l'emporta et il fut résolu qu'elle demanderoit à l'Empereur conjointement avec le clergé la liberté d'en eslire un »[4].

A partir du 2 juin, l'Assemblée attendait la désignation des candidats du roi, mais une nouvelle difficulté surgit quant à l'étendue des pouvoirs du palatin. Le gouvernement de Vienne voulait lui adjoindre sept conseillers, ce qui eût permis de maintenir ainsi le Conseil de Lieutenance, tandis que l'Assemblée exigeait le rétablissement du palatin dans toutes ses prérogatives[5]. Finalement l'empereur céda[6] et fit élire le comte Paul Eszterházy le 13 juin 1681.

1. *In curia civitatis, Diarium Diaetae,* 1681. Tous ces renseignements sont extraits du *Diarium Diaetae,* provenant des Archives de la famille Forgách *(Forgách Család Levéltára).*

2. *Diarium Diaetae,* 1681. Sébeville en a donné une description qu'il résume ainsi : « Les Hongrois y étaient magnifiques », SÉBEVILLE au roi, Wiener-Neustadt, 28 mai 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 166.

3. SÉBEVILLE au roi, Wiener-Neustadt, 28 mai 1681 ; *ibid.*, f° 167. Le chiffre de 500 est exagéré, puisque l'Assemblée ne comptait que 260 personnes.

4. SÉBEVILLE au roi, Wiener-Neustadt, 4 juin 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 175.

5. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 11 juin 1681 ; *ibid.*, f° 183.

6. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 18 juin 1681 ; *ibid.*, f° 187. Les exigences de la Diète sont rappelées dans les *Gravamina.*

A partir de la mi-juin, la Diète se consacra à la rédaction des doléances. Le 16 juin elle nomma les compilateurs, qui étaient au nombre de 30 ; comme l'Assemblée avait décidé que l'on présenterait les doléances des protestants dans la liste générale, la commission put se réunir dès le 21 juin et se mettre au travail.

On mesure là tout le progrès accompli depuis vingt ans, car, de 1655 à 1662, les catholiques n'admettaient même pas le principe des doléances de la part des protestants. Pour faciliter leur tâche, les compilateurs décidèrent d'opérer d'abord une division géographique dans la masse des remontrances. La commission travailla pendant plus de deux mois pour aboutir le 7 septembre 1681 à cette version allégée que nous présentons.

En fait, pendant tout l'été 1681, la négociation se déroula sur deux plans ; tandis que la commission des compilateurs triait les doléances et préparait les débats en séance plénière, le gouvernement négociait avec Thököly ; Sébeville estimait en juin que l'empereur « n'oublira rien de ce qu'il croira necessaire pour appaiser les mecontens a quoy il aura beaucoup de peine a réussir... Les Turcs leur promettant de grands secours s'ils continuent la guerre »[1]. En juillet, les pourparlers étaient en bonne voie ; Thököly avait réclamé le commandement de la Haute-Hongrie, la restitution des églises confisquées, ainsi que la restitution de ses propres domaines et le rachat d'otages qu'il avait abandonnés aux Turcs.

Le gouvernement de Vienne lui renvoya son secrétaire et acceptait ses propositions, avec cette seule restriction qu'on lui donnerait le commandement de la Basse-Hongrie (c'est-à-dire la Transdanubie), région où son autorité personnelle était moins importante[2]. Or, l'empereur avait d'autant plus besoin de traiter et d'éviter la rupture en Hongrie que ses positions en Allemagne étaient fort mauvaises. Par la politique des Réunions, Louis XIV était en train d'augmenter les avantages qui lui avaient été accordés à Nimègue. Sébeville avait reçu ordre de surveiller de près les travaux de la Diète, car Louis XIV était persuadé que, si la Cour de Vienne s'accommodait avec Thököly, l'empereur lui déclarerait la guerre[3].

Comme les Hongrois n'étaient pas tous décidés à se placer sous la protection des Turcs et que les modérés qui siégeaient à la Diète redoutaient une invasion ottomane, l'Assemblée préféra accorder à l'empereur une concession majeure : le 1er septembre les Ordres décidèrent, à l'unanimité, que les 500 ou 600 articles des doléances seraient résumés en 13 points et que les griefs particuliers seraient examinés dans une prochaine session[4]. Les doléances porteraient essentiellement sur la liquidation du contentieux des dix dernières années et la remise en vigueur du diplôme royal ; elles se ramenèrent aux points suivants : l'autorité

1. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 18 juin 1681 ; *ibid.*, f° 188 v°.
2. SÉBEVILLE au roi, Wiener-Neustadt, 24 juillet 1681, *ibid.*, f° 229.
3. Instruction donnée par le roi à Sébeville, Versailles, 20 juin 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 173.
4. *Diarium Diaetae*, 1681. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 1er septembre 1681 ; *ibid.*, f° 268-269.

du palatin ; l'augmentation des troupes hongroises ; la diminution de l'impôt ; la nomination des Hongrois dans les offices ; la réforme de la Chambre de Presbourg ; l'évacuation des troupes étrangères d'où elles ne sont pas nécessaires ; la restitution des biens confisqués ; l'apaisement en matière religieuse ; l'amnistie générale ; le couronnement de la reine ; la libération des prisonniers ; la paix avec le Turc ; la convocation prochaine d'une autre Diète[1], tandis que circulaient dans les couloirs de la Diète des vers de mirliton rappelant les XVII conditions du diplôme royal[2].

L'évêque de Vienne avait largement contribué à trouver un compromis car les deux partis plaçaient une égale confiance en lui, les uns parce que l'empereur l'honorait de son amitié, les autres parce qu'il était né en Hongrie[3]. Sortie de cette phase préliminaire, la Diète négocia d'autant plus aisément avec le roi que Thököly se décidait à la rupture à la mi-septembre. Il prit la tête d'un corps d'environ 20 000 hommes pour attaquer Kaló (dans le *Parlium*), qui couvrait l'importante place de Seatu Mare (hongrois Szatmár). Le corps de Thököly ne comprenait que 4 000 rebelles hongrois, mais il était appuyé par 7 000 Turcs et 12 000 Transylvains, Moldaves et Valaques[4]. Toute l'Europe orientale coalisait ses forces contre la Hongrie royale et Thököly montrait qu'il préférait la guerre ouverte à la réconciliation. C'était un échec pour l'empereur qui espérait un accommodement, mais l'attitude de Thököly avait au moins le mérite d'être nette au moment où les discussions commençaient avec les Hongrois modérés.

Nous savons que l'empereur était décidé à céder beaucoup, mais son intransigeance fut encore diminuée par le fait que ses affaires allaient mal. Il risquait fort une nouvelle guerre avec la Porte, car le grand vizir refusait de renouveler la trêve de vingt ans signée à Vasvár. Aussi était-il décidé à faire le plus de concessions possible et à écarter Kollonich de la négociation[5]. C'était donc dans une atmosphère dramatique que le Conseil eut à examiner les doléances hongroises ; pourtant l'émotion ne fut à son comble que quelques jours plus tard, lorsque la Cour apprit deux mauvaises nouvelles : la chute de Strasbourg et, presque en même temps, l'occupation de Casal par l'armée française, correspondant à deux succès de la diplomatie et des armes françaises. D'une part le magistrat de Strasbourg plaçait la petite république rhénane sous la protection du roi de France, lui ouvrant du même coup le pont de Kehl et une voie d'accès en Allemagne. D'autre part, le duc de Mantoue cédait Casal à

1. Cette liste est donnée en entier par SÉBEVILLE, dans sa dépêche du 11 septembre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 280.

2. *Carmina quaedam de Diplomatis Conditione Sub Generali Regni Hungariae Diaeta Sopronÿ Anno Domini 1681, Diarium Diaetae*, f° 28.

3. Dépêche de CONTARINI du 14 septembre 1681 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.

4. Dépêche de CONTARINI du 28 septembre 1681, *ibid.* Un courrier apporta à Sopron le 19 la nouvelle de la rupture.

5. Lettre autographe de l'empereur au prince Schwarzenberg, commissaire royal auprès de la Diète, du 22 septembre 1681. Citée par MAURER, *Kollonitsch*, p. 124. Comme l'empereur ne pouvait résider en permanence, il avait nommé un commissaire principal qui le représentait auprès de l'Assemblée.

la France, qui s'emparait en Italie d'une importante position stratégique. Et Contarini remarquait le 12 octobre :

« On ne peut décrire comme il faut la manière dont ont été étourdis les ministres de cette Cour, en se voyant placés au milieu de tant de périls de part et d'autre, redoutant la formidable puissance des Ottomans et celle non moins considérable du Roi Très Chrétien »[1].

C'est au même moment que l'empereur fit connaître sa réponse aux doléances. Il accordait un pardon général, promettait d'examiner la question religieuse au cours de la Diète, mais se refusait à restituer en bloc tous les biens confisqués et encore moins à supprimer les contributions[2]. La question religieuse fut examinée par un Conseil composé de Schwarzenberg, Hocher, Nostitz, mais aussi du margrave de Bade[3] et de Kollonich, et l'empereur fit connaître sa position le 9 octobre, dans une déclaration en XIV points, qui prenait pour base le diplôme royal, sans le rétablir entièrement[4].

La déclaration du 9 octobre ne satisfaisait ni le clergé, qui protesta, ni les protestants, qui ne récupéraient pas les églises confisquées depuis 1671. C'est pourquoi la Chambre haute, composée de catholiques, accueillit bien les propositions de l'empereur, tandis que les régnicoles, qui formaient la Chambre basse et qui comptaient parmi eux la minorité protestante, réclamèrent toutes les églises[5]. L'empereur fit tout ce qui était en son pouvoir pour en rester là[6]. En dépit des efforts des protestants, jusqu'à fin décembre les concessions royales se limitèrent à la déclaration en XIV points, si bien qu'elle apparut plutôt comme une grâce octroyée qu'un compromis véritablement négocié[7].

Le résident hollandais Hamel Bruynincx se demandait même dans quelle mesure elle serait véritablement appliquée. Les dépositions n'en eurent pas moins force de loi et furent promulguées : à Sopron comme à Košice la liberté religieuse fut proclamée solennellement le 14 avril 1682, ainsi que le droit de choisir des sénateurs des deux confessions[8]. Malgré ses imperfections et ses limites, ce texte marquait un grave échec pour la politique de Contre-Réforme que l'empereur menait en Hongrie depuis dix ans.

1. Dépêche de CONTARINI, Vienne, 12 octobre 1681 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.

2. Dépêche de CONTARINI du 12 octobre, *ibid.*

3. Le margrave Hermann von Baden était président du Conseil de la Guerre et exerçait donc les fonctions d'un ministre de la Guerre. *Diarium Diaetae*, 1681. Dépêche de CONTARINI du 19 octobre 1681.

4. Dépêche de G. HAMEL BRUYNINCX aux Etats généraux des Provinces-Unies, Sopron, 14 octobre 1681 ; éd. VAN ANTAL, p. 295.

5. SÉBEVILLE au roi, Vienne, 16 octobre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 318. Et supplique des Etats évangéliques du 9 novembre 1681.

6. D'après le témoignage d'un conseiller d'Etat. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 23 octobre, *ibid.*, f° 326.

7. G. HAMEL BRUYNINCX aux Etats généraux, Sopron, 4 décembre 1681 ; éd. VAN ANTAL, p. 305. Voir le *Resolutio regia* du 29 novembre, *Diarium Diaetae*. L'article VII de la déclaration du 9 octobre fut maintenu : « Illa templa aut ecclesiae, nec non etiam reditus aut proventus ad eas pertinentes, si haec ab initio anni 1670 huiusque occupata fuissent, possessoribus permaneant. »

8. *Csányi János kronikája*, éd. PAÜR, p. 61.

Parallèlement à la négociation avec les protestants, la discussion des problèmes politiques se poursuivait activement et sur un ton qui scandalisait Sébeville :

« Jamais les Hongrois n'ont parlé avec tant d'effronterie ; cela va jusque à l'impudence »[1].

Les députés demeurèrent fermes en matière de contributions et dans la question de la lieutenance[2]. Ce n'est qu'un mois plus tard, le 29 novembre, que l'empereur donna une réponse satisfaisante aux doléances ; les voici présentées point par point[3] : la lieutenance est supprimée et le palatin rétabli dans son autorité pleine et entière.

1° Ordre sera donné au Conseil de la Guerre[4] pour que les Etats et Ordres soient tenus au courant des négociations avec le Turc, la Chancellerie hongroise transmettant les informations.

2° On mettra bon ordre aux excès des troupes, car certaines places ne pourront être évacuées. D'autre part on avisera la Chambre hongroise que les taxes nouvelles sont contraires à la coutume.

3° Le roi réservera ses grâces aux habitants du royaume.

4° Les répartitions ne pourront être abolies tant que les rebelles *(exulantes)*, les Turcs et les Transylvains troubleront la paix.

5° Le roi accepte les propositions des Etats et Ordres.

6° Il accepte l'article concernant la religion.

7° Le roi donnera satisfaction aux régnicoles dès que des postes de la Chambre hongroise seront vacants.

8° Il fera nommer des commissaires pour les rectifications de frontière.

9° Le roi accepte d'intervenir pour que des Hongrois soient nommés aux bénéfices.

10° Le palatin et les officiers du royaume ont été invités à veiller sur l'administration de la justice.

Le roi accepte l'article 11.

Par conséquent, l'empereur donnait satisfaction à l'Assemblée en rétablissant intégralement le palatin, mais il n'a pas chassé Kollonich de la Chambre hongroise, ni supprimé les contributions de guerre. En ce qui concerne Kollonich, l'empereur voulait sauver la face en ne destituant pas le président de la Chambre de Presbourg, car celui-ci se retira par la suite. L'empereur ne pouvait évidemment pas, étant donné le péril turc, ni promettre l'évacuation des garnisons allemandes, ni abolir la participation hongroise aux frais d'entretien de l'armée. Sur les principaux points litigieux évoqués par le nonce Buonvisi en 1680, satisfaction avait donc été donnée à l'Assemblée, sauf dans le domaine des garnisons allemandes. Ainsi on en revenait plus ou moins à la situation antérieure à 1670 et le régime de la confédération entre l'Etat hongrois

1. SÉBEVILLE au roi, Sopron, 30 octobre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 336 v°.

2. *Demissa universorum... Statuum et Ordinum replica* du 23 octobre 1681.

3. *Die 29 Novembris dictata est Suae Sacratissimae Regiaeque Majestatis Resolutio, Diarium Diaetae*, 1681.

4. C'était le Conseil de la Guerre qui était chargé, à Vienne, des négociations avec la Sublime Porte — et non la Chancellerie.

et les pays héréditaires était maintenu — l'ensemble conservant une défense commune et une politique étrangère commune.

L'empereur devait constater l'échec de ses réformes tant sur le plan politique que sur le plan confessionnel et le catholicisme avait fait plus de progrès que la centralisation. Finalement un homme comme Kollonich voyait son œuvre gravement compromise par la Diète de Sopron, qui représentait un très net succès pour la noblesse et ses libertés.

La session ne s'en acheva pas moins dans la confusion. Certains députés n'étaient pas satisfaits de la résolution royale du 29 novembre et il fallut toute l'habileté manœuvrière du palatin pour obtenir le couronnement de la reine. Dans la séance plénière du 1er décembre, la proposition de couronnement fût d'abord « approuvée par les Magnats dont je viens de parler, et en faisant un grand bruit sans donner le temps aux Régnicoles de parler, ils firent le signal et les Trompettes executèrent leurs ordres [il s'agissait de domestiques du palatin, placés là tout exprès, qui attendaient le signal convenu]. Toute l'Assemblée se sépara dans le moment » et l'on évita des explications difficiles avec certains députés qui n'approuvaient pas le couronnement[1], à ce moment du moins, car ils perdaient du même coup tout moyen de pression sur le gouvernement de Vienne, de sorte que les négociations politiques étaient virtuellement achevées. Les protestants essayèrent pourtant d'obtenir des concessions supplémentaires et, devant la fermeté de l'empereur, ils quittèrent peu à peu Sopron, si bien que la séance de clôture, le 28 décembre, eut lieu sans eux, après que l'empereur eut attribué les principales charges vacantes. On se sépara dans la lassitude et la mauvaise humeur.

« Enfin la Diette est conclue, Monsieur, de lundy sans qu'ils soient contents l'un de l'autre, quoyque l'Empereur leur ayt presque tout accordé ce qu'ils demandaient sur la Religion et sur les biens confisqués et qu'il ait remis a la première diette qui se doit assembler à Presbourg dans peu de temps tous les griefs dont on n'a pas fait justice dans celle-cy »[2].

C'est Contarini qui dressa un bilan exact de la session en la considérant comme un succès car il ne subsistait au fond que quelques divergences en matière religieuse, les problèmes essentiels ayant été réglés après bien des difficultés[3], et le seul véritable échec pour l'empereur était, comme le rappelait Sébeville, la rupture entre la Cour et Thököly, puisque cette rupture provoqua l'intervention massive de la puissance ottomane. A brève échéance la Diète de 1681 pouvait paraître inutile et avoir même fait le jeu des ennemis de l'empereur[4]. La Diète promise ne fut pas convoquée avant 1687, car les Hongrois et l'empereur avaient d'autres préoccupations en tête. Et pourtant la session de 1681 représentait un véritable compromis entre le roi et la noblesse et un coup d'arrêt à la centralisation.

1. Sébeville au roi, Vienne, 4 décembre 1681 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 382.

2. Sébeville à Colbert de Croissy, Vienne, 3 janvier 1682 ; A.E. Paris, *C.P.* Autriche, vol. 52, f° 8.

3. Dépêche de Contarini, Sopron, 28 décembre 1681 ; Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.

4. Sébeville prétendait qu'elle n'avait apporté que l'élection du palatin et le couronnement de la reine. Dépêche du 24 décembre 1681 ; *C.P.* Autriche, vol. 50, f° 401.

L'empereur reconnaissait lui-même que l'Etat hongrois ne pouvait être assimilé aux pays héréditaires, ni sur le plan politique, ni sur le plan confessionnel. Ainsi, la crise ouverte en 1662 se terminait au détriment de l'empereur. La Hongrie ne serait jamais une seconde Bohême et les Habsbourg, même lorsqu'ils eurent vaincu les Turcs, durent laisser à l'Etat hongrois une large autonomie, conforme aux concessions accordées par Léopold Ier, à Sopron, au cours de l'automne 1681.

DOLÉANCES DE 1681[1]

Nonnulla Gravamina universorum Dominorum Praelatorum Baronum Magnatum et Nobilium Caeterorumque Statuum et Ordinum Inclyti Regni Hungariae Partiumque eidem annexarum Sacratissimi Caesarae Regiaeque Maiestati (De ipsorum clementissime pro moderna temporis ratione omnibus hic et nunc reliquis Generalibus et ad alium commodius tempus annuente quique eadem Maiestate Sacratissima obsequenter dilatis) Sopronij Die 7. Mensis Septembris Anno 1681 demisse Praesentata

Préambule

Après tous les malheurs qu'a connus leur Patrie depuis onze ans, les Etats et Ordres se réjouissent de voir l'empereur parmi eux et formulent des vœux pour le succès de son gouvernement. Bien que les Hongrois aient été victimes des Turcs, de leurs émigrés et des troupes allemandes, ils ont accepté, à la demande de l'empereur, de ne présenter que des doléances d'extrême nécessité, les autres étant reportées à une Diète ultérieure.

L'empereur a daigné, dès avant le début des travaux, proposer des candidats à l'office de palatin et l'Assemblée a élu le comte Paul Eszterházy. Mais les Etats et Ordres demandent que le palatin soit rétabli dans son entière autorité passée et que la Lieutenance, ainsi que le gouvernement instauré illégalement, soient abolis — l'Assemblée remerciant l'archevêque d'Esztergom pour les services rendus à la Lieutenance.

Sacratissima Caesarea Regiaque Maiestas Domine Domine clementissime.

Post uarias infelicis huius Patriae tum alias diversiis vicibus temporum, omnia iniuria sed vel maxime his ab unde undecennio ex tumultuaria nonnullorum inquietudine causatis modibus emersas fidelium suorum Statuum et Ordinum Regni, Ruinas atque desolationes quod Maiestas Vestra Sacratissima pro Paterna sua erga afflictum hoc Regnum vel potius exiles tantum eiusdem reliquias benigne declarata Clementia

1. Le texte des doléances que nous présentons se trouve aux Archives d'Etat de Budapest, P 287, *Forgách Család Levéltára*, fasc. 21, *Országgyülés Irómanyai*, liasse 1681. Voir aussi à Vienne H.H. Sta., *Hungarica Comitialia*, fasc. 402, liasse 1681.

praesentem universis fidelibus suis Statibus et Ordinibus Dietam clementer indicere hocque praesentaneum Dietale remedium in extremis nutanti Huius Patriae ne totaliter pessum eat, benigne adhibere atque Caesarea et Regia Sua Augustissimaeque Imperatricis prasentia eosdemque fideles suos Status et Ordines venerabundi agnoscunt Pietatem. Pro qua, dum partim Insolentia tumultuantium attenuati, partim vero Militum condescendentium licentia et uariis Exactionum oneribus ad extremum sui notum quod condignarum gratiarum loco humili obsequio reponant, hac rerum infelicitate aliud non habent, Eiusdem Maiestatis Vestrae Sacratissimae fidelitati Sanguinem et vitam Suam pro omni occasione homagiali obligamine devovent Eidemque felix et diuturnum ad maturos vivide Senectutis annos Imperium, concordibus votis apprecantur.

Et quamvis inter tot funestas afflicti huius Regni quibus de praesenti etiam premitur, Calamitates uariasque non solum a mixto totius Christianitatis hoste sed et ab ipsis exulantibus Patriae Filijs ac ab externo quoque in defensionem Regni introducto Suae Maiestatis Sacratissimae milite ac complurium annorum revolutione. Expressas hic ruinas et Desolationes Fideles Status et Ordines Regni universorum gravaminum suorum iam maiori ex parte compilatorum complanationem juxta suos sollitos *(sic)* dietales procedendi modos ad mentem Conditionis Secundae Diplomatis Regij a Sua Maiestate Sacratissima veluti Domino Domino ipsorum clementissimo stante ad huc praesenti dieta simpliciter exoptare non immerito possent. Nihilominus tamen ac in hoc periculoso rerum et Publice Salutis discrimine extremaque in dies insistentis excudii necessitate sibi ipsis quoquo modo deesse videantur reflectendo etiam ad benignas Eiusdem Suae Maiestatis Sacratissimae Propositiones ac ex post quoque decretaliter subsecutas Paternas adortationes omissis hic et nunc generalibus gravaminibus suis et ad aliud commodius tempus cum annuentia Suae Maiestatis Sacratissimae dilatis sequentia solum modo gravaminum suorum puncta veluti praesentanea extremae ipsorum necessitatis media humilli submissione representant.

Atque si quidem iam Eadem Vestra Maiestas Sacritissima pro Paterni Sui affectus erga Eosdem fideles Status et Ordines benigne contestata progressione ad humillimam eorum supplicationem Ellectionem *(sic)* Palatini in primo statim ingressu praesentis Dietae ante omnes alios tractatus dietales secundum contenta Articuli 3 Anni 1622 et aliorum super inde editorum concedere, eumque in finem viros natalitiorum splendore propriisque virtutibus conspicuos ad mentem Articuli ad tertium Anni 1608. ante coronationem Candidatos quemadmodum proponere clementer dignata esset atque ex numero Eorumdem Illustrissimus et Excellentissimus Comes Paulus Eszterházy de Galantha perpetuus in Frakno Confiniorum regni Antemontanorum Ujvarino oppositorum generalis etc.[1]. de Maiestate Vestra Sacratissima Augustissimaque eiusdem Domo Austriaca ac Patria etiam ita in se et Predecessoribus suis beni meritus pari omnium Consensu et voto in Regni Palatinum electus et sublimatus extitisset; ulterius etiam humillime confidunt quod eundem

1. Le comte Paul Eszterházy a été élu palatin le 16 juin 1681.

jam Principem personam et fidelem suum Servum, in pristina sua jurisdictione et authoritate Palatinali juxta conditionem 7^mam^ benigni Diplomatis Regii[1] et in eadem citatas Leges prout et Articulum 30. 1659 Matthiae Regis Decreti 5. Articulos 1.2.4.5. et 6. de Palatinatu subnexos, nec non Articulum 18. 1608 ante Coronationem, Eadem Sua Majestas Sacratissima benigne conservare dignabitur, humillime Applicantes, ut habito jam Domino Comite Palatino, sublatisque priori Locumtenentia et Gubernio, contra Legis Regni introductis, impostorum, in casu mortis Palatini, Idem Articulus 3. Anni 1608 ante Coronationem editus, modis, formis et conditionibus iibi declaratis et sub incursu poenae ibidem specificare, in proxime attunc celebranda Diaeta desumandae, exacte observentur et effectuentur ac modo imposterum huius modi Locumtenentia contra praescriptum Articulum introducenda, penitus abrogetur. Interim Universi Status et Ordines Regni pro solito, quo erga hanc afflictam Patriam secundum gestum praementionatae Locumtenentiae munus et officium Illustrissimus ac Reverendissimus Dominus Archiepiscopus Strigoniensis ductus fuisset Zelo et amore, eidem meritas reponunt gratiarum actiones.

Coeterum vero cum mala haec, Quibus a longa Annorum serie fideles Status et Ordines premuntur, principaliter ex laesa Regni et Regnicolarum Libertate, alias vi Conditionis Primae Diplomatis Suae Majestatis Sacratissimae Regii[2], Legumque Patriarum ibidem citatarum, per omnes inviolabiliter observanda promanassent. Ideo ejusdem laesae suae Libertatis Gravamina, primo statim loco proponere necessitantur.

Article Premier

La dernière paix avec le Turc a été conclue au mépris des conditions 3 et 13 du diplôme royal et des décrets 50 de 1655 et 13 de 1659, par des étrangers au pays. Elle s'est révélée désastreuse, car les incursions turques ont redoublé depuis lors, tandis que les Ottomans maltraitaient paysans, nobles et magistrats de la zone tributaire. C'est pourquoi les Etats et Ordres demandent une fois de plus que les problèmes soient réglés avec le Conseil du Royaume et qu'un résident hongrois soit placé à Istanbul, à côté du résident impérial auprès de la Porte.

Les Etats et Ordres offrent à nouveau la levée en masse en cas d'agression turque, aux mêmes conditions qu'en 1659 (tous les régnicoles en personne et, pour 20 maisons, 1 cavalier pour le seigneur et 1 fantassin payé par les paysans, les cas de chaque groupe social étant examinés séparément).

1) Et Primo quidem, praeter alias avitae Libertatis ipsorum, hactenus mille modis violatae labefactiones, malo suo, et notabili totius Patriae detrimento experti sunt Status et Ordines, Pacem cum Turcis, sine

1. Condition 7 du diplôme : que les dispositions antérieures concernant l'élection et les prérogatives du palatin soient maintenues. Toutes les dispositions concernant le lieutenant ont été abrogées par le décret 2 de 1681.

2. Condition 1 du diplôme : Sa Majesté s'engage à respecter la paix de Vienne et les Constitutions du royaume.

scitu et Consilio Hungarico, contra Conditionem Tertiam, et Decimam tertiam Diplomatis Regii[1], nec non Articulo 50. 1655. et 13. 1659[2] fuisse conclusam, ac neque postea unquam cum iisdem debito modo communicatam : cum tamen de omnium Gentium jure, nihil magis consultius foret, quam ea, quae omnium fidelium fortunas, et vitam, adeoque Patriam ipsam concernunt, cum gente nativa, et Patrio consilio tractare et terminare ; quaelibet enim gens, et natio melius et utilius quam externae nationis homines, quibus videlicet non adeo exploratus esset Regni et locorum Status consulere et providere novit : et hinc evenit, quod Turca sub hoc titulo Pacis conclusae, non contentus potentiae suae terminis, abjectis Sitvatorokianai Pacis[3] Conditionibus, et non obstante novissimâ hac Regno quoad Conditiones ignotâ conclusione, ne dum ab excursionibus se contineret, quin potius instar rapidissimi fluminis sese effundendo, diversis sub praetextibus ex omniparte, Regnum vastat, depopulatur, sub tributum cogit, innumeras animas Christianas, partim abducit, Mahometismô inficit, diramque servitutem servire adigit ; partim vero minacis gladii internecione delet, taliterque à tempore capti Varadini, florentissiman Hungariae partem Cis- et ultra Tybiscum devastavit, et subjugavit, devastatque et subjugat, etiam de praesenti. Non absimiliter fit à tempore occupati itidem Újvarini, dum dietim in Comitatus Hontensem et Zoliensem, Barsiensem, Trenchiniensem, Posoniensem, Comaromiensem, Nitriensem, ac alios penè universos, haereditariis Suae Majestatis Sacratissimae Provinciis conterminos, ferrô et igne grassatur, Civitates, Oppida, Curias Nobilitares, Pagos (ni jugum subire velint) depopulatur, evertit, populum in captivitatem abducit, et quicquid animus hostilis concipere potest, undiquaque pro libitu exequitur, dedititios, in pristino cum eodem inito pacto, et tributo, laboribusque non conservat, sed eosdem augendo plurimarum Possessionum Incolas ferendo oneri similium tributorum et laborum impares, diris cruciatibus, et incarcerationibus : ubi vero subintelligeret, aliquam Possessionem propterea habitacula sua deserere meditari, comprehenso Incolarum uno atque altero, integris etiam annorum revolutionibus eosdem compeditos detinet, et non secus, quam ad aliarum vicinarum possessionum fidejussionis cautelas dimittit, insolitas praeterea vecturas ea solum modo arte, ut misera plebs dedititia pecuniaria easdem redimat solutione, imponit ; de mortuorum aquâ vel igne, aut quopiam alio fato interemprorum, vel suffocatorum homagia, in copiosa numeratione summae extorquet, inusitatas Decimationes observando, non in manipulis, sed granis Decimalem proventum longè excedentibus, etiam à Nobilibus in dedititiis, expropriis aeque Allodiaturis administrari facit, authoritatem Christiani Magistratus impedit, Judices in rectificationibus metarum, repetitionibus fugitivorum Colonorum, et peragendis Inqui-

1. Condition 3 : que les affaires concernant la Hongrie soient traitées par des Hongrois, ou que ceux-ci soient consultés ; et condition 13 : que des soldats étrangers ne soient pas introduits dans le royaume.

2. Décret 50 de 1655 : nomination d'un résident hongrois auprès de la Porte ; renouvelé par le décret 13 de 1659 ; confirmé par décret 4 de 1681.

3. La paix de Zsitva-Török entre l'empereur et le sultan mettait fin en 1608 à la guerre de Quinze Ans.

sitionibus procedentes diversimodè turbat, vexat, aliaque infinita mala in oppressionem Christianitatis vergenta, quae vix concipere, tanto minus papyro apponere integrum esset, juxta belluinam Libidinem et ferocitatem suam, exequi officii et muneris ducit, brevi reliquias quoque afflicti Regni consumturus, factaque sibi isto modi per Hungariam (quae antehac Antemurale Christianitatis, et propugnaculum vicinarum Provinciarum fuerat) via, etiam vicinis Regnis et Provinciis, Vim et ferrum illatutus, nisi communi permansioni mature provideatur. Supplicant proinde Status et Ordines Regni Suae Majestati Sacratissimae humillime, quatenus praeactis Conditionibus Tertiae, et Decimae tertiae Diplomatis, praecitatisque Articulis omni ex parte satisfacere, omniaque negotia hujus Regni cum Consilio Hungarico tractare, atque Residenti suo Caesareo in Porta interteneri solito etiam Nativum Hungarum ad mentem praescriptarum Legum adjungere, advenienteque termino pacis, vel novam Pacem peraliquot annos (donec videlicet Imperialia negotia ad optatum perduci possint finem) cum Turca, sine avulsione tamen et abalienatione limitum Regni, modô praevio inire, et in tali casu difficultates inter Status et Ordines Regni, ipsosque Turcas ratione subjugationis Pagorum, erectionis item et limitationis metarum, tributique ultra veterem morem et consuetudinem non adaugendi, sed ad eundem priorem modum reducendi passim subortae et vigentes, componantur et rectificentur, similisque methodus etiam in pacificationibus cum vicinis Provinciis observetur : Vel vero si Pax modo praevio ineunda, cum notabili Regni damno concludi non posset, aliam sub termino praesentis Diaetae cum fidelibus Statibus et Ordinibus rationem, ut Regnum a potente hoc hoste, excursionibusque, depopulationibus ac subjugationibus ejusdem conservari, locaque post amistum Varadinum et Uyvarinum subjugata, recuperari possint, adinvenire dignetur.

Interim vero Iidem fideles Status et Ordines, ne in hoc etiam afflictissimo rerum suarum statu et discrimine fidelitati ipsorum incontaminatae erga Suam Majestatem Sacratissimam et Augustissimam Domum Austriacam, continuis semper et successivis belli pacisque temporibus sustentandae, adeoque defensioni dulcissimae ipsorum Patriae, et vicinae Christianitatis, saluti permansionique defuisse arguantur, in casu hostilis impetus, extremaeque necessitatis, belli duntaxat aperti tempore, pro primo et praecipuo conservandi medio ex parte Regni defensive, vel etiam offensive subministrando, juxta modalitatem per majores quoque ipsorum ad mentem seu sensum Articuli 9. Anni 1601. Art. 7 Anni 1596. et Art. 21. 1622. nec non 7. 1659. generaliter se ac personaliter insurrecturos offerunt, tali cum additione et declaratione, ut Universi Regnicolae cujuscunque tandem conditionis vel dignitatis, uti et Fiscus Regius, nec non Camerae Montanae Arces et Bona in Comitatibus possidentes, ultra personalem ipsorum insurrectionem a singulis viginti domibus non dedititiis, sive integrae sive mediae sessionis, aut quartalisticis vel Inquilinariis mixtim computantis, ac per Vice-Comitem ac Judicem Nobilium ubi necessum fuerit, etiam per Inquisitionem limitandis (demptis tamen desolatis) ex parte quidem sua Domini Terrestres, unum equitem propriis sumptibus, ex parte vero subditorum, sumptibus eorunden unum peditem bene armis instructos, in Castris statuere et

intertenere, a dedititiis vero quadraginta domibus pari modo computandis ac limitandis, unum equitem et alterum peditem conducere et expedire, ac tam diu, quam diu talis summa necessitas duraverit, juxtaa Articulum 7. Anni 1659. exercituare debeant ac teneantur : qui vero in diversis Comitatibus existentibus, equites ab inde provenientes secum in exercitu ejus Comitatus, ubi personalem faciunt residentiam, modo praenotato interteneant. Pedites vero à subditis subministrandi, sub vexillo duntaxat illius Comitatus, in quo resident, militare teneantur ; Pedites tamen a Domibus et Bonis dedititüs per Dominos Terrestres conducendi, penes eosdem Dominos maneant, et ad hujusmodi exercitationem Universi Domini Praelati, Magnates et Nobiles possessionati omnio sint obligati. Capitula etiam et Conventus, Monasteria et Moniales, Abbatiae, ac Praepositurae Capitulis non incorporatae, prout et Camerae Montanae, suadente Articulo 13. Anni 1647. ad instar aliorum Nobilium Possessionatorum, ab omnibus suis bonis, modo praemisso, Equites et Pedites in defensionem suam, Regni et Ecclesiarum Dei Expedire, et in Castris intertenere debeant ; ac insuper Capitula et Monasteria unum vel alterum de medio sui in Sacris initiatum, pro Divinis ibidem peragendis, dictante Articulo 3. circa finem Anni 1552. in Castra submittere ; Abbates vero et Praepositi Capitulis non incorporati etiam minus possessionati, et Episcopi Titulares (siquidem Nobilitari gauderent praerogativa) in personis suis, modo praemisso, insurgere teneantur. Plebani quoque pauperiores juxta Articulum 2. et 3. Anni 1545. a decem ipsorum personis unum Equitem conducere et pro defensione Patriae in Castris tenere sint obligati, cum ea tamen declaratione, ut de qualitate exolutionis conducendi per ipsos Equitis, inter eosdem Plebanos, Vicarii, Archi-Diaconi vel Vice Archi-Diaconi ipsorum limitationem peragant ; ditiores vero Parochi, Altaristae, sive rectores Altarium, et Magistri Capellarum, Capitulis non incorporati, ducentos circiter florenos annuos in proventibus habentes, nec non Beneficiati Sopronienses, et alii similes, praesertim in Articulo 25. Anni 1545. declarati, qui ducentos similiter florenos annuos in proventu possident, ratione beneficiciorum suorum, singuli singulos Equites conducant et expediant. Liberae quoque et Montanae Civitates, prouti et privilegiata Oppida, quae Jura possessionaria in medio Comitatus possident, ad instar Nobilium possessionatorum a singulis Viginti domibus in Comitatu possessis Equites et Pedites, modo praemisso, administrent. Cives quoque et alii quicunque, etiam Extranei bona possidentes, pari modo à singulis Viginti domibus singulos Equites submittant : Oppida aeque et Pagi Privilegiati, vel aliter libertati sive dicati sint, sive non, sicut et Cumani, Jazyges, et Philistaei, ac alii Libertini Fiscales, a singulos Viginti domibus unum Peditem expediant, et in Castris teneant ; Libertini tamen Dominorum Terrestrium ad militiam destinati et obligati, nec non Praedicales Ecclesiarum, imo et haydones per Dominos Terrestres admilitiam dumtaxat privilegiati, penes Dominos Terrestres ad ratione ipsorum militare debeat. Oppida vero haydonicalia, per Suam Majestate privilegiata, more solito insurgant, a reliquis haydonibus per Dominos Terrestres ad militiam non privilegiati, et aliis hinc inde dispersis, domos habentibus, et servitia Colonicalia administrantibus, Domini quidem ipsorum Terrestres a singulis itidem Viginti Domibus unum Equitem, ipsimet vero Haydones

unum Peditem expedire teneantur ; Rasciani quoque non dediticii, tam Nobiles, quam Ignobiles in defensionem Patriae personaliter insurgere debeant. Nobiles, etiam unius sessionis juxta Articulum 33. Anni 1542. Constitutionum Novisoliensium, a singulis domibus viritim consurgant, siquidem etiam Nobiles Possessionati persona sua, modo praemisso, insurrecturi, et insuper a Subditis quoque suis, ordine superius declarato Equites et Pedites administraturi essent. Armalistae similiter universi personaliter in Castra prodire, et militare pro Patria tenentur. Qui autem in partibus deditits residerent, singuli duo pro uno Equite conducendo ad manus Vice-Comitis contribuant. Urburarii vero, sicut et molitores ac braxatores, proprias molas, Braxatoriaque habentes, ex arenda vel aliter Urburas tenentes, ex annuo lucro ducentorum florenorum, per Comitatum conscientiosè limitando, suadente Articulo 15. Anni 1545. singulos Equites expediant. Viduae possessionatae, et alii ad belligerandum inhabiles, tam Praelati, quam Magnates et Nobiles, per senium vel aegritudinem in persona sua propria ad Castra procedere non valentes aliique Nobiles servitiis Suae Majestatis et Regni, vel aliorum Dominorum Praelatorum, Magnatum et Nobilium adstricti, vel stipendia in Confiniis merentes, suadente articulo 13. Anni 1545. et Articulo 42. Constitutionum Novizolensium, Anni 1542. et ejusdem Anni Constitutionum Posoniensium Articulo 22 et 23. loco suarum personarum equites submittant : et nihilominus a bonis suis, modo supra declarato, Equites ac Pedites in Castris interteneant. Ex indivisis vero duobus vel tribus fratribus, dictante Articulo 43. Constitutionum Novizoliensium Anni 1542. unus tantum illorum in persona militare, ac nihilominus e bonis modo suprascripto exercituare et militem submittere universi etiam indiviso teneantur. Extranei demum quaestores, sive in Hungaros recepti sint, sive non, et alii quoque Extranei cujuscunque sint nationis, per Regnum quaestum exercentes, prouti etiam Graeci, Judaei, Poloni et Anabaptistae, ad instar Regnicolarum per Comitatum proportionaliter Taxentur, ac in defensionem communis Christianae Republicae concurrant. A parte vero Dominorum Procerum et Magnatum Extraneorum in Regno non possessionatorum iidem Regnicolae sibi spem firmam pollicentur, eosdem in occurrentibus afflicti Regni necessitatibus, praecipue tempore belli, favorem et animorum suorum propensionem, pro solito suo erga idem afflictum Regnum zelo contestaturos : Dominum quoque Mainersdorff, alio nomine Schaffenek, veluti Bonum Reginale, suadent Articulo 16. Anni 1545 à singulis Viginti domibus singulos pedites expediat. Casu vero, quo aliqui Regnicolae, vel alii superius declarati, praemissam exercituationem in toto vel in parte negligerent, ex tunc Domini quidem Praelati, Abbates, Praepositi, Capitulis non incorporati, Magnates et Nobiles Possessionati, Specialiter et singulariter, Capitula vero, Monasteria, Conventus et Claustra Monialium, ac Comunitates praemissae, collective pro singulis neglectae ex parte sua militae mensibus in homagiis suis, et insuper pro toto exercituationis tempore inaestimatione communi bonorum suorum ; Nobiles vero Armalistae, ac alii supra scripti ad militiam obligati, in poena per Comitatum pronuncianda ; Subditi vero pro singulis Peditibus ex parte sua non mittendis ad singulos menses in homagio vino singulorum peditum ad Castra non

mittendorum, convicti sint eo facto, et convictionem hujusmodi ex parte quidem Dominorum Praelatorum et Magnatum Dominus Comes Regni Palatinus, ex authoritate officii sui per se, vel per alios, quibus id muneris delegaverit ; ex parte vero reliquorum Regnicolarum universorum, tam Nobilium, quam subditorum, et aliorum superius declaratorum, tam Ecclesiasticorum quam Secularium, Supremi et Vice-Comitis Comitatuum, sub amissione officiorum suorum in Decima parte, pro labore et usu suo, in reliqua vero parte, pro Publico bono sine omni litis strepitu, etiam cum assistentia Comitatus irremessibiliter exigere et exequi, eandemque poenam ex parte Dominorum Praelatorum et Magnatum exigendam, Dominus quidem Comes Palatinus in publicas necessitates Regni, Memorati vero Supremi et vice-Comitis, similiter in militares Comitatuum necessitates sub ratione per eosdem Vice-Comites Comitatui danda, convertere et applicare debeant ac teneantur : quam quidem generalem ac personalem Insurrectionem, mox dum praenotatae extremae necessitates, vel hostilitates supervenerint, Sua Majestas promulgare confestim dignabitur, et Status etiam ac Ordines tempestive sese ad eadem apparare erunt obligati. De particulari autem Regnicolarum expeditione Articulum 88. Anni 1635[1] confirmandum, ac deinceps quoque observandum (salva Regnorum Croatiae et Sclavoniae hactenus ibidem observata et usitata insurrectionis methodo pro iisdem permanente) cupiunt Status et Ordines Regni.

ARTICLE 2

Les Etats et Ordres déplorent que des régiments entiers aient quitté les pays héréditaires et aient pris leurs quartiers dans le royaume, contrairement à la condition 13 du diplôme et au décret 25 de 1659. Ils se sont installés partout, ont exigé des charrois gratuits, ont pris sans payer vivres, vin et bière, réduisant le paysan à la misère ; ils ont commis toutes sortes de crimes, pillant églises et châteaux, violant femmes et jeunes filles, molestant magnats, nobles, bourgeois et officiers, arrêtant des chanoines. Cette occupation est une catastrophe pour le pays. C'est pourquoi les Etats et Ordres demandent instamment à Sa Majesté de respecter les Constitutions du royaume, de ne pas y introduire de troupes étrangères sans le consentement des Hongrois et pour le moment de faire évacuer toutes les troupes allemandes. Ils acceptent toutefois provisoirement la présence de garnisons allemandes sur les confins, à condition que les effectifs soient limités, la discipline stricte, la solde payée et qu'elles soient placées sous l'autorité du palatin et des préfets. Ils souhaitent enfin que tous les actes d'indiscipline soient punis par Sa Majesté.

2) Miserandum sane afflicti hujus Regni Statum, deplorandamque Conditionem, Status et Ordines anxia cordium amaritudine ac moerore in ea quoque parte contemplari et persentiscere coguntur, quod videlicet milites extranei a compluribus abhinc praeteritis annis nonnunquam

1. Décret 88 de 1635 : les nobles résidant en ville et exerçant des fonctions municipales sont tenus de se faire remplacer par un cavalier bien entraîné.

formato Armatarum exercitu, et copiosiori numero, aliquando vero per Legiones et Centurias ex haereditariis Suae Majestatis Sacratissimae Provinciis, plerumque etiam absque ulla Commissariorum deductione, ex improviso sub specie defendendae hujus Patriae, et excubiarum contra hostes pro eadem subeundarum, in hujusce Regni diversas partes turmatim ingressi et contra Conditionem Tertiam Diplomatis Regii, tempore felicis Suae Majestatis inaugurationis et coronationis elargiti, Legesque Regni superinde sancitas, signanter vero Articulum 25. 1659. aliosque ibidem citatos inducti, pro suo beneplacito Stationes et Quartiria sibi ipsis praesigendo, indifferenter aequè residentias Nobilirum, et Curias Nobilitares, Domosque Praesidiariorum nativorum ; alias contra hostem Christiani nominis naturalem, continuis vigiliis et periculo vitae excubantium, aeque ac Rusticorum occupare, in easdem condescendere, macella et Educilla pro se usurpare, praeterea diversi generis quaesturas exercere, taliterque numerosas gratuitas vecturas a miserabili plebe expetere, et in casu non praestationis ad Pagos manu militari excurrendo, miserae plebis supellectilem diripiendo, ipsosque Incolas captivos et vinctos abducere, et nec aliter, quam bene lytratos dimittere nîl pensi ducunt. Nobiles pariter ac Ignobiles, miserosque Incolas multifariis, qualiumcunque victualium, vinique et cerevisiae, imo et cremati, prout et Pabuli, ac foeni rigorosis et violentis extorsionibus gratuitis, ita et vecturis jugalibus cum plurimorum jumentorum enervatione, ac interim, et subinde pecuniae quoque, aromatibus, et Quartiriorum aut Stationum mutationibus a misera plebe extorquere intentarint, exactionibus mirum et horrendum in modum afflixerint, atque ad extremam penitus egestatem redegerint ; nonnulli diversis in locis Castella, Domos et Curias Nobilitares, Parochias imo ipsas quoque Sacras aedes violenter invadentes expilaverint, et sacrilege violaverint, ablatis exiisdem Calcibus et apparamentis, aliisque Supellectilibus ; Magnates aeque ac Nobiles, prouti et Comitatuum Commissarios, ac Liberarum Regiarumque et Montanarum Civitatum Cives, ruralesque personas, diris verberum plagis, et lethalibus vulneribus affecerint, honestas foeminas, imo et virgines effraenata libidine violaverint, nonnullos innocentes miseros homines crudeli nece trucidaverint, aliaque cogitatu, dictu et auditu horrenda flagitia et in coelum clamantia, Divinamque vindictam provocantia enormia scelera impune transire praesumpserint ; quosdam Venerabilis Capituli Canonicos in despectum Cleri captivaverint, arrestaverint, et indecenter tractaverint ; praeterea nonnullorum etiam Comitatuum Vice-Comites ac Judices Nobilium despectuose habuerint, et soepius arresto mortificaverint ; imo ipsis Universitatibus Comitatuum occasione publicorum negotiorum in unum-congregatis, quod ad impossibilia ejusdem militiae extraneae mandata assurgere non potuerint, quasi non cum Patriae Civibus, et Suae Majestatis fidelibus, verum abjectissimis mancipiis res ageretur : Similes arrestationes, patibulorumque et suspensionisque interminationes, ac severas conimi-nationes intentaverint, Gentem nationemque Hungaricam indifferenter et sine discrimine fidelium Suae Majestatis, Juraque et Judices Regni et Comitatuum contemptuosis vituperiis ac calumniis proscindere nîl pensi duxerint. Non deessent etiam plurima alia praenotatae militiae Germanicae enormia et minus enumerabilia flagitia, depraedationes, plu-

rimorum pecorum agminatim factae abactiones, Oppidorum et Pagorum depopulationes, Suae Majestati Sacratissimae amarissimis cordium singulibus repraesentandae, quibus benignissimas Suae Majestatis aures molestare abhorret animus, propter quas quidem intolerabiles afflictiones et pressuras, miserabiles complurium Oppidorum et Pagorum Incolae, omnibus penitus vivendi modiis ac facultatibus destituti et exuti, maximo Suae Majestatis, Confiniorum et Regni detrimento, sedibus suis emigrare, et ad Partes Turcicas sese transferre coacti fuissent, cum desolatione ditionum Suae Majestatis, Otthomannici vero Imperii singulari augmento : Unde ad mentem etiam benignarum Suae Majestatis Propositionum, hoc olim florentissimum suum Hungariae Regnum tot malis pessum, atque non minus intestinis seditionibus turbatum, et perniciosis motibus concussum ac divulsum, quam extranei quoque milites, praenarratis afflictionibus et pressuris fatigatum ac suppressum, sibique jam deforme a pristino florente statu longe alienum in benignissimo Suae Majestatis Sacratissima paterno affectu, cura et sollicitudine, veluti unico post Deum asylo spem firmam collocando, universi Status et Ordines perquam demisse supplicant, dignetur Sua Majestas Sacratissima tantas afflicti Sui populi, fideliumque Suorum Regnicolarum aerumnas et calamitates Paterno cordi sumere, innata Caesarea et Regia benignitate ac misericordia tangi, atque hoc in passu efficacia remedia adhiberi curare, quatenus nempe tot oppressionibus jam finis imponatur, ejusmodique extranei militis nocivae condescensiones, ad normam praecitatae Conditionis Decimae Tertiae benigni Diplomatis Regii novissimi, et Articulorum 2 quidem 1608. ante Coronationem, prout et 25. 1659 et 24. 1625[1] Annorum imposterum praecaveantur, neque extranei milites deinceps sine praescitu consensuque Regni introducantur, introducti vero, sedatis et compositis, praesentis Diaetae beneficio, modernis Regni tumultibus, ad mentem praecitatorum Articulorum ipso facto indilate ex hoc Regno totaliter educantur. Medio vero tempore, donec praescripti motus intestini sedentur, almaque pax cum Turca modo praevio, cum consilio Hungarico ineatur, de eodem milite extraneo, in certo numero per Regnicolas tolerando, et ad Confinia Turcis viciniora per totum Regnum proportionaliter distribuendo, cum Statibus et Ordinibus Regni, stante presenti Diaeta, tractetur et concludatur : qui quidem miles taliter toleratus et distributus, juxta contenta praecitatarum Regni Legum, sine quovis Incolarum Regni onere, sub strictissima disciplina, directam et immediatam a Domino Comite Palatino, Locorum item supremis ac Vices gerentibus Capitaneis, Generalibus item Commissariis nationalibus, in Superiori Cis et ultra Danubianis partibus, per Suam Majestatem Sacratissimam constituendis, vel vero a Supremis, et Vice Comitibus Comitatuum in condescensione et ordinatione Quartiriorum sub amissione officiorum suorum, dependentiam habeant, neque in condescensionibus imposterum quorumvis militum fors necessariis, et praevio modo ex consensu Regnicolarum fiendis, Ecclesiasticae residentiae, et Ecclesiae,

1. Décret 25 de 1659 : le roi promettait l'évacuation des troupes allemandes dans un délai de trois ans et les mettait, en attendant, sous l'autorité du palatin et des généraux hongrois. Ce décret était conforme aux autres textes cités dans ce passage. Promesse renouvelée par le décret 8 de 1681.

seu Templa et Sacella, Domusque Nobilium, ac Curiae Nobilitares in Civitatibus, Praesidiis, Oppidis, Possesionibus, aliisque quibusvis locis existentes, infestentur, et diversionibus seu quartiriis onerentur : similiter et omnes vectigalium, sive quorumlibet Censuum in fluviis Wagh, Dudvagh, ad Leopoldopolim, in dumetis Karkocz ; item supra Jaurinum in Rapczahidgya, nec non ad Posonium, et in Tybisco ad Tokayinum, in pontibus item decursu fluvii Wagh circa Trenchinium, Leopoldinum, Szeredinum, Sellyam, Guttham, et Commaromium, prejudiciosae exactiones serio praecaveantur, ad mentem Articulorum 61. et 62. Matthiae Regis Decret 6. Item Articuli 39. circa finem Anni 1647. nec non Articulum 32. Anni 1618. in excedentes hactenus modo praerecensito, ac nimis licentiose hoc afflictum Regnum taliter convellentes, praedictos tam Officiales, qum Gregarios milites extraneos serio animadvertatur : ex pensae vero et damna per eosdem illata, sivè ex eorundem damna inferentium, et innumeras expensas causantium militum et Officialium stipendiis, seu quocunque alio adinveniendo medio refundantur, innuente hoc Articulo 5. Anni 1659[1] Siquidem ex salutaribus quoque Suae Majestatis Sacratissimae Propositionibus luculenter constaret, ut bona disciplina apud omnes milites sine nationis discrimine observetur. Ideo Suae Majestati Sacratissimae benigne curae esset, ut omnibus insolentiis, rapinis et depraedationibus occurratur : Et quidem transgressores severissime puniantur, ut tandem hoc afflictum Regnum, et ob tantas malorum pressuras fatiscentes Regnicolae, sub feliscimo Suae Majestatis Sacratissimae regimine, ad mentem earundem Benignissimarum Propositionum, desideratae illi saluti, paci, et tranquillitati, prouti et securitati, almae pacis amoenitate deinceps perfrui, et ad ulteriora quoque Quae Majestatis Sacratissimae servitia, ipsamque, casu sic ferente, mortem, pro fidelitate Suae Majestatis oppetendam, novas vires reassumere valeant.

ARTICLE 3

Les Etats et Ordres souhaitent que, conformément aux Constitutions du Royaume, aucun noble ne soit condamné sur simple dénonciation. Ils se plaignent de juridictions incompétentes, telles que le Judicium Delegatum, *le* Gubernium, *le généralat et l'administration de Košice, ainsi que des confiscations qui ont frappé les parents des condamnés. Les Etats et Ordres demandent en conséquence que toutes les sentences du fiscal soient abrogées par décret et les biens restitués aux familles des condamnés.*

A cela s'ajoutent des plaintes particulières contre l'évêque de Györ, les officiers de la seigneurie d'Altenburg, des paysans qui se sont révoltés contre les Batthyany.

3) Occasione excitatorum, ex inquietudine nonnullorum intestinorum motuum, universalis fere Campus ad tollendam praescriptam avitam, majorum suorum sanguine partam libertatem, apertus, omnia fere turbato et confuso rerum ordine et negotio ab executione inchoato, in eversionem dictae Libertatis et praerogativae Nobilitaris agebantur ; ubi enim

1. Attribution du solde du legs Dráskovich.

vigore Conditionis Primae benigni Diplomatis Regii, ac juxta Titulum 9. Partis I. Operis Tripartiti, sicut et Articulum 34. Anni 1613. ac alias positivas Regni Leges[1] nemo Nobilium ad cujusvis simplicem querelam, seu delationem damnificari deberet ; Conditione item 5. ejusdem Diplomatis Regii, et Articulo 42. Anni 1649[2] aliisque Legibus inibi contentis, ne Regnicolae extra consuetos Judiciorum terminos et processu quibuspiam Commissionibus inviti aggraventur, coramque Judicibus Regni deputatis commissionaliter, tanto minus externis Juri stare coguntur vetitum esset. Sed et notorie delinquentium haeredes, ac reliqui eorum Successores a delictorum parentum suorum reatu jure quoque Divino enodati, confiscatione ratarum ex bonis ipsos concernentibus portionum, juxta Ludovice Regis Decret I. Articulum 19. Uladislae Decret I. Articulum 74. Matthiae Decret 6. Articulum 56. partis secunde Tit 60. Novellarum denique Constitutionum Anni 1659. Art. 104. in casu quoque criminis laesae Majestatis, et respectu Tituli 14. praecitatae Partis I. tanquam speciem notae infidelitatis in se comprehendentis, damnificandi non fuissent ; his nihilominus annorum revolutionibus contra praescriptas Regni Leges Diplomate Regio firmatas, multi sine praevia citatione (uti inter reliquos Comes Georgius Illyeshazy) capti, et in arestum positi, ac nonnisi postea citati coram incompetentibus Judicibus deputatis, et foro Delegatorio, ac etiam praeinsinuati Gubernii exterae nationis Judicibus nec non Generalatu et Administratione Cassoviensi, aliisque potentioribus, ad Juri standum peremptorie adacti, suis in personis, et bonis mobilibus, pariter et immobilibus, extremam executionem sunt perpessi : quorum haeredes et Successores, Uxoresque, ac Relictae Viduae, suarum quoque ratarum portionum occupatarum jacturam lugere necessitarentur, earundemque dominio et possessione exessent etiam de praesenti, cum extrema illustrium ac Nobilium familiarum ruina : a multisvero pro se, ac aliis quoque certae fidejussionales, Reversales, Contractuales et Cessionales, Generalatui et Administrationi Cassoviensi, aliisque nonnullis potentioribus, similiter delegato Judicio in praejudicium praerogativae Libertatis Nobilitaris adacti, dare lytraque pecuniaria ex eo extorsive deponere debuerunt. Proinde iidem Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae humilime supplicarent, quatenus praedeclarato modo, convulsae eorundem communi libertati, in praemissis praesentissimo remedio succurreretur, ejusmodique inordinatis et insolitis processibus, etiam extra Regnum qualitercunque interventis, executionibusque exinde, vel privata etiam et propria Fisci authoritate sub secutis, praescitisque Fidejussionalibus, Reversionalibus, Contractualibus et Cessionalibus coactive elargitis, simpliciter et in genere in perpetuum abolitis, et articulariter abrogatis, atque cassatis, a modoque imposterum attentare severe prohibitis ; universi in personis vel bonis, tam mobilibus, quam immobilibus, aut etiam Literis factum eorundem concernentibus

1. *Opus Tripartitum* de WERBÖCZI, I, 9 : qui reste Prince est le vrai et le légitime héritier de tous les seigneurs, barons et nobles du royaume.

2. Conditions du diplôme : que la justice soit régulièrement administrée et que Sa Majesté n'admette jamais jugements ou exécutions illégaux. Décret 42 de 1649 : que les régnicoles ne soient point livrés, en dehors des tribunaux réguliers et de la procédure légale, à des commissions particulières.

damnificati, non minusque bonis, vigore hujusmodi extortarum Fidejussionalium, Reversionalium, Contractualium, et Cessionalium, per quoscunque et qualitercunque privati, eorundem heredes, Uxores et relictae Viduae, aliique successores, stante moderna Diaeta, simpliciter et ipso facto, cum restitutioni fructuum a tempore factae occupationis et ademtionis perceptorum, clementer in integrum restituantur, idemque Comes Georgius Illyeshazy liber dimittatur : Imposterum autem talia, ut praemissum est, Legibus Regni vetita, et Nobilitari praerogativae atque Libertati praejudiciosa judicia, intra et extra Regnum, contra Regnicolas non instituantur, verum Fiscus Regius Suae Majestatis, in Casibus notae infidelitatis, aut crimen laesae Majestatis praeseferentibus prosequendis, adversus Regnicolas ad mentem Tituli 75. Part. 2. item Uladislai Decret. 2. Articulo 3. et Anno 1542. Constitutionum Posoniensium Articuli 43. et 44. procedat, medioque talis Processus juxta Ludovici Regis Decret. I. Articulum 19. Uladislai Decret. I. Art. 74. Matthiae Decret. 6. Art. 55 et 56. Anni 1659. Art. 104. et Partis 2. Oper. Tripart. Tit. 60. Supracitatum, non universa, sed ad portionem duntaxat taliter condemnandae et convincendae personae cedentia bona adjudicentur et exequantur. Portionibus reliquorum haeredum et successorum pro iisdem salvis et integris permanentibus.

Siquidem Statibus et Ordinibus Regni, sane per modum Publici Gravaminis, medio Nobilium et Privilegiatorum Oppidanorum Sabariensium lamentabiliter repraesentatum extitisset, quod iidem per Illustrissimum ac Reverendissimum Dominum Episcopum Jauriensem Georgium Szecheny in suis antiquis Privilegiis per complures gloriosos Suae Majestatis Sacratissimae Praedecessores Hungariae Reges confirmatis, et bis quoque Diaetaliter roboratis, variis modis et excogitatis viis turbarentur, sumptuosisque impeterentur sitibus, personarum quoque suarum incaptivationibus infestarentur, nec secus nis sub mulcta dimitterentur, Nobilitaris praerogativae prejudicio, benignorumque Privilegiorum convulsione, ac certi Contractus coram praedictis Statibus et Ordinibus in specie producti, vilipendio manifestissimis : pernecessario itaque visum est (ex quo hoc illegali in passu Communis Regni Libertas Laesa esse dignoscitur) quatenus Sua Majestas Sacratissima negotium idem, stante adhuc praesenti Diaeta, ad mentem dicti Contractus eatenus initi, Articulariter per modernum Dominum Comitem Palatinum, adhibitis nonnullis Tabulae Regiae Judiciariae Juratis assessoribus, ac aliis Jurisperitis Viris, quos ad manus habere poterit, peremptoriè secundum Deum et ejus justitiam, partes inter praemissas debita cum satisfactione judicialiter et effective determinetur. Consimiliter negotium Nobilium Meszleniensium in antiquis suis quoque Juribus, Privilegiis, Immunitatibus per eundem Dominum Episcopum summè in juriatorum, beneficio modernae Diaetae, utrum ad Jus Regnium seu Coronae, vel vero Episcopatum Jauriensem pertineant, ex producentis eorundem desuper Privilegiis, Idem Dominus Regni Hungariae Palatinus revidere ; nec secus Causam seu differentiam Praedialium sedis Devecser, et in Bagyok discutere et determinare : quo sic comperta rei veritate, eorundem Privilegia Articulariter consolidentur, ac durante, uti attactum esset, praesentis Diaetae tempore, querulantibus debita satisfactio impendatur.

Non sine Publicae Libertatis Nobilitatis laesione, adeoque communi animorum sensu significarent et id quoque Status et Ordines Regni, quod Officiales Dominii Óvár, seu Altenburgh in Comitatu Mossoniensi[1] existentis, Subditos et Incolas Oppidi Galos, et Possessionem Teithin, Winden, et aliorum locorum quovis modo delinquentes, imo etiam innocentes manu quoque violenta capiunt, arrestant, in captivitatem et Carceres detrahunt, et pro Libitu ac arbitrio detinent, judicant et puniunt. Cum tamen ad haec bona, tanquam Nobilitaria, et ad possessores jus gladii habentes spectantia, praefatum Dominium nihil praetensionis praeter exactionem Decimarum ab Episcopatu Jauriensi pecuniis arendari solitarum habeat et exercere possit. Proinde statuendum censerent Iidem Status et Ordines, ut memorati officiales a praemissis actibus Articulariter coerceantur, et de praeteritis penes Breves Articulos Jure conveniantur.

Et quia Rusticorum etiam his annorum revolutionibus, in tantum excrevisset audax temeritas, ut legitimis suis Dominis Terrestribus, non solum privatim, sed etiam generaliter per integros districtus, rebelliose et hostiliter sese opponere (uti essent Oerseghienses, Illustris Familiae Battyanianae subditi) etiam de praesenti non reformidarent ; Ideo ut contra tales Rebelles, et hostiliter sese, ut praemissum esset, contra Dominos suos Terrestres Opponentes Subditos, ipsi Domini eorundem in sede sua Dominiali, juxta legem et Consuetudinem Regni, impedimento quorumvis absque omni, procedere possint, Justitiae consentaneum fore censent Regnicolae.

ARTICLE 4

Les Etats et Ordres se plaignent des nouveaux impôts contraires à la Condition I du Diplôme et l'article 1 du décret 5 d'Ulaszló, qui sont répartis et levés par la violence, n'épargnant ni la noblesse, ni le pauvre peuple. Les officiers étrangers traitent les officiers et les assemblées de comitats comme des laquais. Ils se plaignent également des impositions en nature (seigle, orge, avoine et foin). Le mal s'est encore accru lorsqu'en 1678 quelques notables hongrois ont accepté de répartir une contribution de 170 000 florins rhénans. Les Etats et Ordres demandent l'abolition de toutes ces impositions, quel que soit leur nom, et que l'accord donné par les notables soit nul et non avenu.

4) Magno praeterea, et vix condigne aestimari valente, totius afflicti Regni damno, et Libertatum suarum praejudicio experti sunt Regnicole intolerabilia illa Repartitionum, Accisarum et variarum id genus de nomine, titulo et re, nunquam ante cognitarum Contributionum onera, contra eandem Conditionem Primam benigni Diplomatis Regii, et Articulum I. Uladislai Decret. 5. introducta ; qui quidem damnosus abusus quantam desolationem plurimis attulerit Regnicolis, docent Loca, Civitates, Oppida et Pagi, Incolis nudati, desolati, plerumque etiam solo adaequati : hinc esset, ut extranei bellici Officiales licentiose, et in

1. La seigneurie de Moson Magyaróvár *(Ungarische Altenburg)* dépendait des officiers de la Chambre de Basse-Autriche. Elle était donc administrée, de Vienne, par des Allemands.

Nobilitatem (quam jam plerique ritu mancipiorum tractant, et in afflictissimum populum quaevis designandi facultatem sibi vendicare ausint) per fortia arrestumque Vice-Comitum, et Judicum Nobilium, imo et Universitatum Comitatuum, occasione celebrationis Generalium congregationum suarum insimul constitutorum, et eorundem Ablegatorum, cum comminatione laquei, non sine maximo despectu et contumelia totius Gentis Hungaricae (impetratis a Praefecto Camerae Hungaricae contra legem patriam inducto[1] et aliis externis Commissariis Regiis certis, ut vocant, assignationibus) ad similes contributiones omnino sine consensu et voluntate Regni compellent, easdemque infinitis damnis et militaribus executionibus extorquent.

Accederet ad haec alia etiam, non quidem simpliciter gratuita, sed multis millibus per Comitatenses resarcita, et similiter Patriae Libertatibus nimium praejudiciosa siliginis (quam duplicato etiam pretio ab ipsis Germanis Officialibus Comitatus emere debuerunt) nec non hordei, Avenae, foeni et straminis, aliorum que, ut praemissum est, victualium perpraefatum Generalatum et Administrationem Cassoviensem, prout et alios Officiales militares passim in Regno, vili valde pretio, et nec illo miserae plebi persoluto coemendorum impositio.

Auxit praetereà hoc laesae Libertatis malum in Anno 1678 Viennae presentibus nonnullis Magnatibus Regni loco pretense Repartitionis, imposita, et ad totum Regnum per praefactos Cameraticos, ac alios quoque extraneos nimis praejudiciose distributa Centum Septuaginta mille florenorum Rhenensium summa ; Cum tamen nec ipsi Regni Magnates, tanto minus extraneorum aliqui contra praescriptum Articulum I. Uladislai Decret 5. citra incursum poenae in eodem Articulo specificatae, simile quid imponere potuissent. Ideo Status et Ordines humillime instant, quatenus idem onus Repartitionale et Accisarum, coeterarumque universarum impositionum et Taxarum, quocunque nominis vocabulo appellatarum, tam ad Comitatus, quam ad Liberas et Regias, Montanasque Civitates, factarum, una cum praetensis earundem omnibus Restantiis, extorsionibusque omnis generis victualium, per totum Regnum, stante hac Diaeta, effective cum praeinsinuatis incommoditatibus et pressuris collatur, et in perpetuum obliteretur, Literaeque Consensuales (si quae fors extraditae essent) in facto hujusmodi contributionis, per quoscunque tandem Praelatos, et Magnates, nec non Nobiles, aut quovis et cuivis sine praescitu et consensu Regni praejudiciose datae, in specie restituantur, vel Articulariter pro cassatis habeantur, Articulus quoque praecitatus I. Uladisl. Decret. 5. tam quoad Contributionum Regni onera assumenda, quam vero ad quaepiam negotia nomine Regni tractanda, tanto minus concludenda, sub nullitate talis Contractus et poena in eodem Articulo expressa etiam extra Communitates Comitatuum in particulari ad universos et singulos Praelatos, Magnates, Nobiles, et Liberas Regiasque ac Montanas Regni Civitates, extendatur, atque tam pacis, quam belli tempore strictissime observetur.

1. Il s'agit de l'évêque Léopold Kollonich, nommé par le roi en 1672 président de la Chambre de Presbourg, en remplacement du comte Zichy, trop favorable aux rebelles. Or les prélats étaient traditionnellement exclus des offices de finances.

ARTICLE 5

D'autre part les soldats des confins touchent rarement leur solde, de telle sorte qu'ils pillent, qu'ils désertent ou qu'ils font des razzias chez les Turcs, toutes ces attitudes ne peuvent avoir que de fâcheuses conséquences pour la sécurité de tous. Mainte forteresse a ses murailles en mauvais état, ou bien n'est pas approvisionnée. C'est pourquoi les Etats et les Ordres demandent à Sa Majesté de veiller au maintien des effectifs de certaines garnisons et à la réparation des murailles de certaines autres. Les moyens seront fournis par les Pays héréditaires, les princes d'Empire, les douanes hongroises (trentième) et le legs Dráskovich. Les Etats et Ordres se plaignent, enfin, des exactions commises par les officiers des garnisons et demandent le châtiment de certains commandants qui sont de véritables criminels. Que les déserteurs soient ramenés dans leur garnison d'origine et que les Haïdous demeurent placés sous l'autorité du palatin.

5) Ex eo quoque notabilem Patriae ruinam, malo suo promanare experti sunt fideles Status et Ordines, quod amissis Varadino et Uyvarino[1] nominatissimis fortalitiis, aliisque plurimis non contemnendis Praesidiis in Turcicam potestatem deventis, licet numerus militum Confiniariorum in Confiniis hujus Regni eidem hosti oppositis, majoriquam unquam antea numero augeri debuisset, ex informatione tamen nonnullorum novissime cum Turca initae paci plus debito confidentium (quasi Turca tam sancte pacem coleret, aut unquam coluisset quin ab excursionibus, rapinis, interemptionibus, et subjugationibus Christianorum, aliisque hostilitatibus in hoc Regno, sibi undique vicino, inferendis penitus exauctoratus, et abalienatus fuerit : Porro et illis, qui in Confiniis relicti sunt, solita sua stipendia rarissime persolvuntur ; unde non nisi famelici, laceri, et inermes cum armato, opulento et numerosissimo hoste manum conserere non possunt ; quin imo verendum esset, ne vel ob eorundem stipendiorum, validiorique hostis exercitu imminente, desertis Praêsidiis fugâ alibi sua consulant saluti : Eodem ex defectu Stativae et exteriores vigiliae deseruntur, hostibus vero excurrentibus liber passus aperitur, moenia, portarumque excubiae, militibus Libertinis nulla juramentali obligatione adstrictis (qui cum gratuito serviant, regulariter tractari, et in Praesidiis contineri non possunt, verum hinc inde pro libitu non sine oppressione miserae plebis divagantes) concreduntur. Multi praeterea strenui milites modo praevio, exauctorati, partim ad Consortium Suae Majestati adversantium confluxerunt, et non modo numerum eorundem auxerunt, sed et Ditionibus ejusdem fidelibusque suis Regnicolis prae coeteris infensissimi hostes evaserunt ; Alii necessariis sustentandae vitae mediis destituti, in visceribus afflictae hujus Patriae incessabilia latrocina exercent, tantasque aerumnas et calamitates Regno inferunt, quibus majores et graviores (excepta vitae ademptione et perpetua servitute) vix hostis inferre potest : Illi sunt, qui nec flagelli Divini metu, nec amicorum misericordia, nec gemitu pauperum, neque fletu misere plebis

1. Il s'agit d'Oradea (Nagyvárad) et Nové-Zámky (Ersékújvár) cédées aux Turcs par la paix de Vasvár, en 1664.

ab insolentiis et disceptationibus cohiberi possunt, sed vitiis indulgentes Regno damnosi, fidelibus importuni, anteque Deum culpabiles existunt : Alii in perpetuam fortunae aleam se conjicientes, longinquiores Turcarum Regiones ingrediuntur, ibique vel ab hostibus trucidati, occumbunt, vel cum irritatione potentissimi hostis praedam aliquam, qua se suosque sustentare valeant, consequuntur, ex quibus non alius, quam selectissimorum inter arma educatorum militum jactura Confiniorum milite evacuatorum ruina, Pacis publicae rupturae, ejusdem hostis irritamentum, exindeque manifestum, ut jam satis expertum, Regni hujus, imo totius Christianitatis detrimentum.

Accedit, quod multae Arces et Fortalitia, utpote Vaghbesztercze, Sztrecsen, Illava, Deneny, Torna, Nyalab, Aranyas, Megyes, Fözer, Rosaly, Beltek, Dios Györ, Saaros, desolatum Karoly et Kaszsza, uti et Liberarum et Regiarum Civitatum Epperies, et Nagybanya, moenia, nec non Castella, in quae tempore hostilis excursionis, tum ipsa Nobilitas, tum vero miser populus, cum liberis et conjugibus suis sese recipere, sed et obsistere, ad retundendamque vim hostilem opponere potuissent, partim demolita, partim vero munitiones et intrumenta bellica, tum abinde, tum vero e nonnullis Liberis quoque et Regiis Civitatibus educta, et pro deterioribus permutata extiterint; Unde consimiliter nonnisi manifesta Regni detrimenta pertimescenda forent ; quo igitur totius Regni in praemissis periclitanti saluti et permansioni commode in tempore provideatur, Status et Ordines Suae Majestati Sacratissimae humilime supplicarent, quatenus intuitu fidelium utiliumque servitiorum militiae confiniariae, quibus non modo finitima Suae Majestatis loca in faucibus vicinorum hostium posita, sed et salus multorum millium Christianorum, Vicinaeque Provinciae, ac ipsae etiam Augustales Suae Majestatis Sacratissimae Residentiae tutantur, dignetur securiori eorundem permansioni consulere, pristinumque numerum native militiae, in Confiniis quidem partium Regni superiorum, et Cis-Danubianarum juxta Articulum 3. 1655. et ibidem citatos, nec non 2. 1659. Annorum[1], una cum earundem partium Cis-Danubianarum Capitaneatui Subjectis, Centum et quinquagenta equitibus, ad totidem Peditibus reducere ; In confiniis vero Transdanubianis, signanter invicem amissi Praesidii Werebely ordinato Castro Kis-Tapolchan et Oppido ejusdem nominis contiguo, in certa parte Praesidiato, inque passu seu itinere ad Cis-Montanas partes Comitatus Barsiensis, Civitatesque etiam minerales tendentes situato, conservationi earundem partium perutili, ac omnino necessario, militem nativum in praedicto diruto Confinio Werebely ad sensum annotati Articuli 3. 1655. intertenendum, Equites nempe Ducentos ac Pedites Centum quinquaginta, una cum gratuitis laboribus antecedenter eo praestitis memorato Presidio Kis-Tapolchan applicare : Similiter quia etiam Confinium Szögyin eodem bello Turcico ruinatum est, illius quoque loci Praesidiarii Equites Centum quinquaginta, et Pedites Centum numero, Praesidiariorum Levensium, pro tenore ejusdem Szögisen gratuitis laboribus, toties fato Praesidio Levensi adderetur et augeretur. Pari passu siquidem loco Gyarmath

1. Dans ces deux décrets, Sa Majesté offre d'entretenir la garnison de la Frontière.

et Palangh, Praesidium Korpona accessisset, eorum quoque locorum Equitum et Peditum numerum in eandem Civitatem Karponensem ; praeterea Nogradiensem in Arcem Kekeö, Szechiniensem in Fülek introducere, et ad mentem specificationis praecitati Articuli adjustare. Tandem Nytriam loco militum Uyvarin interteneri solitorum ; Equites mille et Pedites Quingenti ; Ad Szered, Equites Trecenti, Pedites Ducenti ; Ad Selyam vero et Farkas, Equites trecenti totidemque Pedites conducere et collocare, ac tandem emeritum tum Superiorum pariter et Inferiorum Officialium, militarium ipsiusque gregarii militis Stipendium, juxta Constitutiones Regni et antiquum morem (sublatis solitorum bellicorum abusibus) quotannis exsolvi demandare ; item necessarium pro intertenendis speculatoribus, potiorem confiniorum Capitaneis, deputatum salarium ordinarium, munitionum (illis quoque, quae modo praevio ex nonnullis Arcibus et Civitatibus eductae, aut pro deterioribus permutatae sunt restitutis) defectum suppleri facere : praeterea et in fabrica atque reparatione eisdem subvenire, notanter vero praesidium Nytriense subarcense in bivariam divisum, loco Palorum, muro cingere, quo pro partium illarum, cosequenterque vicinarum Suae Majestatis Provinciarum securitari, residentiam, Dominorum Supremi et (Contradictio a parte Inclyti Hungariae Cleri, signanter Dominorum Cancellarii, veluti Episcopi Nytriensis quoad sedem Generalatus Nytriae ordinandam) Vice-Generalium Hungarorum, sine tamen praejudicio Jurium et dispendio proventuum Dominorum Terrestrium et Nobilitatis ibidem residentias suas et domos habentium ; Residentia quoque Arcenti Domini loci illius Episcopi (salva et illibata permanente) transferendam ; cum reaedificatione Possessionis Parnicza ad dictam Nytriam sitae, his praeteritis disturbiis desolatae, per legitimos ejusdem Dominos et Possessores fiendae, per eosdemque jure ipsis ab antiquo incumbente, incolendae et possidendae censerent Regnicolae, interque eandem Nytriam et Leopoldopolim in Lakacsim vel Elecske, aut Ricse, fortalitium aliquod exstrui curare ; Consimiliter in Possessione Gutta, et Castello Kezeghfalva nova Praesidia nativo milite replenda, ad defensionem Insulae Csaloköz erigere, praescriptaque diruta Fortalitia et moenia reaedificari facere dignetur : Quem quidem in finem non dubitant Status et Ordines juxta Articulum 34. 1638 et 2. 1659[1] tum Sacrum Romanum Imperium, tum vero alias Suae Majestatis Provincias Superioribus temporibus, veluti in communis atque publici ipsorum quoque boni incrementum notabilia subsidia praestitisse : Interim tamen idem Subsidium, prout etiam Proventus Regni de media Tricesima, juxta Articulos 2. 1649. 4. 1655. et 9. 1659[2] Annorum, usque ad Diaetam extunc primitus celebrandam oblatis et per Cameras Hungaricas, aut alios quospiam percepti, quonam

1. Dans ces deux décrets (1638-1659), les pays tchèques assurent leurs concours financiers pour l'entretien de la Frontière.

2. Dans ces trois décrets, les Hongrois s'engagent à assurer le ravitaillement des garnisons et affectent à ces défenses le produit des douanes (le trentième ou *Harmincad*). A partir de 1655, ils ont accordé un demi-trentième supplémentaire dans le même but. En 1681, la Diète y ajoute une gabelle (un quart de florin pour un *Zentner*, soit environ 56 kg de sel).

devenerint, et in quos usus conversi fuerint, Statibus et Ordinibus nondum constaret. Eam ob rem Sua Majestas Sacratissima clementissime dignetur annuere, quatenus universi et singuli illi, qui in perceptione memoratae summae pecuniariae per antefatas Provincias Sacrumque Imperium toties quoties administratae, prout etiammediae Tricesimae, Summaeque Draskovichianae in usum Regni deputatae, aliorumque universorum Regni Proventuum et Contributionum, pro publicis Regni necessitatibus ordinatarum (quarum videlicet certa in parte fienda exactio inter coeteros Perceptores etiam Domino Comiti Stephano Zichy Seniori Articulariter delegata exstiterat) qualitercunque et quodcunque sese immisissent, eorundemque haeredes et Successores, stante praesenti Diaeta, ad reddendam exactissimam rationem (Indigenae ii sint sive Extranei juxta Articulum 10. 1638. 9. 1635. et 27. 1625. Annorum compellantur). Quo peracto spem omnino infallibilem habent Regnicolae, quod commoditate talium rationum exigendarum, ea massa pecuniae conquireretur, de qua una cum praetactis Regni quoque ordinariis proventibus, sicut et media Tricesima eum in finem ulterius etiam destinanda ; nec non gratuitis laboribus exacte et infallibiliter per Portarum rectificationem, desolatarumque defalcationem suo modo fiendam administrandis, praeciseque in Confiniorum reparationem, vel maxime in superiori Hungaria, et non alio uti esse Citadella ad Cassoviam sita, quae plus fere obesse, quam prodesse Civitati dignosceretur, convertendis, juxta benignissimam etiam Suae Majestatis Sacratissimae in Propositionibus suis Regia atque Paterna Gratia plenis, refertam mentem, universorum Regni Confiniorum necessitatibus, exsolutioneque Praesidiariorum nativorum, pleno et praevio modo augendo numero intertenendorum, defectu et difficultate omni provideri valebit. Adjuvabit denique benignam Suae Majestatis Sacratissimae intentionem in dictis Propositionibus expressam, si Majestas Sacratissima pro praemissa hujus Regni defensa, Sacrum quoque Romanum Imperium ex rationibus in praecitato Articulo 2. 1659. appositis, et defectibus Regni ita pro nunc exigentibus repraesentandis, ad praestandam certum subsidium ulterius quoque clementissime disponere dignabitur.

Quia vero pro medio et medela ante recensitarum necessitatum Confiniorum, gratuitos quoque labores denominasset ; circa eosdem occurrit, quod licet quam plurimos super administratione eorum in usum et necessitatem praecise Confiniorum convertendorum, dandisque per Capitaneos annuatim rationibus, conditas haberent Leges, nihilominus eatenus quoque multos advertunt irrepsisse abusus ; Nonnulli enim praesertim propinquiores Comitatus eosdem manu vel maxime praestari soliti, omnino defectu sine omni, et cum magno Subditorum onere, suas supplere et administrare cogerentur ; alii vero remotiores hujusmodi labores pecuniis exsolvi soliti, vix aliquam partem exsolvisset, sed in restantiis quam plurimi haererent : ne itaque Conditio unius sit deterior, quam alteri, neve etiam Confinia Regni propter inexsolutionem hujusmodi gratuitorum laborum, cum detrimento totius Regni defectu patiatur, judicant Status et Ordines Regni, huius modi restantias apud et penes quos haerere dignoscentur et comperientur neque alio per specialia Suae Majestatis Sacratissimae Mandata prout Comitatus Trenchiniensis

applicatae fuissent, juxta Art. 6. anni 1649[1] desumendas, eundem Art. renovandum ; et quia per nonnullos Officiales Confiniarios proprias necessitates magis, quam publicas curantes, gratuiti labores, quandoque distrahantur, ac in proprios usus convertantur, dignum censent Regnicolae, quatenus contra tales renovetur Articulus 103. Anni 1655 Capitaneique Confiniorum, vel successores eorundem singulis Annis juxta Articulum 116. Anni ejusdem 1655. rationes hucusque neglectas dare teneantur. Cum autem injuria praeteritorum disturbiorum nonnulla Praesidia, utpotè Ersek-Uyvariense, Neogradiense, Szechiniense, Bujakiense, Holokiense, et Suranyiense, per Turcas infensos Christiani nominis hostes, intercepta et occupata, alia vero desolata, et solo aequata, uti sint Szögyn, Werebely, Drigely, Palank cum arce et Balassa Gyarmath extiterunt, aequum judicarent Regnicolae, Confiniorum iisdem Oppositorum reparationi et munitioni gratuitorum quoque laborum limitationi modo sequenti provisum iri : In Partibus Trans-Danubianis ad Nytriam Comitatus Nytriensis totaliter, exceptis bonis ad Kis-Tapolchan pertinentibus, cum Bonis Hrussoviensibus, ac infra declarato modo ad Praesidium Kis-Tapolchan applicatis, nec non duo processus Comitatus Trenchiniensis, una cum bonis Archi-Episcopatus Strigoniensis ; in iisdem Comitatibus existentibus ; ad Senthe et Szered, tres processus Comitatus Posoniensis, itidem cum bonis Archi-Episcopatus Strigoniensis in iisdem processibus adjacentibus. Ad Selye unus processus Posoniensis cum Comitatu Strigoniensi, bonisque similiter Archi-Episcopalibus ibidem habitis. Ad Kis-Tapolchan propriae pertinentiae ejusdem, in Nytriensi et Barsiensi Comitatibus adjacentes : Item quartus ejusdem Comitatus Barsiensis ad praevio modo desolatum praesidium Werebelyense destinatus, inclusa ejusdem possessione quoque Velkopolya, postquam ex parte ejusdem in Art. 130. An. 1659. hac in parte exemptionis cautela, post sui Turcae subjectionem cassasset. Ad Selye unus processus Posoniensis cum Comitatus Strigoniensi, bonisque similiter Archi-Episcopalibus ibidem habitis. Ad Kis-Tapolchan propriae pertinentiae ejusdem, in Nytriensi et Barsiensi Comitatibus adjacentes : item quartus ejusdem Comitatus Barsiensis adpraevio modo desolatum praesidium Werebelyense destinatus, inclusa ejusdem possessione quoque Velkopolya, post quam ex parte ejusdem in Art. 130. An. 1659. hac in parte exemptionis cautela, post sui Turcae subjectionem cassasset. Ad Levam tres alii Comitatus Barsiensis una cum Bonis Archi-Episcopalibus in iisdem Processibus contentis (demptis tamen bonis Capituli Strigoniensis in eodem Barsiensi, Honthensi, Strigoniensi et Nytriensi Comitatibus adjacentibus, et juxta Art. 116. Anni 1655. penes Arcem Sancti Benedicti de facto etiam relictis) Item Thurocz et Arva, nec non grauiti labores antehac ad praescriptum Praesidium, praeter praenotatum Comitatum Strigoniensem Szögyniensi deputati. Ad Corponam duo processus Trenchiniensis ultramontanus. Ad Kekeö, tertius processus Comitatus Honthensis, de facto sub directione Judicis Nobilium Emerici Tihany existens Ad Fülek totus Comitatus

1. Le palatin est compétent pour administrer les soldes du fonds de la corvée *(restantiae gratuitorum laborum)*.

Neogradiensis, Zoliensis et processus Kis-hontensis, prouti et Comitatus Pest, Pilis invicem uniti. Ad Somoskeö ad eandem Arcem pertinentiae ejusdem. Cum autem amisso, uti supradictum est, Praesidio Uyvariensi, Neogradinum quoque ad manus Turcarum devenisset, ob hoc arx seu fortalitium familiae Coharianae Csabrak dictum, non parvae montanarum Civitatum securitati inservire judicarentur : Ideo visum est Statibus et Ordinibus Regni, tum boni publici, praedictarumque montanarum Civitatum securitatis, tum vero praementionatae familiae Coharianae, Praedecessorum aeque Suae Majestati Sacratissimae et huic Regno Sangvinis etiam profusione praestitorum Servitiorum intuiti, ut bona ad praefatam Arcem Csabrak spectantia una cum Possessione Devecser, ad aliam ipsorum Arcem, Siknya nuncupantem, pertinentem, ad instar bonorum ad Castellum Osgyan spectantium, ab alio gratuito labore eximantur, et Articulariter pro necessitate mentionatae Arcis Csabrak applicentur. Denique ad Karoly (ex quo Sua Majestate Sacratissima ita annuente Confinium esse debet) pro gratuitis laboribus applicetur, ex Comitatu Szathmariensi, processus Nyer ; praeter Bona Dominae Principissae Rakoczianae.

Et quia ex nativorum etiam militum insolentia, magnam sui oppressionem afflicti Patriae Cives hactenus tolerare necessitati fuissent, dum nimirum Capitanei quidam omnia ea, quae in Nobilitatis et miserae plebis oppressionem excogitare et exercere possunt, intentata non relinquunt ; Nobiles siquidem omni convitiorum genere proscinderent, verberibus et vulneribus afficerent, personas eorundem arrestarent, incaptivarent, et compedibus injicerent, crudelique mortis genere interimerent ; alios ad sedem suam bellicam attraherent, ad productionemque Literarum et Privilegiorum cogerent, Mandata superiorum Judicum contemnerent ; Regios et Capitulare, Judicesque Comitatus Inquisitiones et Executiones Judiciarias peragere volentes non admitterent, personisque sub Jurisdictione eorum constitutis testimonium veritati perhiberi interdicerent, Curias Nobilitares invaderent, in Jurisdictionem Dominorum Terrestrium se ingererent, eorumque educilla, macella, aliasque portiones et appertinentias violenter occuparent, pretia victualium pro arbitrio suo limitarent ; fugitivos Colonos non restituerent, sed ad proprios fundos reciperent et accommodarent, vel ad accipiendum stipendium instigarent ; ad proprios autem fundos redeuntes, bonis omnibus privarent, malefactores protegerent, condemnatosque dimitterent, excursiones varias instituerent, numerosamque militiam assumerent, cum qua ad obvios quosvis pagos condescendo, cujusvis generis hospitalitates et victualia extorquerent ; cistas infringi, agnellos diripi, et pecora abigi curarent ; Nobiles ad gratuitos labores praestandos compellerent, a misera vero plebe etiam in triplo exigerent ; ac alia quaevis in derogamen divinarum pariter ac humanarum legum vergentia impune agerent, atque perpetrarent in quorum numero censetur Dominus Comes Carolus Ludovicus Hoffkirchen Capitaneus Comaromiensis, ejusdemque Vice-Capitaneus Andreas Drahosoczy, item Franciscus Babocsay Weszprimiensis, Alexander Bakacs Keszthelyiensis, Adamus Balassa Keöküiensis, Matthias Radonay Szalavariensis et Johannes Kethely Tihaniensis, Capitanei ; Praeterea Samuel Bellavich, Fülekiensis, Nicolaus Benke Nytriensis, Georgius Farkas Levensis, Fran-

ciscus Anyos Szerediensis et Stephanus Botka Kis-Tapolchaniensis, Vice-Capitanei ; nec non in Superiori Hungariâ Franciscus Barkoczy Kaloviensis et Onodiensis Comes Franciscus Petheö ; Non absimiliter quoque milites Praesidiarii tam stipendiarii, quam Libertini in obvios quosque grassarentur, dum sine, vel etiam cum Litteris Capitaneorum Suorum de Praedis et rapinis participare solentium, diversas excursiones, aestiva et hyemalia quarteria, violentas victualium, exactiones, lytrationes, depraedationes, verberationes, vulnerationes, membrorum mutilationes, itinerantium despoliationes, ipsasque coedes inferrent : Nobilium prata depascunt, sylvas succidunt, Vineas conculcant, aquas piscosas expiscantur, universa denique et quaelibet separatim exercere nil pensi ducunt. Cum autem praenarrata aliaque enumerari non valentia infinita Capitaneorum, Praesidiariorumque Militum imperia et praesumtuosa facinora, contra omnia Jura Gentium, communemque Justitiae Regulam vergerent. Idcirco Status et Ordines Regni quam humillime instarent, ut Sua Majestas Sacratissima hoc quoque in passu quieti et indemnitati ipsorum clementer consulerent, prenominatosque Capitaneos, veluti manifestos Nobilitatis et miserae plebis oppressore, ob contemptum tot positivarum Legum, jam veluti incorrigibiles, aliorum etiam efficax in exemplum, ad praesentem Diaetam evocandos, ab officiis amovere, juxta delicta ipsorum, cum satisfactione damnificatorum punire, vel vero (si Suae Majestati Sacratissimae tantis Reipublicae Christianae conservandae sollicitudinibus intentae non vacarent) eosdem jam delinquente, prout et alios imposterum similia perpetrantes Capitaneos, Confiniorumque Officiales, primum quidem Domini Generales, illis vero per se, vel ad primam Domini Comitis Palatini admonitionem nolentibus, intermittentibus, praetextuo seque prorogantibus, aut interessatis ipse Dominus Comes Palatinus stante (si fieri poterit) alioquin finita Diaeta quanto citius sui in praesentiam citare, compertaque rei veritate juxta exigentiam delicti, etiam cum privatione officii et Capitis, refusioneque damnorum punire possint ac debeant. Nihilominus aliis quoque Legibus Regni (qui eisdem uti voluerint) contra saeperepetitos Capitaneos et Officiales Confiniorum salvis permanentibus.

Ad militum vero Confiniariorum Licentiam refraenandam proficuum videretur, ut praeprimis diuturni talium malefactorum antesignanum, Levensis utpote Gregorius Horvath et Franciscus Györy, Szendröviensis Blasius Borbely, et Stephanus Pap aliter Detky Kis-Tapolchensis, Michaël Valy et alii quam plurimi, propter sua enormia facinora et scelera pridem quodvis horrendum mortis et supplicii genus promeriti, postliminio capiantur, et Juris ordine e medio tollantur.

Vagabundi item ad Confinia reducantur, ibidemque persolutis consuetis menstruis stipendii, sub strictiori contra Capitaneos colenda et statuenda poena atque disciplina accommodentur : quandoquidem miles alterius vitae generi minime assuefactus, stipendiisque ac vivendi mediis destitutus, occasionem praedandi facilè nanciscitur. Pariformiter liberi quoque milites, et haydones in Praesidiis Suae Majestatis commorantes, directioni et Judicatui Generalium, atque Domini Comitis Palatini subesse debeant, ex parte vero illorum, qui in fortalitiis, Villis, Oppidis, Dominorum Terrestrium resident, iidem Domini Terrestres, modalitate Articulorum 15.

et 16. Anni 1659[1] Justitiam debitamque satisfactionem administrare teneantur, postremum annectenda esset Nobilium in Praesidio Fülekiensi commorantium, de servitio Suae Majestatis bene meritorum contra Magnificum Stephanum Kohary Supremum ejusdem Praesidii Capitaneum, proposita querimonia, quod videlicet idem Domos Nobilium ibidem commorantium, tum propria in persona invadat, tum per alios invadi faciat, nonnullos etiam incaptivet, bona eorundem occupet, Dominale Tribunal exerceat, Vice-Comitem illius Comitatus ab executione judiciaria prohibeat, et malefactoribus Carcerem, Magistratum vero Comitatus ab infligenda eisdem illic loci executione arceat, Nobilitatem in consueto educillationis usu, vinorumque suorum inductione, contra Articulum 55. 1609. 81. et 82. 1649. et 21. 1659. turbet et impediat. Ad quae praecavenda instarent perdemisse, ut Art. (favente Suae Majestatis Sacratissimae, iisdem Nobilibus specialiter oblata sua Gratia) superinde condendo, praescripti abusus atque illegitime procedendi modi tollantur, et antiquus educillationis, vinorumque suorum inductionis usus liber et imperturbatus reliquatur.

Consimiliter innumeras Oppressiones, Processuumque Juridicorum, communium Inquisitionum, ac aliarum Arrestationum turbationes, bonorum mobilium et immobilium occupationes, occupatorumque possessiones, illegales, ad forum seu Tribunal Dominii sui comparitiones, diversarum fidejussionalium reversalium, et Cessionalium coactivas extorsiones, exprimere coguntur Regnicolae, signanter autem Comitatus de Beregh et Circum adjacentes viciniores nec non Oppida Nagy, Kapos et Lelesz, contra successores Celsissimi quondam Principis Domini Georgii Rakoczy, Illustrissimam Principissam, utpote olim Sophiam Bathori, dicti Domini quondam Principis relictam Viduam, ac ne fors successores ejusdem quoque, eadem et iidem in futurum quoquo modo attentare praesumant, verum praemissa universa spaeciali Articulo caveantur, resque universae mobiles et immobiles, praevio modo potentia mediante occupatae et ademptae, eo facto restituantur : occasione vero distractorum damnificatis Juris via minus praecludatur, atque tam iidem successores, quam subditi eorundem in praemissis Juribus Regni sub poena mille florenorum, toties quoties, servatis de Jure servandis, suo modo exequenda, subsint et subesse debeant, consentaneum aequitati judicant.

ARTICLE 6

Les Etats et Ordres estiment que Sa Majesté devrait régler les affaires de religion pendant cette Diète, si toutefois les Etats tant catholiques qu'évangéliques en appelaient à la résolution du diplôme de Sa Majesté.

6) Negotium Religionis, stante adhuc praesenti Diaeta, per Suam Majestatem Sacratissimam benigne complanandum censent, si quidem

1. Selon ces décrets, les vagabonds, déserteurs, et autres mauvais sujets, devaient être livrés aux mains des préfets et préfets adjoints pour que ceux-ci fassent justice.

uterque tam Catholicus, quam Evangelicus Status se eatenus ab benignam Diplomaticam Suae Majestatis Sacratissimae resolutionem provocasset[1].

ARTICLE 7

Les Etats et Ordres critiquent l'administration de la Chambre de Presbourg en contradiction avec les conditions 1 et 5 du diplôme et les décrets 21 de 1609, 18 de 1618, 31 de 1625, 146 de 1647 et 11 de 1655.

1° Elle dépend de la Chambre aulique.

2° Elle comprend de trop nombreux conseillers, parmi lesquels des étrangers et des clercs, qui n'y sont pas à leur place.

3° Les conseillers étrangers ont agi contre les lois du royaume et les libertés de la noblesse. Ils ont fait confisquer les biens des régnicoles.

4° Les officiers des douanes sont des étrangers incapables et cupides, qui ont racheté à vil prix meubles et bijoux des condamnés.

5° Les exilés, lorsqu'ils rentraient, n'ont pu obtenir restitution de leurs biens et sont repartis en exil. En conséquence, les Etats et les Ordres demandent que les trésoriers soient des laïcs et des régnicoles et que les officiers de finances étrangers, inutiles, soient mutés immédiatement et remplacés par des Hongrois possessionnés et compétents.

Les Etats et Ordres demandent, d'autre part, que les villes royales soient rétablies dans leurs anciens privilèges et qu'elles puissent élire librement leurs magistrats.

Enfin ils se plaignent des exactions commises par l'administrateur des villes minières, Jean-André Fichter, sur les terres de l'archevêque d'Esztergom.

7) In Labefactationem dictae Conditionis Primae[2] et Articuli 5. ante Coronationem 21. 1609. II. 1655. 146. 1647. 18. 1618. et 31. 1625. aliarumque Legum desuper conditarum, vergeret et id, quod praeterquam quod Cameram Hungaricam ab Excelsae Aulicae Arbitrio, nutuque et directione contra normam earundem Constitutionum in praesens etiam dependere, in comperto sit, pluralitas quoque superfluorum exterorum et inutilium praetactae Camerae Hungaricae Officialium (ubi et ipse Praeses ejusdem non secularis, sed Ecclesiasticus, alter vero Vice Praeses prouti et Administrator Extranei essent) nedum ad pauciorem Legibus Regni conscriptum numerum redacta, sed cum dispendio et accumulatione sumptuum in ipsos erogatorum et erogandorum communis aerarii Regni potius adaucta augmentataque esse prohiberetur, Unde evenit, quod iidem extranei Officiales Cameratici Legibus hujus Patriae subesse

1. Cela permit effectivement la négociation et l'on aboutit à la déclaration royale en XIV points du 9 octobre 1681, qui confirmait les libertés religieuses hongroises et représentait, quoi qu'en pense Oberuc, un gain important pour le protestantisme après la grande persécution de 1670-1680. La déclaration fut sanctionnée par le décret 25 de 1681.

2. Le décret 11 de 1655 rappelait que la Chambre de Presbourg *(Camera Hungarica)* était indépendante et ordonnait la réforme de certains abus que le décret 13 de 1681 promit encore une fois de réformer.

recusantes, quin potius contra easdem in omnes fere Status et Ordines Regni ac omnes Magistratus magnam sibi jurisdictionem vendicantes, praeter alios illegales suos actus directe in eversionem Libertatis Nobilitaris tendentes, Nobiles ad productionem Jurium et Privilegiorum suorum contra se fiendam coëgerunt Magistratuum Civilium pro arbitrio fere suo renovationem contra manifesta Privilegia earundem Civitatum sibi vendicarunt. Bona Regnicolarum, ad simplicem cujusvis insinuationem diversis sub praetextibus, una cum Literalibus Instrumentis, confiscari fecerunt. Tricesimatores, aliosque id genus Camerae Hungaricae Officiales extraneos ad servitium Suae Majestatis inhabiles, rerumque gerendarum Hungaricarum et administrationis Cassae Suae Majestatis imperitos, ac non tam servitii Suae Majestatis promovendi, quam privati lucri studiosos induxerunt, talique occasione in confiscationem bonorum involando, et in mobilibus Fisco applicatis, precipue ad initium tumultuum multorum Magnatum et Nobilium, Montanarumque Civitatum bona, mobilia, Clenodia, aliasque res aureas et argenteas libere occupando, pretiosiores pro se acceperunt, alias vero viliores pro voto suo aestimarunt, vendiderunt, majorique ex parte tales etiam, eo prouti voluerunt pretio ipsimet emerunt ; imo quod majus, resipiscentes exules ad debiam fidelitatem Suae Majestatis Sacratissimae redeuntes, per non effectivam bonorum eorundem alias per Suam Majestatem Sacratissimam dementissime resolutam restitutionem, iterum ad rehabentiam exulibus et novam quasi rebellionem coëgerunt. Quae omnia inquisitro peragenda et alia quamplurima hactenus incognita omni semoto dubio palam revelabit : ex quibus quid et quantum Suae Majestati Sacratissimae servitio aut hui Regno afflictissimo vel potius damni causatum sit, nemo est, qui non videt. Ut igitur hocquoque in passu praecitatis Legibus et Conditioni Diplomaticae efficaciter satisfiat, Iidem Status et Ordines humillime instant, atque ut supremus et Vice-Thesaurarii seculares [Contradictio itidem venirabilis Cleri, quoad Thesaurarium, ne is Ecclesiasticus, verum Secularis, ad mentem Legum Patriarum, ordinetur] et Indigenae ex Consilio Hungarico pro exigentia Legum superinde sancitarum, eligantur, ac alii quoque inutiles Extranei, ac superflui Officiales tam in ipsis Cameris, quam etiam, Tricesimis, et aliis dipositioni et directioni Camerae Hungaricae subjectis locis, stante praesenti Diaeta amoveantur, et loco illorum alii nativi, possessionati, et benemeriti constituantur, neve iidem praevio modo constituendi nativi Thesaurarii, ac Camera quoque ipsa Hungarica contra tenorem Pacificationis Viennensis Articuli ad Quintum, et reliquarum superinde existentium Legum, praeter Regios duntaxat et Coronae proventus sese in nullam partem Gubernationis Regni, prout et Judicatum quarumvis Causarum, per se processualiter in sede dictae Camerae Hungaricae contra Regnicolas eorundemque subditos discutiendarum, quovis sub praetextu ingerant, aut etiam aliter in eorundem bona sub specie defectus seminis, aut alio quopiam confiscationis titulo, praeter ordinariam Juris viam in sortem Fisci Regii occupanda praesumant, neque praeterea contributiones seu impositiones Comitatenses eo de more consuetudine solitas praestare denegent, Vice-Comites et Judices Nobilium Comitatuum circa administrationem Juris et Justitiae in bonis Fiscalibus non turbent ; sed et publicos malefactores impunitos permittere, salarium

Vice-Comitum et aliorum Comitatus Officialium denegare, Nobiles ad vecturam lignorum militibus Germanis in Praesidiis locatis, adigere minime ausint, Verum ex dictamine Articuli 27. 1597. et Art. 24. 1638. consueto Juris cursu praetendendo eatenus Jus suum prosequi necessum habeant, sub poena eorundem et reliquorum Cameraticorum Ministrorum, a parte quoque Scepusiensis intelligendorum exauctorationis, seu amissionis hujusmodi Officiorum suorum, per Dominum Comitem Regni Palatinum comperta superindè mera rei veritate, eisdem peremptorie ipso facto ad instantiam partis laesae intelligenda, et insuper hoc modo occupandorum bonorum ex integro suis possessoribus, una cum fructum interea percipiendorum refusione per Vice-Comitem adjudicanda, lege superinde condenda cavendum esse.

Ad haec non postremi esset Gravaminis id quoque, quod idem Fiscus Suae Majestatis Regius contra contenta Titulorum 4. et 10. Decreti Tripar. Partis 1.[1] ac etiam Regni Constitutiones passim superinde sancitas, authoritatem suam in bonis quoque mobilibus (existentibus quoque deficientis Consanguineis ad eam innuente Titulis 93. et 100. praecitatae Partis I. ad instar deficientis mulieris dotis, rerumque Paraphernalium naturam consimilium mobilium redolentium, indubitatum successorium Jus ex adminiculo etiam Articuli 56. Anni 1655. et Tituli 67. praecitatae Partis, I. in genere ad alias etiam res mobiles intuitu propinquiorum extendentis habentibus) successionem et devolutionem praetendendo, eadem pro se occupare et vendicare, non ita pridem consuevisset; quae siquidem mobilia non ingrederentur naturam in praecitatis Titulis 4. et 10. contentorum Immobilium, consequenter ne ex collatione profluere existimarent : hac in parte Status et Ordines dicti inusitate pro se vendicatam authoritatem, similiter et Camerarum judicandi potestatem illam, ad praeinsertum Titulum 10. restringendam et reducendam; hanc vero ad mentem Articuli 46. 1649. penitus abolendam, articulum eundem confirmandum, adeoque deficientem, et nonnullorum aliorum res mobiles, prout et Literas et Literalia instrumenta, pro eorundem duntaxat Consanguineis relinquenda, hactenus vero sive apprehensa, et prae manibus ejusdem Fisci ad praesens etiam existentia ; per eundem stante Diaeta restituendum esse : Articulus porro desuper condendus ad Liberas aeque ac Montanas Civitates extendatur, Articulusque 16. 1649.[2] in facto Caducitatis confirmetur.

Coeterum intactum Tricesimatorum, Teloniatorum, et Decimatorum quoque negotium praeterire haud possent Stat. et Ord. Regni summam ejus in generali attingere visum est : qualiter nempe iidem Nobilitatem aeque ac miseram plebem mille modis ac praetextibus aggravare, Tricematores ac Teloniatores insolita vectigalia, telonia, Tricesimas de rebus etiam non eductis, et praecipue vinis, de uno loco in alium, vel pro usu proprio aut educillo, ad proximum etiam quandoque pagum devehendis, vel ex propriis quoque allodiaturis procreatis, ac a rebus quibusvis etiam

1. *Opus Tripartitum* de WERBÖCZI, I, 4 : que la vraie noblesse s'acquiert par le métier des armes et les vertus militaires et qu'elle est confirmée par la possession de la terre, et I, 10 : que le roi est l'héritier légitime de tous les nobles.

2. En cas de mort sans héritier, les biens du défunt vont au fisc et, s'il est bourgeois d'une ville, au domaine de ladite ville.

minutissimis, valorem unius floreni non excedentibus, imo plerumque etiam allodialibus ad fora hebdomadalia allatis, contra positivas Regni Leges, signanter Articulum 18. Anni 1553. 46. 1649. ab iisdem exigere nil pensi ducerent ; nonnullorum item Nobilium contra positivam Regni Legem, signanter Articulum 55. Anni 1609. in praesentiam sui citari coram se Juris stare Judiciumque recipere (quorum non postremus esset Tricesimator Jauriensis) cogunt : Decimatores demum Decimas alienigenis etiam cum non levi praejudicio Dominorum Terrestrium elocant, inconsueta insuper sine modo et mensura donaria, exactiones et birsagia, non tam titulo praetextuoso gratificationis, verum impositionis a Dominis Terrestribus, et Arendatariis extorquere, a terris vero desertis Decimam praetendere, eandemque non in manipulis, verum in granis a misera plebe exigere consuevissent. Idcirco tales excedentes Tricesimatores, in poena violentiae processu brevium, ad instantiam partis damnificatae toties quoties convinci ; in passu vero quoad amotionem Judaeorum Teloniatorum, abolitionesque siccorum Teloniorum Articulum 91. Anni 1647. simpliciter tolli debere, pernecessario censent Status et Ordines.

Literas demum et Literalia Instrumenta, quae moderno rerum statu, una cum bonis a Regnicolis modo praemisso confiscata sunt, post restitutionem talium bonorum prae manibus Camerae Hungaricae, tam in his, quam in Superioribus Regni partibus remansissent, de factoque ibidem haererent, et ne fors inibi suppressa vel deperdita comperirentur, Articulariter legitimi eorundem Dominis restituenda, sub onere perpetui Evictoratus Fisci Regii statuatur.

Ac utipse quoque Liberae et Regiae nec non Montanae Civitates in suis antiquis Privilegiis, Immunitatibus et Jurisdictionibus, in Libera electione et candidatione, ac Confirmatione Judicum, aliorumque Officialium Civitatensium, ac etiam in jure Patronatus et Caducitatis nec non in Libertate Educilli et macelli ut et in Judicatu quoad fundos et hereditates Civiles, juxta etiam Articulum 129. Anni 1659. et ibidem specificatorum maneant et conserventur ; sed et ratione liberae Candidationis, Electionis et Confirmationis Articulum 83. 1647. et alii ibidem citati, respectu educillorum Art. 35. 1638. quoad caducitatem in Fiscum Civitatis derivandam Art. 16. Anni 1649. in passu autem Judicatus earundem Civitatum Art. 53. 1659 et 15. 1649. ac 127. 1659. Annorum renoventur, ac strictius sine discrimine Religionis observentur.

Atque ut Civitas etiam Nagybanya, Szathmarini apud Dominos Commendantes Loci his annorum revolutionibus semper duos obsides cum maxima sui ruina et expenses non contenendis intertenere necessitata, ab ulteriori talium obsidum intertentione, simpliciter enodetur, supplicant Regnicolae.

E converso vero ut excessus quoque nonnullarum Liberarum Regiarumque et Montanarum Regni videlicet Hungariae Civitatum, his annorum revolutionibus in praejudicium praerogativae Nobilitaris, contra positivas Patriae Leges, signanter vero Articulum 78. 1647. 19. 1649. diversimode jam videlicet per vinorum allodialium in aliis promontoriis procreatorum, ad usum Nobilium etiam Concivilium, in Civitatibus domos habentium, non admissionem, neque educilli concessionem, jam ad inconsuetorum

onerum Civilium per assistentiam militarem supportandorum adactionem, jam legitimarum Judiciariarumque executionem turbationem, jam per diversarum contra Nobiles patratarum violentiarum, vexationem, jam per captivorum ad instantiam Nobilum subinde in carceribus Civitatis detentorum, sine scitu et consensu, cumque praejudicio eorundem Nobilium dimissionem, jam vero legitimarum deliberationem contra Malefactores latarum, eo quo pronunciantur modo, fiendae executionis non admissionem, ac aliorum diversorum his similium in prejudicium Nobilitatis in medio Civitatum degentis, libere practicari solitorum abusuum, liberam vendicationem introducti (speciali superinde condendo statuto etiam ad Oppida Privilegiata et exempta, eorundemque Dominos Terrestres extendo) simpliciter tollantur, priores contradictas Liberas Regiasque et Montanas Civitates excedentes, Annorum praeteritorum Constitutiones, utpote Articuli 78. 1647. 19. 1649. 60. 1618. ac aliae passim superinde conditae Leges renoventur et strictius observentur.

Non postrema esset Querela contra Cammergrafium Montanarum Suae Majestatis Sacratissimae Civitatum, Dominum utpote Johannem Andream Fichter, qualiter idem, quotiescunque vel ipse, aut Consors ejusdem Viennam ascendunt, et redeunt, vel maxime in bonis Domini Archi Episcopi condescendentes, eadem medio cujusdam Officialis Germanici, Kuchlander dicti, eidemque subjectae militiae ad ducentas personas se extendentis, data opera et absque omni respectu adeo ruinare fecerit, ut miseri subditi ob tot et tantas pressuras ac Calamitates jam amplius subsistere non valentes, domunculas et fundos deserere cogantur.

ARTICLE 8

Les Etats et Ordres rappellent que la délimitation des frontières entre la Hongrie et les pays héréditaires n'a toujours pas été effectuée, en dépit de la condition II du diplôme et des décrets 30 de 1655 et 16 de 1659, de sorte que la Diète de Silésie a fait annexer les domaines de Budetin et de Ledmicza, et qu'il y a des difficultés du côté de la Styrie. Ils demandent également que des domaines proches de la Basse-Autriche soient réincorporés dans le royaume et signalent qu'il y a eu des incidents avec les Polonais à propos des XIII villes de Špiš. En conséquence ils proposent de nommer des commissions pour chaque pays (Autriche, Moravie, Pologne, Transylvanie, Styrie, Carinthie).

Ils demandent enfin que l'entrée des vins et des produits alimentaires dans ces pays ne soit pas interdite et se plaignent du monopole de la Compagnie du Commerce oriental.

8) Et licet in singulis fere Diaetis Regni, de metis tam inter Provincias Majestati Suae Sacratissimae haereditarias, quam alia etiam vicina Regna controversis, secundum Diploma Regni et Conditionem Undecimam[1], evidentissimae exstarent Leges et Articuli, signanter

1. Condition 11 : que les limites du royaume avec la Pologne, la Silésie, la Moravie, l'Autriche, la Styrie soient mieux définies et que les parcelles abandonnées soient récupérées.

quidem 16. 1659. ibidemque citati, nec non 30. 1655. peremptorium terminum experimente, rectificationis terminandae, quos hic loci renovandos censent ; quia tamen hactenus nullum effectum sortiri poterant, apparet et exinde, quantae innocentium personarum neces, mutilationes et ad carceres injectiones, pecorum et pecudum abactiones, Pagorum depopulationes, incinerationes, sub decursu omissae Commissionis ab utrinque patrate fuere, uti et recenter, sub indicto praesenti Generali Regni Conventu ex Ducatu Silesiae, tam Equites, quam Pedites aliquot Centeni armis instructi, in Comitatum Trenchiniensem, Bona quippe Arcis Budetin et Lednicza (Licet ex post in alterius Arcis Sztrehen, quadam in parte et processu quodam praetenso devenissent, Possessionem erumpentes, in quorum bonorum reali Dominio et pacifico usu multis seculis, a tempore videlicet benignarum Regiarum collationum praeextiterunt, pro lubitu suo metare, et non modo territoria ultra tria milliaria hungarica se extendentia, verum et possessiones in locis iisdem habitas, circiter undecim Ducatui Sileaggeribus ad Possessionem Cscsa erectis applicare, ad praesensque potentia tenere velle, miseram plebem talium Possessionum) ab omni usu et fructu arcere, imo nonnullos beneficio fluvii Kisucza, ratibus scandulas devehentes, directis contra eosdem sclopetis, lethaliter trajicere et interimere veriti non fuissent.

Consimiliter Inhabitatores quoque Civitatis Fürstenfeldiensis Provinciae Styriae magnam partem Terrarum et Pratorum cis fluvium Lapincs aliter Launicz vocatam situatarum, contra Familiam Comitum Batthyany sibi vendicare, adeoque partem eandem ab hoc Regno avellere vellent. Praeterea Familia quoque Szechiana, a Familia Zriniana in Insula Muraköz, magnum tractum Terrarum et Praediorum ad aliquot Centena jugera se extendentium, certa inconsueta delegatione mediante ad Styriam, Lottenbergense Dominium occupari curasset. Demum Baro quoque Walterskircher certam Sylvam Münichsvaldt ad Arcem et Dominium Köpchin pertinentem occupasset. Porro Incolae quoque Tredecim Oppidorum Scepusiensium, postposito et vilipendo bono viciniatis respectu, in Comitatus Saarosiensem, Scepusiensem, Ungh et Zempliciensem continuo facerent insultus et irruptiones, quibus damna complurima, pecorum abactiones, homicidia, Pagorum invasiones, Accolarum arestationes, et cum abstractionibus territoriorum, violentas praesumunt metarum attentare occupationes : et quidem specifice in Comitatu de Saaros Possessionis Szülin vocatae, aliarumque ad Arcem Palocsa spectantium item Lenard-Vagas et Lagno vel maxime Possessionum, magnam Territorii partem violenter occupassent. Neque his minora Comitatui aeque Scepusiensi, Zempliniensi, ac aliis Regno Poloniae conterminis per eosdem Incolas, ac nonnullos etiam viciniores Polonos inferri damna, Territoriorumque occupationes, manifestissimum esset.

Proinde ad avertendas ex similibus territoriorum imposterum quoque fors attentandis avulsionibus subsecuturas quaslibet incommoditates, hostilitates, imo neces, ac graviora utrinque pericula praecavenda, utque scopus tot Diaetarum instantiae tandem in effectum deducantur, pernecessarium fore censent Regnicolae : quatenus praeprimis quidquid durantibus his disturbiorum temporibus, sub praetextu quasi defensionis haereditariarum Suae Majestatis Provinciarum, aut praesenti Generali

Conventu violentèr occupatum et a Regno avulsum fuisset, contra expressas supracitatas Leges una cum refusione damnorum illatorum, non solum in bonis praescriptis, verum etiam in territorio Possessionis Dritoma, Dominis item et renutis Arcium Beczko, Lednyicze ; Vagh-besztercze et Trenchin, prout et inter Civitatem Szakolcza, et Dominium Sztrasnycza (statu alioquin ejusdem a finali duntaxat sententiae pronunciatione pendente) prouti et Hodolin in Marchionatu Moraviae, ac Holich, nec non Civitatem Posoniensem Wolffsthal eo facto in hocce Conventu instituatur, Gentesque seu Milites, uti violenti occupatores, ex Aggeribus seu fossatis in Oppido Ujhely ad Kisuczam erectis, cum demolitione eorundem ad propria abducantur, vel si casu quo (quod non speratur) ad tempus non abducerentur, Eisdem, siquidem pro Silesia excubarent, abinde omnimoda provisio administretur, Atque id etiam publico statuto caveatur, ne per erectionem novorum Aggerum in territorio Regni, Silesitae de metis sibi aliquid appropriare praesumant, verum eaedem in antiquo statu maneant, Articulive superinde conditi, ad praelibatos nonos Aggeres extendantur ; Terrae item et prata, Sylvaeque Regno, et consequenter prioribus suis Dominis restituantur et reincorporentur. Interim vero tam respectu praemissorum bonorum, uti et Bicse, Oroszlany Keö, Cseithe et Berench, sed et quoad loca et Bona reliqua Austriae, Styriae et Carnioliae etiam contermina, inque controversia existentia, tam ex parte Majestatis Suae Sacratissimae, quam etiam hujus Regni, ex dictamine Conditionis II. Diplomatis Regii modalitateque in publicis Regni Constitutionibus expressata, certi e numero Dominorum Praelatorum, Magnatumque et Nobilium, stante praesenti adhuc Diaeta, Commissarii ordinentur, determinenturque, ac Terminus (quod si id ob disturbia et tumultus Regni commode fieri poterit) Articulariter prae scribatur, quo in termino tales Commissarii deputandi ab utrinque comparere, sepositisque quibusvis impedimentis et dilationibus ejusmodi controversias et difficultates metarum (nonobstante etiam in dictos Fürstenfeldenses, et Comitis de Batthyan toti Regno praejudiciosa initâ quadam trasactione, ac delegato contra familiam Zrinianam inito Judicio) complanare et rectificare possint ac valeant, debeantque ac teneantur : Si autem a parte Provinciarum istiusmodi effectuatio, fiendaeque determinationis executio dilata fuerit, ex tune Causa talis juxta praescriptas Leges, ad partis comparentis instantiam, uti obtenta, in rem adjudicatam transeat, et per eosdem etiam cum Suae Majestatis Sacratissimae benigna assistentia, executioni omnibus opportunis mediis demandetur. Inclytae quoque Respublicae, ac ipse Serenissimus Rex Poloniae, prout et Illustrissimus Princeps Transylvaniae (ex quo non leves etiam ratione metarum et aliarum differentiarum inter Comitatum de Szabolcs et Szatthmar, ac de Beregh, Incolasque Oppidi Debreczin, Comitatumque Bihariensem intercederent controversiae) per internuncios, super hujusmodi metarum controversarum rectificatione, cum omnimoda injuriatorum satisfactione fienda, soluta statim Diaeta, requiratur admoneaturque. Et siquidem moderna Silesitarum in metas Regni nimium damnosa et praejudiciosa ingessio ex disconvenientia etiam inter familiam Szunyogh de Budetin et alios jure Wesseliniano, territoria illa versus Silesiam existentia et habita, possidentes vigente, cum damno quoque

Regni invalesceret. Eadem Porro Familia Szunogh coram Statibus conquereretur, se ex iisdem territoriis, processu quodam indirecto, culpa Tutricis et Curatricis nonnullorum Orphanorum, iisdem in pupillari eorum aetate constitutis, neque per se respondere valentibus, in manifestum eorundem Orphanorum, ac reliquarum ejusdem familiae interessatae personarum, damnum et praejudicium procedentis, per Comitem quondam Franciscum Wesseleny eorum Palatinum exclusam esse : Ideo intuitu etiam ad maturandae et facilitandae instituendae commissioni, decernunt Status et Ordines Regni, quatenus pro controversia eadem, ad instantiam Magnifici Casparis Szunyogh et reliquorum ejusdem familiae Possessorum Budentiniensium hoc in passu cointeressatorum, vigore solummodo praesentis Statuti, ad mentem utpote Articuli 45. Anni 1659. Art. 20. 1635. per unum ex Magistris Protonotariis, nec non Vice-Comitem, Judicem Nobilium et Juratos Assessores Comitatus Trenchiniensis adscitis penes eosdem Jurisperitis Viris, non obstantibus quibusvis impedimentis, per formam Novi Judicii, juxta genuinum et Characteralem sensum Articuli 64. 1659. primo quoque tempore peremptorie revideatur, et quod eatenus Jus et Justitia dictaverit, per eosdem eo facto debitae executioni mancipetur.

Indigitaret item Articulus 25. Anni 1649. quod juxta Suae Majestatis Sacratissimae resolutionem et annuentiam, ad instantias iteratas Inclytorum Statuum et Ordinum Regni factas, bona antehac ad Austriam possessa, Köszegh, Borostyankeö, Forchenstein, et ad Regnum Hungariae reincorporata haberentur, exmisso eorum Dominio Mainersdorffiensi, quod siquidem ex ista parte Fluvii Laita, et intra viras ac Limites Regni Hungariae situatum esset, ac ejusdem Dominii Mainersdorff Decimas Episcopus Jauriensis actualiter perciperet, sed et Plebani dicti Dominii a Jurisdictione Archi-Diaconi Mossoniensis dependentiam suam haberent. Ideo humilime instant Status et Ordines, ut ex clementissima Suae Majestatis Sacratissimae annuentia idem quoque Dominium Mainersdorff, ad formam praecitati Articuli, Regno Hungariae incorporetur, et Comitatu Mossoniensi applicetur, Legibusque et Constitutionibus ac Consuetudinibus approbatis Regni subsit. Similiter etiam portio Venerabilis Capituli Castriferrei in Possessione Illimiz hactenus ab Inclyto Comitatu suo Soproniensi dependentiam suam habens, ex quo residua, imo major pars ejusdem Possessionis in Comitatu Mossoniensi haberetur, eadem quoque Jurisdictioni Comitatus Mossoniensis Articulariter fienda subesse debeat.

Quo in passu Comitatus quoque Scepusiensis querulatur, qualiter Nobiles in medio Tredecim Oppidanorum Domos habentes, variis injuriis, ac personalibus opprimuntur incaptivationibus ; nonnulli vero in Possessionibus Topolcz, Kis- et holomnicza ab oppidanis Podoliniensibus, Marcus-falvenses vero ab Igloviensibus per territoriorum occupationes, pecorum et curruum arrestationes, occupatorum territoriorum metarum novarum violentas erectiones, turbatur. Similiter ex Dominio Neoforensi et Csorstfiniensi, ac per Rusticos Possessionis Hartlova in Polonia existentium, ex quo Magnificus Dominus Stephanus Polocsay, et familia Horvath Stansich de Gradecz, quorum Possessiones et territoria sunt Polonis contermina, dietim pari via et modo descripto, durante etiam

hac Diaeta, infestantur, Articulum 29. 1649. et Articulum 40. 1659. renovandum, et ad instantiam laesorum, negotium propter decessu ibidem resignatorum Commissariorum, non complanatum, per alios denominandos Commissarios complanandum, humilime censerent Status et Ordines.

Ad rectificationem Regni metarum etiam loco de mortuorum ordinantur sequentes : Ex parte metarum circa Austriam, Illustrissimus et Reverendissimus Dominus Georgius Szecheny Archi-Episcopus Colocensis. Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Draskovich. Illustrissimus Dominus Comes Petrus Szechy. Reverendissimus Dominus Johannes Kalmanczay, Episcopus Scardoniensis. Spectabilis ac Magnificus Dominus Stephanus Orban, Personalis Praesentiae Regiae. Generosus Dominus Georgius Horvath Kissevica, Consiliarius Camerae. Generosus Dominus Valentinus Szenthe, Vice Palatinus. Generosus Dominus Petrus Szapary, Ablegatus Comitatus Mossoniensis.

Ex parte metarum circa Moraviam : Illustrissi us ac Reverendissimus Dominus Johannes Gubasoczy, Episcopus Nitriensis et per Regnum Cancellarius. Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Zichy Senior. Spectabilis ac Magnificus Dominus Stephanus Orban, Personalis Praesentiae Regiae. Spectabilis ac Magnificus Dominus Matthias Ostrosich. Generosus Dominus Georgius Gilani, Consiliarius Camerae. Generosus Dominus Paulus Orban, Personalis Praesentiae Regiae Protonotarius. Generosus Dominus Johannes Mednyanszky, Comitatus Posoniensis Juratus Notarius. Generosus Dominus Emericus Küszegy, Comitatus Nitriensis Vice-Comes. Ex parte metarum circa Silesiam : Illustrissimus ac Reverendissimus Dominus Georgius Fenyessy, Episcopus Almisiensis. Spectabilis ac Magnificus Dominus. Emericus Revay. Spectabilis ac Magnificus Dominus Franciscus Pongracz. Generosus Dominus Emericus Huscar, Vice-Comes Comitatus Thurocziensis. Generosus Dominus Johannes Labsanszky. Generosus Dominus Stephanus Szulyovszky, aliter Szirmiensis. Ex parte metarum inter Styriam : Reverendissimus Dominus Paulus Szecheny, Episcopus Quinque-Ecclesiensis. Illustrissimus Dominus Comes Franciscus Eszterházy. Illustrissimus Dominus Comes Johannes Draskovich. Reverendissimus Dominus Stephanus Telekessy, Praepositus Sancti Adalbertis. Generosus Dominus Johannes Horvath, et Franciscus Bacsimegyci, Vice-Comites Comitatus Castri ferrei. Generosus Dominus Johannes Pernessy, Comitatuum Sümeghiensis et Szaladiensis Vice-Comes.

Inter Croatiam, Sclavoniam et Styriam ac Carnioliam, Illustrissimus ac Reverendissimus Dominus Martinus Berkovich, Episcopus Zagrabiensis, vel loco ejusdem Reverendissinus Dominus Michael Bochak, Praepositus Major. Spectabilis ac Magnificus Dominus Nicolaus Keglevich, Generosus Dominus Balthasar Wragovich, Vice-Banus. Generosus Dominus Petrus Antolcsich, Regnorum Croatiae et Sclavoniae Protonotarius, item unus vel alter ex Vice-Comitibus Comitatuum Zagrabiensis et Varasdiensis.

In Partibus Regni Hungariae Superioribus, ex parte Metarum inter Poloniam Reverendissimus Dominus Andreas Szebesteny, Episcopus Transylvaniensis. Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Csaky Senior.

Illustrissimus Dominus Comes Sigismundus Homonay. Generosus Dominus Gabriel Kapi. Generosus Dominus Stephanus Szirmay. Generosus Dominus Ludovicus Sztankay. Generosus Dominus Balthasar Görgey. Generosus Dominus Franciscus Puthnoky.

Ex parte Metarum inter Transylvaniam : Futurus Episcopus Agriensis, vel Praepositus Major ejusdem Capituli, Reverendissimus Dominus Georgius Horvath. Magnificus Dominus Ladislaus Karoly. Magnificus Dominus Johannes Prinyi. Generosi Domini Adamus Kende, Petrus Nyakas ; Franciscus Klobusiczky et Adamus Way.

In eo quoque instant suppliciter praelibati Regnicolae, quo Majestas Sua Sacratissima, authoritate Sua Casarea et Regia, in eo cooperari dignetur, quatenus ultrone ac benevole praefati Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archi-Episcopi Colocensis oblato aere Arx Lublyo, et Tredecim Oppida Scepusiensia Regno Poloniae oppignorata, una cum cunctis suis pertinentiis, utilitatibus et metis ; ad eandem et eadem de Jure et ad antiquo spectantibus ac pertinere debentibus, inque Litteris Inscriptionalibus superinde confectis, clarius specificatis, vigore etiam Articulorum superinde Diaetatim conditorum, pro usibus et necessitatibus Confiniorum Suae Majestatis Sacratissimae Partium Regni Hungariae Superiorum applicandis, stante praesenti Diaeta, redimi valeant.

Et quamvis plurimae exstarent Regni Constitutiones, ne vina Hungarica aliaeque res venales, seu victualia, ad haereditarias Suae Majestatis Sacratissimae Provincias induci impediantur : interia tamen illarum Provinciarum Regnicolae, quod Boves, Cutes, frumentum ; aliaque commoditatibus suis deservientia, ultro praeemere soleant, vina autem Hungarica contra manifestas Regni Constitutiones, per Suam Majestatem quoque confirmatas in Hungaria emere, exindeque in Provincias Suae Majestatis inducere non permittant. Ideo statuendum censerent Regnicolae, ne id peramplius contra mentem confoederationum et commerciorum, ac in prioribus praecedentibus Diaetis Statutarum Legum, praejudiciose practicari praesumatur, Orientalis demum Quaestorum Compania, in diminutionem Regiorum proventuum, praejudiciumque et interceptionem Quaestus ac Lucri Regnicolarum introducta, penitus aboleatur, superindeque condendum Statutum, aeque ad Regna Croatiae et Sclavonie intelligendum esse.

ARTICLE 9

Les Etats et Ordres constatent que bien des offices et des bénéfices ecclésiastiques sont donnés à des étrangers, malgré la condition 4 du diplôme royal et le décret 16 de 1655. Ils demandent qu'offices et bénéfices soient attribués à des Hongrois méritants, sans distinction de religion, et non à des étrangers (en particulier en ce qui concerne les bénéfices ecclésiastiques).

9) Non postrema Patriae documenta promanare et influere in Regnum, membraque ejusdem assolerent, vel ex eo etiam, quod nonnulla Officia Secularia, ac beneficia Ecclesiastica, promiscue fere, ac indifferenter Extraneis, nullo habito eorundem de Patria bene meritorum respectu,

conferantur : Instarent proinde Status et Ordines Regni quam humillime, quatenus Sua Majustas Sacratissima, juxta Conditionem etiam Quartam benigni Diplomatis Sui Regii, ibidemque citatum Articulum Anni 1608. Item Articulos 23. 1622. et 16. 1655[1] Annorum, universas praefecturas Generalatium, Supremorumque et Vice-Capitaneatuum, ac alia Regni officia, sicuti et Beneficia Ecclesiastica de facto vacantia, et vacatura, idoneis nativis et benemeritis personis sine discrimine Religionis, juxta antiquum morem et consuetudinem cum pristina authoritate et potestate, clementer conferre dignetur, neque inposterum hujusmodi Extranei, signanter vero Ecclesiastici introducantur.

ARTICLE 10

Bien qu'il existe dans la Constitution de nombreux textes concernant les tribunaux royaux (à commencer par la condition 5 du diplôme), l'administration de la justice a été empêchée au cours des dernières années. Les Etats et Ordres demandent, en conséquence, que Sa Majesté délègue au palatin son autorité en la matière. Suivent des plaintes concernant l'exécution de sentences prononcées par les tribunaux.

10) Licet circa Juris et Justitiae administrationem Judiciorumque Octavalium majorum et minorum, seu Brevium, nec non Extraordinariorum et Transmissionalium, statis suis temporibus celebrandorum, plurimae exstarent Regni Constitutiones, tam Conditione 5. Diplomatis Regii, quam vero Articulo 34. et 41. Anni 1659. expressae ; quia tamen his Annorum revolutionibus propter diversa impedimenta, aliaque nonnullorum causis suis diffidentium subterfugia, similia Judicia interturbata exstitissent ; ideo summe necessarium videretur, ut Anni ab eorundem ultima celebratione, usque ad futuram promulgationem a praescriptione pro exemptis habeantur, taliterque exempti cautelae Articuli 43. 1649. adnumerentur, siquidem non causantium culpa, sed temporum injuria talium Judiciorum celebratio retardata fuisset : At queant Sua Majestas Sacratissimas imilia Judicia, non obstantibus quorumvis contrariis opinionibus et votis, statis suis temporibus, tam in Superioribus, quam Inferioribus Regni Partibus continue promulgari et celebrari facere, aut Sua Majestate Sacratissima aliis majoribus curis praepedita, Domino Comiti Regni Palatino eatenus authoritatem Articulariter concedere dignetur, Et quia Legitimi Juris Cursus, diversis Regni vetitis tam Inhibitoriis quam Reexecutoriis, cum magna Causantium jactura interturbarentur : Ideo Articulum 45. 1659. renovandum censent, et strictius observandum : hoc declarato, ut expositionem talium Mandatorum, coram illo Judice, cui sonant, in foro Contradictorio, non obstante in Cancellariis tali quali ejusdem edoctione, simpliciter edocere debeant, eandemque parti adversae coram Judice disputare integrum est. Quam-

1. Condition 4 : que les commandements de la Frontière et d'une manière générale les offices du royaume soient attribués à des Hongrois. Promesse confirmée par le décret 27 de 1681.

plures Causantes querulantur et in eo, indubitata Sua Jura periclitari, quod licet de alterius etiam generis, illegitimis Praeceptoriis, Executoriis Mandatis, ad instantiam procedentis paris, a superioribus Regni Judicibus ad inferiores directis, aut dirigendis, inter alias Regni Leges Articulo 53. Anni 1655. cautum exstet, ne talia in nulla Lege fundata, praesertim cum exclusione Juridicorum remediorum, vel Justificatoriae clausulae extradentur, quorum virtute Magistri Protonotarii, aut alii inferiores Justitiarii, Causas Tabulam Suae Majestatis Sacratissimae Regiam concernentes sibi praesumere possint in partibus discutiendas, tantum tamen hactenus abfuisset, ut ab illis tum committentes Superiores, tum vero commissi Inferiores Judices abstinuissent, quin potius illi quidem, similia simplicia Executoria in nullo omnino, vel si aliqua, ea tamen de alia materia et diverso processu sonante Lege, indirecte et adumbrate radicata, etiam cum insolitis derogatoriis et peremptoriis Titulo quoque II. Partis 2. Decreto Operis Tripartiti, vetitis clausulis expedire fecissent. Hi vero penes easdem Causas praedeclaratam Tabula Regiam concernentes, et Privilegia ad praeviam Judiciariam eorundem expeditionem produci necessitata, discutienda et dirimenda pro se vendicassent, nihilque aliud pro ratione et a parte sui reponentes, quam sibi ita, prout superior Judex mandaret, procedendum esse ; Sed et persaepe pars adversa contra ejusmodi mandata, ac vigore eorundem institutos Processus, etiam cum debita honestate et reverentia, metuens sibi a poena violationis sedis infligenda, excipere ausa non fuisset ; Quod cum in praejudicium et derogamen positivarum Legum, dispendiumque Jurium Causantiam evidens verge et, priorum Diaetalium Leges de illegitimis hujusmodi mandatis sancitae, renovandae et huc extendendae censerentur : Ita ut similia mandata nequaquam expediantur, expeditis vero imposterum per inferiores Judices, sub amissione eorundem Officiorum, tempore executionis, reversionis, transmissionis, talium Causarum contra se pronuncianda, nullus locus detur ; eo minus vigore eorundem quidpiam Causantium coram ipsis ad Juristandum compelli possint, quin et Judicia penes eadem fors intendanda, eo facto nullius sint firmitatis, liceatque omnibus causantibus cum honestate, citra incursum praeinsinuatae poenae, contra similia excipere, salva nihilominus in facto Divisionum, successionum, ac aliorum id genus processuum, Superiorum et inferiorum Judicum authoritate in reliquo illibate permantente.

(Contradictio ex parte complurium Regnicolarum, quoad Mandata illegitima, Inhibitoria et Reexecutoria, ut videlicet impetratores talium vigore Articuli 45. 1659. abolitorum, non modo in poenâ ibidem specificata, verum in onere quoque florenorum quingentorum ad instantiam Partis triumphantis citra aliam Commissionem, comperta in praemissis mera rei veritate, toties quoties ipso facto exequendorum, ac inter Judicem sub amissione Officii sui, expositionem et illegalitatem ejusmodi mandatorum dijudicare debentem, nec non lesam partem dividendorum, puniantur. Circa haec praemissa, subsecutis inter Dominos Magnates et Regnicolas talibus Disputationibus, deventum est ab utrinque eo, ut in Augustissimam Suae Majestatis Sacratissimae praesentiam eadem difficultas relegetur.)

Illud quoque Statibus et Ordinibus Regni subnectendum perne-

cessarium visum est, ut Mandata ex Hungarica Regia, vel aliorum Judicum Regni Ordinariorum Cancellariis, etiam vi Articuli 12. 1635. semper in Legibus Regni radicata, et cum clausula Justificatoria, in partibus duntaxat coram Judice suo edocenda expediantur : Secusque expeditis, et in nulla lege fundatis, dictante Articulo 53. 1655. et 45. 1659. ipso facto (non obstante etiam expositionis ejusdem per prius coram Cancellariis facta comprobatione) nullus locus detur : Magistri vero Protonotarii virtute talium Mandatorum, Commissionisque Judicariae inibi contentae ad mentem Articuli 77. 1647. ad facies controversorum bonorum, ob metum nimirum formidinem Turcarum ac aliorum refractariorum in casu praefixionis factae exire volente, eatenus ex parte loci designandae securitati commoditatis, et Vicinitatis non tantum suae propriae, verum etiam unius et alterius partis Causantis parem habeant rationem ; Neve invitis et minus assentientibus Causantibus, alias in gremio tredecim Comitatuum terminare possint : Si autem ad facies ejusmodi bonorum litigiosorum ob legales quasvis rationes et impedimenta, partibus Causantibus terminare nequirent, eo in Casu ii immediate proximiori Comitatu terminare debeant ; imo ne majoribus expensarum profusionibus et fatigiis Causantes aggraventur, Superioris Hungariae Status et Ordines, ad mentem Articuli 23. 1655. pro Judice Curiae Regiae et Protonotario sibi in illis partibus denominando instarent ; In partibus vero Cis-Danubianis unus Protonotarius et nonnulli Tabulae Regiae Assessores sine discrimine Religionis constituantur, Status et Ordines etiam aequum judicarent. Demum si iidem Protonotarii, vel etiam Vice-Comites et Judices Nobilium aliorum negotiorum suorum interventu praepedicti, terminos partibus legitime praefixos, per se solos differendos in votis haberent, tali in casu in causam attractis priusquam ad faciem loci Judicaliter designati incassum sese fatigarent, et inanes facerent expensas (nisi tamen legitime impediti existentes) dilationem terminorum ad notitiam dare, integrum ducant. Casu vero, quo Actores quoque idem faciendum certis suis ex rationibus in propositis habere vellent, ex tunc hujusmodi intentionem suam, tam Judici, quamparti adversae, tempestive ad notitiam dare teneantur. Alioquin ad refusionem expensarum parti in causam attractae pro termino et loco fatigiose et expensive comparenti, per Judicem procedentem conscientiose in affuturo alio termino limitandarum, ac ipso facto irremissibiliterque ex bonis ejusdem, authoritate Judicis ejusdem exequendarum obnoxii reddantur. Extensiones porro terminorum hactenus practicari coeptae taliter continuandae venirent, ut videlicet, nec dum exspirato Partibus litigantibus suo modo praefixo termino, a die hujusmodi extensionis fiendae, cursus competens terminus praefigatur, neque per eosdem in Causis Divisionum (ubi similia divisioni obnoxia bona, in uno duntaxat Comitatu existentia haberentur) ac Pignoratitiorum, usque ad summam Comitatuum attributam (salvâ hoc in passu authoritate Protonotariali veteri et Consueta in Regnis Croatiae et Sclavoniae in suo vigore permanente) procedatur.

In eo etiam Causantes, et praecipue pauperiores, se nimium aggravari potentioribus querulantur, quod in justis suis Juribus, licet justissimo et legitimo Juris processu, acquirendis, tempore ipsarum latarum Deliberationum, exindeque subsecutarum legitimarum executionum, turbentur,

dum videlicet per potentiores sese judiciariae executioni opponendo, eandem non admittunt, vel vero bona jam judicialiter executa propria authoritate violenter reoccupent, gravissimam alias notae infidelitatis poenam in Articulis Regni expressam, Processu Octavalium Judiciorum contra se pronunciandam ex eo capite, quod intra multas Annorum decades Judicia Octavalia Celebrata non fuissent, incurrere non formidantes : Quare indemnitati similium causantium Regnicolarum prospectum iri cupientes, justum judicarent ; ut tales violenti Legitimarum executionum non admissores, praeter poenam homagialem Quinquaginta Marcarum per Judicem principalis causae ipso facto exequendam, etiam in refusione expensarum in executionem praescriptorum bonorum per assistentiam Comitatus, vel etiam Suae Majestatis Sacratissimae Brachialem fiendam, damnorumque (si hujusmodi executionis occasione parti ipsi triumphanti in bonis ipsi adjudicatis emerserint) per eundem Judicem causae exequendarum refusione convincantur. Quo vero ad violentos bonorum judicialiter executorum occupatores ; ipsi propter homagialem expensarumque et damnorum refusionis poenam modo praevio exequendam, etiam in refusione fructuum ex talibus bonis, midio tempore violenter perceptorum, similiter per eundem Judicem conscientiosè limitandorum convicti habeantur.

(Contradictio itidem Dominorum Regnicolarum, quoad violentos bonorum judicialiter executorum reoccupatores, contra quos simpliciter poenam Calumniae, nec quidem virtute Novi Judicii cum gratia resuscitandam inserandam voluerunt ; Dominis Magnatibus in eandem consentire recusantibus, et ad invicem altercantibus : unde haec quoque difficultas in praesentiam dictae Majestatis Sacratissimae relegata exstitit) Id quod ad praeteritas quoque Executiones, per violentas oppositiones turbatas, atque executorum et apprehensorum bonorum potentiarias reoccupationes in praesentiarum ab inde ineffectuatas pendentes, tempusque praescriptionis non transcedentes, in tantum quantum ad Judiciariam admonitionem superinde erga se praemittendam, ejusmodi oppositionibus, et executorum bonorum reoccupationibus succumbentes, pro triumphantibus non cesserint, extensum esse volunt, aequum censentes, quatenus is, qui in acceptanda violenta oppositione, seu reoccupatione legitimum Juris processum, ejusdemque ulteriora remedia licita contemnit, ne eadem in futurum eidem etiam ejusmodi in casu suffragari queant.

Article 11

Les Etats et Ordres demandent que Sa Majesté fixe dès maintenant, par décret, la prochaine session, qui aura à connaître des nombreuses doléances qui ont été laissées de côté.

11) Et quia praeter haec praemissa, pro moderna duntaxat temporis ratione humillime praesentata, restarent alia complurima, longa temporum serie accumulata, ac non minus Regnicolis, quam Libertati et Praerogativae Nobilitari multum praejudiciosa et gravia Regni Gravamina, quibus hoc rerum Statu (nolentes Suam Majestatem Sacratissimam

varii distractam curis magis et magis aggravatam iri) cum annuentia quoque ejusdem Majestatis Sacratissimae dilatis, instarent Status et Ordines humillimè, quatenus altementionata Sua Majestas Sacratissima, pro eorundem quoque pari complanatione, intra spacium unius anni novam Generalem Regni Diaetam Posonium, tanquam locum Directionis Regni Articularem indicere atque promulgare, Clementissimè dignetur[1].

1. La convocation fut promise pour l'année suivante, à Presbourg, par le décret 58 de 1681. En réalité la Diète suivante ne fut convoquée qu'à la fin de l'année 1687, pour procéder à l'élection et au couronnement de l'archiduc Joseph, fils aîné de l'Empereur Leopold Ier. Sous la contrainte, la Diète dut accepter le principe de l'hérédité de la Couronne dans la Maison d'Autriche et ne put même pas présenter ses doléances dont la rédaction fut ajournée. La Diète promise ne fut jamais convoquée. L'occupation militaire du pays et un déploiement important de régiments impériaux avaient eu, pour un temps, raison de l'opiniâtreté des Hongrois.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES INÉDITES

Autriche

Vienne, Archives de l'Etat autrichien.

1) Archives de la Chancellerie (Haus-, Hof- und Staats Archiv) :
   a) Staats Kanzlei, *Hungarica*, fasc. 176 ; *Hungarica Comitialia*, fasc. 395 et 402 contenant les liasses 1655, 1681 et 1687 ;
   b) Landmarschallamt, Nieder-Österreich, *Testamente*, cartons 7 et 27.
2) Archives de la Chambre des Comptes (Hofkammer Archiv) :
   a) Il s'agit essentiellement des registres où étaient copiés tous les actes expédiés par la section hongroise :
   — *Gedenkbücher*, Registratur Ungarn,
   — *Hofzahlamtsbücher* pour 1665 et 1680 ;
   b) Section des manuscrits n° 382 : un exemplaire de l'*Einrichtungswerckh* du cardinal Léopold KOLLONICH.

Vienne, Bibliothèque nationale autrichienne : manuscrit n° 13340 (en italien).

France

Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères :
— *Correspondance politique*, Autriche, vol. 18, 19 supplément, 20-21, 23-24, 26, 29, 31-32, 50, 53 et 69 ;
— *Correspondance politique*, Hongrie, vol. 1 et 2 ;
— *Correspondance politique*, Mayence, vol. 6 ;
— *Correspondance politique*, Venise, vol. 83.

Paris, Bibliothèque nationale, Département des Manuscrits : manuscrits français 8997 et 13020.

Hongrie

Archives de l'Etat hongrois (Magyar Országos Levéltár) :
— A 95 : Magyar Kiralyi Kancéllaria (Chancellerie royale hongroise), *Acta Diaetalia*, fasc. 2, liasses 1655, 1681 ;
— A 10 : Magyar Kiralyi Kancéllaria, *Insinuata Camerae Aulicae*, fasc. 1.
— P 287 : *Forgách Család Levéltára* (Archives de la famille Forgách), fasc. 21, *Országgyülés Irómanyai* (documents relatifs à la Diète), liasses 1681 et 1682
— en particulier les *Acta Diaetalia* pour 1681.

Bibliothèque de l'Université, Département des Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XXXIII.

Italie

Venise, Archives d'Etat (Archivio di Stato), *Senato, Dispacci di Germania*, fasc. (italien *Filza*) nos 105, 120 à 123, 125, 128, 134, 155, 163.

Tchécoslovaquie

Košice (Slovaquie) :

1° Archives de l'Etat (Státny Archiv), pièces concernant le comitat d'Aba-Ujvár.

2° Archives municipales (Archiv Meste Košic) :

— *Schwarzenbachiana*, 1-22 ;

— Liasses 2636-I Ed/1655, 1659, 1662 et 1681.

SOURCES IMPRIMÉES

a) *Textes publiés*

Articuli Universorum Statuum et Ordinum Inclyti Regni Hungariae, 1606-1659, éd. H. Verdyssen, Pottendorf (actuel Burgenland, Autriche), 1 vol. 724 p. in-8°, 1668.

Correspondance de l'empereur Léopold Ier avec le comte Jean Černín, éd. Z. Kalista, *Korespondence čisáře Leopolda I. Janem Černinem*, 1 vol., Prague, 1938.

Dépêches des ambassadeurs vénitiens à Vienne, éd. A. F. Přibram, *Venetianische Depeschen aus dem Kaiserhofe (1657-1661)* (B.N. Paris, 8° M 6656 II, 1).

Dépêches de l'envoyé hollandais à Vienne aux Etats généraux des Provinces-Unies, éd. G. Van Antal, *Weensche Gesantschaps Berichten*, t. I (1670-1671) (B.N. Paris, 4° M 2165 < 67 I >).

Prothocolla Generalium Congregationum Statuum et Ordinum Regnorum Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae, en croate *Zakljucči Hrvatskog Sabora*, t. I (1631-1693), 1 vol. 760 p., Zagreb, 1958.

Rapports du nonce apostolique à Vienne au cardinal secrétaire d'Etat, éd. A. Levinson, *Nuntiatur Berichte aus Deutschland*, dans *Archiv für Österreichische Geschichte*, t. 103 et 106, Vienne, 1907.

Relations des ambassadeurs vénitiens à la Cour impériale, éd. Fiedler, *Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland im 17. Jahrhundert*, dans *Fontes Rerum Austriacarum*, section II, t. 27.

Theatrum Europaeum, t. VIII à X, XIII et XV, Francfort (B.N. Paris, G 901).

b) *Auteurs anciens*

Georges Barsony, *Veritas toti mundo declarata*, éd. de 1681, Sopron, 1 vol. 220 p. in-12.

E. Brown, *Relation de plusieurs voyages*, 1 vol., Paris, 1674, traduction française de *Relation of some travels* faite à Londres l'année précédente (B.N. Paris, G 3561).

Evliyâ Çelebi, éd. R. Kreutel, *Im Reich des Goldenen Apfels* (traduction allemande de l'original turc), 1 vol., Vienne, 1962.

Jean Amos Komensky, *alias* Comenius, *Gentis Felicitas*, Sarospatak, 1652, dans *Opera Omnia, Didactica*, réédition, Prague, 1956.

Cardin LE BRET, *De la Souveraineté du Roy*, Paris, 1632 (B.N. Paris, 4° Le 4 38).
Juste LIPSE, *Monita et exempla politica*, 2 t. en 1 vol., Paris, 1605 (B.N. Paris, E 3650).
R. MONTECUCCOLI, éd. A. VELTZÉ, *Ausgewählte Schriften*, 4 vol., Vienne, 1898 — en particulier le t. III.
P. REVAY, *De... Monarchiae et Sacrae coronae Regni Hungariae*, réédition par F. NÁDÁSDY, Francfort, 1659 (B.N. Paris, M 1121).
G. E. RINCK, *Leopold des Grossen...Leben und Thaten*, 2 t. en 1 vol., 148 et 1 159 p., in-8°, Leipzig, 1708.
Hanns TSCHANY, éd. J. PAÚR, *Csányi János Kronikája*, dans *Magyar Történelmi Tár*, t. V, Budapest, 1858.
J. TROSTER, *Das Alte und neue Teutsche Dacia*, 1 vol., Nuremberg, 1660.
Etienne WERBÖCZY, *Decretum latino-Hungaricum sive Tripartitum Opus Juris consuetudinarÿ inclyti Regni Hungariae*, appelé communément *Opus Tripartitum*, réédition de Nicolas KIS, Cluj, 1698, 1 vol. 425 p.
Nicolas ZRINYI, *Összes Müvei*, éd. T. KLANICZAY, 2 vol., Budapest, 1958.

OUVRAGES ET ARTICLES

I. BALOGH, A Gabona betakaritása a XVI-XVII században (L'engrangement des céréales aux XVI^e-XVII^e siècles), dans *Ethnografia*, t. 68, Budapest, 1957, p. 270-291.
M. BARANY-OBERSCHALL, *Die Sankt-Stephans Krone*, 1 vol. 79 p., Vienne, 1961.
L. BENCZEDI, A « vitezlö rend » és ideologiája a Thököly felkelesben (« L'ordre militaire » et son idéologie au cours de l'insurrection d'E. Thököly), dans *Történelmi Szemle*, Budapest, 1963, p. 33-43.
K. BENDA, Der Haiduckenaufstand in Ungarn und das Erstarken der Stände in der Habsburger Monarchie (1607-1608), dans *Nouvelles Etudes historiques*, Budapest, 1965.
K. BENDA, La Réforme en Hongrie au XVI^e siècle, dans *Actes du Colloque d'historiens franco-hongrois*, Paris, mars 1968.
A. BÉRÉS et Gy. MODY, *A Hajdúság történetének és neprajzának irodalma (Littérature relative à l'ethnographie et à l'histoire des Haïdous)*, 1 vol. 51 p., Debrecen, 1955.
H. BOGDAN, *Histoire de la Hongrie*, 1 vol. 126 p., Paris, P.U.F. (coll. « Que sais-je? »), 1966.
Gy. BONIS, The Hungarian Feudal Diet (XIII-XVIIIth century), dans *Anciens pays et Assemblées d'Etats*, Recueil de la Société Jean-Bodin, t. XXVI, p. 287-307, Bruxelles, 1965.
Gy. BONIS, Ständisches Finanzwesen in Ungarn, dans *Nouvelles Etudes historiques*, t. I, p. 83-103, Budapest, 1965.
E. DENIS, *La Bohême après la Montagne Blanche*, t. 1, 1 vol. 638 p., Paris, 1903.
S. DOMANOVSZKY, Zur Geschichte der Gutsherrschaft in Ungarn, dans *Festschrift (Mélanges) A. Dopsch*, Baden bei Wien, 1938.
F. ECKHARDT, *A Földesúri büntetöbiraskodás a XVI-XVII Században (La justice criminelle seigneuriale aux XVI^e-XVII^e siècles)*, 1 vol., Budapest, 1964.
L. ELEKÉS, *Hunyadi* (en hongrois), 1 vol., Budapest.
L. ELEKÉS, Rendiség és Központositás a feudalis államokban (Système des ordres et centralisation dans les Etats féodaux), dans *Studia historica*, Budapest, 1962.
Gy. EMBER, *Az újkori magyar Közigazgatás Története 1526-1711 (Histoire de l'administration centrale hongroise, 1526-1711)*, 1 vol. 625 p., Budapest, 1946.

Gy. EMBER, Zur geschichte des Aussenhandels Ungarns in 16. Jahrhundert (Contribution à l'histoire du commerce extérieur de la Hongrie au XVIe siècle), dans *Studia historica*, Budapest, 1960.

Ch. d'ESZLARY, Les étrangers dans l'ordre juridique hongrois, dans *L'Etranger* Recueil de la Société Jean-Bodin, II, p. 431-450.

A. GINDELY, Über die Erbrechte des Hauses Habsburg auf die Krone von Ungarn in der Zeit 1526-1687, dans *Archiv für Österreichische Geschichte*, t. 51, p. 195-240.

G. GRULL, *Die Robot in Ober-Österreich*, 1 vol., Linz, 1954.

K. GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung... in Böhmen, Mähren und Schlesien*, 2 vol., Leipzig, 1893-1894.

O. R. HALAGA, Košické Mestské Knihy 1394-1737 (Registres municipaux de Košice), dans *Sbornik Archivnich Práci*, t. 7, p. 138-164, Prague, 1917.

H. HANTSCH, *Geschichte Österreichs (Histoire d'Autriche)*, 2 vol., Gratz, 1955.

H. HASSINGER, Die erste Wiener Orientalische Handelskompagnie 1667-1683, dans *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschafts Geschichte*, t. 35, 1942.

G. HECKENAST, A murany völgyi vashámoros céh szábalyai (1585-1755) (Les statuts de la corporation des forgerons de la vallée de la Murany), dans *Történelmi Szemle*, I, p. 430-444, Budapest, 1957.

HELLEBRANT, voir SZABO.

B. HOMÁN et Gy. SZEKFÜ, *Magyar Történet (Histoire hongroise)*, 6 vol., en particulier le t. IV, Budapest, 1935.

P. HORVATH, Studenti zo Slovenska na Krakovskej univerzite (Les étudiants originaires de Slovaquie à l'Université de Cracovie), dans *Humanizmus a Renesancia*, p. 162-192, Bratislava, 1967.

G. ISTVANYI, A generalis congregatio (L'assemblée de comitat), dans *Leveltári Közlemények*, 1940, p. 191 sqq.

B. JLA, Az irasbeliség szerepe a XVII szaradi gazdasagi igazgatásban (Le rôle des écritures dans l'administration économique du XVIIe siècle), dans *Levéltári Közlemenyek*, t. 24, p. 27-46, Budapest, 1946.

L. JUHÁSZ, A porta története 1526-1848 (Histoire de l'unité fiscale), dans *Századok*, t. 70, p. 497-578, Budapest, 1936.

D. KASIC, Prilozi za istoriju statuta Valachorum (Contribution à l'histoire du statut des Valaques de 1630), dans *Spomenik Srpska Akademija Nauka, Umetnosti*, Belgrade, 1956, p. 106 sqq.

B. KÖPECZI, *A Rákóczi-Szabadságharc és Franciaország (La guerre d'Indépendance de Rákóczi et la France)*, 1 vol. 489 p., Budapest, 1966. Version française : *La France et la Hongrie au début du XVIIIe siècle*, 1 vol., 624 p., 41 illustrations, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971.

I. KISS, A bihari borvidék a XVI század végén (La région viticole de Bihar à la fin du XVIe siècle), dans *Szazadok*, t. 92, p. 616-624, Budapest, 1958.

R. KISZLING, *Die Kroaten*, 1 vol. 266 p., Gratz, 1956.

T. KLANICZAY, *Zrinyi Miklos* (en hongrois), 1 vol., Budapest, 1950.

T. KLANICZAY, édit. de ZRÍNYI, *Zrinyi Miklos összes Müvei (Œuvres complètes de Nicolas Zrinyi)*, 2 vol., Budapest, 1958.

T. KLANICZAY, Un machiavellista ungherese : Miklos Zrínyi, dans l'ouvrage collectif *Italia ed Ungheria*, p. 185-189, Budapest, 1966.

D. KOSARY, Français en Hongrie en 1664, dans *Revue d'Histoire comparée*, p. 29-65, Paris, 1946.

J. KOVACSICS, *Magyarország Történeti demográfiája (Démographie historique de la Hongrie)*, 1 vol. 441 p., Budapest, 1963.

Fr. von KRONES, Zur Geschichte Ungarns (1671-1683) mit besonderer Rücksicht auf die Tätigkeit... des Jesuitenordens, dans *Archiv für Österreichische Geschichte*, t. 80.

Fr. von KRONES, article « Porzia », dans *Allgemeine Deutsche Biographie.*

Fr. von KRONES, article « Erzherzog Leopold-Wilhelm », dans *Allgemeine Deutsche Biographie.*

KUSIK, voir MARSINA.

Z. LIBISZOWSKA, Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne (Une tentative de réforme d'Etat au XVII^e siècle), dans *Publication de l'Académie polonaise des Sciences*, fasc. 53, *Certains aspects des rapports entre la France et la Pologne au XVII^e siècle*, Varsovie, 1964, p. 1-18.

E. LOUSSE, Assemblées représentatives et taxation, *Actes du XII^e Congrès international des Sciences historiques*, Vienne, 1965, t. III, p. 102-103.

L. MAKKAI, *Histoire de la Transylvanie*, 1 vol., Paris, 1946.

L. MAKKAI, *I Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai 1631-1648 (Documents concernant l'économie des grands domaines de Georges I^er Rákóczi)*, 1 vol., Budapest, 1954.

L. MAKKAI, *Paraszti és majorsági mezögazdasági terméles a XVII században (Production agricole des paysans et des grands domaines au XVII^e siècle)*, 1 vol. 32 p., Budapest, 1957.

L. MAKKAI, *Mühely és hutateltárok a XVII századi Rákóczi-uradalmaktol (Forges et verreries sur les domaines des Rákóczi au XVII^e siècle)*, Budapest, 1957.

F. MAKSAY, *Urbáriumok XVI-XVII században (Terriers des XVI^e-XVII^e siècles)*, 1 vol. 895 p., Budapest, 1959.

R. MANTRAN, *Istanbul au XVII^e siècle*, 1 vol. 734 p., Paris, 1962.

R. MARSINA et M. KUSIK, *Urbáre feudalnych panstiev na Slovensku 17 storocie (Terrier des domaines féodaux en Slovaquie au XVII^e siècle)*, t. II, 1 vol. 595 p., Bratislava, 1959.

MAURER, *Graf Leopold Cardinal Kollonitsch*, 1 vol., Innsbruck, 1885.

G. MECENSEFFY, *In Dienste drei Habsburger : Johann W. Fürst Auersperg (Au service de trois Habsbourg : le prince Jean W. Auersperg)*, Vienne, 1955.

S. J. MILLER et J. SPIELMAN, *Don Cristobal Rojas y Spinola (1626-1695)*, 1 vol., Philadelphie, 1962 (en anglais).

R. MOUSNIER, Problèmes de stratification sociale, dans R. MOUSNIER, Y. DURAND, J.-P. LABATUT, *Deux cahiers de la noblesse 1649-1651*, p. 9-49, Paris, P.U.F., 1965.

L. NAGY, Buda polgársága a XVII század végén (La bourgeoisie de Bude à la fin du XVII^e siècle), dans *Tanulmányok Budapest*, Budapest, t. 17, p. 27-55, Budapest, 1966.

B. OBAL, *Die Religionspolitik in Ungarn nach dem Westfälischen Frieden während der Regierung Leopolds I.*, Dissertation, Halle, 1910.

J. OBERUC, *Les persécutions des luthériens en Slovaquie au XVII^e siècle*, thèse théologie protestante, 1 vol. 173 p., Strasbourg, 1927.

I. OROSZ, A hegyaljai mezövárosok társadalma a XVII században különos tekintettel a szölöbirtokok (La société rurale au XVII^e siècle dans les vignobles de la région de Tokay), dans *Agrartörténeti Tanulmányok*, Budapest, 1961.

Zs. P. PACH, Neuvième et dîme seigneuriales en Hongrie au XVII^e siècle, dans *Nouvelles Etudes historiques*, t. I, p. 261-283, Budapest, 1965.

Zs. P. PACH, *Die ungarische Agrarentwicklung in 16-17 Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang*, t. 54, des *Studia historica*, 1 vol. 164 p., Budapest, 1964.

Gy. PAULER, *Wesselényi Ferenc Nádor et tarsásai összeesküvése (La conjuration du palatin François Wesselényi et de ses alliés)*, 2 vol., Budapest, 1874.

K. PEBALL, Die Schlacht bei St. Gotthard-Moggersdorf 1664, dans *Militärhistorische Schriftenreihe*, t. I, 1 vol. 32 p., Vienne, 1964.

J. POLISENSKY, Uztah Jessenio a Fradelio Ke Slovenskn, dans *Humanizmusa Renesancia na Slovensku*, ouvrage collectif, 508 p., p. 321-331, Bratislava, 1967.

Fr. Posch, Philipp von Hörnigk (en allemand), dans *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, t. 61, p. 337 sqq.
A. F. Přibram, *Geschichte der Löhne und Preise in Österreich (Histoire des salaires et des prix en Autriche)*, 1 vol., Vienne, 1938.
I. Racz, Les couches militaires issues de la paysannerie libre en Europe orientale (XVe-XVIIe siècles), dans *Publicationes Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis*, p. 45-69, Debrecen, 1964.
O. Redlich, Angebliches Gutachten des Hofkanlers Hocher, dans *Beiträge zur Neueren Geschichte Österreichs*, t. IV, p. 120-122, Vienne, 1908.
G. E. Rothenberg, *The Austrian Military Border in Croatia 1522-1747*, 1 vol., Urbana (Université d'Illinois), 1960.
A. Sauvageot, *Esquisse de la langue hongroise*, 1 vol., Paris, Klincksieck.
Schwarz, *The Imperial Privy Council*, 1 vol., Chicago, 1943.
Sinkovics, Le servage héréditaire en Hongrie aux XVIe et XVIIe siècle, dans *Studia historica*, t. 53, p. 47-90, Budapest, 1963.
F. von Šišić, *Geschichte der Kroaten*, 2 vol., Zagreb, 1917.
E. Somogyi, A határörvidéki privilégiumok hatasa a paraszti osztályharc alakulására a XVII században — Horvátországi parasztfelékelés 1653-59 (L'influence des privilèges des régions frontières sur le développement des luttes paysannes au XVIIe siècle : les insurrections paysannes en Croatie), dans *Történelmi Szemle*, t. 5, p. 149-172, Budapest, 1962.
J. Stanislaw, *Dejiny slovenského jazyka (Histoire de la langue slovaque)*, t. III, textes, Bratislava, 1967.
Szabo et Hellebrant, *Régi Magyar Könyvtár (Bibliographie hongroise ancienne)*, 2 vol., Budapest, 1886.
J. Szücs, Das Städtewesen in Ungarn im 15-17 Jahrhundert, dans *Studia historica*, t. 53, p. 97-164, Budapest, 1963.
Z. Tóth, Biographie d'une frontière : la formation du Partium, dans *Revue d'Histoire comparée*, Paris, 1946, p. 79-102.
A. M. Trivellini, *Il Cardinale Francesco Buonvisi*, 1 vol., 262 p., Florence, 1958.
V. Urban, Slovensko-polské ustaky v epoche obrodenia a reformácie (Les relations entre la Slovaquie et la Pologne à l'époque de la Renaissance et de la Réforme, fin XVe siècle-début XVIIe siècle), dans *Humanizmus a Renesancia na Slovensku*, p. 374-391, Bratislava, 1967.
E. Varga, *Uriszéki Jegyzökönyvek (Registre des justices seigneuriales)*, 1 vol., Budapest, 1961.
A. Várkonyi, contribution à l'*Histoire de Hongrie* (en hongrois) dirigée par E. Molnár, 2 vol., t. I, p. 231-281, Budapest.
A. Várkonyi, Habsburg Absolutism and Serfdom in Hungary, dans *Acta historica*, 1965, t. I, p. 359 sqq.
G. Wagner, *Das Türkenjahr 1664. Eine europäische Bewährung (La guerre turque de 1664 : l'Europe se défend)*, 2 vol., Eisenstadt, 1964.
V. Zimanyi, Majorsagi gazdálkodas a Rohonc.-Szaloneki tarsuradalómban a XVII század derekén (Economie domaniale à Rohonc.-Szalonek au début du XVIIe siècle), dans *Agrartörténelmi Szemle*, t. 4, p. 25-51, Budapest, 1962.
V. Zimanyi, *Adalékok a Batthyányak XVII századi marhakereskedésenek történetéhez (Contributions à l'histoire du commerce des bovins pratiquée par les Batthyany au XVIIe siècle)*, Budapest, 1961.

INDEX
DES NOMS DE PERSONNES

Almassy, Etienne, 46.
André II, 41.
Apáffy, 224, 226.
Auersperg (prince Jean Weickhard), 20, 56.

Balassa, Emeric, 46, 65, 217, 218, 261.
Barsony, Georges, 24, 51, 89, 90.
Bathory, Sophie, 30.
Batthyány, 46, 73, 213.
Benda, K., 12, 22, 23.
Bercsenyi, 177.
Bonis, Gy., 49.
Boscкay, Etienne, 29, 84.
Bosnyak, Pierre, 29.
Brebirio, Georges (*voir* famille Zrinyi).
Brown, sir Edward, 13, 14, 32, 33, 67, 95.
Buonvisi, 272.

Cardin Le Bret, 40, 43.
Charles de Lorraine, 45.
Charles III (empereur Charles VI), 62, 71.
Colbert Charles (marquis de Croissy), 10.
Contarini, 76, 277.
Cornaro, F., 69.
Csaky, Etienne, 51, 100, 101.
Csanyi, János (*voir* Tschánny Hanns).
Czobor (famille), 45, 159.

Denis, E., 12.
Dietrichstein, 100, 102.
Don Cristobal Rojas y Spinola, 24, 51.
Draskovich, Georges (évêque de Györ), 108, 128, 172, 246, 247.

Eléonore de Gonzague, 99.
Ember, Gy., 27, 28.

Erdödy, Emeric, 29, 149.
Erdödy, Nicolas, 29, 70, 160.
Erdödy, Simon, 29.
Erdödy, Thomas, 29, 40, 57.
Eszterházy, Paul, 29, 37, 40, 43, 92, 159, 217, 274, 280, 282.
Eugène de Savoie (prince), 4, 29.
Evliyâ Çelebi, 32, 67.

Fanczy, Paul, 161.
Farkas, Thomas, 49.
Feja, André, 56.
Ferdinand Ier, 15, 66, 81, 83.
Ferdinand II, 11, 45, 67, 69.
Ferdinand III, 69, 70, 75, 99, 100, 102, 162, 167, 168, 212.
Ferdinand IV, 70, 99, 102.
Forgách, Adam, 36, 42, 51, 53, 157, 221.
François Ier Rákóczi, 30, 36, 40.
François II Rákóczi, 11, 41, 44.
Frangepani, 65.

Georges II Rákóczi, 11, 29, 163, 223.
Görgey, Ezéchiel, 57.
Gory, Nicolas, 53.
Grémonville, 10.
Grimmelshausen, 76.
Grüll, G., 33.
Gubasoczy, Jean, 51.

Hamel, Bruynincx, 90, 277.
Hantsch, H., 12.
Hocher (baron), 29, 65, 77, 78, 273, 277.
Hohenfeld (comte), 31, 32, 62.
Hörnigk, 77.
Hunyadi, Jean, 21.

Illesházy, Etienne, 46, 291.

JAKUSICH, Emeric, 214.
JOSEPH II, 17.
JURIKOVICH, 29.

KEGLEVICS, Pierre, 248.
KEJSZER, Euphrosine, 160, 221.
KEMENY, Jean, 163, 223, 224.
KEÖVI, André, 30, 37.
KHURTZ (chancelier), 56.
KOLLONICH, Léopold, 17, 20, 26, 31, 40, 47, 63, 82, 83, 90, 93, 225, 277, 278.
KOMENSKY, Jan Amos (*alias* Comenius), 13.
KÖPECZI, Béla, 11, 36.
KÖSZEGHY, Etienne, 51.
KOVACSICS, J., 17, 18.
KUN, Anne, 220, 221.

LADISLAS II JAGELLON, 66.
LA FUENTE (marquis de), 56.
LEHMANN, Gaspard, 56.
LÉOPOLD Ier (empereur), 6, 15, 24, 38, 39, 45, 56, 61, 67, 70, 77, 79, 87, 89, 91, 102, 162, 280.
LÉOPOLD GUILLAUME (archiduc), 55.
LÉOPOLD IGNACE (archiduc) (*voir* Léopold Ier, empereur).
LIPPAY (famille), 25, 215.
LIPPAY, Georges, 25, 40, 51, 60, 100-102, 108, 164, 223.
LISOLA, Fr., 162.
LISTYI, Ladislas, 216, 263.
LOBKOWITZ (prince), 56.
LOUIS II JAGELLON, 66.

MACZEPODANY, 51.
MADARASZ, Martin, 59.
MAJLATH, 82.
MAKKAI, L., 15, 35, 36.
MANTRAN, R., 11.
MARIASKY, Emeric, 57.
MARIE-THÉRÈSE, 62.
MASARYK, Th., 6.
MATHIAS CORVIN, 21.
MAXIMILIEN D'AUTRICHE, 66.
MIKULICH, Alexandre, 145.
MONTECUCCOLI (général), 20, 73, 77, 162, 224.
MOSDORFER, Paul, 153.

NÁDÁSDY (comte François), 29, 36, 40, 65, 88, 92, 164, 214.
NAGY, Etienne, 153.
NANI, B., 55, 74, 101, 102.
NYARI, Emeric, 156.

ORBÁN, Etienne, 273.
ORBÁN, Michel, 83, 108.

PÁLFFY, Nicolas, 40, 70, 96, 99, 120, 154, 156, 267.
PÁLFFY, Thomas (évêque d'Eger), 25, 28, 29, 51.
PALUGYAI, Gabriel, 263.
PATATICH, Nicolas, 57.
PATATICH, Pierre, 57.
PATIN, Charles, 9, 10.
PÁZMÁNY (cardinal), 23, 25, 87, 88.
PÁZMÁNY, Nicolas, 214.
PERÉNY, Agnès, 216.
PERÉNY, Georges, 100.
POLIŠENSKY, J., 16.
PORTIA (comte Ferdinand), 20, 21, 39, 45, 55, 88, 164, 223, 225-227, 269.
POSAR, 191, 192.
PŘIBRAM, A. F., 33.

RÁKÓCZI (famille), 35, 36.
RAKSANY, André, 49.
RATUIT, Louis (comte de Souches), 73, 74.
REDEY, 163.
REVAY, Emeric, 46, 49, 218.
RODOLPHE II, 101.
ROTTAL, Louis, 155, 211, 212, 225.

SAGREDO, G., 67, 68, 74.
SAVOIE (prince Eugène de), 4, 29.
SCASNY, Jean, 37.
SCHULTZ, Georges, 261.
SCHWARZ, 21.
SEBEVILLE, 14, 36, 275, 278.
SIGISMOND DE LUXEMBOURG, 24, 119, 122.
SINELLI (évêque de Vienne), 90, 272, 276.
SINKOVICS, István, 19.
SOLIMAN LE MAGNIFIQUE, 21.
STAHREMBERG, 262.
STANISLAW, J., 15.
SZANTOHAZY, Sigismond, 146.
SZECHÉNYI, Georges, 41, 51.
SZECHÉNYI, Paul, 41, 51.
SZEKELY, André, 52.
SZELEPCZÉNYI, Georges, 27, 28, 51, 56, 164, 226.
SZENT-GYÖRGYI, 51.
SZÜCS, J., 46.
SZUKAY, Mathias, 52.
SZUMYOGH, André, 261.

THÖKÖLY, Emeric, 18, 30, 36, 40, 41, 44, 49, 52, 62, 74, 271, 275, 276, 279.
THÖKÖLY, Etienne, 49, 198.
THÖKÖLY, Sigismond, 100.
THURZÓ, Georges, 157.
TRAUTMANSDORF, Guillaume, 153.
TSCHÁNNY, Hanns, 47, 63.

VITNIEDY, Etienne, 18.

WAGNER, Georg, 9.
WALTER LESLIE (comte), 72, 73, 270.
WERBÖCZI, Etienne, 18, 19, 23, 24.
WESSELÉNYI, François, 30, 31, 38, 40, 51, 64, 65, 70, 92, 100, 164, 170, 226, 228.

ZAKMARDY, 57.
ZAPOLYA, Jean, 67.
ZAY (baron André), 70.
ZRINSKA, 18, 21, 46.
ZRINYI, Hélène, 30, 36.
ZRINYI, Nicolas, 18, 22, 39, 51, 57, 73, 100, 145, 146, 225, 227, 269, 270.
ZRINYI, Nicolas l'Ancien, 21.
ZRINYI, Pierre, 22, 36, 38, 40, 53, 65, 271.

INDEX
DES NOMS DE LIEUX

Abaújvár, 52, 93, 104.
Arva, 186, 203.

Banská Bystrica (allemand Neusohl), 259-261.
Barátfalu (allemand Minichhofen), 210, 222.
Bardejov (hongrois Bártfa), 47, 52, 90.
Beregh, 129, 185.
Bors, 93, 116.
Bratislava, *voir* Presbourg.
Buccari, 143.
Bude (hongrois Buda), 49, 69, 123, 223.
Burgenland, 9, 29, 36, 96.

Cluj (hongrois Kolozsvár), 44, 223.
Constantinople, 93, 99, 132, 173, 236.
Cracovie, 96.
Croatie, 6, 54, 73, 84, 137, 235, 257, 267, 271.
Csanad, 51, 53.

Dalmatie, 21, 72.
Debrecen, 46.
Diosgyör, 177.

Eger, 25, 26, 51, 52, 93, 105.
Egerszegh, 248.
Eisenstadt (Kismarton), 37, 120.
Esztergom (allemand Gran), 24, 25, 28, 40, 49, 51, 53, 58, 66, 99, 131, 161, 246, 273.

Fiume, 72.
Forchenstein (Fraknó), 37, 281.

Gömör, 197.
Gratz, 64, 95, 96.
Györ (allemand Raab), 24, 43, 53, 72, 73, 109, 127, 181, 183, 187, 201, 202, 210, 252, 273.

Hainburg, 57.
Haute-Hongrie (*voir* Slovaquie).
Hónt, 93, 104, 215.

Istanbul (*voir* Constantinople).

Kanizsa, 171.
Kalocsa, 24, 27, 49, 51, 56.
Karlovác, 138, 142.
Kesmárk, 195.
Kis Komárom, 171, 204, 210.
Kis Tapoltsány, 171, 299.
Komorn (hongrois Komarom), 109, 156, 182, 183, 208, 258.
Korpona, 113, 139, 152, 153, 171.
Košice (hongrois Kassa), 45-47, 52, 56, 59, 90, 93, 104, 105, 273, 277, 290, 293.
Köszeg (allemand Güns), 106.
Kremnica, 47, 81, 107, 155, 207, 266.

Leibitz, 195, 196.
Levoča, 90, 195.
Linz, 89, 165.
L'upča (Lipcse), 30, 31, 35, 37.

Mohács, 19.
Montagne blanche (tchèque Bilá Horá), 69.
Moson, 147, 187, 212, 222.
Mukačevo (voir Munkács).
Munkács (ukrainien Mukačevo), 36.
Münster, 99.
Muraköz, 111.

Nitra (hongrois Nyitra), 24, 27, 51, 52, 105, 128, 181.
Nógrad, 42, 179, 180, 274.
Nové Zamky (hongrois Ersékújvár), 25, 51, 80, 107, 128, 172, 208, 246, 269, 270, 295.

Onód, 107.
Oradea (hongrois Nagy-Várád), 24, 51, 64, 295.

Pálangh, 80, 178.
Pécs (allemand Fünfkirchen).
Pesth, 209.
Prague, 27, 87.
Presbourg, 14, 15, 23, 26, 27, 37, 42, 43, 45, 47, 52, 57, 59, 62, 67, 87, 89, 90, 99, 130, 159, 172, 173, 193, 194, 223, 270, 273, 278, 279, 303, 317.
Prešov (hongrois Eperjes), 45, 52, 87, 90, 227, 273.
Putnok, 178.

Rabaköz, 127.
Rust, 120.

Saint André (Szent András), 30, 37, 62.
Saint Gothard, 228.
Sáros, 153, 222.
Sárospatak, 13, 30, 44.
Sárvar Kapuvár, 36.
Sezcsén, 80.
Silésie, 32, 122, 125, 255.
Slavonie, 73, 80, 85, 111, 137, 188, 192, 235, 245, 252, 257, 264.
Slovaquie, 15, 33, 35, 45, 89, 93, 114, 168, 192, 227, 252, 275.
Sopron (allemand Œdenburg), 33, 45, 47, 87, 90, 120, 198, 200, 258, 274, 277.
Spiš (*voir* Szépes).
Strasbourg, 55, 276.
Szabolcs, 129, 208, 224.
Szalavár, 247.
Szarkeö, 213, 221.
Szatmár (roumain Seatu Mare), 72, 185, 224, 276.
Szépes (slovaque Spis), 52, 57, 150, 152, 185, 310.
Szigetvár, 21, 22.

Thurocz, 117.
Tokay, 95, 105.
Transylvanie, 17, 35, 69, 74, 129, 152. 198, 224, 226, 235, 269, 312.
Trenčin (hongrois Trencsén), 105, 197, 203.
Trnava (Nagy Szombat), 24, 44, 47, 131, 147.

Ugocsa, 129, 185.
Ukraine subcarpatique, 9.

Vac, 179, 180.
Varaždin, 139, 141, 142, 175.
Vasvár, 23, 39, 74, 87, 127, 269, 276.
Veszprém, 24, 52.
Vienne, 5, 6, 27, 33, 36, 40, 41, 43, 44, 47, 64, 77, 81, 83, 89-91, 94, 101, 163, 164, 201, 227, 269, 271, 274, 294.
Villes minières, 16, 46, 47, 52, 81, 105, 113, 125, 193, 195, 253.

Wiener Neustadt, 26.

Zagreb, 24, 52, 53, 149.
Zala, 93, 104.
Zemplen, 43.
Zenderö, 80, 177.
Zolyom, 43, 261.
Zsitva-Török, 104, 107, 283.

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Victor-L. Tapié 5

Introduction 9

I. — La nation hongroise 13
1. Le pluralisme linguistique en Hongrie 13
2. Société d'Ordres et noblesse hongroise 18

II. — La Diète hongroise 48
1. La composition de la Diète 49
2. Le déroulement d'une session 54

III. — Doléances de la Diète et droit d'Etat 71
1. L'administration de la guerre 79
2. La politique religieuse des Habsbourg 86
3. Place de la Hongrie dans la Monarchie autrichienne 91

Chapitre Premier. — **La Diète de 1655** 99
Présentation 99
Gravamina (Doléances de 1655) 103

Chapitre II. — **La Diète de 1659** 162
Présentation 162
Gravamina (Doléances de 1659) 167

Chapitre III. — **La Diète de 1662** 223
Présentation 223
Gravamina (Doléances de 1662) 228

Chapitre IV. — **La Diète de 1681** 269
Présentation 269
Gravamina (Doléances de 1681) 280

Bibliographie 319

Index des noms de personnes 325

Index des noms de lieux 329

1973. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 32 553 IMPRIMÉ EN FRANCE IMP. N° 23 512